



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

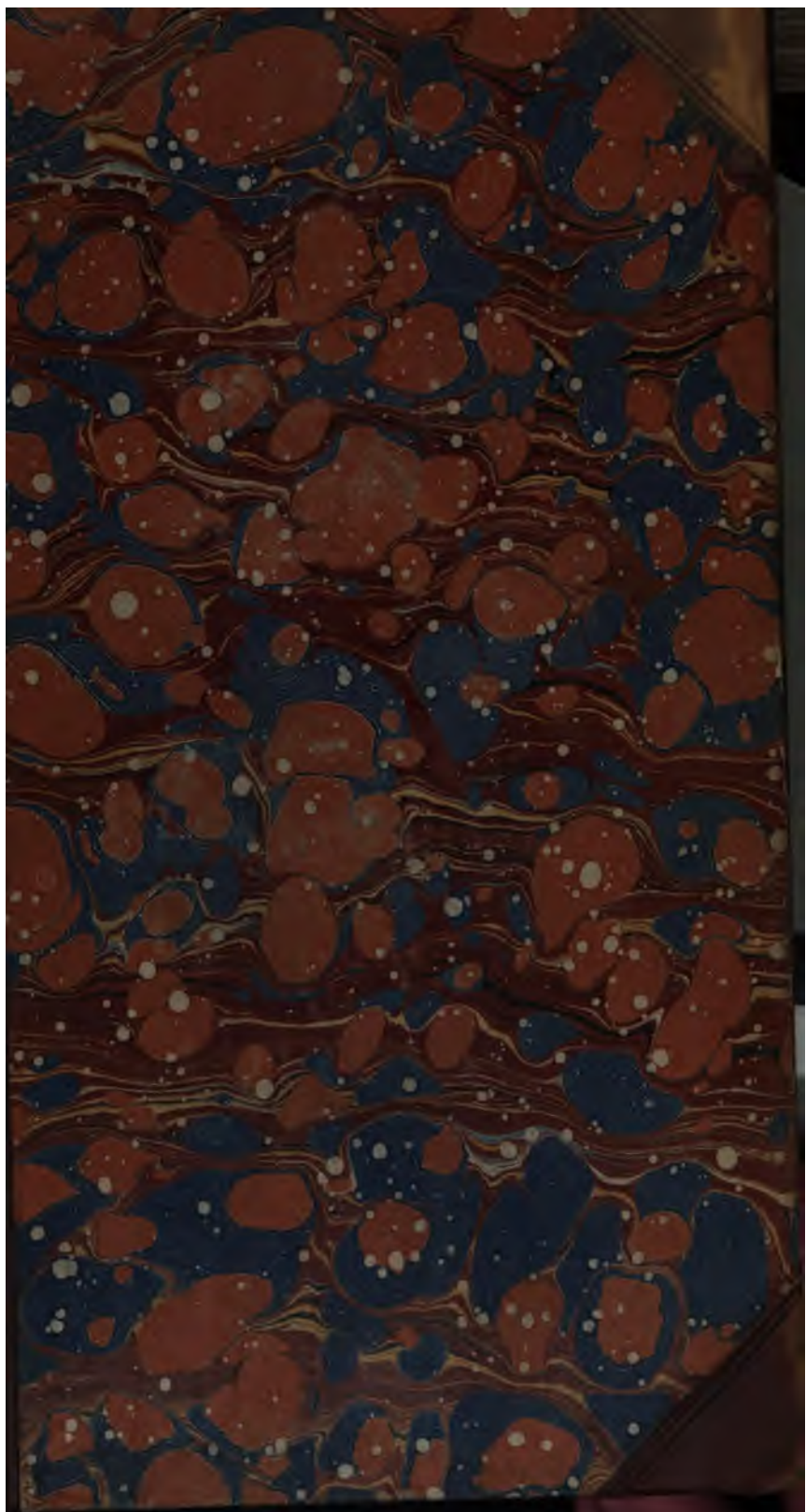
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

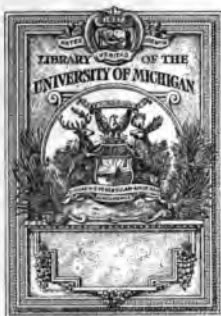
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





FROM THE LIBRARY OF  
Professor Karl Heinrich Rau  
OF THE UNIVERSITY OF HEIDELBERG

PRESENTED TO THE  
UNIVERSITY OF MICHIGAN

BY  
Mr. Philo Parsons

OF DETROIT

1871











10021  
**NOUVEAU RECUEIL**

**DE**



# **T R A I T É S**

*d'Alliance, de Paix, de Trêve, de Neutralité,  
de Commerce, de Limites, d'Echange etc. et de  
plusieurs autres actes servant à la connoissance  
des relations étrangères*

*des Puissances et états*

## **DE L'EUROPE**

**TANT DANS LEUR RAPPORT MUTUEL**

**QUE DANS CELUI ENVERS LES PUISSANCES**

**ET ETATS DANS D'AUTRES PARTIES DU GLOBE**

*depuis 1808 jusqu'à présent.*

---

*Tiré des copies publiées par autorité, des meilleures collections  
particulières de traités et des auteurs les plus estimés.*

**PAR**

**G E O. F R É D. D E M A R T E N S**

*continué par*

**F R É D É R I C S A A L F E L D.**

---

**Tome IX.**

**1827 — 1831.**

---

**À GOTTINGUE,**

**DANS LA LIBRAIRIE DE DIETERICH.**

**1833.**





---

## AVANT - PROPOS.

**E**n publiant ce nouveau tome de la continuation du recueil de traités de feu Mr. de Martens, l'éditeur se croit obligé pour obvier à tous les jugemens vagues et inconsiderés qu'on pourroit porter sur son ouvrage, d'ajouter quelques observations préliminaires. C'est un recueil de traités qu'il présente au public. Or les traités ne sont souvent publiés que plus ou moins longtemps après leur conclusion, souvent, pendant longtemps, il est tout à fait impossible à un particulier de s'en procurer des copies exactes, à moins qu'il ne veuille se contenter d'extraits falsifiés ou tronqués, tels qu'ils sont ordinairement publiés par les journaux. C'est pour attendre des copies exactes et authentiques que l'éditeur doit souvent remettre la publication de tel ou tel traité à un tems futur plutôt, que de publier une pièce, qu'il seroit bientôt obligé de désavouer. Outre cela, il est bien souvent très-difficile pour un simple particulier de se procurer des copies exactes même des traités publiés officiellement, surtout dans les pays lointains. Non seulement la correspondance assez souvent s'égare, mais aussi dans le cas le plus heureux,

si même elle est réellement arrivée à sa destination, elle reste néanmoins sans effet, triste expérience que l'éditeur de ce recueil n'a faite que trop souvent ! C'est ainsi par exemple, que, bien qu'il se soit donné toutes les peines possibles, il n'a cependant pas encore réussi à se procurer une collection complète des protocoles sur la Grèce, et sur la Belgique et qu'il se voit obligé à les remettre au tome prochain de ce recueil. Quiconque pesera toutes ces difficultés, comprendra aisément, avec quelle injustice on se plaindrait de ce qu'un tel recueil ne seroit pas tout à fait complet dès le commencement ; il ne peut l'être et ne le sera que long-tems peut-être après sa première publication ; ceci est fondé dans la nature des choses et l'attendre autrement, ne seroit que trahir la plus grosse ignorance.

---

---

1.

*Traité entre les Etats- Unis de l' Amé- 1827  
rique septentrionale, et les Chippe-  
ways, les Menomonies et les Winne-  
bagos, conclu à la Butte des Morts  
le 11 Août 1827 et ratifié par le prési-  
dent des Etats - Unis le 23 Février  
1829.*

*(Actes passed at the second session of the twentieth  
congress of the United States. Appendix p. 83).*

Articles of a treaty made and concluded at the Butte des Morts, on Fox river, in the Territory of Michigan, between Lewis Cass and Thomas L. M'. Kenney, Commissioners on the part of the United States, and the Chippeway, Menomonie, and Winnebago tribes of Indians.

ART. I. Whereas, the southern boundary of the Chippeway country, from the Plover Portage of the Ouisconsin easterly, was left undefined by the treaty concluded at Prairie du Chien, August 19, 1825, in consequence of the non-attendance of some of the principal Menomonie chiefs; and, whereas it was provided by the said treaty, that, whenever the President of the United States might think proper, such of the tribes, parties to the said treaty, as might be interested in any particular line, should be convened, in order to agree upon its establishment;

A

1827 Therefore, in pursuance of the said provision, it is agreed between the Chippeways, Menomonies and Winnebagoes, that the southern boundary of the Chippeway country shall run as follows, namely: From the Plover Portage of the Ouisconsin; on a northeasterly course, to a point on Wolf river, equidistant from the Ashawano and Post lakes of said river, thence to the falls of the Pashaytig river of Green Bay; thence to the junction of the Neesau Kootag or Burnt-wood river, with the Menomonie; thence to the big island of the Shoskinaubic er Smooth rock river; thence following the channel of the said river to Green Bay, which it strikes between the little and the great Bay de Noquet.

ART. II. Much difficulty having arisen from the negotiations between the Menomonie and Winnebago tribes and the various tribes and portions of tribes of Indians of the State of New York, and the claims of the respective parties being much contested, as well with relation to the tenure and boundaries of the two tracts, claimed by the said New York Indians, west of Lake Michigan, as to the authority of the persons who signed the agreement on the part of the Menomonies, and the whole subject having been fully examined at the Council this day concluded, and the allegations, proofs, and statements, of the respective parties having been entered upon the Journal of the Commissioners, so that the same can be decided by the President of the United States; it is agreed by the Menomonies and Winnebagoes, that so far as respects their interest in the premises, the whole matter shall be referred to the President of the United States, whose decision shall be final. And the President is authorized, on their parts, to establish such boundaries between them and the New York Indians as he may consider equitable and just.

ART. III. It being important to the settlement of Green Bay that definite boundaries should be established between the tract claimed by the former French and British governments, and the lands of the Indians, as well to avoid future disputes as to settle the question of jurisdiction. — It is therefore agreed between the Menomonie tribe and the United



States, that the boundaries of the said tracts, the jurisdiction and title of which are hereby acknowledged to be in the United States, shall be as follows, namely: — Beginning, on the shore of Green Bay, six miles due north from the parallel of the mouth of Fox river, and running thence in a straight line, but with the general course of the said river, and six miles therefrom to the intersection of the continuation of the westerly boundary of the tract at the Grand Kaukaulin, claimed by Augustin Grignon; thence on a line with the said boundary to the same; thence with the same to Fox river; thence on the same course, six miles; thence in a direct line to the southwestern boundary of the tract, marked on the plan of the claims at Green Bay, as the settlement at the bottom of the Bay; thence with the southerly boundary of the said tract to the southeasterly corner thereof; and thence with the easterly boundary of the said tract to Green Bay. Provided, that if the President of the United States should be of opinion that the boundaries thus established interfere with any just claims of the New York Indians, the President may then change the said boundaries in any manner he may think proper, so that the quantity of land contained in the said tract be not greater than by the boundaries herein defined. And provided also, that nothing herein contained shall be construed to have any effect upon the land claims at Green Bay; but the same shall remain as though this treaty had not been formed.

ART. IV. In consideration of the liberal establishment of the boundaries as herein provided for, the Commissioners of the United States have this day caused to be distributed among the Indians, goods to the amount of fifteen thousand six hundred and eighty-two dollars, payment for which shall be made by the United States.

ART. V. The sum of one thousand dollars shall be annually appropriated for the term of three years; and the sum of fifteen hundred dollars shall be annually thereafter appropriated as long as Congress think proper, for the education of the children of the tribes, parties hereto, and of the New York Indians, to be expended under the direction of the President of the United States.

1827 ART. VI. The United States shall be at liberty, notwithstanding the Winnebagoes are parties to this treaty, to pursue such measures as they may think proper for the punishment of the perpetrators of the recent outrages at Prairie du Chien, and upon the Mississippi, and for the prevention of such acts hereafter.

ART. VII. This treaty shall be obligatory after its ratification by the President and Senate of the United States.

Done at the Butte des Morts, on Fox river, in the Territory of Michigan, this eleventh day of August, 1827.

LEWIS CASS.

THOS. L. MCKENNEY.

## 2.

*Traité entre les États-Unis de l'Amérique septentrionale et les Pottawatamies, conclu à St. Joseph le 19 Septembre 1827 et ratifié par le président des États-Unis le 23 Février 1829.*

(Acts passed at the second session of the twentieth congress of the United States. Appendix p. 87).

A treaty between the United States and the Pottawatamie Tribe of Indians.

In order to consolidate some of the dispersed bands of the Pottawatamie Tribe in the Territory of Michigan at a point removed from the road leading from Detroit to Chicago, and as far as practicable from the settlements of the Whites, it is agreed that the following tracts of land, heretofore reserved for the use of the said Tribe, shall be, and they are hereby, ceded to the United States.

Two sections of land on the river Rouge at Seg- 1827  
insairn's village.

Two sections of land at Tonguish's village, near  
the river Rouge.

That part of the reservation at Macon on the river  
Raisin, which yet belongs to the said tribe, con-  
taining six sections, excepting therefrom one half of  
a section where the Pottawatamie Chief Moran re-  
sides, which shall be reserved for his use.

One tract at Mang ach qua village, on the river  
Pebble; of six miles square.

One tract at Mickesawbe, of six miles square.

One tract at the village of Prairie Ronde, of three  
miles square.

One tract at the village of Match e be nash she  
wish, at the head of the Kekalamazoo river, of three  
miles square, which tracts contain in the whole ni-  
nety nine sections and one half section of land.

And in consideration of the preceding cession,  
there shall be reserved for the use of the said tribe,  
to be held upon the same terms on which Indian reser-  
vations are usually held, the following tracts of land.

Sections numbered five, six, seven and eight in  
the fifth township, south of the base line, and in  
the ninth range west of the principal meridian in the  
Territory of Michigan.

The whole of the fifth township, south, in the  
tenth range, west, not already included in the Nottawa  
Sape reservation.

Sections numbered one, two, eleven, twelve,  
thirteen, fourteen, twenty three, twenty four, twenty  
five, twenty six, thirty five, and thirty six, in the  
fifth township, south, and eleventh range, west.

The whole of the fourth township, south, in  
the ninth range, west.

Sections numbered eight, seventeen, eighteen,  
nineteen, twenty, twenty nine, thirty, thirty one and  
thirty two, in the fourth township, south, and ninth  
range, west.

Sections numbered one, two, eleven, twelve,  
thirteen, fourteen, twenty three, twenty four, twenty  
five, twenty six, thirty five and thirty six, in the  
fourth township, south, and eleventh range, west.

1827 Which tracts of land will form a continuous reservation, and contain ninety nine sections.

After this treaty shall be ratified by the President and Senate, the same shall be obligatory on the United States and the said tribe of Indians.

In testimony whereof, Lewis Cass, Commissioner on the part of the United States, and the Chiefs and Warriors of the said tribe, have hereunto set their hands at St. Joseph, in the Territory of Michigan, this nineteenth day of September, A. D. one thousand eight hundred and twenty-seven.

LEWIS CASS,

### 3.

*Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Creeks, conclu le 15 Novembre 1827 et ratifié par le président des Etats-Unis le 4 Mars 1828.*

(Acts passed at the first session of the twentieth congress of the United States. Appendix p. 188).

Articles of agreement made and concluded at the Creek Agency, on the fifteenth day of November, one thousand eight hundred and twenty-seven, between Thomas L. McKenney, and John Crowell, in behalf of the United States, of the one part, and Little Prince and Others, Chief and Head Men of the Creek Nation, of the other part.

Whereas a Treaty of Cession was concluded at Washington City in the District of Columbia, by James Barbour, Secretary of War, of the one part, and Opothleoholo, John Stidham, and Others, of the other part, and which Treaty bears date the twenty fourth day of January, one thousand eight hundred and twenty six; and whereas, the object of said Treaty

being to embrace a cession by the Creek Nation, of 1827 all the lands owned by them within the chartered limits of Georgia, and it having been the opinion of the parties, at the time when said Treaty was concluded, that all, or nearly all, of said lands were embraced in said cession, and by the lines as defined in said Treaty, and the supplemental article thereto: and whereas it having been since ascertained that the said lines in said Treaty, and the supplement thereto, do not embrace all the lands owned by the Creek Nation within the chartered limits of Georgia, and the President of the United States having urged the Creek Nation further to extend the limits as defined in the Treaty aforesaid, and the Chiefs and head men of the Creek Nation being desirous of complying with the wish of the President of the United States, therefore, they, the Chiefs and head men aforesaid, agree to cede, and they do hereby cede to the United States, all the remaining lands now owned or claimed by the Creek Nation, not heretofore ceded, and which, on actual survey, may be found to lie within the chartered limits of the State of Georgia.

In consideration whereof, and in full compensation for the above cession, the undersigned, Thomas L. McKenney, and John Crowell, in behalf of the United States, do hereby agree to pay to the Chiefs and head men of the Creek Nation aforesaid as soon as may be after the approval and ratification of this agreement, in the usual forms, by the President and Senate of the United States, and its sanction by a council of the Creek Nation, to be immediately convened for the purpose, or by the subscription of such names, in addition to those subscribed to this instrument, of Chiefs and head men of the nation, as shall constitute in the act of the Creek Nation — the sum of twenty-seven thousand four hundred and ninety one dollars.

It is further agreed by the parties hereto, in behalf of the United States, to allow, on account of the cession herein made the additional sum of fifteen thousand dollars, it being the understanding of both the parties, that five thousand dollars of this sum shall be applied, under the direction of the President of the United States, towards the education and support



1827 of Creek children at the school in Kentucky, known by the title of the „*Choctaw Academy*,” and under the existing regulations; also, one thousand dollars towards the support of the Withington, and one thousand dollars towards the support of the Asbury stations, so called, both being schools in the Creek Nation, and under regulations of the Department of War; two thousand dollars for the erection of four horse mills, to be suitably located under the direction of the President of the United States; one thousand dollars to be applied to the purchase of cards and wheels, for the use of the Creeks, and the remaining five thousand dollars, it is agreed, shall be paid in blankets and other necessary and useful goods, immediately after the signing and delivery of these presents.

In witness whereof, the parties have hereunto set their hands and seals this fifteenth day of November, one thousand eight hundred and twenty-seven.

THOMAS L. M'KENNEY.

JOHN CROWELL.

#### 4.

1828 *Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et une partie des Miamis, conclu le 11 Février 1828 et ratifié par le président des Etats-Unis le 7 Mai 1828.*

(*Acts passed at the first session of the twentieth congress of the United States. Appendix p. 192.*)

Articles of a Treaty made and concluded at the Wyandot village, near the Wabash in the State of Indiana between John Tipton, Commissioner for that purpose, on the part of the United States, and the Chiefs, Head Men and Warriors, of the Kelleysville, or Thornton party of Miami Indians.

**ART. I.** The Chiefs, Head Men, and Warriors 1828  
of the Eel River or Thornton party of Miami Indians, agree to cede, and by these presents do cede, and relinquish to the United States all their right, title, and claim to a reservation of land about ten miles square, at their village on Sugartree Creek in Indiana, which was reserved to said party by the second article of a Treaty between Commissioners of the United States, and the Miami nation of Indians, made and entered into at St. Mary's in the State of Ohio, on the sixth day of October, one thousand eight hundred and eighteen.

It is understood and agreed on by said Indians, that they will not burn or destroy the houses or fences on said reservation, and that they will leave them in as good condition as they now are; and remove to the five mile reservation on Eel River by the fifteenth day of October next.

**ART. II.** The Commissioner of the United States has delivered to said party of Indians, goods to the value of two thousand dollars, in part consideration for the cession herein made, and it is agreed that in case this treaty should be ratified by the President and Senate of the United States, that the United States shall pay said party an additional sum of eight thousand dollars in goods next summer, build twelve log houses, ten on the five mile reservation, and two on the Wabash; clear and fence forty acres of land on the five mile reservation, furnish them one wagon and two yoke of oxen, furnish two hands to work three months in each year for two years, five hundred dollars worth of provisions delivered on the Wabash; furnish them five horses, five saddles and five bridles.

Provided however, that if this Treaty should not be ratified by the President and Senate of the United States, that said party agree to pay for the goods this day received, two thousand dollars, to be deducted from their annuity for this present year.

**ART. III.** At the request of the Indians, and in part consideration for the cession aforesaid, the United States agree to pay to Peter Langlois, one thousand dollars in silver, and three thousand dollars in

1828 goods next summer, for provisions and goods heretofore delivered to said party.

ART. IV. The United States agree to appropriate one thousand dollars per year for five years, and longer if Congress think proper, to be applied under the direction of the President, to the education of the youths of the Miami nation.

ART. V. It is distinctly understood and agreed on by and between the contracting parties, that the President and Senate may, if they think proper, modify or expunge from this treaty, the fourth article, without affecting any other of its provisions.

ART. VI. This treaty, after the same shall be ratified by the President and Senate of the United States, shall be binding on the contracting parties.

In testimony whereof, the said John Tipton, Commissioner as aforesaid on the part of the United States, and the Chiefs, Head Men, and Warriors, of said party, have hereunto set their hand and seals at the Wyandot village, near the Wabash, this eleventh day of February, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-eight.

JOHN TIPTON.

## 5.

*Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Cherokees, conclu le 6 Mai 1828 et ratifié par le président des Etats-Unis le 28 Mai de la même année.*

(Acts passed at the first session of the twentieth congress of the United States. Appendix p. 194).

Articles of a convention, concluded at the City of Washington this sixth day of May, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-

eight, between James Barbour, Secretary of War, being 1828 especially authorized therefor by the President of the United States, and the undersigned, Chiefs, and Head Men of the Cherokee Nation of Indians, West of the Mississippi, they being duly authorized and empowered by their Nation.

Whereas, it being the anxious desire of the Government of the United States to secure to the Cherokee nation of Indians, as well those now living within the limits of the Territory of Arkansas, as those of their friends and brothers who reside in States East of the Mississippi, and who may wish to join their brothers of the West, *a permanent home*, and which shall, under the most solemn guarantee of the United States, be, and remain, theirs forever — a home that shall never, in all future time, be embarrassed by having extended around it the lines, or placed over it the jurisdiction of a Territory or State, nor be pressed upon by the extension, in any way, of any of the limits of any existing Territory or State; and, Whereas, the present location of the Cherokees in Arkansas being unfavorable to their present repose, and tending, as the past demonstrates, to their future degradation and misery; and the Cherokees being anxious to avoid such consequences, and yet not questioning their right to their lands in Arkansas, as secured to them by Treaty, and resting also upon the pledges given them by the President of the United States, and the Secretary of War, of March, 1818, and 8th October 1821, in regard to the outlet to the West, and as may be seen on referring to the records of the War Department, still being anxious to secure a permanent home, and to free themselves, and their posterity, from an embarrassing connexion with the Territory of Arkansas, and guard themselves from such connexions in future; and, Whereas, it being important, not to the Cherokees only, but also to the Choctaws, and in regard also to the question which may be agitated in the future respecting the location of the latter, as well as the former, within the limits of the Territory or State of Arkansas, as the case may be, and their removal therefrom; and to avoid the cost which may attend negotiations to rid the Territory or State of Arkansas whenever it

1828 may become a State, of either or both of those Tribes, the parties hereto do hereby conclude the following Articles, viz;

ART. I. The Western boundary of Arkansas shall be, and the same is, hereby defined, viz: A line shall be run, commencing on Red River, at the point where the Eastern Choctaw line strikes said River, and run due North with said line to the River Arkansas, thence in a direct line to the South West corner of Missouri.

ART. II. The United States agree to possess the Cherokees, and to guarantee it to them forever, and that guarantee is hereby solemnly pledged, of seven millions of acres of land, to be bounded as follows, viz: Commencing at that point on Arkansas River where the Eastern Choctaw boundary line strikes said River, and running thence with the Western line of Arkansas, as defined in the foregoing article, to the South-West corner of Missouri, and thence with the Western boundary line of Missouri till it crosses the waters of Neasho, generally called Grand River, thence due West to a point from which a due South course will strike the present North West corner of Arkansas Territory, thence continuing due South, on and with the present Western boundary line of the Territory to the main branch of Arkansas River, thence down said River to its junction with the Canadian River, and thence up and between the said Rivers Arkansas and Canadian, to a point at which a line running North and South from River to River, will give the aforesaid seven millions of acres. In addition to the seven millions of acres thus provided for, and bounded, the United States further guarantee to the Cherokee Nation a perpetual outlet, West, and a free and unmolested use of all the Country lying West of the Western boundary of the above described limits, and as far West as the sovereignty of the United States, and their right of soil extend.

ART. III. The United States agree to have the lines of the above cession run without delay, say not later than the first of October next, and to remove, immediately after the running of the Eastern line from the Arkansas River to the South-West corner of Missouri, all white persons from the West to the



East of said line, and also all others, should there be any there, who may be unacceptable to the Cherokees, so that no obstacles arising out of the presence of a white population, or a population of any other sort, shall exist to annoy the Cherokees — and also to keep all such from the West of said line in future.

ART. IV. The United States moreover agree to appoint suitable persons whose duty it shall be, in conjunction with the Agent, to value all such improvements as the Cherokees may abandon in their removal from their present homes to the District of Country as ceded in the second Article of this agreement, and to pay for the same immediately after the assessment is made, and the amount ascertained. It is further agreed, that the property and improvements connected with the agency, shall be sold under the direction of the Agent, and the proceeds of the same applied to aid in the erection, in the country to which the Cherokees are going, of a Grist, and Saw Mill, for their use. The aforesaid property and improvements are thus defined: Commence at the Arkansas River opposite William Stinnetts, and run due North one mile, thence due East to a point from which a due South line to the Arkansas River would include the Chalybeate, or Mineral Spring, attached to or near the present residence of the Agent, and thence up said River (Arkansas) to the place of beginning.

ART. V. It is further agreed, that the United States, in consideration of the inconvenience and trouble attending the removal, and on account of the reduced value of a great portion of the lands herein ceded to the Cherokees, as compared with that of those in Arkansas which were made theirs by the Treaty of 1817, and Convention of 1819, will pay to the Cherokees, immediately after their removal which shall be within fourteen months of the date of this agreement, the sum of fifty thousand dollars; also an annuity, for three years, of two thousand dollars, towards defraying the cost and trouble which may attend upon going after and recovering their stock which may stray into the Territory in quest of the pastures from which they may be driven — also, eight thousand

1828 seven hundred and sixty dollars, for spoliations committed on them, (the Cherokees), which sum will be in full of all demands of the kind up to this date, as well those against the Osages, as those against citizens of the United States — this being the amount of the claims for said spoliations, as rendered by the Cherokees, and which are believed to be correctly and fairly stated. — Also, one thousand two hundred dollars for the use of Thomas Graves, a Cherokee Chief, for losses sustained in his property, and for personal suffering endured by him when confined as a prisoner, on a criminal, but false accusation; also, five hundred dollars for the use of George Guefs, another Cherokee, for the great benefits he has conferred upon the Cherokee people, in the beneficial results which they are now experiencing from the use of the Alphabet discovered by him, to whom also, in consideration of his relinquishing a valuable saline, the privilege is hereby given to locate and occupy another saline on Lee's Creek. It is further agreed by the United States, to pay two thousand dollars, annually, to the Cherokees, for ten years, to be expended under the direction of the President of the United States in the education of their children, in their own country, in letters and the mechanic arts; also, one thousand dollars towards the purchase of a Printing Press and Types to aid the Cherokees in the progress of education, and to benefit and enlighten them as a people, in their own, and our language. It is agreed further, that the expense incurred other than that paid by the United States in the erection of the buildings and improvements, so far as that may have been paid by the benevolent society who have been, and yet are, engaged in instructing the Cherokee children, shall be paid to the society, it being the understanding that the amount shall be expended in the erection of other buildings and improvements, for like purposes, in the country herein ceded to the Cherokees. The United States relinquish their claim due by the Cherokees to the late United States Factory, provided the same does not exceed three thousand five hundred dollars.

ART. VI. It is moreover agreed, by the United States, whenever the Cherokees may desire it, to give

them a set of plain laws, suited to their condition — 1828  
also, when they may wish to lay off their lands, and  
own them individually, a surveyor shall be sent to  
make the surveys at the cost of the United States.

ART. VII. The Chiefs and Head Men of the  
Cherokee Nation, aforesaid, for and in consideration  
of the foregoing stipulations and provisions, do here-  
by agree, in the name and behalf of their Nation, to  
give up, and they do hereby surrender, to the United  
States, and agree to leave the same within fourteen  
months, as herein before stipulated, all the lands to  
which they are entitled in Arkansas, and which were  
secured to them by the Treaty of 8th January, 1817,  
and the Convention of the 27th February, 1819.

ART. VIII. The Cherokee Nation, West of the  
Mississippi having, by this agreement, freed them-  
selves from the harrassing and ruinous effects conse-  
quent upon a location amidst a white population, and  
secured to themselves and their posterity, under the  
solemn sanction of the guarantee of the United States,  
as contained in this agreement, a large extent of  
unembarrassed country; and that their Brothers yet  
remaining in the States may be induced to join them  
and enjoy the repose and blessings of such a State in  
the future, it is further agreed, on the part of the  
United States, that to each Head of a Cherokee fa-  
mily now residing within the chartered limits of Geor-  
gia, or of either of the States, East of the Mississippi,  
who may desire to remove West, shall be given, on  
enrolling himself for emigration, a good Rifle, a Blan-  
ket, and Kettle, and five pounds of Tobacco: (and  
to each member of his family one Blanket), also, a  
just compensation for the property he may abandon,  
to be assessed by persons to be appointed by the  
President of the United States. The cost of the emi-  
gration of all such shall also be borne by the United  
States, and good and suitable ways opened, and pro-  
visions procured for their comfort, accommodation,  
and support, by the way, and provisions for twelve  
months after their arrival at the Agency; and to each  
person, or head of a family, if he take along with  
him four persons, shall be paid immediately on his  
arriving at the Agency and reporting himself and his

1828 family, or followers, as emigrants and permanent settlers, in addition to the above, *provided he and they shall have emigrated from within the Chartered limits of the State of Georgia*, the sum of fifty dollars, and this sum in proportion to any greater or less number that may accompany him from within the aforesaid Chartered limits of the State of Georgia.

ART. IX. It is understood and agreed by the parties to this Convention, that a Tract of Land, two miles wide and six miles long, shall be, and the same is hereby, reserved for the use and benefit of the United States, for the accommodation of the military force which is now, or which may hereafter be, stationed at Fort Gibson, on the Neasho, or Grand River, to commence on said River half a mile below the aforesaid Fort, and to run thence due East two miles, thence Northwardly six miles, to a point which shall be two miles distant from the River aforesaid, thence due West to the said River, and down it to the place of beginning. And the Cherokees agree that the United States shall have and possess the right of establishing a road through their country for the purpose of having a free and unmolested way to and from said Fort.

ART. X. It is agreed that Captain James Rogers, in consideration of his having lost a horse in the service of the United States, and for services rendered by him to the United States, shall be paid, in full for the above, and all other claims for losses and services, the sum of Five Hundred Dollars.

ART. XI. This Treaty to be binding on the contracting parties so soon as it is ratified by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate.

Now, therefore, be it known, that I, John Quincy Adams, President of the United States of America, having seen and considered the said Treaty, do, in pursuance of the advice and consent of the Senate, as expressed by their resolution of the twenty third instant, accept, ratify, and confirm the same, and every clause and article thereof, with the following Proviso:

„Provided, nevertheless, that the said Convention shall not be so construed as to extend the Northern Boundary of the ‘Perpetual Outlet West’, provided for and guaranteed in the second article of said Convention, North of the thirty sixth degree of North latitude, or so as to interfere with the lands assigned, or to be assigned, West of the Mississippi River, to the Creek Indians who have emigrated, or may emigrate, from the States of Georgia and Alabama, under the provisions of any Treaty or Treaties heretofore concluded between the United States and the Creek tribe of Indians; and provided further, That nothing in the said Convention shall be construed to cede or assign to the Cherokees any lands heretofore ceded or assigned to any tribe or tribes of Indians, by any Treaty now existing and in force, with any such tribe or tribes.”

In testimony whereof, I have caused the seal of the United States to be hereunto affixed, having signed the same with my hand.

Done at the City of Washington, this twenty eighth day of May, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-eight, and of the Independence of the United States the fifty-second.

JOHN QUINCY ADAMS.

By the President:

H. CLAY, *Secretary of State.*

## 6.

*Concordat conclu entre le Saint-Siège et les cantons Suisses de Berne, de Lucerne, de Zug et de Soleure pour réorganiser l'évêché de Bâle, signé à Lucerne le 28 Mai 1828.*

(*Allgemeine Zeitung* 1828. Beil. 144. *Neueste Staatsakten und Urkunden.* (Stuttg. und Tübing.) Bd. XI. p. 423).

ART. I. Die Kantons Luzern, Solothurn und der Theil des Kantons Bern, der durch den Wiener Kon-

1828 grefs abgetreten wurde, so wie der Kanton Zug, werden in Zukunft für ihre katholische Bevölkerung das Bisthum Basel bilden.

**ART. II.** Die Residenz des Bischofs und des Domkapitels wird in die Stadt Solothurn verlegt; dem zufolge wird die Kollegiatkirche zu St. Urs und Victor (welche jedoch fortwährend Pfarrkirche bleiben wird) zur Domkirche und das Kollegiatkapitel zum Domkapitel des Bisthums Basel erhoben werden.

**ART. III.** Das Domkapitel wird aus siebenzehn Domherren bestehen, wovon wenigstens zwölf werden zur Residenz verpflichtet sein, sowohl zur Aushilfe zum Gottesdienste, als um dem Bischofe behülflich zu sein. Aus der Zahl der siebenzehn Domherren werden zehn auf alle den Bisthumsprengel bildende Kantone vertheilt, als konstituierende Domherren angesehen, mit dem Titel von Domkapitularen. Unter diesen siebenzehn Domherren sind die noch lebenden Mitglieder des ehemaligen Basel'schen Domkapitels mitbegriffen; sie haben das Recht der Residenz und sollte sich unter ihnen ein Würdeträger befinden, so wird ihm die Dekanswürde übertragen werden. Das Domkapitel wird zwei Würdeträger haben, einen Probst und einen Dekan.

**ART. IV.** Die Domkapitularen werden den geistlichen Rath des Bischofs bilden.

**ART. V.** Ihnen steht bei Erledigung des bischöflichen Stuhls die Wahl des Bischofs nach den Vorschriften des Art. XII. zu.

**ART. VI.** Die zehn Kaplane der Kollegiatkirche zu St. Urs und Victor werden für den Gottesdienst und andern religiösen Verrichtungen dem Domkapitel angeschlossen.

**ART. VII.** Die Fabrik des gleichen Kapitels, deren jährliches Einkommen auf ungefähr 2000 Schweizer Franken geschätzt werden kann, wird den Kirchenschmuck, die Verzierungen und überhaupt die zum Gottesdienst nöthigen Geräthschaften herbeischaffen und unterhalten. Um für die erwähnten Gegenstände auf angemessene Weise sorgen zu können, werden die für den Unterhalt des Bischofs angewiesene Kin-

künfte während der Erledigung des bischöflichen Stuhls 1828 der gleichen Fabrik zugerechnet.

ART. VIII. Zu Solothurn, dem Sitze des Bischofs und des Domkapitels, wird ein Seminarium errichtet, für welches die Regierungen hinsichtlich der nöthigen Stiftungen und Gebaulichkeiten Bedacht nehmen; wenn noch andere Seminarien für nöthig erachtet werden, so wird der Bischof solche im Einverständniß mit den betreffenden Regierungen, die dafür die nöthigen Stiftungen und Gebäude hergeben werden, errichten. Vereint mit vier Domherren verschiedener Kantons, wovon zwei durch den Bischof und zwei durch das Domkapitel ernannt werden, leitet und verwaltet dieser die Seminarien.

ART. IX. Die Einkünfte des Bischofs sind auf 8000 Schweizerfranken festgesetzt. Die Einkünfte des Probstes der Kollegiatstifte zu St. Urs und Victor sind dem Domprobste angewiesen. Die Pfründe der Domdekans erhält einen jährlichen Zuschuß von 800 Franken. Die jährlichen Einkünfte jedes residirenden Domherren der Stände Luzern und Bern sind auf 2000 Franken festgesetzt. Die Domherren so wie die Kaplane von Solothurn und ihre Nachfolger bleiben in vollen Genusse ihrer dem Kollegiatkapitel zu St. Urs und Victor gehörigen Pfründen. Hinsichtlich der nicht residirenden Domherren verpflichten sich die Regierungen jedem derselben jährlich 300 Franken zu geben.

ART. X. Ausser den oben bestimmten Gehalten werden den Bischof und den residirenden Domherren ihrer Würde angemessene Wohnungen angewiesen.

ART. XI. Die Regierungen der Diöcesanstände werden für den Unterhalt des Bischofs, die Dompfründen und die Ausstattung der Seminarien, sich mit dem heiligen Stuhle in einer späteren Unterhandlung verständigen, inzwischen werfen sie dafür gesicherte und bestimmte Einkünfte aus. Die Regierungen werden ihren freien und regelmäßigen Bezug, so wie ihre Unveräußerlichkeit gewährleisten; sie werden auch für den Unterhalt der Domherrenwohnungen sorgen. Für den Unterhalt der Domkirche, der bischöflichen Wohnung und der Gebäude des in Solothurn zu errichtenden Seminarius, wird durch

1828 die Regierung von Solothurn gesorgt werden. Die Gebäude vom Seminarien, die anderswo errichtet werden sollen, sind von denjenigen Kantonen zu erhalten, die es betreffen mag.

ART. XII. Die Domkapitulare haben das Recht, aus der Diöcesangeistlichkeit den Bischof zu wählen. Der zum Bischofe gewählte, wird vom heil. Vater die Einsetzung erhalten, sobald dessen kanonische Eigenschaften nach den für die schweizerischen Kirchen üblichen Formen werden dargethan sein. Die Regierung von Solothurn ernennt den Probst auf die bisher übliche Weise. Die Ernennung des Dekans steht dem heiligen Vater zu. Die Regierung von Luzern hat das Ernennungsrecht zu den diesem Kanton angehörigen Pfründen. Für die von dem Kanton Bern zu gebenden Domherren wird das Domkapitel zu jeder Wahl der Regierung dieses Standes ein Verzeichniß von sechs Kandidaten vorlegen, welche drei davon streichen kann, worauf der Bischof den Domherren ernennt. Die zehn vom Kollegiatkapitel zu St. Urs und Victor herrührenden Pfründen werden auf die bisher übliche Weise besetzt. Die Regierung von Solothurn wird unter den Besitzern dieser Pfründen, die sie betreffende Zahl von Domkapitularen bezeichnen, worunter sich der von diesen gewählte Probst befinden wird. Der dem Kanton Zug vorbehaltene, nicht zur Residenz verpflichtete Domherr wird von der Regierung dieses Standes ernannt. Der zum Domherren gewählte, muß entweder Angehöriger des Kantons sein, dem die Pfründe gehört, oder in demselben geistliche Verrichtungen versehen, und in diesen beiden Fällen die folgenden Eigenschaften besitzen. Er muß Weltpriester sein, eine mit Seelsorge verbundene Pfründe, wenigstens vier Jahre lang, mit Eifer und Klugheit versehen haben, oder dem Bischofe in der Verwaltung der Diöcese oder der Seminarien behülflich gewesen sein, oder sich als Professor der Theologie oder des kanonischen Rechts ausgezeichnet haben. Die erste Ernennung der Domherren ist dem heil. Vater vorbehalten.

ART. XIII. Dem gleichen Domherren kann nicht mehr als Eine Würde übertragen werden; die des Probstes und des Dekans können nicht durch Domherren des gleichen Kantons bekleidet werden.



**ART. XIV.** Der Bischof wird in die Hände der Abgeordneten der das Bisthum Basel bildenden Stände den folgenden Eid leisten: „Ich schwöre und gelobe auf das heilige Evangelium Treue und Gehorsam den Regierungen der Kantone aus denen das Bisthum Basel besteht. Ueberdies gelobe ich, weder in noch ausser der Schweiz ein Verständniß zu pflegen, an einem Rathschlage Theil zu nehmen, und eine verdächtige Verbindung zu unterhalten, welche die öffentliche Ruhe gefährden könnte, und sollte ich je Kenntniß erhalten von einem dem Staate schädlichen Komplotte, sei es in meiner Diöcese oder anderswo, so werde ich die Regierung davon in Kenntniß setzen.“

**ART. XV.** Es wird hier die feierliche Versicherung gegeben, daß wenn früher oder später der Sitz des Bischofs und des Domkapitels ausser der Stadt Solothurn verlegt werden sollte, alsdann das Stift zu St. Urs und Victor wieder auf den gleichen Fuß werde hergestellt werden, auf dem es sich zur Zeit seiner Erhebung zum Domkapitel befunden hatte.

**ART. XVI.** Der Beitritt zur neuen Umschreibung des Bisthums Basel, ist den Kantonen Basel und Aargau für ihre katholische Bevölkerung, die nicht schon einbegriffen ist, vorbehalten und gesichert, so wie dem Kanton Thurgau, nach den durch obigen Vertrag festgesetzten Grundlagen. Im Falle daß einer oder der andere der benannten Kantone beitreten würde, so wird das bischöfliche Tafelgut bis auf das Maximum von zehn tausend Schweizer Franken nach dem Maafstabe der katholischen Bevölkerung des beitretenden Kantons vermehrt. Wenn die Vereinigung aller oben genannten Kantone statt finden sollte, so soll die Diöcese mit einem Weih-Bischofe versehen werden, den der Bischof wählen, und dem die Diöcesenkantone ein jährliches Einkommen von 2000 Schweizer Franken sichern werden. Jede weitere Anordnung in Bezug auf den Beitritt der erwähnten Kantone ist einer späteren Uebereinkunft vorbehalten.

Die Ratifikationen dieser gegenwärtigen Uebereinkunft, die in Doppel ausgefertigt und gesiegelt worden, sollen, sobald immer möglich, ausgefertigt werden.

So geschehen zu Luzern den 20sten März 1828.

## 7.

1828 *Convention entre l'Autriche et la Suisse sur l'extradition réciproque des criminels, signée à Zurich le 14 Juillet 1828.*

(*Wiener Hofzeitung* 1828. 4 Octbr. *Neueste Staatsakten* Bd. 13. p. 104).

Nachdem Sr. k. k. apostol. Majestät und die Kantons der hochlöblichen schweizerischen Eidgenossenschaft sich entschlossen haben, zur Befestigung des freundnachbarlichen Vernehmens und grösserer Sicherheit beiderseitiger Staaten über die wechselseitige Auslieferung der Verbrecher einen Vertrag zu Stande zu bringen, so haben die Bevollmächtigten beider Regierungen, nämlich: von Seiten Sr. obgedachten k. k. apostol. Majestät Allerhöchstdero wirklicher Geheimenrath, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der schweizerischen Eidgenossenschaft, Inhaber des silbernen Civilehrenkreuzes, Grosskreuz mehrerer hohen Orden, Franz Freiherrn v. Binder-Kriegelstein, und von Seiten der hochlöblichen schweizerischen Eidgenossenschaft Herr Vinzenz von Ruttimann, Altamann der Schweiz, Schultheiss der Stadt und Republik Luzern, Kommandeur der königl. französischen Ehrenlegion, H. Franz von Meyenburg, Bürgermeister des Standes Schaffhausen und Herrn Albrecht Gottlieb von Steiger, Mitglied des kleinen und des geheimen Raths der Stadt und Republik Bern, mit Vorbehalt der unmittelbaren Genehmigung Sr. k. k. apost. Majestät und der eidgenössischen Kantone, über folgende Punkte sich vereinigt:

Art. I. Die wechselseitige Auslieferung der Verbrecher, welche in dem gegenwärtigen Vertrage festgesetzt wird, soll nur schwerer Verbrechen wegen statt finden. Unter schweren Verbrechen werden verstanden: Hochverrath und Aufruhr, ein mit Vorsatz und Ueberlegung unternommener Mord; Giftmischung; vorsätzliche Brandstiftung, Diebstahl mit Einbruch

oder Gewalt gegen die Person; Diebstahl auf öffentlichen Bleichen; Entführung von Pferden und Vieh von öffentlichen Weiden; Straffenraub; Entwendung oder Veruntreuung öffentlicher Gelder; Verfälschung von Staatspapieren, die entweder als Münze gelten oder als Schuldverschreibungen von einer öffentlichen Kasse ausgestellt worden; Verfälschung von Privatschuldscheinen und Wechseln; Falschmünzerei und betrügerische Bankerutte. 1828

**ART. II.** Oesterreichische Unterthanen, welche a) in den österreichischen Staaten ein schweres Verbrechen, oder b) welche in der Schweiz ein auf die österreichischen Staaten sich beziehendes Verbrechen des Hochverraths, des Aufruhrs, der Verfälschung der Staatskreditpapiere oder der Münzen begangen haben, und in der Schweiz betreten werden, sollen an Oesterreich ausgeliefert werden. Schweizerische Angehörige, welche a) in der Schweiz ein schweres Verbrechen, oder b) welche in den österreichischen Staaten ein auf die Eidgenossenschaft oder auf die verschiedenen Kantone derselben sich beziehendes Verbrechen des Hochverraths, des Aufruhrs, der Verfälschung der Staatskreditpapiere oder der Münzen begangen haben, und in den österreichischen Staaten betreten werden, sollen an die Schweiz ausgeliefert werden.

**ART. III.** Oesterreichische Unterthanen, welche in der Schweiz was immer für ein Verbrechen begangen haben, und in den österreichischen Staaten betreten werden, sind zur Untersuchung und Bestrafung an die Schweiz nicht abzuliefern. Schweizerische Angehörige, welche in den österreichischen Staaten was immer für ein Verbrechen begangen haben, und in der Schweiz betreten werden, sind zur Untersuchung und Bestrafung an Oesterreich nicht auszuliefern. Die Beurtheilung geschieht jedesmal nach den Gesetzen des Landes, dessen Behörden sprechen.

**ART. IV.** Wenn ein von einem der kontrahirenden Staaten reklamirter Verbrecher in dem Gebiete des anderen Staates ein schwereres oder eben so schweres Verbrechen begangen hätte, so hat die Auslieferung in diesem Falle nur nach erfolgtem Urtheile und vollzogener Strafe zu geschehen.

1828 **Art. V.** Wäre es nothwendig, daß zur Erhebung eines Verbrechens oder seiner Umstände österreichische Unterthanen oder schweizerische Angehörige zur Ablegung eines Zeugnisses vernommen werden müßten, so werden dieselben, auf vorläufige Ersuchungsschreiben, die Zeugnisse vor ihrem natürlichen Richter der Regel nach ablegen. Die persönliche Stellung der Zeugen kann auch in außerordentlichen Fällen, wenn nämlich solche zur Anerkennung der Identität eines Verbrechers oder der Sachen nothwendig ist, von der Regierungsbehörde begehrt, und insofern dadurch eine bloß freiwillige Aussage der Zeugen beabsichtigt wird, kann diese mündliche Abhörung nicht verweigert werden. Sollten hingegen diese Verhöre weiter als auf eine freiwillige Aussage oder gar auf eine Verflechtung des Zeugen mit dem Verbrecher zielen, so muß diese Absicht in dem Ersuchungsschreiben ausgedrückt werden. Von dem natürlichen Richter des angerufenen Zeugen hängt es dann ab, ob die persönliche Stellung zu bewilligen, oder von ihm selbst gegen den Zeugen das angemessene zu verfügen sei.

**Art. VI.** Wenn ein österreichischer Unterthan oder ein schweizerischer Angehöriger, innerhalb des Gebiets des Staats, zu welchem er gehört, in Untersuchung kommt und eines schweren Verbrechens schuldig befunden wird, das er in dem Gebiete des andern kontrahirenden Staats begangen hat, so soll davon der betreffende Behörde dieses Staates Kenntniß gegeben, und insbesondere dasjenige was zur Aufindung allenfalsiger Mitschuldiger, die sich in dem letztern Staate befinden würden, oder für dessen Justizpflege von Wichtigkeit sein könnte, aus den Akten mitgetheilt werden.

**Art. VII.** In den zur Auslieferung geeigneten Fällen, ist beides weder das Geständniß noch die Ueberweisung des Verbrechers nothwendig, sondern es ist genug, daß von dem Staate, der die Auslieferung verlangt, der Beweis geleistet werde, daß von einer hiezu kompetenten Behörde, nach gesetzlicher Form und Vorschrift die Untersuchung wegen eines der im Art. I. benannten Verbrechen, gegen das reklamirte Individuum erkannt worden sei, und die Be-

weise oder erheblichen Inzichten, auf welche sich diese 1828 Erkenntniß gründet, mitgetheilt werden.

**ART. VIII.** Die Auslieferung soll auf diplomatischem Wege nachgesucht werden, inzwischen aber die Verhaftung auch auf das Ansuchen der Untersuchungsbehörden oder der Ortsobrigkeit vorgenommen werden. Zu diesem Ende haben sich die Oesterreichischen Gerichte an die Kantonsregierungen und diese sich hinwieder unmittelbar an die österreichischen Gerichte zu wenden. Die Vollziehung der Auslieferung wird aber erst dann statt finden, wenn die Identität des Angeschuldigten ausgemittelt und die im Art. VII bestimmte Mittheilung gemacht sein wird.

**ART. IX.** Bei der Auslieferung sind in der Regel a) für die erste Verhaftung oder Abführung des Beschuldigten aus dem Gefängnisse 2 Fl. k. M.; b) für jeden Bogen der Inquisitionsakten 10 Kr. k. M.; c) für Botengänge auf jede Meile 10 Kr. k. M.; d) für die Verpflegung der Beschuldigten täglich 20 Kr. k. M. nebst den bei seiner Ueberlieferung bis zum nächsten Gränzorte aufgelaufenen und jedesmal gehörig zu bescheinigenden Kosten zu vergüten. Für alle übrigen Verrichtungen als: Kommissionen, Verhöre, oder was sie sonst für einen Namen haben mögen, findet keine Zahlung statt.

**ART. X.** Sollten jedoch durch eingetretene Erkrankung des Verhafteten die Verpflegungskosten desselben vermehrt werden, so soll auch eine verhältnismäßige Erhöhung der Kostenvergütung statt finden.

**ART. XI.** Alle Gegenstände, die der Verbrecher in dem einen Lande, durch das Verbrechen an sich gebracht hat, und die in dem andern Lande vorgefunden worden, sind unentgeltlich zurückzustellen. Die Uebergabe sowohl dieser, als diejenige des Verbrechers selbst, soll jedesmal an die nächste Gerichts- oder Polizeistelle des reklamirenden Staates geschehen.

**ART. XII.** Sollten in der Folge einige Artikel des gegenwärtigen Vertrages einer Erläuterung bedürfen, so wird durch diplomatische Verhandlungen hierüber ein gültliches Uebereinkommen getroffen werden.

**ART. XIII.** Denjenigen eidgenössischen Ständen, welche dem gegenwärtigen Vertrage bis zum Zeit-

1828 punkte der Ratifikationen nicht beigetreten sind, soll, auch nach geschehener Auswechslung derselben, der Beitritt zu jeder Zeit freistehn.

ART. XIV. Gegenwärtiger Vertrag soll spätestens binnen sechs Wochen ratificirt werden, und nach förmlicher Auswechslung der Urkunden als ein Staatsvertrag von beiden Seiten unter allen Verhältnissen, während der nächsten fünf und zwanzig Jahre, vom Tage der Auswechslung an gerechnet, unwiderrufliche Gültigkeit erhalten, ohne jedoch früheren Verträgen des einen oder andern Staates mit einem dritten Staate Abbruch zu thun. Nach Ablauf des festgesetzten Termins kann dieser Vertrag mit gegenseitigem Einverständnisse erneuert werden. Zur Bestätigung desselben haben die beiderseitigen Bevollmächtigten ihn doppelt ausgefertigt, unterschrieben und ihre Siegel begedruckt.

Geschehen Zürich, den 14ten Jul. 1828.

Auf Auftrag des hohen Vororts haben die Unterzeichneten zugleich für den abwesenden zweiten Bevollmächtigten, Herrn Bürgermeister von Meyenburg, mit unterschrieben.

BINDER.

VINZENZ RUTTIMANN.

A. V. STEIGER.

## 8.

*Traité entre l'amiral Codrington et Mehemed Ali Pascha d'Egypte concernant l'évacuation de la Morée, signé à Alexandrie le 6 Août 1828.*

(*Preussische Staatszeitung* vom 13ten October 1828.  
*Neueste Staatsakten* Bd. 13. p. 52).

**D**urch die verschiedenen von Seiten Ibrahim Pascha's, des Oberbefehlshabers der in Morea befindlichen ägyptischen Armee, nach einander eingelaufenen Berichte, ist Sr. Hoheit Mehemed Ali Pascha, Vessir von Ae-

gypten, von der absoluten Ummöglichkeit überzeugt 1828 worden, in welcher sich sein Sohn befand, sich länger in der schrecklichen Lage behaupten zu können, in die dessen Truppen durch Mangel an Lebensmitteln gerathen waren, und die ihn zu gleicher Zeit in die schmerzliche Nothwendigkeit versetzt, Ibrahim Pascha zu autorisiren, mit Ihren Excellenzen den kommandirenden Admiralen der Kriegsflotten der verbündeten Mächte in den Gewässern der Levante in Unterhandlungen zu treten, um für sich, für seine Armee und das Interesse der hohen Pforte, die er in Morea zu unterstützen und zu vertheidigen beauftragt ist, eine ehrenvolle Kapitulation abzuschließen.

In Folge dieser Autorisation hatte S. Hoheit Ibrahim Pascha, am 6ten Juli d. J. eine Konferenz mit Ihren Excellenzen den Admiralen de Rigny und von Heyden und dem Herrn Commodore Campbell. In dieser Unterredung gab Ibrahim Pascha die förmliche Erklärung ab: daß er zur Räumung bereit sei, seine Truppen aber nur in türkischen Schiffen absenden würde. Er machte sich verbindlich, keinen griechischen Sklaven mit seiner Armee wegzuführen. Er widersetzte sich der ihm gemachten Forderung, diejenigen Sklaven auszuliefern, die nach der Schlacht von Navarin nach Aegypten waren gesandt worden, mit der Aeußerung daß diese Bedingung nicht von ihm abhängt, und die Grenzen seiner Vollmacht überschreite.

Der von den ägyptischen Truppen besetzten *Festungen* geschah gar keine Erwähnung; die Entscheidung ihres Schicksals behielt man sich vor, bis Admiral Codrington sich in Corfu mit seinen Kollegen vereint haben würde. Ihre Excellenzen traten hierüber in Berathschlagung, in deren Folge bestimmt ward, daß Admiral Codrington sich nach Alexandrien begeben würde, um mit Sr. Hoheit Mehemed Ali Pascha über diejenigen Bedingungen definitiv zu unterhandeln, die von Sr. Hoheit selbst vorgeschlagen, und in der Konferenz vom 6ten Julius nicht abgeschlossen worden waren, und um sich zu gleicher Zeit über die besten Maalsregeln zur Bewerkstelligung der Räumung zu vereinigen.

Heute am 6ten Aug. 1828 hatte in Folge dieses Beschlusses der Admiral Codrington eine Privataudienz

1828 bei Sr. Hoheit Mehemed Ali Pascha; in des Admirals Begleitung befanden sich nur die Herren Drovetti, Generalkonsul Seiner allerchristlichen Majestät, Crocker, Großbritannischer Konsul, der Commodore Campbell, der Kapitän Richards, der Kapitän Curzon und der Kapitän W. Codrington.

Nach langer Diskussion über die Hauptartikel der Räumung, die von ägyptischen Truppen in Morea besetzten Festungen, und die Freilassung der nach der Schlacht von Navarin aus dem Peloponnes nach Aegypten geführten griechischen Sklaven, in welcher Diskussion der Vessier sich besonders angelegen sein ließ, die Unverschämtheit zu schildern, mit welcher französische und englische Zeitungschreiber die Anzahl dieser Sklaven übertrieben, und von der schlechten Behandlung gesprochen hätten, der sie in Aegypten ausgesetzt seien, kam man in Hinsicht der Räumung Morea's von Seiten der ägyptischen Truppen unter folgenden Bedingungen überein:

ART. I. Se. Hoheit Mehemed Ali Pascha macht sich verbindlich, die nach der Schlacht von Navarin aus Morea nach Aegypten geführten Sklaven wieder auszuliefern. Er wird damit den Anfang machen, alle diejenigen Sklaven, über welche er für den Augenblick disponiren kann, zur Verfügung des Admirals Codrington zu stellen.

Was diejenigen unter ihnen betrifft, welche das Eigenthum von Privatpersonen geworden, so verspricht Se. Hoheit seine guten Dienste wirksam eintreten zu lassen, damit die Konsuln der fremden Mächte, jene Sklaven so viel wie möglich und zu den möglichst guten Bedingungen loskaufen können. Der Admiral Codrington macht sich dagegen seinerseits verbindlich, sämtliche ägyptische Soldaten und Unterthanen, welche in griechischer Kriegsgefangenschaft sind, so wie auch die Offiziere und Mannschaft der von dem Hussar in den Gewässern von Modon aufgebrachten ägyptischen Korvetten in Freiheit setzen zu lassen.

ART. II. Se. Hoheit Mehemed Ali Pascha verspricht in möglichst kurzer Zeit, alle disponibelen Kriegs- und Transportschiffe abzusenden, welche nach Navarin segeln und dort die ägyptischen Trup-



pen an Bord nehmen sollen. Diese Truppen sollen, 1828  
sobald wie möglich, Morea gänzlich räumen.

ART. III. Die Kriegs- und Transportschiffe sollen durch englische und französische Fahrzeuge eskortirt werden, welche sie begleiten und mit ihnen in den Hafen von Navarin oder einen andern Hafen von Morea zu dem obenerwähnten Zwecke einsegeln werden.

ART. IV. Dieselben Schiffe sollen bei ihrer Abfarth von Navarin gleichfalls bis zum Angesicht des Hafens von Alexandria eskortirt werden.

ART. V. Weder Se. Hoheit Ibrahim Pascha noch irgend ein Offizier seiner Armee, und überhaupt keine von den in die Räumung inbegriffenen Personen, darf einen Griechen weder männlichen noch weiblichen Geschlechts, mitnehmen, wenn letzterer es nicht selbst wünscht.

ART. VI. Se. Hoheit Ibrahim Pascha kann in den festen Plätzen Patras, Castel-Tornese, Modon, Koron und Navarin eine zu deren Vertheidigung hinreichende Besatzung zurücklassen.

Abgeschlossen zu Alexandria in Aegypten am obgedachten Tage, Monate und Jahre.

Siegel Sr. Hoheit des Pascha.

### *Zusatzartikel.*

Se. Hoheit Mehemed Ali Pascha verpflichtet sich an Ibrahim Pascha den Befehl ergelten zu lassen, die Garnisonen von Patras, Castel-Tornese, Modon, Koron und Navarin so einzutheilen, daß in keinem Falle und unter keinem Vorwande mehr als 1200 ägyptische Soldaten für die Besatzung dieser Festungen zurückbleiben dürfen.

Siegel Sr. Hoheit des Pascha.

## 9.

1828 *Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et le tribu des Winnebago et les tribus unies des Potawatamies, des Chippewas et des Ottawas, conclu le 25 Août 1828 à Green Bay et ratifié par le président des Etats-Unis le 7 Janvier 1829.*

*(Acts passed at the second session of the twentieth congress of the United States. Appendix p. 74).*

**T**he Government of the United States having appointed Commissioners to treat with the Sac, Fox, Winnebago, Potawatamie, Ottawa, and Chippewa, tribes of Indians, for the purpose of extinguishing their title to land within the State of Illinois, and the Territory of Michigan, situated between the Illinois river and the Lead Mines on Fever River, and in the vicinity of said Lead Mines, and for other purposes; and it having been found impracticable, in consequence of the lateness of the period when the instructions were issued, the extent of the country occupied by the Indians, and their dispersed situation, to convene them in sufficient numbers to justify a cession of land on their part; and the Chiefs of the Winnebago tribe, and of the united tribes of the Potawatamies, Chippewas, and Ottawas, assembled at Green Bay, having declined at this time to make the desired cession, the following temporary arrangement, subject to the ratification of the President and Senate of the United States, has this day been made, between Lewis Cass and Pierre Menard, Commissioners of the United States, and the said Winnebago tribe, and the United tribes of Potawatamie, Chippewa, and Ottawa, Indians, in order to remove the difficulties which have arisen in consequence of the occupation, by white persons, of that part of the mining

country which has not been heretofore ceded to the United States. 1828

ART. I. It is agreed that the following shall be the provisional boundary between the lands of the United States and those of the said Indians: The Onisconsin river, from its mouth to its nearest approach to the Blue Mounds; thence southerly, passing east of the said mounds, to the head of that branch of the Pocatolaka creek which runs near the Spotted Arin's village; thence with the said branch to the main forks of Pocatolaka creek; thence southeasterly, to the ridge dividing the Winnebago country from that of the Potawatamie, Chippewa and Ottawa tribes; thence southerly, with the said ridge, to the line running from Chicago to the Mississippi, near Rock Island. And it is fully understood, that the United States may freely occupy the country between these boundaries and the Mississippi river, until a treaty shall be held with the Indians for its cession; which treaty, it is presumed, will be held in the year 1829. But it is expressly understood and agreed, that if any white persons shall cross the line herein described, and pass into the Indian country, for the purpose of mining, or for any other purpose whatever, the Indians shall not interfere with nor molest such persons, but that the proper measures for their removal shall be referred to the President of the United States. In the mean time, however, it is agreed, that any just compensation to which the Indians may be entitled for any injuries committed by white persons on the Indian side of the said line, shall be paid to the said Indians at the time such treaty may be held — It is also agreed by the Indians that a ferry may be established over the Rock River, where the Fort Clark road crosses the same; and, also, a ferry over the same river at the crossing of the Lewiston road.

ART. II. The United States agree to pay to the Winnebago, Potawatamie, Chippewa, and Ottawa Indians, the sum of twenty thousand dollars, in goods, at the time and place when and where the said treaty may be held: which said sum shall be equitably divided between the said tribes, and shall be in full compensation for all the injuries and damages sustain-

1828 ed by them, in consequence of the occupation of any part of the mining country by white persons, from the commencement of such occupation until the said treaty shall be held. Excepting however, such compensation as the Indians may be entitled to, for any injuries hereafter committed, on their side of the line hereby established.

In testimony whereof, the said Commissioners and the Chiefs of the said tribes have hereunto set their hands, at Green Bay, in the Territory of Michigan, this 25th day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-eight.

LEWIS CASS.

PIERRE MENARD.

## 10.

### *Convention entre les trois amiraux et le plénipotentiaire d'Ibrahim Pascha concernant l'embarquement de ses troupes, du 7 Septembre 1828.*

(Oesterreichischer Beobachter. — Neueste Staatsakten Bd. 13. p. 63).

**A**m siebenten September wurde zwischen den drei Admiralen und Baki-Effendi, dem Bevollmächtigten Ibrahim Pascha's, Folgendes über die Einschiffung der Truppen verabredet:

1. Dienstag den 9ten September beginnt die Einschiffung der Truppen nebst Pferden und Gepäcke.

2. Da für die eingeschifften Pferde kein Futter da ist, so wird man von Zante 500 Ardebs Korn und Gerste, welche dort im Depot liegen, kommen lassen.

3. Da sämtliche Truppen nicht auf der ersten Abtheilung der Flotte eingeschifft werden können, so soll es Ibrahim Pascha freistehn, Lebensmittel von einem seiner Fahrzeuge zu beziehen, um die Truppen, welche erst bei Ankunft der zweiten Flottenabtheilung aus Aegypten abgehen können, Tag für Tag zu ernähren.

4. Da Ibrahim Pascha 3 bis 400 Kranke zu Patras gelassen hat, so kann derselbe eines oder zwei Schiffe dahin schicken, um sie abzuholen; er verpflichtet sich, daß keine Lebensmittel von diesen Fahrzeugen ausgeschifft werden.

5. Die Einschiffung der Truppen geschieht zu Navarin, und da erklärt worden ist, daß kein griechischer Gefangener mitgenommen werden darf, so werden Offiziere mit Dolmetschern am Einschiffungs-orte zugesehensein, um sich von der Vollziehung dieser Disposition zu überzeugen.

6. Die Einschiffung, welche am 9ten beginnt, wird, wenn der Zustand der See nicht entgegen ist, ohne Unterbrechung fortgesetzt.

7. Unter keinem Vorwande dürfen andere Lebensmittel als die, welche zum Unterhalte der Truppen, die den zweiten Konvoi erwarten, bestimmt sind, ausgeschifft werden.

---

## 11.

*Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Potawatamies, conclu à St. Joseph le 20 Septembre 1828 et ratifié par le président des Etats-Unis le 7 Janvier 1829.*

*(Acts passed at the second session of the twentieth congress of the United States. Appendix p. 77).*

Articles of a treaty made and concluded at the Missionary Establishment upon the St. Joseph, of Lake Michigan, in the Territory of Michigan, this 20th day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty eight, between Lewis Cass and Pierre Menard, Commissioners, on the part of the United States, and the Potawatamie tribe of Indians.

1828

ART. I. The Potawatamie tribe of Indians cede to the United States the tract of land included within the following boundaries.

1. Beginning at the mouth of the St. Joseph, of Lake Michigan, and thence running up the said river to a point on the same river, half way between Lavache-qui-pisse and Macousin village; thence in a direct line, to the 19th mile tree, on the northern boundary line of the State Indiana; thence, with the same, west, to Lake Michigan; and thence, with the shore of the said Lake, to the place of beginning.

2. Beginning at a point on the line run in 1817, due east from the southern extreme of Lake Michigan, which point is due south from the head of the most easterly branch of the Kankekee river, and from that point running south ten miles; thence, in a direct line, to the northeast corner of Flatbelly's reservation; thence, to the northwest corner of the reservation at Seek's village; thence, with the lines of the said reservation, and of former cessions, to the line between the States of Indiana and Ohio; thence, with the same to the former described line, running due east from the southern extreme of Lake Michigan; and thence, with the said line, to the place of beginning.

ART. II. In consideration of the cessions aforesaid, there shall be paid to the said tribe an additional permanent annuity of two thousand dollars; and also an additional annuity of one thousand dollars, for the term of twenty years; goods, to the value of thirty thousand dollars, shall be given to the said tribe, either immediately after signing this treaty, or as soon thereafter as they can be procured; an additional sum of ten thousand dollars, in goods, and another of five thousand dollars, in specie, shall be paid to them in the year 1829.

The sum of seven thousand five hundred dollars shall be expended for the said tribe under the direction of the President of the United States, in clearing and fencing land, erecting houses, purchasing domestic animals and farming utensils, and in the support of laborers to work for them.

Two thousand pounds of tobacco, fifteen hundred weight of iron, and three hundred and fifty pounds of steel, shall be annually delivered to them.

One thousand dollars per annum shall be applied <sup>1828</sup> for the purposes of education, as long as Congress may think the appropriation may be useful.

One hundred dollars, in goods, shall be annually paid to To-pen-i-be-the, principal chief of the said tribe, during his natural life. The blacksmith, stipulated by the treaty of Chicago to be provided for the term of fifteen years, shall be permanently supported by the United States.

Three laborers shall be provided, during four months of the year, for ten years, to work for the band living upon the reservation south of the St. Joseph.

ART. III. There shall be granted to the following persons, all of whom are Indians by descent, the tracts of land hereafter mentioned, which shall be located upon the second cession above described, where the President of the United States may direct, after the country may be surveyed, and to correspond with the surveys, provided that no location shall be made upon the Elkheart Prairie, nor within five miles of the same; nor shall the tracts there granted be conveyed by the grantees, without the consent of the President of the United States.

To Sah-ne-mo-quay, wife of Jean B. Dutrist, one-half section of land.

To Way-pe-nah-te-mo-quay, wife of Thomas Robb, one-half section of land.

To Me-no-ka-mick-quay, wife of Edward McCarty, one-half section of land.

To Ship-pe-shick-quay, wife of James Wyman one-half section of land.

To Assapo, wife of Antoine Gamlin, one-half section of land.

To Moahquay, wife of Richard Chabert, one-half section of land.

To Me-shaw-ke-to-quay, wife of George Cicot, two sections of land.

To Mary Prejean, wife of Louis St. Combe, one section of land.

To To-pe-naw-koung, wife of Peter Langlois, one section of land.

To Au-bee-nan-bee, a Potawatamie chief, two sections of land.

36 *Tr. entre les États-Unis et les Potawatamies.*

1828 To Me-che-hee, wife of Charles Minie, a half section of land.

To Louison, a Potawatamie, a reservation of one section, to include his house and cornfield.

To Kes-he-wa-quay, wife of Pierre F. Navarre, one section of land.

To Benac, a Potawatamie, one section of land.

To Pe-pe-ne-way, a chief, one section of land.

To Pierre Le Clair, one section of land.

To Joseph Barron, a white man who has long lived with the Indians, and to whom they are much attached, two sections of land; but the rejection of this grant is not to affect any other parts of the treaty.

To Betsey Ducharme, one-half section of land. The section of land granted by the treaty of Chicago to Nancy Burnett, now Nancy Davis, shall be purchased by the United States, if the same can be done for the sum of one thousand dollars.

To Madeleine Bertrand, wife of Joseph Bertrand, one section of land.

ART. IV. The sum of ten thousand eight hundred and ninety-five dollars shall be applied to the payments of certain claims against the Indians, agreeably to a schedule of the said claims hereunto annexed.

ART. V. Circumstances rendering it probable that the missionary establishment now located upon the St. Joseph, may be compelled to remove west of the Mississippi, it is agreed that when they remove, the value of their buildings and other improvements shall be estimated, and the amount paid by the United States. But, as the location is upon the Indian reservation, the Commissioners are unwilling to assume the responsibility, of making this provision absolute, and therefore its rejection is not to affect any other part of the treaty.

ART. VI. This treaty shall be obligatory, after the same has been ratified by the President and Senate of the United States.

In testimony whereof, the Commissioners, and the Chiefs and Warriors of the said tribe, have hereunto set their hands, at the place, and upon the day aforesaid.

LEWIS CASS.

PIERRE MENARD,



## 12.

*Déclaration ministérielle tenant lieu 1828  
d'une Convention renouvelée d'étap-  
pes entre la Prusse et le grand-duché  
de Hesse du 7 Octobre 1828.*

(Gesetz-Sammlung für die Königlich Preussischen Staaten. 1832. Nr. 4. p. 17).

Nachdem die zwischen der Königlich Preussischen und der Großherzoglich - Hessischen Regierung am 1sten Januar 1827 zu Frankfurt am Main abgeschlossene Militair-Durchmarsch- und Etappen-Convention, der in dem §. 33. derselben enthaltenen Bestimmung zufolge, mit dem 1sten Januar 1827 abgelauten ist, das Bedürfnis eines, die diesfälligen gegenseitigen Verhältnisse regelnden Uebereinkommens aber noch fort dauert; so haben die beiderseitigen Ministerien, Kraft der ihnen von ihren resp. Gouvernements erteilten Auftrages nachstehende anderweite Uebereinkunft verabredet:

**ART. I. Feststellung der Königlich-Preussischen Militairstraßen, der Haupt-Etappen-Oerter und der Etappenbezirke.**

**§. 1. A. Militairstraße von Erfurt nach Coblenz.**

Die Linie der Militairstraße, welche von Coblenz nach Erfurt führt, berührt im Großherzogthum Hessen folgende Haupt-Etappen-Oerter mit den dazu bestimmten Etappenbezirken.

Von Hersfeld nach Alsfeld, zu vier Meilen gerechnet, ist Alsfeld der Hauptetappen-Ort. Der Etappenbezirk besteht aus den Orten: Romrod, Lindenbach, Altenburg, Zell, Billertshausen, Endorf, Eifa, Elbenrod, Dotzelrod und Reibertenrod.

Von Alsfeld nach Grünberg, zu vier Meilen anrechnet, ist Grünberg der Haupt-Etappen-Ort. Der Etappenbezirk besteht aus den Orten: Reiskirchen, Lindenstruth, Eckingshausen, Münster, Seesen, Horbach, Göbelnrod, Türckborn, Wetterfeld, Lauter,

1828 Wirberg, Stangenrod, Flensungen, Weitpertsbain, Merlau und Ilsdorf.

Von Grünberg nach Gießen zu drei Meilen gerechnet, ist Gießen zwar der Haupt-Etappen-Ort; er nimmt aber bloß den Stab und die Hauptquartiere auf, und kommt mit seinen Feuerstellen nicht in Aufrechnung. Der Etappenbezirk besteht weiter:

Aus den Großherzoglich-Hessischen Orten: Heuchelsheim, Kleinlinden, Großlinden, Leihgestern, Wisdeck, Großenbuhsek, Burkhardtsfelden, Annerod, Trohn, Rödichen und Altenbusek. An Königlich-Preussischen Ortschaften wird diesem Etappenbezirke beigegeben: Atzbach, Dudenhofen, Münchholzhausen, Knizebach, Lützenlinden, Groß- und Kleinrechtenbach.

Von Gießen bis nach Braunfels werden drei Meilen gerechnet. Zu dem Etappenbezirke dieser letztern Etappe, so wie zu dem Rayon von Wetzlar, werden keine großherzogliche Orte zugezogen.

*B. Militairstraße von Coblenz nach Mainz.*

Auf dieser Militairstraße ist St. Goar die nächste Königlich-Preussische Etappe. — Von St. Goar bis Bingen zu vier Meilen gerechnet, ist Bingen der Haupt-Etappen-Ort. Der Etappenbezirk besteht sodann nebst Bingen noch aus den Großherzoglich-Hessischen Orten: Kempten, Galshain, Büdesheim und wird aus den Königlich-Preussischen Orten zu dem Etappenbezirke beigegeben: Münsler, Sarresheim, Weiler, Waldagelsheim, Niederheimbach, und Dreieckshausen.

*C. Militairstraße von Mainz auf Trier, Luxemburg und Saarlouis.*

Auf dieser Militairstraße ist die nächste Königlich-Preussische Etappe, Simmern.

Von Simmern bis Bingen, zu vier Meilen gerechnet, ist Bingen der Haupt-Etappen-Ort, dessen Etappenbezirk auch für diese Straße aus den vorstehend sub B. gedachten Großherzoglich-Hessischen und Königlich-Preussischen Ortschaften besteht.

Bei den Etappenbezirken, bei denen die Rayons gemeinschaftlich sind, wird die Einquartierung nach der Anzahl der Feuerstellen repartirt, und jede Feuerstelle, das Haus mag groß oder klein sein, als eine Einheit angenommen. — Rücksichtlich der einzuquartierenden Mannschaft wird der Soldat und Unteroffi-

zier als eine Einheit, für den Subaltern-Offizier das 1828  
Dreifache und für den Kapitain das Vierfache derselben in Ansatz gebracht und nach diesen Verhältnissen die Vertheilung der Einquartierung auf die einzelnen Ortschaften des Etappenbezirks, durch die Großherzogliche Etappen-Behörde vorgenommen. Dem Königlichen Preussischen Etappen-Inspector steht in solchen gemeinschaftlichen Rayons die Einsicht der Etappenbücher zu, um sich hieraus zu überzeugen, daß die Vertheilung der Einquartierung durchgehends nach den Grundsätzen dieser Konvention geschehen sei, und sich im Zeitraume von drei Monaten die Last auf sämtliche Gemeinden des Etappenbezirks thunlichst vertheilt habe.

§. 2. Da man Königlich-Preussischer Seits gewünscht hat, zur Erleichterung der Stadt Mainz, einen Theil der dortigen Königlichen Garnison auf so lange nach Wetzlar zu verlegen, bis der Kasernenbau zu Mainz so weit vorgerückt ist, um den Königlich-Preussischen Antheil an der Besatzung vollständig aufnehmen zu können, so haben Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Hessen zu dieser Absicht gern die Hand geboten, und bewilligen, bis zur Beendigung des Kasernenbaus, daß die Königlichen Truppen der Garnison von Mainz, welche von da nach Wetzlar und von dort wieder zurückmarschieren, ihr Nachtlager in Friedberg nebuen. Auch gestatten Seine Königliche Hoheit eben dieses Nachtlager zu Friedberg für diejenigen zur Garnison von Mainz gehörigen Königlichen Truppen, welche über Höchst und Grünberg nach den rückwärts liegenden Königlichen Landen, oder von dort nach Mainz marschieren, mit der Bemerkung, daß diese Bewilligung auf andere zur Garnison von Mainz nicht gehörige Königlich-Preussische Truppen keine Anwendung findet. Für dieses Nachtlager treten alle jene Bedingungen und Vergütungspreise ein, welche diese Konvention für die auf den beiden Militairstraßen marschierenden Königlich-Preussischen Truppen festgesetzt. Es wird übrigens zur Unterstützung der Stadt Friedberg, derselben ein Rayon beigegeben, der aus den Ortschaften Ober- und Niederwöllstadt, Ockstädt, Ober- und Niedermörle, Fauerbach, und Bruchentrup besteht. — Die Entfernung von Höchst nach

1828 Friedberg wird hierbei zu vier Meilen, jene von Friedberg nach Grünberg zu vier Meilen und jene von Friedberg nach Wetzlar zu  $4\frac{1}{2}$  Meile angenommen.

§. 3. Die Königlich - Preussischen Truppen sind gehalten, auf keinen anderen, als den bezeichneten Etappenstraßen zu marschieren, und nur die benannten Orte als Etappen - Orte zu betrachten. Kleinere dagegen handelnde Detachements und einzeln marschierende Militairpersonen werden von den Landesbehörden an die zunächst gelegene Preussische Militair - Behörde abgeliefert. Größere Korps, welche nicht angehalten werden können, werden der Preussischen Liquidationsbehörde angezeigt, welche die an dieselbe geschehenen Leistungen aller Art nicht in den Preisen dieser Konvention, sondern in den von den Beamten attestirten kostenden Preisen, so wie allen durch den Marsch entstandenen Schaden, nach der unter Zuziehung des Königlich - Preussischen Etappen - Inspecteurs vorzunehmenden pflichtmäßigen Taxation dreier Taxatoren, bezahlen wird.

§. 4. Die Königlich - Preussischen Truppen, mit Ausnahme von kleinen Detachements bis 50 Mann (welche in die Barracken kommen, sobald dieselben eingerichtet sein werden), sind gehalten, nach jedem als zum Etappenbezirk gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Großherzoglichen Etappen - Behörde angewiesen wird; es sei denn, daß dieselben Artillerie -, Munitions - oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. — Diesen Transporten, nebst der zur Bewachung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militairstraße liegen. — In andere Ortschaften, als die obenerwähnten, dürfen die Truppen nicht gelegt werden, den Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armeekorps in starken Echellons marschiren. — In solchen Fällen werden sich die mit der Dislokation beauftragten Königlich - Preussischen Offiziere mit den Großherzoglichen Etappen - Behörden über einen weiter auszudehnenden Bezirk vereinigen.

§. 5. An jedem Etappen - Orte wird eine Großherzoglich - Hessische Behörde aus dem betreffenden Landrathe oder einem sonstigen Civilbeamten bestehend, ernannt, welche die Einquartierungs - Verpfle-

gungs- und Transport-Angelegenheiten, so wie die 1828 Etappen-Polizei leiten und besorgen wird.

§. 6. Die Königlich-Preussischen Etappen-Inspectoren zu Mainz, Hersfeld und Wetzlar, und zwar ersterer in Hinsicht auf die Etappe Bingen, der zweite auf die Etappe Alsfeld und letzterer in Hinsicht auf die übrigen Etappen, unterstützen die Großherzoglichen Etappen-Behörden in der Weise, daß sie alle bei ihnen angebrachte Beschwerden gegen die durchmarschierenden Königlichen Truppen, auf der Stelle zu entscheiden, zu schlichten, oder sonst zu beseitigen, besonders beauftragt sind. — Es ist ferner ihres Amts, durch die geeignete Requisition und Einleitung bei den Großherzoglichen Landesbehörden dahin zu wirken, daß die Königlichen Truppen auf den Etappen nach den Bestimmungen dieser Konvention behandelt, und die Wege allenthalben in fahrbarem Stande erhalten werden.

*Art. II. Instradierung der Truppen und Einrichtung der Marschrouten.*

§. 7. Die Marschrouten für die Königlich-Preussischen Truppen können allein von dem Königlich-Preussischen Kriegsministerium und von dem Königlichen Generalkommando in Sachsen zu Magdeburg, und am Niederrhein zu Coblenz, mit Gültigkeit erteilt werden. Auf die von anderen Behörden gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt.

§. 8. In den von den oben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Offiziere, Unteroffiziere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen. Insbesondere ist darauf zu achten, daß die Großherzoglichen Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntniß gesetzt werden, und es wird in dieser Hinsicht Folgendes bestimmt:

Den Detachements bis zu 50 Mann ist Tages zuvor ein Quartiermacher vorzuschicken um bei der Großherzoglichen Etappen-Behörde das Nöthige anzumelden.

Von der Ankunft größerer Detachements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Eskadron, müssen die Großherzoglichen Etappen-Behörden wenigstens drei Tage vorher benachrichtigt werden. — Wenn

1828 ganze Bataillons, Eskadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschieren; so müssen nicht allein die Großherzoglichen Etappen-Behörden wenigstens acht Tage zuvor hiervon in Kenntniß gesetzt werden, sondern es sollen auch die Großherzoglichen Landesbehörden, namentlich für die Provinz Oberhessen die Großherzogliche Regierung zu Gießen, und für den übrerrheinischen Theil des Großherzogthums die Großherzogliche Regierung zu Mainz, wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Außerdem soll, wenn eines oder mehrere Regimenter gleichzeitig durchmarschieren, dem Corps ein kommandirter Offizier oder Kriegskommissair, wenigstens drei Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislokation, Verpflegung der Truppen, Stellung der Transportmittel u. s. w. mit den erwähnten Landesbehörden gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf sämmtlichen Etappen-Oertern für das ganze Corps zu bereiten; hierbei soll jedoch solche Einrichtung getroffen werden, daß an einem Etappen-Orte niemals mehr als ein Regiment Infanterie oder Kavallerie an demselben Tage eintrifft. — Dieser kommandirte Offizier muß von der Zahl, der Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tage der Ankunft u. s. w. sehr genau unterrichtet sein.

§. 9. Da der bisher ohne Ruhetag fortgesetzte Marsch der Königlich-Preussischen Truppen auf der Straße von Erfurt nach Mainz und umgekehrt, welcher 32 Meilen beträgt, und auf der Straße von Erfurt nach Coblenz über Braunsfels, welcher 27 Meilen beträgt, die nachtheiligsten Folgen herbeigeführt hat, so hat die Großherzoglich-Hessische Regierung, nach dem Wunsche des Königlich-Preussischen Gouvernements, für diese Truppenmärsche einen Ruhetag in Alsfeld zwar gestattet, jedoch ist man dahin übereingekommen, daß zur Erleichterung der Großherzoglichen Lande, auch von den beiden andern fremdherrlichen Regierungen, deren Gebiet jene Truppenmärsche berühren, nämlich von der Kurfürstlich-Hessischen und der Großherzoglich-Sachsen-Weimarschen Regierung, gleichmäßig zur Erreichung jenes Zweckes in der Art mitgewirkt werde, daß, für die Dauer der gegenwärtigen Uebereinkunft, eine jede derselben einen gleichen Zeitraum hindurch den Preussischen

schen Truppen einen Rasttag auf ihrem Gebiete ge- 1828  
statte. — Das Königlich-Preussische Gouvernment  
wird sich mit der Kurfürstlich-Hessischen und Groß-  
herzoglich-Sachsen-Weimarschen Regierung hierüber  
näher vereinigen, so daß die von der Großherzog-  
lich-Hessischen Regierung nach dem Inhalt des ge-  
genwärtigen Paragraphen übernommene Verpflichtung  
zur Gewährung eines Rasttages in Alsfeld sich auf  
die drei Jahre vom 1sten October dieses Jahres an  
bis zum ersten October 1831 beschränkt.

Da nicht minder bedeutende Nachtheile aus den  
großen und ununterbrochen fortgesetzten Tagemär-  
schen, auch für die Remonte hervorgegangen sind, so  
hat die Großherzoglich-Hessische Regierung sich ver-  
pflichtet, zu gestatten, daß die Remonte-Kommandos,  
nach dem Einpfange der Remonten, in einem Tage  
nicht mehr als 2 bis 2½ Meile zurückzulegen haben  
und nach zwei Marschtagen jedesmal einen Ruhetag  
halten, wonach die betheiligten Großherzoglichen Be-  
hörden mit Anweisung versehen werden sollen.

**Art. III. Einquartierung und Verpflegung der  
Truppen und die dafür zu zahlende Vergütung  
betreffend.**

**A. Einquartierung und Verpflegung der Mann-  
schaft.**

§. 10. Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im  
Dienst befindlichen Militairpersonen, wird weder Recht  
auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben. Diejeni-  
gen Truppen aber, welche zum Quartier und Ver-  
pflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bei  
den Einwohnern, oder in den Barracken, deren An-  
lage der Großherzoglichen Regierung überlassen bleibt.  
Die Geräthschaften in den im Winter zu heizenden  
Barracken, bestehen für den Unteroffizier und Gemei-  
nen in Lagerstroh, einem Hakenbrett, um seine Ar-  
matur daran aufzuhängen, Stühlen oder hinreichenden  
Bänken. Jeder Unteroffizier und Soldat ist gehalten,  
mit der Einquartierung und Verpflegung in den Bar-  
racken zufrieden zu sein, sobald er dasjenige erhält,  
was er reglementsmäßig zu fordern berechtigt ist.

Die durchmarschierenden Truppen, welche der  
Marschroute gemäß, bei den Unterthauen einquartiert  
werden, erhalten auf die Anweisung der Großherzog-  
lichen Etappen-Behörden und gegen auszustellende

1828 Quittung der Kommandierenden, die Naturalverpflegung vom Quartierwirth, indem Niemand ohne Verpflegung ferner einquartiert werden soll. — Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgestellt, daß der Offizier sowohl, wie der Soldat, mit dem Tische seines Wirthes zufrieden sein muß.

In den Fällen, wo Quartierträger nur ein einziges heizbares Zimmer besitzen, in welches wegen Enge des Raums und Anzahl der zur Familie gehörenden Personen, die Einquartierten nicht aufgenommen werden können und diesen keine geheizte Schlafstube angewiesen werden kann, wird den Großherzoglichen Ortsvorständen aufgegeben werden, für die nach Verschiedenheit der Jahreszeit erforderliche Bedeckung zu sorgen.

§. 11. Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirths, wie übermäßigen Forderungen von Seiten der Soldaten vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt:

Der Unteroffizier und Soldat und jede zum Militair gehörende Person, die nicht den Rang eines Offiziers hat, kann in jedem Nachtquartiere, sei es bei den Einwohnern oder in den Barracken, verlangen: zwei Pfund gut ausgebackenes Roggenbrod, ein halb Pfund Fleisch und Zugemüse, so viel des Mittags und des Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt ist, von dem Wirth Bier, Brantwein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen sollen die Obrigkeiten dafür sorgen, daß hinreichender Vorrath von Bier und Brantwein in jedem Orte vorhanden ist, und daß der Soldat nicht übertheuert werde. — Die Subaltern Offiziere bis zum Kapitain exclusive, erhalten außer Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und ein halbes Pfund Fleisch, alles vom Wirth gehörig gekocht, auch Mittags und Abends bei jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebraut wird, in der Etappe Bingen aber eine Bouteille Wein, Morgens zum Frühstück Kaffee, Butterbrod und ein achtel Quart Brantwein. Der Kapitain kann außer der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen.

§. 12. In der Regel erhält der General drei, der



Staabs-Offizier zwei und der Subaltern-Offizier ein 1828  
Zimmer. Wenn jedoch nach dem Ermessen der Etap-  
pen-Behörde, die Anzahl der Truppen oder die Ge-  
legenheit des Orts nicht gestattet, die bemerkten Zim-  
mer zu geben, so werden die Königlichen Offiziere  
sich auch mit Wenigerem gern begnügen.

§. 13. Für diese Einquartierung und Verpflegung  
wird nach vorgängiger Liquidation von dem König-  
lich-Preussischen Gouvernement folgende Vergütung  
bezahlt:

Für den Soldaten . . . .	vier gute Groschen in Gold,		
- - Unteroffizier . . . vier	-	-	-
- - Subaltern-Offizier zwölf	-	-	-
- - Kapitain . . . .	sechszehn	-	-

Die übrigen Königlichen Militairbeamten werden nach  
ihrem militairischen Range behandelt.

Staabs-Offiziere, Obersten und Generale beköstigen  
sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern;  
in den Orten, wo dies nicht thunlich sein sollte, be-  
zahlt für seine Person der Staabs-Offizier einen Reichs-  
thaler in Gold, der Oberst und General einen Reichs-  
thaler zwölf gute Groschen in Gold; wegegen der  
Quartierträger für anständige und reichliche Kost sor-  
gen muß. Diese Vergütung wird von den betreffen-  
den Staabs-Offizieren unmittelbar an die Quartier-  
träger berichtet.

Für eine jede der den Königlich-Preussischen  
Truppen auf der Etappen-Straße anzuweisende Wacht-  
stube von erforderlicher Größe, mit den gewöhnli-  
chen Wacht- Utensilien versehen, werden in den  
Wintermonaten, nämlich in den Monaten October,  
November, December, Januar, Februar und März, incl.  
für das Feuer- und Erleuchtungs-Material, acht gute  
Groschen, in den sechs Sommermonaten, nämlich im  
April, Mai, Juni, Juli, August und September aber  
vier gute Groschen für jeden Tag, wo sich eine Wache  
darin befindet, in Ansatz gebracht.

§. 14. Weiber und Kinder sollen in der Regel  
weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte  
jedoch ausnahmsweise dieses nicht vermieden werden  
können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und  
Verpflegung in der Marschroute besonders zu bemer-  
ken, und werden alsdann sowohl die Frauen, als die  
Kinder, gleich den Soldaten gegen die, oben festge-

1828 setzte Entschädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Offiziere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

§. 15. Sollten durchmarschierende Soldaten unterwegs krank werden; so sollen dieselben an die nächsten Königlich-Preussischen Etappen-Inspecteurs überwiesen werden.

*B. Transport, Verpflegung und nächtliche Bewachung der Militair-Arrestaten.*

§. 16. a) Die Verpflegung der Militair-Arrestaten wird in demselben Betrage vergütet, welcher §. 12. der gegenwärtigen Konvention für die Verpflegung der durchziehenden Militairs überhaupt festgesetzt worden ist.

b) Die Eskortirung (durch Landdragoner oder Landwehr) wird mit vier guten Groschen auf die Meile für jeden Eskortirenden, sei dieser nun zu Fuß oder zu Pferde, bezahlt.

c) Die Zahl der eskortirenden Mannschaft wird jedesmal von den Königlich-Preussischen Behörden unter dem Vorbehalte bestimmt werden, daß es den Großherzoglich-Hessischen Behörden überlassen bleibe, die Eskorte in einzelnen Fällen, wo Widersetzlichkeit zu besorgen ist, zu verstärken.

d) In Etappenplätzen, wo Garnison liegt, wird für die nächtliche Bewachung und Verwahrung der Arrestaten keine besondere Vergütung geleistet. Dagegen wird an denjenigen Etappen-Orten, die keine Garnison haben, und in den Fällen, wo anders kein entbehrlicher, leerer und gut verwahrter Raum mehr vorhanden und die Bewachung in einem weniger gesicherten Lokale unvermeidlich ist, Königlich-Preussischer Seits eine Entschädigung von sechs guten Groschen für jeden Wächter bezahlt.

e) Auf allen Etappenplätzen ohne Ausnahme aber wird die Heizung und Beleuchtung der Verwahrungsorte der daselbst eintreffenden Preussischen Militair-Arrestaten, wenn jener Aufwand blos um dieser letztern willen geschieht, für jede Nacht in den sechs Wintermonaten mit vier guten Groschen, in den sechs Sommermonaten aber mit zwei guten Groschen vergütet.

f) Dem Großherzoglich-Hessischer Seits hinsichtlich der Transportirung der Militair-Arrestaten

durch die Großherzogliche Provinz Oberhessen ge- 1828  
äußerten Wünsche: daß solche, statt wie bisher über  
Alsfeld, künftig über Marburg erfolgen und dabei auf  
Innehaltung der gewöhnlichen Korrespondenztage ge-  
halten werden möge, erklärt man sich Preussischer  
Seits zu genügen bereit, sobald in Folge einer die-  
serhalb mit der Kurhessischen Regierung anzuknüpfen-  
den Unterhandlung die hierzu nöthige Zustimmung  
dieser letztern erlangt sein wird.

*C. Einquartierung und Verpflegung der Pferde.*

§. 17. Die Etappen-Behörden und Ortsobrigkei-  
ten werden gehörig dafür sorgen, daß den Pferden  
stets möglichst gute reinliche Stallung angewiesen  
werde. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden  
eingeräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine  
Beschwerde bei der Ortsobrigkeit anzubringen; dage-  
gen wird es Königlich-Preussischer Seits bei großer  
Verantwortung untersagt werden, daß die Militair-  
personen, welchen Rang sie auch haben mögen, die  
Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle  
ziehen und die ibrigen dagegen hineinbringen lassen.

§. 18. Der Fouragebedarf wird durch Lieferanten,  
in ein in den Haupt-Etappen-Orte zu errichtendes  
Etappenmagazin, für dessen Lokal die Lieferanten  
selbst zu sorgen haben, beigeschafft, die Lieferung soll  
von der Großherzoglichen Etappen-Behörde, für ei-  
nen von dem Königlich-Preussischen Etappen-In-  
specteur zu bestimmenden Zeitraum öffentlich verstei-  
gert und dem Mindestfordernden übertragen werden. —  
Nur wenn der Königlich-Preussische Etappen-Inspec-  
teur mit dem Erfolge der ersten Versteigerung zufrie-  
den ist, hat es bei dieser Versteigerung sein Bewen-  
den, wenn ihm aber die Preise zu hoch scheinen, so  
kann er auf einen zweiten Versteigerungstermin an-  
tragen, welcher jedoch entscheidend ist. — Den Ge-  
meinden, in denen kein Etappen-Ort ist, die aber zu  
den Etappen-Bezirken gehören, wird auf den Fall,  
wenn die Fourage von ihnen geliefert werden muß,  
solche im Preise der letzten Versteigerung vergütet.

§. 19. Die Fourage-Rationen werden auf An-  
weisung der Großherzoglichen Etappen-Behörden und  
gegen Quittung des Empfängers, von den Lieferanten  
an die Königlichen Truppen verabreicht und die da-

1828 bei entstehenden Streitigkeiten von der Etappen-Behörde sofort entschieden. In Fällen, in denen die Zeit nicht erlaubt, die Fourage aus dem Etappen-Magazine herbeizuschaffen, diese also von den Gemeinden geliefert werden muß, empfängt solche ein Kommandirter des Detachements von der Orts-Obrigkeit, und besorgt die weitere Vertheilung.

§. 20. Die Königlich-Preussische Regierung bezahlt an die Großherzoglich-Hessische und diese an die Lieferanten den Werth der abgelieferten Fourage, worüber sich letztere mit ordnungsmäßigen Quittungen ausweisen, nach dem Versteigerungs-Preise.

§. 21. Für kranke, zurückgelassene Pferde werden die Kurkosten auf, durch die Großherzoglichen Etappen-Behörden attestirte, Rechnungen von dem Königlich-Preussischen Gouvernement vergütet.

Alle Bedürfnisse an Wagenreparaturen, Beschlägen der Pferde, Schuhen und anderen Dingen mehr, werden von den Truppen baar bezahlt.

ART. IV. *Verabreichung des Vorspanns und Stellung der Fußboten.*

§. 22. Die Transportmittel werden den durchmarschierenden Truppen auf Anweisung der Großherzoglichen Etappen-Behörden und gegen Quittung nur in so fern verabreicht, als deshalb in den in §. 7. näher bezeichneten Marschrouten das Nöthige bemerkt worden; und werden in den Marschrouten nur Fuhren und Vorspann zum Transporte von Artillerie, schwerer Bagage und Kranken, nicht aber für nicht erkrankte Personen, für Tornister und Gewehre gefordert werden.

Nur diejenigen Militairpersonen, welche unterwegs erkrankt sind, können außerdem, und zwar gegen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu marschieren, durch das Zeugniß eines approbirten Arztes oder Wundarztes nachgewiesen worden, auf Transportmittel zur Fortschaffung in das nächste Königlich-Preussische Hospital Anspruch machen.

Die Großherzoglichen Physici, Aerzte und Wundärzte, sollen für die, erkrankten Militairs auszustellenden Atteste, nach Vorschrift der Königlich-Preussischen Medizinal-Ordnung entschädigt werden.

§. 23. Die Großherzoglichen Etappen-Behörden werden dafür sorgen, daß die nöthigen und verlang-

ten Transportmittel zur rechten Zeit gestellt werden. 1828  
Unter Transportmitteln werden nur zweirädrige und vierrädrige Karren und Leiterwagen, angeschirrte Vorspannpferde, und in dringenden Fällen Reitpferde für die Offiziere gerechnet. Chaisen können nicht verlangt, und darf auf ein Pferd nicht mehr als vier und ein halber bis fünf Zentner gerechnet werden.

§. 24. Wenn bei Durchmärschen starker Armeekorps der Bedarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht bestimmt angegeben, und demnach diese Ordnung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der Kommandeur der in einem Orte bequartierten Abtheilung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung Transportmittel zu requiriren; dieses muss aber durch eine schriftliche, an die Obrigkeit des Orts gerichtete Requisition geschehen, welche für die Stellung der Fuhrn gegen die hierbei sogleich zu ertheilende Quittung, sorgen wird.

§. 25. Quartiermachende Kommandirte dürfen auf keine Weise Wagen oder Reitpferde für sich requiriren, es sei denn, dass sie sich durch eine schriftliche Order des Königlichen kommandirenden Offiziers, als dazu berechtigt, legitimiren können.

§. 26. Die Transportmittel werden von einem Nachtquartiere bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Stellung bleibt den Großherzoglichen Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschierenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bei der Ankunft im Nachtquartier sofort zu entlassen, dagegen muss von den Behörden dafür gesorgt werden, dass es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschierenden Truppen oder einzeln reisende Militairpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden den andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, denselben Tag weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tages zuvor eine ordnungsmässige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen.

§. 27. Den Königlich - Preussischen Offizieren, wird es bei eigener Verantwortung zur besondern Pflicht

1828 gemacht, darauf zu achten, daß die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und daß die Fuhrleute keiner übeln Behandlung ausgesetzt, auch im Selbstfahren nicht gestört werden.

§. 28. Als Vergütung für den Vorspann werden von dem Königlich-Preussischen Gouvernement an das Großherzoglich-Hessische, für jede Meile und für jedes Pferd, einschliesslich des Wagens, sechs gute Groschen in Gold, für einen einspännigen Karren aber neun gute Groschen in Gold vergütet.

Die Entfernung von einem Nachtquartiere in das andere, wird der Entfernung des Etappen-Hauptorts bis zum andern gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weitem oder nähern Weg zurückgelegt haben.

Da bei zu gestellenden Reitpferden in der Regel zur Zurückbringung noch ein zweites Pferd für einen berittenen Reiter gestellt zu werden pflegt, so soll in solchen Fällen auch dies zweite Pferd nach den bisherigen Sätzen liquidirt und vergütet werden.

§. 29. Die Fußboten und Wegweiser dürfen von dem Militair nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt gezwungen werden, sondern es sind solche von den Obrigkeiten des Orts, worin das Nachtquartier ist, oder wodurch der Weg geht, schriftlich zu requiriren und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren. Die Königlich-Preussische Regierung bezahlt das Botenlohn für jede Meile mit vier guten Groschen Gold, wobei jedoch der Rückweg nicht gerechnet wird.

ART. V. *Aufrechthaltung der Ordnung und militairischen Polizei.*

§. 30. Die Anstände, welche zwischen den Bequartierten und den Soldaten entstehen könnten, werden von den Großherzoglichen Etappen-Behörden und den kommandirenden Königlich-Preussischen Offizieren, wie auch, wo es nöthig sein sollte, unter der Dazwischenkunft des Königlich-Preussischen Etappen-Inspektors, gemeinschaftlich beseitigt. — Die Großherzogliche Etappen-Behörde ist berechtigt, jeden Unteroffizier oder Soldaten, welcher sich thätliche Mishandlungen seines Wirths oder eines andern Großherzoglichen Unterthanen erlauben sollte, zu arretiren

und an den Kommandirenden zur weiteren Unters- 1828  
chung und Bestrafung abzuliefern.

Ein durch Exzesse der durchmarschierenden Trup-  
pen etwa entstandener Schaden wird durch drei ver-  
pflichtete und ihrer Unterthanenpflichten für diesen  
Akt entlassene Taxatoren, mit Zuziehung des Kö-  
niglich-Preussischen Etappen-Inspektors, abgeschätzt,  
und der Durchschnittsbetrag der Abschätzungen von  
der Königlich-Preussischen Behörde vergütet. Die  
Bestimmung wegen Vergütung des durch Exzesse der  
durchmarschierenden Truppen entstandenen Schadens,  
wird auch auf das durch die Militairfuhren erweis-  
lich zu Grunde gerichtete, oder nach Beendigung der-  
selben an den Folgen der Erhitzung krepirte oder sonst  
unbrauchbar gewordene Zugvieh ausgedehnt, jedoch  
unter der Bedingung: daß durch ein von dem Orts-  
vorsteher oder von zwei Zeugen der Gemeinde pflicht-  
mäßig ausgestelltes schriftliches Zeugniß erwiesen  
ist, daß dasselbe ganz gesund gestellt worden.

§. 31. Die Königlich-Preussischen kommandir-  
ten Offiziere sowohl, wie die Großherzoglich-Hessi-  
schen Etappen-Behörden, sind angewiesen, stets mit  
Eifer und Ernst dahin zu trachten, daß zwischen dem  
Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der  
Eintracht erhalten werde, und daß die Einwohner in  
Beziehung auf ihre deutschen Brüder willig diejeni-  
gen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach  
nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Beneh-  
men von beider Seiten sehr gemildert werden können.

§. 32. Die Königlich-Preussischen Truppen, wel-  
che auf eine der genannten Militairstraßen instradirt  
werden, sollen jedesmal von dem Inhalte dieser Kon-  
vention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet,  
und zu deren Befolgung angewiesen werden, so wie  
die erforderlichen Auszüge aus derselben auf allen  
Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt  
werden sollen.

*Art. VI. Liquidation der zu leistenden Ver-  
gütungen.*

§. 33. Nach Ablauf jeden Vierteljahres wird zwi-  
schen dem Königlich-Preussischen Etappen-Inspek-  
tor zu Wetzlar und einem Großherzoglich-Hessischen  
Kommissair über sämmtliche geschehene Leistungen  
der Rayons von Alsfeld, Grünberg, Gießen, Fried-

1828 berg und Bingen, die Liquidation vorgenommen, und nach deren Abschluß die Zahlung dafür sogleich geleistet. Wenn hierbei Quittungen vorkommen sollten, denen die ordnungsmäßige Form fehlen sollte; so soll das Fehlende aus den pflichtmäßig geführten Etappen-Büchern der Großherzoglichen Etappen-Behörden ergänzt werden.

Bei größeren Truppenmärschen behält sich die Großherzogliche Regierung die Befugniß vor, in kürzeren als den angegebenen Zeiträumen zu liquidiren.

**ART. VII. Allgemeine Bestimmungen.**

§. 34. Die vorstehende Etappen-Konvention tritt mit dem 1sten October 1828 in Kraft und ist bis zum 1sten October 1837 mit dem Vorbehalte jedoch abgeschlossen, daß für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendig abändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft festgesetzt werden sollen.

§. 35. Gegenwärtige Uebereinkunft soll, nachdem sie gegen eine gleichlautende, von dem Großherzoglich-Hessischen Ministerio der auswärtigen Angelegenheiten vollzogene, Ausfertigung ausgewechselt worden sein wird, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Geschehen Berlin, den 7ten October 1828.

*Königlich-Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

*Graf v. BERNSTORFF.*

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung des Großherzoglich-Hessischen Ministerii der auswärtigen Angelegenheiten ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntniß gebracht.

Berlin den 10ten Januar 1832.

*Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

*EICHNOR.*



## 13.

*Déclaration des cours de Londres, 1828  
de Paris et de Petersbourg, sur la  
protection à accorder à la Morée et  
aux Cyclades datée de Londres du  
16 Novembre 1828.*

(*Allgemeine Zeitung* 1829. 12 Jan. *Neueste Staats-  
akten* Bd. 13. p. 421).

*Erklärung.* Die Erklärung vom verfloßenen 11ten August, die dem Reis-Effendi durch Se. Excellenz dem Gesandten der Niederlande, im Namen Frankreichs, Großbritanniens und Rußlands zugestellt ward, gab der Pforte den Beweggrund und den Zweck der Expedition nach Morea zu erkennen. Das unmittelbare Resultat, das die drei Mächte durch diese Expedition zu erreichen sich vorgesetzt hatten, ward glücklich erreicht. Der Abzug Ibrahim Pascha's und die Räumung der Festungen durch die türkisch-ägyptischen Truppen haben der Vergießung des Menschenbluts in Morea ein Ziel gesetzt und diesem Lande wieder Ruhe gegeben. Das Werk der Mächte würde aber unvollständig sein, wenn durch die Abfarth ihrer Truppen die Einwohner von Morea neuen Einfällen ausgesetzt wären, sie sind es ihrer Würde schuldig, dieselben dafür zu schützen. In dieser Absicht erklären die drei Höfe, in dem Augenblicke, wo die verbündeten Streitkräfte sich anschicken, sich aus Morea zurückzuziehen, nachdem sie ihre friedliche Sendung daselbst vollbracht haben, der hohen Pforte, daß bis zu der Zeit, wo eine definitive Uebereinkunft durch gemeinschaftliche Zustimmung mit ihnen das Schicksal der Provinzen geordnet haben wird, welche die Allianz militairisch hat besetzen lassen, sie *Morea und die Cycladischen Inseln unter ihre provisorische Garantie* stellen, und aus diesem Grunde den Eintritt irgend einer Militairmacht in dieses Land als einen Angriff gegen sich selbst betrachten würden.

1828 Indem sie diese Entschliessung zur Kenntniss der hohen Pforte bringen, erkennen Frankreich, Grossbritannien und Rußland mit Vergnügen den Geist der Weisheit an, mit welchem dieselbe vermieden hat, das Ungemach des Krieges in Morea ohne Nutzen zu verlängern. Sie hoffen, daß die hohe Pforte, von demselben Geiste geleitet, sich von dem Wunsche be-seelt fühlen werde, endlich der Frage ein Ziel zu setzen, die seit acht Jahren ganz Europa in einem Zustande der Unruhe und Spannung erhalten, und daß Sie sich mit den drei Höfen in einer völlig freundschaftlichen und wohlwollenden Unterhandlung über das Schicksal und die endliche Pacifikation Griechenlands verständigen werde.

London, den 16ten November 1828.

ABERDEEN. POLIGNAC. LIEVEN.

## 14.

*Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et le Brésil conclu à Rio de Janeiro le 12 Décembre 1828 et ratifié à Washington le 18 Mars 1829.*

(Acts passed at the first session of the twenty-first congress of the United States. Appendix p. 1).

*In the name of the Most Holy and Indivisible Trinity.*

**T**he United States of America and His Majesty the Emperor of Brazil, desiring to establish a firm and permanent peace and friendship between both Nations, have resolved to fix, in a manner clear, distinct, and positive, the rules which shall in future be religiously observed between the one and the other, by means

of a Treaty, or General Convention of Peace, Friend- 1828  
ship, Commerce, and Navigation.

For this most desirable object, the President of the United States has conferred full powers on William Tudor their Chargé d'Affaires at the Court of Brazil; and His Majesty the Emperor of Brazil on the Most Illustrious and Most Excellent Marquez of Aracaty, a member of his Council, Gentleman of the Imperial Bed-chamber, Councillor of the Treasury, Grand Cross of the Order of Aviz, Senator of the Empire, Minister and Secretary of State for Foreign Affairs, and Miguel de Souza Nello e Alvim, a member of his Council, Commander of the Order of Aviz, Knight of the Imperial Order of the Cross, Chief of Division in the Imperial and National Navy, Minister and Secretary of State for the Marine, who after having exchanged their said full powers, in due and proper form, have agreed to the following articles:

**ART. I.** There shall be a perfect, firm and inviolable peace and friendship between the United States of America and their citizens, and His Imperial Majesty, his successors and subjects throughout their possessions and territories respectively, without distinction of persons or places.

**ART. II.** The United States of America, and His Majesty the Emperor of Brazil, desiring to live in peace and harmony with all the other nations of the earth, by means of a policy frank and equally friendly with all, engage mutually, not to grant any particular favor to other nations in respect of commerce and navigation, which shall not immediately become common to the other party, who shall enjoy the same freely, if the concession was freely made, or on allowing the same compensation, if the concession was conditional. It is understood however, that the relations and conventions which now exist or may hereafter exist between Brazil and Portugal, shall form an exception to this article.

**ART. III.** The two high contracting parties being likewise desirous of placing the commerce and navigation of their respective countries, on the liberal basis of perfect equality and reciprocity mutually agree, that the citizens and subjects of each may frequent

1828 all the coasts and countries of the other, and reside and trade there in all kinds of produce, manufactures and merchandise: and they shall enjoy all the rights, privileges and exemptions, in navigation and commerce, which native citizens or subjects do, or shall enjoy, submitting themselves, to the laws, decrees, and usages, there established, to which native citizens or subjects are subjected. But it is understood that this article does not include the coasting trade of either country, the regulation of which is reserved by the parties respectively, according to their own separate laws.

ART. IV. They likewise agree that whatever kind of produce, manufactures, or merchandise, of any foreign country, can be from time to time, lawfully imported into the United States, in their own vessels, may be also imported in vessels of Brazil: and that no higher or other duties upon the tonnage of the vessel and her cargo, shall be levied and collected, whether the importation be made in the vessels of the one country or the other. And in like manner, that whatever kind of produce, manufactures, or merchandise of any foreign country, can be, from time to time, lawfully imported into the Empire of Brazil, in its own vessels, may be also imported in vessels of the United States: and that no higher or other duties upon the tonnage of the vessel and her cargo, shall be levied or collected whether the importation be made in vessels of the one country, or of the other. And they agree that whatever may be lawfully exported, or re-exported from the one country in its own vessels, to any foreign country, may in like manner, be exported or re-exported in the vessels of the other country. And the same bounties, duties, and drawbacks, shall be allowed and collected, whether such exportation, or re-exportation, be made in vessels of the United States, or of the Empire of Brazil. The government of the United States however considering the present state of the navigation of Brazil, agrees that a vessel shall be considered as Brazilian, when the proprietor and captain are subjects of Brazil and the papers are in legal form.

ART. V. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the United States, of

any articles the produce or manufactures of the Empire of Brazil, and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the Empire of Brazil, of any articles the produce or manufactures of the United States, than are or shall be payable on the like articles, being the produce or manufactures of any other foreign country: nor shall any higher or other duties, or charges be imposed in either of the two countries, on the exportation of any articles to the United States, or to the Empire of Brazil respectively, than such as are payable on the exportation of the like article to any other foreign country: nor shall any prohibition be imposed on the exportation or importation of any articles, the produce or manufactures of the United States, or of the Empire of Brazil, to or from the territories of the United States, or to or from the territories of the Empire of Brazil, which shall not equally extend to all other nations.

ART. VI. It is likewise agreed, that it shall be wholly free for all merchants, commanders of ships, and other citizens or subjects of both countries, to manage themselves their own business, in all the ports and places subject to the jurisdiction of each other, as well with respect to the consignment and sale of their goods and merchandize by wholesale or retail, as with respect to the loading, unloading and sending of their ships; they being in all these cases to be treated as citizens or subjects of the country in which they reside, or at least to be placed on a footing with the subjects or citizens of the most favored nation.

ART. VII. The citizens and subjects of neither of the contracting parties shall be liable to any embargo, nor be detained with their vessels, cargoes, or merchandize or effects, for any military expedition, nor for any public or private purpose whatever, without allowing to those interested, sufficient indemnification.

ART. VIII. Whenever the citizens or subjects of either of the contracting parties shall be forced to seek refuge or asylum in the rivers, bays, ports or dominions of the other, with their vessels whether of merchant or of war, public or private, through

1828 stress of weather, pursuit of pirates, or enemies, they shall be received and treated with humanity, giving to them all favor and protection, for repairing their ships, procuring provisions, and placing themselves in a situation to continue their voyage without obstacle or hindrance of any kind.

ART. IX. All the ships, merchandise and effects belonging to the citizens or subjects, of one of the contracting parties, which may be captured by pirates, whether within the limits of its jurisdiction, or on the high seas, and may be carried, or found in the rivers, roads, ports, bays, or dominions of the other, shall be delivered up to the owners, they proving in due and proper form, their rights before the competent tribunals: it being well understood, that the claim should be made within the term of one year by the parties themselves, their attorneys, or agents of their respective Governments.

ART. X. When any vessel belonging to the citizens or subjects of either of the contracting parties, shall be wrecked, foundered, or shall suffer any damage, on the coasts, or within the dominions of the other, there shall be given to them all assistance and protection, in the same manner which is usual and customary with the vessels of the nation, where the damage happens, permitting them to unload the said vessel, if necessary, of its merchandize and effects, without exacting for it any duty, impost or contribution whatever, until they may be exported, unless they be destined for consumption.

ART. XI. The citizens or subjects of each of the contracting parties shall have power to dispose of their personal goods within the jurisdiction of the other, by sale, donation, testament or otherwise; and their representatives, being citizens or subjects of the other party, shall succeed to the said personal goods, whether by testament, or *ab intestato*, and they may take possession thereof, either by themselves, or others acting for them, and dispose of the same at their will, paying such dues only as the inhabitants of the country wherein said goods are, shall be subject to pay in like cases: and if, in the case of real estate, the said heirs would be prevented from enter-

ing into the possession of the inheritance, on account 1828 of their character of aliens, there shall be granted to them the term of three years, to dispose of the same, as they may think proper, and to withdraw the proceeds without molestation, nor any other charges than those which are imposed by the laws of the country.

ART. XII. Both the contracting parties promise and engage formally to give their special protection to the persons and property of the citizens and subjects of each other, of all occupations who may be in their territories, subject to the jurisdiction of the one or the other, transient or dwelling therein, leaving open and free to them the tribunals of justice for their judicial intercourse, on the same terms which are usual and customary, with the natives or citizens and subjects of the country in which they may be; for which they may employ, in defence of their rights, such advocates, solicitors, notaries, agents, and factors, as they may judge proper in all their trials at law.

ART. XIII. It is likewise agreed, that the most perfect and entire security of conscience shall be enjoyed by the citizens or subjects of both the contracting parties in the countries subject to the jurisdiction of the one and the other, without their being liable to be disturbed or molested on account of their religious belief, so long as they respect the laws and established usages of the country. Moreover the bodies of the citizens and subjects of one of the contracting parties who may die in the territories of the other, shall be buried in the usual burying grounds, or in other decent or suitable places, and shall be protected from violation or disturbance.

ART. XIV. It shall be lawful for the citizens and subjects of the United States of America, and of the Empire of Brazil, to sail with their ships, with all manner of liberty and security, no distinction being made who are the proprietors of the merchandize laden thereon, from any port to the places of those who now are, or who hereafter shall be, at enmity with either of the contracting parties. It shall likewise be lawful for the citizens and subjects aforesaid, to sail with the ships and merchandizes before mentioned, and to trade with the same liberty and security,

1823 from the places, ports, and havens, of those who are enemies of either party, without any opposition, or disturbance whatsoever, not only directly from the places of the enemy before mentioned, to neutral places, but also from one place belonging to an enemy to another place belonging to an enemy, whether they be under the jurisdiction of one power, or under several. And it is hereby stipulated, that free ships shall also give freedom to goods, and that every thing shall be deemed to be free, and exempt, which shall be found on board the ships belonging to the citizens or subjects of either of the contracting parties, although the whole lading, or any part thereof should appertain to the enemies of either, contraband goods being always excepted. It is also agreed in like manner, that the same liberty be extended to persons who are on board a free ship, with this effect, that although they be enemies to both or either party, they are not to be taken out of that free ship, unless they are officers or soldiers, and in the actual service of the enemies: Provided however, and it is hereby agreed, that the stipulations in this article contained, declaring that the flag shall cover the property, shall be understood as applying to those Powers only, who recognize this principle; but if either of the two contracting parties shall be at war with a third, and the other neutral, the flag of the neutral shall cover the property of enemies whose governments acknowledge this principle, and not of others.

ART. XV. It is likewise agreed, that in the case where the neutral flag of one of the contracting parties, shall protect the property of the enemies of the other, by virtue of the above stipulation, it shall always be understood, that the neutral property found on board such enemy's vessels, shall be held and considered as enemy's property, and as such shall be liable to detention and confiscation, except such property as was put on board such vessel before the declaration of war, or even afterwards, if it were done without the knowledge of it; but the contracting parties agree that four months having elapsed after the declaration, their citizens shall not plead ignorance thereof. On the contrary, if the flag of the neutral does not protect the enemy's property, in that case



the goods and merchandize of the neutral, embarked 1828  
in such enemy's ship, shall be free.

**ART. XVI.** This liberty of commerce and navigation shall extend to all kinds of merchandizes, excepting those only which are distinguished by the name of contraband; and under this name of contraband, or prohibited goods, shall be comprehended:

1. Cannons, mortars, howitzers, swivels, blunderbusses, muskets, fuzees, rifles, carbines, pistols, pikes, swords, sabres, lances, spears, halberds, and grenades, bombs, powder, matches, balls, and all other things belonging to the use of these arms:

2. Bucklers, helmets, breast-plates, coats of mail, infantry belts; and clothes made up in the form, and for a military use.

3. Cavalry belts and horses with their furniture;

4. And generally all kinds of arms and instruments of iron, steel, brass and copper, or of any other materials manufactured, prepared and formed expressly to make war by sea or land.

**ART. XVII.** All other merchandize and things not comprehended in the articles of contraband, expressly enumerated and classified as above, shall be held and considered as free, and subjects of free and lawful commerce, so that they may be carried and transported in the freest manner by both the contracting parties, even to places belonging to an enemy, excepting only those places which are at that time besieged or blockaded: and to avoid all doubt in this particular, it is declared, that those places only are besieged or blockaded, which are actually attacked by a force capable of preventing the entry of the neutral.

**ART. XVIII.** The articles of contraband, before enumerated and classified, which may be found in a vessel bound for an enemy's port, shall be subject to detention and confiscation, leaving free the rest of the cargo and the ship, that the owners may dispose of them as they see proper. No vessel of either of the two nations shall be detained on the high seas, on account of having on board articles of contraband, whenever the master, captain or supercargo of said vessels, will deliver up the articles of contraband to the captor, unless the quantity of such articles be so

1828 great, and of so large a bulk, that they cannot be received on board the capturing ship without great inconvenience: but in this and all the other cases of just detention, the vessel detained shall be sent to the nearest convenient and safe port, for trial and judgment, according to law.

ART. XIX. And whereas it frequently happens that vessels sail for a port or a place belonging to an enemy, without knowing that the same is besieged, blockaded, or invested, it is agreed that every vessel so circumstanced, may be turned away from such port or place, but shall not be detained, nor shall any part of her cargo, if not contraband, be confiscated, unless, after warning of such blockade or investment from any officer commanding a vessel of the blockading forces, she shall again attempt to enter; but she shall be permitted to go to any other port or place, she shall think proper: Nor shall any vessel of either that may have entered into such port before the same was actually besieged, blockaded, or invested by the other, be restrained from quitting such place with her cargo, nor if found therein, after the reduction and surrender, shall such vessel or her cargo, be liable to confiscation, but they shall be restored to the owners thereof. And if any vessel having thus entered the port before the blockade took place, shall take on board a cargo after the blockade be established, she shall be subject to being warned by the blockading forces to return to the port blockaded, and discharge the said cargo, and if after receiving the said warning the vessel shall persist in going out with the cargo, she shall be liable to the same consequences as a vessel attempting to enter a blockaded port after being warned off by the blockading forces.

ART. XX. In order to prevent all kinds of disorder in the visiting and examination of the ships and cargoes of both the contracting parties on the high seas, they have agreed mutually, that whenever a vessel of war, public, or private, shall meet with a neutral of the other contracting party, the first shall remain at the greatest distance compatible with making the visit under the circumstances of the sea and wind and the degree of suspicion attending the vessel

to be visited, and shall send its smallest boat, in order to execute the said examination of the papers concerning the ownership and cargo of the vessel, without causing the least extortion, violence, or ill treatment, for which the commanders of the said armed ships, shall be responsible with their persons and property; for which purpose the commanders of the said private armed vessels shall, before receiving their commissions, give sufficient security to answer for all the damages they may commit; and it is expressly agreed, that the neutral party shall in no case be required to go on board the examining vessel, for the purpose of exhibiting her papers, or for any other purpose whatever. 1828

ART. XXI. To avoid all kind of vexation and abuse in the examination of the papers relating to the ownership of the vessels belonging to the citizens and subjects of the two contracting parties, they have agreed, and do agree, that in case one of them shall be engaged in war, the ships and vessels belonging to the citizens or subjects of the other, must be furnished with sea-letters or passports, expressing the name, property and bulk of the ship, as also the name and place of habitation of the master or commander of said vessel, in order that it may thereby appear that the ship really and truly belongs to the citizens or subjects of one of the parties; they have likewise agreed, that such ships being laden, besides the said sea-letters or passports, shall also be provided with certificates, containing the several particulars of the cargo, and the place whence the ship sailed, so that it may be known, whether any forbidden or contraband goods be on board the same; which certificates shall be made out by the officers of the place whence the ship sailed, in the accustomed form; without such requisites said vessel may be detained, to be adjudged by the competent tribunal, and may be declared legal prize, unless the said defect shall be proved to be owing to accident, and be satisfied or supplied by testimony entirely equivalent.

ART. XXII. It is further agreed, that the stipulations above expressed, relative to the visiting and examining of vessels, shall apply only to those

1828 which sail without convoy: and when said vessel shall be under convoy, the verbal declaration of the commander of the convoy, on his word of honor, that the vessels under his protection belong to the nation whose flag he carries: and when they are bound to an enemy's port, that they have no contraband goods on board, shall be sufficient.

ART. XXIII. It is further agreed, that in all cases the established courts for prize causes, in the countries to which the prizes may be conducted shall alone take cognizance of them. And whenever such tribunal of either party, shall pronounce judgment against any vessel, or goods, or property claimed by the citizens or subjects of the other party, the sentence or decree shall mention the reasons or motives, on which the same shall have been founded, and an authenticated copy of the sentence or decree, and of all the proceedings in the case, shall, if demanded, be delivered to the commander or agent of said vessel, without any delay, he paying the legal fees for the same.

ART. XXIV. Whenever one of the contracting parties shall be engaged in war with another state, no citizen or subject of the other contracting party, shall accept a commission, or letter of marque, for the purpose of assisting, or co-operating hostilely, with the said enemy, against the said party so at war, under the pain of being treated as a pirate.

ART. XXV. If, by any fatality, which cannot be expected, and which God forbid! the two contracting parties should be engaged in a war with each other, they have agreed, and do agree, now for them, that there shall be allowed the term of six months to the merchants residing on the coasts and in the ports of each other, and the term of one year to those who dwell in the interior, to arrange their business, and transport their effects wherever they please, giving to them the safe conduct necessary for it, which may serve as a sufficient protection until they arrive at the designated port. The citizens and subjects of all other occupations, who may be established in the territories or dominions of the United States; and of the Empire of Brazil, shall be respected

and maintained in the full enjoyment of their personal 1828  
liberty and property, unless their particular conduct  
shall cause them to forfeit this protection, which in  
consideration of humanity, the contracting parties en-  
gage to give them.

ART. XXVI. Neither the debts due from the  
individuals of the one nation, to the individuals of  
the other, nor shares nor money, which they may  
have in public funds, nor in public or private banks,  
shall ever in any event of war or national difference  
be sequestrated or confiscated.

ART. XXVII. Both the contracting parties be-  
ing desirous of avoiding all inequality in relation to  
their public communications and official intercourse,  
have agreed and do agree, to grant to their Envoys,  
Ministers, and other public Agents, the same favors,  
immunities and exemptions, which those of the most  
favored nation do, or shall enjoy; it being under-  
stood, that whatever favors, immunities, or privile-  
ges, the United States of America, or the Empire of  
Brazil may find it proper to give the Ministers and  
Public Agents of any other power, shall, by the  
same act, be extended to those of each of the con-  
tracting parties.

ART. XXVIII. To make more effectual the pro-  
tection which the United States and the Empire of  
Brazil shall afford in future to the navigation and  
commerce of the citizens and subjects of each other,  
they agree to receive and admit Consuls and Vice-  
Consuls in all the ports open to foreign commerce,  
who shall enjoy in them all the rights, prerogatives,  
and immunities, of the Consuls and Vice-Consuls  
of the most favored nations: each contracting party  
however, remaining at liberty to except those ports  
and places in which the admission and residence of  
such Consuls may not seem convenient.

ART. XXIX. In order that the Consuls and  
Vice-Consuls of the two contracting parties, may  
enjoy the rights, prerogatives, and immunities, which  
belong to them, by their public character, they shall  
before entering on the exercise of their functions,  
exhibit their commissions or patent in due form, to

1828 the government to which they are accredited: and having obtained their *exequatur*, they shall be held and considered as such, by all the authorities, magistrates, and inhabitants, in the consular district in which they reside.

ART. XXX. It is likewise agreed, that the Consuls, their Secretaries, officers, and persons attached to the service of Consuls, they not being citizens or subjects of the country, in which the Consul resides, shall be exempt from all public service, and also from all kinds of taxes, imposts and contributions, except those which they shall be obliged to pay on account of commerce, or their property, to which the citizens or subjects and inhabitants, native and foreign, of the country in which they reside are subject; being in every thing besides subject to the laws of their respective States. The archives and papers of the Consulate shall be respected inviolably, and under no pretext whatever, shall any magistrate seize or in any way interfere with them.

ART. XXXI. The said Consuls shall have power to require the assistance of the authorities of the country, for the arrest, detention and custody of deserters from public and private vessels of their country, and for that purpose they shall address themselves to the courts, judges, and officers competent, and shall demand the said deserters in writing, proving by an exhibition of the registers of the vessels or ships roll, or other public documents, that those men were part of said crews; and on this demand so proved, (saving however, where the contrary is proved), the delivery shall not be refused. Such deserters, when arrested, shall be put at the disposal of said Consuls, and may be put in the public prison, at the request and expense of those who reclaim them, to be sent to the ships to which they belonged, or to others of the same nation. But if they be not sent back within two months, to be counted from the day of their arrest, they shall be set at liberty, and shall no more be arrested for the same cause.

ART. XXXII. For the purpose of more effectually protecting their commerce, and navigation, the two contracting parties do hereby agree, as soon

hereafter, as circumstances will permit them, to form 1828  
a Consular Convention, which shall declare specially  
the powers and immunities of the Consuls and Vice-  
Consuls of the respective parties.

ART. XXXIII. The United States of America,  
and the Emperor of Brazil desiring to make as durable  
as circumstances will permit, the relations which are  
to be established between the two parties by virtue  
of this treaty, or general convention of peace, amity,  
commerce and navigation, have declared solemnly  
and do agree to the following points:

1. The present treaty shall be in force for twelve  
years from the date hereof, and further until the end  
of one year after either of the contracting parties  
shall have given notice to the other, of its intention  
to terminate the same: each of the contracting par-  
ties reserving to itself the right of giving such notice  
to the other, at the end of said term of twelve years;  
and it is hereby agreed between them, that on the  
expiration of one year after such notice shall have  
been received by either, from the other party, this  
treaty in all the parts relating to commerce and navi-  
gation, shall altogether cease and determine, and in  
all those parts which relate to peace and friendship,  
it shall be permanently and perpetually binding on  
both powers.

2. If any one or more of the citizens or sub-  
jects of either party shall infringe any of the articles  
of this treaty, such citizen or subject shall be held  
personally responsible for the same, and the harmony  
and good correspondence between the nations shall  
not be interrupted thereby; each party engaging in no  
way to protect the offender, or sanction such violation.

3. If (which, indeed, cannot be expected), un-  
fortunately, any of the articles contained in the pre-  
sent treaty, shall be violated or infringed in any way  
whatever, it is expressly stipulated, that neither of  
the contracting parties will order or authorize any  
acts of reprisal, nor declare war against the other,  
on complaints of injuries or damages until the said  
party considering itself offended, shall first have  
presented to the other a statement of such injuries or  
damages, verified by competent proof, and demanded

1828 justice and satisfaction, and the same shall have been either refused, or unreasonably delayed.

4. Nothing in this treaty contained shall however, be construed, to operate contrary to former and existing public treaties with other sovereigns or states.

The present treaty of peace, amity, commerce and navigation, shall be approved and ratified by the President of the United States by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by the Emperor of Brazil, and the ratifications shall be exchanged within eight months from the date of the signature hereof, or sooner if possible.

In faith whereof we the Plenipotentiaries of the United States of America and of his Majesty the Emperor of Brazil have signed and sealed these presents.

Done in the City of Rio de Janeiro, this twelfth day of the month of December in the year of our Lord Jesus Christ one thousand eight hundred and twenty-eight.

(Signed)

W. TUDOR.

MARQUEZ DE ARACATY.

MIGUEL DE SOUZA MELLO e ALVIM.

## 15.

*Convention entre l'Autriche et la Bavière concernant la liquidation et la compensation des arrérages et des dettes dans les pays cédés réciproquement, conclue le 13 Décembre 1828 et publiée à Munic le 14 Mai 1829.*

(*Regierungsblatt für das Königreich Baiern 1829.*

23 Mai. — *Neueste Staatsakten* Bd. 16. p. 116).

Nachdem die Differenzen, welche bisher zwischen Baiern und Oesterreich in Bezug auf die Landesver-



waltungseinnahmen und Ausgabenrückstände in den 1828 durch die Traktate vom 3ten Junius 1814 und 14ten April 1816 gegenseitig abgetretenen Ländern, dann rücksichtlich der Schulden und Aktiven besagter Länder und der vormaligen Kameral- und Domkapitel-schen Schulden des Hochstiftes Passau bestanden haben, durch die von den Bevollmächtigten beider Staaten am 13ten Dezember 1828 unterzeichneten und bereits allerhöchst genehmigten Konventionen ausgeglichen worden sind; so wird andurch der wesentliche Inhalt der besagten Uebereinkunft zur allgemeinen Wissenschaft und zur Darnachachtung der dabei Betheiligten, öffentlich kund gemacht:

*I. Die Landesverwaltungs Ausgaben und Einnahmenrückstände betreffend.*

§. 1. Ueber die Rückstände an Landesverwaltungs Ausgaben und Einnahmen, welche in sämtlichen, in den Jahren 1814 und 1816 gegenseitig abgetretenen Gebieten und Gebietstheilen am Tage der Landesübergabe bestanden haben, das ist, über die eigentlichen Arreragen, ist man im Allgemeinen dahin übereingekommen, daß sowohl das Recht zum Bezuge der Einnahmenrückstände, als die Verbindlichkeit zu Berichtigung der Ausgabenrückstände auf die neue Regierung überzugehen hat. Letztere wird somit ermächtigt, die Einnahmenrückstände eben so für sich zu beziehen, wie sie von der vorigen Regierung hätten bezogen werden können, falls das Land nicht abgetreten worden wäre, und verpflichtet sich dagegen die Ausgabenrückstände in eben dem Maasse zu berichtigen, wie sie von der vorigen Regierung zu berichtigen gewesen wären; wenn sie im Besitze des Landes geblieben wäre.

§. 2. Da diese gegenseitige Ueberweisung bloß die am Tage der Landesübergabe bestandenen, aus der Administration des abgetretenen Landes, oder aus dem Unterthansverbände herrührenden Rechte und Verbindlichkeiten betrifft, so versteht es sich von selbst, daß Ansprüche der abtretenden Regierung an einzelne Unterthanen der abgetretenen Länder oder umgekehrt der Letzteren an Erstere, welche nicht aus der vorigen Administration des abgetretenen Landes, sondern aus andern, auf die Verwaltung des abgetretenen Landes keinen Bezug nehmenden Kontrakten und Rechts-

1828 titeln hervorgehen, in besagter Ueberweisung nicht begriffen sind, und unverrückt bleiben. Hingegen begreift die allgemeine Ueberweisung der Rückstände nicht bloß die bei den abgetretenen Unterthanen aushaftenden oder ihnen gebührenden Rückstände, sondern auch alle aus der Administration des abgetretenen Landes entspringenden Ansprüche der vorigen Regierung an andere Personen und umgekehrt von Letzteren an Erstere.

Die neue Regierung wird somit die von der vorigen Landesadministration herrührenden Verbindlichkeiten gegen dritte Personen, welche nicht ihre Unterthanen sind, eben so wie gegen ihre Unterthanen erfüllen, und dagegen berechtigt sein, alle aus der vorigen Landesadministration entstehenden Ansprüche an dritte Personen für sich einzubringen. In den Fällen, wo die neue Regierung einen aus der Administration des abgetretenen Landes herrührenden Anspruch an einen Unterthan der abtretenden Regierung geltend zu machen hat, wird von der Letzteren auf Ersuchen, gegen diesen ihren Unterthan der erforderliche Beistand unweigerlich und ohne Verzögerung geleistet werden.

§. 3. In den durch die Traktate vom 3ten Junius 1814 und 14ten April 1816 getheilten Ländern (Vorarlberg und Salzburg) bezieht jede der beiden Regierungen die an Tage der Landesübergabe bestandenen, bei ihren Unterthanen aushaftenden Landesverwaltungseinnahmenrückstände, welche ihren Unterthanen gebühren und zwar ohne Unterschied, ob besagte Einnahmen- und Ausgabenrückstände aus der Zentraladministration des ganzen Landes, oder aus der speziellen Administration des der einen oder andern Regierung zugefallenen Landestheils herrühren. So viel hingegen die in den getheilten Ländern am Tage der Landesübergabe bestandenen Rückstände anlangt, welche nicht bei Unterthanen der einen oder andern Regierung, sondern bei auswärtigen Unterthanen aushaften, oder an sie zu berichtigen sind, ist man dahin übereingekommen, daß diejenigen Rückstände der letztbesagten Art, welche aus der speziellen Administration des der einen oder andern Regierung zugefallenen Landestheils herrühren, die neue Regierung treffen, mithin von ihr bezogen und rücksichtlich be-

richtigt werden. Wenn hingegen die am Tage der 1828 Landesübergabe in den getheilten Ländern bestandenen, bei auswärtigen Unterthanen aushaftenden, oder an sie zu berichtenden Rückstände aus der vormaligen Zentraladministration des ganzen neu getheilten Landes entspringen; so wird die k. k. österreichische Regierung die hierüber begriffenen Passivrückstände berichtigen und dagegen die atwaignen Aktiven für sich beziehen.

§. 4. In den Fällen, wo nach den gegenwärtigen Bestimmungen die Zahlungsverbindlichkeit, oder das Bezugsrecht einer Post von dem Umstande abhängig gemacht wird, wessen Unterthan der Reklamant oder der Debent ist, entscheidet der Zeitpunkt der Landesübergabe. Wenn daher der Reklamant oder der Debent in der Folge seinen Wohnsitz geändert hat, oder wenn seine Forderung oder Schuld durch Erbschaft, Zession oder auf andere Art auf einen Unterthan der andern Regierung übergegangen ist: so bleibt doch diejenige Regierung zur Zahlung verpflichtet, und rücksichtlich der Einhebung berechtigt, welche hierzu verpflichtet und rücksichtlich berechtigt wäre, falls sich eine solche Veränderung in der Person des Reklamanten oder Debenten nicht ereignet hätte.

§. 5. In den hiernach von jeder der beiden Regierungen mit den ihr zugewiesenen Reklamanten und Debenten vorzunehmenden Liquidationen werden die nöthigen Einleitungen besonders getroffen werden.

§. 6. Die hinsichtlich der Landesverwaltungseinnahmen- und Ausgabenrückstände zwischen Baiern und Oesterreich festgesetzten Bestimmungen, haben zufolge einem, mit des Herrn Großherzogs von Toskana kaiserl. Hoheit getroffenen besondern Einverständnisse, auch in Bezug auf Würzburg zu gelten.

§. 7. Die Ausgleichung über die Fuldaischen Arreragen und Großherzoglich-Frankfurtischen Zentrallasten, welche der Gegenstand einer abgesonderten Liquidationsverhandlung unter den Bevollmächtigten der sämmtlichen dabei theiligten Höfe war, hat, insofern sie zwischen Baiern und Oesterreich statt finden soll, ganz nach den hier angenommenen Grundsätzen zu geschehen.

§. 8. Jede der beiden Regierungen wird die am Tage der Landesübergabe ausständig gewesenen In-

1828 teressen von den Schulden der ihr ungetheilt zugefallenen Länder berichtigen, dagegen aber auch die ausständigen Zinsen von den Aktiven der besagten Länder beziehen. Die am Tage der Landesübergabe ausständig gewesenen Interessen von den Schulden und Aktiven der getheilten Länder, übernimmt jede der beiden Regierungen insoweit zur Berichtigung und rücksichtlich zur Einhebung, als ihr vermöge der wegen der Landesschulden getroffenen Uebereinkunft die Verzinsung und rücksichtlich der Interessenbezug vom Tage der Landesübergabe bis zum Tage des Vollzuges der Schuldenabtheilungskonvention überwiesen ist.

§. 9. Gegen die zur Rechnungsablegung über Aerarialeinnahmen und Ausgaben verpflichteten Behörden oder Beamten in den abgetretenen Ländern, tritt die neue Regierung ganz in die am Tage der Landesübergabe bestandenen Rechte und Verbindlichkeiten der vorigen Regierung. Dasselbe gilt von allen Rückständen oder Ueberzahlungen, welche am Tage der Landesübergabe mit den dem Lande an die neue Regierung überwiesenen Staatsdienern an Besoldungen, Emolumenten, oder andern von dieser Dienstleistung herrührenden Ansprüchen gebührten, oder rücksichtlich von ihnen zu ersetzen waren. In Hinsicht der Pensionisten aus den in den Jahren 1814 und 1816 gegenseitig abgetretenen Ländern, welche bereits sämmtlich von einer oder der andern Regierung übernommen worden sind, hat es dabei sein Bëwenden.

§. 10. Für die von der Königlich-Baierischen Regierung aus Tyrol, dem Inn- und Hausruckviertel in die für diese Landestheile bestandenen Spezialstaatsschuldentilgungskassen gezogenen baaren Depositen, übernimmt Oesterreich die alleinige Haftung. Für die aus Vorarlberg und Salzburg in die für diese Landestheile bestimmten Spezialstaatsschuldentilgungskassen geflossenen Depositen, haftet Baiern, insofern sie Königlich Baierischen Unterthanen gehören und Oesterreich nur für den Ueberrest. Sollte an eine der hier nicht bezeichneten Staatsschuldentilgungskassen, oder an irgend eine andere Behörde einer der beiden Regierungen, ein Depositum an Geld oder andern Gegenständen gelangt sein, welches einem Unterthan der andern Regierung gehört, so wird solches dem

Eigenthümer gegen gehörige Legitimation unweigerlich verabfolgt werden. 1828

§. 11. Die vermöge §. 1. geschehene Ueberweisung aller an den Tagen der Landesübergabe hinsichtlich der Landesverwaltungseinnahmen und Ausgaben vorhanden gewesenen Rückstände auf die neue Regierung, erstreckt sich auch auf die, in den an Oesterreich abgetretenen Ländern, vorhandenen, aus früheren Regierungsperioden herrührenden Aktiv- und Passivrückstände besagter Art, worunter die sogenannten Retardaten hauptsächlich begriffen sind.

Erwähnte ältere Rückstände ohne Unterschied, ob und welche Zahlungszusicherungen darüber von der Königlich-Baierischen Regierung ausgestellt worden sind, werden somit von Oesterreich, in so weit sie Tyrol, das Inn- und Hausruckviertel betreffen, ganz, und in so weit sie Vorarlberg und Salzburg betreffen, in dem Betrage übernommen, welchen nicht die Königlich-Baierischen Unterthanen zu fordern haben: Was an dergleichen älteren Rückständen von Vorarlberg und Salzburg Königlich-Baierischen Unterthanen gebührt, wird von Baiern berichtigt werden.

§. 12. So wie schon in dem Artikel IX des Traktates vom 3ten Junius 1814, und in dem Artikel XV des Traktates vom 14ten April 1816 ausgesprochen worden ist, daß die verabredeten Territorialveränderungen keinerlei nachtheilige Folgen auf Eigenthums- und andere Privatrechte der Unterthanen in den gegenseitig abgetretenen Ländern haben sollen: so wird zur Vermeidung jedes Misverständnisses hier wiederholt, daß obige Bestimmungen die gegenseitigen Privatverhältnisse der Unterthanen beider Staaten gänzlich unberührt lassen, und daß nach den von beiden Staaten gegenseitig gegebenen Zusicherungen keine wie immer geartete, die gleichen Privatrechte in der Ausübung hindernde, oder sonst beeinträchtigende oder verletzende Verfügung erlassen, vielmehr den Unterthanen des einen Gebietes, welche bei Verfolgung und Ausübung ihrer Privatrechte den Schutz oder Beistand der Gerichte oder Behörden des andern Gebietes bedürfen, diesen Schutz und Beistand ganz so wie den eigenen Unterthanen gewährt werden wird.

*II. Die Abtheilung der Landesaktiven und Passiven betreffend.*

1823 §. 13. In Hinsicht der vermöge der Traktate am 3ten Junius 1814 und 14ten April 1816 ungetheilt abgetretenen Länder, hat es bei der bereits von der neuen Regierung geschehenen Uebernahme der Landdesschulden und Aktiven sein Bewenden. Die unter der Königlich - Baierischen Regierung kapitalisirten Zinsen von den Schulden der an Oesterreich abgetretenen Länder, werden von der k. k. Oesterreichischen Regierung als Landesschuld anerkannt. Sie übernimmt daher dieselben in den ungetheilt erworbenen Ländern ganz, und wird die Zinsen davon, so weit sie rückständig sind und künftig verfallen, berichtigen.

§. 14. Ueber das Schuldenwesen des Großherzogthums Frankfurt und des Departements Fulda ist unter den Bevollmächtigten der hierbei betheiligten Höfe eine abgesonderte Uebereinkunft geschlossen worden.

§. 15. Die Vorarlbergischen Landesschulden und die Schulden der aufgehobenen Stifter Mehrerau und St. Johann, nebst den unter diesen verschiedenen Schuldgattungen begriffenen kapitalisirten Zinsen, werden von Oesterreich übernommen, mit einziger Ausnahme eines zwar als erloschen betrachteten Kapitals, wovon jedoch Baiern vermöge einer besondern Uebereinkunft, die Vertretung einer Quote für den Fall übernommen hat, daß hierwegen eine Reklamation erhoben werden sollte. Die Interessen von den besagten, auf Oesterreich überwiesenen Passivkapitalien werden ebenfalls nicht nur so weit sie am 1sten Julius 1814 rückständig waren, sondern auch vom 1sten Julius 1814 bis zum 1sten Jänner 1830 und für die Zukunft von der k. k. Oesterreichischen Regierung in so fern sie noch nicht bezahlt sind, berichtet werden.

§. 16. Von den Salzburgischen Schulden übernimmt Baiern:

1. Die in der Beilage A \*) verzeichneten zusammen 150,000 FL. ausmachenden Kapitalien nebst der

\*) *Beilage A.* Spezifikation derjenigen Salzburgischen Passivkapitalien, welche von der Krone Baiern übernommen und vom 1sten Januar 1830 an verzinst werden. (Im Betrage von 150,000 FL.) Enthält in 302 fortlaufenden Nummern die Namen der im Kataster vorgetragenen Gläubiger, den Kapitalsbetrag und Zinsfuß.

Da die unter A bis B beigefügten Anlagen von keinem allgemeinen Interesse sind, so wird sich darauf beschränkt, nur derselben Titel hier anzuführen.

mit dem 1sten Jänner 1830 anfangenden Verzinsung 1828 derselben;

2. einen Betrag von 300 Fl. an Kapital, welcher in der, an Martin Köllenberger für eine Berchtesgadensche Obligation pr. 1200 Fl. und eine Salzburgische Obligation pr. 300 Fl. am 10ten Februar 1816 ausgestellten neuen Obligation über 1500 Fl. begriffen ist, nebst den von besagten 300 Fl. am 1sten Mai 1816 rückständig gewesen und von diesem Tage an weiter laufenden Zinsen, so weit sie noch nicht berichtet sind;

3. die durch eine besondere Uebereinkunft bestimmte Quote an Kapital und Zinsen von einigen den Anscheine nach erloschenen Obligationen für den Fall, daß in Ansehung derselben eine Reklamation geltend gemacht werden könnte.

Alle solchergestalt nicht von Baiern übernommenen Salzburgischen Kapitalschulden, mit Einschluss der darunter begriffenen kapitalisirten Zinsen, nebst den davon am 1sten Mai 1816 rückständig gewesen und von diesem Tage an verfallenen und künftig erwachsenden Zinsen, so wie auch die am 1sten Mai 1816 rückständig gewesen und vom 1sten Mai 1816 bis 1sten Jänner 1830 anwachsenden Interessen der in der Beilage A verzeichneten, auf Baiern nur mit der Verzinsung vom 1sten Jänner 1830 an überwiesenen Obligationen von 150,000 Fl. werden von Oesterreich übernommen.

§. 17. Von den Schulden der Kammer und des Domkapitels zu Passau übernimmt Oesterreich die in den Beilagen B \*) und C \*\*) verzeichneten Kapitalposten, nebst den davon am 1sten Jänner 1830 rückständig gewesen, und von diesem Tage an bereits verfallenen und künftig anwachsenden Zinsen. Alle übrigen im besagten Verzeichnisse nicht enthaltenen Kapitalschulden der Kammer und des Domkapitels zu Passau, übernimmt Baiern nebst den am 1sten Jänner

---

\*) *Beilage B.* Verzeichniß derjenigen fürstlichen Passauischen Kameralcapitalisten, welche als in Oesterreich domizilirend ganz an Oesterreich überwiesen sind.

\*\*) *Beilage C.* Verzeichniß jener domkapitelschpassauischen Capitalisten, welche in Oesterreich domiziliren.

1828 1830 rückständig gewesenem, und von diesem Tage an bereits verfallenen und künftig anwachsenden Zinsen.

§. 18. Da das aufgehobene Stift Ranshofen im Innviertel auch im Königlich-Baierischen Gebiete begütert war, so übernimmt Baiern von den Schulden desselben das dem Fräuleinstifte zu Burghausen gehörige Kapital von 2450 Fl. nebst den hiervon am 1sten Mai 1816 rückständig gewesenem und seitdem verfallenen und künftig anwachsenden Zinsen.

Alle übrigen Ranshofenschen Schulden mit den rückständigen und weiter anwachsenden Zinsen, fallen dem k. k. Oesterreichischen Aerar zur Last.

§. 19. Von den Landesaktiven im Vorarlberg und Salzburg und den ausständigen und laufenden Zinsen derselben, werden der Königlich-Baierischen Regierung diejenigen, welche in der Beilage D \*) verzeichnet sind, und außerdem noch von einer darin nicht vorkommenden Aktivpost, ein besonders unter beiden Regierungen bestimmter Antheil überlassen.

Alle übrigen Vorarlbergischen und Salzburgischen Landesaktiven mit den davon ausständigen und künftig verfallenden Zinsen sind auf Oesterreich überwiesen.

§. 20. Von den vormaligen Aktivkapitalien des Hochstifts Passau wird der sogenannte Kardinal Averspergische Fonds ganz auf Oesterreich überwiesen.

München, den 14ten Mai 1829.

*Königl. Staatsministerium des Hauses und des Aeußern.*

*Graf v. ARMANSTERG.*

---

\*) *Beilage D. Verzeichniß der an Baiern überwiesenen Landesaktiven.*



## 16.

*Traité de paix entre la Colombie et 1829  
le Pérou conclu à Giron le 27 Février  
1829.*

(*Columbus* 1829. Juliheft S. 75. *Neueste Staats-  
akten* Bd. 14. p. 317).

**I**n Folge der gestern (26 Februar) gefochtenen Schlacht bei Tarqui (Varqui), in welcher nach tapferem Widerstande ein beträchtlicher Theil der Peruanischen Armee geschlagen ward, versammelten sich Kommissaire im Lager bei Giron, nämlich der Divisionsgeneral Don Juan Jose Flores, und der Brigadegeneral Daniel Florencio O'Leary, beide abseiten Sr. Excellenz, des Oberbefehlshabers der Departamentos von Süd-Columbia (Sucre), und der Großmarschall Don Augustin Gamarra und der Brigadegeneral de Orbegoso, abseiten Sr. Excellenz, des Präsidenten von Peru, begleitet von ihren gegenseitigen Secretarien, Obrist Jose Manuel Saëz und Doctor Jose Mareri de la Cuba, und diese haben, nach Auswechselung ihrer gegenseitigen Vollmachten, folgende Grundlage eines Definitivfriedens zwischen beiden Republiken festgesetzt.

**Art. I.** Die Streitkräfte in Nord-Peru sollen auf Garnisonsfuß vermindert werden und an beiderseitigen Gränzen sollen nicht mehr als 3000 Mann stehen.

**Art. II.** Die für ihre gegenseitigen Regierungen kontrahirenden Parteien sollen eine Kommission ernennen, die Gränzlinien beider Staaten festzusetzen, zur Grundlage die politische Eintheilung der Vicekönigreiche Neu-Granada und Peru im August 1809 annehmen, als die Revolution in Quito statt fand, und sie sind übereingekommen, gegenseitig die kleinen Gebietsheile abzutreten, welche wegen ungenauer Demarkation das Interesse der Einwohner behelligen.

**Art. III.** Dieselbe Kommission soll die Staatsschuld von Peru und Columbien liquidiren, welche

1829 als Resultat des Kriegs der Unabhängigkeit entstanden ist. Diese Schuld soll mit den Zinsen bezahlt werden, von dem Tage an, wo die Ausgabe begann, und innerhalb einer Frist von achtzehn Monaten, oder auf solche Weise, wie pafslich befunden wird. Die Schulden der Individuen, deren Zahlung wegen des gegenwärtigen Krieges suspendirt bleibt, sollen in regelmäfsige Ordnung gebracht werden. In Betreff der Nationalschuld, soll Columbia und Peru, beide Republiken für sich, eine amerikanische Regierung ernennen, welche im Fall der Differenz als Schiedsrichter entscheidet.

ART. IV. Da nach Erklärung der Columbischen Kommissarien ein Aktenstück existirt, wodurch Peru verpflichtet ist, die Verluste, welche die Columbische Armee, als sie im Peruanischen Befreiungskriege Hülfe leistete, erlitt, zu ersetzen, so ist der Staat Peru zur genauen Erfüllung besagten Aktenstücks in den Fristen, welche der zweite Artikel festsetzt, feierlich verpflichtet.

ART. V. Die Peruanische Regierung leistet Columbia diejenige Genugthuung für die Entlassung des Columbischen Agenten aus Lima, welche in solchen Fällen unter Nationen gebräuchlich ist, und Columbia giebt der Republik Peru genügende Erklärung wegen der Weigerung in Rücksicht des Empfangs des Peruanischen Bevollmächtigten.

ART. VI. Keine von beiden Republiken hat ein Recht sich einzumischen in die Regierungsform und inneren Angelegenheiten der andern, und beide kommen überein, die Unabhängigkeit der Republik Bolivia so wie aller andern Kontinentalstaaten zu achten.

ART. VII. Die strenge Beobachtung des vorstehenden Artikels in Rücksicht der kontrahirenden Parteien und auch Bolivia's, so wie in Rücksicht jeder andern bestehenden Differenz, soll auf's deutlichste im Definitivtraktate ausgesprochen werden.

ART. VIII. Da gegenseitiges Mißtrauen in Rücksicht der Zuversichtlichkeit der aufrichtigen Gesinnung welche sie beseelt, zwischen beiden Regierungen obwaltet, so soll gleich nach Abschluß des Friedenstraktats, die Regierung der vereinigten Staaten

von Nordamerika ersucht werden, die Erfüllung gegenwärtiger Kapitulation im Charakter der Vermittlerin zu garantiren. 1829

ART. IX. Da Columbia nicht einwilligen will, den Friedenstraktat zu unterzeichnen, so lange feindliche Truppen das Gebiet besetzt halten, so ist verabredet, daß, nach der Feststellung gegenwärtiger Grundlage, die Peruanische Armee sich südlich vom Macarapfluß zurückziehen soll, und daß zum definitiven Abschluß geschritten werden soll, für welchen Zweck Bevollmächtigte von jeder kontrahirenden Partei erwählt werden, und sich während des Maimonats in der Stadt Guayaquil versammeln sollen, mittlerweile sollen in den Provinzen nur kleine Besatzungen bleiben, und von jeder Partei sollen Kommissarien ernannt werden, um über diesen Artikel zu wachen.

ART. X. Die Regierung von Peru verpflichtet sich der Columbischen Regierung die Korvette Pahincha sobald als möglich zu überliefern, und 100.000 Piaſter im Laufe eines Jahres zu zahlen, um die Schulden zu decken, welche das Geschwader in den Departementen Assuay und Guayaquil kontrahirt hat.

ART. XI. Die Peruanische Armee soll ihren Rückzug nach Loja nehmen, am 2ten März beginnen und innerhalb zwanzig Tagen, von dem Datum dieser Uebereinkunft an, das Columbische Gebiet geräumt haben. In derselben Periode soll den respektiven Behörden die Stadt Guayaquil, nebst ihren Schiffen und Militairvorräthen, unter denselben Bedingungen übergeben werden, als sie dem Befehlshaber des Peruanischen Geschwaders durch die Stipulation vom 21sten Januar überliefert worden ist.

ART. XII. Die Columbianer in Peru und die Peruaner in Columbien sollen vollkommene Sicherheit hinsichtlich ihrer Personen und ihres Eigenthums genießen, welcher politischen Meinung sie auch zugehörig sind.

ART. XIII. Die Kommissaire von Columbia und Peru verpflichten sich bei ihren gegenseitigen Regierungen Amnestiedekrete zu bewirken, für alle Personen, welche sich während des gegenwärtigen Krieges kompromittirt haben.

1829 ART. XIV. Mittelst dieses Präliminarvertrages ist eine Allianz begonnen, welche eine diplomatische Kommission hiernächst festsetzen soll, um auf solche Weise die aufrichtige Freundschaft der Republiken Columbia und Peru gegen alle auswärtigen Angriffe zu bethätigen.

ART. XV. Die kontrahirenden Parteien verpflichten sich von diesem Augenblick an, daß dieses die Basen eines Definitivfriedenstraktats sein sollen.

ART. XVI. Die gegen die Höfe von Columbia erklärte Blokade soll als eingestellt betrachtet werden, von der Zeit an, da die Kommissionen beider Armeen in Guayaquil eingezogen sind, um die Stipulation des Xten Artikels in Ausführung zu setzen.

ART. XVII. Von diesem Vertrage sollen vier Abschriften genommen werden, zwei für jede Partei, und derselbe soll in vier und zwanzig Stunden von dem Großmarschall von Ayacucho (General Sucre) Oberbefehlshaber von Süd-Columbia, im Namen seiner Regierung und von dem Präsidenten von Peru im Namen seiner Regierung ratifizirt werden.

Gegeben und unterzeichnet im Lager von Giron, den 27sten Februar 1829.

JUAN JOSE FLORES. — AUGUSTINO GAMARRA. — DANIEL FLORENZIO O'LEARY. — LOUIS JOSE DE ORBEGOSO. — JOSE MARIA SÄEZ und JOSE MARI DE LA CUBA (Sekretarien).

Hauptquartier vorwärts Giron, den 1sten März 1829.

Mit dem Wunsche, ein ausgezeichnetes Zeugniß und eine unbestreitbare Probe abzulegen, daß der Columbischen Regierung der Krieg zuwider ist, daß sie Peru's Volk liebt, und nicht die Absicht hegt, ihren Sieg zu mißbrauchen, um Peru zu erniedrigen, oder irgend einen Theil des Peruanischen Gebiets einzunehmen, billige, bestätige und ratifizire ich daher diesen Vertrag.

ANTONIO JOSE SUCRE.

## 17.

*Convention entre le grand-duché de 1829  
Bade et le grand-duché de Hesse,  
concernant l'exécution réciproque des  
jugemens rendus par les tribunaux  
des deux états contre les sujets re-  
spectifs, publiée à Carlsruhe le 14  
Avril 1829.*

(Großherzoglich - Badisches Staats- und Regie-  
rungsblatt. 27 April 1829. p. 81).

**D**a von Seiten der Großherzogl. Hessischen Regie-  
rung bereits unter dem 27sten October 1825 mit Be-  
ziehung auf eine Großherzogl. Hessische Verordnung  
vom 21sten Juni 1817 die Versicherung ertheilt wor-  
den, daß die *Urtheile Großherzogl. Badischer Ge-  
richte (auf Ersuchen der letztern) in Rheinhessen  
ohne Zulassung weiterer Discussionen von dem  
Kreisgerichte zu Mainz für vollziehbar erklärt wer-  
den sollen*; und da von Seiten der nämlichen Regie-  
rung unter dem 19ten v. M. die weitere bestimunte  
Zusicherung gegeben worden, daß die von diesseiti-  
gen Gerichten ergangenen Urtheile, nachdem sie von  
den Großherzogl. Hessischen Gerichten für vollzieh-  
bar erklärt seien, *im Vollzug keinerlei Formalitä-  
ten und Kosten unterworfen seyn sollen*, als wel-  
chen die Urtheile dortseitiger Gerichte selbst unter-  
worfen seien, so daß es in der Provinz Rheinhessen  
künftig nur noch der *Aufforderung der Vollzie-  
hungsbeamten* bedürfe, um den wirklichen Vollzug  
eines für executorisch erklärten Urtheils zu bewirken,  
so werden die diesseitigen Gerichtsbehörden hiervon  
in Kenntniß gesetzt, und zugleich, unter Zurücknahme  
der unter dem 24sten August 1825 IMNr. 3182. an  
sie ergangenen schriftlichen Weisung, hierdurch er-  
mächtigt, den von Großherzogl. Hessischen Gerich-  
ten ergangenen Urtheilen auf amtliche Requisition alle

82 *Trêve entre les armées de Colombie*

1829 jene Vollziehbarkeit wieder zuzugestehen, welche denselben in Gemäßheit der landesherrlichen Verordnung vom 5ten Mai 1813, Regierungsblatt Nr. 17. früher zugestanden worden ist.

Carlsruhe den 14ten April 1829.

*Justiz - Ministerium.*

In Ermanglung eines Präsidenten

MÜLLER.

Vdt. BAURITTEL.

---

18.

*Trêve entre les armées de Colombie  
et de Pérou conclue à Puira le 10  
Juillet 1829.*

(*Neueste Staatsakten* Bd. 17. p. 206).

Hauptquartier Puira, den 10ten Juli 1829.

**E**s fand eine Konferenz statt zwischen dem Obristen Antonio de la Guerra, Abgeordneten, Sr. Excellenz des Libertadors, Präsidenten der Republik Columbia, und dem Obristlieutenant Don Juan Augustin Lira, Abgeordneten des erlauchten Großmarschalls, Oberbefehlshabers des Heers der Peruanischen Republik, um einen Waffenstillstand abzuschließen, während dessen die Regierungen der beiden Republiken frei mit einander kommuniziren können, um über einen definitiven Friedensvertrag übereinzukommen. Nach Auswechselung jener Vollmachten setzten sie folgende Artikel fest:

1. Es ist unter gemeinschaftlichem Einverständnisse beschlossen, daß ein förmlicher Waffenstillstand von 60 Tagen stattfinde und daß vom Tage seiner Ratifikation an, die Feindseligkeiten zu Lande und zur See suspendirt bleiben.

2. Die Provinz Guayaquil wird mit ihren Städten und festen Plätzen innerhalb sechs Tagen zur

Verfügung der Columbischen Regierung gestellt, von 1829 dem Augenblicke angerechnet, in welchem gegenwärtiges Dokument in die Hände des Oberbefehlshabers der Peruanischen Heeresabtheilung gestellt wird, nachdem es vorher von Sr. Excellenz, dem Libertador Präsidenten ratifizirt wurde.

3. Die Blokade der Südküste von Columbien wird am Tage der Ratifikation aufgehoben, und so lange der Waffenstillstand dauert, darf keine der beiden Mächte ihre Streitkräfte, weder zur See noch zu Lande vermehren. Indessen können die Columbischen Kriegsschiffe, die aus dem atlantischen Ozean kommen, in allen Columbischen Häfen am stillen Ozean einlaufen, mit Ausnahme der Häfen des Staats Guayaquil.

4. Als Bürgschaft für die Republik Columbien, erhält sie alle Schiffe und Bote von Guayaquil, und alle Kriegswerkzeuge nach den betreffenden Inventarien, so wie der definitive Friedensvertrag unterzeichnet sein wird; in keinem Falle aber wird man sich deren zu einem feindlichen Zwecke bedienen.

5. Eine von der Regierung ernannte diplomatische Kommission wird sich so bald als möglich mit dem Abschlufs der Friedensunterhandlungen in der durch den ersten Artikel vorgeschriebenen Zeit beschäftigen, die so weit ausgedehnt werden kann, als es die Kommission für unungänglich nöthig erachtet.

6. Dem Peruanischen Heere werden sogleich alle Kranken zurückgegeben, die sich in den Hospitälern von Giron befinden und in den Listen von Columbien eingereiht sind. Alle in der Schlacht von Tarqui gemachten Gefangenen aber bleiben als Geisseln.

7. Auf den von dem Peruanischen Abgeordneten erhobenen Widerspruch gegen die Aufrichtung der in Folge des Ereignisses von Tarqui angeordneten Monumente, erklärte der Columbische Abgeordnete, Don Antonio de la Guerra, die Entscheidung über diesen Punkt sei nicht in seiner Gewalt, sondern stehe nach seiner Meinung, der in dem Artikel 5 erwähnten diplomatischen Kommission zu. Uebrigens versicherte er, daß seine Republik und Se. Excellenz der Libertador Präsident von den günstigsten Gesinnungen gegen Peru beseelt seien.

8. Die während des Waffenstillstandes, der von dem Tage der Ratifikation an eintritt, von den Kriegs-

84 *Trêve entre les arm. de Colomb. et de Pérou.*

1829 schiffen oder Korsaren der beiden Republiken gemachten Preisen werden den Eigenthümern gewissenhaft zurückgegeben.

9. Die Feindseligkeiten zur See dürfen erst 50 Tage nach der Zeit wieder beginnen, in welcher der Krieg aufs neue erklärt werden sollte.

10. Willigt seine Excellenz der Libertador Präsident nicht ein, diese Konvention zu ratifiziren, so nehmen acht Tage nach seiner Weigerung die Feindseligkeiten zu Lande wieder ihren Anfang.

11. Der erlauchte Großmarschall Don Augustin Gamarra, der sich in diesem Hauptquartier befindet, wird ersucht werden, von jetzt an in drei Stunden seine Ratifikation oder seine Weigerung einzusenden, und Se. Excellenz der Libertador Präsident wird dazu keine längere Zeit erhalten, so wie dieses Dokument ihm übergeben sein wird.

12. Man wird vier Abschriften von diesem Dokument machen, von denen jede Partei zwei erhält, gleichmäßig ratifizirt oder verworfen. Werden sie von I. I. E. E. gebilligt, so werden sie in der Festung Guayaquil ausgewechselt.

Nachdem die Kommissarien über die oben bestimmten Artikel übereingekommen waren, unterzeichneten sie den Waffenstillstand um fünf Uhr Nachmittags des oben erwähnten Tages.

DON AUGUSTIN LIRA. ANTONIO DE LA GUERRA.

Hauptquartier Pura den 10ten Juli 1829. — Ich genehmige und ratifizire feierlich diesen Vertrag, und im Einklang mit den Erklärungen, die mir von dem Generalsekretair Sr. Excellenz des Libertadors-Präsidenten der Republik Columbien in seinem Schreiben vom 25sten Juni gemacht wurden, sind die Feindseligkeiten, sowohl zu Lande als zur See, von Seiten der unter meinem Befehle stehenden Truppen von diesem Tage an aufgehoben.

AUGUSTIN GAMARRA.

JOSE MAZURI DE LA CUBA, *Sekretair.*

Hauptquartier Bicejo, den 15ten Juli 1829. — Ich genehmige und ratifizire diese Konvention.

BOLIVAR. JOSE ESPINAR, *Generalsekretair.*



## 19.

*Traité entre les Etats-Unis de l'Amé- 1829  
rique septentrionale et les nations  
unies des Chippewas, des Ottawas et  
des Potawatamies, conclu à Prairie  
du Chien le 29 Juillet 1829 et ra-  
tifié par le président des Etats-Unis  
le 2 Janvier 1830.*

*(Acts passed at the first session of the twenty-  
first congress of the United States. Appendix p. 35).*

**A**rticles of a Treaty made and concluded at Prairie du Chien, in the Territory of Michigan, between the United States of America, by their Commissioners, General John M'Niel, Colonel Pierre Menard, and Caleb Atwater, Esq. and the United Nations of Chippewa, Ottawa, and Potawatamie Indians, of the waters of the Illinois, Milwaukee, and Manitououck Rivers.

**ART. I.** The aforesaid nations of Chippewa, Ottawa, and Potawatamie Indians, do hereby cede to the United States aforesaid, all the lands comprehended within the following limits, to wit: Beginning at the Winnebago Village, on Rock river, forty miles from its mouth, and running thence down the Rock river, to a line which runs due west from the most southern bend of Lake Michigan to the Mississippi river, and with that line to the Mississippi river opposite to Rock Island; thence, up that river, to the United States reservation at the mouth of the Ouisconsin; thence, with the south and east lines of said reservation, to the Ouisconsin river; thence, southerly, passing the heads of the small streams emptying into the Mississippi, to the Rock River aforesaid, at the Winnebago Village, the place of beginning. And, also, one other tract of land, described as follows, to wit: Beginning on the Western Shore of Lake Michigan, at the northeast corner of

1829 the field of Antoine Ouitmette, who lives near Gross Pointe, about twelve miles north of Chicago: thence, running due west, to the Rock River, aforesaid; thence, down the said river, to where a line drawn due west from the most southern bend of Lake Michigan crosses said river; thence, east, along said line, to the Fox River of the Illinois; thence, along the northwestern boundary line of the cession of 1816, to Lake Michigan; thence, northwardly, along the Western Shore of said Lake, to the place of beginning.

ART. II. In consideration of the aforesaid cessions of land, the United States aforesaid agree to pay to the aforesaid nations of Indians the sum of sixteen thousand dollars, annually, forever, in specie: said sum to be paid at Chicago. And the said United States further agree to cause to be delivered to said nations of Indians, in the month of October next, twelve thousand dollars worth of goods as a present. And it is further agreed, to deliver to said Indians, at Chicago, fifty barrels of salt, annually, forever; and further, the United States agree to make permanent, for the use of the said Indians, the blacksmith's establishment at Chicago.

ART. III. From the cessions aforesaid, there shall be reserved, for the use of the undernamed Chiefs and their bands, the following tracts of land, viz:

For *Wau-pon-eh-see*, five sections of land at the Grand Bois, on Fox River of the Illinois, where *Shaytee's* Village now stands.

For *Shab-eh-nay*, two sections at his village near the Paw-paw Grove. For *Awn-kote*, four sections at the village of *Saw-meh-naug*, on the Fox River of the Illinois.

ART. IV. There shall be granted by the United States, to each of the following persons, (being descendants from Indians), the following tracts of land, viz: To Claude Laframboise, one section of land on the Riviere aux Pleins, adjoining the line of the purchase of 1816.

To François Bourbonné, Jr. one section at the Missionary establishment, on the Fox River of the Illinois. To Alexander Robinson, for himself and children, two sections on the Riviere aux Pleins,

above and adjoining the tract herein granted to Claude Laframboise. To Pierre Leclerc, one section at the village of the As-sim-in-eh-Kon, or Paw-paw Grove. To Waish-kee-Shaw, a Potawatamie woman, wife of David Laughton, and to her child, one and a half sections at the old village of Nay-ou-Say, at or near the source of the Riviere aux Sables of the Illinois. To Billy Caldwell, two and a half sections on the Chicago River, above and adjoining the line of the purchase of 1816. To Victoire Pothier, one half section on the Chicago River, above and adjoining the tract of land herein granted to Billy Caldwell. To Jane Miranda, one quarter section on the Chicago River, above and adjoining the tract herein granted to Victoire Pothier. To Madeline, a Potawatamie woman, wife of Joseph Ogee, one section west of and adjoining the tract herein granted to Pierre Leclerc, at the Paw-paw Grove. To Archange Ouilmette, a Potawatamie woman, wife of Antoine Ouilmette, two sections, for herself and her children, on Lake Michigan, south of and adjoining the northern boundary of the cession herein made by the Indians aforesaid to the United States. To Antoine and Francois Leclerc, one section each, lying on the Mississippi River, north of and adjoining the line drawn due west from the most southern bend of Lake Michigan, where said line strikes the Mississippi River. To Mo-ah-way, one quarter section on the north side of and adjoining the tract herein granted to Waish-Kee-Shaw. The tracts of land herein stipulated to be granted, shall never be leased or conveyed by the grantees, or their heirs, to any person whatever, without the permission of the President of the United States.

ART. V. The United States, at the request of the Indians aforesaid, further agree to pay to the persons named in the schedule annexed to this treaty, the sum of eleven thousand six hundred and one dollars; which sum is in full satisfaction of the claims brought by said persons against said Indians, and by them acknowledged to be justly due.

ART. VI. And it is further agreed, that the United shall, at their own expense, cause to be sur-

1829 veyed, the northern boundary line of the cession herein made, from Lake Michigan to the Rock River, as soon as practicable after the ratification of this treaty, and shall also cause good and sufficient marks and mounds to be established on said line.

ART. VII. The right to hunt on the lands herein ceded, so long as the same shall remain the property of the United States, is hereby secured to the nations who are parties to this treaty.

ART. VIII. This treaty shall take effect and be obligatory on the contracting parties, as soon as the same shall be ratified by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof.

In testimony whereof, the said John M'Niel, Pierre Menard, and Caleb Atwater, Commissioners as aforesaid, and the Chiefs and Warriors of the said Chippewa, Ottawa, and Potawatamie Nations, have hereunto set their hands and seals, at Prairie du Chien, as aforesaid this twenty-ninth day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-nine.

JOHN M'NIEL.	} <i>Com'rs.</i>
PIERRE MENARD.	
CALEB ATWATER.	

## 20.

*Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Winnebagos, conclu à Prairie du Chien le 1 Août 1829 et ratifié par le président des Etats-Unis le 2 Janvier 1830.*

(Acts passed at the first session of the twenty-first congress of the United States. Appendix p. 30).

Articles of a Treaty made and concluded at the Village of Prairie du Chien, Michigan Territory, on this

first day of August, in the year one thousand eight hundred and twenty-nine, between the United States of America, by their Commissioners, General John M'Niel, Colonel Pierre Menard, and Caleb Atwater, Esq. for and on behalf of said States, of the one part, and the Nation of Winnebago Indians of the other part.

ART. I. The said Winnebago nation hereby, forever, cede and relinquish to the said United States, all their right, title, and claim, to the lands and country contained in the following limits and boundaries, to wit: beginning on Rock River, at the mouth of the *Pee-kee-tau-no* or *Pee-kee-tol-a-ka*, a branch thereof; thence, up the *Pee-kee-tol-a-ka*, to the mouth of Sugar Creek; thence, up the said creek, to the source of the Eastern branch thereof; thence, by a line running due North, to the road leading from the Eastern blue mound, by the most Northern of the four lakes, to the portage of the Wisconsin and Fox rivers; thence, along the said road, to the crossing of Duck Creek; thence, by a line running in a direct course to the most Southeasterly bend of Lake Puck-a-way, on Fox River; thence, up said Lake and Fox River, to the portage of the Wisconsin; thence, across said portage, to the Wisconsin river; thence, down said river, to the Eastern line of the United States, reservation at the mouth of said river, on the south side thereof, as described in the second article of the treaty made at St. Louis, on the twenty-fourth day of August, in the year eighteen hundred and sixteen, with the Chippewas, Ottawas, and Potawatamies; thence, with the lines of a tract of country on the Mississippi river, (secured to the Chippewas, Ottawas, and Potawatamies, of the Illinois, by the ninth article of the treaty made at Prairie du Chien, on the nineteenth day of August, in the year eighteen hundred and twenty-five), running Southwardly, passing the heads of the small streams emptying into the Mississippi to the Rock river, at the Winnebago village, forty miles above its mouth; thence, up Rock river, to the mouth of the *Pee-kee-tol-a-ka* river, the place of beginning.

ART. II. In consideration of the above cession, it is hereby stipulated, that the said United States

1829 shall pay to the said Winnebago nation of Indians the sum of eighteen thousand dollars in specie, annually, for the period of thirty years; which said sum is to be paid to said Indians at Prairie du Chien and Fort Winnebago, in proportion to the numbers residing within the most convenient distance of each place, respectively; and it is also agreed, that the said United States shall deliver immediately to said Indians, as a present, thirty thousand dollars in goods; and it is further agreed, that three thousand pounds of tobacco, and fifty barrels of salt, shall be annually delivered to the said Indians by the United States, for the period of thirty years; half of which articles shall be delivered at the Agency at Prairie du Chien, and the other half at the Agency of Fort Winnebago.

ART. III. And it is further agreed between the parties, that the said United States shall provide and support three blacksmithshops, with the necessary tools, iron, and steel, for the use of the said Indians, for the term of thirty years; one at Prairie du Chien, one at Fort Winnebago, and one on the waters of Rock river; and furthermore, the said United States engage to furnish, for the use of the said Indians, two yoke of oxen, one cart, and the services of a man at the portage of the Wisconsin and Fox rivers, to continue at the pleasure of the Agent at that place, the term not to exceed thirty years.

ART. IV. The United States (at the request of the Indians aforesaid) further agree to pay to the persons named in the schedule annexed to this treaty, (and which forms part and parcel thereof), the several sums as therein specified, amounting, in all, to the sum of twenty-three thousand five hundred and thirty-two dollars and twenty-eight cents; which sum is in full satisfaction of the claims brought by said persons against said Indians, and by them acknowledged to be justly due.

ART. V. And it is further agreed, that, from the land hereinbefore ceded, there shall be granted by the United States to the persons herein named, (being descendants of said Indians), the quantity of land as follows, to be located without the mineral

country, under the direction of the President of the 1829 United States, that is to say: to Catharine Myott, one section; to Michel St. Cyr, son of *Kee-no-kau*, (a Winnebago woman), one section; to Mary, Ellen, and Brigitte, daughters of said *Kee-no-kau*, each one section; to Catharine and Olivier, children of Olivier Amelle, each one section; to François, Therese, and Joseph, children of Joseph Thibault, each one section; to Sophia, daughter of Joshua Palen, one section; to Pierre Pacquette, two sections; and to his two children, Therese and Moses, each one section; to Pierre Grignon L'Avoine, Amable, Margaret, Genevieve, and Mariette, children of said Pierre, each one section; to Mauh-nah-tee-see, (a Winnebago woman), one section; and to her eight children, viz: Therese, Benjamin, James, Simeon, and Phelise Leciuyer, Julia, and Antoine Grignon, and Alexis Peyet, each one section; to John Baptiste Pascal, Margaret, Angelique, Domitille, Therese, and Lisette, children of the late John Baptiste Paquette, each one section; to Madeline Brisbois, daughter of the late Michel Brisbois, Jr. one section; to Therese Gagnier and her two children, François and Louise, two sections; to Mary, daughter of Luther Gleason, one section; and to Theodore Lupen, one section; all which aforesaid grants are not to be leased or sold by said grantees to any person or persons whatever, without the permission of the President of the United States; and it is further agreed, that the said United States shall pay to Therese Gagnier the sum of fifty dollars per annum, for fifteen years, to be deducted from the annuity to said Indians.

ART. VI. The said United States hereby agree (by the request of the said Indians), to appoint a sub-agent for them, to reside on the waters of Rock river, and also to continue the present subagency at Fort Winnebago. But it is understood that the rejection of this article, by the Senate, is not to affect the validity of this Treaty.

ART. VII. This Treaty, after the same shall be ratified by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof, shall be obligatory on the contracting parties.

1829 In testimony whereof, the said John M'Niel, Pierre Menard, and Caleb Atwater, Commissioners as aforesaid, and the Chiefs and Warriors of said Winnebago nation of Indians, have hereunto set their hands and seals, at the time and place first herein above written.

JOHN M'NIEL.  
PIERRE MENARD. } *Com'rs.*  
CALEB ATWATER.

## 21.

*Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Delawares, conclu à Little Sandusky le 3 Août 1829, et ratifié par le président des Etats-Unis le 2 Janvier 1830.*

(Acts passed at the first session of the twenty-first congress of the United States. Appendix p. 39).

Articles of agreement made between John M'Elvain, thereto specially authorized by the President of the United States, and the band of Delaware Indians, upon the Sandusky River, in the State of Ohio, for the cession of a certain reservation of land in the said State.

ART. I. The said band of Delaware Indians cede to the United States the tract of three miles square, adjoining the Wyandot reservation upon the Sandusky river, reserved for their use by the treaty of the Rapids of the Maumee, concluded between the United States and the Wyandots, Seneca, Delaware, Shawanees, Potawatamies, Ottawas, and Chippewa tribes of Indians, on the twenty-ninth day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and seventeen, and the said tribe of Delawares engage to remove to and join their nation on the west



side of the Mississippi, on the land allotted to them, 1829 on or before the first day of January next, at which time peaceable possession of said reservation is to be given to the United States.

ART. II. In consideration of the stipulations aforesaid, it is agreed, that the United States shall pay to the said band the sum of three thousand dollars: two thousand dollars in hand, the receipt of which is hereby acknowledged by the undersigned Chiefs of said tribe, and the remaining balance of one thousand dollars to be appropriated to the purchase of horses, clothing, provisions, and other useful articles, to aid them on their journey so soon as they are prepared to remove.

In witness whereof, the said John M'Elvain, and the Chiefs of the said band, have hereunto set their hands and seals at Little Sandusky, in the State of Ohio, this third day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-nine.

JOHN M'ELVAIN.

## 22.

*Déclaration de la chambre grand-ducale d'Oldenbourg du 8 Août 1829 concernant un arrangement ultérieur entre le Hanovre et l'Oldenbourg relativement au traité de commerce et de douanes du 10 Janvier 1829.*

(Oldenburgische Gesetzsammlung 1829. pag. 159.  
Neueste Staatsakten Bd. 19. p. 381).

**I**n Beziehung auf die Bestimmungen der unterm 10ten Januar dieses Jahres abgeschlossenen, unterm 28sten Februar dieses Jahres von der großherzoglichen Regierung bekannt gemachten Vereinbarung mit dem Königreiche Hannover zur Regulirung verschiedener Schiffarths- und sonstiger Verhältnisse, ist

1829 durch eine Vereinbarung der beiderseitigen Regierungen annoch weiter festgesetzt worden: ad B. §. 6. dafs die Befreiung von dem Hannöverschen Durchgangszoll bei der Durchfuhr neuer Schiffe, ingleichen des Oldenburgischen Honigs und Wachses, auf der Ems, nicht blofs, wenn diese Gegenstände nach Holland oder der Jeverschen Küste, sondern auch, wenn sie nach andern Gegenden des Oldenburgischen Gebiets versendet werden, zugestanden werden solle; ingleichen ad A. §. 9. und B. §. 10. dafs die Befreiung vom Ein- und Ausgangszoll, welche in Ansehung der Bienen und Bienenkörbe verabredet war, von Seiten beider Regierungen gegenseitig, nicht blofs in Ansehung der durchzuführenden, sondern auch in Ansehung der aus dem einen Lande in das andere Land zur Weide zu bringenden Bienen und des zu deren Ernährung bestimmten Futterhonigs zugestanden werden, jedoch unter folgenden genau zu beobachtenden Vorschriften:

1. Dafs der einzuführende Futterhonig von einer schriftlichen Deklaration des Eigenthümers des Inhalts: dafs dieser Futterhonig lediglich zur Ernährung der von ihm selbst zur Weide eingeführten Bienen bestimmt sei und angewandt werden solle, begleitet sein müsse;

2. dafs dabei nachgewiesen werde, wie die Bienen, für welche der Futterhonig bestimmt ist, auch wirklich aus dem Oldenburgischen in das Hannöversche (resp. aus dem Hannöverschen in das Oldenburgische) Gebiet zur Weide eingebracht sind; zu welchem Ende die steuer- und zollfreie Einführung des Futterhonigs, es mag solche gleichzeitig mit den Bienen oder später geschehen, bei ebenderselben Steuer- und Zollreceptur geschehen und gehörig angemeldet werden mufs, bei welcher die Bienenstöcke, für welche er bestimmt ist, eingeführt sind; auch

3. dafs die auf solche Weise abgabefrei einzuführende Quantität Futterhonigs in keinem Falle mehr als anderthalb Tonnen für jede zwanzig Bienenstöcke betragen dürfe.

Es werden daher obige fernere Vereinbarungen zur Nachricht der hiesigen Landesunterthanen, und insbesondere auch der diesseitigen Gränzzolleinnehmer hiermit bekannt gemacht.

## 23.

*Concordat des cantons Suisses de 1829  
Berne, de Zurich, de Soleure, de Bâle,  
d'Appenzell - Ausserrhoden, de St.  
Galles et de Neufchatel concernant  
le transit des marchandises sur les  
routes de Rorschach jusqu'à Bâle  
et à Verrières, approuvé par la diète  
le 17 Août 1829.*

(*Neue Züricher Zeitung* vom 30sten Septbr. 3ten u.  
10ten Octbr. 1829. — *Neueste Staatsakten* Bd. 18. p. 1).

**D**ie hohen Stände Bern, Zürich, Solothurn, Basel, Appenzell - Ausserrhoden, St. Gallen und Neuenburg, sind über nachfolgende Anordnungen für den Transit auf den Kommerzialstraßen von Rorschach bis Basel und Verrières, nebst ihren Nebenverzweigungen, übereingekommen.

*I. Bestimmung der Kommerzialstraßen.*

**ART. I. Erster Straßenzug:** Die Straße von Rorschach, St. Gallen, Zürich, Lenzburg, Murgenthal und Bern, nach Neuenburg und Verrières. Von St. Gallen über Büren oder Flawyl nach Wyl. Von Elgg bis Dietikon. Von Dietikon über Brugg, Aarau und Aargau nach Murgenthal. Ueber Bern nach Aarberg nach der Zihlbrücke. Von der Zihlbrücke bis Verrières.

**Zweiter Straßenzug.** Von Rorschach über Zürich und von Basel aus durch den Kanton Solothurn nach Verrières. Von Rorschach nach St. Gallen über Büren oder Flawyl nach Wyl. Von Elgg bis Dietikon. Von Dietikon über Lenzburg nach Aarau und Schönenwerth. Von Dietikon über Brugg u. Aarau nach Schönenwerth. Von Schönenwerth bis Dürrmühle und von Attiswyl bis Nennigkofen oder Grenchen. Von Basel bis Holderbank. Von Holderbank bis Nennigkofen oder Grenchen. Von Dürrmühle bis At-

1829 tiswyl und von Grenchen über Nydau nach der Zihlbrücke. Von Dürrmühle bis Attiswyl und von Lenzigen über Büren und Aarberg bis an die Zihlbrücke. Von Holderbank über Solothurn, Biberist, oder Lohn nach Krailigen. Von Krailigen nach Bern. Von Dürrmühle und von Bälterkinden nach Bern. Von Murgenthal auf Aeschi. Von Aeschi nach Grenchen oder Nennigkofen. Von Aeschi nach Holderbank. Von Murgenthal über Aarwangen nach Dürrmühle. Von Murgenthal über Herzogenbuchsen nach Attiswyl. Von St. Niklaus über Kirchberg nach Biberist oder Krailigen. Von Biberist oder Krailigen nach Grenchen oder Nennigkofen. Von der Zihlbrücke bis Verrieres. (Note: Die Route über den untern Hauenstein kann erst aufgenommen werden, wenn das Konkordat über den Gotthard festgesetzt ist).

*Dritter Straßenzug:* Strafe von Basel nach Verrieres über die Leberbergischen Amteien. Von Basel nach Grellingen. Von Grellingen bis an die Zihlbrücke. Von Grellingen bis Pontins. Von Pontins über Neuenburg bis Verrieres. Von Grellingen über Sonceboz nach Cibourg. Von Grellingen über Les Bois nach Cibourg. Von Cibourg über Brevine nach Verrieres.

*Vierter Straßenzug:* Von Rorschach und St. Gallen nach Basel. Von Dietikon über Brugg bis Rheinfelden. Von Dietikon über Brugg bis Basel-Augst. Von Dietikon über Aarau bis Rheinfelden. Von Dietikon über Aarau bis Basel-Augst. Von Basel bis Basel-Augst. Von Basel bis Grenzach. Von Basel bis Eimeldingen. Von Basel bis St. Louis. Von Basel bis Burgfelden (Note: Es bleibt den hohen Ständen Basel und Aargau vorbehalten, sich zu erklären, ob sie die Strafe von Basel bis Lauffenburg auch in dieses Konkordat aufnehmen wollen).

ART. II. Neue Kommerzialstraßen können künftig auf Verlangen der betreffenden Kantone den älteren, unter Beobachtung der nämlichen Grundsätze, angereicht werden.

II. *Aufhebung der Lizenzverordnungen und Bestimmungen des Gewichts der Ladungen.*

ART. III. Diejenigen Kantone welche Lizenzverordnungen haben, nehmen solche zurück.

**ART. IV.** Dagegen wird festgesetzt: Keine andern 1829  
Fuhrwerke, als die hiernach bestimmten, genießen den Vortheil, die Zölle kumulativ zu bezahlen, und auch sie allein genießen die Zollverminderung für die unten bezeichneten Waaren, alle übrigen entrichten die bisherigen Zoll-, Weg- und Brückengelder.

a. Einspännige vierrädrige Wagen, denen ähnlich, die unter dem Namen Comtoiswagen bekannt sind, und die höchstens 21 Zentner brutto Kilogewicht (zu 50 Kilogramme auf einen Zentner gerechnet) Ladung haben. Zwei dieser Wagen sollen jedesmal von einem Führer begleitet sein, und wenn mehr als vier Wagen eine gemeinschaftliche Reise machen, so sind diese Fuhrwerke gehalten, zu vier und vier in hinlänglichen Distanzen von einander getrennt zu fahren, um alle Gefahren beim Begegnen anderer Fuhrwerke zu vermeiden. Der hohe Stand Basel wünscht seine Verordnung beizubehalten, laut welcher diesen Fuhrwerken gestattet ist, je auf vier Wagen nur einen Führer zu halten.

b. Vierrädrige Lastwagen mit 3 Zoll französischen Maasses breiten Radfelgen und einer Ladung von höchstens 45 Zentner brutto Kilogewicht.

c. Vierrädrige Lastwagen mit vier Zoll französischen Maasses breiten Radfelgen und einer Ladung von höchstens 60 Zentner brutto Kilogewicht.

d. Vierrädrige Lastwagen mit 5 Zoll französischen Maasses breiten Radfelgen und einer Ladung von höchstens 90 Zentner brutto Kilogewicht.

e. Vierrädrige Lastwagen mit 6 Zoll französischen Maasses breiten Radfelgen und einer Ladung von höchstens 105 Zentner brutto Kilogewicht.

f. Vierrädrige Lastwagen mit wenigstens 7 Zoll französischen Maasses breiten Radfelgen und einer Ladung von höchstens 120 Zentner brutto Kilogewicht.

g. Zweirädrige Lastwagen mit wenigstens 5 Zoll französischen Maasses breiten Radfelgen, dürfen höchstens 45 Zentner brutto Kilogewicht Ladung haben, und diejenigen mit wenigstens 7 Zoll breiten Radfelgen, höchstens 60 Zentner brutto Kilogewicht.

**ART. V.** Ueber schwerere Ladungen liegt es in der Befugniss jedes Standes, Verfügung für seinen Kanton nach seiner Konvenienz zu treffen. Hat aber der Fuhrmann mehr geladen, als ihm erlaubt ist, und muss er in Folge desselben abladen, so wird diejenige

**1829** Behörde, welche die Abladung anordnet, dafür sorgen, daß die abgeladenen Waaren in sichern Verwahr genommen werden, und daß der Fuhrmann auf eigene Kosten sie möglichst schnell an ihre Bestimmung bringt.

**ART. VI.** Für diejenigen, Straßenstrecken, die vom Auslande bis an die nächste schweizerische Gränzstadt oder Sust führen, kann jeder Kanton, sowohl über die Ladung der Wagen als über die zu beobachtende Polizei, Verordnungen nach seiner Konvenienz erlassen, immerhin jedoch mit der Rücksicht, daß sie den Transit durch die übrigen Kantone nicht beschweren.

### *III. Erleichterung des Frachtfuhrwesens. Kollektiver Zoll.*

**ART. VII.** Alle Zölle, Weg- und Brückengelder, die einer der benannten Kantone auf den im Art. I. bestimmten Kommerzialstraßen beziehet, werden nach den darüber in dem eidgenössischen Archiv niedergelegten Dokumenten (Unrichtigkeiten vorbehalten) für die einzelnen Straßen und kantonsweise berechnet, und der auf diese Weise berechnete Zoll heißt der große Zoll. Von dem im Abschnitt II. Artikel I. bezeichneten Fuhrwerke wird der Zoll kollektiv in einer Summe und an einem einzigen Orte in jedem Kanton entrichtet.

#### *Ladkarten.*

**ART. VIII.** Alle Fuhrleute, welche die Zölle in jedem Kanton nur an Einem Orte bezahlen, müssen mit Ladkarten versehen sein. Diese Ladkarten werden in den Weg- oder Kaufhäusern ausgefertigt, wo die Waare verladen wird. Dieselben enthalten, nach dem vorgelegten Schema (im Bericht des eidgenössischen Zollrevisors an den Staatsrath des Vororts Zürich d. d. 30 Dezember 1826. S. 12 ff.) eine genaue Spezifikation der Fuhrbriefe aller dem Fuhrmanne übergebenen Waaren, mit genauer Unterscheidung derjenigen Waaren, welche nach dem Abschnitte VI. Artikel XXIX. a. b. c. d. den kleinen Zoll bezahlen, und derjenigen, welche nicht in diese Kategorien gehören und zwar den großen Zoll, aber kumulativ bezahlen und Bestandtheile derselben Wagenladung ausmachen.



**ART. IX.** Damit aber die Wagen schneller spedirt und ihre Ladung leichter verifizirt werden könne, so soll für jeden grossen Wagen, so wie für vier Comtoiswagen zusammen eine besondere Ladkarte ausgefertigt werden.

**ART. X.** Es steht frei, auf der Ladkarte den Namen des Versenders ganz auszuschreiben, oder mit einzelnen Buchstaben zu bezeichnen, und ebenfalls steht es frei, noch zwei Rubriken für die Nachnahmen und die Frachten beizufügen.

**ART. XI.** Das Gewicht soll auf diesen Ladkarten genau nach dem Kilogramme angegeben, bei der Verifikation aber billige Rücksicht auf einen kleinen Unterschied im Gewicht genommen werden, welcher aus Versehen oder durch die Witterung veranlaßt werden könnte.

**ART. XII.** Die Berechnung des Zolls nach der Kategorie der Waaren und für jeden Kanton besonders, soll für die ganze Reise im voraus da gemacht werden, wo die Ladkarte verfertigt wird.

**ART. XIII.** Für jede Ladkarte, die nach Art. IX. ausgestellt wird, zahlt der Fuhrmann 20 Kr. oder 5 Batzen.

**ART. XIV.** Wenn an irgend einem Orte, zwischen dem ersten Aufladungs- und dem letzten Abladungsorte Waaren aufgeladen werden, so muß dem Fuhrmann für diese Waaren eine neue Ladkarte gegeben und ihre Nummer in die alte Ladkarte eingeschrieben werden. Für eine solche Nebenladkarte zahlt der Fuhrmann 8 Kr. oder 2 Batzen.

**ART. XV.** Wenn an einem Zwischenort Waaren abgeladen werden, so muß solches auf der Ladkarte abgeschrieben werden. Für eine solche Einschreibung zahlt der Fuhrmann 2 Kr. oder 5 Rappen.

**ART. XVI.** Wenn der Fuhrmann an einem Orte auf- oder abladet, wo keine Zollstätte ist, so läßt er sich im erstern Falle einen Fuhrbrief, im letztern einen Empfangschein geben, und diese Dokumente ist der Fuhrmann schuldig, auf der ersten Zollstätte, wo er zollen muß, sei sie dann in dem nämlichen oder in einem andern Kanton, vorzuweisen und auf der Ladkarte einschreiben zu lassen.

ART. XVII. Für jede Zollentrichtung wird dem Fuhrmanne unentgeltlich ein Zollacquit mitgegeben. Derjenige Fuhrmann, welcher das Recht erworben hat, in einem Kanton an einem einzigen Orte den Zoll zu entrichten, soll jedoch gehalten sein, jedem Einnehmer von Weg-, Brücken- und Zollgeldern, entweder die Ladkarte (welche äußerlich den Stempel des eidgenössischen Kreuzes tragen soll), oder ein Zollzeichen, einen Passe-Avant oder eine Zollbescheinigung vorzuweisen, je nachdem die Verfügungen in jedem Kanton es erheischen werden. Wo aber die Einrichtungen von Zollzeichen oder Passe-Avant gebräuchlich sind, sollen dieselben unentgeltlich gegeben werden.

ART. XVIII. Bei beendigter Reise nimmt die letzte Zollstätte dem Fuhrmanne seine Ladungen ab und bewahrt sie auf. Jedes Zollamt, welches Ladkarten ausstellt, hält davon ein spezifizirtes Register und sendet am Ende des Monats an die Zollämter, an welche die Ladkarten adressirt waren, eine summarische Liste aller im Monate ausgefertigten Ladkarten. Sollte sich bei der Kontrollirung der eingegangenen Ladkarten mit der besagten Liste ein Verdacht der Defraudation ergeben, so soll der Zollbeamte davon seiner Kantonalbehörde zu weiterer Benachrichtigung der dazwischen liegenden Kantone Kenntniß geben.

*Beförderung der Frachtfuhren.*

ART. XIX. Als Grundsatz wird angenommen, daß, auf Anmelden des Fuhrmanns der Zollbeamte bei Tag und bei Nacht den Fuhrmann schleunigst möglich spediren soll, und die Ausnahmen so wenig beschwerend als möglich, und nur da wo sie unausweichlich sind, stattfinden dürfen.

ART. XX. Fuhren, welche die Zölle kumulativ zahlen dürfen und wirklich keine Waaren auf- und abladen, sind vorzüglich vor allen andern in den Kauf- und Zollhäusern zu spediren.

ART. XXI. Es werden in allen konkordirenden Ständen Anstalten getroffen, daß Transitfuhren, die



in einer Stadt weder ab- noch aufladen müssen, auch 1829  
an den Sonn- und Feiertagen, mit Ausnahme der  
Zeit des Gottesdienstes, durch solche Städte fahren  
und die Zölle entrichten können. Es werden ferner  
in allen konkordirenden Ständen Anstalten getroffen,  
dass selbst in allen Städten, wo das Schliesen der  
Thore noch für nöthig erachtet wird, Lastwagen, die  
nach den Bestimmungen dieser Uebereinkunft als  
Transitfuhrn bezeichnet sind, von Morgens vier Uhr  
bis Abends 10 Uhr, ohne Entrichtung eines Sperrgel-  
des ein- und ausfahren können.

ART. XXII. Sollten Eilfuhrn eingerichtet wer-  
den, so werden alle Kantone dafür sorgen, dass solche  
zu jeder Stunde des Tages oder der Nacht und an je-  
dem Tage durch alle Städte ihres Gebiets durchfahren  
und die Zölle entrichten können, wofern diese Eil-  
fuhrn regelmässig zu einer gewissen Zeit eintreffen.

#### *Aufhebung von Privilegien.*

ART. XXIII. Wenn in irgend einem Kanton  
auf angenommenen Strafsenzügen noch Privilegien be-  
stünden, welche die freie Konkurrenz der Fuhrleute  
hemmen, so werden sie abgeschafft.

#### *IV. Erleichterung der Zölle und Kaufhaus- gebühren.*

ART. XXIV. Die eingangsbenannten Stände ver-  
stehen sich für die im Abschnitte VI. Art. XXIX.  
verzeichneten Waaren zu einer allgemeinen Reduktion  
ihrer Zölle nach folgenden Grundlagen: a. dass ange-  
nommen wird, jeder Kanton hätte nur  $\frac{1}{5}$  von dem  
dermaligen Bestand (Art. VII.) seiner Zölle, Weg-  
u. Brückengelder zu beziehen; b. dass ferner angenom-  
men wird, jeder Kanton hätte für die Stünde (von  
15000 Berner Schub) und für den Zentner (von 50  
Kilogrammen)  $\frac{3}{4}$  Rappen zu beziehen. Diese beiden  
Fazit werden addirt, und die Hälfte der Summe bil-  
det dann den Betrag des Zolls, Weg- und Brücken-  
geldes, welches jeder der hohen Stände auf dem be-  
treffenden Strafsenzug als kleinen Zoll zu beziehen  
hat. Der Kanton Solothurn bezieht auf jedem der  
vorbenannten Strafsenzüge, die sein Gebiet durchzie-  
hen, selbst wenn sie durch fremdes Gebiet durchbro-  
chen sind, für die ganze Strafse an einem einzigen  
Orte 6 Rappen vom Zentner. (Note. Dieser Vermin-

1829 derung sind die neuen Tarife über beide Hauensteine nicht unterworfen.)

Art. XXV. Sind die auf diese Weise ausgemittelten Zollsätze für die einzelnen Strassen eines Kantons nicht sehr verschieden, so wird der Durchschnitt als Mitteltarif für alle Strassen gleich angenommen.

Art. XXVI. Es bleibt den Regierungen überlassen, für diejenigen Waaren, welche aus ihrem Kanton nach dem Auslande verladen werden, den bestimmten kleinen Zoll im Innern ihres Gebiets für jede Strasse ganz oder theilweise zu beziehen, je nachdem der Ort der Aufladung auf der einen oder der andern Gränze oder zwischen beiden liegt.

Art. XXVII. Ferner sollen für Waaren, welche die Begünstigung des kleinen Zolls geniessen, sonach in keinem Falle länger als vierzehn Tage in dem Lagerhause liegen bleiben, alle Gebühren in den Kaufhäusern, sie mögen Namen haben, wie sie wollen, als Krabn-, Weg-, Sust- oder Lagergeld, Bestätter-, Ladknecht, Auf- und Abladungsgebühren, kumulativ nirgends drei Kreuzer, oder  $7\frac{1}{2}$  Rappen vom Zentner beim Abladen, und eben so viel beim Aufladen übersteigen dürfen.

#### V. *Dauer der Zollreduktion.*

Art. XXVIII. Das neue Zollsysteem soll, vom Tage der Einführung an, auf eine Probezeit von zehn Jahren stattfinden und während dieser Zeit keine Zollerhöhung gestattet sein.

VI. *Bestimmung, welche Waaren die Zollreduktion und die verminderten Kaufhausgebühren geniessen.*

Art. XXIX. Des verminderten Zolls und s. f. werden theilhaftig, wenn sie auf den Abschnitt II, Art. IV. a. b. c. und d. beschriebenen Fuhrwerken geladen sind: a. Alle Waaren und Weine, welche von dem Auslande kommen, um durch die Schweiz nach dem Auslande durchgeführt zu werden. b. Alle diejenigen Waaren und Weine, welche aus den konkordirenden Ständen nach dem Auslande versendet werden. c. Alle diejenigen Waaren und Weine, welche aus den Ortschaften eines konkordirenden Kantons

kommen, die südlich der Hauptkommerzialstrasse liegen. Diese genießen die Vortheile des kleinen Zolls, sobald sie in dem eigenen Kanton oder auf dem Gebiete des nächstgelegenen konkordirenden Kantons die Hauptkommerzialstrasse von Rorschach bis Basel oder Verrieres erreicht haben; jedoch fängt die Erleichterung erst an, wenn die Waare zur Ausfuhr auf den Wagen geladen ist. d. Alle diejenigen Waaren, welche von Bewohnern der äussern Rhoden des Standes Appenzell in das Ausland gesandt werden, genießen die Vortheile des kleinen Zolls, sobald sie auf dem Gebiete des Kantons St. Gallen die Kommerzialstrasse von Rorschach bis Basel oder Verrieres erreicht haben. 1829

ART. XXX. Alle Waaren und Weine, welche den Vortheil des kleinen Zolles genießen wollen, müssen unvermischt mit andern Waaren in besondre Kollis verpackt sein.

ART. XXXI. Alle diese Waaren müssen mit Fuhrbriefen begleitet sein, auf denen der Ort der Verladung in der Schweiz, das Land ihrer auswärtigen Bestimmung, die allgemeine Benennung der Waare, die in dem Kolli enthalten ist, das Zeichen, die Nummer und das Gewicht desselben, so wie auch die Namen des Versenders, des Empfängers an den Abladungsorten in der Schweiz und des Fuhrmanns bezeichnet sind.

ART. XXXII. Diese Bestimmungen haben einstweilen keinen Bezug auf Getreide, Holz, Salz u. Vieh.

ART. XXXIII. Ferner sind ausgenommen diejenigen Waaren und Weine, welche in solche Kantone bestimmt sind, oder daher kommen, welche diesem Konkordate noch nicht beigetreten sind.

#### VII. *Niederlagshäuser für transitirende Waaren.*

ART. XXXIV. Die Waaren, welche die Begünstigung des kleinen Zolls genießen, sollen in keinem Falle in die Hände der Kaufleute kommen, sondern, wo sie nicht auf dem Wege bleiben, in obrigkeitlichen Susten, Wag- oder Kaufhäusern aufbewahrt werden.

ART. XXXV. Zu diesem Ende verpflichten sich diejenigen Kantone, die keine ähnlichen Anstalten besitzen, solche einzurichten.

1829 ART. XXXVI. In der Regel soll die Waare, welche den kleinen Zoll genießt, in dem Kaufhause des Gränzkantons nur vierzehn Tage lang lagern können. Bleibt sie länger gelagert, so entscheidet die betreffende Behörde, ob die Waare noch mit der Bezahlung des kleinen Zolles dürfe weiter spedirt werden, oder ob sie den großen Zoll entrichten soll. Der erste Fall tritt ein, wenn die Waare durch erwiesene Umstände, an denen der Versender keinen Antheil hat, liegen geblieben ist. Der zweite Fall tritt ein, wenn der Versender durch unvorhergesehene Umstände, nach der Abreise der Waaren zu andern Verfügungen veranlaßt wird.

ART. XXXVII. Für Beschädigungen, Verunreinigungen oder Diebstähle, die durch Schuld der Angestellten bei den Susten, Kauf- oder Zollhäusern sich ereignen, sind die Beamten und für diese die Gemeinden oder die Regierung, welchen jene Anstalten zugehören, verantwortlich.

ART. XXXVIII. Die Gränzkantone werden dafür sorgen, daß die Waaren, welche aus dem Innern der Schweiz angelangt sind und auf der Herkunft den kleinen Zoll bezahlt haben, nur mit Fuhrbriefen nach dem Auslande abgegeben und wirklich dahin spedirt werden.

#### VIII. *Besichtigung und Verifikation der Waaren.*

ART. XXXIX. Alle Waaren, welche den Vortheil des kleinen Zolles genießen wollen, müssen bei ihrem Eintritte in die Schweiz oder an dem Orte ihrer Versendung abgewogen, und auf dem Zoll-, Wag- und Kaufhaus ihr Gewicht, ihr Zeichen, Nummer, Inhalt, nebst der Nummer der Ladvarte eingeschrieben werden.

ART. XL. An den Zwischenorten, wo der Fuhrmann Waaren auf- oder abladet, sollen diese gewogen und ihr Gewicht mit den Ladvarten verglichen werden. Bei solchem Anlaß kann eine äußere Besichtigung und Verifikation der übrigen Ladung des Wagens mit der Ladvarte statt haben.

ART. XLI. Ohne diesen Fall soll in der Regel kein Fuhrmann wegen Besichtigung oder Abwägung

im geringsten aufgehalten werden. Glaubt jedoch ein Zollbeamter begründeten Verdacht zu haben von Defraudation irgend einer Art, so hat er das Recht dem Fuhrmann zu erklären, er begehre die Abladung und das Abwägen der Waare; der Fuhrmann kann dazu einwilligen oder aber die Dazwischenkunft einer unparteiischen Behörde verlangen, welche nach Abhörung beider Parteien entscheidet, ob eine Abladung statt haben soll oder nicht. Jeder Kanton wird dafür sorgen, daß in der Nähe jeder Zollstätte ein Beamter bezeichnet werde, der in solchen Fällen zu entscheiden hat.

ART. XLII. Wird der Fuhrmann in dem benannten Falle (Art. XLI.) unschuldig befunden, so sind die Unkosten des Auf- und Abladens und des Wägens zu Lasten der Zollkasse; auch bleibt es dem Fuhrmanne vorbehalten, auf gesetzlichem Wege eine Entschädigung für seinen Aufenthalt u. s. w. nachzusuchen, wenn er sich dazu berechtigt glaubt.

ART. XLIII. Transitirende Kolli sollen in keinem Falle wegen des Zolles geöffnet werden. Essig, Wein und andere geistige Getränke sind jedoch von dieser Verfügung ausgenommen; die Fuhrleute, welche solche führen, sind den diesfalls bestehenden Kantonalverfügungen unterworfen.

ART. XLIV. Am Orte, wo die Waare abgeladen wird, soll dieselbe gewogen und ihr Gewicht, so wie die Anzahl und Beschaffenheit der Kolli, mit den Ladvarten verglichen werden.

ART. XLV. Waaren, welche in einem Kanton abgeladen werden, für welchen sie bestimmt sind, bleiben, von dem Eintritte in den Kanton an, ganz der Kantonsgesetzgebung unterworfen.

#### IX. *Zölpflichtigkeit.*

ART. XLVI. Die Zollaufgabe haftet zwar auf der Waare selbst, allein die Entrichtung derselben liegt dem Fuhrmanne ob, oder demjenigen, der die Waare bezieht.

#### X. *Bestimmung der Zolldefraudationsfälle und ihrer Folgen.*

ART. XLVII. Als Zolldefraudation ist anzusehen: a. Wenn ein Fuhrmann den bezeichneten Zoll-

**1829** stätten ausweichen, oder dabei vorbeifahren würde, ohne den betreffenden Zoll zu entrichten: b. Wenn ein Fuhrmann Waaren geladen hätte, die auf den Ladkarten nicht verzeichnet sind, oder die von ihm nicht angegeben wären. c. Wenn eine Waare geringer an Gewicht angegeben wäre, als sie eigentlich wiegt. d. Wenn eine Waare als dem kleinen Zolle unterworfen angegeben würde, während davon der grofse Zoll entrichtet werden sollte. e. Wenn Frachtbriefe oder Ladkarten verfälscht würden.

**ART. XLVIII.** Die vorbenannten Defraudationen werden in der Regel in demjenigen Kanton untersucht und bestraft, wo sie entdeckt wurden, und zwar nach den daselbst bestehenden Polizeivorschriften und Strafgesetzen und von den dazu kompetenten Behörden.

**ART. XLIX.** Um jedoch bei dem diesfälligen Verfahren einige Gleichförmigkeit zu erzielen, so verstehen sich die konkordirenden Stände zu nachfolgenden näheren Bestimmungen: a. Diese hohen Stände werden überhaupt dafür Sorge tragen, dafs bei der Untersuchung und Beurtheilung der Zolldefraudationen ein so viel als möglich summarisches und unkostspieliges Verfahren in Anwendung gebracht werde, b. In den oben Art. XLVII. a. bis e. bezeichneten Straffällen kann niemals eine Konfiskationsstrafe, sondern blofs eine Geldbusse verhängt werden, welche den zehnfachen Betrag der auf der ganzen Route defraudirten Zollgebühren nicht übersteigt, nebst Vergütung aller Unkosten und allfälliger Entschädigung wegen Verspätung der Waarenlieferung. Pferde, Schiff und Geschirre und alle Transportmittel, wie sie heifsen mögen, haften für die Strafe, wenn nicht eine genügsame Bürgschaft kann geleistet werden. c. Wenn eine entdeckte Defraudation sich auf Zollstätten mehrerer Kantone erstreckt, so wird am Entdeckungsorte für das Ganze beurtheilt, so wie die verhängte Busse und die unterschlagenen Zölle dem gleichen Kanton allein zufallen. d. Wenn der Fuhrmann, welcher für jede Defraudation immer allererst haftet, seine Unschuld erweisen zu können behauptet, so soll ihm von der Untersuchungsbehörde eine hierzu erforderliche Zeitfrist gestattet werden, so bald er genügende inländische Bürgschaft oder Hinterlage giebt. e. Dem Fuhrmanne bleibt in jedem Falle der allfällige Regress

gegen Andere vorbehalten. Die benöthigten Belege 1829 zur Erlangung dieses Regresses können dem Bestraften nicht verweigert werden. f. Es soll dem Fuhrmanne, welcher wegen Defraudation in Untersuchung fällt, gegen genügende Bürgschaft oder Hinterlage bewilligt werden, seinen Geschäften ohne Aufenthalt nachgehen zu können. g. Wenn, um einen solchen Straffall zu untersuchen, ein Angehöriger eines andern konkordirenden Kantons rogirt werden müßte, so soll dem diesfälligen Rogatorium Genüge geschehen. h. Das über den Angehörigen eines andern Kantons rechtsförmlich ausgefällte Strafurtheil wird auch daselbst anerkannt und auf Verlangen von der betreffenden Kantonsregierung dessen Vollziehung angeordnet.

ART. L. Wirkliche Verfälschung der Fuhrbriefe oder Ladvkarten (Art. XLVII. e.), welche sich zu einem Kriminalverbrechen eignet, fällt hinsichtlich der Untersuchung und Bestrafung, dem allgemeinen eidgenössischen Konkordat gemäß, dem Kriminalrichter desjenigen Kantons anheim, wo das Verbrechen begangen worden ist; in welchem Falle dann auch der gleiche Richter die zugleich dabei verübte Defraudation, den obigen Bestimmungen (Art. XLIX.) gemäß, untersuchen und erledigen soll.

*XI. Vollziehungsbestimmungen.*

ART. LI. Alle nach Vorschrift Abschnitt III. Art. VII. und Abschn. IV. Art. XXIV und XXV. verfertigten Zolltarife werden dem eidgenössischen Zollrevisor eingesandt, und nachdem er solche richtig befunden hat, verfertigt er ähnliche Tabellen nach ganzen Straßenzügen bearbeitet, und sendet solche in die betreffenden Kantone.

ART. LII. Sind diese Tabellen dergestalt berichtigt, so werden sie, in deutscher und französischer Sprache gedruckt, bei jeder Zollstätte zur allgemeinen Einsicht öffentlich angeschlagen.

ART. LIII. Jeder Kanton erläßt, in Uebereinstimmung mit obigen Grundsätzen und Bestimmungen, die angemessenen Polizei-, Zoll- u. Kaufhausordnungen. Die Entwürfe solcher Verordnungen werden dem eidgenössischen Zollrevisor eingesendet, der dieselben prüft, ob sie nichts enthalten, was dem abzuschließenden Konkordate entgegen sei, und mit den Herren Delegirten der betreffenden Kantone das Erforderliche verabredet.

## 24.

1829 *Traité de commerce et de navigation entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et l'Autriche, conclu à Washington le 27 Août 1829 et ratifié à Washington le 10 Février 1831.*

(Acts passed at the second session of the twenty-first congress of the United States. Appendix p. 121).

**T**he United States of America, and His Majesty the Emperor of Austria, King of Hungary and Bohemia, equally animated with the desire of maintaining the relations of good understanding which have hitherto so happily subsisted between their respective States, of extending, also, and consolidating the commercial intercourse between them, and convinced that this object cannot better be accomplished than by adopting the system of an entire freedom of navigation, and a perfect reciprocity, based upon principles of equity equally beneficial to both countries, have, in consequence, agreed to enter into negotiations for the conclusion of a treaty of commerce and navigation, for which purpose the President of the United States has conferred full powers on Martin van Buren, their Secretary of State; and His Majesty the Emperor of Austria has conferred like powers on Lewis, Baron de Lederer, his said Majesty's Consul for the port of New York, and the said Plenipotentiaries having exchanged their said full powers, found in good and due form, have concluded and signed the following articles.

ART. I. There shall be between the territories of the high contracting parties a reciprocal liberty of commerce and navigation. The inhabitants of their respective States shall mutually have liberty to enter the ports, places and rivers of the territories of each party, wherever foreign commerce is permitted. They



## 24.

*Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, conclu à Washington le 27 Août 1829.*

(Privil. Wiener Zeitung 1831. 25 Juni. Neueste Staatsakten Bd. 25. p. 311).

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen, und die Vereinigten Staaten von Amerika, beseelt von gleichem Verlangen, die bisher zwischen beiden Mächten so glücklich bestehenden Freundschaftsverhältnisse zu unterhalten, so wie auch den Handelsverkehr zwischen denselben zu erweitern und zu befestigen, und überzeugt, daß diese Absicht am besten durch die Einführung einer gänzlichen Schiffarthsfreiheit und einer vollkommenen, auf Grundsätze einer beiden Staaten gleich vortheilhaften Billigkeit sich stützenden Reziprozität erreicht werden könne, sind übereingekommen, Unterhandlungen zur Abschließung eines Schiffarth- und Handelsvertrags einzugehen, und zu dem Ende haben Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich den Herrn Aloys Freiherrn von Lederer, Seiner Kaiserlichen Majestät Konsul zu New-York, und der Präsident der Vereinigten Staaten den Herrn Martin van Buren, Staatssekretair der auswärtigen Angelegenheiten, mit den erforderlichen Vollmachten versehen, welche, nachdem sie ihre Vollmachten ausgewechselt, und richtig befunden, über nachstehende Artikel sich vereinigt haben.

ART. I. Es soll zwischen den Ländern der hohen kontrahirenden Mächte eine wechselseitige Handels- und Schiffarthsfreiheit bestehen. Die Einwohner beider Staaten sollen gegenseitig alle Plätze, Häfen und Flüsse des andern, in welchen der auswärtige Handel gestattet ist, besuchen dürfen. Sie

1829 shall be at liberty to sejourne and reside in all parts whatsoever of said territories, in order to attend to their commercial affairs; and they shall enjoy, to that effect, the same security, protection and privileges as natives of the country wherein they reside, on condition of their submitting to the laws and ordinances there prevailing.

ART. II. Austrian vessels arriving, either laden or in ballast, in the ports of the United States of America; and, reciprocally, vessels of the United States arriving, either laden, or in ballast, in the ports of the dominions of Austria, shall be treated on their entrance, during their stay and at their departure, upon the same footing as national vessels coming from the same place, with respect to the duties of tonnage, lighthouses, pilotage and port charges, as well as to the fees and perquisites of public officers and all other duties or charges of whatever kind or denomination, levied in the name, or to the profit of the Government, the local authorities, or of any private establishment whatsoever.

ART. III. All kind of merchandise and articles of commerce, either the produce of the soil or the industry of the United States of America, or of any other country which may be lawfully imported into the ports of the dominions of Austria, in Austrian vessels, may also be so imported in vessels of the United States of America, without paying other or higher duties or charges, of whatever kind or denomination, levied in the name or to the profit of the Government, the local authorities, or of any private establishments whatsoever, than if the same merchandise or produce had been imported in Austrian vessels. And, reciprocally all kind of merchandise and articles of commerce, either the produce of the soil or of the industry of the dominions of Austria, or of any other country, which may be lawfully imported into the ports of the United States, in vessels of the said States, may also be so imported in Austrian vessels, without paying other or higher duties or charges, of whatever kind or denomination levied in the name, or to the profit of the Government, the local authorities, or of any private establishments whatsoever, than if the same merchandise or produce had been imported in vessels of the United States of America.

sollen das Recht haben, in was für immer einem 1829  
Theile ihrer wechselseitigen Gebiete zu verweilen  
und zu wohnen, um ihren Handelsgeschäften nach-  
gehen zu können, und sie sollen zu diesem Zwecke  
dieselbe Sicherheit, denselben Schutz und Privilegien  
als die Einwohner des Landes, in welchem sie woh-  
nen, genießen, jedoch mit der Bedingung, daß sie  
sich allen daselbst bestehenden Gesetzen und Vorord-  
nungen zu unterwerfen haben.

ART. II. Oesterreichische Fahrzeuge, die ent-  
weder mit Ballast oder mit einer Ladung in irgend  
einem Hafen der Vereinigten Staaten von Amerika,  
und gegenseitig Nordamerikanische Fahrzeuge, die  
entweder mit Ballast oder mit einer Ladung in irgend  
einem Hafen der Domainen Seiner kaiserl. königl.  
apost. Majestät anlangen, sollen bei ihrem Einlaufen,  
während ihres Aufenthalts und bei ihrer Abfarth, so-  
wohl in Rücksicht der Tonnen-, Leuchtthurm-, Loot-  
sen- und aller andern Hafengebühren, als auch in  
Rücksicht anderer Abgaben und Taxen aller Art, sie  
mögen unter was immer für Benennung im Namen  
und zum Vortheile der Regierung, der Ortsbehörden,  
oder irgend einer Privatanstalt erhoben werden, auf  
gleiche Weise, wie die Nationalfahrzeuge behandelt  
werden, die von demselben Hafen kommen.

ART. III. Alle Gattungen Waaren und Handels-  
artikel, solche mögen nun Grund- oder Industrie-  
Erzeugnisse der Oesterreichischen Monarchie oder ir-  
gend eines andern Landes sein, welche gesetzlich in  
den Nordamerikanischen Vereinigten Staaten, in Nord-  
amerikanischen Fahrzeugen eingeführt werden kön-  
nen, sollen eben so in Oesterreichischen Fahrzeugen  
daselbst eingeführt werden dürfen, ohne andere oder  
höhere Abgaben und Zölle aller Art zu entrichten,  
was solche immer für Benennung haben mögen, die  
im Namen oder zum Vortheile der Regierung, der  
Ortsbehörden oder irgend einer Privatanstalt erhoben  
werden, als diejenigen, welche dieselben Waaren oder  
Erzeugnisse zu entrichten hätten, wenn sie in Oester-  
reichischen Fahrzeugen eingeführt würden.

1829. ART. IV. To prevent the possibility of any misunderstanding, it is hereby declared that the stipulations contained in the two preceding articles, are, to their full extent, applicable to Austrian vessels and their cargoes, arriving in the ports of the United States of America; and, reciprocally, to vessels of the said States and their cargoes arriving in the ports of the dominions of Austria, whether the said vessels clear directly from the ports of the country to which they respectively belong, or from the ports of any other foreign country.

ART. V. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the United States, of any article the produce or manufacture of the dominions of Austria; and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the dominions of Austria, of any article the produce or manufacture of the United States, than are, or shall be payable on the like article, being the produce or manufacture of any other foreign country. Nor shall any prohibition be imposed on the importation or exportation of any article the produce or manufacture of the United States, or of the dominions of Austria, to or from the ports of the United States, or to or from the ports of the dominions of Austria, which shall not equally extend to all other nations.

ART. VI. All kind of merchandise and articles of commerce, either the produce of the soil or of the industry of the United States of America, or of any other country, which may be lawfully exported, or re-exported from the ports of the said United States, in national vessels, may also be exported, or re-exported therefrom in Austrian vessels, without paying other, or higher duties or charges of whatever kind or denomination, levied in the name or to the profit of the Government, the local authorities, or of any private establishments whatsoever, than if the same merchandise or produce had been exported or re-exported, in vessels of the United States of America.

**ART. IV.** Um aber der Möglichkeit eines Mißverständnisses vorzubeugen, so wird hiermit erklärt, daß die in den zwei vorhergehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen, in ihrem vollen Umfange, auf Oesterreichische Schiffe und Ladungen, die in irgend einem Hafen der Vereinigten Staaten anlangen und gegenseitig auf Nordamerikanische Fahrzeuge, die in Oesterreichischen Häfen anlangen, anwendbar seien, die genannten Schiffe mögen nun direkt von einem Hafen des Landes kommen, zu welchem sie gehören, oder von irgend einem Hafen eines andern Landes.

**ART. V.** Es sollen von sämtlichen Artikeln, welche in den Staaten Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich erzeugt oder fabrizirt sind, bei der Einfuhr in die Vereinigten Staaten von Amerika, und von sämtlichen Artikeln, welche in den Vereinigten Staaten erzeugt oder fabrizirt sind, bei ihrer Einfuhr in die Oesterreichischen Staaten keine höhere oder andere Zölle bezahlt werden, als diejenigen, welche von denselben Artikeln, wenn sie Erzeugnisse eines andern Landes sind, erlegt werden müssen.

Auch soll kein Verbot, weder auf die Ein- noch Ausfuhr der Oesterreichischen oder Nordamerikanischen Grund- oder Industrie-Erzeugnisse, von oder nach den Oesterreichischen Häfen, oder von und nach den Häfen der Vereinigten Staaten gelegt werden, wenn solches nicht zugleich auf dasselbe Erzeugniß anderer, Länder ausgedehnt wird.

**ART. VI.** Alle Gattungen Waaren und Handelsartikel, solche mögen nun Grund- oder Industrie-Erzeugnisse der Domainen Seiner Kaiserl. Königl. apostol. Majestät oder irgend eines andern Landes sein, welche gesetzlich von den Oesterreichischen Häfen in Nationalschiffen ausgeführt, oder wieder ausgeführt werden können, dürfen auch in Schiffen der Vereinigten Staaten ausgeführt oder wieder ausgeführt werden, ohne andere oder höhere Zölle oder Abgaben aller Art zu entrichten, sie mögen unter was immer für Benennung im Namen und zum Vortheile der Regierung, der Ortsobrigkeiten oder irgend einer Privatanstalt erhoben werden, als diejenigen, welche dieselben Waaren oder Erzeugnisse zu bezahlen hätten, wenn sie in Oesterreichischen Schiffen ausgeführt oder wieder ausgeführt würden.

1829 An exact reciprocity shall be observed in the ports of the dominions of Austria, so that all kinds of merchandise and articles of commerce either the produce of the soil or of the industry of the said dominions of Austria, or of any other country, which may be lawfull exported or re-exported, from Austrian ports, in national vessels, may also be exported or re-exported therefrom, in vessels of the United States of America, without paying other or higher duties or charges, of whatever kind or denomination, levied in the name or to the profit of the Government, the local authorities, or of any private establishments whatsoever, than if the same merchandise or produce had been exported, or re-exported, in Austrian vessels.

And the same bounties and drawbacks shall be allowed, whether such exportation or re-exportation be made in vessels of the one party, or of the other.

ART. VII. It is expressly understood and agreed that the coastwise navigation of both the contracting parties, is altogether excepted from the operation of this treaty, and of every article thereof.

ART. VIII. No priority or preference shall be given, directly, or indirectly, by either of the contracting parties, nor by any Company, Corporation or Agent, acting on their behalf or under their authority, in the purchase of any article of commerce, lawfully imported, on account of, or in reference to the character of the vessel, whether it be of the one party or of the other, in which such article was imported, it being the true intent and meaning of the contracting parties that no distinction or difference whatever shall be made in this respect.

ART. IX. If either party shall hereafter grant to any other nation any particular favor in navigation or commerce, it shall immediately become common to the other party, freely, where it is freely

Eine vollkommene Reziprozität soll in dieser Rücksicht in den Häfen der Vereinigten Staaten beobachtet werden, so zwar, daß alle Gattungen Waaren und Handelsartikel, sie seien nun Grund- oder Industrie-Erzeugnisse der Vereinigten Staaten von Amerika, oder irgend eines andern Landes, die gesetzlich von den Nordamerikanischen Häfen in Nationalschiffen ausgeführt, oder wieder ausgeführt werden können, gleichfalls von Oesterreichischen Fahrzeugen ausgeführt oder wieder ausgeführt werden dürfen, ohne andere oder höhere Zölle oder Abgaben aller Art zu entrichten, sie mögen unter was immer für Benennung im Namen oder zum Vortheile der Regierung, der Ortsbehörden oder irgend einer Privatanstalt erhoben werden, als diejenigen, welche dieselben Waaren oder Erzeugnisse zu bezahlen hätten, wenn sie in Fahrzeugen der Vereinigten Staaten von Nordamerika ausgeführt, oder wieder ausgeführt würden.

Eben so sollen dieselben Prämien und Rückgaben von Zöllen bei Gelegenheit einer solchen Ausfuhr oder Wiederausfuhr erlaubt werden, sie mag nun in Fahrzeugen der einen oder der andern Nation gemacht werden.

ART. VII. Es ist ausdrücklich verstanden und bestimmt, daß die Küstenschiffarth der beiden kontrahirenden Mächte gänzlich von aller Wirkung dieses Traktats und jedes Artikels desselben ausgeschlossen bleibt.

ART. VIII. Keine der kontrahirenden Mächte soll weder selbst, noch durch irgend eine unter ihrer Vollmacht und zu ihrem Behufe handelnde Privat- oder privilegierte Gesellschaft oder Agenten, im Ankaufe eines gesetzlich eingeführten Handelsartikels irgend einen Vorzug oder sonstige Priorität, wegen oder in Rücksicht des Charakters des Schiffs zugestehen; das Schiff, in welchem der Artikel eingeführt wurde, mag nun dem einen oder dem andern Theile zugehören; indem es der ausdrückliche Wunsch und die Absicht der beiden kontrahirenden Mächte ist, daß kein Unterschied und keine Distinktion von was immer für Art in dieser Hinsicht gemacht werde.

ART. IX. Wenn immer in der Folge eine der beiden kontrahirenden Mächte eine besondere Begünstigung in der Schiffarth, oder im Handelsverkehr einer andern Nation zugestehen sollte, so soll der andere Theil alsogleich derselben theilhaftig werden,

1829 granted to such other nation, or on yielding the same compensation, when the grant is conditional.

**ART. X.** The two contracting parties hereby reciprocally grant to each other, the liberty of having, each in the ports of the other, Consuls, Vice-Consuls, Agents and Commissaries of their own appointment, who shall enjoy the same privileges and powers as those of the most favored nations. But if any such Consuls shall exercise commerce, they shall be subjected to the same laws and usages to which the private individuals of their nation are subject in the same place, in respect of their commercial transactions.

**ART. XI.** The citizens or subjects of each party shall have power to dispose of their personal goods, within the jurisdiction of the other, by testament, donation, or otherwise; and their representatives, being citizens or subjects of the other party, shall succeed to their personal goods, whether by testament, or *ab intestato*, and may take possession thereof, either by themselves or by others acting for them, and dispose of the same at their will, paying such dues, taxes or charges, only, as the inhabitants of the country wherein the said goods are shall be subject to pay in like cases. And in case of the absence of the representative, such care shall be taken of the said goods, as would be taken of the goods of a native in like case, until the lawful owner may take measures for receiving them. And if any question should arise among several claimants, to which of them said goods belong, the same shall be decided finally by the laws and Judges of the land wherein the said goods are. But this article shall not derogate, in any manner, from the force of the laws already published, or hereafter to be published by His Majesty the Emperor of Austria, to prevent the emigration of his subjects.



nd zwar unentgeltlich, wenn sie der andern Nation un- 1829  
entgeltlich bewilligt wurde, oder für dieselbe Entgeltung,  
enn die Bewilligung bedingungsweise gemacht wurde.

ART. X. Die beiden kontrahirenden Mächte gehen sich hiermit wechselseitig das Recht zu, in den Handelsplätzen des andern Staats Konsuln, Vice-Konsuln, Konsularagenten und Kommissaire aufzustellen, welche in Rücksicht ihrer Gerechtsame, Vorzüge und Vortheile mit jenen der meist begünstigten Nation gleichgestellt werden sollen. Sollten jedoch Konsuln einen Handel treiben, so sollen sie in Rücksicht ihrer Handelsgeschäfte denselben Gebräuchen und Gesetzen unterworfen bleiben, welchen die Privatindividuen ihrer Nation, die in demselben Platze wohnen, unterworfen sind.

ART. XI. Die Unterthanen und Bürger jeder der kontrahirenden Mächte sollen das Recht haben, von ihrem persönlichen Vermögen, das sie unter der Gerichtsbarkeit der Andern besitzen, kraft eines Testaments, durch Schenkung oder auf irgend eine andere Weise zu disponiren, und ihre Repräsentanten, wenn es Unterthanen oder Bürger des andern Theils sind, sollen das Recht der Erbfolge in Hinsicht des persönlichen Vermögens, sowohl kraft eines Testaments, als auch ab intestato genießen, von demselben entweder selbst oder durch einen Bevollmächtigten Besitz nehmen, und nach Willkühr darüber schalten und walten, wofür sie bloß dieselben Abgaben oder Steuern zahlen sollen, welche die Einwohner des Landes, in dem das genannte Vermögen sich befindet, in einem gleichen Falle zu zahlen hätten. Und im Falle der Erbfolge abwesend wäre, so soll das Vermögen mit derselben Sorgfalt aufbewahrt werden, als in einem gleichen Falle ein solches Vermögen für einen Einwohner des Landes aufbewahrt zu werden pflegt, bis der rechtmäßige Eigenthümer Maaßregeln für dessen Vertheilung treffen kann.

Und wenn die Frage sich erheben sollte, welchem von mehreren Individuen, die auf die Erbfolge Ansprüche machen, dieselbe zugehöre, so soll diese Frage von den Gerichtsbehörden und nach den Gesetzen des Landes entschieden werden, in welchem das Vermögen sich befindet. Dieser Artikel soll jedoch auf keine Weise der Kraft der schon bestehenden oder

1829

ART. XII. The present treaty shall continue in force for ten years, counting from the day of the exchange of the ratification; and if twelve months before the expiration of that period, neither of the high contracting parties shall have announced by an official notification to the other, its intention to arrest the operation of said treaty, it shall remain binding for one year beyond that time, and so on, until the expiration of the twelve months which will follow a similar notification whatever the time at which it may take place.

ART. XIII. This Treaty shall be approved and ratified by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof; and by His Majesty the Emperor of Austria; and the ratifications shall be exchanged in the City of Washington, within twelve months from the date of the signature hereof, or sooner, if possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed and sealed this Treaty, both in the English and German languages, declaring, however, that, it having been originally composed in the former, the English version is to decide the interpretation, should any difference in regard to it unfortunately arise.

Done in triplicate, at Washington, this twenty-seventh day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-nine.

M. VAN BUREN.

L. *Baron* DE LEDERER.

in der Zukunft von Sr. Kaiserl. Königl. apost. Majestät 1829 zu erlassenden Gesetze, die zur Absicht haben, der Auswanderung seiner Unterthanen vorzubeugen, den geringsten Eintrag thun.

ART. XII. Gegenwärtiger Handels- und Schiffarthsvertrag soll vom Tage der Auswechselung der Ratifikationsurkunden zehn Jahre in Wirksamkeit bleiben. Doch erlischt derselbe nach Verlauf dieses Zeitraums nur in dem Falle, wenn er von dem einen oder dem andern Theile zwölf Monate früher aufgekündigt wurde. Geschieht keine Aufkündigung zu der bestimmten Frist, so dauert der Vertrag auf unbestimmte Zeit fort, bis eine der kontrahirenden Mächte ihn aufkündigt, wo sodann derselbe zwölf Monate nach erfolgter Aufkündigung aufzuheben hat, wann immer diese Aufkündigung geschehen sollte.

ART. XIII. Dieser Vertrag soll von Sr. Majestät dem Kaiser von Oesterreich und dem Präsidenten der Vereinigten Staaten von Amerika nach und mit der Zustimmung des Senats genehmigt und ratifizirt werden und die Ratifikationsurkunden sollen in Washington zwölf Monate nach dem Datum des Vertrages oder wo möglich, noch früher ausgetauscht werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten dieses Instrument sowohl in der deutschen, als in der englischen Sprache unterzeichnet und besiegelt, jedoch mit der Erklärung, daß, indem dieser Vertrag ursprünglich in der englischen Sprache verfaßt wurde, der englische Text zur Richtschnur dienen soll, wenn unglücklicher Weise irgend ein Zweifel über dessen Auslegung sich erheben sollte.

So geschehen in Triplikat zu Washington am sieben und zwanzigsten August im Jahre des Herrn Eintausend Achthundert und neun und zwanzig.

ALOYS Freiherr von LEDERER. M. VAN BUREN.

Les ratifications de ce traité ont été échangées à Washington le 10 Février 1831.

## 25.

1829 *Capitulation entre le général Espagnol Barradas et le général Mexicain Santa-Anna, signée à Pueblo Viejo, près de Tampico le 11 Septembre 1829:*

(*Allgemeine Zeitung* 1829. Dezbr. *Neueste Staatsakten* Bd. 16. p. 323).

**I**m Hauptquartier von Pueblo Viejo, bei Tampico, den 11ten September 1829. Gegenwärtig: Generalmajor Pedro Landero, Jose Ignacio Yberri, Ingenieur-obrist, und Obrist Jose Antonio Meija, von Seiten Antonio Lopez de Santa Anna's, Oberbefehlshabers des Mexikanischen Heeres; und Brigadegeneral Jose Miguel Salmon und Major Fulgencio Salas von Seiten Isidoro Barradas, Generals der Spanischen Invasionstruppen von Mexiko. Nachdem dieselben ihre respektiven Vollmachten ausgewechselt hatten, sind sie über folgende Artikel übereingekommen.

ART. I. In der Frühe des morgenden Tages um 9 Uhr, wird das Spanische Heer das Fort an der Barre, die Truppen mit ihren Waffen und unter Trommelschlag, verlassen, um solche sammt ihrer Kriegsmunition der Mexikanischen Division zu übergeben; sie werden vom General Manuel de Mier y Teran, zweiten Befehlshaber der Armee angeführt werden. Besagte Truppen werden sich zu ihren Offizieren in Tampico de Tamaulipas begeben, letztere behalten ihre Degen.

ART. II. Am andern Tage um 6 Uhr Morgens wird die ganze Spanische Division, welche Tampico de Tamaulipas besetzt hält, unter dem Befehle des Generals de Mier y Teran ausmarschiren und in dem untern Quartier von Altamira ihre Waffen, Fahnen und Kriegsmunition übergeben, die Offiziere behalten ihre Degen.

ART. III. Die Armee und die Mexikanische Republik verbürgen aufs feierlichste die Sicherheit des

Lebens und des Privateigenthums aller zum Invasions- 1829  
korps. gehörigen Individuen.

ART. IV. Die Spanische Division wird sich nach der Stadt Victoria begeben, wo sie so lange bleibt, bis sie sich nach der Havanah einschiffen wird.

ART. V. Dem Spanischen Generale wird die Erlaubniß ertheilt, nach Havanah zwei Offiziere zu senden, um für die Ueberfarth seiner Truppen nach jenem Hafen Transportschiffe zu verlangen.

ART. VI. Der Spanische General wird die Kosten der Unterhaltung seiner Division, so lange sie sich in diesem Lande aufhält, so wie die Ueberschiffungskosten tragen.

ART. VII. Die Kranken und Verwundeten der Spanischen Division, welche zum Marsche unfähig sind, sollen so lange in der Stadt Tampico de Tamaulipas bleiben, bis sie nach dem Hospitale der Mexicanischen Armee gebracht werden können, wo man für sie auf Kosten der Spanischen Armee Sorge tragen wird; letztere Armee wird einen Wundarzt, Korporale, und die zur Wartung für nöthig erachteten Soldaten hiezu liefern.

ART. VIII. Das zum Abmarsch nothwendige Gepäck wird der Spanischen Division zugestanden; für den Transport desselben hat sie den im Lande gewöhnlichen Frachtlohn zu zahlen, auch, hat sie für ihre Lebensmittel Zahlung zu leisten.

ART. IX. Der Oberste der Spanischen Armee-division ist mit der Ausführung dieser Kapitulation, in Bezug auf die Truppen an der Barre beauftragt, und er wird auch darauf achten; daß dem auf dem Punkte Dona Cecilia kommandirenden Generale Gelegenheit zur Ueberfarth verschafft wird.

ART. X. General Mier y Teran wird zwei Offiziere ernennen, um die in den vorhergehenden Artikeln bestimmten Operationen zu erleichtern. Die Unterzeichneten sind über obige Punkte übereingekommen, und haben solche an dem erwähnten Tage und Jahre bestätigt.

PEDRO DE LANDERO. JOSE IGNACIO YBERRY.  
JOSE ANTONIO MEIJA. JOSE MIGUEL SALMON.  
FULGENCIO SALAS.

1829 Ich ratifizire die vorhergehende Kapitulation.

ANTONIO LOPEZ DE SANTA ANNA.

Ich ratifizire die vorhergehende Kapitulation.

ISIDORO BARRADAS.

### *Zusatzartikel.*

*Vorgeschlagen vom Spanischen General.* Im Falle irgend eine zur Division des Generals Barradas gehörige Spanische Truppenabtheilung vor diesem Hafen eintreffen sollte, so soll sie an der Landung verhindert, und ihr diese Kapitulation bekannt gemacht werden.

*Vorgeschlagen vom Mexikanischen General.* Die zur Division des Generals Barradas gehörigen Generale, Befehlshaber, Offiziere und Truppen versprechen, nie wieder feindlich zurückzukehren, noch die Waffen gegen die Mexikanische Republik zu tragen.

(Unterzeichnet und ratifizirt wie oben.)

## 26.

*Article supplémentaire au traité conclu entre les Etats-Unis et les Delaware du 3 Octobre 1818, signé le 24 Septembre 1829 et ratifié par le président des Etats-Unis le 24 Mars 1831.*

(Acts passed at the second session of the twenty-first congress of the United States. Appendix p. 149).

**S**upplementary Article to the Delaware Treaty, concluded at St. Mary's in the State of Ohio, on the 3d of October, 1818.

Whereas the foregoing Treaty stipulates that the United States shall provide for the Delaware Nation,

a country to reside in, West of the Mississippi, as 1829  
the permanent residence of their Nation; and whereas  
the said Delaware Nation, are now willing to remove,  
on the following conditions, from the country on  
James' fork of White River in the State of Missouri,  
to the Country selected in the fork of the Kansas  
and Missouri River, as recommended by the govern-  
ment, for the permanent residence of the whole De-  
laware Nation; it is hereby agreed upon by the par-  
ties, that the country in the fork of the Kansas and  
Missouri Rivers, extending up the Kansas River, to  
the Kansas Line, and up the Missouri River to Camp  
Leavenworth, and thence by a line drawn Westward-  
ly, leaving a space ten miles wide, north of the Kan-  
sas boundary line, for an outlet; shall be conveyed  
and forever secured by the United States, to the said  
Delaware Nation, as their permanent residence: And  
the United States hereby pledges the faith of the go-  
vernment to guarantee to the said Delaware Nation  
forever, the quiet and peaceable possession and un-  
disturbed enjoyment of the same, against the claims  
and assaults of all and every other people whatever.

And the United States hereby agrees to furnish  
the Delaware Nation with forty horses, to be given  
to their poor and destitute people, and the use of  
six waggons and ox-teams, to assist the nation in  
removing their heavy articles to their permanent home;  
and to supply them with all necessary farming uten-  
sils and tools necessary for building houses, etc.:  
and to supply them with provisions on their journey,  
and with one year's provisions after they get to their  
permanent residence; and to have a grist and saw  
mill erected for their use, within two years after  
their complete removal.

And it is hereby expressly stipulated and agreed  
upon by the parties, that for and in consideration of  
the full and entire relinquishment by the Delaware  
Nation of all claim whatever to the country now oc-  
cupied by them in the State of Missouri, the United  
States shall pay to the said Delaware Nation, an ad-  
ditional permanent annuity of one thousand dollars.

And it is further stipulated that thirty-six sections  
of the best land within the limits hereby relinquished,  
shall be selected under the direction of the President

1829 of the United States, and sold for the purpose of raising a fund, to be applied under the direction of the President, to the support of schools for the education of Delaware children.

It is agreed upon by the parties that this supplementary article shall be concluded in part only, at this time, and that a deputation of a Chief, or Warrior, from each town with their Interpreter shall proceed with the Agent to explore the country more fully, and if they approve of said country, to sign their names under ours, which shall be considered as finally concluded on our part; and after the same shall be ratified by the President and Senate of the United States, shall be binding on the contracting parties.

In testimony whereof the United States Indian Agent, and the Chiefs and Warriors of the Delaware Nation of Indians, have hereunto set their hands, at Council Camp, on James' fork of White River, in the State of Missouri, this 24th day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and twenty-nine.

GEO. VASSON, U. S. Ind. Agent.

## 27.

*Publication relative à la convention conclue le 18 Mars 1829 entre l'Autriche et la Bavière concernant les rapports des salines respectives, du 23 Octobre 1829.*

(Intelligenzblatt für den Isarkreis 1829. den 4ten Nov. Neueste Staatsakten Bd. 16. p. 125.)

**I**n Folge eines zwischen Baiern und Oesterreich bestehenden Traktates vom 14ten April 1816, ist über die einem nachfolgenden Einverständnisse überlassen



gebliebenen Forst- und Salinenverhältnisse eine be- 1829  
sondere Konvention am 18ten März 1829 in Wien  
abgeschlossen worden, welche die beiderseitige Aller-  
höchste Ratifikation erhalten hat.

Da mehrere Bestimmungen dieser Konvention  
für die Folgen den betreffenden K. Baierischen Gerichts-  
behörden, Aemtern und Unterthanen zur Richtschnur  
dienen, und in Anwendung kommen müssen, so wird  
nach Allerhöchster Anordnung das Nöthige hierüber  
zur allgemeinen Kenntniss und Nachachtung bekannt  
gemacht.

*Die Salforste betreffend.*

1. Von den bisherigen Salforsten auf K. K. Oe-  
sterreichischem Landesgebiete verbleiben, nach Art. I.  
der Konvention der K. Baierischen Regierung unwi-  
derrufflich:

a. Im Leogang und Buchweisbachthale. Die  
Schwarzwälder:

Wimpach und Saupach, Schwarzbach und Plamm  
Maysbach, Finsterbach, Kryenbach, Walchersbach  
Prundlkendl, Mardeck, Reichenspielberg mit dem Wald-  
ort Ochsenneck, Ocheneck (Schwarzwald) Käferspach,  
Fuchweisbach.

b. Im Bezirk von Lofer und Unken,

aa. die Schwarzwälder:

Rechtschutt, Loferalben, Großweyßspach, Oeden-  
packeben und Ganifs, Oedenpach, Pranger, Fußthal,  
Schwarzberg, Hochruednerspach, Prunnspach, Lueg-  
pach mit Neustallen, Slifpach mit Gern, Scheyblperg,  
Fünsterspach mit Mösererspach, Laubenberg, Marteins-  
pübel, Ochsenprunn, Ratmays oder Schinalbl, Wielands-  
pach und Wielandsseiten, Pruntzberg, Reythendel,  
Alspach, Wannkrat.

bb. Die Baierischen Friewälder:

Wannkrat, Schoberweißspach (der innere) Dorns-  
pach, Illersbach, Scharnpach, Innerspach, Steinbach.

c. Im Bezirk der Berchtesgadenschen Zinswal-  
dungen.

Die Zins- und Forstwälder:

Weißbach, Diefsbach, Fusstein, Gwänd, Pürtzl-  
bach (mit dem Bannwalde) Nebelsberg, Lindau, Ger-  
hardsstein mit Seiseeberg, Grasenbach mit Golden-  
zweig, Koglpengericht, Grasenwand, Köglstatt-Ur-

1829 mais, Köglstatt-Forstwald, Hirschbüchel mit Scharleithen, Laitenbichel, Hundalbm, Triefslstein, Kötschmair.

2. Ausser diesen vorbezeichneten, ältern Salforsten sind, nach Art. II. der Konvention, der Königl. Baierischen Regierung noch folgende Waldungen überwiesen:

Der Freiwald Artzteck im Leogangthal, die Freiwälder Grub und Pfann in den Hohlwegen, die Bannwälder Scheyblberg und Dürnpacheck im Unkenthale.

Die Freiwälder, Tiefenthal oder Tiefenbach Ebmet oder Ebenwald und Hirscheck oder Hirschbach mit Kothleiten im Unkner-Heuthale.

Der Rofskaarwald im Steinbach-Thale.

3. Die Königl. Baierische Regierung wird (laut Art. III.) die vorbezeichneten Waldungen in den, durch eine gemeinschaftliche Kommission beider Regierungen, theils bereits schon im Jahre 1820 näher ausgemittelten, theils erst noch festzustellenden Gränzen, jedoch mit Ausnahme der darin befindlichen, den Unterthanen verbleibenden, oder ihnen durch gegenwärtige Konvention zugewiesenen Güter, Ehealpen, Ehebloßen, Mähder und Etzen, als volles, unwider-rufliches Grundeigenthum und für ewige Zeiten steuer- und abgabefrei, jedoch unter K. K. Oesterreichischer Souverainetät besitzen.

Waldungen oder Waldtheile, welche von der K. Baierischen Regierung etwa künftig an Unterthanen überlassen oder urbar gemacht werden sollten, verlieren diese Steuer- und Abgabefreiheit.

Der Königl. Baierischen Regierung werden über-dieß noch in Ansehung der von den Berchtensgadenschen Zinswaldungen eingeschlossenen Unterthansgüter und Besitzungen, die vormals von der Fürstl. Berchtensgadenschen Regierung besessenen und ausgeübten grundherrlichen Rechte überlassen.

4. Die Lage, Gränzen, Bestandtheile, Inklassen und übrigen Verhältnisse der an die Königl. Baierische Regierung grundeigenthümlich überlassenen Salforste, werden durch eine gemeinschaftliche Kommission untersucht, festgestellt und inkatastrirt werden.

Eben diese Kommission wird die Vermarkung der betreffenden Salforste theils erneuern, theils wo es nöthig ist, neu vornehmen, um die Gränzlinien dieser Forste und ihrer Inklassen vollkommen festzustellen.

Die Baungelacken werden, so viel möglich, besonders an den Hauptgränzpunkten durch Marksteine oder Felsengelacke ersetzt werden. 1829

Ueber alle Gränzzüge sind ordentliche auf Vermessung gegründete Gränzplane zu entwerfen und von zwanzig zu zwanzig Jahren wird eine Revision aller dieser Gränzen, und in so weit es nöthig sein wird, die Erneuerung der Gränzzeichen vorgenommen.

Die Eigenthümer der angrenzenden oder inklavirten Grundstücke, werden Auszüge aus den Gränzbeschreibungen erhalten. Sie sind auch zur Aufsicht über die Gelacke verpflichtet.

5. Die von den Salforsten eingeschlossenen Güter, Mäher, Etzen und andere Grundstücke der Privaten, ferner die in diesen Forsten bestehenden schwandrechtlichen Blößen der Ehealpen und Maisalpen, endlich die auf den Inklaven oder auf dem Waldgrunde selbst errichteten Futterhöfe, Käfer, Viehschirme, Hütten, Weidehäge und andere Gebäude oder Vorrichtungen, verbleiben, nach der Bestimmung des Art. IX. der Konvention, ihren Besitzern in der Zahl und Größe belassen, wie sie die gemeinschaftliche Saalforstkommission an Ort und Stelle getroffen und im Kataster verzeichnet hat.

6. In Ansehung der stocklosen Blößen innerhalb der Gränzen der Salforste, auf welchen kein Schwandrecht haftet, soll es (laut Art. X.) auf nachstehende Weise gehalten werden:

a. Die stocklosen Blößen in den Weidebezirken der Maisalpen oder der gemeinen Blumbesuche sind den übrigen eingemischten Waldblößen gleichzuachten und als Waldgrund zu behandeln,

b. die um die Alpgeläger der Maisalpen herum bestehenden stocklosen Blößen werden diesen Alpen als schwandrechtige Lichthaltungen belassen und ausgelacket, insofern sie nicht den Flächenbetrag von zwei Tagwerken (zu 40,000 Baierischen Quadratfuss) für jedes Küserrecht, bedeutend überschreiten, in welchem letztern Falle von Königl. Baierischer Seite eine Beschränkung auf vorbemerktcs Maass verlangt werden kann.

Durch diese Zutheilung von schwandrechtigen Lichthaltungen sollen die betreffenden Maisalpen we-

1829 der eine Veränderung in ihrer Eigenschaft als solche erlangen, noch eine neue Abgabenbelegung erleiden.

c. Von den stocklosen Blößen, welche sich an die Alpgeläger oder Ehealpen, oder an die schwandrechtlichen Eheblößen dieser Alpen anschließen, werden zwei Drittheile denselben als Erweiterung ihrer Eheblößen mit Schwandrecht ausgelassen und ausgelackt, der Rest aber dem bestandenen Schwarzwalde zugetheilt, und denselben gleichgehalten werden.

Bei der gemeinschaftlichen Ausmittelung des Flächeninhalts der auf vorbemerkte Art zu vertheilenden Waldblößen, sollen weder die bereits schwandrechtlichen Parteien, noch die kahlen Felsen eingerechnet werden, und es ist bei der Abtheilung selbst auf die Arrondirung der reinen Weide einerseits, so wie des Waldes anderseits, gleich billige Rücksicht zu nehmen.

Das ganze Abtheilungsgeschäft wird gemeinschaftlich von Abgeordneten beider Regierungen innerhalb der nächsten drei Jahre vollendet sein.

7. Nach Art. XII. der Konvention ist die Königl. Baierische Regierung berechtigt, den nachhaltigen Holzertrag ihrer sämmtlichen Salforste, ohne Ausnahme irgend einer Holzgattung zu fällen, zu ihren Salinen oder andern Werken auszutriften oder auszuführen, das Holz auf dem Stocke zu verkaufen, oder auf andere Art zu verwenden, wie auch alle Forstnebenprodukte zu benutzen und zu verwerthen, ohne davon Stockgeld, Forstzins oder wie immer Namen führende Abgaben an die K. K. Oesterreichische Regierung zu entrichten.

Unter den erwähnten Forstnebenprodukten werden die Früchte, Harze, Abfälle der Bäume und übrigen vegetabilischen Erzeugnisse des Waldbodens, ferner die mineralischen Bestandtheile desselben verstanden, welche nicht nach den Landesgesetzen als Regalien zu betrachten sind.

Das Holz und die Forstnebenprodukte, welche die Königl. Baierische Regierung aus ihren Salforsten bezieht, so wie das Holz, welches sie etwa zum Gebrauche ihrer Salinen von K. K. Oesterreichischen Unterthanen in den Pfliegerichten Salfelden und Lofer erkaufte, ist bei der Ausfuhr oder Austriftung aus dem K. K. Oesterreichischen Gebiete, von Bezahlung jeder

Mauth, oder irgend eines Ausfuhrzolls, oder einer, 1829  
andern ähnlichen Abgabe befreit.

8. Der Art. XIV. der Konvention bestimmt: daß zu dem Holzschlage in den Salforsten nur K. K. Oesterreichische Unterthanen als Holzmeister verwendet werden können, insoferne sie sich mit billiger Bezahlung begnügen und in hinreichender Anzahl vorhanden sind. Von dieser Bestimmung machen jedoch die Theile der ehemals Berchtesgadenschen Zinswaldungen eine Ausnahme, aus welchen das Holz von jeher durch Berchtesgadensche Unterthanen zur Saline Frauenreit gebracht worden ist.

Die als Holzmeister verwendeten K. K. Oesterreichischen Unterthanen und die Arbeiter derselben werden in Hinsicht auf Verpflichtung zum Militairdienste, ganz den Arbeitern der nämlichen Art in den K. K. Oesterreichischen Salinenforsten gleichgehalten werden.

Die Wahl, Aufnahme und Entlassung der Holzmeister steht, wie bisher, der Königl. Baierischen Regierung frei.

9. Die Königl. Baierische Regierung bleibt (laut Art. XV.) im Besitze des Rechts der freien und ausschließenden Benutzung der Triftbäche im Bezirk der Salforste und der Sale selbst, zum Behuf der Holzausbringung aus diesen Forsten. Sie ist befugt, hierzu nicht nur die bereits bestehenden Klausgebäude und Schwellwerke, welche ihr selbst oder ihren Holzmeistern eigenthümlich angehören, ungehindert zu verwenden, sondern auch nach Bedarf neue derlei Holzbringgebäude auf denjenigen Bächen zu errichten, welche nach dem Grundbuche der Salforste berechnigte Klausbäche sind.

Die K. K. Oesterreichische Regierung behält sich die Mitberechtigung zur Holztrift auf der Sale von der Leoganerbrücke bis zur Baierischen Landesgränze vor, doch wird hiervon nur nach vorläufigem Benehmen mit den Königl. Baierischen Behörden und auf eine solche Weise Gebrauch gemacht werden, welche die Baierische Holztrift nicht beirrt.

10. Um die Beschädigungen der Unterthansgründe bei der Holzbringung zu verhüten, sollen die großen Drehlinge am Stocke gespalten, das Holz so viel möglich durch Rissen aus den Schlägen zu den Bächen

1829 gebracht, und das Brennholz auf eine Scheiterlänge von  $3\frac{1}{2}$  Fuß Baierisches Maafs (bei gehacktem Holze mit Einschlufs des Spranges) beschränkt werden.

Die Trift der Sägrügel von neun Fuß Länge kann nur auf dem Unkenbache, und die Trift von noch größeren Stämmen nur auf der Sale, von der Einmündung des Unkenbachs anfangend, statt finden.

In Ansehung des Schadenersatzes bei der Holztriftung auf den Seitenbächen soll es bei dem Herkommen verbleiben, gemäß welchem den Holzmeistern von denjenigen Holzarbeiten, die bei ihrer Bringung aus den Schlägen oder auf den Seitenbächen Beschädigungen verursachen können, ein verhältnismässiger Betrag per Klafter (das Ableggeld genannt) in den Lieferpreis eingerechnet, und ihnen zur Pflicht gemacht wird, die Betheiligten schadlos zu halten.

Die Trift auf dem Hochwasser der Sale, d. i. von der Leoganerbrücke abwärts, soll wie bisher von allen Ansprüchen auf Schadenersatz frei bleiben.

Wegen des Ableggeldes und der Unterhaltung der Werke an den Seitenbächen gelten folgende Bestimmungen:

a. Die Unken vom Einflufs des Grofsweisbaches bis zu ihrer Einmündung in die Sale; dann die Leo von der Vereinigung des Griesenbaches mit dem Schwarzler sollen als Haupttriftbäche behandelt und betrachtet werden.

Die höher liegenden Theile der Unken und der Leo und alle übrigen Bäche im Bezirke der Salforsten gelten für gemeine Triftbäche.

b. Bei den Haupttriftbächen liegt den Besitzern der angränzenden Grundstücke ob, ihre Uferversicherungen, Wasserauslaßkanäle u. s. w. in einem Zustande zu erhalten, dafs die Trift ungehindert passieren kann.

c. Als Ersatz für die Triftbeschädigungen und als Beitrag zur Unterhaltung der Werke an den Haupttriftbächen werden von der Königl. Baierischen Regierung jährlich, ohne Rücksicht auf Gröfse des Schadens und ohne Steigerung für außerordentliche Fälle, an die K. K. Oesterreichische Behörde bezahlt:

für jede Klafter nach Baierischem Normalmaafs, welche aus dem Leoganthale getriftet wurde, drei Kreuzer Reichswährung, für jede solche Klafter,

welche aus dem Unkenthale in die Sale getriftet 1829 wurde,  $\frac{1}{2}$  Kreuzer Reichswährung.

d. Außerdem zahlt die Königl. Baierrische Regierung, jeder, zur Zeit an den Haupttriftbächen bestehenden Mühle, zwei Gulden, und jeder auf gleiche Art gelegenen Schmiede einen Gulden jährliche Ablege, für die Jahre, in welchen auf den betreffenden Haupttriftbächen wirklich eine Holzbringung zur Saline statt gefunden hat.

Es bestehen vier solche Mühlen und zwei solche Schmieden.

11. Diejenigen K. K. Oesterreichischen Unterthanen, öffentlichen Gebäude und Anstalten, welche bisher mit ihrem Holzbedarf auf die betreffenden Salforste angewiesen waren, erhalten auch fernerhin in diesen Waldungen das benöthigte Brennholz, Bauholz, Zaunholz, Dachholz, und Ladholtz, insofern dieser Bedarf nicht durch den Ertrag an Eigenwäldern, Hof-sachen und Freigelacken oder Freiwaldungen, nachhaltig gedeckt ist.

Zur Vermeidung der Anstände wird ein Kataster der Einforstung in die Salwaldungen hergestellt werden.

12. Mit den zum Holzbezüge aus den Salforsten Berechtigten wird von zehn zu zehn Jahren abgerechnet. Sie sind nicht ermächtigt, jedes Jahr eine gleiche Quantität abzunehmen, sondern sie können nach ihrem Bedarfe von dem ihnen für das ganze Jahrzehnt gebührenden Betrage in einigen Jahren mehr, in andern weniger beziehen.

Was sie jedoch am Ende des Jahrzehnts von dem ihnen für die Dauer desselben gebührenden Betrage nicht genommen haben, kann nicht nachgenommen werden, sondern fällt dem Walde anheim. Auch sind sie nicht berechtigt, von dem erst in dem folgenden Dezennium ihnen gebührenden Holze, vor Anfang desselben etwas zu beziehen.

In Fällen eines außerordentlichen Holzbedürfnisses wegen Brandschadens, wird die Königl. Baierrische Regierung den Eingeforsteten besondere Unterstützungen aus den Salforsten zukommen lassen.

Es ist den zum Holzbezüge aus den Salforsten Berechtigten nicht gestattet, das erhaltene Holz zu veräußern oder zu andern Zwecken, als wozu es ihnen gereicht wird, zu verwenden.

1829 Für die katastermäßige ständige Holzagabe aus den Salforsten wird von der Königl. Baierischen Regierung nur das altherkömmliche Schreib- und Anweisgeld von sechs Kreuzern Reichswährung für jede besondere Anzeige erhoben.

13. Die K. K. Oesterreichische Regierung wird keinen Konsens zu neuen Bauführungen oder zu anderen Holz erfordernden Vorrichtungen ohne vorläufige Einvernehmung und Beistimmung der K. Baierischen Behörde für solche Punkte ertheilen, welche innerhalb der Gränze eines Salforstes oder überhaupt so gelegen sind, daß das Holz aus denselben nicht wohl von einem andern Walde als aus einem Baierischen Salforste gebracht werden kann.

14. Dem Herkommen gemäß, werden die Holzmeister auch zukünftig gehalten sein, über jedes hundert Klafter der Ansage, ein Klafter Brennholz mehr zu bearbeiten und zu bringen. Dieser Ueberschuß ist zur unentgeltlichen Vertheilung an Geistliche und Schulen im Bezirke der Salforste bestimmt, welchen die Auffangung desselben aus den Triftbächen gestattet wird. Die Vertheilung bleibt, nach Maafsgabe der jährlichen Holzansage, den Königl.-Baierischen Behörden überlassen.

15. Die Weidebenutzung in den Salforsten wird den hiezu berechtigten Gütern und Alpen in der Ausdehnung und Weise ferner unentgeltlich gestattet werden, welche sie wohl hergebracht haben, und sich mit dem Zwecke der Erhaltung des Waldstandes verträgt.

Um desfalls künftigen Beschwerden und Irrungen vorzubeugen, wird ein Kataster der Weideberechtigungen angefertigt und deren bereits begonnene Beschreibung und Liquidation ergänzt werden.

16. In Ansehung der Weideverhältnisse in den Salforsten haben im Allgemeinen nachfolgende Normen zu gelten, welche auch bei Verfassung des Weidekatasters zu befolgen sind:

a. Ehealpenbesitzer sollen so viel Vieh in die zum Weidebezirk ihrer Alpen gehörigen Theile der Salforste treiben dürfen, als sie berechnete Gräser urkundlich nachweisen können oder hergebracht haben.

b. Bei den Maisalpen und gemeinen Blumbesuchen hat sich das Maaf der Weideberechtigung nach den zur Zeit in Wirksamkeit stehenden Eichbriefen zu richten.



c. Wo diese Eichbriefe fehlen, sind sie in der 1829 Art zu veranlassen und herzustellen, daß von dem ganzen Winterfutterlande der weideberechtigten Güter, die Gattung und Zahl des Viehes in Abzug gebracht wird, welches seine genügende Weide in den zum Gute gehörigen Heingrasungen findet, und der Rest als eichbriefmäßiger Viehstand für die Salforste erscheint.

d. An Orten, wo dermalen selbst das eichbriefmäßige Vieh in die Waldungen nicht aufgetrieben wird, soll es jederzeit in der Macht der Weideberechtigten stehen, diese Zahl zu erfüllen.

e. Die Gestattung eines verstärkten Viehauftriebs an die Weideberechtigten über die eichbriefmäßige Zahl, bei allenfalls vermehrter Waldweide, bleibt der Königl. Baierischen Forstbehörde vorbehalten, und ist zu jeder Zeit widerruflich.

f. Die Aufkehr von fremdem, Lohn- oder sogenanntem Aufnahmenvieh, außer in die Eigenthums- oder Ehealpen, ist in den Salforsten durchaus verboten; doch wird diese Beschränkung niemals auf die ärmeren in ihrem Viehstande herabgekommenen Weideberechtigten in dem Maasse ausgedehnt werden, daß ihnen die Mittel benommen würden, wieder zu demselben zu gelangen.

g. Der Auftrieb von jungen Pferden, von Schafen, Ziegen und ungeringelten Schweinen in Weidebezirke, welche sich über Mais oder über Schläge verbreiten, deren Holzbestand dem Bereiche des Viehs noch nicht entwachsen sind, soll gänzlich untersagt sein. Auch darf von diesen dem Waldstande verderblichen Viehgattungen, keine größere Zahl zur Weide in die Salforste gelassen werden, als der landwirthschaftliche Betrieb der weideberechtigten Güter mit sich bringt.

h. Wenn in den Urkunden, auf welche sich die Weideberechtigung gründet, keine abweichenden Bestimmungen enthalten sind, so soll ein Pferd, welches noch kein Jahr alt ist, für zwei Gräser oder Kuhgräser, ein Pferd, welches ein Jahr und darüber alt ist, für drei Gräser, zwei Rinder unter einem Jahre für Ein Kuhgras, und fünf Schafe oder Ziegen, gleichfalls für Ein Gras gerechnet werden.

1829 i. Die Zeit für den Auftrieb des Weideviehs in die Salforste und für den Abtrieb desselben wird jährlich von dem K. K. Oesterreichischen Land- oder Pflegegerichte des Distrikts, nach Beschaffenheit der Witterung und unter Rücksprache mit der Königl. Baierischen Forstbehörde, bestimmt und bekannt gemacht werden.

17. Ausserhalb der Gränzen der Schwandrechte kann jede zur Beförderung des Nachwuchses am Holzbestande dienliche Vorkehrung getroffen werden, bei welcher keine Sperrung des Weideganges statt findet.

Die Forstkultursunternehmungen hingegen, wobei der Weidegang durch Befriedigung mit Hag und Gräben oder durch Hut eine Verhinderung erleiden soll, unterliegen folgenden Bestimmungen:

a. Im Allgemeinen darf die örtliche Beschränkung der Weide zum Behufe der Forstkultur den funfzigsten Theil der Waldfläche eines Weidebezirks nicht überschreiten.

b. Diese Verfügung erstreckt sich nur auf die Weidebezirke der Alpen oder gemeinen Blumbesuche im Ganzen u. s. w.

c. Bei Bestimmung des funfzigsten Theils eines Bezirks zur Forstkultur werden die kahlen Felsen und schwandrechtigen Blößen abgezogen.

d. Die Wahl der Befriedigungsart und die Dauer derselben ist dem Forstpersonal überlassen.

e. Bei den Weidebezirken der Ehealpen, deren schwandrechtige Blößen eine Erweiterung erhalten, ist der Königl. Baierischen Regierung als Gegenleistung hiefür, und als nothwendiges Mittel, um den Rest der stocklosen Blößen nach und nach wieder in Holzbestand zu bringen, die Befugniß eingeräumt, ausser dem vorbemerkten funfzigsten Theile des ganzen Waldweidebezirkes, noch insbesondere den Flächenbetrag des fünften Theiles der vorbehaltenen stocklosen Blöße in Befriedigung zu setzen, und nach Gutbefinden in solcher zu erhalten.

f. Wenn neue unbefugte Schwendungen in den Salforsten vorgenommen werden sollten, so ist die Königl. Baierische Regierung berechtigt, die geschwendeten Waldpartien für die zum gesicherten Nachwuchs erforderliche Zeit, durch besondere Befriedigung dem Weidegange zu entziehen, ohne daß hie-

durch dem Maasse der übrigen Forstkulturberechtigungen Eintrag geschehen soll. 1829

18. Nach Inhalt des Art. XXXI. der Konvention, steht der Königl. Baierischen Regierung die Forstverwaltung ausschliessend zu. Sie ist zu diesem Ende berechtigt, Forstämter im K. K. Oesterreichischen Gebiete zu errichten, mit dem ihr nöthig scheinenden Personal zu besetzen, und sie kann die Leitung des Geschäftes sowohl durch die betreffenden Salinenämter, als durch abgeordnete Kommissarien besorgen lassen.

Den zur Salforstverwaltung bestimmten K. Baier. Behörden und Beamten liegt überhaupt die Besorgung aller Geschäfte ob, welche mit der Forstverwaltung im Allgemeinen, mit der Bewirthschaftung, Benutzung, Erhaltung, Verbesserung und Beschützung der Wälder verbunden sind.

19. Die Königl. Baierische Regierung wird wieder in den eigenthümlichen Besitz des sogenannten Baierischen Waldmeisterhauses zu Salfelden mit seinen Nebengebäuden und den dazu gehörigen Grundstücken eingesetzt.

Besagte Gebäude bleiben, in so lange sie nicht in Privatbesitz übergehen, von allen Steuern und Abgaben befreit. Von den dazu gehörigen Grundstücken bezahlt die Königl. Baierische Regierung alle Abgaben, gleich einem andern Besitzer.

Es ist ihr gestattet, noch andere Wohngebäude im Bezirke der Salförste für ihr untergeordnetes Forstpersonal zu erbauen oder zu erkaufen, welche alsdann gleiche Abgabenfreiheit wie das Waldmeisterhaus zu Salfelden geniessen werden.

20. Die Königl. Baierischen Forstämter im K. K. Oesterreichischen Gebiete werden (laut Art. XXXIII) bei allen Gelegenheiten als öffentliche Behörden behandelt und betrachtet werden.

Die bei denselben angestellten Königl. Baierischen Beamten geniessen bei ihren Geschäftsverbindungen mit K. K. Oesterreichischen Behörden und auch ausserdem, gleichen Rang, und auch gleiche Auszeichnung mit den K. K. Oesterreichischen Beamten derselben Kategorie.

Die von ihnen ausgestellten amtlichen Zeugnisse und Urkunden haben die nämliche Beweiskraft, welche

1829 nach den K. K. Oesterreichischen Gesetzen den von K. K. Oesterreichischen Beamten derselben Kategorie ausgestellten Amtszeugnissen und Urkunden beigelegt ist.

21. Es steht der Königl. Baierischen Regierung frei, bei ihren Forstämtern im K. K. Oesterreichischen Gebiete oder als Aufsichtspersonal in den K. Baierischen Salforsten auch Oesterreichische Unterthanen anzustellen, welche jedoch dadurch nicht aus dem Oesterreichischen Unterthansverbände treten. Sie unterliegen wie andere Königl. Baierische Beamte und Diener den Königl. Baierischen allgemeinen und besonderen Dienstvorschriften und sind in Dienstsachen ihren vorgesetzten Behörden untergeordnet und zum Gehorsam verpflichtet.

22. Die bei den Königl. Baierischen Forstämtern im K. K. Oesterreichischen Gebiete oder in den K. Baierischen Salforsten als Beamte oder zur Aufsicht angestellten Königl. Baierischen Unterthanen behalten ihre Eigenschaft als Königl. Baierische Unterthanen, wenn sie sich auch länger als zehn Jahre ununterbrochen im Oesterreichischen Gebiete aufhalten.

Sie werden von den K. K. Oesterreichischen Behörden und Gerichten in allen Fällen nach den Vorschriften und Gesetzen behandelt werden, welche in Ansehung der in den K. K. Oesterreichischen Staaten sich aufhaltenden Fremden bestehen. Doch haben die polizeilichen Maafsregeln, welche in Hinsicht der blofs Durchreisenden oder kürzere Zeit in den K. K. Staaten verweilenden Ausländer in Uebung sind, auf sie keine Anwendung.

Sie und ihre Familien werden von der Militairkonskription und von allen Abgaben befreit sein, zu deren Entrichtung die in den K. K. Oesterreichischen Staaten sich aufhaltenden Fremden nicht verpflichtet sind.

Bei Sterbefällen werden von den K. K. Oesterreichischen Gerichten in Ansehung ihres Nachlasses nur diejenigen Vorkehrungen getroffen werden, welche überhaupt zum Besten der etwa abwesenden Erben und zur Sicherstellung der inländischen Gläubiger des Verstorbenen in dergleichen Fällen gesetzlich vorgeschrieben sind u. s. w.

23. Nach Art. XXXVI. der Konvention steht die Gerichtsbarkeit in den Salforsten und vormals Berchtesgadenschen Zinswaldungen den K. K. Oesterreichi-

schen Landesfürstlichen Behörden, in deren Bezirken 1829 sie liegen, und zwar den Oesterreichischen Gesetzen gemäß, in Ansehung der eigentlichen Verbrechen den Kriminalgerichten und in Ansehung der mindern Frevel den ersten polizeilichen Instanzen zu.

Doch ist das Königl. Baierischerseits aufgestellte Forstaufsichtspersonal berechtigt, die auf der That betretenen Forstfrevler oder Verbrecher zu pfänden, oder auch anzuhalten, um sie sogleich an die betreffende Oesterreichische Behörde zu stellen, welcher jedenfalls das abgenommene Pfand unverzüglich zu übergeben ist.

24. Da die regreßmäßige Waldstrafordnung für die Salforste vom Jahre 1781 den gegenwärtigen Zeitverhältnissen nicht mehr angemessen ist, so wird die K. K. Oesterreichische Regierung eine zweckmäßigere und mit den in Oesterreich geltenden Gesetzen mehr in Einklang stehende Waldstrafordnung in den Salforsten einführen lassen. Bis dahin bleibt die Waldstrafordnung vom Jahre 1781 soweit in Wirksamkeit, als die darin aufgeführten Forstfrevler nach den Oesterreichischen Strafgesetzen nicht als Verbrechen zu betrachten sind. Auf Fälle, welche diesen Charakter annehmen, wird das allgemeine Oesterreichische Strafgesetzbuch angewendet.

#### *Das Jagdrevier Falleck betreffend.*

1. Die Königl. Baierische Regierung tritt in den unwiderruflichen, eigenthümlichen und für immer steuer- und abgabenfreien Besitz des vormals vom Stifte Berchtesgaden ausgeübten hohen und niedern Jagdrechts in dem erweiterten Jagdrevier Falleck auf Salzburgischem-, nun K. K. Oesterreichischem Gebiete.

Sie wird überdies das im besagten Revier liegende sogenannte Jagdgut Falleck mit den dazu gehörigen Gebäuden, Grundstücken und Nutzungsrechten als volles Eigenthum besitzen.

2. Die Gränze des erweiterten Königl. Baierischen Jagdreviers Falleck auf K. K. Oesterreichischem Gebiete geht am großen Hundstödt von der Landesgränze zwischen Baiern und Oesterreich ab, sie zieht sich anfangs über das sogenannte Platterer der Windbachscharte (im Salfeldischen) zu, läuft von da in westlicher Richtung auf dem Rücken des Gebirges

1829 fort, bis an den Rauchenkopf und fällt in des Saukendl auf die Sale herab. — Sie folgt nun dem Rinnsale dieses Flusses bis zur Kleberauerbrücke, verläßt es dort wieder, und steigt im Kleisengraben oder Grasenbache nach der Gränze des vormals Berchtesgadenschen Zinswaldes Grasenbach mit Goldenzweig in östlicher Richtung auf, bis zum sogenannten Geisteig an der Grasenwand. Von da läuft sie am nördlichen Fusse der Felsenwände des Gerhardsteines fort, bis an den Lützelkogel, vereinigt sich hier mit dem Lützelalphshage u. der alten Jagdgränze (von 1734), folgt ihnen über die Hirschbichlereinsattlung bis zur Gegenseite des Gebirges, steigt dort nach dem Rücken des Hufnagels auf die Höhe des Sulzensteines, und schließt sich daselbst wieder der Landesgränze zwischen Baiern und Oesterreich an.

3. Die Verwaltung des Königlich - Baierischen Jagdrechtes im Fallecker-Revier wird von Seite des Königlich-Baierischen Jagdantes Berchtesgaden geschehen. Es steht der Königl. Baierischen Regierung zu, das zum Schutze und zur Ausübung der Jagd für nöthig erachtete subalterne Personal auf K. K. Oesterreichischem Gebiete zu bestellen.

Das Königlich - Baierische Jagdaufsichtspersonal des Fallecker-Reviers, welches seinen Wohnsitz auf K. K. Oesterreichischem Gebiete haben wird, soll in allen Stücken dem Königl. Baierischen Forstaufsichtspersonale im Bezirk der Salförste gleich gehalten sein.

4. Nach den Bestimmungen des Artikels VII. des 2ten Abschnitts der Konvention steht die Gerichtsbarkeit in dem oben bezeichneten Jagdreviere auf K. K. Oesterreichischem Gebiete der K. K. Oesterreichischen Regierung auch in Ansehung der Jagdfrevel zu.

In dem Falle jedoch, wenn das Königl. Baierische Jagdpersonal in besagtem Revier Jagdfrevler betreten sollte, welche Königlich-Baierische Unterthanen sind, ist dasselbe befugt, sie nicht nur anzuhalten, sondern auch nach Berchtesgaden zur weiteren Verhandlung abzuführen.

Werden aber K. K. Oesterreichische Unterthanen oder Unterthanen einer dritten Regierung auf einem Jagdfrevel in besagtem Revier von dem Königlich-Baierischen Jagdpersonale betreten, so kann letzteres

sie zwar anhalten, ist jedoch verpflichtet, sie unverzüglich der kompetenten K. K. Oesterreichischen Behörde zu überliefern, welche nach den K. K. Oesterreichischen Strafgesetzen wider dieselben verfahren, und das Königlich-Baierische Jagdamt von dem erfolgten Erkenntnis benachrichtigen wird. 1829

Den K. K. Oesterreichischen Behörden ist zur Pflicht gemacht worden, nicht nur dem Königlich-Baierischen Jagdrechte jeden gesetzlichen Schutz angedeihen zu lassen, sondern auch insbesondere die Jagdfrevler zum Ersatze des dem Königlich-Baierischen Aerar zugefügten Schadens anzuhalten.

*Den Salzbergbau am Dürrenberge betreffend.*

1. Der K. K. Oesterreichischen Regierung wird (laut Artikel I. und II. des dritten Abschnitts) zum Behufe ihres Halleiner Salzbergbaues am Dürrenberge ein unmittelbar an die Landesgränze anstossendes Grubenfeld nach folgender über Tag vermarkten Form und Ausdehnung auf dem Königl. Baierischen Landesgebiete zugewiesen, in welchem Grubenfelde sie das Bergbaurecht auf Salzsoole und Steinsalz für immer, auch gänzlich steuer- und abgabefrei, jedoch unter Königl. Baierischer Souverainetät besitzen wird.

Die Vierung dieses Grubenfeldes auf Königlich-Baierischem Gebiete, soll unmittelbar an die Landesgränze, und zwar in die Hauptrichtung des bisherigen Aufschlusses vom Salzgebirge am Dürrenberge gelegt werden.

Als Hauptrichtung dieses Aufschlusses und des künftigen Grubenfeldes wird eine Linie angenommen, welche vom Abgehen des Wolfdietrich-Stollschurfes im Johann-Jakobberge über das Feldort dieses Berges am Fassungspunkte des stinkenden Wasserls zu ziehen ist.

Die südöstliche und die nordwestliche Markscheide der Vierung werden von zwei graden, mit der Hauptrichtungslinie parallel laufenden Linien gebildet; wovon erstere vierhundert Salzburgische Berglachter zu sechs Werkschuben vom Fusse des Teufenbach-Tageschurfes, und letztere gleichfalls vierhundert solche Lachter vom gegenwärtigen Feldorte des Ducker-Versuchbaues, als den beiden äußersten

1829 Punkten des bisherigen Grubenbaues auf Königlich-Baierischem Gebiete abstehen werden.

Die erwähnten Anstände sind sühlig und rechtwinklich auf die Richtungslinie der Markscheide zu messen.

Die nordöstliche Markscheide folgt der Landesgränze zwischen Oesterreich und Baiern.

Die südwestliche Markscheide besteht in einer geraden Linie, welche achtzehn Berglächter hinter das oben bemerkte Feldort des Johann-Jakobberges in die Kreuzstunde der Hauptrichtung des Grubenfeldes gelegt wird, mithin die südöstliche und nordwestliche Markscheide rechtwinklich schneidet.

Das solchergestalt ausgezeichnete Grubenfeld soll dem Fallen nach keine Begränzung haben; sondern an allen Punkten saiger in die ewige Tiefe niedersetzen.

2. Die K. K. Oesterreichische Regierung macht sich (laut Art. VII. des dritten Abschnitts) verbindlich, allen Schaden zu vergüten, welcher den Königlich-Baierischen Unterthanen durch die Unternehmungen des Salzbergbaues der Saline Hallein zugefügt werden könnte.

Die Königl. Baierischen Behörden werden ihrerseits dazu mitwirken, daß in solchen Fällen die Abfindung der Beschädigten auf eine für beide Theile gleich billige Weise erfolge.

Man wird die für frühere Beschädigungen oder für bleibende Lasten den Betheiligten von dem Salinenante Hallein zugesicherten oder alt herkömmlichen Bezahlungen und Leistungen gemeinschaftlich erheben, in ein Verzeichniß bringen, und dieselben werden auch fernerhin entrichtet oder erfüllt werden.

3. Nachdem ein Theil des Erwerbes bei dem Grubenbetriebe der K. K. Oesterreichischen Saline Hallein am Dürrenberge gemäß früherer Verträge oder durch besondere Verleihungen an vormalig Berchtesgadensche, nun Königlich-Baierische Unterthanen jener Gegend übergegangen ist, so werden diese Unterthanen in ihrem Besitze und in dem Genusse der damit verbundenen Vortheile auch fernerhin unwiderruflich, und nach einem besonders hierüber bestehenden Uebereinkommen belassen werden.

4. Der K. K. Oesterreichische Salzbergbau am Dürrenberge wird in Ansehung seines Bedarfs an Grubenholz,



für eine Quantität von jährlichen dreihundert Klaftern 1829 (zu 126 Baierischen Kubikfuß) in die acht sogenannten Forstwaldungen auf Baierischem Gebiete, Namens: Prielwald, Hangendmoos, Haarpoint, Rostock, Rofsbeithe, Lendlau, Mittereckwald und Eckwald eingeforstet. Der desfallsige Holzbezug hat unentgeltlich nach einem besonderen Regulative zu geschehen.

5. Innerhalb der auf Baierischem Gebiete ausgesteckten Vierung steht es der K. K. Oesterreichischen Regierung frei, Steinbrüche, Thon, Lehm, Sandgruben u. s. w. für den Bedarf bei ihrem Salzbergbaue und den dazu bestimmten Baulichkeiten anzulegen, in so ferne sie sich mit dem Eigenthümer des Grundes hierwegen abfindet.

Wenn der Steinbruch, Thon-, Lehm- oder Sandgrube auf einem Freigrunde oder dem Königl. Baierischen Aerar zugehörigen Platze angelegt wird, so wird der Grund zu erwähntem Gebrauche unentgeltlich überlassen.

6. Die Königl. Baierische Regierung behält sich die landesherrliche Oberaufsicht über den Halleinischen Salzbergbau im Königlich - Baierischen Gebiete bevor.

Die Verwaltung und Leitung des K. K. Oesterreichischen Salzbergwerks am Dürrenberge, ohne Unterschied, ob es diesseits oder jenseits der Landesgränze betrieben wird, bleibt ausschließend der K. K. Oesterreichischen Regierung und den von ihr hierzu aufgestellten Behörden überlassen.

Wenn von K. K. Oesterreichischer Seite ein Bergbeamter oder Aufseher auf Königl. Baierischem Gebiete innerhalb der Vierung des K. K. Oesterreichischen Grubenfeldes bleibend bestellt werden wollte, so wird dieses von Königl. Baierischer Seite nicht verwehrt werden.

Ein solcher K. K. Oesterreichischer Beamter oder Aufseher tritt dann ganz in das Verhältniß gegen die Königl. Baierische Behörde, welches hinsichtlich der Königl. Baierischen Forstbeamten und Aufseher in den Salforsten gegen die K. K. Oesterreichischen Behörden durch die Konvention bestimmt wurde.

7. Das gesammte im Dienste des K. K. Oesterreichischen Halleiner Salzwerkers stehende Bergpersonal, mit Inbegriff der darunter befindlichen Königl.

1829 Baierischen Unterthanen, ist in allen Dienstangelegenheiten, und so viel die Disziplin im Dienste betrifft, an die K. K. Oesterreichischen Dienstesvorschriften gebunden, und ohne Unterschied, ob es seine Dienste im K. K. Oesterreichischen oder im Baierischen Gebiete, in der Grube oder über Tag verrichtet, dem K. K. Oesterreichischen Salinenamte Hallein untergeordnet, welchem daher auch das Recht zusteht, Verletzungen der Dienstpflichten, mit Verweisen, Lohnungsabzügen, Suspension und Entlassung vom Dienste zu ahnden.

8. Die ganzen Tagreviere des K. K. Oesterreichischen Grubenfeldes auf Königl. Baierischem Gebiete und alle im Königl. Baierischem Gebiete ausmündende Grubengänge in so fern und in so lange sie nicht mit dem vom K. K. Oesterreichischen Gebiete aus, aufgeschlossenen Halleiner Salzbergbau durchschlägig sind, bleiben unmittelbar der Königl. Baierischen Jurisdiktion und Polizei unterworfen.

Da übrigens die ganz eigenthümlichen Lokalverhältnisse des Salzbergwerkes am Dürrenberg nicht wohl gestatten, die Jurisdiktion und Polizei im Innern desselben gleichfalls nach dem Zuge der Landesgränze gegenseitig abzuschneiden, so wird die Ausübung der Gerichtsbarkeit und Polizei im Innern des erwähnten Salzbergbaues, auch in so weit er sich in das Königl. Baierische Gebiet ausdehnt, der K. K. Oesterreichischen Regierung, jedoch nur in Ansehung der K. K. Oesterreichischen Unterthanen überlassen. Die Königl. Baierischen Unterthanen hingegen und die Unterthanen einer dritten Regierung, welche sich im Innern des Salzbergbaues eines Vergehens oder Verbrechens schuldig machen, bleiben ohne Unterschied, ob dieses in dem auf K. K. Oesterreichischem oder in dem auf Königl. Baierischem Gebiete liegenden Theile des Salzbergbaues geschehen ist, der K. Baierischen Gerichtsbarkeit unterworfen.

Doch sind die K. K. Oesterreichischen Behörden in jedem solchen Falle berechtigt, den Thatbestand an Ort und Stelle zu erheben, und wenn Gefahr der Entweichung droht, den Angeschuldigten anzuhalten, welcher sodann, ohne vorher auf K. K. Oesterreichischem Gebiete in Verwahrung gebracht zu werden,

dem Königl. Baierischen Landgerichte Berchtesgaden 1829 zu überliefern ist.

Die weitere Untersuchung und Aburtheilung bleibt der kompetenten Königl. Baierischen Gerichtsbehörde überlassen.

Von dem Erfolge der Untersuchung über Vergehen oder Verbrechen, welche im Innern des K. K. Oesterreichischen Salzbergbaues am Dürrenberge vorgefallen, wird sich gegenseitig benachrichtigt.

9. Nachdem in Gemäßheit dieser Bestimmungen die beiderseitigen Gerichte in die Lage kommen können, über Vergehen oder Verbrechen, welche in dem Gebiete des andern Theils begangen worden sind, zu erkennen, und nachdem die allgemeine Regel, welcher zufolge sträfliche Handlungen nach den Gesetzen des Landes, worin sie geschehen, beurtheilt werden sollen, hier in ihrer Anwendung um deswillen mit besonderen Schwierigkeiten verbunden wäre, weil sich nicht immer leicht erkennen läßt, zu welchem Gebiete der unterirdische Punkt, auf welchem das Vergehen oder Verbrechen begangen wurde, gehört, so ist man dahin übereingekommen, ausnahmsweise festzusetzen, daß ohne Rücksicht, in welchem Gebiete sich die sträfliche Handlung ereignet hat, von den beiderseitigen Gerichten nur nach den eigenen Gesetzen entschieden werden solle. Doch behalten sich beide Allerhöchste Regierungen das Recht bevor, von fünf zu fünf Jahren von dieser Ausnahme zurückzutreten.

*Salz- und Getreidetransit aus Tyrol nach Vorarlberg betreffend.*

1. Die traktatmäßig bedungene Freiheit des Durchzugs von Salz und Getreide auf der durch das Königl. Baierische Gebiet aus Tyrol und Vorarlberg ziehenden Straße erstreckt sich nicht bloß auf K. K. Oesterreichisches Aerarialsalz und Getreide, sondern wird auch, nach Art. I. des 5ten Abschnitts der Konvention, auf das Salz und Getreide ausgedehnt, welches Eigenthum Oesterreichischer Unterthanen ist. Königl. Baierischer Seits wird davon keine Zollmauth oder andere Transitabgabe erhoben werden.

2. Die mit K. K. Oesterreichischem Aerarialsalze oder Getreide beladenen Fuhren und eben so die Fuhren,

1829 welche sich unbeladen an die Niederlagen begeben, um K. K. Oesterreichisches Aerarialsalz zu laden, sind überdies von Bezahlung aller in die Königlich-Baierischen Staatskassen fließenden Brücken- und Weggelder und damit verbundenen Stempelgebühren befreit.

Sie zahlen nur dasjenige Weg-, Pflaster- oder Brückengeld, zu dessen Erhebung für eigene Rechnung die an der Strafe liegenden Königl. Baierischen Stadt- oder anderen Gemeinden derzeit berechtigt sind, und in dem Maasse, wie es gegenwärtig besteht.

Von den mit Oesterreichischem Privatsalz oder Privatgetreide beladenen Fuhren wird das allgemein angeführte Weg-, Brücken- oder Pflastergeld ohne Unterschied, ob es für Staats- oder Gemeindekassen erhoben wird, bezahlt.

3. Von dem durch Baiern transitirenden Salze oder Getreide darf unterwegs im Königl. Baierischen Gebiete weder etwas verkauft oder veräußert, noch ein Vorrath aufgehäuft werden. Den Fuhren, auf welchen Aerarial- oder Privatsalz geladen wird, darf nichts anderes beigeladen werden. Eben so wenig darf Aerarial- und Privatsalz zusammen geladen werden. Diese Bestimmungen wegen ungemischter Ladung gelten auch von dem durch Baiern transitirenden Getreide.

4. Das K. K. Oesterreichische Aerarialsalz darf bloß auf der Strafe, welche von Nesselwängle über Hindelang, Immenstadt, und Sinmerberg nach Bregenz führt, und ohne von dieser Strafe abzuweichen, durch das Königl. Baierische Gebiet gebracht werden. Es soll durchaus in Fässern von gleicher Form und von gleichem bekannten Normalgewichtsinhalte (dermalen in Fässern, welche fünf Zentner Salz netto enthalten) verpackt sein.

In keinem Jahre dürfen mehr als dreißigtausend Zentner Aerarialsalz aus Tyrol durch das Baierische Gebiet nach Vorarlberg verführt werden.

5. Die Spedition des K. K. Oesterreichischen Aerarialsalzes durch das Königl. Baierische Gebiet, geschieht auf die bisher gewöhnliche Weise durch sogenannten Abstofs und nach besonders im Art. V. des fünften Abschnittes näher bezeichneten Normen.

In jedem einzelnen Jahre muß das ganze aus Tyrol nach Baiern eingeführte Salzquantum und in der nämlichen Zahl von Fässern wieder ausgeführt sein. 1829

Die sogenannte Auffüllung der Fässer darf im Königl. Baierischen Gebiete nicht vorgenommen werden. Die Reparatur der Fässer, oder die durch außerordentliche Zufälle nothwendig werdende Umpackung des Salzes wird dadurch nicht ausgeschlossen.

Die letzte Salzfactorie auf K. K. Oesterreichischem Gebiete (dermalen in Nüsselwängle) wird jedem Salzfuhrmann nebst dem gewöhnlichen Frachtscheine noch eine besondere Pollete über seine Ladung zu stellen, welche bei der Königl. Baierischen Eintrittsstation durch die Vergleichung mit dem Frachtscheine und durch Untersuchung der Ladung zu kontroliren und in Empfang zu nehmen ist.

Auf gleiche Weise versieht die letzte Salzfactorie auf Königl. Baierischem Gebiete (dermalen in Simmerberg) jeden Salzfuhrmann mit doppelten Polleten, um eine derselben nach vorgenommener Kontrolle bei der Königl. Baierischen Austrittsstation, als Beleg der vollzogenen Durchfuhr des Salzes zurücklassen zu können.

6. Die K. K. Oesterreichischen Behörden werden die Königl. Baierischen Unterthanen nicht, von der herkömmlichen Theilnahme an dem Frachterwerke bei dem Transporte des Oesterreichischen Aerarialsalzes ausschließen, in so fern sie sich mit billigen Frachtlöhne befriedigen lassen.

Wenn bei gleichzeitiger Spedition des Königl. Baierischen Salzes über Immenstadt nach Lindau, Mangel an den erforderlichen Fuhren entstehen sollte, so haben die beiderseitigen Behörden auf gleiche Theilung der Transportmittel genau Bedacht zu nehmen.

7. Für die Durchfuhr des Oesterreichischen Privatsalzes aus Tyrol nach Vorarlberg werden von der Königl. Baierischen Regierung, nebst der Hauptstraße über Hindelang, Immenstadt und Simmerberg nach Bregenz, noch zwei Nebenstraßen in das Gericht Mittelberg und in den Bregenzer Wald bewilligt; nämlich von Hindelang über Obersdorf durch den Paß Hohenzweig und von Immenstadt über Stauffen durch den Paß Ach.

1829 Der Transport dieses Salzes hat nur in plombirten Säcken von bekanntem normalen Gewichtsinhalte (dermalen von einhundert fünfzig Pfund der Sack) zu geschehen. Bei demselben ist weder Abstoß noch Umladung gestattet, und es darf in keinem Jahre das Quantum von zehntausend Zentnern übersteigen.

8. Jeder Fuhrmann mit Oesterreichischem Privatsalze muß sich bei der Königl. Baierischen Eintrittsstation zwischen Nesselwängle und Hindelang durch ein salzamtliches Zeugniß (Pollete) über den Ankauf, dann über Zahl und Gewicht der geladenen Säcke ausweisen. Er erhält hiefür nach gepflogener mauthamtlicher Untersuchung eine Transitofreipollete, in dieser ist die Richtung jenes Durchzuges, die Austrittsstation und die Zeit binnen welcher der Austritt zu geschehen hat, auszudrücken. Die Transitofreipollete wird bei der Austrittsstation wieder abgegeben, wo eine wiederholte mauthamtliche Behandlung als Kontrolle statt zu finden hat,

9. Der Transit des K. K. Oesterreichischen Getreides durch das Königl. Baierische Gebiet, kann sowohl in der Richtung von Tyrol nach Vorarlberg, als auch in der Gegenrichtung aus Vorarlberg nach Tyrol, doch immer nur auf der Hauptstraße stattfinden, welche über Hindelang, Immenstadt und Simerberg zieht.

Da die Fuhren, welche solches Getreide geladen haben, nach den Bestimmungen des Artikels II, auch vom Weggelde befreit sind, so müssen sie sich bei der Eintrittsstation durch ein Zeugniß der K. K. Oesterreichischen Behörde, für welche der Transport geschieht, über die Eigenschaft ihrer Ladung als K. K. Oesterreichisches Aerarialgut ausweisen.

Der Transit des Privatgetreides aus Vorarlberg nach Tyrol ist gleichfalls auf die ebenbemerkte Hauptstraße beschränkt; für das Privatgetreide hingegen, welches aus Tyrol durch das Königl. Baierische Gebiet nach Vorarlberg verführt wird, sollen neben dieser Hauptstraße, auch in die beiden für das Privatsalz bewilligten Nebenstraßen über Obersdorf und über Stauffen geöffnet sein.

Der Transit des Getreides überhaupt ist in Ansehung auf Quantität ganz unbeschränkt; er unterliegt aber übrigens den mauthamtlichen Vorschriften und

Förmlichkeiten, gemäß welchen das Getreide nicht 1829  
in offenen Ladungen, sondern nur in plombirten Säcken  
verpackt, und ohne Abstoß oder Umladung durchge-  
führt werden darf, bei der Eintrittsstation mit einer  
Transitfreipollete versehen wird, welche an der  
Austrittsstation wieder abzugeben ist, und an beiden  
Stationen der Untersuchung, auch falls es für noth-  
wendig befunden werden sollte, der Verschnürungs-  
manipulation unterzogen werden soll.

10. Sollten Oesterreichische Unterthanen auf dem  
Baierischen Gebiete mit Salz- oder Getreidefuhren  
von dem vorgeschriebenen Straßenzuge abweichen,  
oder die übrigen Förmlichkeiten verletzen, oder über-  
haupt die Königl. Baierischen Zollgesetze übertreten,  
so haben gegen sie die in den Königl. Baierischen  
Verordnungen bestimmten Strafen mit Einschluss der  
Konfiskation statt.

Nöthigenfalls werden die Oesterreichischen Behör-  
den auf Ansuchen der Baierischen die Strafen an ih-  
nen vollziehen und sie zu den schuldigen Ersatzlei-  
stungen, in Wege der Exekution anhalten.

Wenn hingegen Königl. Baierische Unterthanen  
mit Oesterreichischen Salz- oder Getreidefuhren im  
Königl. Baierischen Gebiete von der vorgeschriebenen  
Straße abweichen, oder gegen die bestimmten Förm-  
lichkeiten gehandelt, oder eine Zollübertretung be-  
gangen, und dadurch die Konfiskation des geladenen  
Oesterreichischen Salzes oder Getreides verwirkt, mit-  
hin entweder das Oesterreichische Aerar oder ein  
Oesterreichischer Unterthan in Schaden versetzt wird,  
so werden die Königl. Baierischen Behörden ihres  
Orts ebenfalls durch geeignete Zwangsmittel den Er-  
satz dieses Schadens eintreiben.

### *Verschiedene Transitbegünstigungen betreffend.*

1. Um den Verkehr zwischen Reichenhall und  
Berchtesgaden auf der graden, eine kurze Strecke das  
K. K. Oesterreichische Gebiet durchschneidenden Straße  
über den sogenannten Halltharm zu erleichtern, wird  
die dort errichtete K. K. Oesterreichische Mauthsta-  
tion aufgehoben; und die K. K. Oesterreichische Mauth-  
linie so zurückgezogen werden, daß diese Straße  
außer derselben bleibt.

1829 Es wird daher von den auf der erwähnten Straße durch das K. K. Oesterreichische Gebiet transitirenden Gegenständen, sie mögen Aerarial- oder Privatgut sein, kein Zoll, keine Mauth, und keine ähnliche Abgabe bezahlt, auch damit keine zollamtliche Behandlung vorgenommen werden.

Eben so wenig wird daselbst ein Weggeld erhoben werden u. s. w.

2. Das Königl. Baierische Aerarialsalz kann aus Berchtesgaden durch das K. K. Oesterreichische Gebiet über den hangenden Stein und Niederalp an die Salzach, und dann auf diesem Flusse nach Baiern gebracht werden.

Die K. K. Oesterreichische Regierung wird von diesem durch ihr Gebiet ziehenden Königl. Baierischen Aerarialsalze keinen Zoll, keine Mauth, und keine dergleichen Abgaben erheben.

Die mit solchem Königl. Baierischen Aerarialsalze beladenen Fuhren, sind sowohl auf dem Wege an die Salzach, als auch, wenn sie von da leer in das Königl. Baierische Gebiet zurückkehren, von Entrichtung des Weg- und Brückengeldes oder ähnlichen Abgaben, in so fern sie von dem K. K. Oesterreichischen Aerar bezogen werden, befreit. In so weit aber besagte Fuhren, um nach ihrem Eintritte in das K. K. Oesterreichische Gebiet an die Salzach zu gelangen, Vizinalstraßen einschlagen müssen, deren Unterhaltung den dortigen Gemeinden obliegt, wird sich die Königl. Baierische Regierung mit besagten Gemeinden über eine angemessene Entschädigung für die Benutzung dieser Wege verständigen.

Zur Aufbewahrung des Salzes am Ufer der Salzach bis zur Verschiffung, ist der Königl. Baierischen Regierung die Befugniß eingeräumt, auf K. K. Oesterreichischem Gebiete ein Magazin zu errichten.

Der Transport des Königl. Baierischen Salzes aus Berchtesgaden in das Magazin an der Salzach oder dessen Verschiffung auf diesem Flusse, hat in wohlverschlossenen hölzernen Geschirren oder in plombirten Säcken von bekanntem Normalgewichte zu geschehen. Es darf nur in unvermischten Ladungen statt finden.

Von diesem Salze soll auf K. K. Oesterreichischem Gebiete nichts verkauft, oder auf eine andere



Veise veräußert, auch kein Vorrath von einem Jahre 1829 auf das andere belassen werden.

Hinsichtlich des Transits werden alle Bestimmungen des fünften Abschnitts der Konvention über den Transit des K. K. Oesterreichischen Aerarialsalzes von Tyrol nach Vorarlberg, analoge Anwendung finden.

4. Das K. K. Oesterreichische Aerarialsalz der Saline Hallein, welches auf der Salzach, dem Inn und der Donau stromabwärts verschifft wird, soll auf diesen Flüssen für immer von aller Zoll-, Mauth-, Wasserweggeld-, Bodenrecht- und jeder andern Abgabentrachtung an Königl. Baierische Kassen sowohl in der Gränze des Königl. Baierischen Gebiets, als in dem Transit durch dasselbe befreit sein.

Gleiche Befreiung von allen Abgaben an K. K. Oesterreichische Kassen soll das Aerarialsalz für immer genießen, welches die Königl. Baierische Regierung von ihren eigenen Salinen auf der Salzach und am Inn verführen läßt.

Diese Abgabefreiheit erstreckt sich auf die für die iderseitigen Salztransporte bestimmten Schiffe, wenn sie ganz unbeladen stromaufwärts getrieben werden.

5. Das K. K. Oesterreichische Salz der Saline Hallen kann durch das Königl. Baierische Gebiet über Mauthsgraben und Hirschbühl in den Bezirk der K. K. Oesterreichischen Pfliegerichte Lofer, Salsfelden, Hall am See und Mittersil verführt werden.

Von diesem K. K. Oesterreichischen Aerarialsalze wird weder Zoll noch Mauth, noch eine andere dergleichen Abgabe erhoben werden.

Der Eintritt dieses Salzes auf das Baierische Gebiet soll durch den hangenden Stein, oder durch das Thal geschehen können.

Die mit K. K. Oesterreichischem Aerarialsalze beladenen Fuhrn, entrichten bei dem Transito durch das Baierische Gebiet das allgemein herkömmliche Weggeld. Die von diesem Transport zurückkehrenden oder für ihn bestimmten Fuhrn bleiben, wenn sie ganz unbeladen sind, vom Weggelde befreit.

6. Die K. K. Oesterreichische Regierung ist beauftragt, in Ransau oder Hintersee ein Salzmagazin zu richten, um daselbst den Abstoß und die Umladung des Salzes durch das K. Baierische Gebiet transitirenden Fuhrn vornehmen zu können.

150 *Décl. conc. la conv. d'étappes entre la Prusse*

1829 7. Der Transport des K. K. Oesterreichischen Aerarialsalzes von Hallein durch das Königl. Baierische Gebiet über den Hirschbichl kann nur in wohlverschlossenen hölzernen Geschirren oder in plombirten Säcken von bekanntem Normalgewichte und nur in unvermischten Ladungen geschehen.

Von diesem Salze darf auf Königl. Baierischem Gebiete nichts verkauft, oder auf eine andere Weise veräußert, auch kein Vorrath daselbst angehäuft werden.

Für den Transit dieses Salzes gelten übrigens dieselben Bestimmungen, welche für den Transit des K. K. Oesterreichischen Aerarialsalzes aus Tyrol nach Bregenz getroffen wurden.

München, den 23sten October 1829.

*Königl. Baierische Regierung des Isarkreises.*

V. WIDDER, *Präsident.*

RÖSCH, *Sekretair.*

---

28.

1830 *Déclaration tenant lieu d'une convention d'étappes renouvelée entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, du 12 Janvier 1830.*

*(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1832. Nr. 4. p. 30.)*

Nachdem die zwischen der Königlich-Preussischen und der Großherzoglich-Sachsen-Weimar-Eisenachschen Regierung am 31sten Dezember 1816, zu Weimar abgeschlossene Militair-Durchmarsch- und Etappenkonvention, der in dem Artikel V. derselben enthaltenen Bestimmung zufolge, mit dem 1sten Januar 1827 abgelaufen ist, das Bedürfnis eines, die diesfälligen gegenseitigen Verhältnisse regelnden Uebereinkommens aber noch fort dauert; so haben die beider-

seitigen Ministerien, Kraft des ihnen von ihren resp. 1830 Gouvernements ertheilten Auftrags, nachstehende anderweite Uebereinkunft verabredet.

**ART. I. Feststellung der Linie der Königlich-Preussischen Militairstrasse, der Etappen-Haupt-Oerter und Bestimmung der Etappenbezirke.**

1. Buttstedt, welches drei Meilen von Erfurt, und drei und eine halbe Meile von Naumburg entfernt liegt, wird in der Regel und so lange, als die Wege in jener Gegend nicht verdorben sind, als der Etappen-Ort zwischen Naumburg, dem Herzogthume Sachsen, und Erfurt angenommen, und nur bei sehr übler Witterung und dadurch sehr verschlimmertem Wege wird der Truppenmarsch über Weimar dirigirt. Zu dem Etappenbezirke Buttstedt gehören: Hardisleben, Olbersleben, Guthmannshausen, Großbrembach, Krautheim, Neumark, Buttstedt, Normsdorf, Schwerstedt, Niederreissen, Mannstedt, Rudersdorf, Nirmesdorf und Oberreissen.

Da jedoch die Etappen von Erfurt bis Buttstedt und von diesem Punkte bis Naumburg, für den Marsch der Remonten zu groß sind, der Rayon von Buttstedt aber bedeutend ist und nach Vorstehendem Buttstedt in sich schließt, so ist man, um den beregten Uebelstand zu vermeiden, übereingekommen, daß von jetzt an Buttstedt und seine Umgebung mit den Remonten belegt werden soll.

2. Von Erfurt nach Coblenz trifft die Militairstrasse Eisenach als Etappen-Ort, zu deren Etappenbezirk Fischbach, Lichrodt, Stedtfeld, Förtha, Melborn, Wenigen-Lupnitz, Groß-Lupnitz, Stockhausen, Hetzelroda, Stregda, Seebach, Farnroda, Kittelsthal, Morbach, Eppichnelle, Marksehl und Burkhardtsroda gerechnet werden.

3. Vacha, drei und eine halbe Meile von Eisenach. Zu deren Etappenbezirk gehört: Ober- und Unter-Zella, Dorndorf, Frauensee, Dönnges, Keiselbach, Niederbreitsbach, Ettenhausen, Tiefenorth, Merkers, Pferdsdorf und wenn stärkere Truppenmärsche erfolgen, Berka an der Werra, Gerstungen, Dankmarshausen, Großensee, Wünschensuhl, Fernbreitenbach, Dippach, Horschlitt, Oberellen, Hurda, Unterellen, Lauchröden und Hausbreitenbach.

1830 Die Entfernung von Vacha nach Hersfeld beträgt drei Meilen, von Berka nach Hersfeld drei Meilen, dagegen von Berka nach Eisenach nur zwei und eine halbe Meile.

4. Die Militairstraßen von den Königl. Preussischen Staaten nach den Königl. Preussischen Theilen des Neustädter Kreises, welche in dem Staatsvertrage d. d. Paris, den 22sten September 1815 bestimmt sind, werden Königl. Preussischer Seits vorbehalten, und sollen auf diesen Straßen dieselben Grundsätze der Verpflegung, Vergütung der Preise und polizeilichen Einrichtungen statt finden, wie solche in gegenwärtiger Uebereinkunft bestimmt werden. Dagegen wird

5. Königlich - Preussischer Seits Erfurt als Etappen - Ort für die Großherzoglich - Sachsen - Weimarschen Truppen auf ihrer Marschroute von Weimar nach Eisenach oder Vacha, und von da wieder zurück, zugestanden, jedoch soll in Rücksicht, daß die Festung mit fremden Truppen nicht belegt werden kann, das Nachtquartier und die Verpflegung in den nächst an der Chaussee nach Gotha gelegenen Dörfern des Erfurtschen Gebiets angewiesen werden.

Die durchmarschierenden Truppen, mit Ausnahme von kleinen Detachements von 50 Mann (welche in die Barracken kommen, sobald dieselben eingerichtet sind), sind gehalten, nach jedem als zum Bezirke gehörig bezeichneten Orte zu gehen, welcher ihnen von der Etappen - Behörde angewiesen wird; es sei denn, daß dieselben Artillerie - Munitions - oder andere bedeutende Transporte mit sich führen. Diesen Transporten, nebst der zur Bewachung erforderlichen Mannschaft, müssen stets solche Ortschaften angewiesen werden, welche hart an der Militairstraße liegen. Andere Ortschaften, als die oben erwähnten, dürfen den Truppen nicht angewiesen werden, den Fall ausgenommen, wenn bedeutende Armeekorps in starken Echellons marschieren. In solchen Fällen werden sich die mit der Dislokation beauftragten Offiziere mit den Etappenbehörden über einen weiter ausgedehnten Bezirk vereinigen.

ART. II. *Instradierung der Truppen und Einrichtung der Marschrouten.*

Sämmtliche durch die Königl. Preussischen und 1830  
Großherzoglich - Sachsen - Weimarschen Lande marschierenden Truppen müssen auf einer der genannten Militärrastrassen, mit genauer Berücksichtigung der nunmehr festgestellten Etappen - Oerter, instradirt sein, indem sie sonst weder auf Quartier noch auf Verpflegung Anspruch machen können.

Sollten etwa in der Folge hin und wieder abweichende Bestimmungen nothwendig werden, so kann nur in Folge einer Vereinigung beider kontrahirenden Theile eine Aenderung darunter erfolgen.

Was die Einrichtung der Marschrouten betrifft, so können die Marschrouten für die Königl. Preussischen Truppen, welche durch die Großherzoglich - Sachsen - Weimarschen Lande marschieren, nur von dem Königlich - Preussischen Kriegs - Ministerio und den Generalkommandos in Sachsen und am Rheine mit Gültigkeit ausgestellt werden; dagegen können für die durch Erfurt marschierenden Großherzoglich - Sächsischen Truppen die Marschrouten nur von dem Großherzoglich - Sächsischen Generalkommando in Weimar oder Eisenach mit Gültigkeit ertheilt werden. Auf die von andern Behörden gegebenen Marschrouten wird weder Quartier noch Verpflegung verabfolgt.

In den von den oben erwähnten Behörden auszustellenden Marschrouten ist die Zahl der Mannschaft (Offiziere, Unteroffiziere und Soldaten) und Pferde, wie die ihnen zukommende Verpflegung und der Bedarf der Transportmittel genau zu bestimmen. Insbesondere ist darauf zu achten, daß die Behörden von den Truppenmärschen frühzeitig genug in Kenntniß gesetzt werden, und es wird in dieser Hinsicht folgendes bestimmt:

Den Detachements bis zu 50 Mann ist Tags zuvor ein Quartiermacher voranzuschicken, um bei der Etappen - Behörde das Nöthige anzumelden. Von der Ankunft größerer Detachements bis zu einem vollen Bataillon oder einer Eskadron, müssen die Etappen - Behörden wenigstens drei Tage vorher benachrichtiget werden.

Wenn ganze Bataillons, Eskadrons oder mehrere Truppen gleichzeitig marschieren, so müssen nicht allein die Etappen - Behörden wenigstens acht Tage zuvor benachrichtiget werden, sondern es sollen auch

154. *Décl. conc. la conv. d'étappes entre la Prusse*

1830 die gegenseitigen Landesbehörden (in Erfurt die Regierung, in Weimar oder Eisenach die Landesdirektion) wenigstens acht Tage zuvor benachrichtigt und requirirt werden. Außerdem soll, wenn ein Regiment, oder mehrere gleichzeitig durchmarschieren, dem Korps ein kommandirter Offizier wenigstens drei Tage zuvor vorausgehen, um wegen der Dislokation, Verpflegung der Truppen, Stellung der Transportmittel u. s. w. mit der die Direktion über die betreffende Militärstrasse führenden Behörde gemeinschaftlich die nöthigen Vorbereitungen auf sämmtlichen Etappen-Haupt-Oertern für das ganze Korps zu treffen. Dieser kommandirte Offizier muß von der Zahl und Stärke der Regimenter, von ihrem Bedarf an Verpflegung, Transportmitteln, Tag der Ankunft u. s. w. sehr genau instruiert sein.

Da der bisher ohne Ruhetag fortgesetzte Marsch der Königlich-Preussischen Truppen auf der Strasse von Erfurt nach Mainz und umgekehrt, welcher 32 Meilen beträgt, und auf der Strasse von Erfurt nach Coblenz über Braunfels, welcher 27 Meilen beträgt, die nachtheiligsten Folgen herbeigeführt hat, so hat die Großherzoglich-Sachsen-Weimarsche Regierung, nach dem Wunsche des Königlich-Preussischen Gouvernements, für diese Truppenmärsche einen Ruhetag in Vacha zwar gestattet, jedoch ist man dahin übereingekommen, daß zur Erleichterung der Großherzoglichen Lande, auch von den beiden andern fremdherrlichen Regierungen, deren Gebiet jene Truppenmärsche berühren, nämlich von der Kurfürstlich-Hessischen und der Großherzoglich-Hessischen Regierung gleichmäsig zur Erreichung jenes Zwecks in der Art mitgewirkt werde, daß für die Dauer der gegenwärtigen Uebereinkunft, eine jede derselben einen gleichen Zeitraum hindurch den Preussischen Truppen einen Rasttag auf ihrem Gebiete gestatte.

Das Königlich-Preussische Gouvernement wird sich mit der Kurfürstlich-Hessischen und der Großherzoglich-Hessischen Regierung hierüber näher vereinigen, so daß die von der Großherzoglich-Sachsen-Weimar-Eisenachschen Regierung nach dem Inhalte des gegenwärtigen Artikels übernommene Verpflichtung zur Gewährung eines Rasttags in Vacha,

sich auf die drei Jahre vom 1sten October 1831 bis 1830 zum 1sten October 1834 beschränkt.

**ART. III. *Einquartierung und Verpflegung der Truppen und die dafür zu bezahlende Vergütung.***

**A. *Verpflegung der Mannschaft.***

Einzelnen Beurlaubten und sonst nicht im Dienste befindlichen Militair-Personen wird weder Recht auf Quartier noch auf Verpflegung gegeben.

Diejenigen Truppen aber, welche zum Quartier und zur Verpflegung berechtigt sind, erhalten solche entweder bei den Einwohnern, oder in den Barracken, deren Anlage der betreffenden Regierung überlassen bleibt. Die Utensilien in den Barracken bestehen für den Unteroffizier und Gemeinen in Lagerstroh, einem Hackenbrett, Stühlen oder hinreichenden hölzernen Bänken. Jeder Unteroffizier und Soldat ist gehalten, mit der Einquartierung und Verpflegung in den Barracken zufrieden zu sein, sobald er dasjenige erhält, was er reglementsmäßig zu fordern berechtigt ist.

Die durchmarschierenden Truppen, welche der Marschroute gemäß, bei den Unterthanen einquartiert werden, erhalten auf die Anweisung der Etappen-Behörden und gegen auszustellende Quittung der Kommandierenden die Natural-Verpflegung vom Quartierwirth, indem Niemand ohne Verpflegung ferner einquartiert werden soll.

Als allgemeine Regel wird in dieser Hinsicht festgesetzt, daß der Offizier sowohl wie der Soldat mit dem Tische seines Wirths zufrieden sein muß.

Um jedoch schlechter Beköstigung von Seiten des Wirthes, wie übermäßigen Forderungen von Seiten des Soldaten vorzubeugen, wird Folgendes bestimmt:

Der Unteroffizier und Soldat und jede zum Militair gehörende Person, die nicht den Rang eines Offiziers hat, kann in jedem Nachtquartiere, sei es bei den Einwohnern oder in den Barracken, verlangen: zwei Pfund gut ausgebackenes Roggenbrod, ein halbes Pfund Fleisch und Zugemüse, so viel des Mittags und des Abends zu einer reichlichen Mahlzeit gehört; des Morgens zum Frühstück kann der Soldat weiter nichts verlangen, so wenig wie er berechtigt ist, von dem Wirth Bier, Brantwein oder gar Kaffee zu fordern; dagegen sollen die Obrigkeiten dafür sorgen, daß hinreichender Vorrath von Bier und Brantwein an

1830 jedem Orte vorhanden ist und daß der Soldat nicht übertheuert werde. Die Subaltern-Offiziere bis zum Hauptmann exclusive, erhalten, außer Quartier, Holz und Licht, das nöthige Brod, Suppe, Gemüse und ein halb Pfund Fleisch, alles vom Wirthe gehörig gekocht; auch Mittags und Abends bei jeder Mahlzeit eine Bouteille Bier, wie es in der Gegend gebrauet wird; Morgens zum Frühstück Kaffee, Butterbrod und ein achtel Quart Branntwein. Der Hauptmann kann außer der oben erwähnten Verpflegung des Mittags noch ein Gericht verlangen.

Für diese Verpflegung wird, nach vorgängiger Liquidation, von dem Königlich-Preussischen Gouvernement folgende Vergütung bezahlt, als:

für den Soldaten . . . .	vier gute Groschen in Golde;
- - Unteroffizier . . vier-	- - - -
- - Subaltern-Offizier zwölf-	- - - -
- - Hauptmann . . . sechzehn	- - - -

Staabs-Offiziere, Obersten und Generale beköstigen sich auf eigene Rechnung in den Wirthshäusern; in solchen Orten aber, wo dieses nicht thunlich sein sollte, bezahlt der Staabs-Offizier einen Reichsthaler in Gold; der Obrist und General einen Reichsthaler zwölf gute Groschen in Golde; wogegen der Quartierträger für anständige und reichliche Kost sorgen muß. Diese Vergütung wird von den betreffenden Staabs-Offizieren unmittelbar berichtet.

Weiber und Kinder sollen in der Regel weder Quartier noch Verpflegung erhalten. Sollte jedoch ausnahmsweise dieses nicht vermieden werden können, so ist diese Berechtigung auf Quartier und Verpflegung in die Marschroute besonders zu bemerken, und werden alsdann sowohl die Frauen als die Kinder gleich den Soldaten gegen die oben festgesetzte Entschädigung einquartiert und verpflegt. Dagegen können die Frauen und Kinder der Offiziere auf Quartier und Verpflegung nie Anspruch machen.

Sollten hin und wieder durchmarschierende Soldaten krank werden und nicht fähig sein, in die eigenen Hospitäler respektive zu Erfurt und zu Weimar zurückgebracht zu werden, so sollen dieselben auf Kosten ihres Gouvernements in einem Etappen-Hospitale verpflegt werden.



**B. Transport, Verpflegung und nächtliche Bewachung der Militair-Arrestaten.** 1830

Die Verpflegung der Militair-Arrestaten wird in demselben Betrage vergütet, welcher vorstehend unter III A. der gegenwärtigen Uebereinkunft für die Verpflegung der durchziehenden Militairs überhaupt festgesetzt worden ist.

Die Eskortirung wird mit vier guten Groschen auf die Meile für jeden Eskortirenden, sei dieser nun zu Fuß oder zu Pferde bezahlt.

Die Zahl der eskortirenden Mannschaft wird jedesmal von den Königlich-Preussischen Behörden, unter dem Vorbehalte, bestimmt werden, daß es den Großherzoglich-Sachsen-Weimarschen Behörden überlassen bleibe, die Eskorte in einzelnen Fällen, wenn Widersetzlichkeit zu besorgen ist, zu verstärken.

In Etappenplätzen, wo Garnison liegt, wird für die nächtliche Bewachung und Verwahrung der Arrestaten keine besondere Vergütung geleistet. Dagegen wird an denjenigen Etappen-Orten, die keine Garnison haben, und in den Fällen, wo alldort kein entbehrlicher leerer und gut verwahrter Raum mehr vorhanden, und die Bewachung in einem weniger gesicherten Lokale unvermeidlich ist, Königlich-Preussischer Seits eine Entschädigung von sechs guten Groschen für jeden Wächter bezahlt.

Auf allen Etappenplätzen ohne Ausnahme aber wird die Heizung und Beleuchtung der Verwahrungs-Orte der daselbst eintreffenden Preussischen Militair-Arrestaten, wenn jener Aufwand bloß um dieser letzteren willen geschieht, für jede Nacht in den sechs Wintermonaten mit vier guten Groschen, in den sechs Sommermonaten aber mit zwei guten Groschen vergütet.

**C. Verpflegung der Pferde.**

Die Etappen-Behörden und Ortsobrigkeiten müssen gehörig dafür sorgen, daß den Pferden stets möglichst gute reinliche Stallung angewiesen werde. Ist der Einquartierte mit der seinen Pferden eingeräumten Stallung nicht zufrieden, so hat er seine Beschwerde bei der Ortsobrigkeit anzubringen; dagegen ist es bei nachdrücklicher Strafe zu untersagen, daß die Militairpersonen, welchen Rang sie auch haben mögen,

1830 die Pferde der Quartierwirthe eigenmächtig aus dem Stalle zögen und ihre Pferde hineinbringen lassen.

Der Fouragebedarf wird in das an dem Etappen-Haupt-Orte zu errichtende verhältnißmäßige Etappenmagazin durch eingeborne Lieferanten beigeschafft und das zum Magazin erforderliche Lokal durch letztere gestellt.

Von den Quartiergebern darf aber in keinem Falle glatte oder rauhe Fourage anders als in der nachfolgend bestimmten Art verlangt werden.

Die Fouragelieferung wird für einen von dem Königlich-Preussischen Etappen-Inspektor zu bestimmenden Zeitraum in desselben oder seines Bevollmächtigten Gegenwart durch die Großherzoglichen Behörden öffentlich an den Mindestfordernden nach Weimarschem Maafse und Gewichte versteigert. Der nur erwähnte Königliche Inspektor ist berechtigt, einen zweiten Versteigerungstermin zu verlangen und abhalten zu lassen, wenn die Preise des ersten Termins ihm zu hoch scheinen, in welchem Falle auch Ausländer konkurriren können. Der letzte Termin ist aber in jedem Falle entscheidend, und darf der Lieferant die im Großherzoglich-Weimarschen Lande angekaufte Fourage, ohne Erlaubniß der Landesbehörde, nach auswärtigen Etappen nicht ausführen.

Die Bezahlung für die von den Lieferanten aus den Magazinen verabreichte Fourage wird durch die Königlichen Etappen-Inspektoren sofort nach erfolgter Liquidation der darüber vorgelegten Rechnungen und Quittungen u. s. w., an die Lieferanten ohne Abzug entrichtet.

Die Fourage wird gegen ordnungsmäßige von den Königlichen Etappen-Inspektoren zu visirende Quittungen der Empfänger aus den Magazinen nach obigem Maafse und Gewichte abgegeben. Die dabei etwa entstehenden Streitigkeiten sollen von der Etappen-Behörde sofort regulirt und entschieden werden.

Wenn die Zeit es nicht erlaubt, die Fourage aus den Etappenmagazinen beizuschaffen und die zu den Etappenbezirken gehörenden bequartierten Ortschaften unvermeidlicherweise die Fourage im Orte selbst liefern müssen; so steht es den Gemeinden jederzeit frei, solche nach Weimarschem Maafse und Gewichte selbst auszugeben und haben die Kommandirten der Detache-

ents dieselbe von den Ortsobrigkeiten zur weiteren 1830  
istribution gegen ordnungsmässige, gehörig authori-  
rte Quittungen in Empfang zu nehmen.

Im Falle die Quittungen überhaupt verweigert,  
er vor dem Abmarsche der Truppen den Ortsobrig-  
keiten gar nicht eingehändigt würden, so soll die von  
r Etappen-Behörde pflichtmässig geschehene Atte-  
ation der auf der Marschrouten geleisteten Lieferun-  
gen bei der Liquidation als gültige Quittung ange-  
nommen werden.

Die Königlich-Preussische Etappen-Behörde  
zahlt an die Großherzoglich-Sachsen-Weimarsche  
Regierung zur weitem Vertheilung an die Orts-Obrig-  
keiten für die von diesen letzteren unvermeidlich ge-  
eferte Fourage den nämlichen Preis, welchen die  
ieferanten erhalten haben würden, wenn aus den  
Magazinen fouragirt worden wäre.

Das Königlich-Preussische Gouvernement vergü-  
t die Kurkosten für die etwa krank zurückgelasse-  
nen Pferde auf die von den Großherzoglichen Behör-  
en attestirten Rechnungen.

ART. IV. *Verabreichung der Vorspanne und  
tellung der Fußboten.*

Die Transportmittel werden den durchmarschie-  
nden Truppen auf Anweisung der Etappen-Behör-  
en und gegen Quittung nur in sofern verabreicht, als  
eshalb in den förmlichen Marschrouten das Nöthige  
emerkt worden.

Nur diejenigen Militairpersonen, welche unter-  
wegs erkrankt sind, können ausserdem, und zwar ge-  
gen Quittung, und nachdem die Unfähigkeit zu mar-  
chieren durch das Attest eines approbirten Arztes  
der Wundarztes nachgewiesen worden, auf Trans-  
portmittel zur Fortschaffung in das nächste Etappen-  
ospital Anspruch machen.

Wenn bei Durchmärschen starker Armeekorps der  
edarf der Transportmittel für jede Abtheilung nicht  
estimmt angegeben worden, und deinnach diese Ord-  
nung nicht genau beobachtet werden kann, so ist der  
ommandeur der in einem Orte bequartierten Abthei-  
lung zwar befugt, auf seine eigene Verantwortung  
ransportmittel zu requiriren, dieses muß aber durch  
ne schriftliche an die Obrigkeit des Orts gerichtete  
quisition geschehen, welche für die Stellung der

1830 Führen, gegen die bei der Stellung sogleich zu ertheilende Quittung, sorgen wird.

Quartiermachende Kommandirte dürfen auf keine Weise Wagen oder Reitpferde für sich requiriren; es sei denn, daß sie sich durch eine schriftliche Order des Regiments - Kommandeurs, als dazu berechtigt, legitimiren können.

Die Transportmittel werden von einem Nachtquartiere bis zum andern, d. h. von einem Etappenbezirke bis zum nächsten gestellt, und die Art der Stellung bleibt den Landesbehörden gänzlich überlassen. Die durchmarschierenden Truppen sind gehalten, die Transportmittel bei der Ankunft im Nachtquartiere sofort zu entlassen, dagegen muß von den Behörden dafür gesorgt werden, daß es an den nöthigen frischen Transportmitteln nicht fehle, und solche zur gehörigen Zeit eintreffen. Die durchmarschierenden Truppen oder einzeln reisende Militairpersonen, welche auf einer Etappe eintreffen, werden am andern Morgen weiter geschafft. Sie können nur dann verlangen, an demselben Tage weiter transportirt zu werden, wenn deshalb Tags zuvor eine ordnungsmäßige Anzeige gemacht worden, widrigenfalls müssen sie, wenn sie gleich weiter und doppelte Etappen zurücklegen wollen, auf eigene Kosten Extrapostpferde nehmen.

Den betreffenden Offizieren wird es bei eigener Verantwortung zur besonderen Pflicht gemacht, darauf zu achten, daß die Wagen unterwegs nicht durch Personen erschwert werden, welche zum Fahren kein Recht haben, und daß die Fuhrleute keiner übeln Behandlung ausgesetzt sind.

Als Vergütung für den Vorspann wird von dem resp. Gouvernement für jede Meile und für jedes Pferd incl. des Wagens, wenn ein solcher erforderlich ist, die Summe von sechs guten Groschen Gold bezahlt.

Die Entfernung von einem Nachtquartiere in das andere wird der Entfernung des Etappen - Haupt-Ortes, nach der oben angegebenen Entfernung bis zum andern, gleich gerechnet, die Fuhrpflichtigen mögen einen weiteren oder näheren Weg zurückgelegt haben. Der Weg der Fuhrpflichtigen bis zum Auspannungsorte wird nicht mit in Anrechnung gebracht. Die Fußboten oder Wegweiser dürfen von dem Militair nicht eigenmächtig genommen, vielweniger mit Gewalt

gezwungen werden, sondern es sind solche von den 1830  
Obrigkeiten des Ortes, worin das Nachtquartier ist,  
oder wodurch der Weg gehet, schriftlich zu requiriren  
und die Requirenten haben darüber sofort zu quittiren.  
Nach vorgängiger und richtig befundener Liquidation,  
welche jedesmal dem Etappen-Inspektor vorzulegen ist,  
um die Richtigkeit der angegebenen Entfernungen zu prüfen  
und zu attestiren, soll das Botenlohn für jede Meile mit vier  
guten Groschen Gold vergütet werden, wobei jedoch der Rückweg  
nicht gerechnet wird.

Die durch die Mundverpflegung des Militärs, den  
Transport und die Bewachung der Arrestanten, die  
Fouragelieferung und Stellung der Vorspann- und  
Fußboten entstehenden Kosten werden vierteljährig  
nach den konventionsmäßigen Vergütungspreisen berechnet  
und in so weit dieselben nicht kompensirt werden können,  
von dem betreffenden Gouvernement von drei zu drei Monaten  
baar berichtigt. Die mit der Liquidation zu beauftragenden  
gegenseitigen Behörden werden sich über die Form des Rechnungswesens  
noch weiter verständigen und einigen.

**Art. V. *Aufrechthaltung der Ordnung und militairischen Polizei.***

Um die gute Ordnung auf den Etappen aufrecht zu  
erhalten, soll in Erfurt ein Königlich-Preussischer Etappen-  
Inspektor angestellt werden, dessen Bestimmung dahin geht,  
für die Aufrechthaltung der Ordnung und Richtigkeit der  
Liquidationen Sorge zu tragen und etwanigen Beschwerden so  
viel wie möglich abzuhelfen. Er hat aber keine Autorität  
über die Großherzoglich-Sächsischen Unterthanen. Dem  
Etappen-Inspektor wird die Portofreiheit bei Dienstsiegel und  
Kontrasignatur der Militairbriefe zugestanden. Sollten  
hin und wieder Differenzen zwischen den Bequartierten  
und den Soldaten entstehen, so werden dieselben von der  
betreffenden Etappen-Behörde und den kommandirenden  
Offizieren, wie auch von dem erwähnten Etappen-Inspektor  
gemeinschaftlich beseitigt. Die Etappen-Behörde ist  
berechtigt, jeden Unteroffizier oder Soldaten, welcher sich  
thätliche Misshandlungen seines Wirthes oder eines andern Unter-

1830 thanen erlaubt, zu arretiren und an den Kommandirenden zur weiteren Untersuchung und Bestrafung abzuliefern.

Den gegenseitigen Etappen - Behörden wird es noch zur besondern Pflicht gemacht, darauf zu achten, daß die Wege stets in gutem Stande erhalten werden, und überhaupt haben dieselben ihre stete Sorgsamkeit darauf zu richten, daß es den durchmarschierenden Truppen an nichts fehle, was dieselben mit Recht und Billigkeit verlangen können, über welchen Gegenstand der Etappen - Inspektor gleichfalls zu wachen hat, und bei den Landesbehörden Beschwerde führen kann.

Die kommandirenden Offiziere sowohl, als die Etappen - Behörden, sind angewiesen, stets mit Eifer und Ernst dahin zu trachten, daß zwischen den Bequartierten und den Soldaten ein guter Geist der Eintracht erhalten werde, und daß die Einwohner in Beziehung auf ihre deutschen Brüder willig diejenigen Lasten tragen, welche der Natur der Sache nach nicht ganz gehoben, aber durch ein billiges Benehmen von beiden Seiten sehr gemildert werden können.

Die Königlich - Preussischen Truppen, welche auf eine der genannten Militairstraßen, und die Großherzoglich - Sächsischen Truppen, welche in Erfurt instradirt werden, sollen jedesmal von dem Inhalte dieser Konvention, so weit es nöthig ist, vollständig unterrichtet werden, so wie die erforderlichen Auszüge aus derselben auf allen Etappen zur Nachricht bekannt gemacht und affigirt werden sollen.

Die vorstehende Uebereinkunft wird als mit dem 1sten October 1828 in Kraft getreten angesehen und ist bis zum 1sten October 1837 mit dem Vorbehalte jedoch abgeschlossen, daß für den Fall eines in dieser Periode eintretenden Krieges, den Umständen nach, die etwa nothwendigen abändernden Bestimmungen durch eine besondere Uebereinkunft festgesetzt werden sollen.

Gegenwärtige Uebereinkunft soll, nachdem sie gegen eine gleichlautende, von dem Großherzoglich - Sachsen - Weimar - Eisenachischen Ministerium vollzogene Ausfertigung ausgewechselt worden sein wird,

*et le grand-duché de Saxe-Weimar.* 163

durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten. 1830

Geschehen Berlin, den 12ten Januar 1830.

*Königlich-Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

*Graf v. BERNSTORFF.*

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende Erklärung des Großherzoglich-Sachsen-Weimarschen Staatsministerii ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntniß gebracht.

Berlin, den 10ten Januar 1832.

*Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

*EICHORN.*

---

## 29.

*Convention entre le grand-duché de Bade et celui de Hesse concernant les délits forestiers dans les forêts limitrophes, publiée à Carlsruhe le 10 Juillet 1830.*

*(Großherzoglich - Badisches Staats- und Regierungs-Blatt den 25sten August 1830.)*

Um sich gegenseitig mehrere Sicherheit zu gewähren, daß die auf dem eigenen Staatsgebiet betretenen, dem andern Staate angehörigen und vertragsmäßig an denselben zur Bestrafung auszuliefernden Forstfrevler auch wirklich jedesmal die gesetzliche Strafe erleiden, ist mit der Großherzoglich-Hessischen Regierung als ergänzende Bestimmung zu dem Art. III. der früher abgeschlossenen und durch das Regierungsblatt Nr. IV. vom Jahr 1822. bekannt gemachten Uebereinkunft noch weiterhin nachträglich verabredet worden:

1830 „dafs zur gleichbaldigen Konstatirung der von beiderseitigen Unterthanen in dem Gebiet des andern Staats begangenen Forstfrevel, dieselben jedesmal vorher der Polizeibehörde, in deren Bezirk der Frevel verübt wurde, vorzuführen seien, welche sie sodann nebst dem hierwegen aufzunehmenden Informativprotokoll und einer jedesmal von der betreffenden Forstbehörde sogleich vorzunehmenden Schadensabschätzung, ihrer Heimathsbehörde zur gesetzlichen Bestrafung abzuliefern haben.“

Diese Bestimmung wird hiermit öffentlich bekannt gemacht, und haben sich die betreffenden Großherzogl. Behörden darnach in vorkommenden Fällen zu achten.

Carlsruhe, den 10ten Juli 1830.

*Ministerium des Großherzoglichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten.*

B. V. d. M.

JOLLY.

Vdt. v. BERCKHEIM.

### 30.

*Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les tribus confédérées des Sacs et des Renards; des bandes des Sioux de Medawahkanton, de Wahpacoota, de Wahpeton et de Sissetong; les Omahas, les Ioways, les Ottoes et les Missourias, conclu à Prairie du Chien le 15 Juillet 1830 et ratifié par le président des Etats-Unis le 24 Février*

1831.

*(Acts passed at the second session of the twenty-first congress of the United States. Appendix p. 140).*

Articles of a treaty made and concluded by William Clark Superintendent of Indian Affairs and Wil-



loughby Morgan, Col. of the United States 1st Regt. 1830 Infantry, Commissioners on behalf of the United States on the one part, and the undersigned Deputations of the Confederated Tribes of the Sacs and Foxes; the Medawah-Kanton, Wabpacoota, Wahpeton and Sissetong Bands or Tribes of Sioux; the Omahas, Ioways, Ottoes and Missourias on the other part.

The said Tribes being anxious to remove all causes which may hereafter create any unfriendly feeling between them, and being also anxious to provide other sources for supplying their wants besides those of hunting, which they are sensible must soon entirely fail them; agree with the United States on the following Articles.

ART. I. The said Tribes cede and relinquish to the United States forever all their right and title to the lands lying within the following boundaries, to wit: Beginning at the upper fork of the Desmoine River, and passing the sources of the Little Sioux, and Floyds Rivers, to the fork of the first creek which falls into the Big Sioux or Calumet on the east side; thence, down said creek, and Calumet River to the Missouri River; thence down said Missouri River to the Missouri State line, above the Kansas; thence along said line to the northwest corner of the said State, thence to the high lands between the waters falling into the Missouri and Desmoines, passing to said high lands along the dividing ridge between the forks of the Grand River; thence along said high lands or ridge separating the waters of the Missouri from those of the Desmoine, to a point opposite the source of Boyer River, and thence in a direct line to the upper fork of the Desmoine, the place of beginning. But it is understood that the lands ceded and relinquished by this Treaty, are to be assigned and allotted under the direction of the President of the United States, to the Tribes now living thereon, or to such other Tribes as the President may locate thereon for hunting, and other purposes.

ART. II. The confederated Tribes of the Sacs and Foxes, cede and relinquish to the United States forever, a tract of Country twenty miles in width, from the Mississippi to the Desmoine; situate south,

1830 and adjoining the line between the said confederated Tribes of Sacs and Foxes, and the Sioux; as established by the second article of the Treaty of Prairie du Chien of the nineteenth of August one thousand eight hundred and twenty-five.

ART. III. The Medawah-Kanton, Wah-pa-coota, Wahpeton and Sisseton Bands of the Sioux cede and relinquish to the United States forever, a Tract of Country twenty miles in width, from the Mississippi to the Demoine River, situate north, and adjoining the line mentioned in the preceding article.

ART. IV. In consideration of the cessions and relinquishments made in the first, second, and third articles of this Treaty, the United States agree to pay to the Sacs, three thousand dollars, — and to the Foxes three thousand dollars; To the Sioux of the Mississippi two thousand dollars; — To the Yanckton and Santie Bands of Sioux three thousand dollars; — To the Omahas, two thousand five hundred dollars; — To the Ioways two thousand five hundred dollars; — To the Ottoes and Missourias two thousand five hundred dollars, and to the Sacs of the Missouri River five hundred dollars; to be paid annually for ten successive years at such place, or places on the Mississippi or Missouri, as may be most convenient to said Tribes, either in money, merchandize, or domestic animals, at their option; and when said annuities or any portion of them shall be paid in merchandize, the same is to be delivered to them at the first cost of the goods at St. Louis free of transportation. And the United States further agree to make to the said Tribes and Bands, the following allowances for the period of ten years, and as long thereafter as the President of the United States may think necessary and proper, in addition to the sums herein before stipulated to be paid them; that is to say; To the Bands of the Sioux mentioned in the third article, one Blacksmith at the expense of the United States, and the necessary tools; also instruments for agricultural purposes, and iron and steel to the amount of seven hundred dollars; — To the Yanckton and Santie Bands of Sioux, one Blacksmith at the expense of the United States, and the necessary tools, also in-

struments for agricultural purposes to the amount of 1830 four hundred dollars; To the Omahas one Blacksmith at the expense of the United States, and the necessary tools, also instruments for agricultural purposes to the amount of five hundred dollars; — To the Ioways an assistant Blacksmith at the expense of the United States, also instruments for agricultural purposes to the amount of six hundred dollars; To the Ottoes and Missourias one Blacksmith at the expense of the United States, and the necessary tools, also instruments for agricultural purposes to the amount of five hundred dollars; and to the Sacs of the Missouri River, one Blacksmith at the expense of the United States and the necessary tools; also instruments for agricultural purposes to the amount of two hundred dollars.

ART. V. And the United States further agree to set apart three thousand dollars annually for ten successive years, to be applied in the discretion of the President of the United States, to the education of the children of the said Tribes and Bands, parties hereto.

ART. VI. The Yanckton and Santie Bands of the Sioux not being fully represented, it is agreed, that if they shall sign this Treaty, they shall be considered as parties thereto, and bound by all its stipulations.

ART. VII. It is agreed between the parties hereto, that the lines shall be run, and marked as soon as the President of the United States may deem it expedient.

ART. VIII. The United States agree to distribute between the several Tribes, parties hereto, five thousand, one hundred and thirty-two dollars worth of merchandize, the receipt whereof, the said Tribes hereby acknowledge; which, together with the amounts agreed to be paid, and the allowances in the fourth and fifth articles of this Treaty, shall be considered as a full compensation for the cession and relinquishments herein made.

ART. IX. The Sioux Bands in Council having earnestly solicited that they might have permission to bestow upon the half breeds of their Nation, the

1830 tract of land within the following limits, to wit: Beginning at a place called the barn, below and near the village of the Red Wing Chief, and running back fifteen miles; thence in a parallel line with Lake Pepin and the Mississippi, about thirty-two miles to a point opposite Beef or O-Boeuf River; thence fifteen miles to the Grand Encampment opposite the River aforesaid; The United States agree to suffer said half Breeds to occupy said tract of country; they holding by the same title, and in the same manner that other Indian Titles are held.

ART. X. The Omahas, Ioways and Ottoes, for themselves, and in behalf of the Yanckton and Santie Bands of Sioux, having earnestly requested that they might be permitted to make some provision for their half-breeds, and particularly that they might bestow upon them the tract of country within the following limits, to wit: Beginning at the mouth of the Little Ne-mohaw River, and running up the main channel of said River to a point which will be ten miles from its mouth in a direct line; from thence in a direct line, to strike the Grand Ne-mohaw ten miles above its mouth, in a direct line (the distance between the two Ne-mohaws being about twenty miles). — thence down said River to its mouth; thence up, and with the Meanders of the Missouri River to the point of beginning, it is agreed that the half-breeds of said Tribes and Bands may be suffered to occupy said tract of land; holding it in the same manner, and by the same title that other Indian titles are held: but the President of the United States may hereafter assign to any of the said half-breeds, to be held by him or them in fee simple, any portion of said tract not exceeding a section, of six hundred and forty acres to each individual. And this provision shall extend to the cession made by the Sioux in the preceding Article.

ART. XI. The reservation of land mentioned in the preceding Article having belonged to the Ottoes, and having been exclusively ceded by them; it is agreed that the Omahas, the Ioways and the Yanckton and Santie Bands of Sioux shall pay out of their annuities to the said Ottoo Tribe, for the period of ten

years, Three hundred Dollars annually; of which 1830 sum the Omahas shall pay one hundred Dollars, the Ioways one hundred Dollars, and the Yanckton and Santie Bands one hundred dollars.

ART. XII. It is agreed that nothing contained in the foregoing Articles shall be so construed as to affect any claim, or right in common, which has heretofore been held by any Tribes, parties to this Treaty, to any lands not embraced in the cession herein made: but that the same shall be occupied and held by them as heretofore.

ART. XIII. This Treaty, or any part thereof, shall take effect, and be obligatory upon the Contracting parties, so soon as the same shall be ratified by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof.

Done and Signed and Sealed at Prairie du Chien in the Territory of Michigan, this fifteenth day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty, and of the Independence of the United States, the fifty-fifth.

WM. CLARK, *Su. In. Affairs*, et }  
WILLOUGHBY MORGAN, } *Com'rs.*  
Col. 1st Inf. U. S. A.

---

### 31.

*Teneur essentielle de la convention  
conclue entre la France et la régence  
de Tunis et ratifiée par le Bey le  
11 Août 1830.*

(*Oesterreichischer Beobachter* 1830. 7ten September.  
*Neueste Staatsakten* Bd. 20. p. 85.)

1. **V**erzichtung auf das Kaperrecht in Betreff der Handelsschiffe der Nationen mit denen der Bey sich im Kriege befindet, falls diese Nationen gleichfalls auf die Ausübung jenes Rechtes verzichten.

1830 2. Abschaffung der Christensklaverei und alsbaldige Freilassung derer, die sich im ganzen Umfang der Regentschaft als Sklaven befinden sollten.

3. Leidet ein Schiff an den Küsten der Regentschaft Schiffbruch und wird dabei die Ladung geplündert, so bezahlt der Bey den Werth der Ladung. Wird ein Mensch getödtet, so bezahlt er gleichfalls jenen Werth. Wird der Mord von mehreren konstatiert, so wird die Strafe verdoppelt, die Summe in die Hände des Konsuls der Nation gestellt, zu der das Schiff gehört und unter die Familien der Ermordeten vertheilt.

4. Abschaffung jeder Art von Tributen, Donationen, Konsulargeschenken bei der Einsetzung der Konsuln, wels Namens und Titels es sein möchte.

5. Volle und gänzliche Handelsfreiheit, d. h. Verzichtung des Beys auf den Einkauf der Lebensmittel und Befugnisertheilung an die Europäischen Handelsleute, mit den Einwohnern, gegen Entrichtung der festzusetzenden Abgaben, in unmittelbaren Verkehr für den Kauf und Verkauf zu treten.

6. Unverweilte Bekanntmachung des gegenwärtigen Vertrags in der Stadt Tunis und innerhalb eines Monats im ganzen Umfang der Regentschaft.

7. Das Recht auf die Korallenfischerei in der ganzen Küstenausdehnung der Regentschaft und Zurrückerstattung der alten Französischen Domainen in Tabacco.

8. Frankreich nimmt in seinen Handelsverhältnissen zur Regentschaft keinen besonderen Vortheil in Anspruch, behält sich aber das Recht vor, alle die zu genießen, welche andere Mächte bereits besitzen oder noch künftig erwerben werden.

## 32.

*Proclamation du président des Etats- 1830  
 Unis de l'Amérique septentrionale  
 concernant la suspension réciproque  
 des droits et impôts sur les vaisseaux  
 et sur les marchandises entre les  
 Etats-Unis et le grand-duché d'Ol-  
 denbourg du 18 Septembre 1830.*

**W**hereas, by an act of the Congress of the United States, of the 24th of May, one thousand eight hundred and twenty-eight, entitled „An Act in addition to an Act, entitled ‘An Act concerning discriminating Duties of Tonnage and Impost,’ and to equalize the Duties on Prussian vessels and their cargoes,” it is provided that, upon satisfactory evidence being given to the President of the United States, by the Government of any foreign Nation, that no discriminating duties of tonnage or impost are imposed or levied in the ports of the said Nation, upon vessels wholly belonging to citizens of the United States, or upon the produce, manufactures, or merchandize, imported in the same from the United States, or from any foreign country, the President is thereby authorized to issue his proclamation, declaring that the foreign discriminating duties of tonnage and impost, within the United States, are, and shall be, suspended and discontinued, so far as respects the vessels of the said foreign Nation, and the produce, manufactures, or merchandize, imported into the United States in the same, from the said foreign Nation, or from any other foreign country; the said suspension to take effect from the time of such notification being given to the President of the United States, and to continue so long as the reciprocal exemption of vessels belonging to citizens of the United States, and their cargoes, as aforesaid, shall be continued, and no longer:

1830 'And whereas satisfactory evidence has lately been received by me from His Royal Highness the Grand Duke of Oldenburg, through an official communication of F. A. Mensch, his Consul in the United States, under date of the 15th September 1830, that no discriminating duties of tonnage or impost are imposed or levied in the ports of the Grand Dukedom of Oldenburg, upon vessels wholly belonging to citizens of the United States, or upon the produce, manufactures, or merchandize, imported in the same from the United States, or from any other country:

Now, therefore, I, Andrew Jackson, President of the United States of America, do hereby declare and proclaim, that so much of the several Acts imposing discriminating duties of tonnage and impost within the United States, are, and shall be, suspended and discontinued, so far as respects the vessels of the Grand Dukedom of Oldenburg and the produce, manufactures, and merchandize, imported into the United States in the same, from the Grand Dukedom of Oldenburg, and from any other foreign country whatever; the said suspension to take effect from the day above mentioned, and to continue thenceforward so long as the reciprocal exemption of the vessels of the United States, and the produce, manufactures, and merchandize, imported into the Grand Dukedom of Oldenburg in the same, as aforesaid, shall be continued on the part of the Government of His Royal Highness the Grand Duke of Oldenburg.

Given under my hand, at the City of Washington, the eighteenth day of September, in the year of our Lord one thousand eight hundred and thirty, and the fifty-fifth of the Independence of the United States.

ANDREW JACKSON.

By the President:

M. VAN BUREN, *Secret. of State.*



## 33.

*Traité entre les Etats - Unis et les 1830  
Choctaws conclu à Dancing Rabbit  
Creek, le 27 Septembre 1830 avec  
plusieurs articles supplémentaires  
signés le 28 Septembre — et ratifiés  
par le président des Etats - Unis le  
24 Février 1831.*

(Acts passed at the second session of the twenty-first congress of the United - States. Appendix p. 126.)

**A** Treaty of perpetual friendship, cession and limits entered into by John H. Eaton and John Coffee for and in behalf of the Government of the United States and the Mingoes Chiefs Captains and Warriors of the Choctaw Nation begun and held at Dancing Rabbit Creek on the fifteenth of September in the year eighteen hundred and thirty.

Whereas the General Assembly of the State of Mississippi has extended the laws of said State to persons and property within the chartered limits of the same and the President of the United States has said that he cannot protect the Choctaw people, from the operation of these laws; Now therefore that the Choctaw may live under their own laws in peace with the United States and the State of Mississippi they have determined to sell their lands east of the Mississippi and have accordingly agreed to the following articles of treaty:

**ART. I.** Perpetual peace and friendship is pledged and agreed upon by and between the United States and the Mingoes, Chiefs, and Warriors of the Choctaw Nation of Red People; and that this may be considered the Treaty existing between the parties all other Treaties heretofore existing and incon-

1830 sistent with the provisions of this are hereby declared null and void.

ART. II. The United States under a grant specially to be made by the President of the U. S. shall cause to be conveyed to the Choctaw Nation a tract of country west of the Mississippi River, in fee simple to them and their descendants, to inure to them while they shall exist as a nation and live on it, beginning near Fort Smith where the Arkansas boundary crosses the Arkansas River, running thence to the source of the Canadian fork; if in the limits of the United States, or to those limits; thence due south to Red River, and down Red River to the west boundary of the Territory of Arkansas; thence north along that line to the beginning. The boundary of the same to be agreeably to the Treaty made and concluded at Washington City in the year 1825. The grant to be executed so soon as the present Treaty shall be ratified.

ART. III. In consideration of the provisions contained in the several articles of this Treaty, the Choctaw nation of Indians consent and hereby cede to the United States, the entire country they own and possess, east of the Mississippi River; and they agree to remove beyond the Mississippi River, early as practicable, and will so arrange their removal, that as many as possible of their people not exceeding one half of the whole number, shall depart during the falls of 1831 and 1832; the residue to follow during the succeeding fall of 1833; a better opportunity in this manner will be afforded, the Government, to extend to them the facilities and comforts which it is desirable should be extended in conveying them to their new homes.

ART. IV. The Government and people of the United States are hereby obliged to secure to the said Choctaw Nation of Red People the jurisdiction and government, of all the persons and property that may be within their limits west, so that no Territory or State shall ever have a right to pass laws for the government of the Choctaw Nation of Red People and their descendants; and that no part of the land granted them shall ever be embraced in

any Territory or State; but the U. S. shall forever 1830  
secure said Choctaw Nation from, and against, all  
laws except such as from time to time may be  
enacted in their own National Councils, not incon-  
sistent with the Constitution, Treaties, and Laws of  
the United States; and except such as may, and which  
have been enacted by Congress, to the extent that  
Congress under the Constitution are required to  
exercise a legislation over Indian Affairs. But the  
Choctaws, should this Treaty be ratified, express a  
wish that Congress may grant, to the Choctaws the  
right of punishing by their own laws, any white  
man who shall come into their nation, and infringe  
any of their national regulations.

ART. V. The United States are obliged to pro-  
tect the Choctaws from domestic strife and from  
foreign enemies on the same principles that the citi-  
zens of the United States are protected, so that what-  
ever would be a legal demand upon the U. S. for  
defence or for wrongs committed by an enemy, on  
a citizen of the U. S. shall be equally binding in  
favor of the Choctaws, and in all cases where the  
Choctaws shall be called upon be a legally autho-  
rized officer of the U. S. to fight an enemy, such  
Choctaw shall receive the pay and other emoluments,  
which citizens of the U. S. receive in such cases,  
provided, no war shall be undertaken or prosecuted  
by said Choctaw Nation but by declaration made in  
full Council, and to be approved by the U. S. un-  
less it be in self defense against an open rebellion  
or against an enemy marching into their country,  
in which cases they shall defend, until the U. S.  
are advised thereof.

ART. VI. Should a Choctaw or any party of  
Choctaws commit acts of violence upon the person  
or property of a citizen of the U. S. or join any  
war party against any neighbouring tribe of Indians,  
without the authority in the preceding article; and  
except to oppose an actual or threatened invasion  
or rebellion, such person so offending shall be de-  
livered up to an officer of the U. S. if in the power  
of the Choctaw Nation, that such offender may be  
punished as may be provided in such cases, by the

1830 laws of the U. S.; but if such offender is not within the control of the Choctaw Nation, then said Choctaw Nation shall not be held responsible for the injury done by said offender.

ART. VII. All acts of violence committed upon persons and property of the people of the Choctaw Nation either by citizens of the U. S. or neighbouring Tribes of Red People, shall be referred to some authorized Agent by him to be referred to the President of the U. S. who shall examine into such cases and see that every possible degree of justice is done to said Indian party of the Choctaw Nation.

ART. VIII. Offenders against the laws of the U. S. or any individual State shall be apprehended and delivered to any duty authorized person where such offender may be found in the Choctaw country, having fled from any part of U. S. but in all such cases application must be made to the Agent or Chiefs and the expense of his apprehension and delivery provided for and paid by the U. States.

ART. IX. Any citizen of the U. S. who may be ordered from the Nation by the Agent and constituted authorities of the Nation and refusing to obey or return into the Nation without the consent of the aforesaid persons, shall be subject to such pains and penalties as may be provided by the laws of the U. S. in such cases. Citizens of the U. S. travelling peaceably under the authority of the laws of the U. S. shall be under the care and protection of the nation.

ART. X. No person shall expose goods or other article for sale as a trader, without a written permit from the Constituted authorities of the Nation, or authority of the laws of the Congress of the U. S. under penalty of forfeiting the Articles, and the constituted authorities of the Nation shall grant no license except to such persons as reside in the Nation and are answerable to the laws of the Nation. The U. S. shall be particularly obliged to assist to prevent ardent spirits from being introduced into the Nation.

ART. XI. Navigable streams shall be free to the Choctaws who shall pay no higher toll or duty

than citizens of the U. S. It is agreed further that 1830  
the U. S. shall establish one or more Post Offices in  
said Nation, and may establish such military post  
roads, and posts, as they may consider necessary.

ART. XII. All intruders shall be removed from  
the Choctaw Nation and kept without it. Private  
property to be always respected and on no occasion  
taken for public purposes without just compensation  
being made therefore to the rightful owner. If an  
Indian unlawfully take or steal any property from a  
white man a citizen of the U. S., the offender shall  
be punished. And if a white man unlawfully take  
or steal any thing from an Indian, the property shall  
be restored and the offender punished. It is further  
agreed that when a Choctaw shall be given up to be  
tried for any offence against the laws of the U. S. if  
unable to employ counsel to defend him, the U. S.  
will do it, that his trial may be fair and impartial.

ART. XIII. It is consented that a qualified Agent  
shall be appointed for the Choctaws every four years,  
unless sooner removed by the President; and he shall  
be removed on petition of the constituted authorities  
of the Nation, the President being satisfied there is  
sufficient cause shown. The Agent shall fix his re-  
sidence convenient to the great body of the people;  
and in the selection of an Agent immediately after  
the ratification of this Treaty, the wishes of the Choctaw  
Nation on the subject shall be entitled to great  
respect.

ART. XIV. Each Choctaw head of a family be-  
ing desirous to remain and become a citizen of the  
States, shall be permitted to do so, by signifying his  
intention to the Agent within six months from the  
ratification of this Treaty, and he or she shall there-  
upon be entitled to a reservation of one section of  
six hundred and forty acres of land, to be bounded  
by sectional lines of survey; in like manner shall be  
entitled to one half that quantity for each unmarried  
child which is living with him over ten years of  
age; and a quarter section to such child as may be  
under 10 years of age, to adjoin the location of the  
parent. If they reside upon said lands intending to  
become citizens of the States for five years after the

1830 ratification of this Treaty in that case a grant in fee simple shall issue; said reservation shall include the present improvement, of the head of the family, or a portion of it. Persons who claim under this article shall not lose the privilege of a Choctaw citizen, but if they ever remove are not to be entitled to any portion of the Choctaw annuity.

ART. XV. To each of the Chiefs in the Choctaw Nation (to wit) Greenwood Lallore, Nutackachie, and Mushulatubbe there is granted a reservation of four sections of land, two of which shall include and adjoin their present improvement, and the other two located where they please but on unoccupied unimproved lands, such sections shall be bounded by sectional lines, and with the consent of the President they may sell the same. Also to the three principal Chiefs and to their successors in office there shall be paid two hundred and fifty dollars annually while they shall continue in their respective offices, except to Mushulatubbe who as he has an annuity of one hundred and fifty dollars for life under a former treaty, shall receive only the additional sum of one hundred dollars, while he shall continue in office as Chief, and if in addition to this the Nation shall think proper to elect an additional principal Chief of the whole to superintend and govern upon republican principles, he shall receive annually for his services five hundred dollars, which allowance to the Chiefs and their successors in office shall continue for twenty years. At any time when in military service, and while in service by authority of the U. S. the district Chiefs under and by selection of the President shall be entitled to the pay of Majors; the other Chief under the same circumstances shall have the pay of a Lieutenant Colonel. The Speakers of the three districts, shall receive twenty-five dollars a year for four years each; and the three secretaries one to each of the Chiefs, fifty dollars each for four years. Each Captain of the Nation, the number not to exceed ninety-nine, thirty-three from each district shall be furnished upon removing to the West, with each a good suit of clothes and a broad sword as an outfit, and for four years commencing with the first of their removal, shall each receive fifty dollars a year, for the trouble

of keeping their people at order in settling; and whenever they shall be in military service by authority of the U. S. shall receive the pay of a captain. 1830

ART. XVI. In waggons; and with steam boats as may be found necessary — the U. S. agree to remove the Indians to their new homes at their expense and under the care of discreet and careful persons, who will be kind and brotherly to them. They agree to furnish them with ample corn and beef, or pork for themselves and families for twelve months after reaching their new homes.

It is agreed further that the U. S. will take all their cattle, at the valuation of some discreet person to be appointed by the President, and the same shall be paid for in money after their arrival at their new homes; or other cattle such as may be desired shall be furnished them, notice being given through their Agent of their wishes upon this subject before their removal that time to supply the demand may be afforded.

ART. XVII. The several annuities and sums secured under former Treaties to the Choctaw nation and people shall continue as though this Treaty had never been made.

And it is further agreed that the U. S. in addition will pay the sum of twenty thousand dollars for twenty years, commencing after their removal to the west, of which, in the first year after their removal, ten thousand dollars shall be divided and arranged to such as may not receive reservations under this Treaty.

ART. XVIII. The U. S. shall cause the lands hereby ceded to be surveyed; and surveyors may enter the Choctaw Country for that purpose, conducting themselves properly and disturbing or interrupting none of the Choctaw people. But no person is to be permitted to settle within the nation, or the lands to be sold before the Choctaws shall remove. And for the payment of the several amounts secured in this Treaty, the lands hereby ceded are to remain a fund pledged to that purpose, until the debt shall be provided for and arranged. And further it is agreed, that in the construction of this Treaty wherever well

1830 founded doubt shall arise, it shall be construed most favourably towards the Choctaws.

ART. XIX. The following reservations of land are hereby admitted. To Colonel David Fulson four sections of which two shall include his present improvement, and two may be located elsewhere, on unoccupied, unimproved land.

To I. Garland, Colonel Robert Cole, Tuppanahomer, John Pytchlynn, Charles Juzan, Johokebetubbe, Eaychahobia, Ofehoma, two sections, each to include their improvements, and to be bounded by sectional lines, and the same may be disposed of and sold with the consent of the President. And that others not provided for, may be provided for, there shall be reserved as follows:

First. One section to each head of a family not exceeding Forty in number who during the present year, may have had in actual cultivation, with a dwelling house thereon fifty acres or more. Secondly, three quarter sections after the manner aforesaid to each head of a family not exceeding four hundred and sixty, as shall have cultivated thirty acres and less than fifty, to be bounded by quarter section lines of survey, and to be contiguous and adjoining.

Third; One half section as aforesaid to those who shall have cultivated from twenty to thirty acres, the number not to exceed four hundred. Fourth; a quarter section as aforesaid to such as shall have cultivated from twelve to twenty acres, the number not to exceed three hundred and fifty, and one half that quantity to such as shall have cultivated from two to twelve acres, the number also not to exceed three hundred and fifty persons. Each of said class of cases shall be subject to the limitations contained in the first class, and shall be so located as to include that part of the improvement which contains the dwelling house. If a greater number shall be found to be entitled to reservations under the several classes of this article, than is stipulated for under the limitation prescribed, then and in that case the Chiefs separately or together shall determine the persons who shall be excluded in the respective districts.

Fifth; Any Captain the number not exceeding ninety persons, who under the provisions of this



article shall receive less than a section, he shall be entitled to an additional quantity of half a section adjoining to his other reservation. The several reservations secured under this article, may be sold with the consent of the President of the U. S., but should any prefer it, or omit to take a reservation for the quantity, he may be entitled to the U. S. will on his removing pay fifty cents an acre, after reaching their new homes, provided that before the first of January next they shall adduce to the Agent, or some other authorized person to be appointed, proof of his claim and the quantity of it. Sixth; likewise children of the Choctaw Nation residing in the Nation, who have neither father nor mother a list of which, with satisfactory proof of Parentage and orphanage being filed with Agent in six months to be forwarded to the War Department, shall be entitled to a quarter section of Land, to be located under the direction of the President, and with his consent the same may be sold and the proceeds applied to some beneficial purpose for the benefit of said orphans.

ART. XX. The U. S. agree and stipulate as follows, that for the benefit and advantage of the Choctaw people, and to improve their condition, there shall be educated under the direction of the President and at the expense of the U. S. forty Choctaw youths for twenty years. This number shall be kept at school, and as they finish their education, others to supply their places, shall be received for the period stated. The U. S. agree also to erect a Council House for the Nation at some convenient central point, after their people, shall be settled; and a House for each Chief, also a Church for each of the three Districts, to be used also as school houses, until the Nation may conclude to build others; and for these purposes ten thousand dollars shall be appropriated; also fifty thousand dollars (viz.) twenty-five hundred dollars annually shall be given for the support of three teachers of schools for twenty years. Likewise there shall be furnished to the Nation, three Blacksmiths one for each District for sixteen years, and a qualified Mill Wright for five years; Also there shall be furnished the following articles, twenty one hundred blankets, to each warrior who emigrates a rifle, moulds, wi-

1830 pers and ammunition. One thousand axes, ploughs, hoes, wheels and cards each; and four hundred looms. There shall also be furnished one ton of iron and two hundred weight of steel annually to each District for sixteen years.

ART. XXI. A few Choctaw Warriors yet survive who marched and fought in the army with General Wayne the whole number stated not to exceed twenty.

These it is agreed shall hereafter while they live receive twenty-five dollars a year; a list of them to be early as practicable, and within six months made out, and presented to the Agent to be forwarded to the War Department.

ART. XXII. The Chiefs of the Choctaws have suggested that their people are in a state of rapid advancement in education and refinement, and have expressed a solicitude that they might have the privilege of a Delegate on the floor of the House of Representatives extended to them. The Commissioners do not feel, that they can under a treaty stipulation accede to the request, but at their desire, present it in the Treaty, that Congress may consider of and decide the application.

Done and signed and executed by the Commissioners of the United States and the Chiefs Captains and Head Men of the Choctaw Nation at Dancing Rabbit Creek this 27th day of September, eighteen hundred and thirty.

JNO. H. EATON.

JNO. COFFEE.

Various Choctaw persons have been presented by the Chiefs of the Nation with a desire that they might be provided for, Being particularly deserving, an earnestness has been manifested that provision might be made for them. It is therefore by the undersigned commissioners here assented to with the understanding that they are to have no interest in the reservations which are directed and provided for under the general Treaty to which this is a supplement.

As evidence of the liberal and kind feelings of the President and Government of the United States

the Commissioners agree to the request as follows, 1830 (to wit) Pierre Juzan, Peter Pitchlynn, G. W. Harkins, Jack Pitchlynn, Israel Fulsom, Louis Lafflore, Benjamin James, Joel H. Nail, Hopoynjahubbee, Onorkubbee, Benjamin Lafflore, Michael Lafflore and Allén Yates and wife shall be entitled to a reservation of two sections of land each to include their improvement where they at present reside, with the exception of the three first named persons and Benjamin Lafflore who are authorized to locate one of their sections on any other unimproved and unoccupied land, within their respective districts.

ART. II. And to each of the following persons there is allowed a reservation of a section and a half of land, (to wit) James L. McDonald, Robert Jones, Noah Wall, James Campbell, G. Nelson, Vaughn Brashears, R. Harris, Little Leader, S. Foster, J. Vaughn, L. Durans, Samuel Long, T. Magagha, Thos. Everge, Giles Thompson, Tomas Garland, John Bond, William Lafflore, and Turner Brashears, the two first named persons may locate one section each, and one section jointly on any unimproved and unoccupied land, these not residing in the Nation; The others are to include their present residence and improvement.

Also one section is allowed to the following persons (to wit) Middleton Mackey, Wesley Train, Choclehomo, Moses Foster, D. W. Wall, Charles Scott Molly Nail, Susan Colbert, who was formerly Susan James, Samuel Garland, Silas Fisher, D. McCurtain, Oklahoma, and Polly Fillecuthey, to be located in entire sections to include their present residence and improvement, with the exception of Molly Nail and Susan Colbert, who are authorized to locate theirs, on any unimproved unoccupied land.

John Pitchlynn has long and faithfully served the nation in character of U. States Interpreter, he has acted as such for forty years, in consideration it is agreed, in addition to what has been done for him there shall be granted to two of his children, (to wit) Silas Pitchlynn, and Thomas Pitchlynn one section of land each to adjoin the location of their father likewise to James Madison and Peter sons of Mushulatubbee one section of land each to include the old

1830 house and improvement where their father formerly lived on the old military road adjoining a large Prerarie.

And to Henry Groves son of the Chief Natticache there is one section of land given to adjoin his fathers land.

And to each of the following persons half a section of land is granted on any unoccupied and unimproved lands in the Districts where they respectively live (to wit) Willis Harkins, James D. Hamilton, William Juzan, Tobias Laffore, Jo Doke, Jacob Fulsom, P. Hays, Samuel Worcester, George Hunter, William Train Robert Nail and Alexander McKee.

And there is given a quarter section of land each to Delila and her five fatherless children, she being a Choctaw woman residing out of the nation; also the same quantity to Peggy Trihan another Indian woman residing out of the nation and her two fatherless children; and to the widows of Pushmilaha, and Pucktshenubbee, who were formerly distinguished Chiefs of the nation and for their children four quarter sections of land, each in trust for themselves and their children.

All of said last mentioned reservations are to be located under and by direction of the President of the U. States.

ART. III. The Choctaw people now that they have ceded their lands are solicitous to get to their new homes early as possible and accordingly they wish that a party may be permitted to proceed this fall to ascertain whereabouts will be most advantageous for their people to be located.

It is therefore agreed that three or four persons (from each of the three districts) under the guidance of some discreet and well qualified person or persons may proceed during this fall to the West upon an examination of the country.

For their time and expenses the U. States agree to allow the said twelve persons two dollars a day each, not to exceed one hundred days, which is deemed to be ample time to make an examination.

If necessary Pilots acquainted with the country will be furnished when they arrive in the West.

ART. IV. John Donly of Alabama who has several Choctaw grand children, and who for twenty

years has carried the mail through the Choctaw Nation, a desire by the Chiefs is expressed that he may have a section of land, it is accordingly granted, to be located in one entire section, on any unimproved and unoccupied land.

Allen Glover and George S. Gaines licensed Traders in the Choctaw Nation, have accounts amounting to upwards of nine thousand dollars against the Indians who are unable to pay their said debts without distressing their families; a desire is expressed by the Chiefs that two sections of land be set apart to be sold and the proceeds thereof to be applied toward the payment of the aforesaid debts. It is agreed that two sections of any unimproved and unoccupied land be granted to George S. Gaines who will sell the same for the best price he can obtain and apply the proceeds thereof to the credit of the Indians on their accounts due to the before mentioned Glover and Gaines; and shall make the application to the poorest Indian first.

At the earnest and particular request of the Chief Greenwood Laffore there is granted to David Haley one half section of land to be located in a half section on any unoccupied and unimproved land as a compensation, for a journey to Washington City with dispatches to the Government and returning others to the Choctaw Nation.

The foregoing is entered into, as supplemental to the treaty concluded yesterday.

Done at Dancing Rabbit Creek the 28th day of September 1830.

JNO. H. EATON.

JNO. COFFEE.

34.

1830 *Convention entre les gouvernemens de Cobourg, de Gotha et celui de Schwarzbourg Sondershausen, concernant la réception des vagabonds et des gens sans aveu, conclue le 30 Septembre 1830.*

*(Sur copie officielle.)*

**Z**wischen dem Herzoglich - Sächsischen Ministerium zu Coburg und Gotha und dem Fürstlich - Schwarzburgischen geheimen Konsilium zu Sondershausen ist auf vorhergegangene Kommunikation hinsichtlich der Aufnahme ausgewiesener oder heimathloser Personen, in Bezug auf die Herzoglich - Sachsen - Coburg - und Gotha'schen und die Fürstlich - Schwarzburg - Sondershäuserischen Lande, folgende Uebereinkunft getroffen worden.

§. 1. Es soll in Zukunft kein Vagabunde oder Verbrecher in das Gebiet des Andern der beiden hohen kontrahirenden Theile ausgewiesen werden, wenn derselbe nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staates ist, welchem er zugewiesen wird, in demselben sein Heimwesen zu suchen hat, oder doch durch das Gebiet desselben, als ein Angehöriger eines in *gerader Richtung* rückwärts liegenden Staates, nothwendig seinen Weg nehmen muß.

§. 2. Als Staats - Angehörige, deren Uebernahme gegenseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

a. alle diejenigen, deren Vater, oder wenn sie außer der Ehe erzeugt worden, deren Mutter, zur Zeit ihrer Geburt, in der Eigenschaft eines Unterthans mit dem Staate in Verbindung gestanden hat, oder welche ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden sind, ohne vorher wieder aus dem Unterthans - Verbands entlassen worden zu sein, oder ein anderweitiges Heimathsrecht erworben zu haben.

Kinder, die noch im älterlichen Brode sind, folgen den Heimaths - Verhältnissen ihrer Eltern — ehe-

liche dem des Vaters, uneliche dem der Mutter — 1830  
bei deren Wohnorts- und Heimaths-Veränderungen.

b. Diejenigen, welche von heimathlosen Eltern zufällig innerhalb des Staatsgebietes geboren sind, so lange sie nicht in einem andern Staate das Unterthansrecht nach dessen Verfassung erworben, oder sich daselbst, mit Anlegung einer Wirthschaft verheirathet, oder darin unter Zulassung der Obrigkeit zehn Jahre lang gewohnt haben.

Derjenige aber hat eine eigene Wirthschaft angelegt, welcher nach erfolgter Trauung eine für sich und seine Familie bestimmte Wohnung nach seiner freien Willkür selbst ausgemittelt und bezogen, für seine und der Seinigen Beköstigung selbst gesorgt und von der Obrigkeit nicht etwa bloß Erlaubniß zu einem zeitigen Aufenthalte erlangt hat.

c. Diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch das Unterthanenrecht nach dessen Verfassung erworben haben, hingegen nach Aufhebung ihrer vorherigen staatsbürgerrechtlichen Verhältnisse, oder überhaupt als heimathlos, dadurch in nähere Verbindung mit dem Staate getreten sind, daß sie sich daselbst, unter Anlegung einer Wirthschaft verheirathet haben, oder daß ihnen während eines Zeitraums von zehn Jahren stillschweigend gestattet worden ist, daß auch insbesondere diejenigen als ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen betrachtet werden sollen, welche nicht in dem Staatsgebiete geboren sind, jedoch dem Staate zu Zeiten eines Kriegs oder des Friedens Militärdienste geleistet haben und zwar ohne Rücksicht auf die Dauer dieses Dienstverhältnisses und den im Militair gehaltenen Rang.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird, welcher in dem einen Staate geboren ist, in einem andern aber das Unterthanenrecht ausdrücklich erworben, oder mit Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder durch zehnjährigen Aufenthalt sich einheimisch gemacht hat, so ist der letztere Staat vorzugsweise verbunden, ihn aufzunehmen. Trifft das ausdrücklich erworbene Unterthanenrecht in dem einen Staate mit der Verheirathung oder der zehnjährigen Wohnung in einem andern Staate zusammen, so ist das erweislich neuere Verhältniß entscheidend, jedoch dann, wenn hierüber zu einer ausreichenden

**1830** Gewißheit nicht zu gelangen sein sollte, der Staat, in welchem dem Heimathlosen ein zehnjähriger Aufenthalt gestattet worden, vorzugsweise zu seiner Aufnahme verpflichtet.

§. 4. Sind bei einem Vagabunden oder auszuweisenden Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar, so muß derjenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beibehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr Ehemann vermöge eines der angeführten Verhältnisse zugehört. Wittwen sind nach eben denselben Grundsätzen zu behandeln, es wäre denn, daß während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten sei, durch welche sie nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft, einem andern Staate zufallen.

Auch soll Wittwen, ingleichen den geschiedenen, oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern, die Rückkehr in ihren auswärtigen Geburts- oder vorherigen Aufenthaltsort dann vorbehalten bleiben, wenn die Ehe innerhalb der ersten fünf Jahre nach deren Schließung wieder getrennt worden, und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Befinden sich unter einer vagabundirenden Familie zu der Zeit, wo die Frage entsteht, an welchem Orte dieselbe aufzunehmen ist, Kinder unter 14 Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhaltes, den sie von den Eltern genießen, von denselben nicht getrennt werden können, so sind solche ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort in denjenigen Staat zu verweisen, welchem bei ehelichen Kindern der Vater, oder bei unehelichen die Mutter gehört.

Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist, und letztere bei ihrem Vater befindlich sind, so werden sie von dem Staate mit übernommen, welchem der Vater zugehört. Diejenigen Kinder einer vagabundirenden Familie, welche zu der obenbemerkten Zeit 14 Jahre und darüber alt sind, und bei ihren Eltern keinen Unterhalt finden, gehören, sofern nicht ein näherer Anspruch auf ihre anderweitige Aufnahme begründet ist, in den Ort ihrer Geburt.



§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend eine Handlung sich seines Bürgerrechts verlustig gemacht, ohne einem andern Staate zugehörig geworden zu sein, so kann der erstere Staat der Beibehaltung oder Wiederannahme derselben sich nicht entziehen. 1830

§. 8. Zeitpächter, Handlungsdiener, Handwerks-  
gesellen, Dienstboten aller und jeder Art, Schäfer und  
Dorflhirten oder Huthleute — selbst wenn sie eine  
selbstständige Wirthschaft haben, ingleichen Zöglinge  
und Studirende, welche der Erziehung oder des Un-  
terrichts wegen irgendwo verweilen, erwerben durch  
diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn  
Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht.

§. 9. Denjenigen, welche als Landstreicher, oder  
aus irgend einem andern Grunde ausgewiesen worden,  
hingegen in dem benachbarten Staate, nach den in der  
gegenwärtigen Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen  
kein Heimwesen anzusprechen haben, ist Letzterer,  
den Eintritt in sein Gebiet zu gestatten nicht schuldig,  
es würde dann urkundlich zur völligen Ueberzeugung  
dargethan werden können, daß das zu übernehmende  
Individuum einem in gerader Richtung rückwärts lie-  
genden Staate zugehöre, welchem dasselbe nicht wohl  
anders, als durch das Gebiet des erstern zugeführt  
werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird  
es zur strengsten Pflicht gemacht, die Absendung von  
Vagabunden in das Gebiet des andern der hohen kon-  
trahirenden Theile, nicht bloß auf die eigene unzu-  
verlässige Angabe derselben zu veranlassen, sondern  
wenn das Verhältniß, wodurch der andere Staat zur  
Uebnahme eines Vagabunden konventionsmäßig ver-  
pflichtet wird, nicht aus einem unverdächtigen Passe,  
oder aus andern völlig glaubhaften Urkunden hervor-  
geht, oder wenn die Angabe des Vagabunden nicht  
durch besondere Gründe und die Verhältnisse des vor-  
liegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor  
die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln und nöthigen  
Falles bei der vermeintlich zur Aufnahme des Vaga-  
bunden verpflichteten Behörde Erkundigung einzuziehen.

§. 11. Sollte der Fall eintreten, daß ein von  
dem einen der hohen kontrahirenden Theile, dem an-  
dern Theile zum weitem Transport in einen rück-  
wärts liegenden Staat, zufolge der Bestimmung des

1830 §. 9. zugeführter Vagabunde, von dem letztern nicht angenommen würde; so kann derselbe wieder in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zur vorläufigen Beibehaltung zurückgebracht werden.

§. 12. Es bleibt den beiderseitigen Regierungs-Behörden überlassen, unter einander die nähern Verabredungen wegen der zu bestimmenden Richtung der Transporte, so wie wegen der Uebernahmorte zu treffen.

§. 13. Die Ueberweisung der Vagabunden geschieht in der Regel vermittelst Transports und Abgabe derselben an die Polizei-Behörde desjenigen Orts, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staates für beendet anzusehen ist.

Mit den Vagabunden werden zugleich die Beweismstücke, worauf der Transport konventionsmäfsig gegründet wird, übergeben. In solchen Fällen wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Vagabunden auch mittelst eines Laufpasses, in welchem ihnen die zu befolgende Route genau vorgeschrieben ist, in ihr Vaterland gewiesen worden.

Es sollen auch nie mehr als drei Personen zugleich auf den Transport gegeben werden, es wäre denn, dafs sie zu einer und derselben Familie gehören, und in dieser Hinsicht nicht wohl getrennt werden können.

Gröfsere sogenannte Vaganten - Schube sollen künftighin nicht statt finden.

§. 14. Da die Ausweisung der Vagabunden nicht auf Requisition des zur Annahme verpflichteten Staates geschieht, und dadurch zunächst nur der eigene Vortheil des ausweisenden Staates bezweckt wird; so können für den Transport und die Verpflegung der Vagabunden keine Anforderungen an den übernehmenden Staat gemacht werden.

Wird ein Auszuweisender, welcher einem rückwärts liegenden Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen und deshalb nach §. 11. in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zurückgebracht, so mufs letzterer auch die Kosten des Transports und der Verpflegung erstatten, welche bei der Zurückführung aufgelaufen sind.

§. 15. Vorstehende Uebereinkunft soll vom 1sten Dezember dieses Jahres an verbindlich sein, und in

Kraft treten, und diese Kraft so lange behalten, als 1830 man sich nicht über andere Grundsätze dieses Gegenstandes halber vernehmen, oder der eine oder der andere Theil solche aufkündigen wird.

Coburg, den 30sten September 1830.

*Herzogl. S. Coburg - und Gothaisches Ministerium.*

V. CARLOWITZ.

### 35.

#### *Convention entre la Bavière et la Sardaigne concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-fo-raine, conclue le 5 Octobre 1830.*

*(Regierungsblatt für das Königr. Baiern Nr.3. 1831.)*

**D**ie nachfolgenden Bestimmungen des mit dem Königreiche Sardinien unterm 5ten October v. J. abgeschlossenen Freizügigkeits-Vertrages werden hiemit durch das Regierungsblatt zur öffentlichen Kenntniß gebracht.

**ART. I.** Zwischen den gegenwärtigen Staaten Seiner Majestät des Königs von Baiern, und jenen Seiner Majestät des Königs von Sardinien sind und bleiben für immer aufgehoben die Heimfallsrechte, welche schon durch die Uebereinkunft vom 3ten September 1772 abgestellt wurden, die Nachsteuern, welche die nämliche Uebereinkunft beibehalten hatte, und alle andern Gebühren gleicher Art. Demzufolge werden die gegenseitigen Unterthanen von nun an nicht nur alle schon durch die Artikel I. und III der Uebereinkunft vom 3ten September 1772 stipulirten Erleichterungen genießen, sondern sie werden für das Vermögen, welches ihnen durch testamentarische oder Intestat-Erbfolge, oder durch Vertrag, Vermächtniß oder Schenkung zufallen wird, dann für die Ausführung des beweglichen Eigenthums und des

1830 Erlöses aus dem unbeweglichen Eigenthum, welches sie auf solche Art überkommen oder erworben haben, keiner Gebühr mehr unterworfen sein, und zwar weder unter den Namen der Nachsteuer, noch unter einer andern Benennung.

ART. II. Die Aufhebung der Nachsteuer findet sohin statt, welches auch der Beweggrund oder die Ursache der Ausführung der Güter, des Geldes und andern beweglichen Eigenthumes sei. Sie erstreckt sich nicht allein auf die Gebühren, welche in die Kassen des Staates oder des Souverains, sondern auch auf jene, welche in die Kassen der Gemeinden, Städte, Märkte, frommen Stiftungen, Ritterorden, Patrimonialgerichtsbarkeiten, Korporationen und moralischer Personen oder welch' immer für Individuen fließen, so zwar, daß keine der besagten Kassen irgend eine der unter dem Namen Nachsteuer begriffenen Gebühren fordern oder erheben kann, ohne daß jedoch die Betheiligten sich entschlagen könnten, die nämlichen Gebühren zu bezahlen, welchen in ihrem Lande die Eingebornen selbst in Ansehung ihres Eigenthums und ihrer Erbschaften unterworfen sind oder unterworfen werden sollen.

ART. III. Zu diesem Ende erklären Ihre Majestäten der König von Baiern und der König von Sardinien durch gegenwärtige Uebereinkunft ausdrücklich die Stipulationen des Artikels V. und des Separat- und Zusatzartikels der Uebereinkunft vom 3ten September 1772, so wie alle Edikte, Königliche Patente, Gesetze, Verordnungen, Statuten, Beschlüsse, Gewohnheiten und Privilegien, welche entgegenstehen könnten, von nun an für kraftlos: sie sollen den beiderseitigen Unterthanen gegenüber, für die in den beiden vorstehenden Artikeln bezeichneten Fälle als nicht geschehen und erlassen angesehen werden.

ART. IV. Die besagten Erben, Legatarien, Erwerber oder Donatarien, nachdem sie sich in den Besitz der durch Erbschaften, Legate, Geschenke oder in anderer Art erworbenen Gegenstände gesetzt haben, sollen, wenn sie im Besitze und Genusse dieser Gegenstände bleiben wollen, deshalb nicht gehalten sein, sich Naturalisations-Dekrete zu verschaffen: ihre Personen und ihr Eigenthum sollen in diesem

Fälle keiner andern Auflage oder irgend einer Steuer 1830 als denen unterworfen sein, welchen die Personen und das Eigenthum der eigenen und eingebornen Unterthanen des Landes unterworfen sind, oder unterworfen werden sollen, und man wird sich auch in den beiderseitigen Gerichtshöfen nach den Bestimmungen des Art. IV. der besagten Uebereinkunft von 1772 richten.

ART. V. Die in den vorstehenden Artikeln enthaltenen Bestimmungen sollen jedoch in beiden Staaten den Gesetzen über die Auswanderung und die Militairpflicht ihrer beiderseitigen Unterthanen keinen Abbruch thun.

ART. VI. Die Bestimmungen gegenwärtiger Uebereinkunft sind auf alle in den gegenwärtig zu den Staaten der beiden kontrahirenden Mächte gehörigen Gebietstheilen seit der Konvention von 1772 eröffneten Erbschaften, so wie auf alle seit dieser Epoche in diesen Ländern sich ergebenden Fälle gleichmäfsig anwendbar, unbeschadet jedoch bereits entschiedener Sachen und rechtskräftiger Vergleiche.

München, den 9ten Januar 1831.

Königl. Staats-Ministerium des Königl. Hauses  
und des Aeußern.

Graf v. ARMANSPERG.

BRAUN.

### 36.

*Convention entre la Bavière, le Wurtemberg et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant la réception du baillage Saxon d'Ostheim dans le système de douanes de Bavière et de Wurtemberg, signée le 25 Janvier 1831.*

(Regierungsblatt für das Königreich Baiern 1831. 30. März Nr. 14. Neueste Staatsakten Bd. 24. p. 43.)

**Z**wischen den Kronen-Baiern und Würtemberg eines- und dem Großherzogthum Sachsen-Weimar-

1831 Eisenach anderen Theiles, ist wegen Inkładirung des Großherzoglichen Vordergerichts Ostheim in den Baierisch-Würtembergischen Zollverein, durch beiderseitige Bevollmächtigte unterm 25sten Januar d. J. ein Vertrag unterzeichnet, auch Allerhöchst genehmigt worden, dessen Inhalt andurch zur allgemeinen Wissenschaft und Nachachtung bekannt gemacht wird.

### *Allgemeine Bestimmungen.*

ART. I. Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach erklären sich, unbeschadet Ihrer landesherrlichen Hoheitsrechte, bereit, mit Ihrem im Eingange genannten, innerhalb der Landesgränzen des Königlich-Baierischen Staats eingeschlossenen Besitzungen dem Baierisch-Würtembergischen Zollvereine und dem indirekten Abgabensysteme des Königreichs Baiern beizutreten. Demnach sollen die Gesetze und Verordnungen über die auf den Eingang, Ausgang, Durchgang, so wie auf die Produktion, den inneren Verkehr oder den Verbrauch von Waaren gelegten Abgaben, so weit sie respektive in dem Baierisch-Würtembergischen Zollverein, und in den, Ostheim zunächst liegenden, Bezirken des Königlich-Baierischen Untermainkreises gegenwärtig bestehen, oder künftig erlassen werden, in dem Großherzoglichen Vordergerichte Ostheim eben so, — vorbehaltlich der Bestimmungen im Art. II. — zur Anwendung kommen, als wenn sie von Seiner Königlichen Hoheit selbst ausgeflossen wären.

ART. II. In Gemäfsheit des Art. I. sollen daher die Baierisch-Würtembergischen Gesetze über die Zölle, und die Baierischen Gesetze über die Aufschlaggefälle, namentlich die Vereinszollordnung und der Vereinszolltarif vom 12ten November 1828, die Zollverwaltungs-Reglements, insbesondere die Verordnung über die Kompetenz der Zollbehörden vom 8ten Februar 1829, über den Gränzverkehr vom 4ten Februar 1829, über die Aufsicht und Kontrolle bezüglich auf das Zollwesen vom 20sten September 1829, über Erleichterung der Durchfuhr im Zollvereine vom 22sten September 1828, über die Zollschtzwache und Sicherungsanstalten vom 3ten October 1828, dann die Verordnung vom 28sten Julius 1807 und in derselben

nachgefolgten verschiedenen Novellen über die allgemeine Gleichstellung und Erhebung der Bier-, Branntwein- oder Malzaufschläge, unmittelbar nach Auswechslung der Ratifikationen dieses Vertrages, in den gedachten Gebietstheilen von der Großherzoglichen Behörde förmlich publizirt, und dieselben zum strengsten Vollzuge angewiesen werden; auch wird angeordnet werden, daß die Gesetze und Verordnungen, welche künftig in Bezug auf das Zollwesen, dann die Produktions-, Verkehrs- oder Verbrauchssteuern in Baiern erlassen werden sollten, dem Großherzoglichen Landschaftskollegium zu Weimar und der Großherzoglichen Regierung zu Eisenach durch die Königliche Regierung des Untermainkreises in Würzburg jedesmal förderlich mitgetheilt werden, damit jene Großherzoglichen Behörden antliche Kenntniß davon erhalten, und die Publikation im Vordergerichte Ostheim zeitig verfügen können. 1831

In so weit Bestimmungen dieser Art nur den Vollzug der bestehenden Anordnungen zum Zwecke haben, werden sie, auch ohne förmliche Publikation im Amtssitze Ostheim, alsdann für bekannt vorausgesetzt, wenn sie in dem Königlich-Baierischen Intelligenzblatte für den Untermainkreis enthalten, oder der Großherzoglichen Behörde in Ostheim durch die nächste Königliche Behörde zur Kenntniß mitgetheilt worden sind.

Art. III. Seine Königliche Majestät von Baiern und Seine Königliche Majestät von Würtemberg eines, und Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach anderen Theils sichern Ihren Unterthanen gegenseitig einen völlig freien Gewerbs- und Handelsverkehr zwischen den Königreichen Baiern und Würtemberg und den oben genannten Gebietstheilen des Großherzoglichen Amtes Ostheim in derselben Art und Ausdehnung, als wenn dieselben einer und der nämlichen Regierung untergeben wären.

Insbesondere werden die Bewohner dieser Großherzoglichen Gebietstheile hinsichtlich ihrer Erzeugnisse und Fabrikate im Umfange der Baierischen und Würtembergischen Lande dieselben Rechte und Freiheiten genießen, welche den Baierischen und Würtembergischen Unterthanen zustehen, und nicht mehr

**1831** Abgaben entrichten als diese. Desgleichen werden die Königlich-Baierischen und Königlich-Würtembergischen Unterthanen im Amtsbezirke von Ostheim ganz eben so behandelt werden, so daß auch solche inländische Erzeugnisse und Fabrikate, welche mit besondern Fabrikations- oder Verbrauchssteuern belegt sind, wenn sie diese Steuern einmal entrichtet haben, ohne weitere Abgabe, noch sonstiges Hinderniß frei aus einem Lande in das andere übertreten.

Auch sollen die Großherzoglich-Sächsischen Unterthanen des Vordergerichts Ostheim diejenigen Vortheile mit zu genießen haben, welche den Königl. Baierischen und Königlich-Würtembergischen Unterthanen durch Handelsverträge mit anderen Staaten, namentlich durch den Vertrag mit der Krone Preußen und dem Großherzogthum Hessen vom 27sten Mai 1829 erworben sind.

**ART. IV.** Seine Königliche Majestät von Baiern und Seine Königliche Majestät von Würtemberg versprechen ferner, daß Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach an dem Reinertrage der Zölle des Baierisch-Würtembergischen Zollvereins im Verhältniß der Bevölkerung des Großherzoglichen Vordergerichts Ostheim Antheil nehmen sollen.

*Gegenseitige Kontrolirung der Malz-Aufschlagsverwaltung.*

**ART. V.** Obgleich die Verwaltung und Erhebung aller übrigen, im vorhergehenden Artikel nicht genannten indirekten Abgaben, namentlich der auch im Vordergerichte Ostheim einzuführenden Malzaufschläge zum alleinigen Vortheile der betreffenden Landeskassen vorbehalten bleibt, so wollen doch Seine Königliche Hoheit von Sachsen-Weimar-Eisenach gestatten, daß die benachbarten Königlich-Baierischen Oberaufschlagämter sich durch Abordnung von Beamten, welche sich bei der Großherzoglichen Aufschlagsbehörde zu Ostheim gehörig auszuweisen haben, die Ueberzeugung verschaffen, daß von den letzteren überall und genau der Königlichen Verordnung vom 28sten Julius 1807 und den darauf gefolgtten Novellen gemäß verfahren werde.



Gleiche Berechtigung soll der Großherzoglich-Sächsischen Behörde in Bezug auf die Kontrolirung der gehörigen Beobachtung der gedachten Verordnung in dem anstossenden Königlich-Baierischen Gebiete zustehen. 1831

### *Defraudationen.*

ART. VI. Die Untersuchung gegen Handlungen Großherzoglicher Unterthanen, wodurch die Königlich-Baierisch-Württembergischen im Großherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach für das Vordergericht Ostheim rezipirten Zollgesetze übertreten und die Einnahmen aus Zöllen oder Regalien, deren Erhebung Gegenstand des vorliegenden Vertrages ist, gefährdet werden möchten, es sei nun, daß jene Handlungen im Amtsbezirke Ostheim, oder außer demselben entdeckt werden, den einzigen Fall ausgenommen, wo der Uebertreter im Baierischen oder Württembergischen Staatsgebiete auf frischer That ergriffen worden ist, — soll vom Großherzoglichen Justizamte Ostheim geführt werden. Dasselbe erkennt in erster Instanz in allen Zollstrafsachen, in welchen den Königlich Untergerichten in Baiern und Württemberg eine solche Kompetenz eingeräumt ist.

Das Untersuchungs- und Strafverfahren ist, so weit eine kriminelle Strafbarkeit nicht vorliegt, sowohl bei dem genannten Gerichte erster Instanz, als auch bei den höheren Gerichten, vor welche die Sache, nach dem im Großherzogthume verfassungsmäßig geordneten Instanzenzuge gelangen möchte, nach den Baierisch-Württembergischen Zollgesetzen zu bemessen und in jedem Falle soll das Verfahren so viel als möglich abgekürzt, auch durchaus keiner unnöthigen Verzögerung statt gegeben werden.

Wenn in Folge dieser obigen Bestimmungen Geldstrafen verfügt werden, so fallen dieselben nach Abzug des Aufbringerantheils und der defraudirten Gefälle den Großherzoglichen Kassen anheim.

### *Einige besondere Verhältnisse,*

#### *a. Salzkonsumtion.*

ART. VII. Die Bewohner des Großherzoglichen Amtes Ostheim werden das benötigte Salz durch die

**1831** Königlich-Baierischen Salzfactoreien und um dieselben Preise, wie die Königlich-Baierischen Unterthanen in den umliegenden Distrikten beziehen.

Seine Königliche Hoheit werden Sorge tragen, daß kein anderes als Baierisches Salz im Amtsbezirke verbraucht und die Königlich-Baierischen Verordnungen in Betreff der Salzregie daselbst streng aufrecht erhalten werden.

Seine Königliche Majestät werden dafür dem Großherzoglichen Aerar eine der Bevölkerung des Amtes und der jährlichen Salzkonsuntion angemessene baare Vergütung anweisen lassen.

*b. Spielkarten.*

**ART. VIII.** Seine Königliche Hoheit wollen ferner eine Fabrikation von Spielkarten im Gebiete des Vordergerichts Ostheim nicht gestatten. Dagegen wird von Seiten der Königlich-Baierischen Regierung veranstaltet werden, daß eine dem Verbräuche des gedachten Bezirks angemessene Quantität von Spielkarten, welche mit dem Weimarischen Kartensteimpel versehen und mit Attesten der Großherzoglich-Sachsen-Weimar-Eisenachischen Landesbehörde begleitet sind, aus dem Großherzogthume Sachsen-Weimar über das Königliche Vereinszollamt Mellrichstadt nach vorausgegangener gehöriger Deklaration bei demselben frei nach Ostheim gelangen können.

*c. Erhaltung der Strafsen, dann Brücken- und Pflastergeld.*

**ART. IX.** Seine Königliche Majestät von Baiern sind geneigt, die Strafsen von Oberfladungen bis an die Gränze von Melpers, sodann durch den sogenannten Höhl, und von der Eisenachischen Gränze bis nach Tann unverzüglich in guten fahrbaren Stand setzen, und dieselben, so wie die übrigen bestehenden nach den Großherzoglichen Landen führenden Strafsen in solchem Stande forterhalten zu lassen; wogegen Seine Königliche Hoheit von Sachsen-Weimar Sorge tragen wollen, daß die durch den Amtsbezirk Ostheim und über die hohe Rhön durch Pürx und Frankenheim führenden Kommunikationswege in gutem fahrbaren Stande erhalten werden.

Für die Benutzung dieser Wege soll im Vordergerichte Ostheim unter keinerlei Namen eine Abgabe

zu entrichten sein, mit einziger Ausnahme des Pflaster- und Brückengeldes in der Stadt Ostheim, welches für Rechnung der dortigen Kommüne nach folgendem unüberschreitbaren Tarife erhoben wird.

*Tarif.*

Drei Kreuzer von jedem an einen Fuhrmannskarren gespannten oder angehängten Pferde;

Zwei und einen halben Kreuzer von jedem an einen beladenen Wagen oder an eine Chaise gespannten Pferde;

Zwei Kreuzer von jedem an einen unbeladenen Wagen oder Chaise gespannten Pferde;

Ein und ein halber Kreuzer von jedem Reitpferde oder angespannten Ochsen;

Ein Kreuzer von jedem leer gehenden Pferde;

Ein halber Kreuzer von jedem nicht angespannten Ochsen, Stier, Kuh oder Esel;

Ein Kreuzer von jedem mit andern als bloß landwirtschaftlichen Erzeugnissen beladenen Schiebkarren;

Die Hälfte hiervon, wenn er mit solchen zum Verkauf bestimmten Erzeugnissen beladen ist.

Die eine Hälfte dieser Gebühren wird für die Benutzung des Stadtpflasters und die andere Hälfte für die Benutzung der Brücke gerechnet.

Dieselben werden also nur zur Hälfte entrichtet, wenn die Brücke nicht passirt wird, und fallen ganz weg, wenn weder die Brücke noch die Stadt passirt wird.

Frei vom Pflaster- und Brückengeld sind die Oekonomiefahren der Baierischen Unterthanen und der Anspann und die Reitpferde Baierischer Beamten oder Bediensteten aus dem Zivil- und Militairstande.

So lange die durch die Stadt Ostheim führende Hauptstraße noch nicht gepflastert ist, soll auch kein Pflastergeld gegeben werden.

Ueber die wünschenswerthe Aufhebung aller besonderen Pflaster- und Brückengelder wird weitere Vereinbarung vorbehalten.

*d. Behandlung des Verkehrs zwischen Kaltennordheim, Meiningen und Ostheim.*

**Art. X.** Die Königlich-Baierischen Zollerhebungsstellen in Willmars und Oberfladungen werden

1831 ermächtigt werden, die für den gewöhnlichen Verkehr zwischen Ostheim einer-, dann Kaltennordheim und Meiningen andererseits, erforderlichen definitiven Zollbehandlungen im Eingange und Ausgange vorzunehmen, insbesondere für die durch Großherzogliche verpflichtete Boten hin- und hergebrachte Pakete.

Insofern dergleichen Pakete mit Großherzoglichen Dienstsiegeln verschlossen sind, sollen dieselben uneröffnet belassen und zollfrei behandelt werden. Bei eintretenden erheblichen Verdachtsgründen einer Zolldefraudation bleibt den Königlichen Zollbediensteten vorbehalten, diese Boten in das Amt Ostheim zu begleiten und respektive zurückzuführen und in ihrer Gegenwart am Amtssitze die verdächtigen Pakete öffnen zu lassen; worauf gegen die Schuldigen nach den Gesetzen zu verfahren ist.

*Schluss.*

ART. XI. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird bis zum Schlusse des Jahres 1842 festgesetzt; wird in diesem Jahre keine Aufkündigung von der einen oder andern Seite erfolgen, so soll derselbe als stillschweigend auf weitere zwölf Jahre verlängert angesehen werden.

München am 18ten März 1831.

*Königl. Staats-Ministerium des Königl. Hauses  
und des Aeußern.*

Graf v. ARMANSPERG.

BRAUN.

37.

*Convention entre le gouvernement du  
duché de Saxe - Meiningen et celui  
de la principauté de Schwarzbourg  
Sondershausen, concernant la réception  
des vagabonds et des gens sans  
aveu, publiée le 30 Janvier 1831.*

*(Sur copie officielle.)*

Nachdem zwischen dem unterzeichneten Herzoglichen Landesministerium und dem Fürstlich-Schwarzburgi-

schen Geheimen Konsilium in Sondershausen eine Uebereinkunft wegen gegenseitiger Uebernahme der Landstreicher und anderer Ausgewiesenen geschlossen worden ist, so wird deren Inhalt auf höchsten Befehl Seiner Herzoglichen Durchlaucht allen Behörden zu genauer Befolgung hierdurch bekannt gemacht.

§. 1. In Zukunft soll kein Landstreicher oder Verbrecher in das Gebiet des andern der beiden kontrahirenden Theile ausgewiesen werden; wenn derselbe nicht entweder ein Angehöriger desjenigen Staats ist, welchem er zugewiesen wird, und in demselben sein Heimwesen zu suchen hat, oder doch durch dessen Gebiet, als ein Angehöriger eines rückwärts liegenden Staats nothwendig seinen Weg nehmen muß.

§. 2. Als Staatsangehörige, deren Uebernahme gegenseitig nicht versagt werden darf, sind anzusehen:

a. alle diejenigen, deren Vater, oder wenn sie außer der Ehe erzeugt wurden, deren Mutter zur Zeit ihrer Geburt in der Eigenschaft eines Unterthans mit dem Staate in Verbindung gestanden hat, oder welche ausdrücklich zu Unterthanen aufgenommen worden sind, ohne nachher wieder aus dem Unterthansverbande entlassen worden zu sein, oder ein anderweites Heimathsrecht erworben zu haben;

b. diejenigen, welche von heimatlosen Eltern zufällig innerhalb des Staatsgebiets geboren sind, so lange sie nicht in einem andern Staate das Unterthanenrecht, nach dessen Verfassung, erworben, oder sich selbst mit Anlegung einer Wirthschaft verheirathet, oder darin, unter Zulassung der Obrigkeit, zehn Jahre lang gewohnt haben;

c. diejenigen, welche zwar weder in dem Staatsgebiete geboren sind, noch das Unterthanenrecht nach dessen Verfassung erworben haben, hingegen nach Aufhebung ihrer vorherigen staatsbürgerlichen Verhältnisse oder überhaupt als heimathlos, in nähere Verbindung mit dem Staate dadurch getreten sind, daß sie daselbst unter Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet haben, oder daß ihnen während eines Zeitraums von zehn Jahren stillschweigend gestattet worden ist, darin ihren Wohnsitz zu haben.

§. 3. Wenn ein Landstreicher ergriffen wird, welcher in dem einen Staate zufällig geboren wird, in einem andern aber das Unterthanenrecht ausdrück-

1831 lich erworben, oder mit Anlegung einer Wirthschaft sich verheirathet, oder durch zehnjährigen Aufenthalt sich einheimisch gemacht hat, so ist der letztere Staat vorzugsweise verbunden, ihn aufzunehmen. Trifft das ausdrücklich erworbene Unterthanenrecht in dem einen Staate mit der Verheirathung oder zehnjährigen Wohnung in einem andern Staate zusammen, so ist das erweislich neuere Verhältniß entscheidend, jedoch dann, wenn hierüber zu einer ausreichenden Gewissheit nicht zu gelangen sein sollte, der Staat, in welchem dem Heimathlosen ein zehnjähriger Aufenthalt gestattet worden, vorzugsweise zu seiner Aufnahme verpflichtet.

§. 4. Sind bei einem Vagabunden oder auszuweisenden Verbrecher keine der in den vorstehenden Paragraphen enthaltenen Bestimmungen anwendbar; so muß derjenige Staat, in welchem er sich befindet, ihn vorläufig beibehalten.

§. 5. Verheirathete Personen weiblichen Geschlechts sind demjenigen Staate zuzuweisen, welchem ihr Ehemann vermöge eines der angeführten Verhältnisse zugehört. Wittwen sind nach eben denselben Grundsätzen zu behandeln, es wäre denn, daß während ihres Wittwenstandes eine Veränderung eingetreten sei, durch welche sie nach den Grundsätzen der gegenwärtigen Uebereinkunft einem andern Staate zufallen.

Auch soll Wittwen, ingleichen den geschiedenen, oder von ihren Ehemännern verlassenen Eheweibern, die Rückkehr in ihren auswärtigen Geburts- oder vorherigen Aufenthaltsort dann vorbehalten bleiben, wenn die Ehe innerhalb der ersten fünf Jahre nach deren Schließung wieder getrennt worden, und kinderlos geblieben ist.

§. 6. Befinden sich unter einer heimathlosen Familie Kinder unter 14 Jahren, oder welche sonst wegen des Unterhalts, den sie von den Eltern genießen, von denselben nicht getrennt werden können; so sind solche, ohne Rücksicht auf ihren zufälligen Geburtsort in denjenigen Staat zu verweisen, welchem bei ehelichen Kindern, der Vater, oder bei unehelichen, die Mutter zugehört. Wenn aber die Mutter unehelicher Kinder nicht mehr am Leben ist, und dieselben bei ihrem Vater befindlich sind; so werden sie

von dem Staate mit übernommen, welchem der Vater 1831 zugehört. Diejenigen Kinder einer heimathlosen Familie, welche 14 Jahre und darüber alt sind, und bei ihren Eltern keinen Unterhalt finden, gehören, sofern nicht ein näherer Anspruch auf ihre anderweite Aufnahme begründet ist, in den Ort ihrer Geburt.

§. 7. Hat ein Staatsangehöriger durch irgend eine Handlung sich seines Bürgerrechts verlustig gemacht, ohne einem andern Staate zugehörig geworden zu sein, so kann der erstere Staat der Beibehaltung oder Wiederannahme desselben sich nicht entziehen.

§. 8. Handlungsdiener, Handwerksgehlen, Dienstboten, Schäfer und andere Hirten, welche, ohne eine selbstständige Wirthschaft zu haben, in Diensten stehen, in gleichen Zöglinge und Studierende, welche der Erziehung oder des Unterrichts wegen irgendwo verweilen, erwerben durch diesen Aufenthalt, wenn derselbe auch länger als zehn Jahre dauern sollte, kein Wohnsitzrecht.

Zeitpächter sind den hier oben benannten Individuen nur dann gleich zu achten, wenn sie nicht für ihre Person, oder mit ihrem Hausstande und Vermögen sich an den Ort der Pachtung hinbegeben haben.

§. 9. Denjenigen, welche als Landstreicher, oder aus irgend einem andern Grunde ausgewiesen worden, hingegen in dem benachbarten Staate, nach den in der gegenwärtigen Uebereinkunft festgestellten Grundsätzen, kein Heimwesen anzusprechen haben, ist dieser Staat den Eintritt in sein Gebiet oder den Aufenthalt in demselben zu gestatten, nicht schuldig; es würde dann urkundlich zur völligen Ueberzeugung dargethan werden, daß das zu übernehmende Individuum einem rückwärts liegenden Staate zugehöre, welchem dasselbe auf geradem Wege nicht anders, als durch das Gebiet des erstern, zugeführt werden kann.

§. 10. Sämmtlichen betreffenden Behörden wird es zur strengsten Pflicht gemacht, die Absendung der Vagabunden in das Gebiet des andern der beiden kontrahirenden Theile, nicht bloß auf die eigene unzuverlässige Angabe derselben zu veranlassen, sondern, wenn das Verhältniß, wodurch der andere Staat zur Uebernahme eines Vagabunden, der Uebereinkunft gemäß, verpflichtet wird, nicht aus einem unverdächtigen Passe, oder aus andern völlig glaubhaften Ur-

1831 kunden hervorgeht, oder wenn die Angabe des Vagabunden nicht durch besondere Gründe und die Verhältnisse des vorliegenden Falles unzweifelhaft gemacht wird, zuvor die Wahrheit sorgfältig zu ermitteln und nöthigenfalls bei der, vermeintlich zur Aufnahme des Vagabunden verpflichteten Behörde Erkundigung einzuziehen.

§. 11. Sollte der Fall eintreten, daß ein von dem einen der beiden kontrahirenden Theile dem andern Theile zur Weiterschaffung in einen rückwärts liegenden Staat, zu Folge der Bestimmung §. 9., zugeführter Vagabund von dem letztern nicht angenommen würde; so kann derselbe wieder in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zur vorläufigen Beibehaltung zurückgebracht werden.

§. 12. Um die Transporte zu dirigiren, sind zu beiderseitigen Uebergabe-Orten und zwar: auf Herzogl. Meiningenschem Gebiete, Salzungen, Eisfeld und Kranichfeld, und auf Fürstl. Schwarzburgischem Gebiete, Clingen, Arnstadt und Gehren bestimmt worden.

§. 13. Die Ueberweisung der Vagabunden geschieht in der Regel mittelst Transports und Abgabe derselben an die Polizeibehörde desjenigen Orts, wo der Transport als von Seiten des ausweisenden Staats beendet anzusehen ist. Mit den Vagabunden werden zugleich die Beweisstücke, worauf der Transport, der Uebereinkunft gemäß, gegründet wird, übergeben.

In Fällen, wo keine Gefahr zu besorgen ist, können einzelne Vagabunden auch mittelst eines Laufpasses, in welchem ihnen die zu befolgende Route genau vorgeschrieben ist, in ihr Vaterland gewiesen werden.

Es sollen auch nie mehr, als drei Personen zugleich auf den Transport gegeben werden, es wäre denn, daß sie zu einer und derselben Familie gehören, und in dieser Hinsicht nicht wohl getrennt werden können. Größere, sogenannte Vagabundenschube sollen künftig nicht statt finden.

§. 14. Da die Ausweisung der Vagabunden nicht auf Requisition des zur Annahme verpflichteten Staats geschieht und dadurch zunächst nur der eigene Vortheil des ausweisenden Staats bezweckt wird; so können für den Transport und die Verpflegung der Va-



gabunden keine Anforderungen an den übernehmen- 1831  
den Staat gemacht werden.

Wird ein Ausgewiesener, welcher einem rückwärts liegenden Staate zugeführt werden soll, von diesem nicht angenommen, und deshalb nach §. 11. in denjenigen Staat, welcher ihn ausgewiesen hatte, zurückgebracht, so muß letzterer auch die Kosten des Transports und der Verpflegung erstatten, welche bei der Zurückführung aufgelaufen sind.

Meiningen, den 30sten Januar 1831.

*Herzogl. Sächsisches Landesministerium.*

VON BAUMBACH.

D. V. STEIN.

### 38.

*Convention de cartel entre tous les  
états de la confédération Germani-  
que, signée à Francfort sur Mein  
le 10 Février 1831.*

(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1831. Nr. 4. p. 41.)

**D**ie souverainen Fürsten und freien Städte Deutschlands, haben in Folge des Artikels XXIV, der in der Plenarversammlung vom 9ten April 1821 festgestellten Grundzüge der Kriegsverfassung des Deutschen Bundes, eine allgemeine Kartelkonvention abgeschlossen, deren Bestimmungen in folgenden Artikeln enthalten sind:

**ART. I.** Alle von den Truppen eines Bundesstaates, ohne Unterschied, ob selbige zu Provinzen gehören, welche im Bundesgebiete liegen oder nicht, unmittelbar oder mittelbar in die sämtlichen Lande eines Bundesgliedes, oder zu dessen Truppen, wenn diese auch außerhalb ihres Vaterlandes sich befinden, desertirende Militärpersonen, werden sofort und ohne

1831 besondere Reklamation an den Staat ausgeliefert, dem selbige entwichen sind. Gleichmäfsig werden auch alle Deserteure, welche in nicht zum Bundesgebiet gehörigen Provinzen der Bundesstaaten entweichen, an den Staat ausgeliefert, dem selbige entwichen sind.

ART. II. Als Deserteur wird derjenige ohne Unterschied der Waffe angesehen welcher, indem er zu irgend einer Abtheilung des stehenden Heeres oder der bewaffneten, mit demselben in gleichem Verhältnisse stehenden Landesmacht, nach den gesetzlichen Bestimmungen jedes Bundesstaats gehört und durch seinen Eid der Fahne verpflichtet ist, ohne Pasa, Ordre oder sonstige Legitimation sich in das Gebiet des andern Staates oder zu dessen Truppen begiebt.

Offiziere niederen oder höheren Grades, wenn sich bei solchen ein Desertionsfall ereignen sollte, sind nur auf ergangene Requisition auszuliefern.

ART. III. Sollte ein Deserteur schon von einem andern Bundesstaate entwichen sein, so wird er an denjenigen Bundesstaat ausgeliefert, in dessen Dienste er zuletzt gestanden.

Wenn ein Deserteur von einem Bundesstaate zu einem fremden Staate und von diesem zu den Truppen eines andern Bundesstaats entweicht, so wird er an den ersten Bundesstaat ausgeliefert, falls zwischen dem letztern und dem fremden Staate kein Kartel besteht.

ART. IV. Nur folgende Fälle können die Verweigerung oder Verzögerung der Auslieferung eines Deserteurs begründen:

a. wenn der Deserteur zu dem Staate, wohin er entweicht, durch Geburt oder rechtliche Erwerbung — abgesehen von dem anderswo übernommenen Militärdienste — im Unterthansverbande steht, also mittelst der Desertion in seine Heimath zurückkehrt;

b. wenn der Deserteur in dem Staate, in welchen er entwichen ist, ein Verbrechen begangen hat, in welchem Falle die Auslieferung erst nach erfolgter Bestrafung, so weit es thunlich ist, unter Mittheilung des Strafurtheils, jedoch ohne Anspruch auf Erstattung der Untersuchungs- und Arrest-Kosten stattfinden soll. Schulden oder andere eingegangene Verbindlichkeiten gehen aber dem Staate, in welchem er

sich aufhält, kein Recht die Auslieferung zu ver- 1831  
weigern.

**ART. V.** Die Verbindlichkeit der Auslieferung erstreckt sich auch auf die Pferde, Sättel, Reitzzeug, Armatur und Montirungsstücke, welche der Deserteur mitgenommen hat, selbst in dem Falle, wo der Deserteur nach Art. IV. nicht, oder nicht sofort ausgeliefert wird.

**ART. VI.** Die Auslieferung geschieht an den nächsten Gränzort, wo sich entweder eine Militair-Behörde oder ein Gensdarmarie-Kommando befindet.

Wird ein Deserteur von einem Bundesstaate ausgeliefert, der nicht unmittelbar an den Bundesstaat gränzt, welchem der Deserteur angehört; so wird derselbe an die Militair-Behörde des dazwischen liegenden Bundesstaats, unter Ersatz der nothwendigen Auslagen, übergeben, von derselben übernommen, die Unterhaltungskosten desselben während des Transports bestritten und, mit Beobachtung der sonstigen Bestimmungen, dem Staate, dem er gehört, abgeliefert.

**ART. VII.** Sollte ein Deserteur der Aufmerksamkeit der Behörden entgangen sein, so erfolgt die Auslieferung auf die erste desfällige Requisition, auch wenn er in die Militairdienste des Staats, in dem er entwichen, getreten ist, oder sich daselbst ansässig gemacht hat.

Die Requisitionen ergehen an die oberste Civil- oder Militair-Behörde der Provinz, wohin der Deserteur sich begeben hat.

**ART. VIII.** Die Unterhaltungskosten der Deserteure und der mitgenommenen Pferde werden dem ausliefernden Staate, von dem Tage der Verhaftung an bis einschliesslich den der Ablieferung, in dem Augenblicke erstattet, wo der Deserteur abgeliefert wird.

Deserteure und mitgenommene Pferde, welche dem Bundesstaate, dem sie angehören, zugeführt werden, werden auf dem Wege dahin in jedem Bundesstaate wie einheimische, auf dem Marsche begriffene Mannschaften und Pferde gepflegt und es wird für diese Verpflegung jedem Staate die nämliche Vergütung geleistet, welche dort für die Verpflegung der eigenen, auf dem Marsche begriffenen Mannschaften

**1831** und Pferde vorgeschrieben ist. Der Betrag dieser zu vergütenden Auslage ist überall durch eine amtliche Bescheinigung auszuweisen.

In den Fällen, worin der Deserteur durch verschiedene Gebiete fortzuschaffen ist, muß von der ausliefernden Behörde jederzeit ein Transportzettel mitgegeben werden. Diejenigen Staaten, durch welche der Deserteur durchgeführt wird, haben die erwachsenen Unkosten vorschufsweise zu bezahlen, welche auf dem Transportzettel quittirt und so dem nächstvorliegenden Staate in Zurechnung gebracht werden, welcher hierauf bei der Auslieferung den vollen Ersatz erhält.

**ART. IX.** Unterthanen, welche Deserteure und mitgenommene Pferde einliefern, erhalten folgende Prämie:

für einen Deserteur ohne Pferd	8 Gulden C. M.
für einen Deserteur mit Pferd	16 Gulden C. M.
für jedes Pferd ohne Mann	8 Gulden C. M.

Ohrigkeiten, welche einen Deserteur einliefern, erhalten keine Prämie.

**ART. X.** Außer den Unterhaltungskosten und der Prämie darf nichts weiter, unter keinerlei Vorwand, es betreffe Löhnung, Handgeld, Bewachungs- oder Fortschaffungs-Kosten gefordert werden.

**ART. XI.** Allen Behörden wird es zur strengen Pflicht gemacht, auf Deserteure zu wachen.

**ART. XII.** Alle nach der Verfassung der Bundesstaaten reserve-landwehr- und überhaupt militairpflichtige Unterthanen, sie mögen vereidet sein oder nicht, einberufen sein oder nicht, welche ohne obrigkeitliche Erlaubniss in die Länder oder zu den Truppen eines andern Bundesgliedes, sie mögen zu dem Bundesgebiete gehören oder nicht, übertreten, sind der Auslieferung unterworfen, jedoch nur auf besondere Requisition der kompetenten Behörde.

Mit den Unterhaltungskosten ist es wie bei den Deserteuren von den Truppen selbst zu halten. Eine Prämie wird aber nicht gezahlt.

**ART. XIII.** Allen Behörden und Unterthanen der Bundesglieder ist streng zu untersagen, Deserteure oder Militairpflichtige, welche ihre Militairbefreiung nicht hinlänglich nachweisen können, zu Kriegsdien-

en aufzunehmen, deren Aufenthalt zu verheimlichen, 1831  
der dieselben, um sie etwanigen Reklamationen zu  
entziehen, in entferntere Gegenden zu befördern.

Auch ist nicht zu gestatten, daß eine fremde  
Macht dergleichen Individuen innerhalb der Staaten  
des Deutschen Bundes anwerben lasse.

ART. XIV. Wer sich der wissentlichen Verheh-  
rung eines Deserteurs oder Militairpflichtigen eines  
anderen Bundesstaates, oder der Beförderung der Flucht  
desselben schuldig macht, wird nach Landesgesetzen  
des Hehlers so bestraft, als wenn die desertirenden  
der austretenden Individuen dem Staate selbst ange-  
hört, in welchem der Hehler wohnt.

ART. XV. Wer Pferde, Sättel, Reitzzeug, Ar-  
matur- und Montirungsstücke, welche ein Deserteur  
in einem andern Bundesstaate bei seiner Entweichung  
mitgenommen hat, an sich bringt, hat selbige ohne  
Ersatz zurückzugeben und wird, wenn er wußte, daß  
es von einem Deserteur herrührten, eben so bestraft,  
als wenn jene Gegenstände dem eigenen Staat ent-  
wandt wären.

ART. XVI. Eigenmächtige Verfolgung eines De-  
serteurs oder austretenden Militairpflichtigen über die  
Grenze ist zu untersagen. Wer sich solche erlaubt,  
wird verhaftet und zur gesetzlichen Bestrafung an  
eine Regierung abgeliefert. Als eigenmächtige Ver-  
folgung ist aber nicht anzusehen, wenn ein Komman-  
dant in das jenseitige Gebiet abgesandt wird, um der  
Nothwendigkeit die Desertion zu melden. Der Komman-  
dant darf sich aber an dem Deserteur nicht vergreifen,  
sondern falls er, wie vorerwähnt, zu bestrafen ist.

ART. XVII. Jede gewaltsame oder heimliche  
Anwerbung in anderem Territorium, Verführung zur  
Desertion oder zum Austreten von Militairpflichtigen,  
in dem Staate, wo solches geschieht, nach den  
Gesetzen desselben zu bestrafen. Wer sich der Be-  
strafung durch die Flucht entzieht, oder von seiner  
Heimath aus auf obige Art auf jenseitige Unterthanen  
wirken sucht, wird, auf desfällige Requisition, in  
seinem Lande zur Untersuchung und gesetzlichen Strafe  
zogen.

ART. XVIII. Allen vor Abschluß dieser allge-  
meinen Kartelkonvention desertirten, oder ausgetre-

1831 tenen, in den Artikeln I, II, III und XII. bezeichneten Individuen, wird eine Amnestie dahin zugestanden, daß sie für ihre Person, entweder unter nicht zu versagender Entlassung aus fremden Militairdiensten, oder unter der Freiheit, darin zu verbleiben, wenn sie ihren Wunsch deshalb binnen der Frist eines Jahres erklären, frei und unangefochten, jetzt oder künftig, ihre Heimath wieder besuchen dürfen. Wenn sie in ihre Heimath zurückkehren, treten sie jedoch in diejenige Verbindlichkeit zum Militairdienste wieder ein, welche daselbst noch gesetzlich für sie fortbesteht. Auch gelangen sie wieder zur freien und unbeschränkten Verfügung über ihr dort befindliches, jetziges oder künftiges Vermögen, in so fern dasselbe nicht durch Gesetz und Ausspruch der kompetenten Behörde bereits der Konfiskation anheim gefallen ist.

ART. XIX. Die Bundesglieder machen sich verbindlich, keine besondern Kartelle unter sich bestellen zu lassen, oder von nun an einzugehen, deren Bestimmungen mit den Grundsätzen dieses allgemeinen Kartells in Widerspruch stehen.

ART. XX. Vorstehende Kartelkonvention tritt vom heutigen Tage an in volle Wirksamkeit. Frankfurt am Main, den 10ten Februar 1831.

### 39.

*Traité entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar concernant l'accession future du grand-duché au système des douanes des provinces orientales de Prusse, signé à Berlin le 11 Février 1831.*

(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1831. Nr. 5. p. 45.)

Seine Majestät der König von Preussen und Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Sachsen-Wei-

mar, haben in der Absicht, die Herstellung eines freien 1831 Verkehrs, welche den neuerlich zwischen Preussen und anderen Deutschen Staaten abgeschlossenen Verträgen zum Grunde liegt, auch auf das Verhältniß des Großherzogthums Weimar mit der Preussischen Monarchie auszudehnen, Unterhandlungen einleiten lassen und hierzu als Bevollmächtigte ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchst-Ihren Geheimen Legations-Rath Albrecht Friedrich Eichhorn, Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weißen Bande, Ritter des Kaiserlich-Russischen St. Annen-Ordens 2ter Klasse, Kommandeur des Civil-Verdienst-Ordens der Königlich-Baierischen Krone, und des Königlich-Württembergischen Civil-Verdienst-Ordens, Kommandeur des Königlich-Hannoverschen Guelphen-Ordens und des Großherzoglich-Hessischen Haus-Ordens;

Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach:

Höchst-Ihren wirklichen Geheimen Rath und Staats-Minister, Chef des Finanz-Departements, Ernst Christian August Freiherrn von Gersdorff, Großkreuz des Großherzoglich-Sachsen-Weimarschen Haus-Ordens vom weißen Falken und des Königlich-Bayerischen Ordens des Civil-Verdienstes der Baierischen Krone;

von welchen, auf den Grund jener Unterhandlungen, mit Vorbehalt der Ratifikation, nachstehender Vertrag abgeschlossen worden ist.

**ART. I.** Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Sachsen-Weimar wollen mit Ihren Landen vom 1sten Januar 1835 an, dem Zollverbande der östlichen Preussischen Provinzen beitreten.

**ART. II.** Wegen gleichförmiger Bestimmung der Chaussee-, Wege-, Brücken- und Pflaster-Gelder auf den Straßen, welche zur Unterhaltung des Verkehrs zwischen den Königlich-Preussischen und Großherzoglich-Sachsen-Weimarschen Landen dienen, wird für den Zeitpunkt, wo der Beitritt erfolgt, eine besondere Uebereinkunft vorbehalten, welcher dasjenige zur Grundlage dienen soll, was zwischen der

1831 Königlich-Preussischen und Großherzoglich-Hessischen Regierung einerseits und der Königlich-Baierischen und der Königlich-Württembergischen Regierung andererseits wegen derselben Gegenstände im Verhältniß ihrer Staaten verabredet werden wird.

In Absicht der Höhe des Chaussee-Geldes wird jetzo schon festgesetzt, daß es dann auf keinen Fall die Sätze des Preussischen Tarifs vom 28sten April 1828 übersteigen soll.

ART. III. Ohnbeschadet der von Sachsen-Weimar in dem Staatsvertrage vom 22sten September 1815 übernommenen Verbindlichkeit, das Geleit, welches die Großherzogliche Regierung in der Stadt und dem Gebiete Erfurt erhebt, gegen vollständige Entschädigung an Preussen zu überlassen, und ohnbeschadet der hierbei von beiden Seiten zur Sprache zu bringenden Gerechtsame wird in Absicht des Weimarschen Geleits Folgendes verabredet:

- a. Die Großherzoglich-Weimarsche Regierung wird die Erhebung des Geleites in der Art, wie sie dazu auf den Grund älterer Rezesse berechtigt ist, sowohl von Erfurt und dem Erfurter Gebiete, als auch von Gotha und dem Gothaer Gebiete hinweg, auf ihr eigenes Gebiet verlegen.
- b. Für den Ausfall an Einkommen, welchen sie dadurch erleidet, daß mit dieser Veränderung des Geleitsdistrikts, die Fälle der Erhebung des rezeßmäßigen Geleits sich vermindern, soll dieselbe vollständig entschädigt werden.

Behufs dieser Entschädigung soll der Ausfall nach einem Durchschnitte von 10 Jahren ermittelt und der sich hiernach ergebende jährliche Betrag, so weit er nicht durch Anrechnung der grundherrlichen Einkünfte der Ortschaften Bischoffsroda und Probstzella in Gemäßheit des Artikels VII. des Staatsvertrages vom 22sten September 1815, gedeckt wird, mittelst einer auf die Einkünfte in der Stadt Erfurt zu redigirenden jährlichen Rente oder eines Kapitals, im 25 fachen Betrage der jährlichen Rente, von Preussen gezahlt werden.

- c. Gegen Gewährung dieser Entschädigung tritt Preussen in das Recht der rezeßmäßigen Erhebung des Geleits an den Orten und in den Fällen, in welchen Weimar sein Geleitsrecht, in Folge der Verlegung (a), nicht ausüben kann.



**ART. IV.** Bis dahin, daß der wirkliche Beitritt 1831 des Großherzogthums Sachsen-Weimar zu dem Zollverbande der östlichen Preussischen Provinzen erfolgen wird (Art. I.), hat man zum Behuf gegenseitiger Erleichterung des Verkehrs und Gewerbebetriebes, imgleichen zur Sicherung der beiderseitigen landesherrlichen Zoll-Gefälle, die nachstehenden Verabredungen (Art. IV-VIII.) getroffen:

Zwischen folgenden Preussischen Landestheilen, als:

- a. dem Landkreise Erfurt,
- b. dem Kreise Schleusingen,
- c. dem Kreise Ziegenrück

einerseits und dem Großherzogthume Sachsen-Weimar andererseits, soll vom 1sten April d. J. an, dergestalt ein freier gegenseitiger Verkehr bestehen, daß die von den beiderseitigen Unterthanen innerhalb jener Lande zu verführenden Waaren aller Art überall den eigenen inländischen Waaren völlig gleich behandelt werden, auch in dem Gebiete des einen der beiden kontrahirenden Theile, soweit sich die Bestimmungen dieses Artikels darauf erstrecken, die Unterthanen des andern Theils nirgends einem Binnenzolle, außer dem an Sachsen-Weimar-Eisenach zu entrichtenden Thüringenschen Geleit, so wie es gegenwärtig in der Stadt und dem Gebiete Erfurt, in der Stadt und dem Gebiete Gotha und in dem Großherzogthume Sachsen-Weimar-Eisenach erhoben wird, oder so wie es künftig, in Gemäßheit der Bestimmungen des Artikels III dieses Vertrages wird erhoben werden, unterliegen sollen, es mag dieser Binnenzoll unter dem Namen Geleit oder einem andern Namen bis dahin bestanden haben.

Ausgenommen von dieser Freiheit des Verkehrs sind:

- a. Salz und Spielkarten, indem der Verkehr mit diesen Gegenständen, den in den Landen eines jeden der kontrahirenden Theile hierüber bestehenden Anordnungen unterworfen bleibt;
- b. alle Gegenstände, von welchen bei der Erzeugung oder der Bereitung im Inlande eine Abgabe erhoben wird. Der freie Verkehr mit diesen Gegenständen (b) aus einem Gebiete in das andere findet nur mit der Einschränkung statt, daß dieselben, wenn sie in das Gebiet des andern kontrahirenden Theils eingebracht werden, daselbst einer Abgabe

- 1831 unterliegen, welche derjenigen gleichkommt, womit die eigenen inländischen Erzeugnisse derselben Art belastet sind.

ART. V. In Absicht des Verkehrs zwischen der Stadt Erfurt und den Großherzoglich-Sachsen-Weimarschen Landen, sowohl was den Eingang als die Durchfuhr anbelangt, sollen vom 1sten April d. J. an die beiderseitigen Unterthanen dergestalt gleich behandelt werden, daß einerseits die Großherzoglichen Unterthanen in der Stadt Erfurt dieselben Vortheile und Begünstigungen genießen, welche den eigenen Preussischen Unterthanen des Landkreises Erfurt und der Kreise Schleusingen und Ziegenrück daselbst zustehen, andererseits aber auch den Einwohnern der Stadt Erfurt in den Großherzoglichen Landen alle die Vortheile und Begünstigungen zu Statten kommen, worauf die Einwohner der gedachten Kreise nach Artikel IV. in den Sachsen-Weimarschen Landen Anspruch machen können.

ART. VI. Vom 1sten April d. J. an soll, ohne Beschränkung auf besondere Landestheile und Provinzen, von Königlich-Preussischen und Großherzoglich-Sachsen-Weimarschen Unterthanen, welche in dem Gebiete des anderen kontrahirenden Theils Handel und Gewerbe treiben oder Arbeit suchen, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmäßig die eigenen Unterthanen derselben Art unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und andere Gewerbetreibende, welche bloß für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe von Waaren machen, oder Handlungsreisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen und Bestellungen zu suchen berechtigt sind, auch sich als Inländer diese Berechtigung in dem einen Staate durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, in dem andern Staate deshalb keine weiteren Abgaben entrichten.

Endlich sollen, ohnbeschadet der in dem Artikel IV. erwähnten Beschränkungen und, im Verhältniß des Großherzogthums Sachsen-Weimar zu den von einer Zolllinie umschlossenen Preussischen Provinzen, auch ohnbeschadet der Entrichtung der Königlich-Preussischen Eingangs-Abgaben, welchen Inländer

wie Ausländer gleichmäßig unterworfen sind, so wie 1831  
der Sachsen-Weimar-Eisenachschen Geleits-Zölle  
und Impost-Abgaben, nach den für Inländer gültigen  
Tarifen, die beiderseitigen Unterthanen ihre Waaren  
frei von Abgaben auf die Märkte bringen können und  
hierzu einer besonderen Konzession oder Legitimation  
oder eines Gewerbescheines für diesen Theil des  
Handels und gewerblichen Verkehrs nicht bedürfen.

ART. VII. Ueber gegenseitige, vor dem Beitritte  
Sachsen-Weimars zu dem Zoll-Verbande der östlichen  
Preussischen Provinzen, noch weiter festzustel-  
lende Verkehrs- und Handels-Erleichterungen, sollen  
besondere Verhandlungen statt finden.

ART. VIII. Zur Sicherung ihrer landesherrlichen  
Gefälle, wollen sich beide kontrahirende Theile ge-  
genseitig unterstützen. Daher wollen auch Ihre Kö-  
nigliche Hoheit, der Großherzog von Sachsen-Wei-  
mar gestatten, daß die Preussischen Zollbeamten die  
Spur begangener Unterschleife in das Sachsen-Wei-  
marsche Gebiet verfolgen und sich mit Zuziehung der  
Ortsobrigkeit des Thatbestandes versichern, wogegen  
hinsichtlich der Beeinträchtigung der Großherzoglich-  
Sachsen-Weimarschen Gefälle der Großherzoglichen  
Beamten eine gleiche Befugniß in dem Preussischen  
Gebiete zugestanden wird. Nicht weniger sollen die  
Behörden den für die Aufrechthaltung der beiderseiti-  
gen Zollgesetze ergehenden Requisitionen gegenseitig  
unverzüglich nachkommen, und auf desfallsigen An-  
trag die von den Unterthanen des einen Theils gegen  
die Zollgesetze des anderen Theils verübten Unter-  
schleife eben so zur Untersuchung und Strafe ziehen,  
als wenn sie gegen die eigenen inländischen Gesetze  
begangen worden wären.

Gegenwärtiger Vertrag soll unverzüglich zur Ra-  
tifikation vorgelegt und die Auswechselung der Rati-  
fikations-Urkunden spätestens binnen vier Wochen  
in Berlin bewirkt werden.

Zu Urkunde dessen ist derselbe von den beider-  
seitigen Bevollmächtigten, unter Beidrückung ihrer  
Siegel, unterzeichnet worden.

Berlin, den 11ten Februar 1831.

ALBRECHT FRIEDRICH EICHORN.

ERNST CHRISTIAN AUGUST VON GERSDORFF.

1831

*Bekanntmachung.*

(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten.  
1831. Nr. 6. p. 49.)

Der durch das 5te Stück der diesjährigen Gesetz-Sammlung, sub Nr. 1284. bekannt gemachte, unterm 11ten Februar d. J. abgeschlossene Staats-Vertrag über den künftigen Beitritt des Großherzogthums Sachsen-Weimar zum Zoll-Verbande der östlichen Preussischen Provinzen, ist von Seiner Majestät dem Könige von Preussen am 29sten März d. J. und von Seiner Königlichen Hoheit dem Großherzoge von Sachsen-Weimar, am 16ten Februar d. J. ratifizirt, die Ratifikations-Urkunden aber sind am 9ten April d. J. zu Berlin gegenseitig ausgewechselt worden, welches hiermit bekannt gemacht wird.

Berlin, den 4ten Mai 1831.

*Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

V. SCHÖNBERG.

## 40.

*Déclaration concernant une modification de l'art. 3. de la convention de 1811 entre la Prusse et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin sur l'extradition réciproque des vagabonds, du 28 Février 1831.*

(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1831. Nr. 1. p. 4.)

**I**n Betracht des Umstandes, dafs die Bestimmung des §. 3. der Konvention vom 14ten November 1811 wegen wechselseitiger Anhaltung und Auslieferung der Vagabunden, über den Ersatz der Arrest- und Verpflegungs-Kosten in ihrer Ausführung öfters zu Wei-

terungen Veranlassung gegeben hat, haben die König-1831  
lich-Preussische und Großherzoglich-Mecklenburgi-  
sche Regierung folgende Modifikation des gedachten  
§. 3. verabredet:

Diejenigen Gensd'armes oder Polizei-Offizianten,  
welche mit der Auslieferung der Vagabunden beauf-  
tragt sind, sollen sich mit der betreffenden näch-  
sten Gränzbehörde darüber konzertiren, wann und  
in welcher Art die Ueberlieferung dergleichen In-  
dividuen jedesmal geschehen soll. Die bis zur Aus-  
lieferung erwachsenen Arrest- und Verpflegungs-  
Kosten sind jedoch nicht als zur Erstattung geeig-  
net anzusehen, sondern ein jeder Staat trägt die  
Kosten, welche für ihn in dieser Beziehung ent-  
stehen, als einen zufälligen Schaden.

Gegenwärtige im Namen Seiner Majestät des Kö-  
nigs von Preussen und Seiner Königlichen Hoheit des  
Großherzogs von Mecklenburg-Schwerin zweimal  
gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach er-  
folgter Auswechselung, in den beiderseitigen Landen  
Kraft und Wirksamkeit erhalten und öffentlich be-  
kannt gemacht werden.

So geschehen Berlin, den 28sten Februar 1831.

*Königl. Preussisches Ministerium der auswärtigen  
Angelegenheiten.*

V. SCHÖNBERG.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche  
gegen eine übereinstimmende, von dem Großherzog-  
lich-Mecklenburgischen Geheimen Ministerium zu  
Schwerin, unterm 4ten d. M. vollzogene Erklärung  
ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen  
Kenntniß gebracht.

Berlin, den 28sten Februar 1831.

*Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

V. SCHÖNBERG.

## 41.

**1831** *Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Senecas sur la rivière de Sandusky dans l'Ohio, conclu à Washington le 28 Février 1831 et ratifié par le président des Etats-Unis le 24 Mars de la même année.*

*(Acts passed at the second session of the twenty-first congress of the United States. Appendix p. 152.)*

**A**rticles of Agreement and Convention, made and concluded at the City of Washington, on the twenty-eighth day of February, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and thirty-one, by and between James B. Gardiner, specially appointed Commissioner on the part of the United States, of the one part, and the undersigned, principal Chiefs and Warriors of the Seneca tribe of Indians, residing on the Sandusky river in the State of Ohio, on the part of said tribe, of the other part; for the cession of the lands now owned and occupied by the said tribe of Indians, lying on the waters of the Sandusky river, and situate within the territorial limits of the organized counties of Seneca and Sandusky, in said State of Ohio.

Whereas the tribe of Seneca Indians, residing on Sandusky River, in the State of Ohio, have earnestly solicited the President of the United States to negotiate with them, for an exchange of the lands, now owned and occupied by them, for lands of the United States, west of the river Mississippi, and for the removal and permanent settlement of said tribe: Therefore, in order to carry into effect the aforesaid objects, the following articles have been agreed upon:

**ART. I.** The Seneca tribe of Indians, in consideration of the stipulations herein made on the part

of the United States, do forever cede, release and 1831  
quit claim to the United States, the lands granted to  
them, by patent, in fee simple, by the sixth section  
of the Treaty, made at the foot of the Rapids of the  
Miami River of Lake Erie, on the twenty-ninth day  
of September, in the year 1817, containing thirty  
thousand acres, and described as follows: „beginning  
on the Sandusky river at the lower corner of the  
section granted to William Spicer; thence down the  
river on the east side, with the meanders thereof at  
high water mark, to a point east of the mouth of  
Wolf Creek; thence; and from the beginning, east,  
so far that a north line will include the quantity of  
thirty thousand acres.” And said tribe also cede, as  
aforesaid, one other tract of land, reserved for the  
use of the said Senecas, by the second article of the  
treaty, made at St. Mary's, in the State of Ohio, on  
the seventeenth day of September, in the year 1818,  
which tract is described in said treaty as follows:  
„Ten thousand acres of land, to be laid off on the  
east side of the Sandusky river, adjoining the south  
side of their reservation of thirty thousand acres,  
which begins on the Sandusky river, at the lower  
corner of William Spicer's section, and excluding  
therefrom the said William Spicer's section:” making,  
in the whole of this cession, forty thousand acres.

ART. II. In consideration of the cessions stipu-  
lated in the foregoing article; the United States agree  
to cause the said tribe of Senecas, consisting of about  
four hundred souls, to be removed in a convenient  
and suitable manner, to the western side of the Mis-  
sissippi river; and will grant them, by patent, in fee  
simple, as long as they shall exist as a nation and  
remain on the same, a tract of land, situate on, and  
adjacent to the northern boundary of the lands here-  
tofore granted to the Cherokee nation of Indians,  
and adjoining the boundary of the State of Missouri;  
which tract shall extend fifteen miles from east to  
west, and seven miles from north to south, contain-  
ing about sixty-seven thousand acres, be the same  
more or less; for which the President of the United  
States shall cause letters patent to be issued, in due  
form of law, agreeably to the Act of the last session  
of Congress.

1831      ART. III. The United States will defray the expenses of the removal of the said Senecas, and will moreover supply them with a sufficiency of wholesome provisions, to support them for one year, after their arrival at their new residence.

ART. IV. Out of the first sales, to be made of the lands herein ceded by the Senecas, the United States will cause a grist mill, a saw mill, and a blacksmith shop to be erected on the lands herein granted to the Senecas, with all necessary tools, to be supported and kept in operation, at the expense of the United States, for the sole benefit of the said Senecas; and for these purposes, the United States will employ a miller and a blacksmith, for such term as the President of the United States, in his discretion, may think proper.

ART. V. As the Seneca Indians, on their removal, will stand in need of funds to make farms and erect houses; it is agreed that the United States will advance them six thousand dollars, in lieu of the improvements which they have made on the lands herein ceded to the United States; which sum shall be reimbursed from the sales of the lands ceded. An equitable distribution of this sum shall be made by the Chiefs, with the consent of the tribe, in general council assembled, to such individuals of the tribe, as, having left improvements, may be properly entitled to receive the same.

ART. VI. The live stock, farming utensils, and other chattel property, which the Senecas now own, and may not be able to take with them, shall be sold by some agent, to be appointed by the President; and the proceeds paid to the owners of such property, respectively.

ART. VII. The expenses of the Chiefs, in coming to and remaining at Washington, and returning to Ohio, as well as the expenses and *per diem* pay of the native Interpreter accompanying them, shall be paid by the United States.

ART. VIII. The United States will expose to public sale, to the highest bidders, at such time and in such manner as the President may direct, the tracts



of land herein ceded by the Seneca Indians: And, 1831 after deducting from the proceeds of such sale, the *minimum* price of the public lands; the cost of building the saw and grist mills and blacksmith shop for the Senecas; the cost of surveying the lands; and the sum of six thousand dollars, to be advanced in lieu of their present improvements: it is agreed that any balance which may remain, of the avails of the lands after sale as aforesaid, shall constitute a fund for the future exigencies of the tribe, on which the Government of the United States consent and agree to pay to the Chiefs of the nation, for the use and general benefit of the nation, annually, five per cent on said balance, as an annuity: And if, at any time hereafter, the Seneca Chiefs, by and with the advice and consent of their tribe in General Council assembled, shall make known to the President, their desire that the fund, thus to be created, should be dissolved and given to the tribe; the President shall cause the same to be paid over to them, in such manner as he may direct; provided he shall become satisfied of the propriety of so doing.

ART. IX. It is agreed that any annuity, accruing to the Senecas, by former treaties, shall be paid to them at their intended residence, west of the Mississippi, under the direction of the President.

ART. X. The United States hereby agree to give to the Senecas, as presents, one hundred rifles, as soon as practicable, and four hundred blankets, for the use of the tribe, to be delivered to them at such time and place as may be directed by the Secretary of War. Also fifty ploughs, fifty hoes and fifty axes, will be given to the tribe, as aforesaid, to assist them in commencing farming.

ART. XI. The Chiefs of the Senecas, being impressed with gratitude towards Henry C. Brish, their sub-agent, for his private advances of money and provisions, and numerous other acts of kindness towards them, as well as his extra services in coming with them to Washington; and having expressed a wish that a quarter section of a hundred and sixty acres of the lands ceded by them, should be granted to him in consideration thereof: the same is hereby

1831 granted to him and his heirs to be located under the direction of the President of the United States.

ART. XII. The lands granted by this Agreement and Convention to the Seneca tribe of Indians shall not be sold or ceded by them, except to the United States.

ART. XIII. It is communicated by the Chiefs here, that, in Council, before they left home, it was agreed by the tribe, that, for their services in coming to the City of Washington, each should receive one hundred dollars, to be paid by said tribe: At the request of said Chiefs, it is agreed that the United States will advance the amount, to wit: five hundred dollars, to be hereafter reimbursed from the sale of their lands in Ohio.

In testimony whereof the parties respectively have this twenty-eight of February signed the same and affixed their seals.

JAMES B. GARDINER.

---

42.

*Traité de commerce entre la Bavière,  
le Wurtemberg et le grand-duché  
de Saxe-Weimar-Eisenach avec un  
cartel de douanes y relatif, conclu  
le 10 Mars 1831.*

(*Regierungsblatt für das Königreich Baiern 1831.  
Nr. 33. p. 559.*)

Seine Majestät der König von Baiern, und Seine Majestät der König von Würtemberg einerseits, und Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach andererseits, haben zu möglichster Erleichterung des Handels und Verkehrs zwischen Ihren Staaten am 10ten März l. J. einen Vertrag geschlossen, dessen Bestimmungen nach nunmehr

erfolgter Ratifikation nebst den Beilagen A., B., C. 1831 und dem dazu gehörigen auf Art. X. des Vertrages bezüglichem Zollkartel, zur Nachachtung andurch mit der Bemerkung öffentlich bekannt gemacht werden, daß die Vertrags-Bestimmungen sogleich in Kraft treten.

ART. I. Der Handel und Verkehr zwischen den Königlich-Baierischen und Königlich-Württembergischen Staaten und dem Großherzogthume Sachsen-Weimar-Eisenach soll gegenseitig in folgender Art erleichtert werden:

I. *Frei* von Eingangsgebühren sollen, und zwar nun forthin vertragsmäßig, nach den Königreichen Baiern und Württemberg aus dem genannten Großherzogthum alle diejenigen Gegenstände gebracht werden, welche in der Beilage A. namentlich angegeben sind.

(A.)

II. *Freien* Eingang in die Königreiche Baiern und Württemberg erhalten ferner, so weit es eigene Erzeugnisse der Großherzoglichen Lande sind, und zwar (nach Verzeichniß B.)

(B.)

a. in unbestimmten Quantitäten:

1. Gartenfrüchte, Beeren, Kräuter und Sämereien (nach dem Baierisch-Württembergischen Vereins-Tarifziffer 16 a, 17 a, 33, 59 a, 126, 138 b 1, 158, 163 g., 1. 2., 166, 169 a, 204, 358 b, c, d, 413 a.)
2. Flachs, Hanf, Werg (Ziffer 154 a, 197 a, 483).
3. Gemeine, nicht eigens belegte Viktualien (Ziff. 464).
4. Vieh: Pferde, Fohlen unter 1 Jahr, Maulthiere, Esel, Stiere, Ochsen, Kühe, Rinder, Terzen und Jährlinge, Kälber unter 1 Jahr, Schweine, Frischlinge, Spanferkeln, Schafe, Hammel, Widder, gemeine und veredelte, Lämmer, Geißvieh, Böcke, Ziegen, Kitze.  
(Ziffer 465. a — q.)
5. Holz, gemeines, hartes und weiches, dann Nuss-, Kirschbaum-, auch Masern-Holz, dann Holzwaaren, gemeine für Landleute, als: Drischeln, Geiselstecken, Hecheln, Haspeln, Heugabeln, Holzschuhe und Stöckeln, Schusterspäne, Kochlöffel, Futterkörbe, Leisten, Mausfallen, Mehl- und Salzkübel, Mühlkämme, Mulden, Rechen, Reife,

1831

Schaufeln, Schindel, Siebläufe, Spindeln, Spinnräder, Spinnrocken, gemeine Teller, Tröge, Weidenkretzen, und Ringe, Packkisten und Steckenholz.

(Ziffer 202, a, 1, 2, 3, 5, f, 1, 2, und i.)

6. Steine, insbesondere Mühlsteine, Wetzsteine, Ziegel- und Backsteine, Steinhauer-Arbeiten.

(Ziffer 428, b, d, e, f, g.)

7. Pech, rohes und geläutertes.

(Ziffer 318, a, b, c, e.)

8. Kienrufs (Ziffer 223.)

9. Gyps in Fässern und Kalk, gebrannter.

(Ziffer 175, a, 216, a.)

10. Eisen rohes, Kupfer rohes, in unverarbeiteten Masseln, Messing unverarbeitetes.

(Ziffer 123 b, 247 b, 282 b.)

b. in bestimmten Quantitäten

1. Binder-, Fafsbinder-Arbeiten, Dreher- u. Drechsler-Waaren von Holz, gemeine, Schreiner-Arbeiten, gemeine, Gefährte zum Oekonomiedienst, unbeschlagene.

(Ziffer 52, 146 a 1, 398 a, 170 b 2, c 2, d 2, g.)  
jährlich im Ganzen vierhundert Zentner.

2. Büchsenmacher-Arbeiten, als: vollendete Gewehre, Pistolen u. s. w. (Ziffer 73.)  
jährlich funfzig Zentner.

3. Tabakspfeifen erdene, unbeschlagene;  
(Ziffer 128 a.)  
jährlich funfzig Zentner.

4. Ruhlaer-Pfeifenköpfe mit gemeinem Beschlüge:  
(Ziffer 441. b, 2.)  
jährlich funfzig Zentner.

5. Ruhlaer-Pfeifenköpfe, gutbeschlagene;  
(Ziffer 441. b, 3.)  
jährlich funfzig Zentner.

6. Puppenköpfe, Gesichter von Papier;  
(Ziffer 339. b.)  
jährlich funfzig Zentner.

III. Einem *herabgesetzten* Eingangszolle und zwar vorerst um funfzig Procent der allgemeinen Tarifs-Angabe sollen unterliegen:

1. Wolle, Schafschur- und Weißgerber-Wolle, rohe ungekämmt, gefärbte, Flocken, Garne, Tücher,

ganze und halbe, Azors, Moltons, Biber, gestrickte 1831  
Waaren;

(Ziffer 489. a, 1, 2, b, c, d, 168. c, 1, 2, f, 456.)

im ersten Jahre im Ganzen zusammen 600

Zentner,

im zweiten Jahre im Ganzen zusammen 1000

Zentner,

im dritten Jahre im Ganzen zusammen 1500

Zentner.

2. Baumwolle, kartätschte, gesponnene, nämlich Garne, rohe ungebleichte, gebleichte, gezwirnte, ungefärbte und gefärbte Tücher und Waaren, rohe und weisse, brochirte, festonirte, auch mit Leinen und Wolle vermengte, gestrickte;

(Ziffer 38, lit. b, c, d, 1, 2, 3. Ziffer 168. a, 1, 2, 3, 4.)

im ersten Jahre im Ganzen zusammen eine Quantität von vierhundert Zentner,

im zweiten Jahre im Ganzen zusammen eine Quantität von sieben hundert Zentner,

im dritten Jahre im Ganzen zusammen eine Quantität von eintausend Zentner,

3. Leinwand ungebleichte, Drillich, Zwillich, Gradel, Kanevas, und alles rohe Leinenzeug im ungebleichten Zustande, gebleichte Waaren, alle mit Seiden, Baumwolle und Schafwolle u. s. w., nicht gemengt; ferner Tischzeuge, Damast, Gingang, Köllisch, dann gefärbte Leinwand, gefärbter Kanevas und Zwillich, so wie rothe und geköpernte Hosenzeuge, Fadenbattist;

(Ziffer 256. a, b, c, d,)

im Ganzen zusammen

im ersten Jahre . 600 Zentner,

- zweiten - . 1000 -

- dritten - . 1500 -

- vierten Jahre und weiter, so lange der Vertrag besteht, bleibt es hinsichtlich der so eben unter 1, 2 und 3 genannten Gegenstände bei den Quantitäten des dritten Jahres.

4. Eisenfabrikate, gemeine Huf- und Nagelschmied-Arbeiten, Sensen, Sicheln, Ketten, Feilenhauer- und Waffenschmied-Arbeiten, Aexte, Hammer, Klingen, Pfannen, Sägblätter u. s. w. zum Betriebe

1831 der Landwirthschaft mit Geschmeidewaa ren unver-  
 mengt,  
 jährlich im Ganzen zusammen 200 Zentner.  
 (Ziffer 123. i. 1, 2.)

IV. a. Wenn die unter I. und II. genannten Artikel aus den Königreichen Baiern und Würtemberg in die Großherzoglichen Lande eingeführt werden, sollen dieselben frei von allen auf dem Eingange ruhenden Abgaben, welche unter irgend einem Titel von ausländischen Gegenständen gleicher Art, als solchen im Großherzogthum Sachsen-Weimar-Eisenach erhoben werden, d. h. *frei* von jedem Eingangszoll und von jeden Verbrauchssteuern, insoferne letzteren nicht auch die inländischen Gegenstände gleicher Art unterliegen, eingehen.

b. Sollten nach vorgängigem Benehmen die unter III. aufgeführten Waaren im Großherzogthume je mit Eingangs-Abgaben belegt werden, so soll denselben — insofern sie Baierische oder Würtembergische Erzeugnisse sind — dieselbe Ermäßigung, und zwar für unbestimmte Quantitäten zu Theil werden, welche den Weimar-Eisenachischen Erzeugnissen derselben Art bei dem Eingang in das Gebiet des Baierisch-Würtembergischen Zollvereins zugestanden ist.

c. Gleiche Herabsetzung des Impostbetrages, nämlich vor der Hand zu fünfzig Procent, soll beim Eingang in das Großherzogthum folgenden Baierischen und Würtembergischen Erzeugnissen zugestanden sein:

1. Butter, Schmalz, Unschlitt, Brenn- und Speiseöle;  
 (Ziffer 75. 390. 460. a, b, 302, b, c.)

2. Wein und Most;  
 (Ziffer 478. a, c, nur dafs statt „ausländischen“ Baierische und Würtembergische zu verstehen ist.)

3. Rauch- und Schnupftabak, auch Karotten und Tabakblätter;  
 (Ziffer 440. a, b.)

4. Wachskerzen;  
 (Ziffer 470. c.)

5. Für Bier, Brantweine, Liqueurs, Cyder, Essig und geschrotetes Malz aber soll nur eine solche Abgabe zu leisten sein, welche derjenigen gleichkommt, mit welcher die eigenen inländischen Erzeugnisse gleicher Art in dem gedachten Großherzogthume besteuert sind.

**Art. II. Was den *Durchgang* betrifft, so sollen** 1831

1. Waaren und Güter, welche aus dem Gebiete eines der kontrahirenden Staaten durch das Gebiet eines anderen in das Ausland, oder vom Ausland durch das Gebiet eines der kontrahirenden Staaten in das Gebiet eines andern geführt werden, im Durchgange möglichst erleichtert werden; dem gemäß bestimmen
2. die hohen kontrahirenden Theile vorläufig und im Allgemeinen, daß in Ihren Staaten in den vorbezeichneten Fällen die inländischen Erzeugnisse der Natur und des Gewerbleißes, so wie der Kunst, von allen Durchgangsabgaben (ausschließlich der Chaussee- oder Weggelder und der Wasserzölle auf Strömen, hinsichtlich welcher die Wiener-Kongress-Akte oder besondere Staats-Verträge Anwendung finden) gänzlich befreit bleiben, daß sohin in Gemäßheit dessen auch insbesondere die bisherige Transitozoll-Gebühr im Neustädter-Kreise Baiern und Württemberg gegenüber, aufzuheben habe.
3. An dem fortbestehenden Großherzoglich-Sächsischen Geleite soll für die Baierisch und Württembergischen Erzeugnisse der Natur und des Gewerbleißes und der Kunst, auf den Straßen durch das Eisenachische Oberland und über Eisenach nach Kreuzburg u. s. w. eine Erleichterung von fünfzig Procent der allgemeinen Tarifsätze statt finden;
4. Bei allenfallsiger Ausführung des Salzes aus einer Staats- oder Privat-Saline durch das Gebiet eines der kontrahirenden Staaten wird, unbeschadet des freien Ausganges und Durchganges, über die Straßen für den Transport und über die dabei erforderlichen Sicherheits-Maafsregeln nähere Verabredung vorbehalten.

**Art. III. (C.) Von *Ausgangszöllen* beim Uebertritte in die Großherzoglichen Lande** bleiben die im Verzeichniß C aufgezählten Gegenstände, und zwar nun auch forthin vertragsmäßig, ohne weitere Beschränkung frei; dieselbe Behandlung sollen die nämlichen Gegenstände beim Uebertritte aus dem Großherzogthume in das Baierisch-Württembergische Vereinsgebiet finden, insbesondere aber hören alle in den Großherzoglich-Sachsen-Weimar-Eisenachischen Landen, im Verkehr mit Baiern etwa noch bestan-

1831 denen Ausfuhr-Verbote auf; — frei von allen Ausgangsabgaben sollen auch sein alle diejenigen Produkte, welche für Gewerbe oder Fabriken im Baierisch-Würtembergischen Vereinsgebiete dahin, aus dem Großherzogthum ausgeführt werden, insbesondere Sägebäume, sogenannte Sägeblöcke, Holzkohlen, Porzellan-Erde, Häute, Felle, Blut von Vieh, Därme von Vieh, Flechsen von Vieh, Haare von Pferden, Schweinen, Bibern, Hasen; Abfälle von Häuten und Leder, Hornspitzen.

ART. IV. Wenn außer den in vorstehenden Artikeln I, II, III, gemachten Zugeständnissen, wegen irgend eines Gegenstandes von einem der kontrahirenden Theile für die Unterthanen eines dritten Staates außer dem Falle besonderer Handels-Verträge günstigere Bestimmungen getroffen werden, als durch den allgemeinen Tarif schon festgesetzt sind, so sollen dieselben auch den Unterthanen des andern kontrahirenden Theils zu Statten kommen; dagegen soll irgend ein Erzeugniß der Natur und des Gewerbflusses aus den Landen der hohen kontrahirenden Theile mit einer höhern Abgabe, als hiefür im allgemeinen Tarife bestimmt ist, nicht belegt werden.

ART. V. Chaussee-Abgaben oder andere statt derselben üblichen Reichnisse, wie z. B. der in den Königreichen Baiern und Würtemberg zur Surrogierung des Weggeldes von eingehenden Gütern angeordnete fixe Zollbeischlag, ebenso Pflaster-, Damm-, Brückengeld, Fährgelder oder unter welchen andern Namen dergleichen Abgaben bestehen, — ohne Unterschied, ob die Erhebung derselben für Rechnung des Staats oder eines Privat-Berechtigten, namentlich einer Gemeinde geschieht, sollen nur in dem Betrage neu eingeführt werden können, als sie den gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungskosten angemessen sind.

In Beziehung auf die Chaussee-Geld-Abgaben wird zur Zeit und bis der Großherzoglichen Regierung die Gewährung einer Erleichterung möglich wird, festgesetzt, daß die gegenwärtig im Umfange des Großherzogthums bereits üblichen Chaussee- und Weggeldabgaben nicht erhöht werden.

Uebrigens soll die Aufhebung oder Verminderung



solcher bestehenden Abgaben besonderer Vereinbarung 1831 vorbehalten bleiben.

ART. VI. Der freie oder erleichterte Uebergang der Erzeugnisse, wie solcher in dem Artikel I. verabredet ist, bleibt an die Einhaltung bestimmter Zollstraßen und Uebergangspunkte gebunden, worüber eine besondere Vereinbarung statt finden wird.

Um aber der gegenseitig für inländische Erzeugnisse der Natur, des Gewerbflusses und der Kunst zugestandenen Befreiung oder Erleichterung bei der Einführung in das Gebiet eines der kontrahirenden Staaten, oder bei der Durchführung theilhaftig werden zu können, müssen von Handels- und Gewerbetreibenden alle Erfordernisse besonders in Ansehung der beizubringenden Zeugnisse beobachtet werden, welche der vorsorglichen Bestimmung des Art. XIII. des zwischen Baiern und Würtemberg einerseits und Preussen und Hessen-Darmstadt andererseits geschlossenen Handels-Vertrages und den hienach näher festzusetzenden Reglements entsprechen.

ART. VII. Uebrigens wollen die hohen kontrahirenden Theile zur Erleichterung der gegenseitigen Waaren-Versendung und Behandlung eine Reduktion der Münz-, Maafs- und Gewichts-Bestimmungen zum Gebrauche der Behörden und des handeltreibenden Publikums vorläufig entwerfen und bekannt machen lassen, bis es den Bemühungen der verschiedenen kontrahirenden Staaten gelingt, ein gleiches Münz-, Maafs- und Gewichts-System nach der allseitig und öffentlich ausgesprochenen Absicht in Anwendung zu bringen.

ART. VIII. Zugleich werden die hohen kontrahirenden Theile dahin wirken, daß dem gewerblichen Verkehr Ihrer Unterthanen gegenseitig die möglichste Erleichterung und Freiheit gewährt werde.

Vorläufig und bis das Nähere hierüber bestimmt werden kann, sollen Handelsreisende als solche, — welche nicht Waaren, sondern nur Muster bei sich führen und für inländische Etablissements bei Gewerbetreibenden — nicht aber bei den sonstigen Konsumenten Bestellung suchen, in keinem der kontrahirenden Staaten besondern Abgaben und Steuern unterliegen, worüber das Nähere besonders bekannt gemacht werden wird.

ART. IX. Rücksichtlich des kleinen wechselsei-

1831 tigen Verkehrs der Gränzbewohner sollen diejenigen Erleichterungen, welche im Baierisch-Würtembergischen Zollvereine statt finden, und in der am 4ten Februar 1829 im Königreiche Baiern verfügten Bekanntmachung umständlich angeführt sind, auch zu Gunsten der Großherzoglichen Unterthanen in den an das Königreich Baiern gränzenden Ortschaften, innerhalb des bestimmten Bezirkes — gegen Zusicherung der vollen Reziprozität von Seiten Sachsen-Weimar-Eisenachs gewährt werden, vorbehaltlich weiterer Bestimmung hinsichtlich der Begünstigungen, welche von Seiten des Großherzogthums Sachsen-Weimar-Eisenach, nach Anforderung der eigenthümlichen geographischen und gewerblichen Verhältnisse, besonders in Ansehung des Marktbesuches, gewünscht werden.

Als allgemeiner Grundsatz wird einstweilen festgesetzt, daß alle Abgaben, welche von fremden Kauf- und Handelsleuten bei dem Besuche der Märkte und Messen an den Staat, an die Kommunen oder an Korporationen entrichtet werden, insoferne sie nicht von den Inländern in gleichem Maasse zu leisten sind, bezüglich auf die Unterthanen der hohen kontrahirenden Theile, gänzlich hinwegfallen.

ART. X. Die hohen kontrahirenden Theile werden sich überhaupt in allen zur Sicherung der landesherrlichen Gefälle und Regalien nothwendigen Mafsregeln und Anordnungen einander gegenseitig freundschaftlich unterstützen und treten deshalb und insbesondere zur Aufrechthaltung der Handels- und Zoll-Anordnungen, so wie zur Unterdrückung des gemeinschädlichen Schleichhandels in ein förmliches Kartel-Verhältniß (nach Inhalt der Beilage) vorbehaltlich der zu diesem Zwecke etwa in der Folge noch erforderlichen und gesondert festzusetzenden weiteren Bestimmungen über gemeinsame Schutzmafsregeln.

ART. XI. Die Dauer dieses Vertrages wird vorläufig bis zum 31sten Dezember 1834 bestimmt und hat sich auch auf die beiden Fürstenthümer Hohenzollern-Hechingen und Hohenzollern-Sigmaringen auszudehnen.

München, den 21sten August 1831.

*Staats-Ministerium des Königl. Hauses und des Aeußern.*

Graf v. ARMANSPERG.

BRAUN.

*Ueberëinkunft wegen eines Zoll-Kartels. 1831*

**ART. I.** Die Behörden, Beamten und Bediensteten der kontrahirenden Staaten sollen einander gegenseitig in allen gesetzlichen Mafsregeln, welche zur Verhütung, Entdeckung oder Bestrafung von Unterschleifen gegen Zoll- und andere Verbrauchs-Abgaben des einen oder des anderen Staates oder zur Sicherung dieser Gefälle und der gegen Kontravenienten zu verhängenden Strafen von dem einen Theile für nothwendig erkannt werden, unterstützen und thätig, zweckmäfsig und ohne Verzug den verlangten Beistand erhalten.

**ART. II.** Wenn eine bevorstehende Uebertretung der über solche Abgaben bestehenden Gesetze des einen Staates zur Kenntnifs der Beamten oder Bediensteten des andern Staates kommt, so sind diese verbunden, auch ohne spezielle Anforderung alle gesetzlichen Mittel anzuwenden, welche zur Verhütung, Entdeckung oder Bestrafung derselben führen können.

Ein gleiches liegt ihnen hinsichtlich der bereits begangenen Uebertretungen ob.

**ART. III.** Den Beamten oder Bediensteten sämmtlicher kontrahirenden Regierungen soll gestattet sein, gegenseitig die Spur begangener Unterschleife in die gegenseitigen Gebiete ohne Begränzung auf einen gewissen Raum zu verfolgen, und es sollen die Orts-Obrigkeiten in diesem Falle auf mündlichen oder schriftlichen Antrag derselben Beamten oder Bediensteten und unter deren Zuziehung durch Haussuchungen, Beschlagnahme oder andere gesetzlichen Mafsregeln des Thatbestandes sich gehörig versichern.

**ART. IV.** Bei Haussuchungen, soll ein Protokoll aufgenommen und ein Exemplar dem requirirenden Beamten oder Bediensteten eingehändigt, ein zweites Exeinplar aber zu den Akten der einschlägigen Untersuchungsbehörde zugestellt werden.

**ART. V.** In den Fällen, wo Verhaftung gesetzlich zulässig ist, wird den verfolgenden Beamten des einen Staates die Befugnifs ertheilt, den Zollkontravenienten, wenn es ohne Anwendung gewaltsamer Mafsregeln geschehen kann, auf dem Gebiete des andern Staates anzuhalten, und den Angehaltenen selbst zur nächstgelegenen Ortsobrigkeit desjenigen Staats, auf dessen Gebiet die Anhaltung statt fand, abzuführen.

1831 Wenn also die Person des Frevlers dem verfolgenden Beamten oder Bediensteten bekannt und die Beweisführung hinlänglich gesichert ist, so findet keine Anhaltung auf fremdem Gebiete statt.

ART. VI. Bei Erhebung des Thatbestandes einer Uebertretung, welche von einem Angehörigen des einen Staates gegen die oben erwähnten Gesetze des anderen Staates begangen werden, soll den offiziellen Angaben der Behörden, Beamten oder Bediensteten dieses anderen Staates jener Glaube beigemessen werden, welchen die Gesetze den offiziellen Angaben der inländischen Behörden, Beamten oder Bediensteten unter gleichen Verhältnissen beilegen.

ART. VII. Eine Auslieferung der Zollkontravenienten, wenn sie Unterthanen desjenigen Staates sind, in dessen Gebiet sie angehalten worden, ist nicht zulässig, es soll aber gegen sie auf Antrag der jenseitigen zuständigen Behörde das Strafverfahren eingeleitet, und sowohl wegen der Zollkontravention, als wegen der etwa konkurrirenden Verbrechen oder Vergehen, nach den Landesgesetzen erkannt werden.

Seine Königliche Hoheit wollen übrigens in ihren Landen verordnen und darauf halten, daß diejenigen Ihrer Unterthanen, welche eine Kontrebande mit Salz oder eine Defraudation mit Waaren, die im Baierisch-Würtembergischen Zollvereine einer Verbrauchsteuer oder einem Zolle unterworfen sind, verüben oder befördern, sohin die Zollgefälle des genannten Vereines beeinträchtigen, mindestens um den doppelten Betrag des dadurch gesuchten Vortheils, in so ferne aber die Großherzoglichen Gesetze die Defraudation des Impostes mit härteren Strafen ahnden, nach solchen bestraft werden. Dabei soll jener Vortheil mindestens dem Betrage derjenigen Abgabe gleich geachtet werden, womit die Waare im Baierisch-Würtembergischen Zollvereine belegt ist; bey dem Salze soll derjenige Preis, zu welchem in den Niederlagen oder Faktoreien der nächsten K. Baierischen Saline das Salz zum inländischen Verbrauche an Baierische Unterthanen verkauft wird, als Maafsstab der Abgabe angesehen werden.

ART. VIII. Die Geldstrafen und konfiszierten Gegenstände, welche in Folge der Untersuchung und Aburtheilung eines gegen die Gesetze des andern Staats

begangenen Frevels sich ergeben, fallen dem Aerar 1831 desjenigen Staates anheim, wo die Aburtheilung erfolgt, nach Abzug der Antheile, welche nach den Gesetzen dem Aufbringer — (Angeber, Denunzianten) oder einem dritten Berechtigten zukommen, und nach Abzug desjenigen Betrages, um welchen die Gefälle des anderen Staates verkürzt worden, und welcher demselben nach vorgängiger Berichtigung des Aufbring-Antheils zurückzuerstatten ist, insoweit der Erlös aus den konfiszierten Waaren und die Zahlungsmittel des Bestraften hiezu hinreichen.

Diese Rückvergütung, so wie die Erstattung der erweislichen Auslagen kann unmittelbar von der aburtheilenden Behörde an die perzipirende Behörde des anderen Staates erfolgen.

ART. IX. Wenn die Untersuchung und Bestrafung eines Frevels gegen die Gesetze des eigenen oder eines anderen der kontrahirenden Staaten durch die Anzeige von Beamten oder Bediensteten des anderen Staates veranlaßt wird, so ist der gesetzliche Aufbringer-Antheil auch denselben zu verabfolgen.

ART. X. Die Urtheile der kompetenten Behörden in Defraudationsfällen, insoweit es die Aufbringer-Antheile, Aerarial-Entschädigung und Gefälls-Entgänge, so wie die Untersuchungskosten betrifft, sind gegenseitig vollziehen zu lassen.

ART. XI. Sämmtliche Regierungen verbinden sich, weder in den Gränzbezirken noch an irgend einem andern Orte ihres Gebietes eine Niederlage oder sonstige Anstalt zum Zwecke des Einschwärens unverzollter oder verbotener Waaren in das Gebiet des anderen kontrahirenden Staates zu dulden, und alle gesetzlichen Mittel aufzubieten, diejenigen Ihrer Unterthanen, welche erwiesenermaßen schon einmal defraudirt haben, von einer Wiederholung abzuhalten und die unbeschäftigten arbeitsscheuen Individuen an den gegenseitigen Gränzen durch strenge Aufsicht und sonstige Mafsregeln unschädlich zu machen.

ART. XII. Die kontrahirenden Regierungen werden überdiß diejenigen administrativen Mafsregeln, welche zur Kontrolirung der Waaren-Transporte dienlich und nach den geographischen Verhältnissen räthlich erscheinen, im gemeinsamen Einverständnisse anordnen, und in Vollzug setzen lassen.

München, den 10ten März 1831.

1831 A. Zu Art. I. I.

**V e r z e i c h n i s s**  
d e r  
im Eingange freien Gegenstände.

Nro.	G e g e n s t ä n d e.	Nro. im Tarife.
1	Abfälle, Scherben, Schnitze, Späne eigens belegte.	1
2	Asche a. allgemeine Haus-Wald, Holz, Torf-, auch Seilensieder- und Zunder-Asche. c. Koth- oder ausgelaugte Asche.	26 a et c.
3	Bäume zum Verpflanzen.	31
4	Bagage, alle, nämlich schon gebrauchte Kleider u. Wäsche u.s.w. als Bedürfnis d. Reisenden.	32
5	Baumwolle, a., rohe ungespinnene, ungekämmt.	38 a
6	Beeren a., gemeine, frische f., Vogel- und Wachholder-Beeren.	39 a et f.
7	Beine a., rohe unverarbeitete, c. Mist.	40 a et c.
8	Bienenkörbe b., Stöcke mit lebenden Bienen.	46 b
9	Blei a., altes und alle zerbrochenen Bleiwaaren, b. rohes, unverarbeitetes in Blöcken, Mulden u. s. w. d. Erz.	57 a. b et d.
10	Blut vom Vieh a. im nassen b. im eingetrockneten Zustande.	60 a et h.
11	Braunstein.	65
12	Brod a. gemeines, gebackenes (so lange der Scheffel Roggen über 11 fl. steht.)	66 a
13	Buchbinderwaaren c. alte, defecte, zum Einstampfen.	69 c
14	Buchdruckerbuchstaben b., alte, schon gebrauchte unbrauchbare.	70 b
15	Bücheln und Kieferzapfen.	72
16	Contanti (baares Geld).	103
17	Därme von Vieh a. nasse, b. trockene.	109 a et b
18	Dornschlag.	114
19	Dünger.	118
20	Eicheln.	120
21	Eingeweide von Vieh, mit Ausschluss der Därme.	122
22	Eisen a. altes und alle zerbrochenen Eisenwaaren. b. Abfälle (Eisenfeilspäne) f. Brühe, Beitz, h. Erz, Eisenstein auch Wascheisen. (Generale vom 11. Dezemb. 1828. Nr. 588.)	123 a. b. f. et h.

	G e g e n s t ä n d e.	Nro. im Tarife.	1831
	Elfenbein a. Abfälle gänzlich unbrauchbare.	125 a	
	Erde a. gemeine c. Farherde gemeine, auch Talk-, Walker-, Umbra- und Vitriol-Erde auch Trafs-, d. Moor-Erde und e. Porzellan-Erde.	127 a c. d et e.	
	Erze rohe, nicht eigens belegte a. unverpackt.	130 a	
	Farbhölzer c. 1. in-Blöcken, Stücken, alle ungeschnitten.	138 c. 1.	
	Fässer a. alte leere zum Füllen.	137 a	
	Feldspath.	143	
	Filze a. alte, zerschnittene Filzhüte.	149 a	
	Fische b. Brut- oder Setzlinge, mit Abschlag von 20% für das Wasser.	152 b	
	Flachs b. grüner vom Felde hinweg.	151 b	
	Fleischen von Thieren a. frische, b. getrocknet.	155 a et b.	
	Floßgeräthschaften zum Behufe der Fahrt.	159	
	Früchte:		
	a. alle, welche inländische Gränzbewohner auf ihren eigenthümlichen Gründen im Auslande erbauen, und in ihrem rohen Zustande einführen, so wie jene, welche ausländische Unterthanen auf ihren eigenthümlichen Gründen im Inlande erbauen, und gleichfalls im rohen Zustande ausführen, gegen Reziprozität	163	
	b. alle Getreid - Gattungen: als Waizen, Kern oder Dinkel, Hirse, Linsen, Erbsen, wenn der Scheffel über 16 fl.; Roggen oder Korn wenn der Scheffel über 11 fl.; Gerste, Fesen, Bohnen und Haidekorn, wenn der Scheffel über 9 fl.; Hafer und Wicken, wenn der Scheffel über 5 fl. stehet.	a b et fl. 3.	
	f. Erdäpfel und Rüben, 3, wenn der Scheffel über 15 fl. steht.		
3	Futter - a. Kräuter für das Vieh.	164 a et b 1	
	b. Hafer, den Frachtführer für ihre Pferde mitnehmen, 1, 2 Metzen für das Pferd.		
6	Gallmey.	167	
7	Gefährte e. alte schon gebrauchte, Wagen in Ein- und Auswanderungs-Fällen.	170 e	
8	Gerberlauge.	172	
9	Gyps b. Dünger d. s. ungebrannte gestoßene Gypssteine, c. Steine.	175 b o	
0	Glasscherben.	181	
1	Gold a. in Barren und Stangen, Bruchgold oder Pagament, dann alles ausgebrannte ausgezupfte Gold.	184 a	
2	Haare 2. a. von Schweinen, roh unbearbeitete, Menschenhaar - Abgang (Werghaar.)	190 a 2 a.	
	Generale von 13/5 1829.		

236 *Traité de comm. entre la Bav., le Wurtem*

1831

Nro.	G e g e n s t ä n d e.	Nro. in Tarife.
43	Haderlumpen.	192
44	Häckerling von Stroh und Heu.	193
45	Häute, nämlich g. Abfälle 1. frische, 1. getrocknete.	194 g 1 et 195
46	Hafner-Erz.	196
47	Handwerkzeuge, schon gebrauchte, für wandernde, wiederkehrende Handwerker.	197 b
48	Hanf, b. grüner vom Felde hinweg.	199 a
49	Hausgeräthe, a. alte, schon gebrauchte, in Ein- und Auswanderungs- und erwiesenen Erbschaftsfällen.	202 h
50	Holz, h. Abfälle, Sägspäne.	205
51	Hopfenetzlinge.	216 b
52	Kalk, b. Steine.	224
53	Kies zum Glasmachen.	227
54	Klauen.	229
55	Kleien.	230 a et b
56	Knochen a. rohe b. gemahlene, Mehl.	232 a et b
57	Knopperrn a. ungemahlene b., Mehl.	234 a et b
58	Kohlen a. von Holz b. von Stein.	243
59	Kuchen von Lein, Reps u. s. w.	247 a et b
60	Kupfer, a. altes und alle zerbrochenen Kupferwaaren, auch Kupferasche, h. Erz.	254 e 1 et 2
61	Leder, e. Abfälle 1. im nassen 2. im trockenen Zustande.	260 a b et c
62	Lohrinden a. birkene, eichene, fichtene, ungestampfte. b. gestampfte. c. Kuchen d. s. ausgelaugte Lohe.	263
63	Mägen vom Vieh.	273
64	Maschinen für Ackerbau, Fabrik, u. Gewerbe. a. zum eigenen Gebrauche, auf Ansuchen.	282 a
65	Messing, a. altes und alle zerbrochenen Messingwaaren, auch Messingasche.	285 b
66	Meubles, b. alte schon gebrauchte, in Ein- und Auswanderungs- und erwiesenen Erbschaftsfällen.	289
67	Modelle u. Formen für Ackerbau u. Fabriken.	296 a
68	Muster und Musterkarten a. in unbrauchbaren Abschnitten in Büchern oder Kartons.	301 a
69	Ochsengalle, a. frische.	302
70	Oele, Birkenöl (Generale vom 30. Septemb. 1828. Nro. 1075.)	Haupttruh.
71	Papier, altes beschriebenes, bedrucktes zum Einstampfen, Prozefs- und andere Akten sammt Beilagen.	313
72	Pflanzen a. frische, zum Verpflanzen.	327 a
73	Platina.	330
74	Pottasche, a. rohe, b. kalzinirte.	334 a et b
75	Querzitronen.	342



Nro.	G e g e n s t ä n d e.	Nro. im Tarife.	1831
76	Reben, Weinreben zum Verpflanzen.	344	
77	Röhre zu Weberkämmen.	353	
78	Rohr, a. gemeines.	355 a	
79	Saamen, a. welchen inländische Gränzbewohner zur Bebauung ihrer eigenthümlichen Gründe aus- oder welchen ausländische Gränzbewohner zum gleichen Zwecke einführen, gegen Reziprozität.	358 a	
80	Säcke, a. alte, leere. 1. zum Füllen, notorisch wiederkehrende.	359 a 1	
81	Sand, gemeiner, zum Putzen.	367	
82	Sandel, a. ganzer.	368 a	
83	Schiffahrts-Geräthschaften zum Behufe der Fahrt.	380	
84	Schilf, a. rohes und Moosrohr.	384 a	
85	Schliff.	386	
86	Schmack oder Sumach.	388	
87	Schwämme, a. gemeine 1 frische.	402 a 1	
88	Schwefel, a. roh in Stangen und Stücke. b. gereinigt in Stangen.	404 a et b	
89	Seide, a. Kokons, oder Galetten. b. Foretseide, rohe durchgefressene Kokons und Seidenabfälle.	408 a et b	
90	Silber, a. in Barren und Stangen, auch Bruchsilber oder Pagament, dann alles gebrannte, ausgezupfte Silber.	417 a	
91	Soda, a. rohe.	418 a	
92	Spren.	425	
93	Steine, a. alle Bau-, Bruch- u. Pflastersteine.	428 a	
94	Streu.	432	
95	Stroh, a. gemeines.	434 a	
96	Thon, Töpferthon.	450	
97	Thran (Fischschmalz).	451	
98	Torf.	453	
99	Trebern, Trestern.	455	
100	Vieh (u. 2 a.) veredelte Hammel und Widder, welche erwiesenermaßen zur Veredlung der inländischen Schafzucht gehören, (Generale vom 26. November 1828, Nro. 15854.	465 n. 2 a	
101	Weinstein, a. roher u. einmal krystallisirter.	482 a	
102	Zink, a. Erz.	494 a	
103	Zinn, a. altes und alle zerbrochenen Zinn-Waaren.	495 a	

1831 B. zu Art. II. a. b. c.

## V e r z e i c h n i s s

d e r

im Eingange unter den vertragsmäßig bezeichneten Voraussetzungen und Beschränkungen befreiten oder erleichterten Gegenstände.

Tarifs-Ziffer.	Bezeichnung der Gegenstände und deren Belegung.	Anmerk.
Zum Artikel I. (II. a. 1-10.)		
16 a	Apotheker-Blumen, Beeren, Kräuter, Rinden, Saamen, Wurzeln, Zwiebeln, nicht eigens belegte a. frisch im grünen Zustande (Sp. Ct. à 50 kr.)	
17 a	Aprikosen, a. Früchte (Sp. Ct. à 50 kr.)	
33	Baldrian (Sp. Ct. 1 fl. 40 kr.)	
59 a	Blumen, a. Gartenblumen, frische (zu 1 fl. Werth 3 kr.)	
126	Euizian und Enzianwurzeln (Sp. Ct. à 25 kr.)	
138 b 1.	Farb- b. 1. Beeren, Blumen, Kräuter, Wurzeln, nicht eigens belegte, unbereitete (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)	
158	Flohsaamen (Sp. Ct. à 25 kr.)	
163	Früchte, g. Baumfrüchte	
g. 1. 2.	1. alles gemeine, frische Landobst, auch gemeine Nüsse (Sp. Ct. à 50 kr.) 2. gedörrt od. getrocknet (Sp. Ct. à 1 fl. 40 kr.)	
166	Galläpfel oder Gallus (Sp. Ct. à 50 kr.)	
169 a	Gartengewächse, alle Blumen, Gemüse und Krautarten, a. nicht eigens belegte, frische (für 1 fl. Werth 3 kr.)	
204	Hopfen, (Sp. Ct. à 5 fl.)	
358 b, c, d.	Saamen: b. Hanf-, Lein-, Mohn-, Reps-Saamen (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.) c. Kleesaamen (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.) d. andere, in Körnern, Knollen, Zwiebeln, für Feld-, Garten-, Holz- und Wiesen gründe (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)	
413 a	Senf, a. Senf- und Senfmehl (Sp. Ct. à 1 fl. 40 kr.)	
(II. a. 2.)		
454 a	Flachs, a. ungehechelt, gehechelt, ungesponnen, (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)	
497 a	Hanf, a. ungesponnener (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)	
483	Werg, v. Flachs od. Hanf (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)	

Arif- iffer.	Bezeichnung der Gegenstände und deren Belegung.	Anmerk.
-----------------	--	---------

1831

	(II. a. 3.)	
164	Viktualien, nicht eigens belegte, gemeine (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)	
165	Vieh, a. Pferde (1 St. 5 fl.)	
— q	b. Fohlen unter 1 Jahr (1 St. à 1 fl.) c. Maulthiere (1 St. 1 fl. 12 kr.) d. Esel (1 St. 3 kr.) e. Stiere (1 St. 2 fl.) f. Ochsen (1 St. 5 fl.) g. Kühe (1 St. 2 fl.) h. Rinder, Terzen und Jährlinge (1 St. à 1 fl. 30 kr.) i. Kälber unter 1 Jahr (1 St. 30 kr.) k. Schweine (1 St. 20 kr.) l. Frischlinge (1 St. 12 kr.) m. Spanferkeln (1 St. 3 kr.) n. Schafe, Hammel, Widder 1. gemeine (1 St. 12 kr.) 2. veredelte Schafe (1 St. 6 kr.) o. Lämmer (1 St. 3 kr. u. s. w.) p. Geisvieh, Böcke, Ziegen (1 St. 9 kr.) q. Kitze (1 St. 3 kr.)	
202	Holz, a. gemeines hartes und weiches	
1, 2,	1. Bau und Werkholz in Stämmen und Blöcken, auch Rafen und Stangen un- geschnitten (1 fl. Werth 1/4 kr.)	
5, f.	2. Bau- und Werkholz geschnitten zu Rähmlingen, Läden, Pfosten, Riegeln, Stohlen, Bohlen, Brettern, Schwärt- lingen, Latten, Dauben, Falsböden, Felgen, gebohrte Brunnenteiche, Wein- pfähle, oder Rebstöcken, auch Wei- den und Reifholz (1 fl. Werth 1 1/2 kr.)	
2, i.	3. Brennholz, alles, in Scheitern, Aesten, Bauschen, Borzen, Spänen, Stöcken, Sturtzbürden, Scheiten, Hobelspänen (1 fl. Werth à 1/4 kr.) 5. Schiffbau-Holz, alles in Stämmen, Ru- then, auch Köpfe u. Krumholz; (1 fl. Werth à 1/4 kr.)	
	f. Nufs-, Kirschbaum- auch Masernholz	
	1. in Blöcken und Stämmen (1 fl. Werth à 1/4 kr.) 2. geschnittenes (1 fl. Werth à 1 1/2 kr.)	
	Holzwaaren i. gemeine für Landleute, als Drischeln, Geiselstöcke, Hecheln, Haspeln, Heugabeln, Holzschuhe und Stückeln, Schusterspäne, Kochlöffel, Futterkörbe, Leisten, Mausfallen, Mehl- und Salzkübel, Mühlkämme, Mulden, Rechen, Reife,	

240 *Traité de comm. entre la Bay., le Wurtem*

1831	Tarifs- Ziffer.	Bezeichnung der Gegenstände und deren Belegung.	Anmerl
		Schaukeln, Schindeln, Siebläufe, Spindeln. Spinnräder, Spinnrocken, gemeine Teller. Tröge, Weidenkretzen und Ringe, Pack- kisten und Steckenholz (1 fl. Werth mit 6 kr. belegt.)	
	428	Steine, b. Mühlsteine (1 St. 30 kr.)	
	b, c, f, g.	e. Wetzsteine (100 St. 3 kr.) f. Ziegel- und Backsteine (1 Fuhr 6 kr.) g. Steinhauer-Arbeiten, gemeine Tröge, Thürstücke, (1 St. à 3 kr.)	
	318	Pech, a. rohes ungeläutert. (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)	
	a b c e.	b. Schusterpech (Sp. Ct. à 25 kr.) c. geläutertes, für Falsbinder, Seiler (Sp. Ct. à 50 kr.) e. Satzpech (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)	
	223	Kienrufs, (1 Sp. Ct. à 50 kr.)	
	175 a	Gyps, a. in Fässeln (1 St. à 3 kr.)	
	216 a	Kalk, a. gebrannter (1 Scheffel à 2 kr.)	
	123 b	Eisen, b. rohes in Flossen, Gensen von Hochöfen (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)	
	247 b	Kupfer, b. rohes in unverarbeiteten Massen (Sp. Ct. à 12 1/2 kr.)	
	282 b	Messing, b. unverarbeitetes, Stück-, Gufs- und Tafelmessing (Sp. Ct. à 6 fl. 40 kr.) b., (H. b. 1—6.)	
	52	Binder-, Falsbinder-Arbeiten (1 fl. Werth mit 6 kr. bisher belegt.)	
	116 a 1	Dreher- oder Drechsler-Waaren a. von Holz: 1. ganz gemeine, als Spindeln, Spinnrä- der, Spinnrocken, Nudelwalzen, Mul- den, Tröge, Teller, für Landleute (1 fl. Werth 6 kr.)	
	398 a	Schreiner-Arbeiten, nicht eigens belegte, a. gemeine, unpolirte (1 fl. Werth 6 kr.)	
	170 b 2	Gefährte b. zum Oekonomie-Dienst — 2.	
	c 2 d 2	unbeschlagnene (1 Stück à 1 fl.)	
	g.	c. kleine, als Handschlitten, Schubkarren u. s. w. 2. unbeschlagnene (1 St. à 15 kr.) d. Pflüge und Eggen 2. unbeschlagnene (1 Stück à 15 kr.) g. einzelne Theile, Räder, Achsen (1 fl. Werth à 6 kr.)	
	73	Büchsenmacher-Arbeiten, alle vollendeten Gewehre, Pistolen u. s. w. (Sp. Ct. 30 fl.)	
	128 a	Tabakspfeifen, erdene, unbeschlagnene (Sp. Ct. 3 fl. 20 kr.)	
	441	Ruhlaer - Pfeifenköpfe mit gemeinem Be- schläge (Sp. Pf. à 15 fl.)	
	b, 2, 3.	3. gut beschlagnene (Sp. Ct. 1 fl.)	
	339	Puppen, b. Gesichter v. Papier (Sp. Ct. 15 fl.)	

Arifs- iffer.	Bezeichnung der Gegenstände und deren Belegung.	Anmerk. 1831
	C., (zu III. 1. 2. 3.)	
189 1, 2, c, d, 38 - e , 2. f. 156.	<p>Wolle, a. alle Schafschur- und Weißgärber-Wolle:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. rohe ungekämmte (Sp. Ct. à 121/2 kr.)</li> <li>2. gekämmte (Sp. Ct. à 5 fl.)</li> <li>b. gefärbte (Sp. Ct. à 10 fl.)</li> <li>c. Flocken, Wollabfälle, Tuschschererwolle, wie sie v. Fabrikate abfallen (Sp. Ct. à 25 kr.)</li> <li>d. Garne von Wolle:               <ol style="list-style-type: none"> <li>1. ungefärbte (Sp. Ct. à 10 fl.)</li> <li>2. gefärbte (Sp. Ct. 15 fl.)</li> </ol> </li> <li>f. Tuch- und Wollenwaaren, alle mit nicht höher belegten Stoffen vermengt oder unvermengt, alle Ganz- und Halbtücher, auch Azors, Biber, Molton, einschüßig der Enden und Leisten (Netto Ct. à 60 fl.)</li> </ol>	
38 b 1, 2, 4. d. 2, 3.	<p>Baumwolle, a. Kartätschte, aber nicht durch Leinen zu Watte bereitet (Sp. Ct. à 1 fl. 40 kr.)</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>c. Garne:               <ol style="list-style-type: none"> <li>1. rohe ungebleichte (Sp. Ct. à 50 kr.)</li> <li>2. gebleichte, gezwirnte, jedoch ungefärbte (Sp. Ct. 5 fl.)</li> <li>3. gefärbte (Sp. Ct. 10 fl.)</li> <li>4. türkisch rothgefarbtes Garn (Sp. Ct. 10 fl.)</li> </ol> </li> <li>d. Tücher und Waaren:               <ol style="list-style-type: none"> <li>1. rohe und ungebleichte, ungemusterte und ohne Desseins (Netto Ct. 20 fl.)</li> <li>2. alle weißen, glatten Hamans, Mousselins u. s. w. (Netto Ct. à 60 fl.)</li> <li>3. Baumwollwaaren, brochirte, festonirte, gestickte, gefärbte, gedruckte, gestreifte, auch mit Leinen und Wolle vermengte (Netto Ct. 60 fl.)</li> </ol> </li> </ol>	
256 b, c, d.	<p>Leinwand, a. ungebleichte, Drilllich, Zwilch, Gradl, Kanevas und alles rohe Leinenzeug im ungebleichten Zustande (Netto Ct. 10 fl.)</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>b. gebleicht (Netto Ct. 20 fl.)</li> <li>c. Waaren alle, mit Seiden, Baumwolle und Schafwolle nicht gemengt, ferner Tischzeug, Damast, Gingang, Köllisch, dann gefärbte Leinwand, gefärbter Kanevas und Zwilch, so wie rohe und geköperte Hosenzeuge (Netto Ct. à 30 fl.)</li> <li>d. Fadenbaltist (Netto Ct. à 30 fl.)</li> </ol>	
123 1 et 2.	<p>Eisen, i. Fabrikate, alle gemeinen:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Huf- und Nagelschmied-Arbeiten, auch Sensen, Sicheln, Ketten (Sp. Ct. 6 fl. 40 kr.)</li> <li>2. Feilenhauer- u. Waffenschmied-Arbeiten, als Aexte, Hämmer, Klingen, Pfannen, Sägeblätter u. s. w. zum Betrieb der Landwirtschaft mit Geschmeidwaaren unvermengt (Sp. Ct. 7 fl.)</li> </ol>	

1831 C. Zu Art. III.

**V e r z e i c h n i s s**  
 d e r  
 im Ausgange freien Gegenstände.

Nro.	G e g e n s t ä n d e .	Nro. im Tarife.
1	Alaun: a. gewöhnlicher.	6 <sup>a</sup>
2	Alkali.	7
3	Anis.	12
4	Antimonium crudum (rohes Spießglas).	14
5	Apotheker-Blumen, Beeren, Kräuter, Rin- den, Saamen, Wurzeln, Zwiebeln, nicht eigens belegte: a. frisch im grünen Zustande, b. getrocknete mit Einschluss der dahin gehörigen Sämereien.	16 a et b
6	Aprikosen: a. Früchte. b. Kerne.	17 a et b
7	Aqua fortis (Scheidewasser).	18
8	Arak.	19
9	Asche. c. Koth, oder ausgelaugte Asche.	26 <sup>c</sup>
10	Badian (Sternanis).	30
11	Bäume zum Verpflanzen.	31
12	Bagage, alle nämlich schon gebrauchten Klei- der und Wäsche u. s. w. als Bedürfnisse der Reisenden.	32
13	Barometermacher-Arbeiten (gefüllte Barom.)	36
14	Bast: b. Geflechte feine zu Hüten u. s. w. c. Waaren. 1. Grobe Decken, Matten, Kotzen, Zöger u. s. w.	37 b, c, 1.
15	Baumwolle: d. Tücher und Waaren. 1. Rohe, ungebleichte, ungemusterte und ohne Desseins, 2. alle weissen, glatten Hamans, Mousse- lins u. s. w. 3. Baumwollenwaaren, brochirte, festo- nirte, gestickte, gefärbte, gedruckte, gestreifte, auch mit Leinen und Wolle vermengte, 4. alle gestrickten.	38 d, 1-4.
16	Beeren, Garten- und Waldbeeren: a. gemeine frische, d. in Essig, Wein, oder Brauntwein ein- gemachte, f. Vogel- oder Wachholderbeeren.	39 a, d et f.
17	Beine. c. Mist.	40 <sup>c</sup>
18	Bier: a. alles neben Erhebung des Malz- aufschlages.	47 <sup>a</sup>

Nro.	Gegenstände.	Nro. im Tarife.
19	Bimsen.	50
20	Binder, Fafsbinder - Arbeiten.	52
21	Blau und blausaures Kali.	54
22	Blech. a. alle schwarzen und weissen Eisenbleche, unverarbeitet, auch Stahlblech in Tafeln. Generale vom 7. Okt. 1828, Nro. 14.012,	55 a
	e. Fabrikate: 1. von schwarzem Bleche, 2. von weissem Bleche.	55
23	Blei: e. Federn, Bleistifte, mit höher belegten Waaren unvermengt.	e 1 et 2.
	f. Bleiwaaren, als Gegenstände des Kramhandels.	57
24	Blumen: a. Gartenblumen frische.	e et f
25	Brauntweine und alle gebrannten nicht besonders belegten Wässer.	59 a
26	Brod: a. gemeines, gebackenes 1. so lange der Scheffel Roggen unter und bis 11 fl. steht, 2. über 11 fl.	63
27	Bronce - Arbeiten: b. broncirte Holzarbeiten.	66 a 1 et 2.
28	Butter, alle.	67 b
29	Chemische Feuerzeuge.	75
30	Chemische Waaren, nicht eigens belegte.	88
31	Contanti (baares Geld).	89
32	Corallen: b. geschliffen, ungefaßt.	103
33	Coriander.	104 b
34	Dantes (Spiel- oder Rechenpfennige.)	105
35	Darmsaiten.	110
36	Draht: a. von Eisen, c. von Stahl, d. Saiten, e. Waaren: 1. gemeine Vogelhäuser.	111
37	Dreher- oder Drechslerwaaren: b. vom Horn und Bein mit Galanteriewaaren unvermengt.	115
38	Dünger.	a, c, d, e, 1.
39	Eisen: b. rohes in Flößen, Gensen von Hochöfen, c. geschmiedetes, gestrecktes, dahin alle Schien- und Stab-, Knopfern-, Zain- und Nagelschmied - Eisen. i. Fabrikate, alle gemeinen:	116 b
	1. Huf- und Nagelschmied - Arbeiten, auch Sensen, Sicheln, Ketten,	118
	2. Feilenhauer- und Waffenschmied - Arbeiten, als Aexte, Hämmer, Klingen, Pfaunen, Sägblätter u. s. w. zum Betrieb der Landwirthschaft mit Geschmeidewaaren unvermengt.	123
	k. Geschmeidewaaren d. s. alle feinen, polirten, verzinnnten Fabrikate, von Eisen und mit Zusätzen von andern Metallen,	b, c, 1, 1, 2, k et 1, 1, 2.

244 *Traité de comm. entre la Bav., le Wurtemb.*

1831

Nro.	Gegenstände.	Nro. im Tarife.
	1. Gufswaaren:	
	1. in Kesseln, Oefen, Platten, Gewichten,	
	2. feinere, geschliffene Gufswaaren.	
40	Erde: a. gemeine, b. armenische, rother Bolus oder Siegelerde.	
	1. roh, 2. geschlemmte, 3. verpackt,	
	c. Farberde, gemeine, auch Talk-, Wal-	
	ker-, Umbra- und Vitriolerde, auch Trafs	
	d. Moorerde.	
	f. Geschirr:	
	1. gemeines, auch gemein erdene Oefen.	
41	Erdene Tabakspfeifen: a. unbeschlagen,	128
	b. beschlagen.	a et b.
42	Essige, alle, auch Essigmutter.	132
43	Eier.	133
44	Fächermacher-Arbeiten.	136
45	Fässer: a. alte, leere zum Füllen.	137 a
46	Farb- b. Beeren, Blumen, Kräuter, Rin-	138
	den, Wurzeln, nicht eigens belegte:	b, 1, 2, c.
	1. unbereitet, 2. bereitet,	2, d, 3.
	c. Hölzer:	138
	2. geschnitten, gemalen, geraspelt,	b 1. c 2.
	d. Waaren,	d 5.
	3. Pastell-Farben.	
47	Feuchel.	144
48	Fette: b. Schmeer.	145 b
49	Feuersteine.	148
50	Firnisse.	150
51	Fische: a. gemeine, deutschländische,	
	1. frische mit Abschlag von 20% für	
	das Wasser,	152
	2. getrocknet oder geräuchert.	a 1 et 2.
52	Fleisch: a. frisches und solche Würste,	
	b. geräucherte Schinken, Zungen, Zer-	
	velat- und Salami-Würste.	156 a d.
53	Flinten, d. Steine.	157 d
54	Floß, Geräthschaften zum Behufe d. Fahrt.	159
55	Frösche.	162
56	Früchte: a. alle, welche inländische Gränz-	
	bewohner auf ihren eigenthümlichen Grün-	
	den im Auslande erbauen und in ihrem	
	rohen Zustande einführen, so wie jene,	
	welche ausländische Unterthanen auf ih-	
	ren eigenthümlichen Gründen im Inlande	
	erbauen und gleichfalls im rohen Zustande	
	ausführen, gegen Reziprozität,	163
	b. alle Getreidegattungen:	a, b, 1, 2.
	1. Weizen, gegerbter Kern oder Dinkel,	
	2. Korn oder Roggen,	



Nro.	Gegenstände.	Nro. im Tarife.	1831
	3. Gerste und ungegerbter Fesen, 4. Hafer und Wicken, wenn der Scheffel von 1 — 15 fl. 50 kr. - 1 — 10 - 59 - - 1 — 8 - 59 - - 1 — 4 - 59 - im Preise steht.		
	c. Bohnen und Heidekorn, gleich Gerste, d. Brein oder Hirse (ungeschälte, auch Linsen und Erbsen, gleich Weizen), f. Erdäpfel und Rüben (wenn der Scheffel Roggen unter 11 fl. steht), g. Baumfrüchte: 1. alles gemeine frische Landobst, auch gemeine Nüsse, 2. gedorrt und getrocknet, 3. alle in Essig, Wein oder Branntwein eingemachten Baumfrüchte.	163 c, d, f, g, 1, 2, 5.	
57	Futter - b. Hafer, den Frachtführer für ihre Pferde mit sich nehmen: 1. 2 Metzen für 1 Pferd.	164 b 1	
58	Gartengewächse, alle Blumen, Gemüse- und Krautarten: a. nicht eigens belegte, frische, b. in Essig, Salz, Wein oder Branntwein eingemachte.	169 a et b	
59	Gefährte: b. zum Oekonomie-Dienste, große: 1. beschlagene, 2. unbeschlagene, c. kleine, als Handschlitten, Schubkarren u. s. w. 2. unbeschlagene. d. Pflüge und Eggen: 2. unbeschlagene: e. alte schon gebrauchte Wagen in Ein- und Auswanderungs-Fällen, g. einzelne Theile, Räder, Achsen.	170 b, 1, 2, c, 2.	
60	Geflügel, a. zahmes: 1. großes ausgewachsenes, 2. kleines, junges, unausgewachsenes.	170 d, 2, e et g.	
61	Gips: b. Dünger d. s. ungebrannte, ge- stofsene Gipssteine.	171 a, 1, 2.	
62	Glas: a. Spiegelgläser: 1. rohe ungeschliffene; α. Judenmafs - Spiegelgläser, β. grüne Hohlglas - Spiegelgläser, 2. geschliffene, unbelegte, 3. belegte. b. Fenster - und Tafelglas, c. Brillen - und Uhrgläser,	175 b      177 a, b, c, d et e.	

246 *Traité de comm. entre la Bav., le Wurtemb.*

1831

Nro.	Gegenstände.	Nro. im Tarife.
	d. Trinkgläser und alle ungefaßten Glaswaaren, auch Beinglas, Glasperlen, Glasknöpfe, Paterleins, Glasschmelze, Springgläser u. s. w. jedoch mit Ausnahme der gefaßten, zu Galanterie-Waaren gehörigen Glaswaaren.	177 a, b, c, d et e.
	e. Steine geschliffene, Prismen für Lüstres.	
63	Glaser-Arbeiten, gemeine.	178
64	Glasgemälde.	180
65	Glaubersalz: a. in Erde, Stein gebrannt, entwässert, b. krystallisirt.	182 a et b
66	Gold: a. in Barren und Stangen, Bruchgold oder Pagament, dann alles ausgebrannte, ausgezupfte Gold.	184 <sup>a</sup>
67	Grütze: alles gemeine Grieselwerk, als gerändelte Gerste, Gries, Haberkorn, auch geschälte Hirse.	187 191
68	Haarpuder (Kraftmehl).	
69	Handwerkszeuge schon gebraucht, für wandernde, wiederkehrende Handwerker.	196
70	Hanf: e. Körner.	197 <sup>e</sup>
71	Hausgeräthe: a. alte schon gebrauchte in Ein- und Auswanderungs- und erwiesenen Erbschafts-Fällen.	199 <sup>a</sup>
72	Holz: b. Arzneihölzer, h. Abfälle, Sägspäne, i. Waaren, gemeine, für Landleute als Drischeln, Geiselstecken, Hecheln, Haspeln, Heugabeln, Holzschuhe und Stöckeln, Schusterspäne, Kochlöffel, Futterkörbe, Leisten, Mausfallen, Mehl- und Salzkübel, Mühlkämme, Mulden, Rechen, Reife, Schaufeln, Schindeln, Siebläufe, Spindeln, Spinnräder, Spinnrocken, gemeine Teller, Tröge, Weidenkrezen und Ringe, Packkisten und Steckenholz.	202 <sup>b</sup> 202 <sup>b</sup>
	k. Waaren, feine nämlich: alle Bildschnitzer-, Schachtelmacher-Arbeiten und Kinderspielzeuge roh, oder bemalt und lakirt,	202 <sup>i</sup>
73	Hopfen.	202 <sup>k</sup>
74	Hopfensetzlinge.	204
75	Instrumente: a. astronomische.	205
76	Käse, alle.	211 <sup>a</sup>
77	Kaninchen, lebende.	215
78	Kannenbäcker-Arbeiten d. s. Steingeschirre.	217
79	Kardendisteln für Tuchmacher.	218
80	Korbmacher-Arbeiten: a. gemeine von Weiden, b. feine.	219 235 a et b

Nro.	G e g e n s t ä n d e.	Nro. im Tarife.
81	Krapp: a. roher in Wurzeln, b. in Mehl.	238 a et b
82	Kraut: a. ungeschnitten in Köpfen, b. eingeschnitten, eingesalzen.	239 a et b
83	Kümmel.	245
84	Leder: a. alles Roth- und Weisgerber-Le- der ganz oder nur lohroth gearbeitete Häute, b. Korduan, Saffian, auch Brüssler-, dann alles gefärbte und lakirte Leder, c. türkisches Bocksleder, rohes.	254 a, b, c.
85	Leim: b. Vogelleim, c. Fischleim.	255 b et c.
86	Leinwand: a. ungebleichte, Drillich, Zwilch, Gradel, Kanevas, und alles rohe Leinen- zeug, im ungebleichten Zustande, b. gebleicht, c. Waaren, alle mit Seiden, Baumwolle und Schafwolle u. s. w. nicht gemengt, ferner Tischzeuge, Damast, Gingang, Köllisch, dann gefärbte Leinwand, ge- färbter Kanevas und Zwilch, so wie rohe und geköpperte Hosenzeuge.	256 a, b, c.
87	Lohrinden: c. Kuchend, s. ausgelauchte Loh.	260 c
88	Marmor: b. verarbeitet im Großen, c. verarbeitet im Kleinen, mit Galanterie- Waaren unvermengt.	272 b et c
89	Maschinen für Ackerbau und Gewerbe: a. zum eigenen Gebrauche auf Ansuchen.	273 a
90	Mehl: a. wenn der Scheffel Roggen unter 11 fl. steht.	278 a
91	Messing: c. Waaren, alle nicht vergoldeten und versilberten.	282 c
92	Meubles: b. alte schon gebrauchte in Ein- und Auswanderungs- und erwiesenen Erb- schaftsfällen.	285 b
93	Milch.	286
94	Modelle und Formen für Ackerbau u. Fabrik.	289
95	Moos: a. isländisches, b. anderes medizi- nisches.	290 a et b
96	Muster und Musterkarten: a. in unbrauch- baren Abschnitten in Büchern oder Kartons.	296 a
97	Nestlerarbeiten.	299
98	Oblaten.	300
99	Ochsengalle: a. frische.	301
100	Oele: a. Kien- oder Terpentin-, Pech- und Stein-Oele, b. Lein-, Hanf-, Rüb- und Reys-Oele.	302 a 302 b
101	Papier: a. alles Druck-, Lösch-, Pack-, Schreib-, Schrenz- u. Zeichnungs-Papier, b. Pressspäne und Pappendeckel, c. gefärbtes Buntpapier u. Papier-Tapeten, e. Prozess- u. andere Akten sammt Beilagen.	313 b, c et e

248 *Traité de comm. entre la Bav., le Wurtemb.*

1831

Nro.	Gegenstände.	Nro. im Tarife.
102	Papparbeiten: a. gemeine.	314 a
103	Pergament.	320
104	Pfirsiche: a. Früchte, b. Kern.	326 a et b
105	Pflanzen; a. frische zum Verpflanzen.	327 a
106	Platina.	330
107	Pottasche: b. kalzinirte.	334 b
108	Puppen: b. Gesichter von Papier.	339 b
109	Reife: a. eiserne; kölnisches Reifeisen.	347 a
110	Reifsblei.	349
111	Reps: a. Frucht.	350 a
112	Rierner-Arbeiten.	351
113	Röthel, Rothsteine: b. verarbeitet zu Schreibfedern.	354 b
114	Rohr: a. gemeines.	355 a
115	Saamen: a. alle, welche inländische Gränzbewohner zur Bebauung ihrer eigenthümlichen Gründe aus- oder welche ausländische Gränzbewohner zu gleichem Zwecke einführen, gegen Reziprozität. b. Hanf-, Lein-, Mohu-, Reps-Saamen, c. Kleesaamen, d. andere in Körnern, Knollen, Zwiebeln für Feld-, Garten-, Holz- und Wiesen- sengründe.	358 a mit d
116	Säcke: a. alte, leere: 1. zum Füllen, notorisch wiederkehrende, b. neue.	359 a 1 et b
117	Säure, nicht eigens belegte.	361
118	Saffarben, chemisch bereitete, nicht eigens belegte.	362
119	Salz: a. Kochsalz und Salzsteine, b. Viehsalz, Salzlauge, Salzdünger und andere Abfälle von Kochsalz, c. Salzsäure.	366 a, b et c
120	Sand, gemeine zum Putzen.	367
121	Sandel: b. gemahlen, geraspelt.	368 b
122	Schachtelhalme.	372
123	Schiffe: a. große, Genssen, Schelchen, c. kleine, Himpeln, Zillen, Nachen.	379 a et b
124	Schiffs-Geräthschaften zum Behufe der Fahrt.	380
125	Schiffs-Klammern.	381
126	Schilf: b. Waaren, Decken, Kotzen, Mat- ten, Zöger u. s. w.	384 b
127	Schliff.	386
128	Schmalz.	390
129	Schmelztiegel.	391
130	Schmergel, Schmiergel, Schmiergel-Steine.	392
131	Schreibmaterialien, nicht eigens belegte, in so weit sie nicht als zierliche Schreibzeuge u. s. w. unter Galanterie-Waaren gehören.	396

Nro.	Gegenstände.	Nro. im Tarife.	1831
132	Schreibtafeln, elastische.	397	
133	Schreiner-Arbeiten, nicht eigens belegte: a. gemeine, unpolirte.	398 a	
134	Schusser.	401	
135	Schwämme. a. gemeine, 1. frische, 2. getrocknete, gedörrte.	402 a	
136	Schwefel: d. Säure.	402 a 1 et 2	
137	Schwertfeger-Arbeiten.	404 d	
138	Seife: a. Seife und Seifensieder-Waaren, c. Schmierseife.	405	
139	Seiler-Arbeiten von Flachs, Hanf u. Werg.	410	
140	Senf: a. Senf und Senfmehl.	a et c	
141	Sennesblätter.	411	
142	Siebmacher-Arbeiten.	413 a	
143	Silber: a. in Barren und Stangen, auch Bruchsilber oder Pagament, dann alles ausgebrannte, ausgezupfte Silber.	414	
144	Soda: a. rohe, b. krystallisirte.	416	
145	Spiegel: a. vollendete: 1. ohne Rahmen, 2. mit Rahmey.	417 a	
146	Stahl: a. roher unverarbeiteter, b. verarbeitet, Stahlwaaren:	418 a et b	
147	1. gemeine.	421	
147	Steine: a. alle Bau-, Bruch- u. Pflastersteine b. Mühlsteine, c. Schiefer- und Tafelsteine, ungefasste, d. Schleifsteine, e. Wetzsteine.	a 1 et 2	
148	Stockmacher-Arbeiten mit Galanterie-Waaren unvermengt.	427	
149	Stroh: d. Waaren. 1. gemeine Bienenkörbe, Strohdecken.	a, b, 1.	
150	Tabaks-: a. Dosen, 1. gemeine, b. Pfeifen: 1. erdene, gemeine kölnische, 2. andere gemeine, hölzerne, gegossene Rulhaer, meerschäumene, ordinar porzellanene, mit gemeinem Metalle beschlagen, 3. gut beschlagene, meerschäumene, fein gemalte, porzellanene.	428 a — e	
151	Theer.	431	
152	Thiere, seltene Schauthiere: a. vierfüßige, b. Vögel.	434 d. 1.	
153	Thon, Töpferthon.	441 a, 1 et b	
154	Torf.	441	
155	Trippel: a. roh, b. präparirt.	b, 1, 2, 3.	
156	Tröbern, Trestern.	447	
		449	
		a et b	
		450	
		453	
		454	
		a et b	
		455	

250 *Tr. de comm. entre la Bav., le Wurtemb. etc.*

1831	Nro.	G e g e n s t ä n d e.	Nro. im Tarife.
	157	Tücher, von Wolle, alle Ganz- und Halbtücher, auch Azors, Biber, Molton u. s. w. einschliessig der Enden und Leisten.	456
	158	Uhren: c. Schwarzwälder Uhren, gemeine hölzerne.	459 c
	159	Unschlitt: a. roh und geschmolzen.	460 a
	160	Viktualien nicht eigens belegte, gemeine.	464
	161	Vieh: a. Pferde, k. Schweine, n. Schaaf, Hammel, Widder: 1. gemeine. p. Geisvieh, Bücke, Ziegen.	465 a, k. n, 1 et p,
	162	Vitriol: a. Eisenvitriol, ordinaire, c. Zinkvitriol (Galizenstein), e. Oel.	468 a, c et e
	163	Wasser: b. mineralisches.	474 b
	164	Wasserblei: b. verarbeitet.	475 b
	165	Weine: a. alle rothen und weissen, inländischen und zum Eingange verzollten (Generale vom 11. Aug. 1829. Nro. 12816. b. weisse Seeweine mit Beschränkung auf bestimmte Eintritts-Orte.	478 a et b
	166	Wolle: a. alle Schafschur und Weissgärberwolle. 3. Von den Hauptvollenmärkten ausgehend. f. Tuch- und Wollenwaaren, alle mit nicht höher belegten Stoffen vermengt, oder unvermengt.	489 a 3 et f
	167	Zeichnungs-Materialien nicht eigens belegte und mit Galanterie-Waaren unvermengt.	491
	168	Zimmermanns-Arbeiten, Hausgerippe, Dachstühle.	493
	169	Zink: b. Metall, rohes unverarbeitetes, c. Zinkblech und Draht.	494 b et c
	170	Zinn: c. gestrecktes und gewalztes, d. Folien, e. Asche, f. Zinngiefserwaaren, alle.	495 c 495 d, e, f.
	171	Zöger von Schilf.	498
	172	Zwiebeln: a. grosse, zum Genusse, b. kleine, zum Stecken, c. Blumenzwiebeln.	503 a mit c.

## 43.

*Déclaration supplémentaire relative aux mesures concertées entre le gouvernement Prussien et celui de Waldeck en 1822 pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes — du 12 Mars 1831.*

(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1831. No. 6. pag. 50.)

**D**ie Königlich-Preussische Regierung und die Fürstlich-Waldeckische Regierung sind übereingekommen, dem mittelst Erklärung d. d. Berlin den 9. November und Arolsen den 10. October 1822 getroffenen Abkommen, wegen Verhütung der Forstfrevel in den Gränzwaldungen, nachstehende Bestimmungen hinzuzufügen:

„Die Holzwerths- und Schadensersatz-Gelder werden zwar nur auf den Antrag des Beschädigten von Seiten der Gerichte beigetrieben. Der Waldeigenthümer, der die Execution extrahirt, hat aber keine Gebühren zu entrichten, welche er erst wieder von dem verurtheilten Holzfrevel einziehen mußte, sondern die Execution wird sofort verhängt und die dafür entstehenden Kosten werden unmittelbar von dem Exequendus eingezogen.“

Gegenwärtige im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen und Seiner Durchlaucht des Fürsten von Waldeck zweimal gleichlautend ausgefertigte nachträgliche Erklärung soll, nach erfolgter genehmigter Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

Geschehen Berlin, den 12. März 1831.

*Königlich-Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

V. SCHÖNBERG.

1831 Vorstehende Erklärung wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende von der Fürstlich-Waldeckschen Regierung unterm 29. März d. J. vollzogene Erklärung ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntniß gebracht.

Berlin, den 12. April 1831.

*Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

V. SCHÖNBERG.

#### 44.

*Convention entre les Gouvernemens des Etats riverains du Rhin et règlement relatif à la navigation du dit fleuve conclue à Mayence le 31 Mars 1831 et dont les ratifications ont été échangées réciproquement le 16 Juin.*

(Großherzoglich Badisches Staats- und Regierungs-Blatt, den 8. Juli 1831. p. 89.)

#### *Uebereinkunft*

zwischen den Uferstaaten des Rheins wegen der auf die Schifffahrt dieses Flusses sich beziehenden Ordnung.

**D**a die Abfassung einer definitiven Rheinschifffahrts-Ordnung, nach den Bestimmungen der Wiener Kongressakte, Schwierigkeiten in Folge der Art und Weise gefunden hat, wie von den Regierungen der Uferstaaten die allgemeinen Grundsätze dieser Akte in ihrer Anwendung auf die aus Deutschland geraden Weges durch die Niederlande in's offene Meer und umgekehrt fahrenden Schiffe verstanden worden sind; indem Seine Majestät der König der Niederlande be-



harrlich behaupteten, daß sich Ihre Souveränitäts-<sup>1831</sup>rechte ohne die mindeste Beschränkung, über das Ihre Staaten bespülende Meer selbst dahin erstrecken, wo mit demselben die Gewässer des Rheins zusammenfließen, und daß als die Fortsetzung dieses Stromes innerhalb der Niederlande nur der Leck allein, nach den der Wiener Kongressakte vorausgegangenen Verhandlungen, angesehen werden müsse; während Seine Majestät der König von Preussen, Seine Majestät der König von Baiern und Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Hessen beharrlich behaupteten, die Ausübung dieser Rechte, soweit solche auf die aus dem Rhein in's offene Meer und umgekehrt fahrenden Schiffe angewendet werden wollten, sei durch die Wiener Kongressakte beschränkt worden, und unter der Benennung des Rheins habe besagte Akte den ganzen Lauf, alle Arme und alle Ausmündungen dieses Stromes innerhalb der Niederlande ohne irgend einen Unterschied begriffen; — Ansichten, welchen nun ebenfalls Seine Majestät der König der Franzosen und Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Baden beigetreten sind: so haben die Uferstaaten für angemessen erachtet, alle die, über allgemeine Grundsätze der Wiener Kongressakte in Bezug auf die Rheinschiffahrt erhobenen Streitfragen, so wie die daraus abzuleitenden Folgerungen unberührt zu lassen und auf der Grundlage eines Gesamtinbegriffes gegenseitig gemachter und angenommener Vorschläge, jedoch unter dem ausdrücklichen Vorbehalte, daß diese Verständigung den beiderseits behaupteten Rechten und Grundsätzen in keiner Art Eintrag thun solle, eine Vereinbarung über diejenigen Maasregeln und reglementarischen Bestimmungen zu treffen, deren die Rheinschiffahrt nicht länger entbehren kann.

Zu diesem Zwecke haben die nachstehend bezeichneten hohen vertragschließenden Theile, namentlich:

Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Baden, den Herrn Johann Lambert Büchler, Ihren Legationsrath, Ritter des Großherzoglich - Badischen Zähringer Löwenordens und des Kaiserlich-Russischen St. Annenordens II. Klasse;

1831 Seine Majestät der König von Baiern, den Herrn Bernhard Sebastian von Nau, Ihren geheimen Hofrath, Ritter des Civil - Verdienstordens der Königlich Baierschen Krone, des Kaiserlich - Oesterreichischen Leopold - und des Kaiserlich - Russischen St. Annenordens II. Klasse;

Seine Majestät der König der Franzosen, den Herrn Hubert Engelhardt, Ihren Kommissair;

Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Hessen und bei Rhein, den Herrn Georg Karl August Verdier, Ihren Regierungsrath;

Seine Durchlaucht der Herzog zu Nassau, den Herrn Ludwig von Rössler, Ihren geheimen Rath und General-Domänen - Direktor, Ritter des Königlich - Niederländischen Löwenordens, des Civil-Verdienstordens der Königlich - Baierschen Krone und des Königlich - Württembergischen Ordens der Krone;

Seine Majestät der König der Niederlande, den Herrn Johann Bourcourd, Ihren Staatsrath, Ritter des Königlich - Niederländischen Löwenordens;

Seine Majestät der König von Preußen, den Herrn Heinrich Delius, Ihren Regierungs - Chef-Präsidenten, Ritter des Königlich - Preussischen rothen Adlerordens II. Klasse mit Eichenlaub und Kommandeur des Königlich - Französischen Ordens der Ehrenlegion;

zu Ihren bevollmächtigten Kommissarien ernannt, welche, nach Auswechselung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, über folgende Artikel übereingekommen sind:

### *Erster Titel.*

*Von der Schiffahrt auf dem Rhein im Allgemeinen und von den in dieser Hinsicht unter den hohen vertragschließenden Theilen gegenseitig verabredeten Anordnungen und Zugeständnissen.*

ART. I. Die Schiffahrt auf dem Rheinstrome in seinem ganzen Laufe soll von da an, wo dieser Fluß schiffbar wird, bis in die See, sowohl aufwärts als abwärts, völlig frei sein und in Bezug auf den Handel niemanden untersagt werden können; wobei man sich jedoch nach den Polizeivorschriften, welche die Aufrechthaltung der allgemeinen Sicherheit

erfordert, und nach den durch die gegenwärtige Ordnung festgesetzten Bestimmungen zu achten hat. 1831

ART. II. Seine Majestät der König der Niederlande erklären Sich damit einverstanden, daß als Fortsetzung des Rheins innerhalb des Königreichs der Niederlande, der Leck und der mit dem Namen „Waal“ bezeichnete Stromarm betrachtet werden.

Auf diese beiden, als Verlängerung des Rheins zu betrachtenden Flüsse, finden demnach die Bestimmungen der gegenwärtigen Rheinschiffahrts - Ordnung Anwendung.

ART. III. Schiffe, die Eigenthum der Unterthanen der Uferstaaten und zur Rheinschiffahrt gehörig sind, dürfen, wenn sie durch das Königreich der Niederlande aus den Rheingewässern in die offene See und umgekehrt fahren, zu keiner Umladung oder Löschung angehalten werden.

Für die hier in Rede stehenden Schiffe, falls dieselben geraden Weges und ohne umzuladen durch das Königreich der Niederlande fahren, soll die Verbindung mit der offenen See, sowohl bei ihrer Ausfahrt durch den Leck und die Waal, als bei ihrer Einfahrt aus der See in diese Stromarme, mittelst der besuchtesten Wasserstraßen statt finden; nämlich für die Schiffe, welche sich des Leck's bedienen, Rotterdam und Briel vorbei, und für diejenigen, welche sich der Waal bedienen, Dortrecht und Helvoetsluys vorbei durch das Hollandsdiep und das Haringvliet; alles jedoch unter den in gegenwärtiger Ordnung enthaltenen Klauseln und Bedingungen, so weit solche darauf anwendbar sind.

Den besagten Schiffen soll auch die Benutzung der, mittelst des Kanals de Voorne etwa darzustellenden künstlichen Wasserverbindung mit Helvoetsluys unter dem Vorbehalte freistehen, daß sie alsdann dieselben besondern Gebühren, welchen die niederländischen National-Fahrzeuge wegen des Gebrauches der gedachten Wasserverbindung unterworfen sein werden, dafür zu entrichten haben würden.

Sollte durch Naturereignisse oder Kunstanlagen die directe Verbindung mit der offenen See über Briel oder Helvoetsluys in der Folge für die Schifffahrt unbrauchbar werden: so wird die Niederländische Regierung an deren Stelle dem Handel und der

**1831** Schiffahrt der Rheinuferstaaten eine andere Wasserstrasse anweisen, welche eben so gut ist, als diejenige, die dem Handel und der Schiffahrt ihrer eigenen Unterthanen zum Ersatze für jenen unbrauchbar gewordenen Verbindungsweg eröffnet werden wird.

Ebenso soll für den Fall, wenn der Kanal de Voorne unfahrbar werden, und an dessen Stelle zu Gunsten des Handels und der Rheinschiffahrt der Niederländischen Unterthanen ein anderer künstlicher Verbindungsweg mit Helvoetsluys treten sollte, den Schiffen, welche Eigenthum der Unterthanen der übrigen Rheinuferstaaten und zur Rheinschiffahrt gehörig sind, die Mitbenutzung dieses Verbindungsweges unter denselben Obliegenheiten verstatet sein, welche den Niederländischen Schiffen gleicher Art alsdann werden auferlegt werden.

Als zur Rheinschiffahrt im Sinne der gegenwärtigen Ordnung gehörig, sollen alle Schiffe betrachtet werden, deren Patrone oder Führer, abgesehen von den im Artikel 27 bezeichneten Papieren, mit dem im Artikel 42 vorgeschriebenen Patente, versehen sind.

**ART. IV.** Waaren, die aus der offenen See eingehen, um durch die Gewässer der Waal oder des Leck's über Lobith nach Deutschland, Frankreich, der Schweiz oder weiter geführt zu werden, oder solche, die aus Deutschland, Frankreich, der Schweiz oder weiterher kommen und durch die fraglichen Gewässer in die offene See ausgeführt werden sollen, unterliegen zwar, wenn sie ohne Ausladung direct transitiren, den weiter unten im Artikel 39 angegebenen Formalitäten, sind jedoch bei ihrem Durchgange durch das Niederländische Gebiet auf den, im vorhergehenden Artikel vorgezeichneten Wasserstraßen, von allen Transito-Abgaben, Zöllen oder andern dergleichen Gebühren frei. — An die Stelle dieser letztern tritt eine *festbestimmte Abgabe* (droit fixe) von Dreizehn und einem Viertel Zenten Niederländischen Geldes für den Zentner bei der Bergfahrt und von Neun Zenten Niederländischen Geldes für den Zentner bei der Thalfahrt, mit Ausnahme derjenigen Artikel, welche in dem, der gegenwärtigen Uebereinkunft unter Littera A. beigefügten Verzeichnisse einzeln namhaft gemacht sind, und für

welche, nach den darin enthaltenen Ansätzen, eine festbestimmte Abgabe von höherem oder geringerem Betrage zu zahlen ist. Sofern es indessen Seine Majestät der König der Niederlande etwa angemessen erachten sollten, einen Theil der Schifffahrts-Abgaben für die Strecken von Lobith bis Krimpen oder Gorcum, oder umgekehrt *nicht* erheben zu lassen, soll es Allerhöchst-Ihnen unbenommen sein, diesen Theil noch der gedachten festbestimmten Abgabe hinzusetzen. Da diese Abgabe nach der Strecke von Gorcum bis in die offene See, auf dem Wege Dortrecht und Helvoetsluys vorbei, durch das Hollandsdiep und das Haringvliet, mit Beobachtung des Verhältnisses der muthmaßlichen Entfernung zwischen Straßburg und der Niederländischen Gränze berechnet worden ist: so hat man sich ferner dahin vereinigt, daß dieselbe, je nachdem das Resultat der in Gemäßheit des nachfolgenden Artikels XVIII. zu bewirkenden Vermessung bis in die offene See ausfallen wird, einer Vermehrung oder einer Verminderung unterliegen, und daß die im zweiten Absatz des nachfolgenden Artikels XIX. enthaltene Bestimmung, eintretenden Falls, auch auf diejenigen Handels-Artikel, welche in dem Verzeichnisse Litt. A. unter Nro. II. schon mit niedrigeren Zollsätzen aufgeführt sind, gleichmäßig, wiewohl nur in soweit Anwendung finden soll, als nicht die, unter Nro. I. des nämlichen Verzeichnisses begriffenen Handels-Artikel zum Gegenstande der fraglichen Bestimmung gemacht werden.

Art. V. Seine Majestät der König der Niederlande ertheilen außerdem Ihre Zustimmung dazu, daß die Schiffspatrone oder Führer, welche zur Ausfuhr über See durch die Häfen von Rotterdam, Dortrecht oder Amsterdam bestimmte Waaren an Bord haben, gleichwohl aber sich in dem Fall befinden, daselbst auszuladen, um Waaren in dortigen Niederlagen zu lagern oder zum innern Verbräuche abzuliefern, oder auch um ihre Ladung zu vervollständigen, — nachdem sie bei den, zur Erhebung der Schifffahrts-Gebühr errichteten Zollstellen zu Lobith, Vreeswyk, Tiel, Gorcum oder Krimpen die, im vorhergehenden Artikel erwähnte festbestimmte Abgabe nach Maßgabe derjenigen verificirten Mani-

1831 feste, womit jeder Schiffspatron oder Führer versehen sein muß, entrichtet haben, und sofern sie nur hinsichtlich der zum Ausladen in den besagten Seehäfen bestimmten Waaren den Vorschriften des im Königreiche der Niederlande gültigen allgemeinen Gesetzes, in Betreff der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangsabgaben Folge leisten — nach eigenem Belieben durch jedwede, zum Orte ihrer Bestimmung führende Gewässer, Flüsse oder Kanäle ihre Fahrt nehmen, und demnächst auch ihre Reise von den benannten Seehäfen bis in die offene See — gleichviel, durch welchen Arm des Meeres sie fahren wollen — fortsetzen dürfen, ohne wegen der mehr oder minder langen Strecken, welche sie dabei zu befahren gesonnen sind, zur Zahlung irgend einer Ergänzungsgebühr angehalten werden zu können.

Die besagten Schiffspatrone oder Führer sollen, wenn sie die im Artikel III. angegebene gerade Wasserstrasse verlassen, lediglich nur den, durch die allgemeine Niederländische Gesetzgebung zur Verhinderung von Unterschleifen vorgeschriebenen, Zoll-Formalitäten und der Zahlung derjenigen Wasserwegegelder, Schleusen- und Brückengelder etc., welche die Niederländischen Schiffer entrichten, unterworfen werden.

Die nämlichen Bestimmungen, sowohl hinsichtlich der festbestimmten Abgabe, als in Betreff der Befahrung Niederländischer Gewässer, Flüsse und Kanäle, finden auf Patrone oder Führer solcher, den Unterthanen der Uferstaaten zustehender und zur Rheinschiffahrt gehöriger Schiffe Anwendung, welche, von der See kommend, Waaren geladen haben, die zur Durchfuhr nach dem Rhein, eine der Städte Rotterdam, Dortrecht oder Amsterdam vorbei, bestimmt sind und daselbst ausladen, sei es, um dort Waaren in Niederlagen zu lagern oder solche zum innern Verbrauch abzuliefern, oder sei es auch, um ihre Ladung zu vervollständigen, und demnächst, um sich an den Ort ihrer Bestimmung zu begeben, nach dem Rhein fahren wollen.

ART. VI. Ebenso wird für alle, Rheinabwärts über See auszuführende, oder von der See her auf dem Rhein nach Deutschland, Frankreich, der Schweiz oder einer weiteren Bestimmung einzuführende Waaren, wenn sie für die Häfen von Rotterdam, Dor-

trecht oder Amsterdam bestimmt sind, um in den in 1831 besagten Häfen errichteten Zoll-Niederlagen auf längere oder kürzere Zeit gelagert zu werden, Befreiung von den gewöhnlichen Transito-Gebühren zugestanden. In diesem Falle tritt die, durch Artikel IV. und den ihm beigefügten Tarif festbestimmte Abgabe an die Stelle der Transito-Gebühren, gleichviel welcher unter den oben benannten Handelsplätzen auch zum Orte der Niederlage gewählt werden mag; jedoch mit Vorbehalt der, durch die allgemeine Niederländische Gesetzgebung als Schutzwehr gegen Unterschleife vorgeschriebenen Zoll-Formalitäten, der Lokal-Verordnungen über Hafenpolizei und der Zahlung der gewöhnlichen Wasser-Wegegelder, Schleusen- und Brückengelder auf Flüssen, Gewässern und Kanälen, die nicht zu den im Artikel III. bezeichneten direkten Rheinstraßen gehören.

Die auf die oben besagte Weise in Niederlagen zu lagernden Waaren zahlen, als zum Rheinhandel der Unterthanen von Uferstaaten gehörig, an Magazin-, Bohlwerks-, Krahnen- und Wagegebühren, sofern dabei von dergleichen Anlagen Gebrauch gemacht wird, überhaupt nur die, im nachfolgenden Artikel LXIX. als Maximum angegebenen Beträge.

Art. VII. Um bei den im vorhergehenden Artikel erwähnten Niederländischen Niederlagen die Vortheile der Befreiung von den gewöhnlichen Transito-Gebühren zu genießen, müssen die aus Deutschland, Frankreich, der Schweiz oder weiterher kommenden Waaren auf Schiffen, die der Rheinschiffahrt angehören, hingebraht worden sein, in welchem Falle sie, ohne Unterschied der Flagge, unter welcher sie weiter verladen werden, anstatt jeder andern Zollgebühr, die im Art. IV. festbestimmte Abgabe in dem Augenblick erst zu entrichten haben, wenn sie zur Ausfuhr über See deklariert worden sind.

Waaren hingegen, die von der offenen See kommen — gleichviel welcher Nation das Fahrzeug, worauf sie gebracht werden, angehören mag — sollen nach ihrer Ausladung in Niederländischen Häfen die festbestimmte Abgabe, anstatt der Eingangs-, Ausgangs- oder Durchgangsabgaben, wozu eine andere Bestimmung derselben etwa Veranlassung geben könnte, alsdann erst zu entrichten haben, wenn sie zur Ausfuhr auf dem Rhein

1831 nach Deutschland, Frankreich, der Schweiz oder einer weiteren Bestimmung deklariert und zu diesem Ende an Bord eines zur Rheinschiffahrt gehörigen und einem Unterthan der Uferstaaten zustehenden Fahrzeuges verladen worden sind.

In dem einen wie in dem andern Falle sind die fraglichen Waaren nur bis zu der dem Orte, wo sie den Rhein verlassen, oder auch von der dem Orte, wo sie in diesen Strom einlaufen, am nächsten belegenen Zollstelle an, der Zahlung der gewöhnlichen Rheinschiffahrts-Gebühr unterworfen, wovon in den folgenden Titeln die Rede sein wird.

ART. VIII. Den See-Tonnen-Geldern, so wie den Leuchthurns-Geldern, Lootsen-Geldern und andern dergleichen Abgaben, die jedes See-Schiff beim Eingange und Ausgange über See in den Niederlanden zu entrichten hat und deren Erhebung sich nach der dortigen gewöhnlichen Landes-Gesetzgebung richtet, geschieht durch die vorstehenden Artikel in keiner Art Eintrag, wobei jedoch die Bestimmung des nachfolgenden Artikels XII. zu beobachten ist.

ART. IX. Die hohen Regierungen der Uferstaaten machen sich zur Erwiderung der ihnen günstigen, in den bevorstehenden Artikeln enthaltenen Stipulationen dazu verbindlich, die bereits durch die Wiener Kongressakte für den ganzen Lauf des Rheins verabredete allgemeine Befreiung von Transito-Gebühr zu Gunsten der Niederländischen Schiffe auf den Wasser-Transport solcher Waaren auszudehnen, welche den Rhein verlassen und in Flüsse, Kanäle oder andere schiffbare Verbindungswege des Inlandes einlaufen, um sodann durch die gedachten Staaten zu transitiren, in so weit letzteres ohne Vertauschung des Wasser-Transportes mit einem Land-Transporte geschehen kann.

Wo dieser Fall einer Vertauschung des Wasser-Transportes mit einem Land-Transporte eintritt, unterliegen die Waaren den Anordnungen der gewöhnlichen Gesetzgebung jeder respektiven Regierungen. — Die Schiffer, welche den Rhein verlassen, um sich schiffbarer Verbindungswege im Innern der Uferstaaten zu bedienen, haben sich in allen Fällen den daselbst zur Verhinderung von Unterschleifen hin-



sichtlich des Transits bestehenden Formalitäten, so wie der Zahlung der daselbst angeordneten Wasser-Wegegelder, Brücken- und Schleusengelder u. s. w. und zwar auf demselben Fusse, wie ähnliche Fahrzeuge der respektiven Uferstaaten, zu unterwerfen. 1831

ART. X. Die hohen Regierungen der übrigen Uferstaaten machen sich auch ihrerseits dazu anheischig, daß jede von ihnen eine oder mehrere Städte längs des Rheinufers zu Freihäfen für den Rheinhandel erklären werde, namentlich:

die Preussische Regierung, die Städte Cöln und Düsseldorf, indem sie sich zugleich bereit erklärt, die Zahl der Preussischen Freihäfen in der Folge, wenn das Bedürfnis oder die Umstände es erfordern sollten, noch zu vermehren; die Nassauische Regierung, Bieberich und Oberlahnstein;

die Hessische Regierung, Mainz;

die Badensche Regierung, Mannheim;

die Baierische Regierung, Speier;

die Französische Regierung, Straßburg (vid. Art. XI.); sämmtliche Regierungen unter dem Vorbehalte, die Zahl ihrer Freihäfen nach Gutfinden zu vermehren, solchergestalt, daß die aus dem Königreiche der Niederlande kommenden oder zum Transporte dahin bestimmten Waaren, welche auf Niederländischen oder auf allen andern den Unterthanen der Rheinuferstaaten gehörigen Schiffen nach jenen Freihäfen gebracht werden, auf längere oder kürzere Zeit daselbst in Niederlagen gelagert und demnächst zum ferneren Transitiren auf dem Rhein oder auf den andern im Art. IX. bezeichneten inneren schiffbaren Verbindungswegen, mit der Bestimmung nach dem Innern von Deutschland oder nach der Schweiz, durch die Gebiete der Uferstaaten weiter befördert werden können, ohne in einem dieser beiden Fälle irgend einer Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangsgebühr unterworfen zu sein; jedoch mit dem Vorbehalte, zur Zeit ihrer Lagerung die in den betreffenden Freihäfen allgemein festgesetzten Magazin-, Bohlwerks-, Krahn- oder Wagegebühren entrichten zu müssen, welche aber in keinem Falle die durch den Artikel LXIX. der gegenwärtigen Ordnung fixirten Sätze übersteigen dürfen.

1831      Uebrigens versteht es sich, daß Waaren, welche in den oben vorgesehenen Fällen die im Art. III. bezeichnete Rheinstrasse oder die mit dem Rhein zusammenfließenden und einer ähnlichen Verwaltungs-Ordnung wie dieser Strom unterworfenen Flüsse verlassen, um auf anderen schiffbaren Wasserwegen durch die Uferstaaten zu transitiren, den durch die bestehende Gesetzgebung in besagten Staaten zur Kontrollirung und Beaufsichtigung der Zoll- und Steuergebühren vorgeschriebenen Formalitäten, so wie der Zahlung von Wasser-Wegegeldern, Barriere-, Brücken-, Schleusengeldern und andern Abgaben dieser Art unterliegen können, ohne daß jedoch die Niederländischen Schiffe oder die Waaren, welche aus den Niederlanden kommen oder dahin gehen, auf eine weniger vortheilhafte Art, als die Schiffe oder Waaren derjenigen Uferstaaten, durch deren Gebiet sie passiren, behandelt werden dürften.

ART. XI. Den Regierungen der Uferstaaten des Mains, des Neckars und anderer in den Rhein fallenden Flüsse soll für ihre Waaren in den Niederländischen, so wie in den am Rhein zu errichtenden Freihäfen der Genuß derselben Vorrechte, wie solche in den vorstehenden Artikeln bewilligt sind, von dem Zeitpunkte an verstattet sein, wo sie in ihren respektiven Gebieten und an den Ufern besagter Flüsse ähnliche Freihäfen unter den im vorstehenden Artikel erwähnten Stipulationen errichtet haben werden.

Da die Französische Regierung den vorhergehenden drei Artikeln nicht *unbedingt* beitreten kann: so bezieht sich dieselbe hinsichtlich der Ausführung, welche auf ihrem Gebiet statt finden wird, auf die in dem Protokolle, welches diesem Reglement beigelegt ist, enthaltene Erklärung, indem solche die nämliche Kraft und Wirkung haben soll, als wenn sie wörtlich in den Vertrag aufgenommen wäre.

ART. XII. Als Gegenleistung dafür, daß die dem Niederländischen Rheinhandel angehörigen, aus Deutschland, Frankreich, der Schweiz oder weiterher kommenden oder dahin gehenden Waaren, welche auf schiffbaren Wasserwegen durch die Uferstaaten geführt werden, von aller Transito- oder sonst festbestimmten Abgabe befreiet sind, gewähren Seine

Majestät der König der Niederlande ferner noch den 1831 zum Rheinhandel gehörigen Schiffen der Rheinuferstaaten, wenn dieselben zugleich für die Seefahrt bestimmt sind, Gleichstellung ihrer Flagge mit der Niederländischen Flagge in Bezug auf Tonnengelder, Lootsen-, Leuchthurm- und andere dergleichen Gebühren.

Um den Vorthail dieser Gleichstellung zu genießen, haben die Schiffspatrone und Führer nichts weiter zu thun, als den mit Erhebung besagter Gebühren beauftragten Beamten in den Niederländischen Häfen das ihnen in ihrer Eigenschaft als Rheinschiffer, dem nachstehenden Art. XLII. gemäß, ausgestellte Patent vorzuzeigen.

ART. XIII. Ereignet sich der Fall, daß Schiffe, welche der Rheinschiffahrt angehörig und Eigenthum der Unterthanen der Uferstaaten sind, wegen eintretenden Bedürfnisses einer Unterbrechung ihrer Fahrt oder des Ueberwinterns halber, in einen Niederländischen Hafen einzulaufen und daselbst durch höhere Gewalt theilweise oder gänzlich auszuladen genöthigt sind: so sollen sie alles des Schutzes und aller der Vorthelle zu genießen haben, welche durch die im fraglichen Königreiche bestehende Zoll-Gesetzgebung den Schiffen aller andern Nationen zugesichert sind, wobei sie sich jedoch den durch dieselbe Gesetzgebung gegen den Unterschleif vorgeschriebenen Vorsichtsmaßregeln unterziehen müssen.

Es wird hiebei ausdrücklich bevorwortet, daß der Aufenthalt von Rheinschiffen in Niederländischen Seehäfen, wenn solcher durch die in gegenwärtigem Artikel ausgedrückten Ursachen herbeigeführt wird, zu keinem hieraus abzuleitenden Ansprüche auf Eingangs-, Ausgangs- oder Durchgangs-Abgaben irgend eine Art Veranlassung geben soll.

Diese nämliche Bestimmung kommt auch alsdann zur Anwendung, wenn bei einer dem obigen Art. IV. gemäß statt findenden Verbleiung oder Versiegelung der Luken oder der zur Waaren-Niederlage dienenden Räume, die Patrone oder Führer von Schiffen, welche von Krimpen oder Gorcum bis in die offene See oder umgekehrt durch das Niederländische Gebiet passiren, wegen Wassermangels oder anderer außerordentlicher Umstände halber zu lichten oder einige

1831 Waaren überzuladen genöthiget sind, ohne daß sie in irgend einen Hafen einlaufen; nur müssen sie sich *vorher* — abgesehen von den in den nachfolgenden Artikeln XXXVIII. und XXXIX. angegebenen Abwesenheits- oder besondern Nothfällen — an die nächsten Zollbeamten gewendet haben, um die Bleie oder Siegel abnehmen zu lassen; auch müssen sie sich den weitem Vorkehrungen, welche von den letzteren zur Verhütung heimlicher Einschwärzung eines Theils der Ladung für nöthig gehalten werden, unterziehen; die solchergestalt abgeladenen Waaren aber müssen demnächst, bevor sie an die letzte zur Erhebung der Rheinschifffahrtszölle oder der festbestimmten Abgabe bestehende Zollstelle gelangen, wieder auf dieselben Schiffe verladen werden, welche sie gebracht haben.

### *Zweiter Titel.*

*Von den Rheinschifffahrts-Abgaben und den Mitteln, sich von der gehörigen Entrichtung derselben zu versichern.*

ART. XIV. Wer auf dem Rhein, von da, wo derselbe schiffbar wird, bis nach Krimpen oder Gorcum, mit Inbegriff des Lecks und der Waal, und umgekehrt, Schiffahrt treibt, hat unter dem Titel von Schifffahrtsabgaben:

- 1) eine Schiffsgebühr für jedes Schiff, dessen Ladungsfähigkeit auf Fünfzig Zentner und höher steigt;
- 2) einen Zoll von der Ladung nach ihrem Zentner-Gewicht zu zahlen.

ART. XV. Zur Erhebung der Schiffs-Gebühr und des Zolles von der Ladung sind folgende Zollstellen bestimmt:

- a) für die Fahrt abwärts:  
Breisach, bei Stralsburg an der grossen Rheinbrücke, Neuburg, Mannheim, Mainz, Caub, Coblenz, Andernach, Linz, Köln, Düsseldorf, Ruhrort, Wesel, Lobith, Vreeswyck und Tiel;
- b) für die Fahrt aufwärts:  
Gorcum, Tiel, Krimpen, Vreeswyck, Ennmerich, Wesel, Ruhrort, Düsseldorf, Köln, Linz, Andernach, Coblenz, Caub, Mainz, Mannheim,

Neuburg, bei Straßburg an der großen Rhein- 1831  
brücke, und Breisach.

ART. XVI. An jeder hiernäch zur Erhebung befugten Zollstelle, welcher ein Schiff vorbei oder von welcher es abfährt, ist die in dem Tarif unter B bestimmte Schiffsgebühr und für den Zentner Ladung, nach den Entfernungen berechnet, der in der Anlage C provisorisch ausgeworfene Zoll, für jede Zollstelle besonders zu entrichten.

Die hohen Kontrahenten behalten sich jedenfalls vor, in der durch das gegenwärtige Reglement vorgesehenen Jahres-Versammlung ihrer Kommissarien weiter prüfen zu lassen, ob die tarifirten Sätze der Ladungs- und Schiffsgebühren im Ganzen oder im Einzelnen noch zu ermäßigen sind.

ART. XVII. Die Schiffsgebühr wird auf den Grund eines Aichungs-Manifestes erhoben, welches der Schiffspatron oder Führer bei sich haben muß, und jeder Uferstaat hat die nöthigen Mafsregeln zu treffen, damit diese Aichung in Gemäßheit der gegenwärtig am Rhein zwischen Straßburg und der Niederländischen Gränze üblichen Methode mit einem, nach dem Decimalsystem in Grade abgetheilten Maasstocke geschehe; jedoch unbeschadet der Abänderungen, welche die Zentral-Kommission hierbei eintreten zu lassen angemessen finden könnte.

ART. XVIII. Da die Festsetzung des im Tarif C ausgeworfenen Zolles nur auf den, aus vorhandenen Stromkarten entnommen, mehr oder weniger genauen Angaben beruht: so soll im ersten Jahre nach der Ratifikation der gegenwärtigen Ordnung fernerweitig zu einer Vermessung des Stromes in seiner ganzen Länge bis Krimpen und Gorcum geschritten und der Tarif demnächst nach dem Resultat dieser Vermessung dergestalt definitiv festgestellt werden, daß der Gesammbetrag der Gebühren nicht das Verhältniß übersteige, welches sich im III. Artikel des Anhanges von der Rheinschiffahrt zur Wiener Kongressakte festgesetzt findet, und daß die Entfernung von Lobith bis Gorcum gleichmäfsig zur Basis für den Betrag des Zolles von Lobith bis Krimpen und umgekehrt dienen, und für beide Strecken der nämliche Zoll erhoben werden soll.

1831 Die Zentral-Kommission wird zu diesem Ende einen Sachverständigen abordnen, denselben im gemeinschaftlichen Interesse aller Uferstaaten eidlich verpflichten und ihm die obere Leitung des ganzen Vermessungsgeschäftes übertragen.

Jedem einzelnen Uferstaate für sich soll es freistehen, diesen Gesamt-Abgeordneten zum Behufe der Kontrollirung seines Verfahrens einen Spezial-Kommissarius auf eigene Kosten beizugeben.

Entsteht zwischen den Gesamt-Abgeordneten und dem Spezial-Kommissarius eine Meinungsverschiedenheit: so ist von der Zentral-Kommission darüber zu entscheiden.

Die durch vorgenommene Stromkorrekturen bewirkte Abkürzung des Laufes soll übrigens keine Minderung des Tarifs begründen; wolverstanden jedoch, daß dergleichen Rektifikationen, welche unbestreitbar von allgemeinem Interesse sind, nur in Uebereinstimmung mit den übrigen Uferstaaten unternommen werden.

ART. XIX. Der in dem Tarif C provisorisch festgesetzte ganze Zoll soll für die in den Zusätzen dieses Tarifs benannten Artikel ermäßigt werden.

Sollte es sich zeigen, daß auch andere Gegenstände diese Ermäßigung des Zollsatzes nothwendig erfordern, oder daß es zweckmäßig sei, an den Zollsätzen der gegenwärtig schon geringer belasteten Gegenstände Veränderungen vorzunehmen: so wird die Zentral-Kommission bei ihren jährlichen Zusammenkünften deshalb ihre Vorschläge machen, welche alsdann von den Staaten, die im Besitze der Hoheit über das Strombett des Rheins sind, geprüft und, in so fern ihre Ansichten damit übereinstimmen, in einem Zusatze zu dem Tarif aufgenommen werden sollen.

ART. XX. Die Tarife werden in den Zollstellen öffentlich angeschlagen.

ART. XXI. Unter dem Zentner wird das Gewicht von Fünfzig Kilogramen Französischen Gewichtes oder Fünfzig Pfund Niederländischen Gewichtes verstanden. Die Erhebung der Rheinschiffahrtsabgaben soll nach diesem Gewichte und seinen Unterabtheilungen geschehen.

Zu diesem Ende soll auf allen von den respekti-

ven Regierungen zu bestimmenden Zollstellen, auch **1831**  
Ein- und Ausladehäfen, richtiges Französisches oder  
Niederländisches Gewicht vorhanden sein.

Bei Gegenständen, die nicht gewogen werden  
können, soll die Feststellung ihres Verhältnisses  
zum Gewichte auch fernerhin nach der, zu diesem  
Behufe von der ehemaligen General-Oktroi-Direk-  
tion in Gemäfsheit der Artikel 104 und 105 der Kon-  
vention vom Jahre 1804 angefertigten Gewichtstabelle  
geschehen; jedoch mit Vorbehalt der Abänderungen;  
welche die Zentral-Kommission in der Folge da-  
bei eintreten zu lassen nöthig finden dürfte.

ART. XXII. Die Zahlung geschieht auf allen  
Zollstellen, ohne Unterschied der Gebiete wozu sie  
gehören, nach der Wahl des Schiffspatrons oder  
Führers entweder in Gold- oder Silbermünze des  
Landes, wo sie zu leisten ist, oder in Französischer  
Gold- oder Silbermünze, jedoch nur in 40-, 20-, 5-,  
2-, 1 oder  $\frac{1}{2}$  Frankenstücken nach dem Gesetze  
vom 28ten März 1803. Die Französischen Münzen  
unter einem halben Frank sollen zwar bei den Deut-  
schen Erhebungsämtern angenommen werden, jeden-  
falls nur um Zahlungen in Bruchtheilen unter 50  
Zentimen zu berichtigen.

Das Verhältnifs des Kurses und der inländischen  
Münzsorten zum Frank wird von jedem Landes-  
herrn für sein Gebiet gesetzlich festgestellt.

Die danach angefertigten besondern Tabellen oder  
auch eine General-Valvationstabelle werden an jeder  
Zollstelle in der Amtsstube offen ausgehängt, damit  
jeder Schiffspatron oder Führer solche einsehen kann.

Außerdem werden sie von den verschiedenen  
Regierungen auch der Zentral-Kommission zu Mainz  
mitgetheilt.

ART. XXIII. Der Schiffspatron oder Führer  
mufs bei jeder Zollstelle den Rheinzoll, so wie der  
Tarif C ihn bestimmt, bis auf die darin angegebenen  
Ausnahmen, im Voraus für die folgende Flufsstrecke  
bis zur nächsten Zollstelle auch in dem Falle zahlen,  
wenn er seine Fahrt nicht bis zum Endpunkte dieser  
Strecke fortsetzen oder auf dem Wege ganz oder  
zum Theil ausladen will.

Eine Ausnahme von dieser Regel findet jedoch  
hinsichtlich derjenigen Fahrzeuge statt, welche den

**1831** Strom, nachdem sie bei einer an demselben belegenen Zollstelle vorübergefahren sind, verlassen und in einen Nebenfluß desselben einlaufen, dessen Ausmündung zwischen dieser und der folgenden Zollstelle liegt.

In diesem Falle richtet sich die Verpflichtung zur Zahlung des Zolles nach dem Verhältnisse der Flußstrecke, die der Schiffer von der betreffenden Zollstelle bis zur Mündung des Nebenflusses zurücklegen will.

Die Zentral-Kommission hat den Uferstaaten die zu diesem Ende nöthigen Zusätze zum Tarif C. in Vorschlag zu bringen.

Es soll jeder Regierung, die mehrere Zollstellen hat, freistehen, bei Schiffen, welche ohne auszulaufen durch ihr ganzes Stromgebiet passiren, die davon zu erhebenden Rheinzölle an einer oder mehreren dieser Zollstellen zu ermäßigen und, nach Bedürfnis, die von den Ladungen der nämlichen Schiffe zu entrichtenden Abgaben an anderen Zollstellen des nämlichen Gebietes zu erhöhen; es versteht sich jedoch, daß in diesem Falle das Ganze der in der ganzen Ausdehnung des besagten Gebietes zu erhebenden Abgaben den Betrag derjenigen Abgaben nicht übersteigen darf, denen jene Schiffe oder ihre Ladungen, wenn keine Ausnahme von der allgemeinen Regel statt fände, unterworfen sein würden.

**Art. XXIV.** Wer seine Ladungen an einem Orte empfängt, wo keine Zollstelle ist, hat bis zur nächsten Zollstelle weder Schiffsgebühr, noch Rhein-Zoll zu zahlen. Die Ausnahmen ergiebt der Tarif.

**Art. XXV.** Wo ein und dasselbe Erhebungsort zwei oder mehreren Uferstaaten angehört, werden diese die Einnahme nach Verhältniß der Längen-Ausdehnung ihrer respektiven Uferbesitzungen untereinander vertheilen.

**Art. XXVI.** Es soll einem Staate, der mehrere Zollstellen hat, auf derjenigen Strecke, wo er allein die Hoheit über das Strombett des Rheins ausübt, freistehen, die bisherigen Rheinzollstellen im Innern aufzuheben und die gesammten Rheinschiffahrts-Abgaben, welche früher an den aufgehobenen Stellen erhoben worden, an seiner ersten Zollstelle zunächst der Gränze zu erheben. Die Schiffspatrone oder Füh-



rer, die nicht bloß durchfahren, sondern ihre Ladung ganz oder theilweise innerhalb der bleibenden Zollstellen absetzen, sollen aber an solchen Abgaben an der ersten Rheinzollstelle des Staats mehr nicht von den Gütern, welche sie auszuladen haben, entrichten, als sie bei dem Fortbestehen der aufgehobenen Zollstellen davon bezahlt haben würden. Dergleichen Aufhebungen einzelner Zollstellen werden der Zentral-Kommission oder, in Abwesenheit derselben, dem Oberaufseher der Rheinschiffahrt angezeigt.

ART. XXVII. Ein Schiffspatron oder Führer soll nicht eher eine Waare einladen, oder wenigstens nicht eher von dem Ladungsplatze abfahren, als bis er darüber einen Frachtbrief oder Connaissance erhalten hat, woraus die Gattung, die Menge und der Empfänger der Waare ersichtlich ist.

Die Ladung ist er jedem Zollamte, welches er berührt, durch Verlegung der Frachtbriefe und des Manifestes nachzuweisen verpflichtet.

Dieses Manifest soll in allen Punkten nach dem unter D. anliegenden Schema angefertigt und von den darin erwähnten Belegen begleitet sein.

Es wird von dem Schiffspatron oder Führer selbst, oder für denselben von einem Andern, der jedoch kein Rheinschiffahrts- oder Hafenbeamter sein darf, gefertigt und von dem Schiffspatron oder Führer gezeichnet.

Für den Inhalt des Manifestes bleibt der Schiffspatron oder Führer verantwortlich, mag er es selbst abgefaßt oder sich dazu fremder Hülfe bedient haben.

Wenn ein Theil der Ladung erst unterwegs zu derselben hinzukommt oder durch Ausladung davon abgeht: so muß auch dieses auf dem Manifeste vermerkt und nöthigenfalls wie das Hauptmanifest bescheinigt werden.

Der Schiffspatron oder Führer hat das in Rede stehende Manifest da, wo die Ausladung des Schiffes erfolgt, und unmittelbar nach dieser Ausladung, an die daselbst angestellten oder von dem Einnehmer des nächstgelegenen Zollamtes dahin gesandten Rhein-Zollbeamten abzugeben.

Ein Schiffspatron oder Führer, welcher sein Manifest und die erforderlichen dazu gehörigen Belege auf desfallsiges Verlangen nicht in vorgeschrie-

**1831** bener Form vorzeigt, hat keinen Antheil an den ihm durch gegenwärtige Ordnung zugesicherten Begünstigungen.

**ART. XXVIII.** An dem Orte der Einladung können die Beamten, welche dazu vom Staate bestellt sein möchten, sich bei der Einladung selbst, oder nachdem solche geschehen ist, durch eine Untersuchung überzeugen, daß die Waaren nach Gattung und Menge mit dem Manifeste übereinstimmen.

Soweit ihrerseits eine Untersuchung statt gefunden hatte, attestiren sie das Manifest.

Wird einem Schiffspatron oder Führer an einem Orte Ladung einzunehmen verstattet, an welchem die zu vorbemerakter Prüfung erforderlichen Anstalten nicht vorhanden sind: so kann er an der nächsten Rhein-Zollstelle angehalten werden, die Ladung einer Untersuchung zu unterwerfen.

Die Rhein-Zollbeamten anderer Zollstellen haben überdies die Befugniß, bei obwaltendem Verdachte, daß die Ladung nicht so beschaffen sei, wie das Manifest es enthält, sich, so weit es nöthig ist, durch die Besichtigung von der Ladung Kenntniß zu verschaffen.

Auf gleiche Weise können Rhein-Zollbeamte, die sich am Bord eines Bootes oder Nachens mit der Flagge besagter Rhein-Zollverwaltung befinden, von jedem Schiffspatron oder Führer — wo sie ihm auf dem Strome begegnen mögen — die Vorzeigung seines Manifestes fordern. Der oberste Rhein-Zollbeamte an Bord eines solchen Fahrzeuges attestirt alsdann das fragliche Manifest, so wie die etwa darin befindlichen nachträglichen Deklarationen und hält darauf, daß nichts darin in blanco, auch daß kein Zwischenraum, noch irgend eine Lücke darin gelassen bleibe; in dem Atteste bemerkt er die örtliche Stelle des Stromes, den Tag und die Stunde, wo dasselbe von ihm ausgestellt wird. — Die hier in Rede stehenden Atteste werden ganz kostenfrei ausgestellt.

**ART. XXIX.** Der Führer eines Flosses ist gehalten, ein Manifest vorzulegen, worin die Summe der Stämme und ihr kubischer Inhalt im Ganzen nach Kubikmetern angezeigt wird. Die Rhein-Zollbeamten kontrolliren diese Angaben in Gemäßheit ihrer Instruktionen und nach der zu diesem Behufe an

Rhein zwischen Straßburg und der Niederländischen 1831  
Gränze üblichen Reduktionstabelle.

ART. XXX. Rheinschiffahrts-Abgaben, die auf den Grund des bei der betreffenden Erhebungsstelle zu diesem Ende vorgezeigten Manifestes gesetzlich erhoben worden sind, werden in keinem Falle zurückgegeben, wenn auch der Schiffspatron oder Führer bei Fortsetzung seiner Reise einen außerordentlichen Verlust erlitten haben sollte.

ART. XXXI. Schiffe, welche bei einer Rheinzollstelle die Abgaben entrichtet und von dort aus ihre Reise fortgesetzt haben, nachher aber durch Sturm, Eis oder andere Zufälle genöthigt worden sind, mit derselben Ladung an eben diese Zollstelle oder dieselbe vorbei noch weiter zurückzukehren, können nicht angehalten werden, auf derselben Stelle nochmals die besagten Abgaben zu zahlen.

ART. XXXII. Von der Zahlung der auf die Rheinschiffahrt gelegten Abgaben findet eine Befreiung nicht statt. Weder die Gegenstände der Ladung und deren Bestimmung, noch die Person des Eigenthümers, begründen hier eine Ausnahme.

Jedem einzelnen Uferstaate bleibt es indessen unbenommen, für sich allein, oder wenn ein benachbarter Staat an der Einnahme Theil nimmt, mit dessen Zustimmung, Ermäßigungen der Rhein-Zollabgaben, oder Befreiung davon, nicht nur für gewisse Gegenstände ohne Unterschied der Personen durch allgemeine Verordnungen, sondern auch in einzelnen Fällen zum Vortheile gewisser, seinen Unterthanen angehöriger Fahrzeuge oder einer bestimmten Person zu ertheilen; wobei es sich von selbst versteht, daß dergleichen Ermäßigungen oder Befreiungen nur für das ausschließliche Gebiet des Staates, welcher sie gewährt, oder des mitbetheiligten Nachbarstaates gültig sind, wenn nicht auch die anderen Uferstaaten ihre Zustimmung dazu geben.

ART. XXXIII. Von einzelnen Uferstaaten kann jedoch der Tarif niemals, wäre es auch nur durch Nebenabgaben, z. B. durch Steempelgebühr u. s. w., erhöht werden.

Eben so wenig ist es gestattet, ohne Zustimmung aller Rheinstaaten, die Zahl der Zollstellen zu vermehren oder — die Art. XXIII. und XXVI. erwähnten Fälle ausgenommen — anderswohin zu verlegen.

1831 ART. XXXIV. Die Rheinschiffahrts - Abgaben sollen niemals weder ganz noch theilweise verpachtet, sondern von jedem Rheinstaate für eigene Rechnung durch Beamte erhoben werden.

Die betheiligten Regierungen der Rheinstaaten verpflichten sich gegenseitig, an ihren respektiven Zollstellen so viele Beamten zu halten, daß in dem Dienste daselbst kein Stillstand, und bei Abfertigung des Schiffspatrons oder Führers, kein Aufenthalt für dieselben eintreten könne.

ART. XXXV. An Orten, wo eine Zollstelle ist, dürfen Schiffspatrone oder Führer nicht ein- oder ausladen, bis sie hierzu von dem Rhein-Zollbeamten die Erlaubniß erhalten haben; den Rhein-Zollbeamten aber ist von ihren respektiven Landesherrschaften ausdrücklich zur Pflicht zu machen, daß sie den Schiffspatronen oder Führern keinen Aufenthalt verursachen.

Im Übertretungsfalle hat der Schiffspatron oder Führer den doppelten Betrag des Rheinzolles von den früher ein- oder ausgeladenen und an's Ufer gelegten, oder an Bord eines andern Schiffes gebrachten Gütern zu zahlen; vorbehaltlich der übrigen Strafen, welche die Abgabengesetze des Landes, wo dieser Vorschrift zuwidergehandelt worden ist, gegen voreilige oder heimliche Ausladungen verhängt haben mögen.

Was an andern Orten bei dem Anlanden sowohl als dem Ein- und Ausladen zu beobachten ist, bestimmen die Abgabengesetze jedes Gebiets.

### *Dritter Titel.*

*Von der Anwendung der in jedem Uferstaate geltenden Steuergesetze bei der Rheinschiffahrt.*

ART. XXXVI. Ein Schiff, das auf die vorgeschriebene Weise mit einem, in gehöriger und vorschriftsmäßiger Form ausgestellten Manifeste versehen ist, soll unter dem Vorwande, daß es nöthig sei, dessen Ladung zu untersuchen, wegen eines öffentlichen Steuer-Interesse auf seiner Fahrt anderswo, als an einer Rheinzollstelle oder in den, unter Art. XLI. gedachten Fällen, nicht aufgehalten werden.

ART. XXXVII. Auf dem Rheinströme, von da, wo er schiffbar wird, bis in's Meer, und unge-

kehrt, ist ohne Rücksicht auf das, was in einzelnen Staaten bei der Ein- und Ausfuhr vorgeschrieben sein mag, die Durchfuhr aller Waaren erlaubt, und bei ihrem Transporte auf dem ganzen eben bezeichneten Rheinlaufe nur den, in der gegenwärtigen Ordnung festgestellten Abgaben unterworfen. 1831

Die Steuergesetze des Landes treten demnach nur ein, wenn Waaren mit der Bestimmung ankommen, im Lande ausgeladen zu werden; wenn Waaren von dem Lande zur Ausfuhr an Bord gebracht, aus dem Schiffe an's Ufer gelegt, oder aus einem Schiffe in ein anderes geladen werden; jedoch bleibt es in Beziehung hierauf bei den, hinsichtlich der *Freihäfen*, in der gegenwärtigen Ordnung festgestellten Bestimmungen; auch dürfen bei eintretenden außerordentlichen Beschädigungen des Schiffes, oder bei stürmischer Witterung, oder wenn es an gewissen Stellen des Stromes wegen einer der Schifffahrt ungünstigen örtlichen Beschaffenheit des Strombettes für den Augenblick nöthig werden sollte, die gewöhnlichen Ausladungen zur Erleichterung des Schiffes, aber auf offenem Strome, vom Ufer entfernt, und unter Aufsicht von Steuerbeamten, oder wo dieselben abwesend sind oder fehlen, unter Aufsicht der nächsten Ortsbehörde statt finden.

In keinem Falle dürfen aber die Güter, welche auf dem Rhein eingeführt oder ausgeführt werden, mit einer größeren Ein- oder Ausfuhr-Abgabe belegt werden, als Güter derselben Gattung, die man zu Lande ein- oder ausführt.

ART. XXXVIII. Auf jedem Gebiete bestimmt die Regierung nach ihrem eigenen Gutfinden die Häfen oder Landungsplätze, wo es gestattet sein soll, einzuladen oder auszuladen.

Wird indessen der Schiffspatron oder Führer durch Sturm oder andere Zufälle an der Fortsetzung seiner Reise verhindert, so ist ihm auch an anderen Orten, wo ihm ein solcher Unfall begegnet, erlaubt, Schiff und Ladung unter Aufsicht der Steuerbeamten, oder wenn deren keine zugegen sind, unter Aufsicht der Lokal-Obrigkeit in Sicherheit zu bringen.

Nimmt er nachher die Güter wieder ein, um seine Reise fortzusetzen, so hat er davon keine

**1831 Ein- oder Ausfuhr-Zölle, noch Durchfuhr-Abgaben zu entrichten.**

Wer unter solchen Umständen an einem Orte landet, wo keine Steuerbeamten sind, muß der Ortsobrigkeit von seiner Ankunft unverzüglich Anzeige machen und dafür sorgen, daß der Zwang, der ihn zum Anlanden bestimmt hat, glaubhaft festgestellt und eine Verhandlung darüber aufgenommen werde.

Die Steuerbeamten, welche an dem zunächst gelegenen Orte desselben Gebiets angestellt sind, werden hiervon alsbald benachrichtigt, und diese können die Ladung unter Aufsicht nehmen.

Wird, um die Waaren keiner weitem Gefahr auszusetzen, das Schiff ausgeladen: so hat der Schiffspatron oder Führer sich jeder gesetzlichen Mafsregel zur Verhinderung, daß kein Theil seiner Ladung heimlich eingeführt werde, zu unterwerfen.

Eigenmächtige Vorkehrungen, welche der Schiffspatron oder Führer unternimmt, ohne die Steuerbeamten, oder in ihrer Abwesenheit oder Ermangelung die Ortsobrigkeit vorher davon benachrichtigt und ihre Dazwischenkunft abgewartet zu haben, sind nur dann zu entschuldigen, wenn der Schiffspatron oder Führer klar beweiset, daß die Rettung des Schiffes oder der Ladung davon abhieg.

**Art. XXXIX.** Wenn ein Schiffspatron oder Führer, ohne ab- und zuzuladen, mit seiner Ladung in einen Theil des Rheins eintritt, in welchem die Hoheit über den Rheinstrom und beide Ufer ungetheilt von einem Landesherrn ausgeübt wird: so ist er für die im ersten Absatze des obigen Artikels XXXVII. bewilligte Transito-Freiheit, in Beziehung auf die das Steuerwesen betreffenden Formalitäten, nur *dazu* verpflichtet, die Luken oder die sonstigen Waarenräume verbleien oder versiegeln zu lassen, oder nach Ermessen der Lokalbehörde, zur Verhinderung des Schleichhandels, Begleiter an Bord zu nehmen, oder sich auch beiden Formalitäten zugleich zu unterwerfen.

Wenn bei statt findender Verbleiung oder Versiegelung der Luken oder der sonstigen Waarenräume, Schiffspatrone oder Führer, wegen Wassermangels oder anderer außerordentlicher Umstände halber, zu lichten oder einige Waaren überzuladen genöthigt

sind, welche nachher sofort wieder in die nämlichen 1831 Fahrzeuge verladen werden sollen: so haben sie sich an die nächsten Steuerbeamten zu wenden, um die Bleie oder Siegel abnehmen zu lassen, auch sich den weiteren Vorkehrungen, welche von den gedachten Beamten zur Verhütung heimlicher Einschwärmung eines Theils der Waaren für nöthig erachtet werden, zu unterziehen.

Die Begleiter haben kein anderes Recht, als Schiff und Ladung, oder Bleie und Siegel, zu dem angegebenen Zwecke zu bewachen.

Den Schiffspatronen oder Führern liegt es ob, jene Begleiter an der Kost der Schiffsmannschaft Theil nehmen zu lassen und ihnen das nöthige Feuer und Licht zu gewähren; außerdem aber dürfen die Begleiter dafür, unter keinem Vorwande, eine Vergütung, von dem Schiffspatron oder Führer fordern, noch solche annehmen.

Auch in denjenigen Theilen des Stromes, wo die einander gegenüber liegenden Ufer verschiedenen Landesherren angehören, können die vorstehenden Bestimmungen gleichmäßige Anwendbarkeit erhalten, wenn sich die betreffenden Landesherrschaften über ein gemeinschaftliches Steuersystem geeinigt haben.

ART. XL. Hat ein Schiffspatron oder Führer Waaren an Bord, welche in dem Lande, dessen Grenzen er auf der Fahrt berührt, ausgeladen werden sollen: so muß er, wenn es die Steuer-Einrichtung des Landes mit sich führt, seine Ladung vollständig den an der ersten Rheinzollstelle dieses Landes anwesenden Steuerbeamten anzeigen.

Es kann die Revision von ihnen veranlaßt und die Landessteuer von den Waaren gefordert werden, welche ausgeladen und eingeführt werden sollen.

Dasselbe findet in dem Falle statt, wenn der Schiffspatron oder Führer in einem Lande Waaren geladen hat, welche ausgeführt werden sollen. Die Anmeldung geschieht aber alsdann an der letzten Rhein-Zollstelle, innerhalb der Landesgränze, bei den anwesenden Steuerbeamten, oder wenn es die Landesgesetze verstaten, an der dem Ladungsorte zunächst belegenden Zollstelle.

ART. XLI. Wird ein Schiffspatron oder Führer überwiesen, daß er Schleichhandel zu trei-

1831 ben versucht habe: so soll ihn die Freiheit der Rheinschiffahrt für seine Person und für die Waaren, die er unerlaubter Weise ein- oder ausführen wollte, gegen die Verfolgungen der Steuerbeamten nicht schützen. Die außerdem in dem Schiffe befindlichen Waaren sollen jedoch wegen eines solchen Versuches nicht in Beschlag genommen, auch soll im Allgemeinen gegen einen solchen Schiffspatron oder Führer nicht strenger verfahren werden, als es die allgemeinen in Kraft stehenden Gesetze des Staates, wo der Unterschleif entdeckt worden ist, mit sich bringen.

Wird bei den Rheinzollstellen an der Gränze eines Gebietes, wo nämlich das Schiff die Landesgränze ein- oder ausgehend durchschneidet, oder auch während seines Durchganges durch das Gebiet, befunden, daß dessen Ladung von dem Manifeste dergestalt abweicht, daß eine beabsichtigte oder erfolgte Bevortheilung der Landessteuern daraus zu entnehmen ist: so kann der Schiffspatron oder Führer auch dafür nach den Bestimmungen der Steuergesetze des Landes in Anspruch genommen und mit der Strafe belegt werden, welche diese wegen unrichtiger Deklarationen verhängen.

Die hohen kontrahirenden Theile verpflichten sich weiterhin, wegen sonst etwa günstiger und mit Ihren Finanz-Interessen verträglicher Bestimmungen, welche die Erfahrung in der Anwendung ihres Zollsystems auf die Rheinschiffahrt als nothwendig erweisen möchte, um den Handel und die Schiffahrt des Rheins zu beleben, übereinzukommen.

#### *Vierter Titel.*

#### *Von dem Rechte, die Schiffahrt auf dem Rhein auszuüben.*

ART. XLII. Da die Rheinschiffahrt viele Erfahrung und Ortskenntniß erfordert: so werden zu deren Ausübung nur erfahrene Schiffspatrone oder Führer zugelassen, welche sich über ihre in diesem Stücke erworbenen Kenntnisse vorher ausgewiesen haben. — Wer jedoch einmal zur Rheinschiffahrt berechtigt war, bedarf über seine Fähigkeit keiner weiteren Nachweisung.



Jede Ufer-Regierung wird die nöthigen Mafs- 1831  
regeln ergreifen, um sich von der Fähigkeit derjeni-  
gen zu versichern, welchen sie die Rheinschiffahrt  
vertrauet.

Das Patent, das hierüber dem Schiffspatron oder  
Führer von seiner Landesobrigkeit durch die hierzu  
verordneten Behörden ausgefertigt wird, giebt ihm  
das Recht, von dem Punkte an, wo der Rhein  
schiffbar wird, bis in's Meer, und aus dem Meere  
bis an den gedachten Punkt, die Schiffahrt in Ge-  
mäsheit der Bestimmungen der gegenwärtigen Ord-  
nung auszuüben. Unter der grofsen, intermediären  
und kleinen Schiffahrt gilt deshalb kein rechtlicher  
Unterschied. Dergleichen Schifferpatente werden *nur*  
anerkannten Unterthanen der Rheinuferstaaten er-  
theilt und die betreffenden Schiffe darin genau be-  
zeichnet.

ART. XLIII. Der Schiffspatron oder Füh-  
rer, welchem die Befahrung des Rheins verstattet  
ist, und welcher denselben befährt, darf nirgendwo  
gezwungen werden, wider seinen Willen zu löschen  
oder seine Ladung an Bord eines andern Schiffes zu  
bringen. Daher sind alle Rechte, Privilegien und  
Gebräuche, die mit dieser Bestimmung direkt oder  
indirekt im Widerspruche stehen, und in den Rhein-  
häfen, oder sonst wo auf dem Rhein bis in's Meer,  
entweder zum Vortheile einer Schiffergilde und um  
die unter ihnen hergebrachte Rangfahrt zu begünsti-  
gen, oder aus einem andern Grunde hergebracht wa-  
ren, ein- für allemal abgeschafft, und dürfen, unter  
welchem Namen es immer sei, nie wieder eingeführt  
werden.

Eben dasselbe gilt in Gemäsheit des Art. 110  
der Wiener Kongressakte und der ihr unter Nr. XVI.  
angehängten Artikel auch von den mit dem Rhein  
in direkter Verbindung stehenden Flüssen.

ART. XLIV. Alle bis jetzt noch bestehen-  
den Schiffergilden und Zünfte sind aufgelöset.

Ihre Activa und Schulden werden mit Einwir-  
kung der landesherrlichen Behörden, unter welchen  
sie ihren Sitz haben, liquidirt und die Schulden von  
den lebenden Mitgliedern berichtet.

Was übrig bleibt, ist gemeinschaftliches Eigen-  
thum dieser Mitglieder, welche darüber, in so fern

1831 es nicht früher auf eine gütliche Weise zu einem andern Zwecke bestimmt war, nach Willkühr verfügen.

ART. XLV. Die Zahl der Rheinschiffer — Patrone oder Führer — ist unbestimmt.

Sofern ihnen das Recht eingeräumt wird, auf den in den Rhein sich ergießenden Nebenströmen, als dem Neckar, dem Main, der Mosel und der Maas, imgleichen auch auf der Schelde, die Schifffahrt auszuüben, sind gegenseitig auch die dortigen Schiffspatrone oder Führer auf dem Rhein zuzulassen.

Sie beweisen alsdann nur, daß sie auf einem dieser Nebenflüsse zur Schifffahrt berechtigt sind.

ART. XLVI. Das Uebersetzen von Personen, Pferden und Wagen, Gepäcke oder anderen Gegenständen von einem Ufer an das gegenüberliegende, und was sonst zum gemeinen Verkehr der beiden Ufer gehört, hat mit dieser Schifffahrts-Ordnung nichts gemein. Auch wird dieselbe überhaupt nicht angewendet, wo die Fahrt eines Schiffspatrons oder Führers auf das eigene Gebiet seines Landesherrn sich beschränkt. — Ein solcher steht allein unter der Obrigkeit des Landes, wo er sein Gewerbe treibt,

ART. XLVII. Der Staat allein, auf dessen Gebiete ein Schiffspatron oder Führer wohnt, hat das Recht, das diesem einmal ertheilte Schiffer-Patent aus erheblichen Gründen wieder einzuziehen. Diese Bestimmung schliesst aber das Recht anderer Rheinuferstaaten nicht aus, den Schiffspatron oder Führer, der eines auf ihrem Gebiete verübten Vergehens oder Verbrechens beschuldigt wird, zur Verantwortung und Strafe zu ziehen, und, nach Beschaffenheit der Umstände, bei der Behörde seines Wohnortes zu veranlassen, daß sein Patent eingezogen werde.

### *Fünfter Titel.*

#### *Von Frachten und Rangfahrten.*

ART. XLVIII. Die Frachtpreise und alle übrigen Bedingungen des Transportes beruhen lediglich auf der freiwilligen Uebereinkunft des Schiffspatrons oder Führers und des Versenders oder dessen Kommittenten; und wie diese unter mehreren

Schiffspatronen oder Führern, ohne Rücksicht auf 1831 ihren Wohnort, die Wahl haben: so bleibt es dem Schiffspatron oder Führer freigestellt, eine ihm angebotene Ladung auszuschlagen oder zu übernehmen.

ART. LXIX. Zwei oder mehrere Handelsstädte können gleichwohl mit einer beliebigen Anzahl Schiffspatrone oder Führer, die sie zu ihrem wechselseitigen Verkehr für nöthig erachten, Verträge auf eine bestimmte Zeit abschließen; hierin die Frachtpreise, die Zeit der Abfahrt und Ankunft, und andere in ihrem Interesse liegende, mit keinem gebietenden oder verbiethenden Gesetze im Widerspruche stehende, Bedingungen feststellen und also eine Rangfahrt einführen, welche dem Handelsstande billige Frachtpreise und den Schiffspatronen oder Führern, so oft sie in einen Hafen einlaufen, eine baldige Rückfracht sichert.

ART. L. In den Städten, wo eine dergleichen Rangfahrt eingeführt wird, steht es jedoch jedem einzelnen Handelsmanne, so wie jedem Schiffspatrone oder Führer frei, an dieser Vereinigung Antheil zu nehmen oder seinen Beitritt zu versagen. Handelsleute sowohl als Schiffspatrone oder Führer, welche der Vereinigung einmal beigetreten sind, können, nachdem sie drei Monate vorher aufgekündigt haben, mit dem Ablaufe jedes Kalenderjahres wieder ausscheiden. — So lange ein Handelsmann zu der Vereinigung gehört, bleibt er verbunden, die Rangordnung zu beobachten, und darf, dem Vertrage zuwider, seine Waaren weder unter seinem eigenen, noch unter einem fremden, zu dem Ende entlehnten Namen in ein anderes Schiff verladen; unbeschadet der besonderen Verfügungen fremder Kommittenten, welche nicht zu der Vereinigung gehören.

Ebenso hat auch jeder Schiffspatron oder Führer, so lange er zu der Vereinigung gehört, die Rangordnung zu beobachten.

Wenn jedoch die Handels-Interessen zweier kontrahirenden Städte eine Aenderung der vorstehenden Bestimmungen fordern sollten: so kann solche zwar statt finden; die Verträge müssen aber in diesem Falle einer besonderen Genehmigung der respektiven Regierungen unterworfen werden.

1831 ART. LI. Da Verträge über die Errichtung einer Rangfahrt, gleich jedem unter Privatpersonen abgeschlossenen Befrachtungsvertrage, nur diejenigen verbinden, welche darein gewilliget haben, und wenn sie Bedingungen enthalten sollten, welche mit einem gebietenden oder verbotenden Gesetze im Widerspruche stehen oder die Rechte anderer Personen verletzen, ohnehin ungültig sein würden: so bedürfen sie keiner andern Form und Fassung als der, welche überhaupt bei Verträgen dieser Art, nach den gemeinen Rechten des Ortes, wo sie geschlossen sind, dazu erforderlich ist. — Die Zentral-Kommission so wenig, als der Oberaufseher der Rheinschiffahrt sind berechtigt zu fordern, daß solche Verträge durch sie vermittelt oder die Frachtpreise mit ihrer Bewilligung bestimmt werden.

Gleichwol nehmen die betreffenden Regierungen von diesen Verträgen Kenntniß und lassen dieselben der Zentral-Kommission oder in deren Abwesenheit, dem Oberaufseher der Rheinschiffahrt mittheilen.

ART. LII. Einigen sich zwei Regierungen darüber, daß an bestimmten Tagen und Stunden ein Schiff von einem Orte abfahren soll, um Reisende, ihr Gepäck, ihre Wagen und auch Waaren an einen andern Ort zu führen: so hat dieses Schiff gleiche Rechte mit den übrigen, die den Strom befahren.

Die Zentral-Kommission und der Oberaufseher der Rheinschiffahrt haben gleichfalls über solche Schiffe keine besondere Aufsicht; am wenigsten haben sie etwas darüber zu bestimmen, ob und wo solche Anstalten errichtet, wie sie befördert und welche besondere Vorschriften deshalb erlassen werden sollen.

### *Sechster Titel.*

#### *Von den polizeilichen Vorschriften zur Sicherheit der Rheinschiffahrt und des Handels.*

ART. LIII. Meldet sich ein Schiffspatron oder Führer mit einem Fahrzeuge, das zum ersten Male zur Rheinschiffahrt zugelassen oder beladen werden soll: so muß er solches zuvörderst von hierauf eidlich verpflichteten Sachverständigen untersuchen und bezeugen lassen, daß dieses Fahrzeug für denjenigen

Theil der Rheinschiffahrt, wofür es bestimmt ist, 1831 tauglich befunden worden; daß es dauerhaft gebaut, gut kalfatert, und mit allem nöthigen Takelwerk und Schiffsgeräthe versehen, auch daß es zur Aufbewahrung der einzunehmenden Güter angemessen eingerichtet ist und daß seine Schiffsmannschaft aus einer zu seiner Führung hinlänglichen Anzahl von Matrosen besteht.

Diese Untersuchung muß, so oft der Absender es nöthig findet, und jährlich wenigstens einmal wiederholt werden.

Wer Güter für fremde Rechnung auf dem Rheinstrome zu versenden hat, ist berechtigt, von dem Schiffspatron oder Führer die Beibringung eines durch die besagten Sachverständigen letztlich ausgefertigten Zeugnisses zu verlangen.

Unterläßt er diese Vorsicht und die Waaren gehen auf der Reise wegen Untauglichkeit des Schiffes zu Grunde, oder werden aus dieser Ursache beschädigt: so haftet dafür der Absender, mit Vorbehalt seines Regresses gegen den Schiffer.

Für jeden nach Art. XXXVIII. zum Ein- und Abladen anzuweisenden Hafen veranlassen die betreffenden Regierungen der Uferstaaten das Erforderliche, damit das Verfahren der Sachverständigen ordnungsmäßig eingerichtet und dem dabei interessirten Handelsstande die beabsichtigte Sicherheit gewährt werde.

ART. LIV. Welche Eigenschaften zur Tauglichkeit eines Stromfahrzeuges gehören, wird nach den örtlichen Bedürfnissen mit landesherrlicher Genehmigung festgestellt. Sonst aber sollen unter den zur Rheinschiffahrt bestimmten Stromfahrzeugen keine andere Unterschiede irgend einer Art gemacht werden.

ART. LV. Ebenso bestimmt jeder Staat die Mafsregeln, die er in seinen Häfen und auf den Ein- und Ausladeplätzen zur Erleichterung des Handels, zur Beförderung der Schiffahrt und Beschleunigung der Versendungen, zur Handhabung einer guten Ordnung bei dem Ein- und Ausladen, zur Sicherheit der aus Ufer gelegten Waaren und Erhaltung derjenigen, welche man aufzunehmen sich weigert oder worüber Streit entsteht, und überhaupt zum Besten

1831 des Handelsstandes und der Schiffspatrone oder Führer für dienlich erachtet.

Art. LVI. Der Schiffspatron oder Führer haftet für die Güter, die er zu laden übernehmen hat, von dem Augenblicke an, da sie ans Ufer gestellt und ihm als Theil seiner Ladung überwiesen werden.

Haben die Waaren erweislich durch Schuld der Beamten gelitten: so ist die ihnen zunächst vorgesetzte Behörde den Ersatz zu leisten verpflichtet, welcher durch den Regress an die Beamten nicht aufgehalten werden darf.

Art. LVII. Während der Fahrt darf der Schiffspatron oder Führer seine Ladung nicht verlassen, widrigenfalls wird auf dessen Gefahr und Kosten, wenn auch kein Schaden hieraus entstanden sein sollte, wofür er auf jeden Fall verantwortlich bleibt, das Schiff von den Rhein-Zollbeamten einem Setzschiffer anvertraut.

Es versteht sich von selbst, daß diese Verfügung nicht statt hat, wenn der Schiffspatron oder Führer nur augenblicklich sein Fahrzeug verläßt, um sich mit Lebensmitteln zu versehen, den Zoll zu entrichten, oder aus ähnlichen Beweggründen.

Art. LVIII. Allenthalben wo wegen der Eigenschaften des Fahrwassers, nach der Observanz oder den bestehenden Vorschriften, die Lootsen oder die Steuerleute wechseln, ist der Schiffspatron oder Führer verbunden, einen andern Steuermann oder Lootsen an Bord zu nehmen, und soll, wenn er dieses versäumt, von den Rhein-Aufsichtsbeamten dazu angehalten werden.

Unter mehreren zugleich anwesenden Lootsen und Steuerleuten bleibt dem Schiffspatron oder Führer die Wahl.

Art. LIX. Flußfahrzeuge von geringer Einsenkung, als Nachen unter dreihundert Zentner Ladungsfähigkeit, Marktschiffe u. s. w., sind von der im vorigen Artikel ausgedrückten Regel ausgenommen.

Art. LX. Was den Dienst der Lootsen und Steuerleute betrifft: so hat es bei den in jedem Staate gegebenen oder zu gebenden Bestimmungen, und in Ansehung der Gebühren, welche sie zu fordern berechtigt sind, bei der gegebenen oder zu gebenden

Taxordnung mit der Maßgabe sein Bewenden, daß 1831 dem fremden Schiffer keine andere Verpflichtungen als dem einheimischen auferlegt werden.

ART. LXI. Wer mehrere beladene Fahrzeuge führt, darf in keinem Falle, gleichviel ob er den Strom aufwärts oder abwärts fährt, eines dieser Fahrzeuge an das andere anhängen.

Auch ein leeres Fahrzeug, das über dreihundert Zentner Ladungsfähigkeit hat, darf einem beladenen Schiffe nicht angehängt werden.

Tritt die Nothwendigkeit ein, das Schiff zu lichten: so sollen die Lichter abgesondert geführt und, wenn sie stromaufwärts gehen, abgesondert bespannt werden.

ART. LXII. Mit einer Oberlast auf dem Rhein zu fahren ist verboten. Während der Reise dürfen gleichfalls keine Waaren über Bord aus einem Schiffe in's andere geladen werden, nur die Fälle ausgenommen, wo das Wasser zu niedrig, wenn das Schiff beschädigt ist oder sonst eine dringende Gefahr eintritt, welche den Schiffspatron oder Führer nöthiget, ohne Aufschub zu lichten. — Auch in diesen Fällen hat man sich indessen nach der im Artikel XXXIX. darüber enthaltenen Vorschrift zu richten.

ART. LXIII. Die Verfügungen des Art. LXI. so wie das Verbot mit Oberlast zu fahren, sind auf die Rheinschiffahrt nicht anwendbar, welche mit Dampfschiffen betrieben wird.

Demnach sollen die auf das Verdeck solcher Schiffe niedergelegten Waaren an einer oder zwei Stellen in der Art vereinigt und mit einem Segeltuch bedeckt werden, daß die Verbleiung statt finden kann, wenn nach Maßgabe des Artikels XXXVII. die Durchfuhr aus einem Gebiete in das andere hiezu Veranlassung giebt; ohne daß jedoch eine Vermehrung von Kosten oder Aufenthalt entstehen darf.

Die respektiven Landesherrschaften sorgen durch geeignete Maafsregeln für die Beförderung und den Schutz dieses neuen Zweiges der Gewerthätigkeit; so wie dafür, daß aller Vorthail, welchen derselbe zu versprechen scheint, dem Handelsstande gesichert werde.

ART. LXIV. Uebertretungen der in den Artikeln LXI. und LXII. enthaltenen Vorschriften wer-

**1831** den von dem weiter unten näher zu erwähnenden Rheinzollrichter des Ortes, wo sie zuerst entdeckt wurden, mit einer Geldbusse von einhundert bis dreihundert Franken belegt. Sind andere Nachtheile entstanden, welche der Schiffspatron oder Führer durch Nichtbefolgung der Vorschriften verschuldet: so bleibt er auch dafür verhaftet.

**ART. LXV.** Schießpulver soll mit besonderen Fahrzeugen geführt und niemals unter andere Güter verladen werden. Schiffe, die damit beladen sind, bleiben, so viel es sich thun läßt, von dem Ufer entfernt und wenn sie, entweder um ausgeladen zu werden, oder weil sie aus einer andern Ursache die Reise nicht gleich fortsetzen können, vor Anker legen, wird die Polizeibehörde des zunächst gelegenen Ortes davon benachrichtigt. — Diese bestimmt, was die öffentliche Sicherheit etwa noch weiter erheischen mag, und der Schiffspatron oder Führer hat die ihm gegebene Vorschrift zu befolgen; alles bei der im Artikel LXIV. ausgedrückten Strafe, worauf von dem Rheinzollrichter erkannt wird.

**ART. LXVI.** Die Flößer sind schuldig, einen Nachen vorzuschicken, um die auf dem Strome oder in dem Hafen befindlichen Schiffe, die Mühlen und Brücken zu warnen, damit jeder auf seiner Hut sei und bei Zeiten die erforderlichen Maßregeln zu seiner Sicherheit ergreifen könne.

Dieser Nachen soll dem Flosse wenigstens eine Stunde vorhergehen und, damit er auch schon von weitem bemerkt werde, zum Zeichen seiner Bestimmung, eine aus sechszehn roth und schwarz abwechselnden Feldern bestehende Flagge aufstecken.

Die Befolgung dieser Vorsicht allein soll gleichwohl den Flößer niemals entschuldigen, wenn er übrigens nicht alle mögliche Sorgfalt angewendet hat, um Unglück zu verhüten; wenn er nicht mit den, nach der Größe seines Flosses erforderlichen Geräthschaften versehen war, in der Bauart gefehlt oder sonst etwas gethan und unterlassen hat, was ihn nach den allgemeinen Grundsätzen des Rechts verpflichtet, den durch das Vorbeifahren seines Flosses verursachten Schaden zu ersetzen.

**ART. LXVII.** Alle Rheinstaaten machen sich anheischig, eine besondere Sorgfalt darauf zu ver-



wenden, daß auf ihrem Gebiete der Leinpfad überall **1831** in guten Stand gesetzt, darin erhalten und, so oft es nöthig sein wird, ohne einigen Aufschub, auf Kosten desjenigen, den es angeht, wieder hergestellt werde, damit in dieser Beziehung der Schifffahrt nie einigcs Hinderniß im Wege stehe.

Sie verbinden sich überdieß, jeder für seine Gebietsstrecke, die nöthigen Mafsregeln zu ergreifen, damit durch Mühlen oder andere Trieb- und Räderwerke auf dem Strome, imgleichen durch Wehre und sonstige Kunstanlagen irgend einer Art, niemals eine Hemmung der Schifffahrt verursacht werde; damit bei fliegenden oder Schiffbrücken die freie Durchlassung der Fahrzeuge oder Flöße, die ihre Fahrt fortsetzen wollen, so schnell als möglich geschehe, ohne daß dafür eine andere Zahlung als ein mäßiges, durch gemeinschaftliche Uebereinkunft und auf einen unveränderlichen Satz festzustellendes Entgeld gefordert werden könne, und damit endlich jedes andere im Strombette selbst vorkommende Hinderniß der Schifffahrt — sofern dergleichen Hindernisse von einem Mangel an der gehörigen Stromaufsicht und Instandhaltung herrühren — ohne Aufschub und auf ihre eigenen Kosten hinweggeräumt werde. Für das Niederländische Gouvernement sind die Bestimmungen des gegenwärtigen Artikels, so weit sie sich auf die gehörige Instandhaltung des Leinpfades und des Strombettes selbst beziehen, nur in Ansehung der *Waal* verbindlich.

**ART. LXVIII.** Um den Leinpfad und die daran stoßenden Gebäude, Geländer oder andere Anlagen zu schonen, sollen bei dem Heraufziehen der Schiffe niemals mehr als drei Pferde auf einem Stichseile gehen. Die Uebertreter dieses Verbotes können von der gerichtlichen Ortsbehörde mit einer Polizeistrafe belegt werden.

**ART. LXIX.** Den auf dem Rhein fahrenden Schiffspatronen oder Führern sind von den betreffenden Regierungen angemessene Plätze zur Niederlage ihrer Waaren anzuweisen; auch zum Behufe jeder wünschenswerthen Erleichterung und Beschleunigung der Ein- und Abladungen die nöthigen Einrichtungen anzuordnen und in Stand zu erhalten.

An anderen Orten und Plätzen können die Schiffs-

**1831** patrone oder Führer *nur* mit ausdrücklicher Genehmigung der Rheinzollbeamten Güter ein- oder abladen.

An jedem Ein- oder Abladeplatze sorgen die betreffenden Regierungen für die Bestellung einer mit Verwaltung der Hafen-Polizei zu beauftragenden Beaufsichtigungs-Kommission. Zur Bestreitung der desfallsigen Unterhaltungs- und Beaufsichtigungskosten wird unter der Benennung von Bohlwerks-, Krahn- und Waage-Gebühren ein Entgeld erhoben, dessen Betrag aber folgende Sätze, nämlich:

- |  |                   |
|--|-------------------|
| a. an Bohlwerks-Gebühr, 5 Zentimen   | } für den Zentner |
| b. an Krahn-Gebühr, 5 Zentimen bei der Abladung, und 5 Zentimen bei der Einladung, im Ganzen 10 Zentimen |                   |
| c. an Waage-Gebühr, 5 Zentimen   |                   |

nicht übersteigen darf.

Güter, welche zu ihrer sicherern Aufbewahrung in den hierzu an jedem Ein- oder Abladeplatze befindlichen Magazinen gelagert werden, zahlen dafür eine Magazin-Gebühr, die während des ersten Monats den Betrag von  $\frac{1}{3}$  Zentime für den Tag, und während jedes folgenden Monats den Betrag von  $\frac{1}{6}$  Zentime für den Tag bei jedem Zentner nicht übersteigen darf.

Bei Bestimmung der Höhe der besagten Bohlwerks-, Krahn-, Waage- und Magazin-Gebühren wird der Ausländer dem Inländer völlig gleich behandelt.

**ART. LXX.** Wo Werfte, Bohlwerke, Krabne, öffentliche Waagen, Magazine und Sicherheitshäfen, wie der vorhergehende Artikel besagt, auf Kosten des Staates, in dessen Gebiete der Ort gelegen ist, oder auf Kosten einer Stadt errichtet sind, ist nur derjenige, der sie wirklich gebraucht, die in Gegnäsheit desselben Artikels von den respektiven Landesherrschaften festzusetzenden und zur Deckung der Unterhaltungs- und Beaufsichtigungskosten bestimmten Gebühren zu zahlen verpflichtet.

Alle dieser Bestimmung zuwiderlaufenden Gewohnheiten sind hiermit abgeschafft.

Ein Schiffspatron oder Führer, der am Ufer anlegt und Waaren aussetzt oder einladet, ohne eine oder die andere solcher Aualten zu benutzen, und ohne die gewöhnliche Ufer-Benutzung zu verhindern,

ist die Gebühr nur für diejenigen dieser Anstalten zu zahlen verpflichtet, die er wirklich gebraucht hat und die benutzt werden müssen, um das Gewicht der Ladung, indem sie an Bord gebracht wird, auszumitteln und festzustellen. 1831

*Siebenter Titel.*

*Von Defraudationen der Schifffahrts - Abgaben.*

ART. LXXI. Defraudation der Rheinschifffahrts-Abgaben werden mit einer Geldbusse bestraft, welche dem vierfachen Werthe der nicht gezahlten Abgaben gleichkommt. — Die Abgaben selbst sind hierbei allemal besonders nachzuzahlen.

Bei der Bestimmung der Geldstrafen nimmt man den ganzen Betrag der Abgaben zum Grunde, welche der Schiffspatron oder Führer an der Zollstelle, wo der Betrug entdeckt wird, zu unterschlagen versucht hat, und die an allen übrigen auf demselben Gebiete gelegenen Zollstellen wirklich unterschlagen worden sind.

Entdeckt sich bei dieser Untersuchung, daß auch ein anderer Rheinstaat, oder mehrere, von dem Schiffspatron oder Führer an ihren Rechten verkürzt worden sind: so wird das aufgenommene Protokoll den betheiligten Zollämtern in beglaubigter Form mitgetheilt und zugleich die Strafe für ihre Rechnung mit erhoben. — Der Schiffspatron oder Führer wird jedoch aus diesem Grunde an der Fortsetzung seiner Fahrt nicht gehindert.

ART. LXXII. Dem Schiffspatron oder Führer ist an jeder Zollstelle über die dort geschehene Zahlung eine Quittung auszufertigen und überdies die geleistete Zahlung unter seinem Manifeste zu vermerken.

Diese Quittungen müssen genaue Angaben der Zahl von Zentnern, wofür das Ganze, das Viertel oder der zwanzigste Theil des Rheinzolles, oder die doppelte Schiffsgebühr entrichtet worden ist; auch den Betrag der verschiedenen, sowohl an Rheinzoll für die Ladung, als an Schiffsgebühr geleisteten Zahlungen enthalten.

ART. LXXIII. Der Schiffspatron oder Führer kann auch an jeder Zollstelle angehalten werden, durch seine Quittungen zu beweisen, daß er überall, wo er schuldig war, den Rheinzoll und die Schiffsgebühr

1831 bezahlt habe. — Wer eine oder mehrere dieser Quittungen nicht beibringen kann, wird bis zum Beweise des Gegentheils als Defraudant angesehen und hat einstweilen die nach Art. LXXI. verwirkte Strafe zu erlegen.

ART. LXXIV. Wer bei einem Zollamte vorbeifährt, ohne zur Entrichtung der Abgaben sich anmeldet und sein Manifest vorgezeigt zu haben, oder wer vor geschehener Entrichtung der Abgaben von einem Zollamte wieder abfährt, verfällt in die oben Artikel LXXI. festgesetzte Strafe; es sei denn, daß er, um das Schiff, die Ladung oder die Schiffsmannschaft zu retten, durch einen unausweislichen und klar zu erkennenden Nothfall dazu gezwungen gewesen. Unter solchen Umständen ist es genug, wenn er bei dem Rheinzollamte sich anmeldet, sobald das Schiff, die Güter und die Mannschaft in Sicherheit gebracht sind.

ART. LXXV. Ergiebt es sich bei dem Ausladen des Schiffes oder beim Abwiegen der ausgeladenen Güter, daß die Anzahl der auf dem Schiffe befindlichen Kolli, deren Bezeichnung, oder die Gattung der Waaren, von den im Manifest angegebenen verschieden sind: so wird vor allem untersucht, wovon der Unterschied herrühre.

ART. LXXVI. Sind in dem Manifeste ganze Ladungs-Artikel oder Kolli ausgelassen: so hat der Schiffspatron oder Führer die im Artikel LXXI. bestimmte Geldstrafe nach Verhältniß der Abgaben verwirkt, welche von den im Manifeste verschwiegenen Ladungs-Artikeln hätten gezahlt werden müssen.

ART. LXXVII. Ist das Gewicht im Manifeste unrichtig ausgedrückt und die Verschiedenheit ist von der Art, daß man sie nicht als die Folge eines bloßen Zufalls ansehen kann: so zahlt der Schiffspatron oder Führer die Geldstrafe nach Verhältniß des Mehrgewichts. — Ist dagegen die Verschiedenheit so unerheblich, daß eine ihr zum Grunde liegende Absicht zu defraudiren, nicht angenommen werden kann: so findet nur eine Nachzahlung des einfachen Zollbetrages für das Mehrgewicht bei den einer und derselben Landesherrschaft angehörigen Zollstellen statt.

ART. LXXVIII. Wenn statt einer einem höheren Zoll unterworfenen Waare, das Manifest eine

niedriger besteuerte angiebt: so wird die Geldstrafe 1831 nach dem wahren Ertrage der unrichtig angegebenen Artikel berechnet.

ART. LXXIX. Der Schiffspatron oder Führer haftet in jedem Falle für die Strafe: ihm bleibt indessen der Regress wider diejenigen vorbehalten, welche durch unrichtige Angaben ihn in Irrthum geführt und zu Schaden gebracht haben.

ART. LXXX. In Beziehung auf die Strafen, welchen der Schiffspatron oder Führer bei den Landes-Ein- und Ausfuhrzöllen, durch unrichtige Erklärungen und andere Kontraventionen sich aussetzt, wird auf den dritten Titel verwiesen, und soll durch die gegenwärtige Ordnung den in jedem Rheinstaat geltenden Steuergesetzen kein Eintrag geschehen.

### *Achter Titel.*

#### *Von den Gerichten in streitigen Rheinschiffahrts-Angelegenheiten.*

ART. LXXXI. Ehe die gegenwärtige Ordnung in Vollzug tritt, soll an jedem Ein- oder Abladehafen, oder in jedem Gemeindebezirke, worin sich ein Rheinzollamt befindet, ein daselbst oder doch so nahe als möglich wohnender, auch ausserdem einem richterlichen Amte vorstehender Beamter ernannt werden, zur summarischen Behandlung und Entscheidung in erster Instanz:

- a. aller Kontravention gegen die Bestimmungen dieser Schiffahrts-Ordnung und der hierdurch verwirkten Strafen, insofern der Schiffspatron oder Führer sich denselben nicht freiwillig unterwirft:
- b. aller Streitigkeiten wegen Zahlung der Rheinschiffahrts-, Krahn-, Waage-, Hafen- und Werft- oder Bohlwerks-Gebühren und wegen ihres Betrages:
- c. der von Privatpersonen unternommenen Heimung des Leinpfades;
- d. der den Eigenthümern der Zugpferde, bei dem Heraufziehen der Schiffe, zu Last gelegten Beschädigungen am Grundeigenthum, so wie über jeden Schaden, den Schiffer oder Flößer, während der Fahrt oder beim Anlanden, durch ihre Fahrlässigkeit andern verursacht haben sollen.

1831 Name und Wohnort des Zollrichters sollen im Zollaute angeschlagen werden.

ART. LXXXII. Die Richter werden von dem Staate, der sie dazu bestimmt und anstellt, als solche erklärt.

Sie werden nicht nur im Allgemeinen eidlich darauf verpflichtet, daß sie jedem, ohne Unterschied der Person, schleunige und unparteiische Gerechtigkeit widerfahren lassen wollen; sondern versprechen zugleich, in allen durch die gegenwärtige Ordnung vorgesehenen Fällen, die darin enthaltenen Bestimmungen zur Richtschnur zu nehmen.

Das Protokoll über die Verpflichtung des hierbei angestellten oder in der Folge dort eintretenden Personals wird von den Richtern selbst, dem Ober-Aufseher der Rheinschiffahrt zur Nachricht eingesendet und von diesem der Zentral-Kommission bei ihrer nächsten Zusammenkunft vorgelegt.

ART. LXXXIII. Streitigkeiten, welche über die oben erwähnten Gegenstände an der Zollstelle selbst entstehen, gehören ausschließlich zur Kompetenz des nach Art. LXXXI. daselbst angestellten Zollrichters.

Wird an einer Rhein Zollstelle über Defraudation der Rheinschiffahrts-Abgaben geklagt: so untersucht der Richter nicht bloß den Betrug, den der Schiffspatron oder Führer an der Zollstelle selbst begangen haben soll, wo er zuerst beschuldigt wird, sondern auch die übrigen, auf derselben Fahrt an den vorherigen von ihm schon zurückgelegten Zollstellen desselben Gebietes begangenen Defraudationen, und bringt auch diese bei Bestimmung der Strafen in Anschlag.

Klagen wider Schiffspatrone, Führer der Leinpfeder oder andere Privatpersonen, über Hemmung des Leinpfades, oder über Beschädigung an Grundeigenthum, sind bei dem zunächst wohnenden Zollrichter des Gebietes, wo sich der Vorfall ereignet hat, anzubringen.

ART. LXXXIV. Der Zollrichter untersucht die bei ihm angebrachten Streitigkeiten summarisch. — Klage, Antwort und alle weitem Ausführungen der Parteien werden mündlich angebracht und zu Protokoll genommen, worauf nach Verschiedenheit der Umstände entweder noch Beweis aufgenommen, Be-

sichtigungen u. s. w. gehalten, oder sogleich das End- 1831  
urtheil erlassen wird.

In allen Fällen werden dem Urtheile, es sei definitiv oder nicht, die Thatumstände, welche den Streit veranlaßt haben, die Fragen, worauf es nach den beiderseitigen Verhandlungen ankam, und die Entscheidungsgründe eingerückt.

Bei diesem Verfahren findet weder der Gebrauch von Stempelpapier, noch die Anwendung von Sporeltaxen für die Richter oder ihre Gerichtsschreiber statt; die Parteien haben keine andere Kosten als solche zu tragen, die durch Zeugen oder Sachverständige und deren Vorladung; durch Insinuationen, Porto u. s. w. veranlaßt, und nach der für andere Streitsachen eingeführten Taxordnung erhoben werden.

Ueberdies kann der Schiffspatron oder Führer, oder der Flößer, wegen einer eingeleiteten Untersuchung an der Fortsetzung seiner Reise nicht verhindert werden, sobald er die von dem Richter für den Gegenstand der Untersuchung festgesetzte Kaution geleistet hat.

ART. LXXXV. Die Urtheile der Rheinzollrichter werden unter der Autorität des Landesherrn erlassen; sie sind gleichwohl, sobald sie rechtskräftig geworden, auch auf dem Gebiete jedes andern Rheinstaates, ohne weitere Untersuchung, jedoch immer nach der in jedem Staate gültigen Prozeß-Ordnung vollstreckbar.

ART. LXXXVI. Hatte die Klage einen Werth von mehr als fünfzig Franken zum Gegenstande: so bleibt es dem unterliegenden Theile unbenommen, wider das Urtheil der ersten Instanz die Berufung einzulegen. Er hat deshalb nach dem IXten Art. des Wiener Vertrags vom 24sten März 1815 zwar unter der Zentral-Kommission und der höheren Instanz des Landes, wo das Urtheil ergangen ist, die Wahl; da jedoch die Zentral-Kommission sich nur einmal im Jahr versammelt und Gegenstände von mehrerer Wichtigkeit zu verhandeln hat, mithin solche Appellationssachen unmöglich so bald entscheiden kann, als es in diesen Sachen erforderlich ist: so wird in dem Falle, da der Appellant seinen Rekurs an die Zentral-Kommission nimmt, das Urtheil erster Instanz provisorisch vollstreckt; wobei es der Einsicht der

**1831** Richter anheimgestellt bleibt, diese Vollstreckung nach Maafsgabe der Regeln des gemeinen Rechtes mit oder ohne vorhergegangene Sicherheitsleistung zu verstatten.

**ART. LXXXVII.** In jedem Rheinstaate bestimmt der Landesherr ein - für allemal das Gericht, bei welchem die Appellationen gegen die in diesem Gebiete von den Zollrichtern in erster Instanz gesprochenen Urtheile angebracht werden können.

Dieses Gericht darf seinen Sitz in keiner, von dem Rheinufer allzu entfernt liegenden Stadt haben.

**ART. LXXXVIII.** Wird die Appellation bei diesem Gerichte eingelegt: so hat der Appellant die dort hergebrachten Formen zu beobachten. Ist es dagegen die Absicht, die Berufung bei der Zentral-Kommission einzulegen: so wird der Akt, wodurch die Appellation eingelegt wird, in den nächsten zehn Tagen, von der Insinuation des Urtheils an zu rechnen, dem Gerichte, welches entschieden hat, nach der, durch die in dem betreffenden Staate gültige Prozeß-Ordnung, vorgeschriebenen Form in der Person des Gerichtsschreibers und dem obsiegenden Theile an dem in der ersten Instanz dort erwählten Domizil, oder in dessen Ermangelung, gleichfalls auf der Gerichtsschreiberei zugestellt.

Dieser Akt enthält eine summarische Anzeige der Beschwerden des Appellanten, nebst der Erklärung, daß die Appellation bei der Zentral-Kommission fortgesetzt werden solle.

Der Appellant übergiebt zugleich in den nächsten vier Wochen nach der geschehenen Insinuation des Appellations-Aktes eine schriftliche Ausführung seiner Beschwerden bei dem Richter, der in der ersten Instanz erkannt hat. Der Appellant antwortet darauf in der ihm vorzubestimmenden Frist. — Die Verhandlungen werden darauf mit den vorherigen Akten dem Oberaufseher der Rheinschiffahrt eingeschickt, der sie der Zentral-Kommission bei ihrer nächsten Zusammenkunft zur Entscheidung vorlegt.

Werden die in dem gegenwärtigen Artikel dem Appellanten vorgeschriebenen Formen nicht beobachtet: so wird die Appellation als aufgegeben und nichtig angesehen.



*Neunter Titel.*

1831

*Von den Amtsbefugnissen und Pflichten der Zentral-Kommission, des Ober-Aufsehers und anderer bei der Rheinschiffahrt angestellter Beamten und deren Besoldung.*

ART. LXXXIX. Zur Vollziehung der gegenwärtigen Ordnung konkurriren, jeder in dem ihm angewiesenen Wirkungskreise:

1. die Zentral-Kommission;
2. der Ober-Aufseher der Rheinschiffahrt;
3. vier Aufseher und
4. die auf den einzelnen Zollstellen oder sonst angestellten Zolleinnehmer und andere Beamten.

ART. XC. Von jedem Rheinstaate wird jährlich ein Bevollmächtigter zur Zentral-Kommission abgeordnet.

Diese Bevollmächtigten vereinigen sich regelmäßig jedes Jahr am 1sten Juli in Mainz und müssen ihre Geschäfte innerhalb eines Monates beendigen. Sind dieser Geschäfte zu viel, als daß sie in einem Monate beendigt werden könnten: so versammeln sie sich nochmals im nächsten Herbste auf einen Monat.

ART. XCI. Die Vereinigung dieser Abgeordneten bildet die Zentral-Kommission. — Das Loos bestimmt für die Dauer jeder Sitzung, wer bei derselben das Präsidium führen, die vorliegenden Gegenstände zum Vortrag bringen, die dazu erforderlichen Vorarbeiten unter die Mitglieder vertheilen und den Geschäftsgang leiten soll.

Ein anderes Mitglied, über dessen Wahl man sich zu einigen hat, übernimmt die Geschäfte des Sekretariats, führt in den Sitzungen die Feder und besorgt durch die von der Zentral-Kommission dazu bestimmten Schreiber die Ausfertigung aller Beschlüsse.

ART. XCII. Die Kommission ernennt, ehe für diesmal die versammelten Kommissarien sich trennen, den Ober-Aufseher der Rheinschiffahrt und übergiebt demselben die Aufbewahrung ihres Archivs.

Dieser Beamte ist, gleich den übrigen Aufsehern, ihr in seinen Amtsverrichtungen untergeordnet.

ART. XCIII. Die Beschäftigung der Zentral-Kommission besteht vorzüglich darin, daß sie über die Art, wie die Bestimmungen der gegenwärtigen

1831 Ordnung bis dahin befolgt worden, Erkundigungen einzieht; bei ihren allerhöchsten und höchsten Kommissarienten, insofern es nöthig oder nützlich sein mag, neue Bestimmungen in Vorschlag bringt; den betreffenden Behörden die Beschleunigung der Arbeiten empfiehlt, die im Flußbette, zur Beschützung des Ufers oder an dem Leinpfade entweder dringend nöthig sind oder doch zur Beförderung der Schifffahrt mit Vortheil würden vorgenommen werden können; und daß sie den im XVIten Artikel des Wiener Vertrags ihr vorgeschriebenen unständlichen Bericht über den Zustand der Rheinschifffahrt, ihre Fortschritte oder ihre Abnahme, und über die dabei etwa eingetretenen Veränderungen entwirft.

Endlich entscheidet sie in letzter Instanz die bei ihr eingeführten Prozesse.

ART. XCIV. Alle Beschlüsse der Zentral-Kommission werden nach der absoluten Mehrheit der Stimmen abgefaßt, die in vollkommener Gleichheit abzugeben sind. — Ihre Beschlüsse erlangen jedoch für die Rheinuferstaaten alsdann erst Verbindlichkeit, wenn dieselben ihre Genehmigung dazu durch die betreffenden Kommissarien ertheilt haben; indem die Mitglieder der Zentral-Kommission nur als Agenten der Uferstaaten, welche sich über deren gemeinsame Interessen vereinbaren sollen, betrachtet werden können.

Die Kommission kann auch nicht in ihrem Namen Gesetze oder neue, allgemeine Verordnungen erlassen, und eben so wenig einem Rheinstate neue Verbindlichkeiten auferlegen, die dieser nie übernommen zu haben behauptet.

ART. XCV. Die Zentral-Kommission ernennt den Ober-Aufseher auf Lebenszeit. Diese Ernennung geschieht nach Vorschrift des XIIIten Artikels des Wiener Vertrages.

Demgemäß haben von überhaupt 72 Stimmen der Preussische Kommissarius 24; der Französische 12; der Niederländische Kommissarius 12, und die Kommissarien der übrigen Deutschen Fürsten 24 Stimmen, welche letztere sich nach Verhältniß der Uferstrecken mit elf Stimmen für den Badenschen, sechs für den Großherzoglich Hessischen, vier für den Baiерischen und drei für den Nassauischen Kommissarius vertheilen.

ART. XCVI. Der jährliche Bedarf der Zentral-

Kommission zur Bestreitung der gemeinschaftlichen 1831  
Kosten wird allemal zum voraus bei der Zusammen-  
kunft vom 1sten Juli für das folgende Jahr bestimmt.

Zu den gemeinschaftlichen Kosten werden nur  
die Besoldung des Ober-Aufsehers, dessen etwaige  
Pension und die Kanzleikosten gerechnet.

Der Gehalt des Ober-Aufsehers der Rheinschiff-  
fahrt und seine etwaige Pension, so wie seine übrigen  
zur Vergütung geeigneten Ausgaben, werden von  
den Uferstaaten in dem Verhältnisse getragen, wie  
sie nach vorstehendem Artikel an der Ernennung je-  
nes Beanten Theil nehmen.

Zu den Kanzleikosten der Zentral-Kommission,  
welche bei den jährlichen Zusammenkünften vorkommen,  
entrichtet jeder Uferstaat einen gleichen Antheil.

Die Zahlungen geschehen vierteljährig zum vor-  
aus, spätestens am 24sten Dezember, 24sten März, 24sten  
Juni und 24sten September jedes Jahrs für das fol-  
gende Quartal.

Die Mitglieder der Zentral-Kommission besor-  
gen, daß der Antheil ihrer allerhöchsten und höch-  
sten Kommittenten zu gehöriger Zeit an die gemein-  
schaftliche Kasse zu Mainz kostenfrei abgeliefert werde;  
der Ober-Aufseher empfängt hieraus seine Besoldung  
und bestreitet aus dem Ueberschusse die bei der Ver-  
sammlung der Zentral-Kommission aufgegangenen  
Kanzleikosten.

ART. XCVII. Die Besoldung des Ober-Auf-  
sehers besteht in 12,000 Francs jährlich mit Einschluss  
seiner eigenen Bureaukosten. Ihm wird in Dienst-  
sachen die Porto-Freiheit gestattet.

ART. XCVIII. Er hat seinen Wohnsitz in  
Mainz und korrespondirt mit den Aufsehern, sowie  
mit den von jedem Uferstaate bezeichneten Behörden.  
Seine Hauptpflicht ist, dafür zu sorgen, daß gegrün-  
deten Beschwerden, welche die Aufseher, die Han-  
delsleute oder die Schiffspatrone und Führer in An-  
gelegenheiten der Rheinschiffahrt bei ihm anbringen,  
schleunig abgeholfen werde.

Sollten in irgend einem Hafen Unordnungen und  
Mißbräuche sich einschleichen, an einem Orte auf dem  
Rheinströme zum Nachtheile der Rheinschiffahrt, un-  
ter welchem Vorwande es immer sei, neue Abgaben  
eingeführt, die hier festgestellten erhöht oder sonst

1831 der Rheinschiffahrt neue Lasten aufgebürdet werden: so steht es Jedem, der sich hierdurch verletzt glaubt, frei, sich an die betreffende Orts- oder Bezirks-Behörde, oder auch an den Aufseher der Rheinschiffahrt, in dessen Bezirk sich der Vorfall ereignet hat, und wenn hierauf den Beschwerden nicht abgeholfen wird, an den Ober-Aufseher zu wenden.

Letzterer kann zur Erörterung der ihm angezeigten Mängel und Beschwerden den Aufsehern und den Rhein Zollbeamten Auftrag erteilen.

Wenn derselbe die Angaben oder Klagen für begründet hält, hat er solche der betreffenden ersten Departemental- oder Provinzial-Behörde bekannt zu machen und auf Abhülfe anzutragen.

Erfolgt die Abstellung nicht: so sind solche Beschwerden von ihm der Zentral-Kommission vorzulegen und bleibt deren weitere Entschliessung abzuwarten.

Damit diese ohne Aufschub gefasst werden kann, muß der Ober-Aufseher die Departemental- oder Provinzial-Behörde auch davon in Kenntniß setzen, daß der streitige Gegenstand vor die Zentral-Kommission gelangen werde. Jener Behörde liegt es alsdann ob, zu veranlassen, daß der Bevollmächtigte des betreffenden Staates mit der erforderlichen Instruktion zeitig versehen werde.

Eben dieses Verfahren hat statt, wenn Hindernisse, die im Flußbette entstehen und die Rheinschiffahrt beschwerlicher machen, nicht zu der ersten gelegenen Zeit aus dem Wege geräumt; wenn die an dem Rheinufer und dem Leinpfade erforderlichen Reparaturen vernachlässiget werden; wenn die Rhein Zollbeamten durch ihr Benehmen zu gegründeten Klagen Anlaß geben, oder die Steuerbeamten, der gegenwärtigen Ordnung zuwider, die Freiheit der Rheinschiffahrt verletzen sollten.

Vor der jährlichen Versammlung der Zentral-Kommission hält der Ober-Aufseher alle Materialien bereit, die dazu beitragen können, ihre Arbeiten zu erleichtern, sie über den Zustand der Rheinschiffahrt, ihre Mängel und Bedürfnisse gründlich zu unterrichten und ihr nützliche Vorschläge zu machen.

Art. 10. Der Ober-Aufseher legt seinen Amtseid vor der Zentral-Kommission in die Hände

des Präsidenten ab, und verspricht alle in der gegenwärtigen Ordnung ihm auferlegten Pflichten treu und genau zu erfüllen. 1831

ART. C. Hält die Zentral-Kommission für nöthig, den Ober-Aufseher von seinem Posten zu entfernen: so kann sie, nach Beschaffenheit der Umstände, darüber berathschlagen: ob er lediglich entlassen oder ob er vor Gericht gezogen werden soll.

Im ersten Falle erhält der Ober-Aufseher, wenn er noch nicht zehn Jahre gedient hat, die Hälfte, sonst aber zwei Drittel seiner bisherigen Besoldung als Gnadengehalt. — Eben dies geschieht, wenn er in Ruhestand desswegen versetzt wird, weil ihm sein Gesundheitszustand nicht erlaubt, länger zu dienen.

Die also bewilligte Pension wird auf eben diese Weise wie die Besoldung selbst gezahlt.

Im zweiten Falle entscheidet die Zentral-Kommission in einer, nach Vorschrift des XVIIten Art. des Wiener Vertrages vorgenommenen Berathschlangung, und also nach absoluter Mehrheit der Stimmen, welche Gerichte in erster und zweiter Instanz ihn richten sollen, und er wird alsdann nach dem über ihn ausgesprochenen Urtheile behandelt.

Ueber die Frage, ob der Ober-Aufseher entlassen werden soll, wird von der Zentral-Kommission auf dieselbe Weise, wie bei Ernennung dieses Beamten (Artikel XC.) abgestimmt. Er verliert jedoch seine Stelle nicht, wenn er nicht wenigstens zwei Drittel der im Artikel XC. bestimmten Anzahl von Stimmen gegen sich hat.

ART. CI. Der Rhein wird in vier Aufsichts-Bezirke getheilt. Der erste erstreckt sich von da, wo der Strom schiffbar wird, bis zum Ausflusse der Lauter; der zweite von dort bis zum Ausflusse der Nahe; der dritte von der Nahe bis zur Niederländischen Gränze, und der vierte auf den übrigen Theil des Stromes im Niederländischen Gebiete bis ins Meer.

Für jeden dieser Bezirke wird ein besonderer Aufseher für die Rheinschiffahrt auf Lebenszeit ernannt. Frankreich und Baden ernennen den ersten; Baiern, Großherzogthum Hessen und Nassau den zweiten; Preußen den dritten und die Niederlande den vierten.

Jeder Aufseher erhält seine Besoldung und seine etwaige Pension von den Staaten, welche ihn ernannt

1831 haben. Von diesen wird ihm auch sein Wohnsitz in einer Rheinischen Handelsstadt seines Bezirkes angewiesen.

In Dienstsachen wird den Aufsehern in allen Rheinstaaen die Porto-Freiheit gestattet.

ART. CII. Das Amt des Aufsehers, welcher dazu von den Staaten, die ihn ernannt haben, auf die gegenwärtige Ordnung verpflichtet wird, besteht darin, den ihm angewiesenen Bezirk zweimal im Jahre zu bereisen; die in dem Flusse entstandenen Schifffahrts-Hindernisse zu untersuchen; den Zustand des Leinpfades in Augenschein zu nehmen und hierüber sowohl, wie über alle der gegenwärtigen Ordnung zuwiderlaufenden Mängel, die er entweder auf seinen Reisen entdeckt oder durch eingezogene Berichte vernimmt, seine Regierung durch genaue Berichte zu benachrichtigen, oder, sofern er von ihr dazu ernächtigt ist, diese Mängel sogleich abzustellen. Ueber den Erfolg seiner Bemühungen und Vorschläge benachrichtigt er den Ober-Aufseher.

Die Aufseher dürfen wegen der bei ihnen angebrachten Beschwerden keine Sporteln annehmen.

ART. CIII. Jeder Staat ernennt selbst die an den Zollstellen seines Gebietes zum regelmäßigen Dienste und zur schnellen Abfertigung der Schiffspatrone oder Führer erforderlichen Zoll-Beamten und verpflichtet sie eidlich auf die gegenwärtige Ordnung.

Die Bestimmung ihrer Besoldungen und ihrer Pensionen, wenn sie in Ruhestand versetzt werden, bleibt ebenfalls dem Gutbefinden des Landesherrn einzig anheim gestellt.

Neben-Emolumente, wozu der Schiffspatron oder Führer etwas beizutragen hätte, dürfen in keinem Falle eingeführt werden.

Wo der Rheinzoll für gemeinschaftliche Rechnung mehrerer Rheinstaaen erhoben wird, bleibt es den betreffenden Regierungen überlassen, sich über ihre gegenseitige Konkurrenz zu den Ernennungen zu vereinigen.

ART. CIV. Die Rheinschifffahrts-Beamten, zu welcher Klasse sie immer gehören, dürfen weder selbst Handel treiben, noch sich mit einer Handlung verbinden, selbst nicht als Kommandit-Gesellschafter oder Theilhaber.

Konkussion oder Bestechung, zu welcher letzteren Klasse auch jede Annahme eines Geschenkes von Zollpflichtigen oder für deren Rechnung gehört, ziehen auf jeden Fall, vorbehaltlich der übrigen gesetzlichen Strafen, die Dienstentsetzung nach sich.

ART. CV. Alle Rhein-Zollbeamten sind schuldig, ihren Dienst in eigener Person zu versehen. — Wünschen sie auf bestimmte Zeit Urlaub zu erhalten: so haben sie sich deshalb an ihren unmittelbaren Vorgesetzten zu wenden, welcher alsdann durch zweckdienliche Maaßregeln für die regelmäßige Fortsetzung des dem abwesenden Zollbeamten obliegenden Dienstes Sorge trägt.

Die Aufseher wenden sich zu diesem Behufe an die kompetente Behörde ihrer respektiven Regierung, müssen aber auch dem Ober-Aufseher davon Kenntniss geben.

ART. CVI. Alle Lokal-Lasten, wozu auch die Gehalte und Pensionen der Zollbeamten zu rechnen, sind ausschliesslich für Rechnung der Staaten, welchen die Abgaben gehören.

ART. CVII. Jeder Regierung der Uferstaaten bleibt es überlassen, welche Uniform sie ihren Rhein-Zollbeamten geben will. — Eine allgemeine Uniform für sämtliche Rhein-Zollbeamte wird nicht eingeführt.

Die Schiffe und Nachen der Rhein-Zollverwaltung führen die Flagge desjenigen Staates, welchem sie angehören; jedoch zur Bezeichnung ihrer Bestimmung für die Rhein-Zollverwaltung, mit dem Zusatz des Wortes „*Rhenus*“.

ART. CVIII. Sollte zwischen einem oder dem andern Rheinuferstaate (was Gott verhüten wolle) ein Kriegszustand eintreten, so dauert die freie Erhebung der Rhein-Zollabgaben fort, ohne dass derselben von einem oder dem andern Theile Hindernisse in den Weg gelegt werden dürften.

Den im Verwaltungsdienst der Rhein-Zollabgaben verwendeten Schiffen und angestellten Personen kommen alle Vorrechte der Neutralität zu statten; auch werden Schutzwachen (*Sauvegardes*) für die Rhein-Zollstellen und Kassen bewilligt.

1831

*Zehnter Titel.**Von der Vollziehung vorstehender Bestimmungen.*

ART. CIX. Diese Rheinschiffahrts-Ordnung gilt als ein Vertrag; der nur mit allseitiger Bewilligung eine Abänderung erleiden kann.

Die von den Staaten des Rheins genehmigten und mit der Ratifikation versehenen Urkunden desselben werden, längstens in zwei Monaten vom Tage der Unterzeichnung an zu rechnen, in Mainz ausgetauscht.

Den ein und dreißigsten Tag nach erfolgter Auswechselung wird die Ordnung in Vollzug gesetzt. Alle auf der Rheinschiffahrt bis jetzt haftenden Lasten, welche darin nicht ausdrücklich beibehalten sind, sind von eben diesem Tage an abgeschafft.

Mainz den 31ten März 1831.

BÜCHLER.

VON NAU.

ENGELHARDT.

GEORG CARL AUG. VERDIER.

VON RÖSSLER.

J. BOURCOURD.

HEINRICH DELIUS.



Litt. A.

1831

# Nachweisung

derjenigen Handels-Artikel, welche bei ihrem Durch-  
gange durch das Niederländische Gebiet von

*Krimpen oder Gorcum*

bis in's offene Meer

an festbestimmter Abgabe mehr oder weniger als den,  
durch den Artikel IV. des Rheinschiffahrts-Vertra-  
ges festgestellten Abgabensatz

von  $13\frac{1}{4}$  Cents für 50 Pfund Niederländischen Ge-  
wichtes stromaufwärts,

von 9 Cents für 50 Pfund Niederländischen Ge-  
wichtes stromabwärts zu zahlen haben.

I. Handels-Artikel, die einem *höheren* Satze an  
festbestimmter Abgabe unterliegen:

- |         |                         |
|---------|-------------------------|
| 1. Thee | {Boe und groben Congo   |
|         | {alle andere Theesorten |
| 2. Salz | {rohes Kochsalz         |
|         | {raffinirtes Kochsalz   |

Betrag des Abgaben-Satzes  
für einen Zentner von 50  
Pfund Niederländisch Brut-  
to-Gewichtes, sowohl für  
die Fahrt aufwärts als für  
die Fahrt abwärts.

1	Gulden	48	Zenten.
2	-	80	-
—	-	90	-
7	-	20	-

II. Handels-Artikel, die einem  
*niedrigeren* Satze an festbe-  
stimmter Abgabe unterliegen:

Für die Fahrt aufwärts.	Für die Fahrt abwärts.
----------------------------	---------------------------

- |  |                               |
|--|-------------------------------|
| 1. Unausgelaugte Asche   | } 3 1/2 Zenten. 2 1/2 Zenten. |
| 2. Gufseisen in Gäusen und Mas-<br>seln, und Roheisen                        |                               |
| 3. Galmeierz   |                               |
| 4. Getreide aller Art  |                               |
| 5. Getrocknete Hülsenfrüchte   |                               |
| 6. Lohrinde  |                               |
| 7. Mehl und Grütze aller Art   |                               |
| 8. Pech  |                               |
| 9. Sämereien aller Art   |                               |
| 10. Behauene Bruchsteine zu Fufs-<br>boden, Mühlensteine, Schleif-<br>steine |                               |
| 11. Theer  |                               |

1831

Betrag des Abgaben-Satzes für einen Zentner oder 50 Pfund Niederländisch Brutto - Gewichtes.	
Für die Fahrt aufwärts.	Für die Fahrt abwärts.
12. Alaunerde und Alaunsteine	
13. Brennholz von allen Gattungen und Kohlen daraus	
14. Alle nicht besonders genannte rohe Erze	
15. Gips	
16. Kalk	
17. Gebrannte Steine aller Art	1 Zent.
18. Steinkohlen	
19. Schiefersteine	3/4 Zent.
20. Gemeine Töpferwaare	
21. Torf und Torfkohlen	
22. Vitriolsteine oder Vitriolerde	
23. Frische Butter in einzelnen Stücken	
24. Dünger aller Art, als: ausge- laugte Asche, Abfälle von Fa- briken zum Düngen, Mergel, Stallmist u. s. w.	
25. Eier	
26. Gemeine Erden, wie Sand, Lehm etc.	
27. Faschinen zum Wasserbau	
28. Lebende Fische	
29. Futterkräuter, Heu und Schilf	6/16 Zent.
30. Frische Gartengemüse, als: Blu- men, Gemüse, genießbares Wurzelwerk	6/10 Zent.
31. Geflügel	
32. Milch	
33. Frisches Obst	
34. Gebrochene Bau- und Pflaster- steine	
35. Stroh und Spreu	
36. Lebende Thiere	

III. Von Bau- oder Nutzholz wird die festbestimmte Abgabe nach der Niederländischen Kubikelle und nach den, im Tarif der gewöhnlichen Rhein-Zollabgaben sub Litt. C. festgesetzten Verhältnissen entrichtet.

BÜCHLER. VON NAU. ENGELHARDT. VERDIER.  
VON RÜSSLER. J. BOURCOURD. DELIUS.

Litt. B.

1831

T a r i f

der Gebühren, welche von den Schiffsgefäßen bei der Schifffahrt auf dem Rhein, nach Verhältniß ihrer Ladungsfähigkeit, an jeder Zollstelle zu erlegen sind.

Für ein Fahrzeug von

50 u. unter 300 Ztnr, d. Ztnr zu 50 Kilogr.

300 - - 600 - - - - -

600 - - 1000 - - - - -

1000 - - 1500 - - - - -

1500 - - 2000 - - - - -

2000 - - 2500 - - - - -

2500 - - 3000 - - - - -

3000 - - 3500 - - - - -

3500 - - 4000 - - - - -

4000 - - 4500 - - - - -

4500 - - 5000 - - - - -

5000 Ztnr und darüber - - - - -

Frks.	Zts.
—	10
—	90
1	83
3	—
4	50
6	—
7	50
9	—
10	50
12	—
13	50
15	—

Wird eine Zollstelle ganz aufgehoben, so werden die bisher daselbst erhobenen Schiffsgebühren an der vorhergehenden Zollstelle von den Schiffen mit- erhoben, die ihre Fahrt über die aufgehobene Zoll- stelle hinaus fortsetzen wollen.

Mainz, den 31ten März 1831.

BÜCHLER. VON NAU. ENGELHARDT.  
VERDIER. VON RÖSSLER. J. BOURCOURD.  
DELIUS.

## Litt. C.

## Tarif für den Rheinzoll.

Von allen Gegenständen, welche auf dem Rhein verschifft werden und die nicht ausdrücklich ausnahmsweise geringer belegt sind, wird für den Zentner an Rheinzoll erhoben:

Für die Rheinstrecke		Bei der Fahrt			
von	bis	abwärts an der Zollstelle zu		aufwärts an der Zollstelle zu	
			Zent. Mill.		Zent. Mill.
1 der Badisch-Französischen Gränze	Breisach	Breisach	13 90	Breisach	20 90
2 Breisach	Straßburg	desgl.	12 90	Straßburg	19 40
3 Straßburg	Neuburg	Straßburg	15 16	Neuburg	22 80
4 Neuburg	Mannheim	Neuburg	22 52	Mannheim	33 87
5 Mannheim	Mainz	Mannheim	18 76	Mainz	28 21
6 Mainz	Caub	Mainz	8 95	Caub	13 45
7 Caub	Coblenz	Caub	10 70	Coblenz	16 09
8 Coblenz	Andernach	Coblenz	5 50	-	-
9 Coblenz	Andernach	-	-	Andernach	8 30
10 Andernach	Linz	Andernach	3 10	Linz	4 70
11 Linz	Cöln	Linz	11 80	Cöln	17 70
12 Cöln	Düsseldorf	Cöln	11 60	Düsseldorf	17 40
13 Düsseldorf	Ruhrort	Düsseldorf	7 40	Ruhrort	11 10
14 Ruhrort	Wesel	Ruhrort	7 30	Wesel	11 -
15 Wesel	Niederländ. - Preufs. Gränze bei Schenkenschanz	Wesel	10 30	Emmerich	15 50
		Wenn den Leck abwärts gefahren wird, an der Zollstelle zu		Wenn den Leck aufwärts gefahren wird, an der Zollstelle zu	
16 Lobith	Vreeswyk	Lobith	12 -	Vreeswyk	18 -
17 Vreeswyk	Krimpen	Vreeswyk	7 -	Krimpen	10 -
		Wenn die Waal abwärts gefahren wird, an der Zollstelle zu		Wenn die Waal aufwärts gefahren wird, an der Zollstelle zu	
18 Lobith	Tiel	Lobith	11 -	Tiel	16 -
19 Tiel	Gorcum	Tiel	8 -	Gorcum	12 -

**A u s n a h m e n.** 1831

**A.** Ein Viertel von obigen Tarifsätzen wird entrichtet von:

1. unausgelaugter Asche;
2. Gulseisen in Gänsen und Masseln, und Roheisen;
3. Galmey-Erz;
4. Getreide aller Art;
5. getrockneten Hülsenfrüchten;
6. Lohrinde;
7. Mehl und Grütze aller Art;
8. Pech;
9. Sämereien aller Art;
10. behauenen Bruchsteinen zu Fußboden, Mühlensteinen, Schleifsteinen;
11. Theer;
12. Salz.

**B.** Ein Zwanzigstel des Tarifsatzes wird entrichtet von:

1. Alaun-Erde und Alaun-Steinen;
2. Brennholz von allen Gattungen u. Kohlen daraus;
3. allen, nicht besonders genannten, rohen Erzen;
4. Gips;
5. Kalk;
6. gebrannten Steinen aller Art;
7. Steinkohlen;
8. Schiefersteinen;
9. gemeiner Töpferwaare;
10. Torf und Torfkohlen;
11. Vitriol-Steinen oder Vitriol-Erde.

**C.** Es wird von Bau- oder Nutzholz der Zoll nach kubischem Maasse entrichtet und zwar;

1. von Eichen-, Ulmen-, Eschen-, Kirschen-, Birn-, Apfel- u. Kornelholz, v. einem Kubikmeter:
  - a. bei der Fahrt abwärts, so viel wie von vier Zentnern nach der ersten Geldspalte;
  - b. bei der Fahrt aufwärts, so viel wie von zwei und einem halben Zentner nach der zweiten Geldspalte des vorstehenden Tarifs;
2. von Fichten-, Tannen-, Lerchen-, Buchen-, Pappeln-, Erlenholz und andern weichen und harzigen Holzarten, von einem Kubikmeter;
  - a. bei der Fahrt abwärts, so viel wie von zwei Zentnern nach der ersten Geldspalte;

1831 b. bei der Fahrt aufwärts, so viel wie von einem und einem viertel Zentner nach der zweiten Geldspalte des vorstehenden Tarifs.

D. Anstatt der Tarifsätze wird bloß die Schiffsgebühr, nach dem besondern Tarif für dieselbe, noch einmal, mithin überhaupt doppelt erhoben, wenn die Ladung des Schiffes lediglich enthält:

1. Frische Butter in einzelnen Stücken;
2. Dünger aller Art, als: ausgelaugte Asche, Abfälle von Fabriken zum Düngen, Mergel, Stallmist u. s. w.
3. Eier;
4. gemeine Erden, wie Sand, Lehm u. s. w.;
5. Faschinen zum Wasserbau;
6. lebende Fische;
7. Futterkräuter, Heu und Schilf;
8. Frische Gartengewächse, als: Blumen, Gemüse, genießbares Wurzelwerk;
9. Geflügel;
10. Milch;
11. Frisches Obst;
12. gebrochene Bau- und Pflastersteine;
13. Stroh und Spreu;
14. lebende Thiere.

Wenn ein Schiff von diesen Artikeln nicht überhaupt fünfzig Zentner geladen hat, bleiben sie ganz außer Betracht und frei; wenn dagegen das Schiff noch andere Gegenstände geladen hat, so ist der dafür bestimmte Zoll noch besonders zu zahlen.

Mainz, den 31sten März 1831.

BÜCHLER.

VON NAU.

ENGELHARDT.

VERDIER.

VON RÖSSLER.

J. BOURCOURD.

DELIUS.

*Bemerkung.* Die Zollamptfänger nehmen sich Dupliä der Manifeste zum Nachweise ihrer Einnahmen und werfen in den Spalten 10 und 11 den Gesamtbetrag der erhobenen Gefälle und Strafen in Buchstaben aus; sie unterzeichnen gemeinschaftlich mit einem andern Zollbeamten.

# M a n i f e s t

des Schiffpatrons oder Führers

wohnhaft zu

Das von dem Unterzeichneten unter (Bezeichnung des Uferstaates, dem die Flagge angehört) Flagge geführte Schiff, genannt , welches wohnhaften Schiffbauers (Zentrum zu tragen vermag und auf dem Verste des zu ranten) oder dem Unterzeichneten. gebaut worden ist, gehört eigenhümlich dem (N. N. zu N. Dekla- Die Ladung ist zu eingenommen und aus folgendem Nachweise das weiter Erforderliche zu ersehen: 2

Visa zur Verifikation der Ladung.	Nummer der Frachtbriefe nach der Zahlfolge.	Namen der Versender und Empfänger.	Bestimmungsort der Waren.	Der Kollis oder Gebinde		Genaue Benennung der Waren nach ihren beim Handelsstande gebräuchlichen Namen.	Gewicht jeder Warengattung.		Beitrag	
				Zahl.	Zeichen und Nummern.		Deklarirtes Gewicht.	Gewicht, wie solches bei der Untersuchung befunden worden, wenn dieselbe ein v. der ersten Deklaration abweichendes Resultat getieft. hat.	der Rhein- und Zollabgaben.	der etwaigen erhobenen Strafen.
1	2.	3	4	5	6	7	8	9	10	11

Litt. D.

Dafs vorstehendes Manifest in jeder Beziehung richtig und übereinstimmend mit der Ladung ist, wird hiermit versichert. (Unterschrift.)

1831

## P r o t o k o l l

*zu der Uebereinkunft und Rheinschiffahrts-Ordnung vom 31sten März 1831 in Betreff des 2ten Alinea des Art. XI. des besagten Traktates gehörig.*

*Frankreich.* Der Bevollmächtigte hat die Ehre die Erklärung vorzulegen, worauf sich der Zusatz zu dem Art. XI. des Reglements-Entwurfs bezieht:

Da die Französische Regierung, ohne die allgemeinen Interessen ihres Nationalhandels zu benachtheiligen, nicht unbedingt den Artikeln IX, X und XI. des hier beiliegenden Reglements zustimmen kann: demohnerachtet aber doch wünscht, der Regierung der Niederlande, so wie den übrigen Rheinuferstaaten, ihren aufrichtigen Wunsch zu erkennen zu geben, mit ihnen beizutragen, die Schifffahrt und den Handel dieses Stromes zu beleben: so willigt sie ein, ihr gegenwärtiges Mauthgesetz durch nachstehende Verfügungen, welche dieselbe Gesetzeskraft haben, als wenn sie in das Reglement selbst eingerückt wären, zu modifiziren.

1. Die Kaufmannsgüter und Kolonialwaaren, welche auf dem anliegenden Etat verzeichnet sind, werden in dem wirklichen Entrepôt zu Straßburg aufgenommen; nach den Bedingungen des Art. XXV. des Gesetzes vom 8ten Floréal Jahr XI, des Art. XIV. des Gesetzes vom 17ten Mai 1826 und der früheren Verordnungen, nach welchen dieses Entrepôt gegründet wurde.

2. Jene dieser Kaufmannsgüter oder Kolonialwaaren, die aus Ländern jenseits des Meeres herkommen oder die das Produkt rheinischer Uferstaaten unterhalb Mainz sind, müssen entweder in letzterem Hafen oder zu Thal geladen worden sein.

3. Sie können auf allen Punkten, als Transitgut, weiter verführt werden, mit Ausnahme jener, welche der Art. XXII. des Gesetzes vom 28sten April 1816 bezeichnet, indem diese solches nur mittelst des Rheins oder des Kanals können, um durch Hünningen wieder auszugehen.

4. Sie können, sei es durch das Entrepôt, sei es für den Transit, nur der einfachen Waage-Gebühr von 15 Zentimes von 100 Franks Werth, oder von



25 Zentines per Zentner Markgewicht, nach der Wahl 1831 des Steuerpflichtigen, unterworfen werden.

5. Jene von genannten Waaren, die sich in dem Art. XXII. des Gesetzes vom 28sten April 1816 verzeichnet finden, können in keinem Falle, obgleich in dem Entrepôt zu Straßburg aufgenommen, zum innern Verbrauch erklärt werden: sie müssen immer wieder ausgeführt werden, wie dies weiter oben gesagt ist.

6. Wenn die Fahrzeuge, die in die Ill schiffen, um in das Entrepôt von Straßburg zu gelangen, mit Magazinen versehen sind, die solide Scheidewände haben und gänzlich von den Zimmern und andern von der Schiffsmannschaft zugänglichen Orten getrennt sind: so sind sie auf der Wantzenau nur der Verbleiung der Luke unterworfen, wovon die Mauth übrigen die Verschließung durch Vorlege- oder Kombinations-Schlösser, durch Siegel und andere Mittel, welche sie für gut findet, anzuwenden, zusammen oder getrennt, so wie durch Douanen-Begleitung, welche ihr immer frei stehen wird an Bord zu geben, sicher stellen wird.

7. Die Waaren, welche nicht geraden Weges von der Wantzenau nach Hünningen in den Fahrzeugen expedirt werden, deren Zugänge so verschlossen sind wie oben gesagt ist, sind der Verbleiung unterworfen, entweder auf der Wantzenau, oder bei dem Ausgang aus dem Entrepôt von Straßburg. In obigen Fällen wird die Verbleiung doppelt sein, wenn es sich von fabrizirten Waaren handelt, welche in dem anliegenden Etat mit einem Sternchen (\*) bezeichnet sind. Jene fabrizirten Waaren, welche auf beiliegendem Etat mit zwei Sternchen (\*\*) bezeichnet sind, müssen in Kisten, die in gutem Stande sind, vorgezeigt werden.

8. Alle Fahrzeuge, welche den Uferstaaten des Rheins oder den Nebenflüssen dieses Stromes angehören, sollen den Französischen Schiffen hinsichtlich der Gebühren und der Schiffahrts-Befugniss auf der Ill bis Straßburg gleichgestellt sein. Dieselbe Begünstigung ist ferner auf die Niederländischen Fahrzeuge für den Transit der Waaren, welche zum Entrepôt zugelassen werden, *von Straßburg bis nach Hünningen* durch den Rhone-Kanal in den Rhein ausgedehnt.

**1831** Der Königlich - Niederländische Bevollmächtigte bezieht sich auf das Separat - Konferenz - Protokoll vom 23sten März zum 512ten Protokoll vom 30sten des nämlichen Monats gehörig.

Der Königlich - Französische Bevollmächtigte bezieht sich seiner Seits auf die gemeinschaftliche amtliche Erklärung hierüber, welche in dem besagten Protokoll der Zentral - Kommission angeführt ist.

ENGELHARDT. J. BOURCOURD.

BÜCHLER. VON NAU. ENGELHARDT. VERDIER. VON RÖSSLER. J. BOURCOURD. DELIUS.

*Pièce jointe à la déclaration de Mr. le commissaire de France, concernant l'art. XI. du traité du 31. Mars 1831.*

*E t a t.*

Liège en planches.	Laines en masse.
Bois de teinture en buches.	Dents d'éléphant.
Bois d'ébénisterie.	Ecailles de tortue.
Cire non ouvrée.	Nacre de perle.
Colle de poisson.	Cornes de bétail préparées
Crins bruts et frisés.	et en feuillets.
Sucre brut et terré.	Plomb brut.
Café.	Étain brut.
Cacao.	Smalt et azur.
Cannelle, cassia lignea et	Peaux brutes.
scavisson.	Fauons de baleine bruts.
Girofle (clous, griffes et	Pelleteries non ouvrées.
antofles de)	Poils en masse.
Muscades.	Soufre.
Macis.	Gommes d'acacia (arabique),
Poivre et piment.	caoutchouc, aloés, opium,
Thé.	camphre, cachou et tous
Riz, sagou et tapioca.	les sucs végétaux d'Eu-
Coton en laine.	rope autres que liquides.
Fromages.	Cochenille, indigo, rocou,
Citrons, oranges et leurs	orseille et toutes autres
variétés.	teintures et tannins, au-
Fruits secs.	tres que liquides.
Houblon.	Bitumes solides.

Bois odorans.  
 Bulbes et oignons.  
 Couleurs, celles liquides  
 exceptées.  
 Graines d'amome.  
 Espèces médicinales.  
 Graisses non liquides.  
 Antimoine.  
 Arsenic métallique.  
 Mercure natif ou vif argent.  
 Produits chimiques, ceux  
 liquides exceptés.  
 Substances propres à la mé-  
 decine et à la parfumerie.  
 Tabacs en feuilles.  
 Soies grèges et moulinées.  
 Os de bétail.  
 Dents de loup.  
 Colle forte.  
 Oreillons.  
 Graines oléagineuses.  
 Fruits à distiller.  
 Semences forestales.  
 Chicorée en racine.  
 Chardons cardières.  
 Bois communs.  
 Coques de coco.  
 Callebasses vides.  
 Grains durs à tailler.  
 Écorces de tilleul pour cor-  
 dages.  
 Plants d'arbres.  
 Jus de réglisse.  
 Glu.  
 Plantes alcalines.  
 Marc d'olives sec (grignon).  
 Plomb battu ou laminé.  
 Zinc autre qu'ouvré.  
 Manganèse.  
 Graphite.  
 Confitures sèches.  
 Gingembre.  
 Fer platiné ou laminé et  
 fer blanc.

Fer de tréfilerie. 1831  
 Acier naturel et fondu.  
 Cuivre et laiton bruts, bat-  
 tus ou laminés.  
 Fil de cuivre.  
 Cuivre doré en lingots,  
 battu et filé sur fil.  
 Cuivre argenté en masses,  
 battu et filé sur fil.  
 Etain battu et laminé.  
 Bismuth.  
 \*\* Armes, autres que cel-  
 les de calibre.  
 \*\* Bimbeloterie.  
 \* Liège ouvré.  
 \* Caractères d'imprimerie.  
 \*\* Cire ouvrée.  
 \*\* Cordages.  
 \*\* Feutres.  
 \* Chanvre et lin.  
 \*\* Fournitures d'horlogerie  
 \*\* Horloges en bois.  
 \* Instrumens aratoires,  
 d'optique, de calcul, d'ob-  
 servation, de chirurgie,  
 de chimie, de musique.  
 \*\* Jones.  
 \* Limes et râpes.  
 \* Machines et mécaniques.  
 \* Mercerie.  
 \* Meubles.  
 \*\* Miroirs.  
 \* Outils.  
 \*\* Ouvrages en bois.  
 \*\* Parapluies.  
 \*\* Pierres ouvrées.  
 \* Plumes.  
 \* Scies.  
 \*\* Peignes et billes de bil-  
 lard.  
 \*\* Vannerie à dénommer.  
 \*\* Verres à lunettes.  
 \*\* Vitrifications.  
 \*\* Parfumerie.

### 312 Convention conc. la navigation du Rhin.

- 1831
- \*\* Epices préparées.
  - \*\* Amidon.
  - \*\* Bougies de blanc de baleine et de cachalot.
  - \*\* Chandelles de suif.
  - \*\* Fanons de baleine apprêtés.
  - \*\* Poterie { de terre { grossière  
                  { fayence.  
                  { de grès commun.
  - \*\* Porcelaine.
  - \*\* Verres et { grands miroirs  
                  { étamés.  
                  { verres à cadran
  - \* Cristaux {
  - \* Ouvrages de poil, autres que les tissus.
  - \* Carton.
  - \* Papier.
  - \* Livres.
  - \*\* Cartes géographiques.
  - \*\* Gravures et lithographies.
  - \*\* Musique gravée.
  - \*\* Pelleteries ouvrées.
  - \* Ouvrages en plomb.
  - \*\* Corail taillé non monté.
  - \* Bâts non garnis de cuir.
  - \*\* Effets à usage.
  - \*\* Objets de collection hors de commerce.
  - \* Sucres raffinés.
  - \*\* Acier ouvré.
  - \*\* Cuivre allié de zinc filé poli (sauf celui pour les cordes d'instruments et celui propre à la broderie)
  - \*\* Cuivre doré filé sur soie.
  - \*\* Cuivre doré filé ouvré.
  - \*\* Cuivre argenté filé sur soie.
  - \*\* Cuivre ouvré, autre que pur, allié, doré ou argenté.
  - \*\* Etain ouvré.
  - \*\* Zinc ouvré.
  - \*\* Bismuth ouvré.
  - \*\* Savons.
  - \*\* Poterie de grès fin.
  - \*\* Verrerie de toute sorte.
  - \*\* Glaces.
  - \*\* Schakos de feutre garnis de cuir.
  - \*\* Peaux préparées et ouvrées.
  - \*\* Plaqués.
  - \*\* Coutellerie.
  - \*\* Ouvrages d'horlogerie montés.
  - \*\* Sellerie.
  - \*\* Tabletterie.

*Nota.* Les marchandises fabriquées non comprises dans cet état n'en jouiront pas moins du transit, en passe - debout et sans entrepôt qui peut leur être accordé par les lois générales de France.

BÜCHLER. DE NAU. ENGELHARDT. VER-  
DIER. DE RÖSSLER. J. BOURGOURN. DELIUS.

## 45.

*Convention entre le grand-duché<sup>1831</sup>  
d'Oldenburg et le prince évêque  
d'Ermeland concernant l'organisa-  
tion des affaires diocésaines des ha-  
bitans catholiques d'Oldenbourg et  
de Jever, conclue le 5. Avril 1831.*

**W**ir Paul Friedrich August, von Gottes Gnaden Großherzog von Oldenburg, Erbe zu Norwegen, Herzog von Schleswig, Holstein, Stormarn, der Dithmarschen und Oldenburg, Fürst von Lübek und Birkenfeld; Herr von Jever und Kniphausen etc. etc.

Thun kund hiemit:

Nachdem die zu Vereinigung aller Unserer katholischen Unterthanen in dem Herzogthum Oldenburg und der Erbherrschaft Jever, unter einem und demselben geistlichen Oberen, und zu Ordnung ihrer kirchlichen Angelegenheiten, von Unseres verewigten Herrn Vaters Durchlaucht und Gnaden bereits eingeleiteten Schritte zu einem erwünschten Ziele geführt sind; so verordnen Wir hiedurch wie folgt:

§. 1. Zu den Klauseln der Päpstlichen Zirkumskriptions-Bullen für die Königlich-Preussischen Staaten vom 16. Juli 1821, und für die Königlich-Hannoverschen Staaten vom 26. März 1824, wodurch auch derjenige Theil Unserer katholischen Unterthanen, welcher bisher mit dem Bisthum Osnabrück und mit der Nordischen Mission in kirchlicher Verbindung stand, dem Bischof von Münster als geistlichem Oberhirten zugewiesen wird, ertheilen Wir Unsere Landesherrliche Genehmigung.

§. 2. Die unter A. anliegende, auf den Grund der mit dem Königlich-Preussischen Hofe gepflogenen Unterhandlungen und getroffenen Verabredung, zwischen Unserem Bevollmächtigten Staats- und Kabinetminister von Brandenstein und dem Päpstlichen Vollzieher der Zirkumskriptions-Bulle für die Königlich-Preussischen Staaten, Seiner Durchlaucht dem

1831 Prinzen Joseph von Hohenzollern, Fürst-Bischof von Ermland, unter dem 5. Januar 1830 vollzogene Konvention zu Regulirung der Diöcesan-Angelegenheiten der katholischen Einwohner des Herzogthums Oldenburg, soll als Fundamental-Statut der katholischen Kirche in demselben künftig angesehen und befolgt werden.

§. 3. In Folge dessen haben alle unsere katholischen Unterthanen, geistlichen und weltlichen Standes, in den nach dieser Konvention vor die geistliche Behörde gehörigen Sachen, an das nach §. 6. sq. in der Stadt Vechta, in unmittelbarer Stellung unter dem Bischof von Münster, zu errichtende Offizialat, sobald dessen Konstituierung bekannt gemacht sein wird, sich zu wenden und dessen Verfügungen zu befolgen.

§. 4. Alle Rechtssachen, welche im §. 16. der gedachten Konvention nicht namentlich an den Gerichtshof des Offizialats verwiesen sind, verbleiben den ordentlichen weltlichen Gerichten.

§. 5. Unser Landesherrliches Majestätsrecht oder jus circa sacra bleibt in seinem ganzen Umfange vorbehalten, und haben Wir wegen dessen Wahrnehmung das unter B. anliegende Normativ abfassen lassen und demselben durch unsere Genehmigung Gesetzeskraft beigelegt.

Hiernach hat sich Jeder, den es angeht, zu achten.

Urkundlich Unserer eigenhändigen Namens-Unterschrift und begedruckten Großherzoglichen Insigns.

Gegeben auf dem Schlosse zu Oldenburg, den 5. April 1831.

AUGUST.

v. BRANDENSTEIN.

LENTZ.

Anlage A.

### *V e r t r a g*

*zu Regulirung der Diöcesan-Angelegenheiten der katholischen Einwohner des Herzogthums Oldenburg vom 5. Januar 1830.*

Da die katholischen Einwohner des Herzogthums Oldenburg in der Mehrzahl den Bischof von Münster für ihren geistlichen Obern erkennen und Seine damals regierende Herzogliche Durchlaucht von Olden-

burg den Wunsch gehegt haben, daß alle Katholi- 1831  
ken in dem Herzogthum Oldenburg einen und denselben geistlichen Obern haben möchten: so wurde der Zirkumskriptions-Bulle für die Bisthümer der Preussischen Staaten vom Jahre 1821 eine dahin abzweckende Klausel eingerückt, und es wurden Verhandlungen mit dem Königlichen Hofe zu Berlin gepflogen. Nachdem letztere einen erwünschten Ausgang genommen, so haben Seine Exzellenz, der Großherzoglich-Oldenburgische Staatsminister Karl Ludwig Friedrich Joseph Baron von Brandenstein, an einer Seite: und an der andern, Seine Durchlaucht der Prinz Joseph von Hohenzollern, Fürstbischof von Ermland, als Päpstlicher Vollzieher gedachter Bulle, über folgende Punkte sich vereinigt.

§. 1. Die zum Bisthum Münster gehörigen Pfarreien der Kreise Kloppenburg und Vechta bleiben in dieser Verbindung. Die Pfarreien: Danne, Neuenkirchen und Holdorf werden vom Bisthum Osnabrück nach Münster verlegt. Die Pfarreien beider Kreise bilden in Zukunft einen besondern Theil des Bisthums Münster, unter der Benennung des Oldenburgischen Bezirks.

§. 2. Die katholischen Kirchen zu Jever und Oldenburg scheiden aus der Verbindung mit der Nordischen Mission, sie werden von dem Bischof von Münster verwaltet, nach gleichen Rechten, als dem Bischof von Breslau durch die erwähnte Bulle in Betreff der katholischen Kirchen zu Berlin und Potsdam beigelegt worden sind. Dasselbe wird in Ansehung der katholischen Kirche zu Wildeshausen statt finden, die von dem Bischofe zu Münster bisher nach Missionsrecht geleitet worden ist. Die hier angezogenen Rechte des Bischofes von Breslau beschränken sich auf rein geistliche Sachen.

§. 3. Der Bischof von Münster wird bei Antritt seines Amtes einen schriftlichen Revers ausstellen: daß er den Hoheitsrechten Seiner Königlichen Hoheit des Großherzogs, bei Ausübung seiner Bischöflichen Pflichten, nicht zu nahe treten wolle.

§. 4. Seine Königliche Hoheit stiften mit Einwilligung Seiner Königlichen Majestät von Preussen, an der Domkirche zu Münster zwei Ehren-Kanonikate, zu gleichen Einkünften und Rechten, als den

1831 übrigen Ehren-Kanonikaten an derselben Kirche beilegt worden. Der Bischof von Münster wird diese Kanonikate vergeben und zwar so: daß eins derselben allezeit dem Offizial, das andere hingegen dem ältesten Dekan des Oldenburgischen Bezirks zu Theil werde.

§. 5. Es soll in das Belieben Seiner Königlichen Hoheit gestellt sein, auch ein wirkliches Kanonikat am Dom zu Münster in gleicher Art zu stiften.

§. 6. Der Oldenburgische Bezirk erhält seine eigene Behörde, die, unabhängig von dem General-Vikariate zu Münster, unmittelbar unter dem Bischof steht.

§. 7. Zum Sitze dieser Behörde ist die Stadt Vechta ausersehen. Die Behörde wird bestehen: aus dem vorsitzenden Offizial und vier Assessoren, nämlich zwei Gottesgelehrten und zwei Rechtsgelehrten. Dazu kommen: ein Sekretär, ein Kopsist und ein Bote.

§. 8. Die nöthigen Kosten gewährt Seine Königliche Hoheit. Der Offizial erhält, unter Zurechnung seines Einkommens vom Kanonikat, ein Jahrgelbalt von zwölfhundert Thalern nebst freier Wohnung. Die Beisitzer erhalten jeder zweihundert Thaler; der Sekretär dreihundert Thaler; der Kopsist hundert Thaler nebst Kopialien; der Bote fünfzig Thaler nebst Kleidung und Insinuations-Gebühren.

§. 9. Den Offizial und die gottesgelehrten Beisitzer ernennt, mit vorgängiger Zustimmung Seiner Königlichen Hoheit, der Bischof; und zwar jenen, sofern es füglich geschehen kann — diese aber allemal aus der Geistlichkeit des Oldenburgischen Bezirks. Die rechtskundigen Beisitzer und der Sekretär werden von der Regierung vorgeschlagen. Den Kopsisten und Boten wählt der Offizial. Alle müssen katholischer Religion sein und erhalten ihre Einsetzung vom Bischofe in gleicher Weise, als das Personal des General-Vikariats zu Münster.

§. 10. Dem Amts-Eide, welchen das Personal der geistlichen Behörde dem Bischofe zu leisten hat, werden die Worte hinzugefügt:

„Und das Alles gelobe ich um so unverbrüchlicher  
 „zu halten, als ich vergewissert worden bin, daß  
 „darunter nichts begriffen werde, welches dem Eide



„der Unterthänigkeit, der Treue und des Gehor- 1831  
sams, den ich Seiner Königlichen Hoheit, als  
„meinem gnädigsten Landesherrn schuldig bin, ir-  
gend zuwider liefe.“

§. 11. Der geistlichen Behörde zu Vechta wird die ordentliche Amtsgewalt des Bischofs übertragen, so daß sie nicht nur die gemeinrechtlichen Befugnisse eines General-Vikars ausüben, sondern überhaupt alle, nicht ausdrücklich vorbehaltenen Geschäfte gültig versehen kann.

§. 12. Vorbehalten wird: die Bereitung des Chrisma, die Einweihung von Kirchen, Kapellen und Altären, die Aufnahme zu den heiligen Weihen, sammt den Prüfungen, die sie begleiten, als da sind das Examen pro ordinibus und die erste Prüfung pro cura und pro concionibus, die Dispens von Irregularitäten und Gebrechen, die sich auf den Empfang und die Ausübung der Weihen beziehen, und die Ertheilung der Weihen selbst; — weiter das Recht Synoden abzuhalten, Statute zu errichten, oder zu bestätigen, Päbstliche Verordnungen und Beschlüsse der General- oder Provinzial-Konzilien anzunehmen und zu verkündigen, Pfarreien zu dismembriren und heilige zum Gottesdienst geweihte Orte nöthigen Falls zu profanem Gebrauche ab- und aufzugeben.

§. 13. Das Sakrament der Firmung wird mindestens alle sieben Jahre, entweder durch den Bischof von Münster selbst, oder durch dessen Suffragan, jedoch innerhalb der Gränzen des Oldenburgischen Bezirks ausgespendet, und es soll wegen der Kosten, welche dieses verursacht, ein billiges Ueber-einkommen getroffen werden.

§. 14. Alles dagegen, was unter oben erwähnten Vorbehalten nicht begriffen ist, und was die kirchliche Verwaltung im weitesten Sinne betrifft, wird dem Official und Officialate zu Vechta ein für allemal übertragen; als insonderheit: die Bescheidung auf die von den Seelsorgern vorgetragenen Bedenken, die Lokal-Approbation der Beichtväter und Prediger, die Sendung der Pfarrgehülfen, die Besetzung der geistlichen Pfründen (in sofern der Bischof dabei zu wirken hat), ferner die Entbindung von Gelübden, in sofern sie in der Hand des Bischofs liegt, die Annahme des Verzichts auf eine Pfründe, die Auseinan-

1831 dersetzung abgehender und neuantretender Pfründner, die Errichtung, Umwandlung, Vereinigung und Theilung geistlicher Pfründen, die Bestätigung frommer Stiftungen; die Veräußerung oder Verpfändung von Kirchengut; die Bau-Angelegenheiten der Kirchen und andern geweihten Stätten; die Ertheilung der nicht vorbehaltenen Dispensationen; die Kirchen-Visitation; die Fürsorge, daß den kanonischen Vorschriften, insonderheit denen von der Residenz-Pflicht der Pfarrer, Kapelläne, Kuratpfründner und Kirchner oder Küster (worin durchaus nicht dispensirt werden soll) nachgelebt werde; die Pflege des Schulwesens, in sofern es den Bischof angeht; endlich die Ausübung des Richteramts in geistlichen Sachen.

Der Offizial wird bei der Ausübung dieser seiner Befugnisse nicht nur die Vorschriften des geistlichen Rechts vor Augen haben, sondern auch ganz besonders jene Rücksichten beachten, welche durch das Dasein des Landesherrlichen Majestätsrechts geboten sind.

§. 15. Sollte der Bischof die Kirchen des Oldenburgischen Bezirks in Person zu visitiren wünschen; so ist über diesen Gegenstand zuvor mit der Regierung zu verhandeln, und es ist beliebt worden, daß bei Gelegenheit dieser Visitation außer den Führen innerhalb Landes, die von den Visitanden zu stellen sind, nichts gefordert werden soll.

§. 16. Vor den Gerichtshof des Offizialats zu Vechta gehören:

1. alle Benefizial-Sachen, jedoch nur in sofern, als die Klage, gleichviel ob possessorisch oder petitorisch, entweder auf die Pfründe selbst, oder auf die mit ihr verbundenen geistlichen Gerechtsame gerichtet ist;
2. Sponsal- und Ehesachen, jedoch nur so weit, als auf Vollziehung oder Aufhebung eines Verlöbnißes geklagt, oder die Nichtigkeit der Ehe behauptet, oder auf Scheidung von Tisch und Bette bestanden wird;
3. endlich alle rein kirchlichen Uebertretungen und Vergehen, die mit Exkommunikation, Suspension, Absetzung und anderen geistlichen Strafen bedroht sind. Dahin gehören Verletzungen der Lehre und der Disziplin, insonderheit was die

Ehrbarkeit des Wandels eines Geistlichen be- 1831  
trifft, in sofern es nicht zugleich ein gemeines  
Verbrechen in sich faßt, als in welchem Falle  
die Sache den weltlichen Gerichten anheim fällt.  
Von gerichtlich ausgesprochenen Suspensionen  
vom Amt, und von Amts-Entsetzungen ist der  
weltlichen Behörde jederzeit Anzeige zu machen.

§. 17. In Sachen gerichtlicher Verhandlung ha-  
ben alle Beisitzer eine entscheidende Stimme und die  
Mehrheit der Stimmen entscheidet. Wo es jedoch  
auf eine rein theologische Frage ankommt, müssen  
die Nicht-Theologen sich der Abstimmung enthalten.  
Die im Herzogthum Oldenburg übliche Prozeß-Ordnung  
wird so viel als möglich angewandt, insonder-  
heit aber der verderblichen Anhäufung überflüssiger  
Eide gesteuert werden. Die außergerichtlichen Sa-  
chen entscheidet allein der Official; jedoch wird der-  
selbe sich angelegen sein lassen, die Beisitzer fleißig  
um ihr votum zu befragen und solches reiflich zu  
erwägen.

§. 18. Vom Official kann an den Bischof nicht  
appellirt werden; sondern wo überhaupt eine Ap-  
pellation statt findet, geht diese an den Erzbischof.  
In dritter Instanz entscheidet ein Prosynodal-Gericht.

§. 19. In Verwaltungs- und puren Disziplinar-  
Sachen soll ebenfalls kein Rekurs an den Bischof  
statt finden, außer etwa in sehr wichtigen Angele-  
genheiten mit Vorwissen und Genehmigung der Re-  
gierung.

§. 20. Was die Päbstlichen Reservate betrifft, so  
wird der Bischof die von dem Apostolischen Stuhle  
ihm ertheilten Fakultäten, vermöge seines Subdele-  
gationsrechts, dem Official übertragen. Sollten Fälle  
vorkommen, welche die, in diesen Fakultäten gezo-  
genen Gränzen überschreiten, so soll der Rekurs an  
den heiligen Stuhl nicht versagt, jedoch an dieselben  
Bedingungen geknüpft sein, die in der Preussischen  
Monarchie bestehen. Die Vorstellungen an den Pabst  
sind von dem Official zu vollziehen; die Antworten  
und Beschlüsse des Pabstes und der Römischen Be-  
hörde werden ebenfalls an denselben gerichtet.

§. 21. Alle Päbstlichen, Erzbischöflichen, auch  
Bischöflichen Anschreiben und Verfügungen ohne Un-  
terschied, desgleichen die etwa von einer Synode,

1831 von einem Legaten oder Nuntius eingehen möchten, sind vor ihrer Vollziehung der Regierung zur Einsicht vorzulegen.

§. 22. Der Offizial soll befugt sein, den Geistlichen eine Geldstrafe aufzulegen, die jedoch die Summe von zwanzig Thalern nicht überschreiten darf, und an die geistliche Kasse zu entrichten ist; desgleichen darf er ungehorsame oder in andere Fehler verfallene Geistliche zu Bußübungen anhalten und an dreißig Tage in ehrbare Haft setzen.

§. 23. Wenn Dienste oder Abgaben von den Kommünen für die Kirche zu leisten sind; so wird der Offizial sich dieserhalb an die Regierung wenden, welche dann die Ausschreibung bei der Großherzoglichen Kammer bewirken wird.

§. 24. Pfarr-Benefizien oder Pastorate, die nicht etwa dem weltlichen Patronatrechte einer Privatperson oder Kommüne unterworfen sind, sollen durch Konkurs, nach Vorschrift des Konzils von Trient, vergeben werden, und zwar in sofern sie etwa dem Landesherrlichen Patronatrechte unterworfen sein möchten, kraft einer allgemeinen, dem Offizial hiezu ertheilten Vollmacht des Landesherrn.

§. 25. Ein solcher Konkurs wird nach bisheriger Weise durch den Offizial ausgeschrieben. Fremde können nicht daran Theil nehmen, außer mit besonderer Genehmigung Seiner Königlichen Hoheit. Es werden jedoch nicht als Fremde angesehen: Geistliche, die im Auslande geboren, aber mit Zustimmung der Regierung zum Oldenburgischen katholischen Klerus aufgenommen sind; desgleichen Inländer, die mit gleicher Zustimmung außerhalb des Herzogthums Oldenburg, aber innerhalb des Bisthums Münster, als Kapelläne oder Pfarrgehülfen fungiren. Derjenige von den Konkurrenten, den die Examinatoren für den würdigsten erklärt haben, wird durch den Offizial der Regierung präsentirt. Der Nominirte erhält die Institution vom Bischofe. Die Einführung erfolgt auf die seither übliche Weise.

§. 26. Zu den Kanzlei-Ausgaben der geistlichen Behörde zu Vechta, werden mit Einschluss der Sporteln, vorläufig zweihundert Thaler festgesetzt. Die Sporteln-Taxe soll einer Prüfung unterworfen und unter Landesherrlicher Genehmigung und Autori-

tät, den gegenwärtigen Umständen gemäß, verbes- 1831  
sert werden.

§. 27. Die Dechanten der Kreise Kloppenburg und Vechta stehen unter dem Officialat. Sie werden, mit vorgängiger Genehmigung Seiner Königlichen Hoheit, von dem Bischöfe ernannt und eingesetzt; dem sie auch den Amts-Eid in gleicher Weise leisten, als oben in Betreff des Offiziäls und der Assessoren festgesetzt worden ist.

§. 28. Bevor der Official und die Mitglieder der geistlichen Behörde, desgleichen die Dechanten und Pfarrer in ihr Amt eingeführt und für den Bischof amtlich verpflichtet werden können, leisten sie den Unterthanen-Eid in folgenden oder ähnlichen Ausdrücken:

„Ich N. N. gelobe und schwöre einen Eid auf das heilige Evangelium: daß, nachdem ich zum Official (Dekan, Pfarrer u. s. w.) befördert worden bin, ich kraft der bereits mir obliegenden Pflicht eines Unterthans, Seiner Königlichen Hoheit, dem Durchlauchtigsten Fürsten und Herrn Paul Friedrich August, Großherzog von Oldenburg, wie auch Höchstdero rechtmäßigen Nachfolger in der Regierung, als meinem gnädigsten Landesherren, überall und allenthalben unterthänig, gehorsam, treu und ergeben sein, Höchstdero Bestes nach Kräften befördern, Schaden und Nachtheil verhüten, insonderheit aber des mir anvertrauten Amtes also warten will, daß den Majestäts-Rechten meines gnädigsten Großherzogs und Herrn und der auf den Gesetzen des Staats beruhenden öffentlichen Ordnung mit meinem Wissen und Willen nirgends Eintrag geschehe. So wahr Gott mir helfe und sein heiliges Evangelium.“

Wenn ein Ausländer diesen Eid zu leisten hat, so werden die Worte:

„kraft bereits mir obliegender Pflicht eines Unterthans“

ausgelassen, und statt deren wird gesetzt:

„von dieser Stunde an“.

§. 29. Während der Vakanz des Amtes eines Offiziäls zu Vechta versieht der älteste gottesgelehrte Beisitzer die Geschäfte bis zur Einführung des Nachfolgers. Während der Vakanz des Bischöflichen

**1831** Stuhls steht die Behörde zu Vechta zu dem Domkapitel zu Münster in gleichem Verhältnisse, wie zu dem Bischofe bei besetztem Stuhle. Da der Official und die Beisitzer zu Vechta nicht beliebig entlassen werden können: so wird das Domkapitel und der nachfolgende Bischof sie in ihren Aemtern bestätigen und von ihnen bloß einen neuen Amts-Eid fordern.

§. 30. Wenn Sedisvakanz eintritt, wird das Domkapitel Seiner Königlichen Hoheit davon Anzeige machen, wie auch den Ausgang der Bischofswahl an Höchstdieselben berichten.

§. 31. Die Unterthanen Seiner Königlichen Hoheit sollen von dem Genusse der vormals gemeinsamen oder ihnen etwa eigenthümlichen Stiftungen nicht ausgeschlossen; vielmehr, gemäß der zwischen beiden Staaten getroffenen Vereinbarung, bei demselben erhalten werden.

§. 32. Oldenburger, die geistlich werden und Theologie studiren wollen, lassen sich beim Official zu Vechta einschreiben. Sie besuchen demnächst entweder die Akademie zu Münster, oder mit Vorwissen des Bischofs eine andere katholische Universität drei Jahre lang. Nach deren Verlauf und nach überstandener Prüfung treten sie in das Klerikal-Seminar zu Münster, um für ihren heiligen Stand geistlich vorbereitet, in dem Ritual unterwiesen und zu den Weihen aufgenommen zu werden. Ihre Aufnahme erfolgt, innerhalb der Anzahl, über welche man sich vereinigt hat, kostenfrei; die übrigen Aspiranten werden unter gleichen Bedingungen aufgenommen, als die Königlichen Unterthanen.

§. 33. Zu dem Emeriten- und Demeriten-Hause, welches der freigebigen Fürsorge seiner Majestät des Königs von Preussen seine Entstehung zu verdanken hat oder haben wird, hat der Klerus des Herzogthums Oldenburg zwar keinen unentgeltlichen Zutritt. Er wird indess gegen billige Vergütung aufgenommen werden, mit Zustimmung der Königlichen Regierung.

§. 34. Die Katholische Kirche oder Kapelle zu Oldenburg, desgleichen die Kirche oder Kapelle Augsburgscher Konfession zu Vechta werden allezeit, in Beziehung auf ihren Rechtszustand, sich gleicher Behandlung erfreuen, so daß, wenn der einen

ein Vorrecht oder neues Recht beigelegt werden 1831 sollte, dieses ebenfalls auch der andern zu Theil werden soll.

§. 35. Unter Großherzoglicher Regierung ist in dieser Urkunde jene Staats-Behörde gemeint, welcher Seine Königliche Hoheit die Ausübung Höchstihres juris circa sacra zu übertragen geruhen.

§. 36. Diese Behörde ist und bleibt von dem Consistorio Augustanae confessionis getrennt und wird Seiner Königlichen Hoheit unmittelbar unterworfen sein. Zwischen ihr und dem Offizialat zu Vechta geschieht die Kommunikation, entweder durch den Großherzoglichen Bevollmächtigten, welcher bei dem Offizialat angestellt werden, auch zugleich die Geschäfte eines Anwaltes der frommen Stiftungen versehen wird: oder schriftlich, wobei der zwischen coordinirten Behörden übliche Korrespondenz-Styl statt finden wird.

§. 37. Nach erfolgter Ratifikation vorstehender Artikel wird es mit deren Vollziehung so gehalten werden, daß der Herr Delegat des Apostolischen Stuhls solche durch angemessene Verfügungen zu Stande bringt.

So geschehen zu Oldenburg und Oliva, den 5. Januar 1830.

VON BRANDENSTEIN.

JOSEPH,

*Prinz zu Hohenzollern,  
Fürst-Bischof von Ermland  
und Apostolischer Delegat.*

Anlage B.

### *N o r m a t i v*

*für die Wahrnehmung des Landesherrlichen Hoheitsrechtes (jus circa sacra) über die Römisch-Katholische Kirche im Herzogthum Oldenburg vom 5ten April 1831.*

§. 1. Die Ausübung des Landesherrlichen Hoheitsrechtes (jus circa sacra) über die Römisch-Katholische Kirche im Herzogthum Oldenburg und der Egbherrschaft Jever ist übertragen:

1. einer Immediat-Kommission, welche, in Gemäßheit der ihr ertheilten Instruktion, entweder

- 1831 selbstständig, oder nach den auf erstattete Berichte an das Kabinet ertheilten Resolutionen, verfügt; und in Unterordnung unter diese Kommission,
2. dem Anwalde der geistlichen Güter (*advocatus piarum causarum*), welcher zugleich als Landesherrlicher Bevollmächtigter (*Prokurator*) bei dem Bischöflichen Offizialat in Vechta angestellt ist;
  3. dem Amtmann in seinem Distrikte, welcher nach §. 85. der Beamten-Instruktion mit dem Pastor und Juraten (*Emonitor, Provisor*) in den die Temporalien betreffenden Angelegenheiten der Kirchen, Schulen und frommen Stiftungen, in seinem Distrikte den Kirchen- und Schul-Vorstand bildet;

nach den folgenden Bestimmungen:

§. 2. Der Immediat-Kommission liegen ob: alle Verhandlungen mit dem Bischof zu Münster, zu Anwendung der Bestimmungen des Vertrags wegen Regulirung der Diözesan-Angelegenheiten vom 5ten Januar 1830, insonderheit wegen Besetzung erledigter Stellen des Offizials, der Beisitzer und des Sekretärs der geistlichen Behörde zu Vechta, so wie der Landdechanten, die Prüfung und Genehmigung der denselben zu ertheilenden Bestallungen und Dienst-Instruktionen, Reglements der Geschäfts-Ordnung und Sporteln-Taxen, die Abnahme des von den Angestellten zu leistenden Unterthanen-Eides.

§. 3. Der Kommission liegen ferner ob: alle Verhandlungen mit dem Offizialate zu Vechta. Diese geschehen entweder unmittelbar in dem zwischen koordinirten Behörden üblichen Korrespondenzstyle, jedoch unter alleiniger Unterschrift des Direktors: oder mittelbar, durch den Landesherrlichen Bevollmächtigten.

§. 4. Zwischen dem Offizial und dem Anwalde der geistlichen Güter müssen die Geschäfts-Verhandlungen, so viel wie möglich, mündlich, und zur kurzen Hand gepflogen werden. Im Verkehr des Offizials mit den Kirchen-Vorständen findet der bei der Bischöflichen Behörde in Münster hergebrachte Geschäfts-Styl statt. Die Kirchen-Vorstände bedienen sich der Form eines G. P. M. „an das Bischöfliche Offizialat zu Vechta.“

§. 5. Alle Päpstlichen, Erzbischöflichen, Bischöf-



lichen, so wie die etwa von einer Synode, von einem Legaten oder Nuntius ausgehenden, Ausschreiben und Verfügungen, ingleichen alle vom Official selbst, vermöge der ihm übertragenen Fakultäten beabsichtigten neuen kirchlichen Anordnungen, sie mögen den Gottesdienst oder die Verhältnisse des Klerus oder irgend einen andern Gegenstand des gemeinsamen kirchlichen Lebens betreffen, so wie Ausnahmen von den bestehenden Gesetzen durch General-Dispensation, — werden vor ihrer Bekanntmachung oder Vollziehung, vom Officialat, entweder unmittelbar oder durch den Landesherrlichen Bevollmächtigten, der Kommission zur Einsicht zugesandt, welche, wenn sie hinsichtlich der Landesherrlichen Rechte nichts dabei zu erinnern findet, solche mit dem Placet, oder den Umständen nach nur mit dem Visum, versehen, auf eben dem Wege zurück gehen läßt. Bei der demnächstigen Insinuation oder Publikation ist das Placet oder Visum der Kommission ausdrücklich mit bekannt zu machen. Etwaige Erinnerungen werden durch mittelbare oder unmittelbare Verhandlungen zwischen der Kommission und dem Officialate zu akkommodiren gesucht.

§. 6. Wenn in Angelegenheiten, welche den Gottesdienst, die Kirchenzucht oder überhaupt das kirchliche Leben betreffen, oder in weltlichen Regierungs-Sachen, wo die Mitwirkung der Geistlichkeit erforderlich ist, von Seiten einer Staatsbehörde Etwas an die Geistlichkeit gelangen soll, so geschieht dies durch die Kommission an das Officialat. Auf diesem Wege werden auch Veränderungen im Kirchengebete für den Landesherrn und die Landesherrliche Familie, Fürbitten, Danksagungen veranlaßt, worüber die Anordnung des Kirchlichen von dem Official ausgeht, und von demselben, was angeordnet ist, der Kommission angezeigt wird.

§. 7. So wie die Kommission, mit den zu Wahrnehmung des Landesherrlichen Kirchen-Hoheits-Rechts unter ihr beruhenden Behörden, dafür zu sorgen hat, daß die Katholische Geistlichkeit jede zu Erfüllung ihrer Berufsgeschäfte erforderliche Unterstützung erhält, und bei der ihrer Amtswürde gebührenden Achtung und Auszeichnung geschützt wird; so hat sie auch mit darauf zu achten, daß von Seiten der Geistlichen keine Veranlassung zu Verminderung dieser

1831 ihrem Stande gebührenden Achtung gegeben, daß von ihnen die allgemeinen Landesgesetze beobachtet und die ihnen besonders obliegenden Pflichten getreu erfüllt werden. Wenn sie Kunde von Uebertretungen erhält, welche nach §. 16. der Konvention vor den Gerichtshof des Offizialats gehören, so theilt sie solche diesem mit und gewärtigt eine Mittheilung vom Resultate der Untersuchung. Andererseits sollen die Gerichte, sobald sich gegen einen Geistlichen Verdacht wegen eines gemeinen Verbrechens ergeben hat, der Kommission davon Kenntniß geben, und jedes gegen einen Geistlichen, wegen eines gemeinen Vergehens oder Verbrechens, erlassene Erkenntniß auf Gerichtsstellung oder Spezial-Inquisition, jedes darüber gesprochene Endurtheil, ingleichen jedes gegen einen Geistlichen gesprochene Polizei - Straf - Erkenntniß, nach der Verkündigung, aber auch wenn solches von der Rechtskraft abgehalten wäre,\* in Abschrift sammt Entscheidungs - Gründen an die Kommission einsenden, welche dem Offizialate von Allem, was in solchen Sachen zu ihrer Kenntniß kommt, Mittheilung macht.

§. 8. So wie in gemeinen Straffällen der Geistlichen, so besteht auch in bürgerlichen Rechtssachen und Polizeisachen kein privilegirter Gerichtsstand derselben, sondern sie sind, wie die Protestantischen, den ordentlichen Landesgerichten und Polizei - Behörden unterworfen. Dahin gehört auch die Berichtigung der Nachlassenschaft eines Geistlichen; doch muß bei der Entsiegelung und Inventarisirung, wegen Absonderung des darin etwa befindlichen Kirchen-Eigenthums, ein Kommissarius des Offizials und der Anwald der geistlichen Güter zugezogen werden. Dagegen gehören Benefizial-Sachen nach der Bestimmung im §. 16. 1. der Konvention vor den Gerichtshof des Offizialats. Auch ist die Auseinandersetzung zwischen einem abgehenden Geistlichen oder dessen Erben und dem Nachfolger oder der Gemeinde, wegen der Dienst-Einkünfte, Verbesserungen und dergleichen, zuvörderst vor dem Offizialate auf dem Wege der gütlichen Vereinbarung zu versuchen. Die Erlaubniß zu letztwilligen Verfügungen ist bei dem Offizial zu suchen.

§. 9. Kein Geistlicher soll in eine Verbindung treten, noch darin beharren, deren Zwecke absichtlich

geheim gehalten werden. Kein Geistlicher soll eine Zusicherung der Aufnahme in fremden Dienst, Würden, Pensionen, Geschenke oder Gnaden-Bezeugungen, von fremden Regenten annehmen, bevor er nicht durch die Kommission Landesherrliche Erlaubniß nachgesucht und erhalten hat. Die Uebertretung dieser Vorschriften wird als eine Resignation angesehen.

§. 10. Der Vorschlag zum *Titulus mensae* und zu den vom Landesherrn etwa bewilligten Stipendien zur Ausbildung der Kandidaten der Theologie auf auswärtigen Universitäten geschieht, vom Offizialat bei der Kommission, auf den Grund des mit den Aspiranten angestellten Examens *pro ordinibus*, unter Berücksichtigung vorzüglicher Fähigkeiten und des Bedürfnisses,

§. 11. Zu Besetzung der Pastorate und anderer fundirten Kurat-Benefizien auf dem im §. 24 und 25 der Konvention bestimmten Konkurswege, ist das motivirte Gutachten der Examinatoren über sämtliche Konkurrenten vom Offizialat an die Kommission einzusenden. Nachdem durch dieselbe die Landesherrliche Approbation eingeholt ist, wird vom Offizialat die Verleihungs-Urkunde, nach einem, in Gemäßheit jener Bestimmungen abzufassenden Formulare, ausgefertigt, und mit der Urkunde über die kanonische Institution, an die Kommission eingesandt, von dieser jene mit einem Approbations-Dekrete *ex mandato speciali Serenissimi* versehen, darauf der Nominirte zur Ablegung des Unterthanen-Eides vor die Kommission geladen, und ihm die Verleihungs-Urkunde übergeben, die Institutions-Urkunde aber mit einem *Visum* versehen an das Offizialat, nebst einer Abschrift des Protokolls über die Eidesleistung, zurückgesandt. Die Einführung in die Temporalien geschieht in der Regel durch den Anwalt der geistlichen Güter als Landesherrlichen Kommissarius.

§. 12. Bei Benefizien, welche dem Patronat-Rechte einer Privat-Person oder einer Kommune unterworfen sind, geschieht die Wahl der Kommune, unter Leitung der Beamten; die Präsentation bei dem Offizialat, welches, wenn es sich nach angestelltem *scrutinio* dazu bewogen findet, die Approbation unter der Präsentations-Urkunde ertheilt, und solche mit

1831 der Institutions-Urkunde der Kommission zusendet, wo auf die oben vorgeschriebene Art verfahren wird.

§. 13. Die Anstellung eines Kooperators, Vizekuratus, oder sonstigen Hilfsgeistlichen ohne Benefizium, bleibt dem Offizialate überlassen und kann von demselben jederzeit widerrufen werden; doch ist die approbatio pro cura und die Einziehung derselben der Kommission zum Visum einzusenden.

§. 14. Die Besetzung der Küster- und Organisten-Stellen steht, wenn kein anderer eine Berechtigung dazu nachweisen kann, dem Offizialate zu; das Konstitutorium, welches immer auf sechsmonatliche Kündigung gestellt wird, ist der Kommission zum Placet einzusenden.

§. 15. Anwartschaften auf noch nicht eröffnete Stellen sollen niemals: Adjunkturen nur aus besondern Rücksichten auf das Beste des Dienstes, ertheilt werden; da dann auf eben die Weise, wie bei definitiver Besetzung verfahren wird.

§. 16. Urlaub zu Reisen innerhalb Landes bis zu 4 Wochen, und zu Reisen in's Ausland bis zu dreimal 24 Stunden, ist der Offizial nach den Bestimmungen der Verordnung vom 5. April 1830. zu ertheilen ermächtigt; weitere Gesuche sind von demselben begutachtet an die Kommission, zu Bewirkung Landesherrlicher Bewilligung, einzusenden.

§. 17. Von Annahme der Resignation einer Pfründe, von einem Straf-Erkenntniß auf Suspension, oder Absetzung eines Geistlichen oder Kirchendieners, ist der Kommission, vor der Vollstreckung, Anzeige zu machen: doch mag das Offizialat in dringenden Fällen eine Untersagung der Dienst-Funktion provisorisch verfügen.

§. 18. Von jeder Eröffnung eines fundirten Benefiziums, einer Küster- oder Organisten-Stelle, hat das Amt sofort der Kommission und dem Offizialat Anzeige zu machen. Am Schlusse eines jeden Jahres wird der Offizial ein Verzeichniß aller, im Laufe desselben vorgefallenen Dienst-Veränderungen, so wie der am Schlusse desselben noch nicht besetzten Stellen §. 11-15. an die Kommission einsenden.

§. 19. Die Errichtung, Umwandlung, Vereinigung oder Theilung, Gränzbestimmung, von Parochien oder geistlichen Benefizien, kann nur im Einverständ-

nifs zwischen der Kommission und dem Offizialate, 1831 und unter Landesherrlicher, auch so weit nöthig (§. 12. des Vertrages vom 5. Januar 1830) Bischöflicher Genehmigung geschehen.

§. 20. Die Güter und Fonds, welche Seine Königliche Hoheit, zu den übernommenen Kosten des Offizialats und zu andern allgemeinen Ausgaben für die Katholische Kirche, anweisen werden, stehen lediglich unter Aufsicht der Kommission und sind (mit Ausnahme der Stiftung zu den beiden Ehren-Kanonikaten) als fundirtes Kirchengut nicht zu betrachten; jedoch erstreckt sich das Amt des Anwaltes der geistlichen Güter auch über dieselben. Die Zahlungen werden von der Kommission generell oder speziell angewiesen und durch den Landesherrlichen Bevollmächtigten bewerkstelliget.

§. 21. Dahingegen konkurriren der Offizial und die zu Wahrnehmung des Landesherrlichen Kirchen-Hoheits-Rechts bestimmten Behörden bei der Aufsicht über die fundirten geistlichen Güter der einzelnen kirchlichen Anstalten auf die folgende Weise:

Alle diese Gegenstände berührenden Berichte und Vorfragen der Kirchen-Offizialen, Benefiziaten, Provisoren, oder wer sonst sich zu einer Vorstellung veranlaßt finden möchte, sind zwar an den Offizial zu richten; dieser soll aber mit dem Anwalde der geistlichen Güter darüber kommunizieren und jede von ihm erlassene Verfügung darüber von dem Anwalde der geistlichen Güter mit unterzeichnet sein. In so fern sich beide nicht vereinigen können, wird die Sache an die Kommission gebracht, welche sich mit dem Offizialate zu verständigen sucht.

§. 22. Es soll der Bestand des Vermögens und Einkommens aller geistlichen Stiftungen in jedem Kirchspiele nach und nach durch den Anwalde der geistlichen Güter in Patrimonial-Bücher, nach einem von der Kommission und dem Offizialat genehmigten Schema, unter Beziehung auf die aktenmäßsig zu sammelnden Urkunden und Beweisthümer, verzeichnet, das zweifelhafteste möglichst zur Gewissheit gebracht, oder als bestritten angemerkt, und jede Veränderung, Zuwachs oder Abgang nachgetragen werden. Ein solches Patrimonial-Buch wird in 3 gleichlautenden Exemplaren von der Kommission und dem Offizialate, nach

1831 geschehener Revision bestätigt, wovon eines in dem Spezial-Archive der Kirche, das andere mit den Original-Belegen in dem General-Kirchen-Archiv zu Vechta, das dritte in dem Archive der Kommission aufbewahrt wird.

§. 23. Eine jede Veräußerung, auch hypothekarische Belastung, unbeweglicher Kirchen-Güter oder dinglicher Rechte, jede zur Verminderung des Vermögens-Bestandes überhaupt gereichende Verfügung, z. B. Vergleich, Nachlaß, jede etwaige Verwendung, auch der Revenüen zu Zwecken, welche nicht in der Fundation begriffen sind, — ist durch den Anwald der geistlichen Güter zu begutachten und bedarf, außer der Genehmigung des Officialats, auch der Genehmigung der Kommission, in so fern die Mafsregel nicht durch Gesetze oder gerichtliches Urtheil geboten ist.

§. 24. Rechtsstreitigkeiten, worin geistliche Fonds theilhaft sind, gehören vor die ordentlichen Gerichte, und werden daselbst für dieselben von dem Anwalde der geistlichen Güter, mit der Befugniss sich einen andern bei dem Gerichte aufgenommenen Anwald zu substituiren, geführt; welcher auch den Provisoren, Juraten und Benefiziaten, so oft sie in Angelegenheiten der ihrer Verwaltung oder Benutzung untergebenen Fonds seines Rathes bedürfen, beiräthig ist.

§. 25. Die Verwaltung der zur Benutzung eines Benefiziaten gewidmeten Güter, steht in der Regel diesem zu, und die Erhaltung der Substanz, so wie die Erfüllung der fundationsmäfsigen Bedingungen, wird bei der Kirchenvisitation kontrolirt. Es sollen aber wegen häuslicher Benutzung, besonders der Holzungen, und wegen Belegung, Kündigung und Erhebung der Kapitalien sichernde Vorschriften von der Kommission und dem Officialate gegeben und so weit nöthig gesetzlich erlassen werden; auch kann, wenn Umstände es rathsam machen, zu Verwaltung solcher Güter ein Provisor angestellt werden.

§. 26. Zu Verwaltung der Kirchengüter, und anderer Stiftungen, welche nicht zu den Benefizien gehören, werden stets Provisoren oder Juraten auf den, auch ohne besondere Aufforderung, einzubringenden Vorschlag des Amtmanns und Pastors, von dem Official, mit Zustimmung des Landesherrlichen Bevollmächtigten, und wenn einer Privatperson oder Kom-

muné das Patronatrecht zusteht, auch des Patrons, an- 1831  
gestellt. Der Beamte und Pastor haben bei ihrem  
Vorschlage besonders die Fähigkeit und die Sicher-  
heit des in Vorschlag Gebrachten zu berücksichtigen  
und zu dem Ende den Aktiv- und Passiv-Zustand  
des Vermögens desselben, so wie seinen Lebenswan-  
del und das persönliche Zutrauen, welches er ver-  
dient, zu erkundigen. Wird der Vorschlag vom Of-  
fizial und dem Landesherrlichen Bevollmächtigten an-  
genommen, so geschieht die eidliche Verpflichtung  
vom Offizial, die Ingrossation auf den Bestellten wird  
vom Anwalde der geistlichen Güter bewirkt, und  
das Dokument im General-Kirchen-Archive nieder-  
gelegt, auch unter Leitung des Anwaldes der geist-  
lichen Güter die Ablieferung von Seiten des abegan-  
genen Provisors oder Juraten, oder dessen Erben, an  
den Nachfolger bewerkstelligt.

§. 27. Es soll für die Provisoren und Juraten  
eine genaue Instruktion vom Anwalde der geistlichen  
Güter entworfen, von dem Offizialat und der Kom-  
mission berathen und von ersterem mit Genehmigung  
der letzteren erlassen werden, worin der Umfang ihrer  
Befugnisse und Pflichten, besonders in Ansehung der  
Belegung, Kündigung und Erhebung der Kapitalien,  
Verwahrung der Dokumente, bestimmt und ihre Ver-  
antwortlichkeit genau festgestellt wird. Bis dahin ha-  
ben sie auf die bisher übliche Weise zu verfahren,  
in zweifelhaften Fällen bei dem Offizial vorzufragen  
und dessen vom Anwalde der geistlichen Güter mit  
unterzeichnete Verfügung zu befolgen.

§. 28. In Ansehung einer jeden unter der Ver-  
waltung eines Provisors stehenden geistlichen Anstalt  
ist nach einem vorzuschreibenden Schema ein Ueber-  
schlag der Einnahme und Ausgabe (Etat) für das nächste  
Jahr, von dem Amtmann, Pastor und Provisor auf-  
zustellen und von ihnen unterzeichnet vor Ende des  
laufenden Jahres an das Offizialat in zwei Ausfert-  
igungen einzusenden. In diesen Ueberschlag gehören  
auch die Bau- und Reparaturkosten nach den, in  
Folge geschehener Besichtigung der Gebäude, von  
Werkverständigen aufgenommenen, dem Ueberschlag  
anzulegenden, Besticken und Kosten-Anschlägen, auch  
etwaigen Rissen. Auch wird darin eine Summe für  
unbestimmte kleinere Ausgaben veranschlagt. Kön-

1831 nen die Ausgaben nicht aus der Einnahme gedeckt werden, soll der Fonds selbst angegriffen werden, oder das Defizit über die Gemeinde repartirt werden, so ist der Ueberschlag von dem Kirchenvorstande dem Ausschufs derselben vorzulegen, dessen Erklärung darüber zu Protokoll zu nehmen und das Protokoll mit einzusenden.

§. 29. Der Offizial und der Anwald der geistlichen Güter untersuchen gemeinschaftlich die Ueberschläge, ziehen die etwa nöthigen Aufklärungen vom Kirchenvorstande ein, und in so fern sie mit einander einstimmig sind, und die Ausgaben die Jahreseinkünfte des Fonds nicht übersteigen, verfügen sie mit Genehmigung oder Modifikation der Ueberschläge. So fern sie aber verschiedener Meinung sind, oder die Ausgaben den Fonds angreifen oder eine Repartition über die Gemeinde veranlassen müssen, sind sie mit den Verhandlungen darüber durch den Anwald der geistlichen Güter an die Kommission einzusenden. Von dieser allein kann eine Requisition um Ausschreibung einer Anlage oder von Natural-Diensten der Gemeinde, an die obere Behörde, welche Kommunal-Anlagen verfügt, ergehen; die Auszahlung der vom Amtseinnahmer gehobenen Anlagen geschieht an den Provisor. Auf gleiche Weise ist wegen Genehmigung der im Ueberschlage nicht begriffenen, durch nicht vorher zu sehende Umstände etwa nothwendig gewordenen, Ausgaben zu verfahren.

§. 30. Die nach dem bestimmten Schema vom Provisor aufzustellende Kirchenrechnung, so wie jede andere Rechnung über einen geistlichen Fonds oder Anstalt, worin auch etwaige Anlagen aufzunehmen sind, ist nebst den Beilagen eingebunden, spätestens am 1. März des auf das Rechnungs-Jahr folgenden Jahres bei dem Pastor einzureichen. Der Beante und Pastor können aus bescheinigten Verhinderungs-Ursachen dem Provisor auf 4 Wochen Frist ertheilen. Die eingelieferte Rechnung wird vom Pastor mit dem Produkt versehen und an den Anwald der geistlichen Güter eingesandt; wenn aber der Fonds der Art ist, daß in Fall der Unzulänglichkeit die Gemeinde zutreten muß, zuvörderst 8 Tage nach der Einlieferung im Hause des Kirchspielsvogts niedergelegt und von der Kanzel bekannt gemacht: daß die Rechnungen



in den nächsten 14 Tagen zu bestimmten Stunden abwechselnd in Gegenwart des Kirchspielvogts und des Provisors, von den Mitgliedern des Kirchspiels-Ausschusses einzusehen sind, und diejenigen Ausschuss-Mitglieder, welche etwas dabei zu bemerken finden, solche Bemerkungen an einem bestimmten Tage in Gegenwart des Rechnungsführers, bei dem Pastor zu Protokoll geben können. Der Pastor sendet dann die Rechnung mit solchem Protokoll, oder einem Attest, daß sich Niemand bei ihm eingefunden, vor dem 1. April an den Anwalt der geistlichen Güter, welcher Monita darüber aufstellt und solche dem Rechnungsführer zur Beantwortung zufertigt. Nach diesem Verfahren und Erledigung der etwa noch nöthig gefundenen Aufgaben, geschieht die Dezision, entweder in einem besonders angesetzten Termine oder *spätestens* auf der nächsten Kirchen-Visitation; von dem Official oder dem von ihm zu substituierenden Dechanten und einem Landesherrlichen Kommissarius, welchen die Kommission ernennt, im Falle aber beide sich nicht vereinigen können, von der Kommission; wonach der Anwalt der geistlichen Güter den Schluß anfertigt, der, von dem Official genehmigt, dem Rechnungsführer zugefertigt wird.

Sollte der Anwalt der geistlichen Güter oder der Rechnungsführer bei der einen oder andern Entscheidung sich nicht beruhigen zu können glauben, so hat er dieses und seine Gründe dagegen — der Anwalt der geistlichen Güter bei Anfertigung des Schlusses, der Rechnungsführer 8 Tage nach Empfang desselben bei dem Anwalt der geistlichen Güter schriftlich oder zu Protokoll — anzuzeigen; worauf die Sache an die Kommission eingesandt wird, welche deren gütliche Vermittelung versucht, und in Entstehung derselben die Sache entscheidet oder wenn eine wahre Justiz-Sache vorliegt, zur rechtlichen Ausführung an die ordentlichen Gerichte verweist.

Ueber neue Bauten, oder solchen gleich zu stellende bedeutende Reparaturen, kann die Führung einer besondern Rechnung angeordnet und deren Ablegung bis zu Beendigung des Baues verschoben werden; übrigens ist auf die vorgeschriebene Weise zu verfahren.

§. 31. Wenn bei der Erhaltung eines Fonds ein Patron, eine Familie oder ein Benefiziat interessirt ist,

1831 so ist diesen zur Einsicht des Ueberschlags und der Rechnung, und zu Bemerkungen darüber, Gelegenheit zu geben.

§. 32. Die unter dem Namen der Kirchenbücher begriffenen Tauf-, Heiraths- und Begräbnis-Register sollen, da sie einstweilen noch die Stelle der Zivilstands-Register vertreten, in der vom Staate angeordneten Form fortgeführt und Duplikate davon, vom Pastor beglaubigt, jährlich an den Anwald der geistlichen Güter zum General-Kirchen-Archiv eingesandt werden. Auch hat jeder Pfarrer spätestens am 1. Februar eine in einem Schema auszufüllende Zahlenliste der Gebornen, Kopulirten und Gestorbenen an denselben einzusenden, welcher daraus eine General-Uebersicht verfertigt, und solche an die Kommission in doppelter Ausfertigung einschickt.

Die Rektifizirung der während der Französischen Okkupation geführten Kirchenbücher, und Vergleichung mit den Zivilstands-Registern, soll, auf den Grund der bereits aufgenommenen Verhandlungen, von dem Official und dem Anwald geistlicher Güter geschehen; damit jenen die durch die Französische Gesetzgebung ihnen für jene Zeit entzogene Glaubwürdigkeit als Zivilstands-Register gesetzlich restituirt werden könne.

§. 33. Die Kirchen-Visitation ist abwechselnd in einem Jahre im Kreise Vechta, zu Wildeshausen, Oldenburg und Jever, in andern im Kreise Kloppenburg, in einer mit der Kommission zu vereinbarenden bequemen Jahrszeit, zu halten. Der Anwald der geistlichen Güter führt das Protokoll über alle die Temporalien betreffenden Gegenstände, in welchem insbesondere aufzunehmen:

1. die Konstatirung jedes Fonds: ob und auf welche Weise er sich vermehrt oder vermindert hat? ob alle Dokumente vorhanden und durch Ingrossation oder sonst gehörig gesichert sind?
2. das Ergebniss der Dezision jeder Rechnung, mit der Summe der Einnahme und Ausgabe, Rezeses oder Vorschusses;
3. der Zustand aller Gebäude und Ländereien, auch deren, wovon die Unterhaltung und haushälterische Benutzung den Benefiziaten obliegt, nach dem Befund einer vorzunehmenden Besichtigung;

**4. der Zustand der Kirchenbücher.**

1831

Ein Duplikat dieses vom Visitator und dem Anwald der geistlichen Güter zu unterschreibenden Protokolls ist der Kommission einzusenden und demselben vom Official eine Notiz über die Amtsführung und das Betragen der Geistlichen und Kirchendiener, das Vernehmen zwischen ihnen und den Parochianen, und den religiösen und sittlichen Zustand der Gemeinde überhaupt, beizufügen.

§. 34. Das Landschulwesen wird unter die Aufsicht des Officials, und Mitwirkung der im §. 1. bezeichneten Behörden, in folgender Mafse, gestellt:

1. die Errichtung neuer Schulen, Trennung einer bestehenden in mehrere, Verbindung mehrerer zu einer, Veränderung der Gränzen der Schulacht, kann nur mit Zustimmung der Kommission geschehen, so wie
2. jede Veränderung in den eingeführten Schulgesetzen und Ordnungen.
3. Der Official wird auf Verbesserung der Subsistenz der Schullehrer, wo sie nöthig ist, Bedacht nehmen, und die darauf zielenden Anträge, insbesondere durch Zuschläge aus den Marken und bei Markentheilungen, an die Kommission bringen.
4. Die Anstellung der Kirchspiels-Schullehrer geschieht auf den motivirten Vorschlag des Officials, von der Kommission.

Zu Anstellung der Neben-Schullehrer, welche immer vorbehältlich halbjähriger Kündigung geschieht, ist der Official kommittirt, welcher das nach §. 18. am Schlusse des Jahrs an die Kommission einzusendende Dienstverzeichniß, sowohl über die Haupt- als Neben-Schulen mit zu erstrecken hat. Jede Anstellung oder der Vorschlag dazu muß auf eine gehörige Prüfung gegründet und unter mehreren Kompetenten, wenn nicht sonst schon genügende Entscheidungs-Gründe vorliegen, ein Konkurs eröffnet werden.

5. Die nächste Aufsicht über die Schullehrer, ihren Lebenswandel und den Schul-Unterricht, nach Vorschrift der Verordnung vom 2. September 1801, steht den Pfarrern zu, welche zu dem Ende

1831

alle Schulen ihres Kirchspiels, so oft thunlich, zu besuchen und über den Befund in vorzuschreibenden Terminen an den Official Bericht zu erstatten haben. Der Official hat, wann und wo es ihm angemessen scheint, stets aber bei Gelegenheit der Kirchen-Visitation, eine Schul-Visitation vorzunehmen, und die Resultate der Kommission anzuzeigen. Die Aemter sollen die Schullehrer, Pfarrer und den Official in Handhabung der wegen des Schulbesuchs der Kinder und Entrichtung des Schulgeldes etc. bestehenden Vorschriften unterstützen, und auf den sittlichen Lebenswandel der Schullehrer, wie in §. 7. vorgeschrieben ist, mit achten.

6. Der Official hat, unter Zustimmung der Kommission, die Schullehrer-Prüfungen, welche alle 3 Jahre nach Vorschrift der Verordnung vom 2ten September 1801 vorgenommen werden müssen, anzuordnen und zu leiten, nach dem Ausfall derselben die Klassifikations-Tabelle mit den Vorschlägen zu Prämien und Zulagen, zu entwerfen und an die Kommission einzusenden, welche die Ausschreibung des Bedarfs ex extraordinariis bei der Behörde requirirt, und die Auszahlung der von ihr genehmigten Zulagen und Prämien bei dem Provisor der allgemeinen Schullehrer-Kasse anweist, die durch Ablieferung der ausgeschriebenen Anlagen von Seiten der Amtseinnnehmer in Stand gesetzt wird. Die Rechnung dieses Provisors wird vom Anwalt der geistlichen Güter monirt und von der Kommission dezidirt.
7. Dem Officialate ist die Disziplinar-Bestrafung der Schullehrer, in gleicher Mafse, wie über Geistliche, übertragen; wieviel davon den Pfarrern überlassen werden kann, ist durch ein mit Genehmigung der Kommission zu erlassendes Regulativ zu bestimmen. Die Absetzung, Suspension oder Kündigung eines Schullehrers, auch bei einer Nebenschule, bedarf der Genehmigung der Kommission, vorbehältlich provisorischer Verfügung des Officials in dringenden Fällen.
8. In Ansehung des fundirten Vermögens und der Anlagen zu Erhaltung der Schullehrer und der

Gebäude, dessen Verwaltung, Etats-Aufstellung 1831 und Rechnungs-Ablegung kommt alles zur Anwendung, was in dieser Hinsicht wegen der kirchlichen Anstalten §. 22-31 vorgeschrieben ist.

§. 35. In angemessener Verbindung mit dem Gymnasium in Vechta soll eine Normal-Schule, zu Bildung der Schul-Kandidaten, errichtet, und zugleich auf Verbesserung des Gymnasiums, als einer höhern Lehr-Anstalt, Bedacht genommen werden, wozu der Offizial den Plan zu entwerfen und der Kommission vorzulegen hat.

§. 36. Es soll in dem Lokale des Offizialats ein von dessen Registratur gesondertes General-Kirchen-Archiv, unter Aufsicht des Anwaltes der geistlichen Güter, angeordnet werden, worin die Patrimonialbücher, die dezidierten Rechnungen der kirchlichen und Schul-Anstalten, die Ingrossations-Dokumente auf Provisoren und Juraten, die Duplikate der Kirchenbücher, aufbewahrt werden. Dasselbst ist auch ein Depositenkasten, unter dem Beschlufs des Offizials und des Anwaltes der geistlichen Güter, zu stellen, in welchem Dokumente, die in den Spezial-Kirchen-Archiven nicht mit Sicherheit aufzubewahren sein möchten, und abgelegte Kapitalien, bis zu deren Wiederbelegung, nach Vorschrift der Instruktion für die Provisoren, niederzulegen sind.

§. 37. Die Insinuation und Exekution der von dem Offizialat-Gerichte, in den nach §. 16. der Konvention vor dasselbe gehörigen Sachen, erlassenen Dekrete und Urtheile kann durch Requisition der Aemter geschehen; doch ist dem Offizialat-Gerichte auch unbenommen, dazu andere Wege einzuschlagen.

Von den vor dem Gerichtshofe des Offizialats verhandelten Sachen ist der Anwalt der geistlichen Güter, als Landesherrlicher Bevollmächtigter befugt, Kenntniß zu nehmen und die Einsicht der Akten zu verlangen.

In Fällen, wo er glaubt, daß der Gerichtshof seine Kompetenz überschritten, oder die wesentlichen Vorschriften des Oldenburgischen Prozefs-Reglements unbeachtet gelassen habe, hat er den Offizial darauf aufmerksam zu machen, und eventualiter an die Kommission zu berichten. Gegen den 1sten Februar hat das Offizialat-Gericht eine Liste der im verflo-

1831 senen Jahre erledigten und noch anhängigen Rechts-  
sachen an die Kommission einzusenden.

§. 38. Die von der geistlichen oberen Behörde ausgehenden Dispensationen in Ehesachen vom Aufgebote und Ehehindernissen, (unter welchen auch die nach den Bestimmungen der Bekanntmachung der Kommission der Römisch-Katholischen geistlichen Angelegenheiten vom 21. März 1818 erforderlichen Dispensationen vom halben Trauerjahr dem Offizial überlassen sind), bedürfen in dem Falle des Placet der Kommission, wenn die Dispensation gegen die in der Verordnung vom 8. März 1830 verbotenen Fälle gegeben wird. Der Ansatz der Dispenstations-Gebühren ist im Allgemeinen der Kommission zur Genehmigung vorzulegen.

§. 39. Kollisions-Fälle, zwischen Katholiken und Protestanten in Kirchen- und Schul-Angelegenheiten, werden vom Offizialat durch die Kommission mit dem protestantischen Konsistorium verhandelt; es mag von Anwendung der bestehenden Vorschriften auf einzelne Fälle oder von etwa in Vorschlag zu bringenden neuen Bestimmungen die Frage sein.

§. 40. Eben dieser Weg ist auch in Angelegenheiten gemischter Ehen einzuschlagen, namentlich wenn über Anwendung der Verordnung vom 12. Februar 1810 Zweifel entstehen. Die dem Offizialat-Gerichte in Ehesachen zustehende Gerichtsbarkeit kommt in solchen Fällen nur zur Anwendung, wenn der beklagte Theil der katholischen Konfession zugehörig ist, und der Grundsatz, daß die Frau dem Gerichtsstande des Mannes folge, findet darin nicht statt. Hat das Offizialat-Gericht bei einer gemischten Ehe auf lebenslange Scheidung von Tisch und Bette erkannt, so kann der protestantische Theil sich an das Konsistorium, mit der Bitte, für ihn die völlige Trennung des Ehebandes auszusprechen, und ihm die Eingehung einer anderweitigen Ehe zu gestatten, wenden.

§. 41. So wenig dem Uebertritt von einer christlichen Konfession zur andern, oder der Wahl nach eingetretenen Unterscheidungs-Jahren (dem zurückgelegten 14ten des Alters) ein Hinderniß entgegen steht, so ist es doch nicht schicklich, daß ein solcher Austritt aus der Kirche heimlich geschehe, und

es soll daher kein Geistlicher einen solchen Konver-1831  
titen ad sacra seiner Konfession wirklich zulassen,  
bevor derselbe ihm nicht eine Bescheinigung seines  
bisherigen Beichtvaters oder Religionslehrers ge-  
bracht hat, daß diesem der Austritt angezeigt  
worden.

§. 42. Sollten die Kommission und der Offizial  
sich über Gegenstände gemeinsamer Einwirkung oder  
die Gränzen derselbigen nicht verständigen können, so  
ist der Fall durch Bericht der einen oder andern Be-  
hörde zur Landesherrlichen Entschliessung zu stellen,  
welcher auch ein etwaiger recursus ab abusu vorbe-  
halten bleibt.

§. 43. Der Offizial und das Offizialat - Gericht  
und der Anwald der geistlichen Güter haben die Porto-  
freiheit für ihre Dienst-Korrespondenz mit der Kom-  
mission, den Aemtern, Pastoren, Juraten und Schul-  
lehrern, unter den Bestimmungen der Verordnung  
vom 5. Februar 1810. In den in Prozeß- und Pri-  
vat-Angelegenheiten bei ihnen ankommenden und  
abgehenden Schreiben, ist das Porto vorschriftsmäßig  
zu notiren, vom Sporteln-Rendanten zu erheben und  
abzuliefern.

§. 44. In Ansehung des Stempelpapiers hat sich  
das Offizialat nach der Redaktion der Stempelpapier-  
Verordnung von 1814 und den dieselbe erklärenden  
Verordnungen zu richten. In den, nach §. 13. jener  
Verordnung nicht ausgenommenen Fällen sollen alle  
Eingaben, Protokolle und auszufertigenden Verfügun-  
gen in Privat-Sachen auf Stempelpapier zu 4 Grote:  
Definitiv-Erkenntnisse aber auf Stempelpapier zu 18  
Grote geschrieben werden.

§. 45. Kirchen- und Schul - Angelegenheiten  
werden bei allen, sowohl administrativen als gericht-  
lichen Behörden frei vom Stempelpapier und Spor-  
teln behandelt; in sofern aber ein Gegner zu Erstat-  
tung der Kosten schuldig werden könnte, wird Alles  
notirt und eventualiter von demselben beigetrieben.  
In diesem Falle kommt auch dem Anwald der  
geistlichen Güter oder dessen Substituten das Deser-  
vit zu.

§. 46. Der Anwald der geistlichen Güter wird  
für alle zum Besten der frommen Stiftungen ihm  
aufgelegten Arbeiten, durch ein fixes Gehalt von 500

- 1831 Rthlr. honorirt, welches auf die jährlichen Einkünfte des fundirten Vermögens (mit Ausnahme der Fonds, woraus die Kirchen- und Schul-Bedienten ihre Einkünfte ziehen) jede 5 Jahre von neuem verhältnissmäßig vertheilt und nach dieser Vertheilung vierteljährig von den Provisoren an denselben portofrei eingesandt wird. Auch soll dem Anwalde der geistlichen Güter für die Verfertigung der Patrimonial-Fer-Bücher, nach Vollendung eines jeden, ein von der Kommission und dem Offizialate nach der Mühsamkeit der Arbeit zu bestimmendes Honorarium auf dem Fonds oder die Kommunal-Kasse angewiesen werden. Ueberdies werden ihm, wenn er in Amtssachen verreiset, freie Fuhr, und falls er nicht, auf Kirchen-Visitationen, defrayirt wird, drei Reichthaler tägliche Diäten vergütet. Schreibmaterialien erhält er auf Kosten der Offizialats-Sporteln-Kasse geliefert, und in Rechnungs-Sachen ist ihm der Sekretär des Offizialats zum Kalkuliren und Revisioniren, und der Kopiist überhaupt als Expenseträger gegen den Genuß der Kopialien aus der Offizialats-Sporteln-Kasse, zu Hülfe zu kommen schuldig. Auf ihn in allen Amtssachen der Offizialats-Bote beauftragt.

Auf dem Schlosse zu Oldenburg, den 5. April  
AUGUST.

VON BRANDENSTEIN  
LEXV

## 46.

*Traité entre la Prusse et la Principauté de Waldeck, concernant la cession de cette dernière au système des douanes des provinces prussiennes; du 16 Avril*

(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1831. Nr. 12. p. 15)

Seine Majestät der König von Preussen,  
Durchlaucht der Fürst zu Waldeck und Pyrmont



ben in der Absicht, die wechselseitigen Vorthelle eines freien Verkehrs, dessen Herstellung den neuerlich zwischen Preußen und anderen Deutschen Staaten abgeschlossenen Verträgen zum Grunde liegt, auf das Verhältniß der Fürstenthümer Waldeck und Pyrmont sowohl zu den Provinzen der Preussischen Monarchie, als auch in dessen Folge zu den mit dieser durch Zoll-Vereine und Handelsverträge verbundenen Deutschen Staaten auszudehnen, Unterhandlungen einleiten lassen, und hierzu als Bevollmächtigte ernannt:

Seine Majestät der König von Preußen:

Allerhöchst Ihren Geheimen Legationsrath Ernst Michaelis;

Seine Durchlaucht der Fürst zu Waldeck und Pyrmont:

Hochihren Geheimen Regierungsrath Ludwig Hagemann und

Hochihren Landrath Theodor Neumann;

von welchen, in Folge jener Unterhandlungen, mit Vorbehalt der Ratifikation, nachstehender Vertrag abgeschlossen worden ist.

ART. I. Vom Tage der Publikation gegenwärtiger Uebereinkunft an, soll; unbeschadet der Landesherrlichen Hoheitsrechte Seiner Durchlaucht des Fürsten zu Waldeck und Pyrmont, ein Verein des Fürstenthums Waldeck mit den westlichen Preussischen Provinzen zu einem Zollsysteme statt finden, wie solches in den gedachten Preussischen Provinzen durch das Gesetz vom 26sten Mai 1818, dessen Grundlagen ohne besondere Uebereinkunft nicht abgeändert werden sollen, und durch die seitdem erlassenen Bestimmungen und Erhebungs-Rollen festgesetzt ist, oder künftig noch durch gesetzliche Deklarationen und Erhebungs-Rollen weiter bestimmt werden wird.

Seine Fürstliche Durchlaucht werden zugleich in Ansehung der Abgaben von der Fabrikation des Branntweins und vom Braumalze, in Uebereinstimmung mit den deshalb in den westlichen Preussischen Provinzen bestehenden Gesetzen und Einrichtungen, solche Verfügungen ergehen lassen, als erforderlich sind, um auch in Ansehung dieser Erzeugnisse eine völlige Gleichstellung zwischen diesen Provinzen und dem Fürstenthume Waldeck in Ansehung des innern Verkehrs und der Verhältnisse zu den östlichen Provinzen

1881 der Preussischen Monarchie, desgleichen zum Auslande, eintreten zu lassen. Um jedoch dem Wunsche, die Branntwein-Fabrikationssteuer, wenn solche im Preussischen Staate besteht, vorerst noch nicht sofort in ihrem ganzen Betrage einzuführen, möglichst zu willfahren, erklärt sich die Königlich - Preussische Regierung hierdurch damit einverstanden, daß diese Besteuerung in den Branntwein-Brennereien des Fürstenthums Waldeck vorläufig während der nächsten drei Jahre nur zu zwei Dritttheilen ihres vollen gesetzlichen Betrages statt finde, in Folge dessen der Eingang des in dem Fürstenthume Waldeck gewonnenen Branntweins in die westlichen und östlichen Provinzen des Preussischen Staats während desselben Zeitraums mit einer Abgabe belastet bleiben wird, welche einem Dritttheile der Preussischen Fabrikationssteuer von diesem Artikel gleich kommt.

Sollte in der Folge etwa der Tabacksbau im Fürstenthume Waldeck in solcher Ausdehnung betrieben werden, daß zum Zwecke des gegenseitigen freien Verkehrs eine gleich große Besteuerung desselben, wie im Preussischen Staate, gewünscht werden sollte; so versprechen Seine Fürstliche Durchlaucht, auch in dieser Beziehung die erforderliche Gleichstellung der Abgaben eintreten zu lassen.

ART. II. Die Art und Weise der Abfassung und Verkündigung der in Gemäßheit obiger Bestimmungen in dem Fürstenthume Waldeck zu erlassenden Gesetze, die mit selbigen übereinstimmende Einrichtung der Verwaltung, insbesondere die Bildung des zu bewachenden Gränzbezirks gegen das Ausland, und die Bestimmung, Errichtung und amtliche Befugniß der erforderlichen Zoll- und Steuerämter, soll im gegenseitigen Einvernehmen, mit Hülfe der von beiden Seiten zu diesem Behufe zu ernennenden Kommissarien, angeordnet werden, wobei man möglichst darauf Bedacht nehmen wird, den Verkehr im Gränzbezirke, so viel es die Bestimmungen der Zollordnung zulassen, zu erleichtern.

Die im Fürstenthume Waldeck zu errichtenden Haupt- und Nebenzoll- und Steuerämter sowohl, als auch die bei selbigen anzustellenden Beamten sollen als gemeinschaftliche angesehen, erstere auch als solche bezeichnet werden.

**ART. III.** Die Fürstliche Regierung hat für die 1831.  
ordnungsmäßige Besetzung der in dem Fürstenthume  
Waldeck zu errichtenden gemeinschaftlichen Zoll- und  
Steuer-Aemter, und der erforderlichen Gränzaufseher-  
Stellen Sorge zu tragen. Die von derselben hierzu  
designirten Personen sollen einer von dem Provinzial-  
Steuerdirektor zu Münster zu veranlassenden Prüfung  
unterworfen, und, nachdem sie von demselben als  
qualifizirt angenommen, und mit Anstellungs-Legiti-  
mationen versehen worden, in der Art angestellt wer-  
den, daß sie von der Fürstlich-Waldeckischen Re-  
gierung für beide Landesherren in Eid und Pflicht  
genommen, und mit Anstellungspatenten oder Bestal-  
lungen versehen werden.

Eine Ausnahme hiervon findet in Hinsicht des  
Ober-Inspektors bei dem zu errichtenden Haupt-Zoll-  
amte, und der im Fürstenthume anzustellenden Ober-  
Kontroleurs dahin statt, daß, vorbehaltlich deren  
Verpflichtung für beide Landesherren durch die Fürst-  
lich-Waldeckische Regierung, ihre Ernennung und  
Bestallung lediglich der Königlich-Preussischen Re-  
gierung überlassen bleibt.

Die auf diese Weise angestellten Beamten werden,  
gleich den ausschließlich Preussischen Beamten der-  
selben Kategorie, aus Preussischen Kassen besoldet,  
die Gränzaufseher auch uniformirt und bewaffnet. Die  
Königlich-Preussische Regierung übernimmt in ein-  
tretenden Fällen sowohl die Pensionirung des gedach-  
ten Ober-Inspektors und der Ober-Kontroleurs, als  
auch, für die Dauer des Vertrages, diejenige der von  
Waldeck angestellten Beamten nach den für die Preussi-  
schen Beamten bestehenden Grundsätzen, wogegen sie  
aber auch den angeordneten Gehaltabzügen für den  
Pensionsfonds der Preussischen Staatsdiener unterwor-  
fen werden.

**ART. IV.** In allen Dienstangelegenheiten, ins-  
besondere auch in Absicht der Dienst-Disziplin, ste-  
hen die im Fürstenthume Waldeck angestellten Zoll-  
und Steuer-Beamten und Gränzaufseher unter denje-  
nigen Preussischen Beamten und Behörden, welche  
die Leitung des Zoll- und Steuerdienstes versehen.

Dagegen sind dieselben in allen Privat- und bür-  
gerlichen Angelegenheiten, ferner bei allen sogenann-  
ten gemeinen Vergehen, imgleichen bei Dienstver-

**1831** gehen, wegen welcher gegen ausschließlich Preussische Beamte derselben Kategorie eine förmliche gerichtliche Untersuchung nöthig sein würde, den Fürstlichen Gerichten unterworfen.

In dem Falle, daß ein in dem Fürstenthume Waldeck angestellter Zoll- oder Steuerbeamte, oder Gränzaufseher, aus disziplinarischen Gründen vom Amte zu suspendiren sein würde, imgleichen, wenn eine gegen ihn verhängte gerichtliche Untersuchung die Suspension erforderlich machen sollte, wollen Seine Fürstliche Durchlaucht in dieser Hinsicht den Königlich-Preussischen Provinzial-Steuerdirektor zu Münster, als von Höchsthohen dazu mitbeauftragt, dieselben Befugnisse, jedoch unter gleichzeitiger Benachrichtigung der Fürstlichen Regierung, ausüben lassen, zu welchen er unter denselben Umständen gegen ausschließlich der Preussischen Regierung verpflichtete Beamte gleicher Kategorie gesetzmäßig berechtigt ist.

Sollte der gedachte Königlich-Preussische Provinzial-Steuerdirektor sich veranlaßt finden, einen Waldeckischer Seits angestellten Beamten auf demselben Wege, welcher für die außergerichtliche Entlassung Preussischer Beamten vorgeschrieben ist, zur Entlassung zu bringen, so wird er darüber zuvor mit der Fürstlichen Regierung in Rücksprache treten.

Da auch nach Grundsätzen der Preussischen Verwaltung öfters der Fall eintritt, daß Zoll- oder Steuerbeamte im Interesse des Dienstes von einer Stelle zu einer andern versetzt werden; so ist der Königlich-Preussische Provinzial-Steuerdirektor befugt, in Fällen, wo er solche Versetzungen entweder unter den Beamten im Fürstenthume Waldeck, oder aus dem Fürstenthume Waldeck in das benachbarte Königlich-Preussische Gebiet und umgekehrt aus diesem in jenes, für nöthig im Interesse des Dienstes erachten sollte, unter vorgängiger Rücksprache mit der Fürstlichen Regierung hierzu zu schreiten. Die auf solche Weise zum Dienste in das Fürstenthum versetzten Beamten werden alsdann gleich ihren Vorgängern von der Fürstlichen Regierung nach den Bestimmungen des Artikels III. für das gemeinschaftliche Interesse verpflichtet, mit einer Ausfertigung des Verpflichtungsprotokolls versehen, und treten auf so lange, als sie ihren Dienst im Fürstenthume verwalten, gänzlich

in die Kategorie der dortigen gemeinschaftlichen 1831 Beamten.

Sollte die Fürstliche Regierung Ihrerseits aus besonderen und persönlichen Rücksichten die Versetzung eines oder des andern Zoll- oder Steuerbeamten aus dem Fürstenthume Waldeck für wünschenswerth halten; so wird solche auf diesfälligen Antrag von dem Provinzial-Steuerdirektor veranlaßt werden.

ART. V. Für die in dem Fürstenthume Waldeck einzurichtenden Zoll- und Steuer-Aemter wird die Fürstliche Regierung die erforderlichen Dienstgelassen auf eigene Kosten beschaffen und unterhalten, auch mit den nöthigen Utensilien versehen lassen, Dieselbe verpflichtet sich aber auch zu jeder erleichternden Mitwirkung, jedoch ohne Kostenübernahme, damit die zu der gemeinschaftlichen Dienstverwaltung gehörigen Beamten angemessene Wohnungen erhalten können.

ART. VI. Die Fürstliche Regierung verspricht, die Zollstraßen im Fürstenthume Waldeck in gutem, stets fahrbarem Stande zu unterhalten, auch hinsichtlich des Chaussee-Geldes, welches auf den bereits bestehenden oder noch anzulegenden Chausseen erhoben werden sollte, die in beiden Staaten als ein Maximum der Chausseegebühr anzusehenden Sätze des demnach in Preußen bestehenden allgemeinen Tarifs vom Jahre 1828 nicht zu überschreiten. Die Separaterhebungen von Thorsperr- und Pflastergeldern sollen im Fürstenthume Waldeck, so wie in Preußen, auf chaussirten Straßen da, wo sie noch bestehen, aufgehoben, und die Ortspflaster der Chausseestrecken dergestalt eingerichtet werden, daß davon nur die Chausseegelder nach dem allgemeinen Tarif zur Erhebung kommen.

ART. VII. Die von den Fürstlichen Unterthanen in dem Fürstenthume Waldeck verübten Zoll- und Steuervergehen sollen, insofern gegen die, nach vorgängiger summarischer Untersuchung erfolgte, administrative Entscheidung des Hauptzoll-Amtes oder der betreffenden Steuerbehörde auf förmliches gerichtliches Verfahren provozirt wird, von den Fürstlich-Waldeckischen Ober-Justizämtern im Auftrage des Fürstlichen Hofgerichts zu Korbach zur Untersuchung und Strafe gezogen werden. Die gegen die Erkenntnisse

1831 dieser Gerichte zulässigen Rechtsmittel werden bei dem Hofgerichte in Korbach verhandelt, wobei in den gesetzlich dazu geeigneten Fällen die Einholung eines weiteren Erkenntnisses bei der Fürstlichen Regierung zu Arolsen vorbehalten bleibt.

Seine Fürstliche Durchlaucht wollen die Anordnung treffen, daß in den gerichtlichen Untersuchungen das Interesse der gemeinschaftlichen Verwaltung durch einen fiskalischen Beamten gehörig wahrgenommen werde. Da es für das beiderseitige Interesse von besonderer Wichtigkeit ist, daß die vorkommenden Zoll- und Steuervergehen nach übereinstimmenden Grundsätzen beurtheilt und bestraft werden, so ist man für den Fall, daß eine Ungleichförmigkeit in den Erkenntnissen der in dieser Hinsicht kompetenten Königlich-Preussischen und Fürstlich-Waldeckischen Gerichte sich ergeben sollte, übereingekommen, sich über Maafsregeln zu vereinbaren, wodurch diesem Uebel abgeholfen, und die Gleichförmigkeit der Erkenntnisse sicher gestellt wird.

ART. VIII. Die Königlich-Preussische Regierung verspricht sich über diejenigen Einnahmen an Zollgefallen und andern Erträgen, welche in Folge der in vorstehender Art zu bewirkender Vereinigung des Fürstenthums Waldeck mit den westlichen Preussischen Provinzen zu einem Systeme der Zölle und der von der Fabrikation des Branntweins und vom Braumalze zu erhebenden Abgaben in den westlichen Preussischen Provinzen und in dem Fürstenthum Waldeck aufkommen werden, und hinsichtlich welcher die Fürstliche Regierung einen Mitgenuss in Anspruch zu nehmen hat, mit letzterer zu berechnen, und derselben diesen Antheil, welcher nach dem Verhältnisse der Seelenzahl des Fürstenthums zu derjenigen der westlichen Preussischen Provinzen ermittelt werden wird, baar zu gewähren. Dieser Antheil wird durch eine besondere Uebereinkunft zwischen ihrem Königlich-Preussischen Finanzministerium und der fürstlichen Regierung festgestellt, und, so weit er nicht durch Ueberweisung der bei den Zoll- und Steuerkassen im Fürstenthume aufkommenen reinen Einnahme gedeckt wird, in Quartal-Raten aus der Königl. Provinzialsteuerkasse zu Münster gezahlt werden.

**ART. IX.** Von allen für Seine Fürstliche Durchlaucht, Höchstdero Familie und Hofhaltung mit Fürstlichen Hofverwaltungs-Attesten in das Fürstenthum Waldeck eingehenden zollpflichtigen Gegenständen, werden die Gefälle nicht bei dem Eingange erhoben, sondern nur notirt und bei der nächsten Erhebung des Antheils Seiner Durchlaucht an den Saimt-Einkünften in baarem Gelde angerechnet werden. — Dasselbe soll auch hinsichtlich der für das Gräflich Waldeckische Haus zu Bergheim eingehenden Waaren statt finden.

Die abgabenpflichtigen Gegenstände, welche die Fürstliche Hofhaltung für den jährlichen Sommeraufenthalt in Pyrmont dahin mitzunehmen pflegt, sollen unter Anwendung der erforderlichen Vorsichtsmaassregeln abgabenfrei aus Waldeck nach Pyrmont und zurück geführt werden dürfen.

**ART. X.** Alle in Folge überwiesener Zoll- und Steuervergehen im Fürstenthume Waldeck angefallenen Geldstrafen und Konfiskate, verbleiben, nach Abzug des Denunzianten - Antheils, dem Fürstlichen Fiskus, und bilden keinen Gegenstand der gemeinschaftlichen Einnahmen, wogegen aber auch die Versorgung der Wittwen und Waisen der von der Fürstlichen Regierung zum gemeinschaftlichen Dienste angestellten Zoll- und Steuerbeamten und Gränzaufseher derselben überlassen bleibt.

Die Ausübung des Begnadigungs- und Strafwandlungs-Rechts über die wegen verschuldeter Zoll- und Steuervergehen in dem Fürstenthume Waldeck verurtheilten Personen, ist Seiner Fürstlichen Durchlaucht vorbehalten, jedoch kann der Straferlass leicht auf den gesetzlichen Denunzianten - Antheil ausgedehnt werden.

**ART. XI.** Seine Fürstliche Durchlaucht beabsichtigen, auch in Ansehung des Salzverkaufs den Einrichtungen der Königlich-Preussischen Regierung sich völlig anzuschließen, und werden diesen Anschluß, sobald es die Verhältnisse gestatten, ins Werk setzen. Seine Königliche Majestät ertheilen Seiner Fürstlichen Durchlaucht für diesen Fall die Zusicherung vollständiger Theilnahme an dem Reinertrage des Salzdebts in den westlichen Provinzen und in dem Fürstenthume Waldeck in dem Verhält-

1831 nisse der Bevölkerung des letzteren zu derjenigen der ersteren. Das Nähere hierüber wird Gegenstand künftiger Vereinbarung zwischen beiderseitigen Regierungen werden.

ART. XII. Von dem Tage der Ausführung gegenwärtiger Uebereinkunft an, wird zwischen den westlichen Preussischen Provinzen und dem Fürstenthume Waldeck ein völlig freier Verkehr unter folgenden Ausnahmen, statt finden.

A. Die Einfuhr des Salzes aus dem Fürstenthume Waldeck in die westlichen Preussischen Provinzen, bleibt für jetzt und bis zu der im vorhergehenden Artikel XI. vorbehaltenen Einfuhrung der Preussischen Salzregie verboten. Um bis dahin den Einwohnern des Fürstenthums Waldeck ihren Salzbedarf zu sichern, wird ein, dem zu 16 Pfand Salz für den Kopf der Bevölkerung angenommenen jährlichen Bedarfe entsprechendes Quantum, nach der freien Wahl der Fürstlichen Regierung, entweder aus der Saline zu Pyrmont nach dem Fürstenthume Waldeck abgabefrei durch - oder unter gehöriger Kontrolle und gegen Entrichtung der allgemeinen Eingangsabgabe von einem halben Thaler für den Zentner aus dem Auslande eingelassen, oder aus den im Preussischen zunächst belegenen Privat-Salinen zu Westerkotten, Salzkotten und Sassendorf, für den nämlichen Preis, den die Preussische Regierung dasselbst bezahlt, verabfolgt werden. Die weiteren Verabredungen hierüber, so wie wegen der dabei zu nehmenden Kontrol-Maafsregeln bleiben den im Artikel II. gedachten beiderseitigen Kommissarien überlassen.

B. Hinsichtlich des Eingangs des im Fürstenthum Waldeck gewonnenen Branntweins in das Preussische Gebiet wird auf die im Art. I. deshatb enthaltene Bestimmung Bezug genommen.

C. Das Einbringen der Spielkarten aus dem Fürstenthume Waldeck in das Preussische Gebiet, so wie aus diesem in jenes, ist verboten. Da indessen in dem Fürstenthume Waldeck Spielkarten nicht angefertigt werden, wobei es auch in Zukunft verbleiben soll, so wird die Königlich-Preussische Regierung eine dem Bedürfniss entsprechende Quantität Spielkarten abgabefrei in das Fürstenthum eingehe-



lassen, deren nähere Bestimmung, nebst der deshalb 1831 erforderlichen Kontrolle, besonderer Verabredung vorbehalten bleibt, und verspricht die Fürstliche Regierung, diese Spielkarten der bisher schon im Fürstenthume bestandenen Stempelabgabe auch ferner zu unterwerfen.

D. Bei dem Eingange von Mehl, Getreide und Fleisch aus dem Fürstenthume Waldeck in eine der Preussischen Städte, wo Mahl- und Schlachtsteuer für Rechnung des Staats erhoben wird, ist diese Abgabe eben so, wie von den gleichartigen Preussischen Erzeugnissen zu entrichten, und umgekehrt wird ein Gleiches in den Städten im Fürstenthume Waldeck gelten, wo eine ähnliche Abgabe etwa erhoben werden sollte.

E. Dergleichen Abgaben, welche von gewissen inländischen Erzeugnissen für Rechnung einer Stadt bei dem Einbringen in dieselbe erhoben werden, unterliegen auch Waaren derselben Art, welche aus dem Fürstenthume Waldeck in eine zu jener Erhebung befugte Preussische Stadt, oder umgekehrt aus den westlichen Preussischen Provinzen in eine gleichmäÙig befugte Stadt des Fürstenthums Waldeck eingebracht werden.

Da die Einführung neuer oder erhöhter Abgaben der Art, wovon vorstehend unter D und E die Rede ist, den gegenseitigen Verkehr belästigt, so wird die Fürstlich-Waldeckische Regierung nicht ohne das Einverständnis der Preussischen Regierung dazu schreiten, welche jedoch ihre Zustimmung nicht versagen wird, wenn die einzuführenden oder zu erhöhenden Abgaben die Sätze der gleichartigen Preussischen Abgaben nicht übersteigen.

ART. XIII. Die für die Fürstlichen Unterthanen in dem Fürstenthum Waldeck mit der Post ankommenden Waaren sollen gleichen Begünstigungen und Beschränkungen mit denen unterliegen, welche für die Königlichen Unterthanen bestimmt sind.

ART. XIV. Da die in den Königlich-Preussischen Staaten am höchsten besteuerten ausländischen Waaren, namentlich Kolonial-Waaren aller Art, Weine und Ellenwaaren, in dem Fürstenthume Waldeck bisher mit keiner, oder, wie beim Weine der Fall ist, theilweise mit einer nur geringen Abgabe

1831 belegt gewesen sind, und frei aus dem Auslande haben bezogen werden können, mithin, wenn die Preussische Gränzbewachung gegen das Fürstenthum wegfällt, den Königlichen Kassen ein bedeutender Verlust aus der Einführung unverteuerter Waaren-Bestände von dort her in die westlich Preussischen Provinzen erwachsen könnte: so erklärt sich die Fürstliche Regierung bereit, sobald als möglich und noch ehe der gegenwärtige Vertrag in Vollzug gesetzt wird, alle Bestände fremder Waaren in dem Fürstenthume Waldeck aufzuzeichnen, und von diesen Vorräthen beim Vollzuge des Vertrags die Eingangs-Abgabe nach dem allgemeinen Tarif, jedoch nach Abzug der davon, wie namentlich bei dem Weine, etwa bereits entrichteten Akzise, nachzahlen zu lassen, in sofern der Besitzer nicht vorzieht, sie sofort und unter gehöriger Kontrolle wieder in das Ausland auszuführen.

Einer gleichen Aufnahme sollen auch die in dem Fürstenthume vorhandenen Salzvorräthe zu dem Zwecke unterworfen werden, um sie entweder auf das nach Art. XII. A. abgabenfrei in das Fürstenthum einzulassende Salzquantum in Anrechnung zu bringen, oder, falls etwa die im Art. XI. vorbehaltene Einführung der Salzregie sofort bei Vollziehung des Vertrages zu Stande kommen sollte, der Nachversteuerung eben so, wie hinsichtlich der hochbesteuerten ausländischen Waaren vorstehend verabredet worden ist, zu unterwerfen.

Ueber die Art und Weise der Aufnahme, und wie weit dabei nach Bewandniß der Umstände zu gehen sein dürfte, ingleichen über die den Waaren-Inhabern zu bewilligenden Zahlungsfristen, wird jene besondere Vereinbarung vorbehalten, der Ertrag der Nachversteuerung aber der Königlich-Preussischen und der Fürstlich-Waldeckischen Regierung zu gleichen Theilen zufallen.

ART. XV. Sogleich nach Publikation des gegenwärtigen Vertrags soll von Unterthanen des Preussischen Staats und des Fürstenthums Waldeck, welche in dem Gebiete des andern kontrahirenden Theils Handel und Gewerbe treiben, oder Arbeit suchen, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleich-

mässig die eignen Unterthanen derselben Art unterworfen sind. 1831

Desgleichen sollen Fabrikanten und andere Gewerbetreibende, welche blofs zum Ankaufe von Gegenständen für ihr eigenes Gewerbe, oder Handlungs-Reisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich zu führen und Bestellungen zu suchen berechtigt sind, auch sich als Inländer diese Berechtigung in dem einen Staate durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, in dem andern Staate deshalb keine weiteren Abgaben entrichten, vielmehr die etwa erforderlichen Konzessionen oder Gewerbscheine unentgeltlich erhalten.

Endlich sollen, aufser den in dem vorhergehenden Artikel XII. erwähnten Beschränkungen, die Unterthanen in den beiderseitigen Landestheilen ihre Waaren frei von Abgaben auf die Märkte bringen, und hierzu einer besonderen Konzession oder Legitimation, oder eines Gewerbscheines für diesen Theil des Handels- und Gewerbe-Verkehrs, nicht bedürfen.

Art. XVI. In Hinsicht des Verkehrs zwischen dem Fürstenthume Waldeck und den östlichen Preussischen Provinzen kommen gegenseitig in allen und jeden Beziehungen, namentlich in Ansehung der aus dem Fürstenthume Waldeck in die gedachten östlichen Provinzen eingehenden Naturprodukte und Fabrikate, völlig dieselben Grundsätze in Anwendung, welche zwischen diesen und den westlichen Preussischen Provinzen gelten.

Die völlige Gleichstellung mit den Preussischen Unterthanen rücksichtlich des Verkehrs und Gewerbebetriebes, wird den Einwohnern des Fürstenthums Waldeck auch gegenseitig in Beziehung zu allen mit der Preussischen Monarchie durch Zoll- oder Handelsverträge verbundenen Deutschen Bundestaaten, in Gemässheit der zwischen Preussen und diesen Staaten geschlossenen Zoll- und Handelsverträge zu Statuten kommen.

Art. XVII. Für den Fall, daß in der Folge die Verhältnisse es gestatten sollten, das von dem Zollverbande der westlichen Preussischen Provinzen zur Zeit noch ausgeschlossene Preussische Amt Lügde in diesen Zollverband zu ziehen, soll auch das Für-

**1831** stenthum Pyrmont nach Analogie der in dem gegenwärtigen Vertrage angenommenen Grundsätze in diesen Verband aufgenommen werden. Die näheren Bestimmungen hierüber werden alsdann Gegenstand einer weiteren Verabredung und Uebereinkunft der beiderseitigen Regierungen sein.

In Rücksicht auf diesen eventuellen Beitritt sollen dem Fürstenthume Pyrmont einstweilen in seinem Verkehr mit den Preussischen Staaten alle diejenigen Erleichterungen zu Theil werden, deren das Amt Lügde hinsichtlich seines Verkehrs mit der innerhalb der Preussischen Zolllinie liegenden Provinzen genießt.

Namentlich wird daher den Einwohnern des Fürstenthums Pyrmont gestattet sein, ihre rohen Naturerzeugnisse des Landes und der Viehzucht, so wie die erweislich bloß aus dort erzeugten Stoffen verfertigten Waaren, ganz abgabenfrei über die Zolllinie einzuführen; auch wird dem Pyrmonter Mineralwasser die Freiheit von dem tarifmäßigen Eingangszolle für den Ein- und Durchgang zugestanden. Hinsichtlich solcher Eingangserleichterungen, die für Pyrmonter Fabrikate, welche ganz oder zum Theil aus fremden Stoffen gefertigt werden, etwa gewünscht werden möchten, bleibt der Fürstlichen Regierung vorbehalten, mit dem Königlichen Provinzial-Steuerdirektor in Münster in Kommunikation zu treten.

**ART. XVIII.** Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird vorläufig bis zum Schlusse des Jahres 1837 festgesetzt. Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe dieses Zeitraumes von der einen oder der andern Seite keine Aufkündigung, so soll er als auf fernere sechs Jahre und so fort von sechs zu sechs Jahren verlängert, angesehen werden.

Dieser Vertrag soll unverzüglich zur Allerhöchsten und Höchsten Ratifikation vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden, spätestens binnen acht Wochen bewirkt werden.

Zu Urkund dessen ist dieser Vertrag von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und unterschiegelt worden.

So geschehen Berlin den 16ten April 1831.

ERST MICHAELIS. LUDWIG HAGEMANN.  
THEODOR NEUMANN.

Der vorstehende Vertrag ist von Seiner Majestät 1831 dem Könige und von Seiner Durchlaucht dem Fürsten zu Waldeck und Pyrmont am 16ten Juni c. ratifizirt und sind die Ratifikations - Urkunden ausgetauscht worden.

## 47.

*Déclaration ministérielle du 1 Mai 1831 concernant l'abolition concertée entre l'Autriche et la Prusse de toute différence dans le traitement des navires respectifs et de leurs cargaisons dans les ports Prussiens et Autrichiens.*

(Gesetz - Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1831 No. 6. p. 61.).

Nachdem Seine Majestät der König von Preußen und Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich in dem Wunsche übereingekommen sind, durch gegenseitige Aufhebung alles Unterschiedes in der Behandlung der beiderseitigen Schiffe und deren Ladungen in Allerhöchst Ihren Häfen, zur Beförderung des Handelsverkehrs Allerhöchst Ihrer hierbei betheiligten Unterthanen beizutragen; so erklärt das unterzeichnete Ministerium hierdurch in Folge Allerhöchsten Auftrags, und in Erwiderung der von dem Kaiserlich - Oesterreichischen Ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister Grafen von Trauttmannsdorf, Namens Seiner Majestät des Kaisers von Oesterreich, rücksichtlich der Preussischen Schiffe ausgestellten gleichen Zusicherung:

daß in den Preussischen Häfen die Oesterreichischen Schiffe bei ihrem Einlaufen wie bei ihrer Abfahrt, hinsichtlich aller Hafen-, Tonnen-, Leuchthurn-, Lootsen - und Bergegelder und überhaupt hinsichtlich aller anderen, jetzt oder künftig der

1831 Staats-Kasse, den Städten oder Privat-Anstalten zufließenden Lasten oder Abgaben irgend einer Art oder Benennung, auf ganz gleichem Fusse mit den Preussischen Schiffen behandelt, auch die auf Oesterreichischen Schiffen ein- oder ausgeführten Waaren keinen höheren oder anderen Abgaben irgend einer Art, als die auf Preussischen Schiffen ein- oder ausgeführten Waaren zu erlegen haben, unterworfen werden sollen.

Die Wirksamkeit dieser Gleichstellung soll vom 1sten April des laufenden Jahres ab beginnen, und sich bis zum 1sten April 1841 erstrecken, alsdann aber, wenn nicht ein Jahr vor letzterem Zeitpunkt von einer oder der andern Seite eine Aufkündigung erfolgt sein sollte, noch ferner bis nach Ablauf eines Jahres, nach geschehener Aufkündigung, bestehen bleiben.

Berlin den 1sten Mai 1831.

*Königlich-Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

V. SCHÖNBERG.

Vorstehende Ministerial-Erklärung, wird, nachdem solche gegen eine übereinstimmende, von dem hiesigen Kaiserlich-Oesterreichischen Gesandten unter demselben Datum vollzogene Erklärung ausgetauscht worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntniß gebracht.

Berlin den 3ten Mai 1831.

*Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

V. SCHÖNBERG.

## 48.

### *Déclaration concernant une convention sur la franchise d'émigration entre l'Espagne et la Saxe royale conclue le 3 Mai 1831.*

(Gesetz-Sammlung für das Königreich Sachsen 1831. 28step Jul. Nr. 26. — *Neueste Staatsakten* Bd. 25. p. 354.)

Nachdem zwischen den Königlichen Regierungen von Sachsen und von Spanien, eine die Freizügigkeit

zwischen den beiderseitigen Staaten, feststellendes Abkommen getroffen worden ist, so wird auf Allerhöchsten und Höchsten Befehl, der Inhalt der hierüber unterm 3ten vorigen Monats gegenseitig ausgewechselten Deklarationen, mittelst der hier angefügten Uebersetzung, andurch zur öffentlichen Kenntniß gebracht und haben sämtliche Behörden, so wie überhaupt Alle, die es angeht, sich darnach gebührend zu achten.

Dresden, am 18ten Junius 1831.

*Königlich-Sächsischer Geheimerrath:*

NOSTIZ und JAENKENDORF.

ADOLPH VON WEISSENBACH.

*Uebersetzung der zwischen der Königlich-Sächsischen und der Königlich-Spanischen Regierung ausgewechselten Freizügigkeit-Deklaration.*

Nachdem die Königlichen Regierungen von Sachsen und Spanien übereingekommen sind, die Art der Erwerbung und Ausführung der hinkünftig den Sächsischen Unterthanen in den Staaten Seiner Katholischen Majestät, oder den Spanischen Unterthanen im Königreiche Sachsen zufallenden Güter auf einen gleichen Fuß zu ordnen, so findet sich der Unterzeichnete ermächtigt zu erklären und erklärt hiermit: daß das Heimfallsrecht und der Abschoß, wie solche im Königreich Sachsen — in den Staaten Seiner Katholischen Majestät — bestanden haben, oder noch bestehen möchten, hinsichtlich der den Unterthanen Sr. Katholischen Majestät — den Sächsischen Unterthanen — in diesen Landen zufallenden Erbschaften, aufgehoben sein sollen, und daß die Spanischen — Sächsischen — Unterthanen demnach alles ihnen in Sachsen — Spanien — es sei durch Erbschaft ab intestato, durch letztwillige Verordnung, oder durch jedes andere unter Lebendigen, oder auf den Todesfall geschlossene Geschäft, zukommende bewegliche oder unbewegliche Eigenthum, Schuldforderungen u. s. w. erwerben, besitzen, auf Andere übertragen und ausführen mögen, ohne deshalb zu wesentlichem Aufenthalte in Sachsen, — Spanien — noch zu Erlangung von Naturalisationsbriefen verbunden zu sein; und daß

1831 dieselben hinsichtlich der dem Fiskus, einzelnen Gemeinheiten und Stiftungen zu entrichtenden Abgaben und Gefälle, als die Stempelsteuer und die Abgabe für das Armuth, wie die eingeborenen Sächsischen — Spanischen — Unterthanen, welchen sie hierdurch völlig gleichgestellt werden, behandelt werden sollen.

Diese Erklärung wird, nach erfolgter Auswechsellung gegen eine gleichlautende von Seiten des Königlich-Spanischen — Königlich-Sächsischen — Hofes vom Tage der Unterzeichnung an, rücksichtlich aller anhängigen, oder sich ereignenden Successionsfälle in Vollziehung gebracht werden.

So geschehen, Dresden, am 3ten Mai 1831.

Der Kabinetminister u. Auf Spezialbefehl Seiner  
Staatssekretär der auswärtigen Angelegenheiten des Majestät des Königs von  
Königreichs Sachsen u. s. w. Spanien, der Spanische  
Geschäftsträger am Königl.  
Sächsischen Hofe.

JOH. VON MINCKWITZ.

*Chevalier d'AGUILA.*

## 49.

*Traité entre la Prusse et la principauté d'Anhalt-Bernbourg, concernant le renouvellement des traités relatifs à l'accession des différentes possessions d'Anhalt-Bernbourg au système d'impôts indirects Prussien; du 17 Mai 1831.*

(Gesetz - Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1831. Nr. 7. p. 53.)

**D**a die Dauer der mit Seiner ältestregierenden Herzöglichen Durchlaucht zu Anhalt, wegen des Beitritts mit den verschiedenen Landestheilen des Herzogthums Anhalt - Bernburg zu dem Preussischen indirekten



Steuersysteme abgeschlossenen Verträge, mit dem Ende 1831 des vorigen Jahres abgelaufen, es aber die Absicht der kontrahirenden Theile ist, diese Verträge zu verlängern und nur bei einzelnen Bestimmungen für die neue Zeitperiode Abänderungen zu treffen; so haben zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preußen:

Allerhöchst-Ihren Geheimen Legations-Rath Albrecht Friedrich Eichhorn, Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adler - Ordens dritter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes zweiter Klasse am weissen Bande u. s. w. und

Seine ältestregierende Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt:

Höchst-Ihren Geheimen Legations-Rath Friedrich Wilhelm Ludwig Freiherrn von Salmuth; welche, nach vorausgegangener Unterhandlung, über nachstehende Artikel, unter Vorbehalt der Genehmigung übereingekommen sind.

ART. I. Die wegen des Beitritts Seiner Durchlaucht des ältestregierenden Herzogs zu Anhalt mit den einzelnen Theilen des Herzogthums zu dem Preussischen indirekten Steuersysteme abgeschlossenen Verträge, namentlich:

1. der Vertrag vom 10ten October 1823 wegen Beitritts mit dem obern Herzogthume;
2. der Vertrag vom 10ten October 1823, wegen Beitritts mit dem Amte Mühlingen;
3. der Vertrag vom 17ten Juni 1826, wegen Beitritts mit dem untern Herzogthume;

sollen vom 1sten Januar d. J. ab, bis zu Ende des Jahres 1839, mit nachstehenden Abänderungen und Zusätzen, verlängert werden.

ART. II. Von der Verkündigung der gegenwärtigen Uebereinkunft ab, soll von Königlich-Preussischen und Herzoglich-Anhalt-Bernburgischen Unterthanen, welche im Gebiete des andern kontrahirenden Theils Handel und Gewerbe treiben, oder Arbeit suchen, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichfalls die eigenen Unterthanen derselben Art unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und andere Gewerbetreibende, welche bloß für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe von Waaren machen, oder

1831 Handlungsreisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen und Bestellungen zu suchen berechtigt sind, auch sich als Inländer dieser Berechtigung in dem einen Gebiete durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, in dem andern Gebiete deshalb keine weiteren Abgaben entrichten.

Endlich sollen die Unterthanen in den beiderseitigen Landen ihre Waaren auf die Märkte bringen können, ohne dieses Theils ihres Gewerbes wegen einer besondern Konzession, oder Legitimation oder eines Gewerbescheines zu bedürfen.

ART. III. Da die im Artikel XIV. des Vertrages vom 10ten October 1823, wegen Beitritts mit dem oberen Herzogthume Anhalt - Bernburg, Artikel IV. des Vertrages vom 10ten October 1823, wegen Beitritts mit dem Amte Mühlungen, und Artikel X. des Vertrags vom 17ten Juni 1826, wegen Beitritts mit dem unteren Herzogthume enthaltenen Verabredungen in Beziehung auf die gegenseitige Freiheit des Verkehrs mit solchen inländischen Erzeugnissen, welche einer Verbrauchssteuer unterliegen, der gehegten Erwartung nicht völlig entsprochen haben, so sind die kontrahirenden Theile über folgende Bestimmungen übereingekommen, welche gleich nach Verkündigung der gegenwärtigen Uebereinkunft in Vollzug gesetzt werden sollen:

1. Die Herzoglich - Anhalt - Bernburgische Regierung wird die Maischsteuer und zwar mittelst derselben Gesetze, wonach sie bereits in allen übrigen Theilen des Herzogthums erhoben wird, auch im Amte Koswig am 1sten Juli d. J. einführen.
2. Demnächst wollen Seine Herzogliche Durchlaucht die erforderlichen Verfügungen ergehen lassen, damit vom 1sten Juli d. J. an, eine Gemeinschaft der Einnahme an Maischsteuer in den östlichen Preussischen Provinzen und im ganzen Herzogthume Anhalt - Bernburg statt finden könne.
3. Da, besonders mit Rücksicht auf das Gewerbe und den Verkehr ihrer Unterthanen, beide kontrahirende Theile ein Interesse dabei haben, daß die Besteuerung des Branntweins in jedem Lande genau nach den darüber erlassenen Vorschriften in Ausführung gebracht werde, so wollen sie

sich gegenseitig die Befugniß einräumen, Beamte abzuordnen, welche sich von der richtigen Erhebung und Kontrolle der Getränke-Abgaben in dem andern Gebiete Ueberzeugung verschaffen sollen.

4. Was zur Ausführung der diesfälligen Bestimmungen (1. 2 und 3.) erforderlich ist, soll durch besondere, von beiden Seiten zu ernennende Kommissarien berathen, verabredet und demgemäß angeordnet werden.
5. Der gesammte Ertrag der Maischsteuer in den östlichen Preussischen Provinzen und dem Herzogthume Anhalt-Bernburg soll vermittelt einer, nach der Seelenzahl aufzustellenden Berechnung, zwischen beiden kontrahirenden Theilen, in der Art zur Theilung kommen, daß die Netto-Einnahme in den beiderseitigen Landen jährlich gegenseitig vorgelegt und nach der Vorlksmenge durch Vergütung des Minder-Ertrages in der einen oder anderen Kasse ausgeglichen wird.
6. Die Verordnungen, wonach gegenwärtig im ganzen Umfange des Herzogthums Anhalt-Bernburg eine Abgabe vom Bier erhoben wird, sollen ohne Zustimmung der Königlich-Preussischen Regierung nicht abgeändert werden können.
7. Wenn Taback im Umfange des Herzogthums Anhalt-Bernburg gebaut wird, so soll dieser derselben Abgabe, wie der in den Königlich-Preussischen Landen erzeugte, unterworfen sein.

ART. IV. Der Berechnung des Antheils Seiner Herzoglichen Durchlaucht an dem Einkommen von denjenigen Abgaben, welche an der äußern Gränze erhoben werden, soll für die ersten drei Jahre vom 1sten Januar d. J. ab, das Ergebniß der letzten im obern und untern Herzogthume, imgleichen im Amte Mühlungen abgehaltenen Volkszählung zu Grunde gelegt, auch in der Folge diese Volkszählung von drei zu drei Jahren erneuert und demgemäß der Antheil Seiner Herzoglichen Durchlaucht auch fernerhin berechnet werden. Auch soll, mit Rücksicht auf die heute abgeschlossene besondere Uebereinkunft, wegen gegenseitiger Aufhebung des Elbzolls, bei Anwendung der übrigen allgemeinen Grundsätze der Berechnung, wie solche im Artikel III und IV. des Vertrages vom

1831 10ten October 1823, bestimmt sind, kein Unterschied zwischen dem oberen Herzogthume und dem untern Herzogthume Anhalt-Bernburg, mit Inbegriff des Amtes Mühlungen, statt finden.

ART. V. Der Artikel XII. des Vertrages, wegen Beitritts mit dem untern Herzogthume vom 17ten Juni 1826, wonach Seine Herzogliche Durchlaucht Sich vorläufig das Recht der Forterhebung der Elb- und Saalzölle vorbehielten, wogegen es auch der Königlich-Preussischen Regierung überlassen blieb, von den unmittelbar nach dem untern Herzogthume gehenden oder daher kommenden Schiffen den Elb- und Saalzoll erheben zu lassen, tritt in Folge der heute abgeschlossenen Uebereinkunft wegen gegenseitiger Aufhebung des Elbzolles vom 1sten Juli d. J. an, ganz aufser Kraft.

ART. VI. So weit einzelne Verabredungen des Vertrages vom 10ten October 1823, wegen Beitritts mit dem obern Herzogthume in Folge des späteren Beitritts mit dem untern Herzogthume Anhalt-Bernburg aufser Kraft gekommen sind, hat es, wie sich von selbst versteht, unter vorausgesetzter Fortdauer jenes Beitritts, auch ferner sein Bewenden.

ART. VII. Handelsverträge, welche zwischen Preussen und anderen Staaten abgeschlossen werden und das Interesse der Herzoglich-Anhalt-Bernburgischen Unterthanen berühren, sollen in ihren Folgen den gedachten Unterthanen eben so, wie den Königlich-Preussischen, zu Statten kommen.

ART. VIII. Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe der gegenwärtigen Uebereinkunft von der einen oder der andern Seite keine Aufkündigung, so soll dieselbe als stillschweigend bis zum Ablaufe von abermals neun Jahren und sofort verlängert angesehen werden.

Zu Urkund dessen ist diese Uebereinkunft von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt worden.

Berlin, den 17ten Mai 1831.

ALBRECHT FRIEDRICH EICHHORN.

FRIEDRICH WILH. LUDW. Frhr. v. SALMUTH.

Der vorstehende Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige unter dem 19ten Mai und von Seiner

Durchlaucht, dem ältestregierenden Herzoge von An-1831  
halt unter dem 20sten ejusdem ratifizirt und die Ra-  
tifikations-Urkunden sind am 30sten desselben Mo-  
nats zu Berlin ausgewechselt worden.

50.

*Traité entre la Prusse et le duché  
d'Anhalt-Bernbourg pour régler les  
droits de navigation sur la Saale;  
du 17 Mai 1831.*

(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten, 1831. Nr. 7. p. 57.)

Nachdem durch Artikel XXXII. der Elbschiffahrts-Akte vom 23sten Juni 1821, verabredet worden, daß die Anwendung und Ausdehnung der in derselben enthaltenen Bestimmungen auf Nebenflüsse, welche das Gebiet verschiedener Staaten trennen oder durchströmen, so weit nicht besondere Umstände entgegenstehen, den betreffenden Staaten zum besondern Abkommen überlassen bleiben solle, die diesfällige Verabredung auch bei der Saale, als Nebenflusse der Elbe, bis auf die Regulirung der Schiffahrts-Abgaben, wesentlich in Ausführung gekommen ist, die Feststellung dieser Abgaben aber bisher in den besonderen, zwischen Preussen und Anhalt-Bernburg bestehenden Verhältnissen mancherlei Schwierigkeiten gefunden hat; so haben Seine Majestät der König von Preussen und Seine ältestregierende Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt, in der Absicht diese Schwierigkeiten zu beseitigen und die Benutzung der Saale für Handel- und Schiffahrt auf alle Weise zu erleichtern, Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preussen:  
Allerhöchst-Ihren Berg-Hauptmann Franz Wilhelm  
Werner Freiherrn von Veltheim, Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens dritter Klasse,  
Inhaber des eisernen Kreuzes zweiter Klasse am  
weißen Bande; und

1831 Seine ältestregierende Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt:

Höchst-Ihren Geheimen Legations-Rath Friedrich Wilhelm Ludwig Freiherrn von Salmuth, welche auf den Grund der vorausgegangenen Unterhandlungen, nachfolgende Uebereinkunft verabredet und, unter Vorbehalt der Genehmigung, abgeschlossen haben.

ART. I. Sämmtliche bisher auf der Saale bestandene Zollabgaben, so wie auch jede unter was immer für Namen bekannte, Erhebungen und Auflagen, womit die Schifffahrt dieses Flusses bisher im Preussischen und Anhalt-Bernburgischen Gebiete belastet war, sollen vom 1sten Juli d. J. an, mit der in dem folgenden Artikel (II) bestimmten Ausnahme, sowohl in Verkehr zwischen den beiderseitigen Gebieten, als in dem Verkehr eines derselben durch das andere mit dem Auslande und umgekehrt, und zwar für die ganze Strecke des Flusses von dem Punkte an, wo er überhaupt schiffbar ist, bis zu dessen Einnündung in die Elbe, fernerhin nicht mehr entrichtet werden.

ART. II. Vom 1sten Juli d. J. an, soll rückichtlich des vorbemerkten Verkehrs (Art. I.) nur noch erhoben werden können:

a. auf Preussischem Gebiete:

1. ein Schleusengeld in dem Betrage und in der Art, wie solches durch die Verordnung vom 31sten Dezember 1826 und den ihr beigefügten Tarif (Königlich-Preussische Gesetz-Sammlung Jahrgang 1827 Stück 2. Seite 3.) bestimmt ist;
2. ein Seilgeld, wie solches 1815 erhoben worden, und zwar von fünf Silbergroschen von jedem Fahrzeuge, für welches das Seil gesenkt wird,

b. auf Anhalt-Bernburgischem Gebiete:

1. ein Schleusengeld bei Bernburg in den Fällen, wo solches bisher entrichtet wurde, jedoch nur nach dem dieser Uebereinkunft beiliegenden Tarif;
2. ein Seilgeld zu Grofs-Wirschleben mit 4 Ggr. von jedem Fahrzeuge, für welches das Seil gesenkt wird.

ART. III. Unter den Abgaben, wovon der Artikel I. handelt, sind die Eingangs- u. Ausgangs-Abgaben und Verbrauchssteuern nicht begriffen, mit wel-

chen einem jeden kontrahirenden Theile das Recht<sup>1831</sup> verbleibt, die in sein eigenes Landesgebiet ein- und aus demselben auszuführenden Waaren, sobald sie den Fluß verlassen haben, oder noch nicht auf den Fluß gekommen sind, nach seiner Handelspolitik zu belegen, sofern nicht hierüber die besondern zwischen den kontrahirenden Theilen abgeschlossenen Zoll-Verträge über die Anschließung Anhalt-Bernburgs an das Preussische indirekte Steuersystem ein Anderes bestimmen.

ART. IV. Nachdem Preussen mit großem Kosten-Aufwande die Saale noch in letzter Zeit auf einer großen Strecke, wo sie es bisher noch gar nicht war, schiffbar gemacht hat und auch die Anhalt-Bernburgischen Unterthanen zur Benutzung der Schifffahrt auf der für dieselbe neu gewonnenen Flußstrecke gleich den Preussischen Unterthanen, zuläßt, so verpflichtet sich Anhalt-Bernburg um so bereitwilliger, auch alle auf seinem Gebiete, in diesem Flusse sich etwa findenden Schifffahrts Hindernisse zu beseitigen und insbesondere die Schleuse bei Bernburg stets in ganz brauchbarem Stande zu erhalten, als die diesfällige Verbindlichkeit mit der Entstehung der bisher von Anhalt-Bernburg erhobenen Gefälle zusammenfällt.

ART. V. Seine Majestät der König von Preussen begeben sich aller Ansprüche, welche wegen Nichtbeachtung der früheren, zwischen Preussen und Anhalt-Bernburg rücksichtlich der Saal-Schifffahrt bestandenen vertragsmäßigen Verhältnisse gegen Anhalt-Bernburg Preussischer Seits erhoben worden sind.

Dagegen wollen auch Seine ältestregierende Herzogliche Durchlaucht Ihrerseits nicht nur allen gegen Preussen in Beziehung auf die Saal-Schifffahrt erhobenen Ansprüchen entsagen, sondern auch auf die Entschädigungssumme Verzicht leisten, welche bei Gelegenheit des Beitritts Seiner Herzoglichen Durchlaucht mit dem untern Herzogthume zu dem Preussischen indirekten Steuer-Systeme in einem Separat-Artikel zu dem Vertrage vom 17ten Juli 1826 für Anhalt-Bernburg, jedoch ohne Anerkennung einer Verbindlichkeit, stipulirt worden ist.

Gegenwärtiger Vertrag soll unverzüglich zur Ratifikation eingereicht und die Auswechselung der Ra-

1831 tifikations-Urkunden spätestens binnen vier Wochen in Berlin bewirkt werden.

Dessen zu Urkund ist derselbe von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und unterschiefert worden.

Berlin, den 17. Mai 1831.

FRANZ WILHELM WERNER *Erhr. v. VELTHEIM.*

FRIEDRICH WILHELM LUDWIG *Erhr. v. SALMUTH.*

Der vorstehende Vertrag ist von Seiner Majestät dem Könige unter dem 19ten Mai und von Seiner Durchlaucht dem ältestregierenden Herzoge zu Anhalt unter dem 20sten ejusdem ratifizirt, und die Ratifikations-Urkunden sind am 20sten desselben Monats zu Berlin ausgewechselt worden.

### T a r i f

nach welchem die Schleusengefälle auf der Saale zu Bernburg zu erheben sind.

1. Von einem Schiffsgesäß, dessen Tragfähigkeit 1200 Ztr übersteigt,
 

beladen	9 Rthlr.	—	Ggr.
unbeladen	2	—	—
2. Von einem Oderkahn und allen andern zum Waarentransport bestimmten kleinern Schiffen,
 

beladen	4	—	12
unbeladen	1	—	6
3. Fischerkähne, Anhänge, Handkähne, Nachen, Gondeln
 

	—	—	4
--	---	---	---
4. Von jedem zwanzig Stück Floßholz, sie seien in Boden, Tafeln, Pletzen, Karinen oder auf irgend eine andere Art verbunden
 

	—	—	16
--	---	---	----

Unverbundenes Brenn- und Nutzholz darf auf der schiffbaren Saale nicht ferner verflößt werden. Wird es auf Pletzen oder Flößen fortgeschafft, so wird eine Klafter Brennholz, und ein Ring Stabholz, einem Stücke Floßholz gleich gerechnet.

### Besondere Bestimmungen.

1. Sind die zu 1 und 2 genannten Gefäße bloß mit Erzen, Stein- oder Braunkohlen, Holz, Torf, Bruch-, Kalk-, Schiefer- und Ziegelsteinen, oder mit Erden, ingleichen mit thierischem Dünger oder



andern Düngungsmitteln, z. B. ausgelaugter Asche, 1831  
Düngesalz u. s. w., beladen, so werden nur die für  
ungeladene Schiffsgefäße festgesetzten Sätze ent-  
richtet.

2. Die Schleusen-Abgabe trägt der Schiffer, welcher  
ohne eine besondere Uebereinkunft nicht berechtigt  
ist, das Entrichtete dem Eigenthümer der Waare  
anzurechnen.
3. Wer es unternimmt, sich der Abgabe zu entzie-  
hen, zahlt neben derselben den vierfachen Betrag  
der Abgabe als Strafe.

---

## 51.

*Traité entre la Prusse et le duché  
d'Anhalt-Bernbourg concernant l'ac-  
cession de ce dernier au traité con-  
clu entre la Prusse et les duchés  
d'Anhalt-Köthen et d'Anhalt-Des-  
sau du 27 Juillet 1828 concernant  
l'abolition de l'octroi de l'Elbe; signé  
le 17 Mai 1831.*

(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preuss-  
ischen Staaten 1832 No. 12. pag. 145.)

Seine Majestät der König von Preussen und Seine  
ältestregierende Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt,  
in der Absicht, den am 17ten Juli 1828 zwischen  
Preussen, Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau, we-  
gen gegenseitiger Aufhebung des Elbzolls abgeschlos-  
senen Vertrag, zu welchem der Beitritt im Artikel  
VIII. desselben Seiner Herzoglichen Durchlaucht vor-  
behalten worden, auch auf die Anhalt-Bernburgischen  
Lande auszudehnen, haben Bevollmächtigte ernannt,  
nämlich:

Seine Majestät der König von Preussen:  
Allerhöchst Ihren Geheimen Legationsrath, Al-

1831 brecht Friedrich Eichhorn, Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weissen Bande u. s. w. und

Seine ältestregierende Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt:

Höchst Ihren Geheimen Legationsrath, Friedrich Wilhelm Ludwig Freiherrn von Salmuth  
welche, nachdem die Hindernisse, die bis jetzt jenem Beitritte entgegenstanden, durch den heute, wegen Regulirung der Schifffahrts-Abgaben auf der Saale, zwischen Preussen und Anhalt-Bernburg abgeschlossenen Vertrag, beseitigt worden, nachstehende Uebereinkunft, mit Vorbehalt der Genehmigung verabredet haben:

ART. I. Seine ältestregierende Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt treten dem, am 17ten Juli 1828, zwischen Preussen, Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau, wegen gegenseitiger Aufhebung des Elbzolls abgeschlossenen Verträge bei.

In Folge dieses Beitritts kommen vom 1. Juli d. J. ab, folgende Bestimmungen in Anwendung.

ART. II. Von allen Gegenständen, welche auf der Elbe

a. im Anhalt-Bernburgischen Gebiete eingeladen worden sind, um in das Preussische, Anhalt-Köthensche und Anhalt-Dessauische Gebiet eingeführt zu werden, oder

b. aus dem Auslande nach dem Anhalt-Bernburgischen Gebiete eingehen, mit der Bestimmung, dort zu bleiben, oder

c. in dem Anhalt-Bernburgischen Gebiete eingeladen worden sind, um durch das Preussische, Anhalt-Köthensche oder Anhalt-Dessauische Gebiet ins Ausland verschifft zu werden,  
soll weder an den Preussischen Elbzollstellen, noch an denen Ihrer Herzoglichen Durchlauchten der Herzöge zu Anhalt-Bernburg, Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau, der traktatenmäßige Elbzoll erhoben werden.

ART. III. Eben so soll auch von allen Gegenständen, welche auf der Elbe

a. in dem Preussischen, Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauischen Gebiete eingeladen worden sind,

um in das Anhalt - Bernburgische Gebiet eingeführt 1831 zu werden, oder

b. aus dem Auslande mit der Bestimmung nach dem Preussischen, Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauischen Gebiete eingehen, oder

c. im Preussischen, Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauischen Gebiete eingeladen worden sind und durch das Anhalt-Bernburgische in das Preussische, Anhalt-Köthensche und Anhalt-Dessauische Gebiet oder in das Ausland verschifft werden, der traktatenmäßige Elbzoll an den Zollstellen der gedachten Staaten nicht erhoben werden.

Ausgenommen sind jedoch Waaren, welche aus dem Packhofe in Rostlau nach dem Auslande ausgeführt werden sollen. Wie von diesen der Elbzoll, und zwar in dem vollen Satze, der Preussen für die ganze Strecke von Wittenberg bis Mühlberg traktatenmäßig gebührt, Preussischer Seits erhoben wird, so ist derselbe ferner auch traktatenmäßig an Anhalt-Bernburg zu entrichten.

ART. IV. Die Abgabe von den Fahrzeugen oder die Rekognitionsgebühr wird nur dann erhoben werden, wenn die Schiffe nicht innerhalb des Preussischen und Anhaltischen Gebiets verbleiben, sondern die Bestimmung haben, ihre Fahrt in das Ausland fortzusetzen.

ART. V. An die Stelle des Elbzolles und der Rekognitionsgebühr, wo beide nach vorstehenden Bestimmungen wegfallen, dürfen keine anderen Belastungen treten. Doch versteht es sich von selbst, daß der Erhebung der tarifmäßigen Ein- und Ausgangs-Abgaben, welche Preussen in Folge der besonderen Verträge mit Ihren Herzoglichen Durchlauchten von Anhalt-Bernburg, Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau zusteht, durch die gegenwärtige Uebereinkunft kein Eintrag geschehen soll.

ART. VI. Wie mit Rücksicht auf die gegenseitige Aufhebung des Elbzolls, unter denselben Umständen, unter welchen dieser Zoll nicht entrichtet wird, im Verhältniß Preussens zu Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau, auch auf der Saale Preussischer Seits statt aller bisherigen Abgaben nur die Schleusengefälle, welche zur Instandsetzung und Unterhaltung der Schleusen nach dem Tarife vom 31sten Dezember

1831 1826 bestimmt sind, Anhalt-Köthenscher Seits aber das bisherige Seilgeld bei Nienburg, nur in einem vorläufig auf 4 Ggr. von dem Schiffe, für welches die Senkung des Seils geschieht, festgesetzten Betrage erhoben wird, so machen Sich Seine ältestregierende Herzogliche Durchlaucht zu Anhalt gegen Preussen anheischig, vom 1sten Juli d. J. ab, so lange der gegenwärtige Beitrittvertrag in Kraft bleibt, in Verhältniß zu Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau, bei gleicher Herabsetzung des Seilgeldes bei Nienburg auf 4 Ggr., auch nur das Schleusengeld bei Bernburg und das Seilgeld bei Groß-Wirschleben in dem Betrage erheben zu lassen, wie beide zwischen Preussen und Anhalt-Bernburg in dem heute wegen Regulirung der Schiffahrts-Abgaben auf der Saale unterzeichneten Verträge normirt worden sind.

ART. VII. Die etwa erforderlichen Maafsregeln zur Verhütung von Unterschleifen sollen zwischen dem Königlich-Preussischen Generaldirektor der Steuern, der Herzoglich-Anhalt-Bernburgischen, imgleichen der Herzoglich-Anhalt-Köthenschen und Anhalt-Dessauischen obersten Behörde, besonders verabredet werden.

ART. VIII. In Absicht der Dauer, der stillschweigenden Verlängerung und der Wiederaufhebung dieser Uebereinkunft, gelten die nämlichen Bestimmungen, welche in Beziehung auf die Erneuerung des Vertrages wegen Anschließung der Herzoglich-Anhalt-Bernburgischen Lande an das Preussische indirekte Steuersystem in Anwendung kommen.

ART. IX. Da der ganze Inhalt der gegenwärtigen Uebereinkunft, auf das Verhältniß von Anhalt-Bernburg zu Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau, wie sich von selbst versteht, nur dann Anwendung findet, wenn die beiden letzteren Staats-Regierungen sich denselben durch geeignete Erklärungen aneignen, so behält Preussen sich vor, Ihre Herzoglichen Durchlauchten von Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau hierzu besonders einzuladen.

Gegenwärtige Uebereinkunft soll unverzüglich zur Ratifikation vorgelegt und die Auswechselung der desfallsigen Urkunden spätestens binnen vier Wochen bewirkt werden.

Zu Urkund dessen ist die Uebereinkunft von den 1831 beiderseitigen Bevollmächtigten unter Beidruckung ihrer Siegel, unterzeichnet worden.

Berlin den 17ten Mai 1831.

ALBRECHT FRIEDRICH EICHHORN.

FRDR. WILH. LUDW. *Frh.* v. SALMUTH.

Vorstehender Königlich - Preussischer Seits am 19ten Mai 1831 und Herzoglich - Anhalt - Bernburgischer Seits unterm 20sten Mai 1831 ratifizirter Staatsvertrag, wird hierdurch mit dem Bemerken zur öffentlichen Kenntniss gebracht, dass dem im Art. IX. enthaltenen Vorbehalte gemäß, Ihre Hochfürstlichen Durchlauchten, die Herzöge von Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau mittelst der Höchsteigenhändig resp. unterm 16ten und 15ten März 1832 vollzogener Urkunden, den Beitritt Seiner Hochfürstlichen Durchlaucht des Herzogs von Anhalt-Bernburg zu dem unterm 17ten Juli 1828 abgeschlossenen Staatsverträge, mit dem Versprechen akzeptirt haben, die Uebereinkunft vom 17ten Mai 1831, in Absicht aller Verbindlichkeiten, welche Höchstdenenselben danach obliegen, genau in Ausführung bringen zu lassen.

Berlin, den 31sten Mai 1832.

*Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

EICHHORN.

---

## 52.

*Traité entre la Bavière et le Wurtemberg d'un côté et le duché de Saxe-Cobourg-Gotha de l'autre côté concernant l'accession du baillage Saxon de Koenigsberg au système de douanes de Bavière et de Wurtemberg, signé le 14 Juin 1831.*

(*Regierungsblatt für das Königreich Baiern* 1831. 17. Octobr. Nr. 37. *Neueste Staats-Akten* Bd. 25. pag. 408.)

**Z**wischen den Kronen Baiern und Würtemberg eines und dem Herzoglichen Hause Sachsen-Koburg-

1831 Gotha andern Theils, ist wegen Inklavirung des Herzoglichen Amtes Königsberg in den Baierisch-Würtembergischen Zollverein, durch beiderseitige Bevollmächtigte unterm 14ten Junius d. J. ein Vertrag unterzeichnet, und von den allerhöchsten und höchsten Theilen genehmigt worden, dessen Inhalt andurch mit dem Beisatze bekannt gemacht wird, dafs der erste November d. J. als Termin zu dessen Vollzug bestimmt worden sei.

*Allgemeine Bestimmungen.*

ART. I. Seine Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha erklären Sich, unbeschadet Ihrer Landesherrlichen Hoheitsrechte, bereit, mit Ihren innerhalb der Landesgränzen des Königlich-Baierischen Staats eingeschlossenen Besitzungen, welche das Amt Königsberg bilden, dem Baierisch-Würtembergischen Zollverein und dem indirekten Abgabensystem des Königreichs Baiern, in so weit dies zu dem Ende nöthig sein möchte, beizutreten.

Demnach sollen die Gesetze und Anordnungen über die auf den Eingang, Ausgang, Durchgang, so wie auf die Produktion, den inneren Verkehr und den Verbrauch von Waaren gelegten Abgaben, so weit sie respektive in dem Baierisch-Würtembergischen Zollverein und in den Königsberg zunächst liegenden Baierschen Bezirken gegenwärtig bestehen, oder künftig erlassen werden, in dem Herzoglichen Amte Königsberg eben so zur Anwendung kommen, als wenn sie von Sr. Durchlaucht dem Herzoge selbst ausgeflossen wären.

ART. II. In Gemäfsheit des Art. I. sollen daher die Baierisch-Würtembergischen Gesetze über die Zölle und die Baierischen Gesetze über die Aufschlagsgefälle, namentlich die Vereinszollordnung und der Vereinszolltarif vom 12ten November 1828, die Zollverwaltungsreglements, insbesondere die Verordnung über die Kompetenz der Zollbehörden vom 8ten Febr. 1829, über den Gränzverkehr vom 4ten Febr. 1829, über die Aufsicht und Kontrolle bezüglich auf das Zollwesen vom 20sten September 1829, über Erleichterung der Durchfuhr im Zollvereine vom 22sten September 1828, über die Zollschutzwehr und Sicherungsanstalten vom 3ten October 1828 u. s. w.,

dann die Verordnung vom 28sten Julius 1807 und 1831 die derselben nachgefolgten verschiedenen Novellen über die allgemeine Gleichstellung und Erhebung der Bier-, Branntwein- und Malzaufschläge unmittelbar nach Auswechselung der Ratifikationen dieses Vertrages in den gedachten Gebietstheilen von der Herzoglichen Behörde förmlich publizirt, und dieselben zum ordnungsmäßigen Vollzuge angewiesen werden; auch wird angeordnet werden, daß die Gesetze und Verordnungen, welche künftig in Bezug auf das Zollwesen, dann die Produktions-, Verkehrs- und Verbrauchssteuern in Baiern erlassen werden sollten, der Herzoglichen Regierung zu Koburg, durch die Königliche Regierung des Untermainkreises in Würzburg jedesmal förderlich mitgetheilt werden, damit die Herzoglichen Behörden hiervon amtliche Kenntniss erhalten und die Publikation im Amtsbezirke Königsberg rechtzeitig verfügen können.

Von dem Augenblicke an, wo der Beitritt des Herzogl. Sachsen-Koburg-Gothaischen Amtes Königsberg in Vollzug kommt, haben auch die Bestimmungen der bisher daselbst bestandenen Verordnungen über die von fremdem Bier und Fleisch zu entrichtenden höheren Tranksteuer- und Akzise-, Bierpfennig- und Fleischsteuerabgaben vom 18ten September 1829, und so auch alle Arten von Auflagen, welche die Natur einer Zollabgabe haben, gegen Baiern und Würtemberg außer Anwendung zu treten.

ART. III. Seine Königliche Majestät von Baiern und Seine Königliche Majestät von Würtemberg, eines und Seine Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha ändern Theils, sichern Ihren Unterthanen gegenseitig einen völlig freien Gewerbs- und Handelsverkehr zwischen den Königreichen Baiern und Würtemberg und den Gebietstheilen des Herzoglichen Amtes Königsberg in derselben Art und Ausdehnung, als wenn dieselben einer und der nämlichen Regierung untergeben wären. Insbesondere werden die Bewohner dieser Herzoglichen Gebietstheile hinsichtlich ihrer Erzeugnisse und Fabrikate im Umfang der Baierschen und Würtembergischen Lande dieselben Rechte und Freiheiten genießen, welche den Baierschen und Würtembergischen Unterthanen zustehen, und bei ihrem Verkehr in den Königl. Baie-

1831 rischen und Königl. Württembergischen Staaten nicht mehr Abgaben zahlen, als die Königlich-Baierischen und Württembergischen Unterthanen.

Desgleichen werden die Königlich-Baierischen und Königlich-Württembergischen Unterthanen im Amtsbezirke von Königsberg eben so behandelt werden, so daß auch solche inländische Erzeugnisse und Fabrikate, welche mit besonderen Fabrikations- oder Verbrauchssteuern belegt sind, wenn sie diese Steuern einmal entrichtet haben, ohne weitere Abgabe noch sonstiges Hinderniß frei aus einem Lande in das andere übertreten.

Der Gebrauch der in den Königlich-Baierischen und Königlich-Württembergischen Staaten jetzt vorhandenen, oder in Zukunft weiter herzustellenden Förderungsmittel des Verkehrs, steht den Herzoglichen Unterthanen auf dieselbe Art zu, wie es den Königlich-Baierischen und Württembergischen Unterthanen dermalen zugestanden ist, oder weiterhin zugestanden werden mag. Insbesondere werden von denselben Kanal-, Schleusen-, Brücken-, Fähr-, Hafen-, Wege-, Krabnen-, Wege-, Pflaster-, Markt-, Stand- und Niederlagsgelder, und überhaupt Leistungen für den Gebrauch von allen Anstalten zur Beförderung des Verkehrs nur dann erhoben, wenn dergleichen Abgaben auch von Königl. Baierischen, oder Württembergischen Unterthanen erhoben werden, und in diesem Falle nur in demselben Betrage und unter denselben Bedingungen, wie von den letztern. Auch sind dieselben, wenn sie bei dem Eintritt in das Stromgebiet oder das Gebiet der Landwege der Königlich-Baierischen und Württembergischen Staaten, die etwa nöthigen Vorschriften über die Ursprungszeugnisse, ihre Unterthansverhältnisse als Angehörige des Amtes Königsberg und andere Erfordernisse, um den freien Verkehr oder den Durchgang zu genießen, erfüllt haben, keinen andern Maaßregeln zur Aufrechthaltung der Strom- oder Wegpolizei oder des Verkehrs und des Durchgangs unterworfen, als denjenigen, welche den Königlich-Baierischen und Königlich-Württembergischen Unterthanen in solchen Fällen auferlegt oder vorgeschrieben sind.

ART. IV. Seine Königl. Majestät von Baiern und Seine Königl. Majestät von Württemberg verspre-



ien ferner, daß Seine Durchlaucht der Herzog von 1831  
achsen-Koburg-Gotha an dem Reinertrage der Zölle  
s Baierisch-Württembergischen Zollvereins im Ver-  
hältnisse der Bevölkerung des Amtes Königsberg An-  
theil nehmen solle.

*Malzaufschlag und die gegenseitige Kontrolirung  
der Malzaufschlags-Verwaltung.*

ART. V. Die Erhebung der im Amte Königs-  
berg einzuführenden Malzaufschläge soll durch die  
herzoglichen Behörden geschehen, und in die Her-  
zoglichen Landeskassen fließen, übrigens aber wol-  
len doch Seine Durchlaucht der Herzog von Sach-  
sen-Koburg-Gotha gestatten, daß die benachbarten  
königl. Baierischen Oberaufschlag-Aemter sich durch  
Anordnung von Beamten, welche sich bei der betref-  
fenden Behörde zu Königsberg gehörig auszuweisen  
haben, die Ueberzeugung verschaffen, daß überall  
genau der Königlichen Verordnung vom 28sten  
Juni 1807 und den darauf gefolgten Novellen ge-  
mäß verfahren werde. Gleiche Berechtigung soll da-  
gegen der Herzoglich-Sächsischen Behörde in Bezug  
auf die Kontrolirung der gehörigen Beobachtung der  
dachten Verordnung in dem anstossenden Königl.  
baierischen Gebiet zustehen.

*Defraudation.*

ART. VI. Die Untersuchung gegen Handlungen  
herzoglicher Unterthanen, wodurch die Königlich-  
baierisch-Württembergischen Zollgesetze übertreten  
und die Einnahmen aus Zöllen oder Regalien gefähr-  
det werden möchten, es sei nun, daß eine Handlung  
in Amtsbezirke Königsberg, oder außer demselben  
entdeckt werden, den einzigen Fall ausgenommen,  
so der Uebertreter im Baierischen und Würtember-  
gischen Staatsgebiete auf frischer That ergriffen wor-  
den ist, soll vom Herzogl. Justizamte Königsberg  
geführt werden.

Dasselbe erkennt in erster Instanz in allen Zoll-  
trafsachen, in welchen den Königlichen Untergerich-  
ten in Baiern und Würtemberg eine gleiche Kompe-  
tenz eingeräumt ist. Das Untersuchungs- und Straf-  
verfahren ist, in so weit eine kriminelle Strafbarkeit  
nicht vorliegt, sowohl bei dem genannten Gerichte

1831 erster Instanz, als auch bei den höheren Gerichten, vor welche die Sache nach dem im Herzogthume Sachsen-Koburg-Gotha verfassungsmäßig geordneten Instanzenzug gelangen möchte, nach den Baierisch-Würtembergischen Zollgesetzen, insbesondere nach den Bestimmungen der Zollordnung vom Jahre 1828 §. 93. bis 111, zu bemessen, und in jedem Falle soll das Verfahren so viel als möglich abgekürzt, auch durchaus keiner unnöthigen Verzögerung statt gegeben werden.

Wenn in Folge dieser obigen Bestimmungen Zollstrafen verfügt werden, so fallen dieselben nach Abzug des Aufbringer-Antheils und der defraudirten Gefälle den Herzoglichen Kassen anheim; auch verbleibt Seiner Herzogl. Durchlaucht die unbeschränkte Uebung des Landesherrlichen Begnadigungs- und Straferlassrechtes.

Uebrigens werden sich die hohen Kontrahenten in den zur gegenseitigen Sicherung der Landesherrlichen Gefälle und Aufrechthaltung der Gewerbe Ihrer Unterthanen nothwendigen Maafsregeln einander gegenseitig freundschaftlich unterstützen. Seine Durchlaucht der Herzog von Sachsen-Koburg-Gotha wollen namentlich gestatten, daß die Königlichen Zollbeamten die Spuren begangener Unterschleife auch in Ihr Gebiet verfolgen und mit Zuziehung der Ortsobrigkeiten sich des Thatbestandes versichern. Insofern zu dessen Feststellung oder zur Sicherung der Gefälle und Strafen, Visitationen, Beschlagnahme und Vorkehrungen in Antrag gebracht werden, sollen diese zugezogenen Ortsobrigkeiten, sobald sie sich von der Zulässigkeit den Umständen nach überzeugt haben, solche alsbald willig und zweckmäfsig veranstalten,

### *Einige besondere Verhältnisse.*

#### *a. Salz-Konsumtion.*

ART. VII. Die Bewohner des Herzoglichen Amtes Königsberg werden das benöthigte Salz durch die Königl. Baierischen Salzfactoreien und um dieselben Preise, wie die Königl. Baierischen Unterthanen in den umliegenden Distrikten, beziehen.

Seine Durchlaucht werden Sorge tragen, daß kein anderes als Baierisches Salz in gedachten Amts-

bezirke verbraucht und die Königl. Baierischen Ver- 1831  
ordnungen im Betreff der Salzregie daselbst streng  
aufrecht erhalten werden.

Seine Königl. Majestät werden dafür dem Herzogl. Aerar eine der jährlichen Salzkonsumtion angemessene baare Vergütung anweisen lassen.

*b. Spielkarten und Kalender.*

ART. VIII. Seine Durchlaucht wollen ferner eine Fabrikation von Spielkarten, im Gebiete des Amtes Königsberg nicht gestatten.

Dagegen wird von Seiten der Königl. Baierischen Regierung veranstaltet werden, daß eine dem Verbräuche des gedachten Bezirks angemessene Quantität von Spielkarten, welche mit dem Koburg-Gothaischen Kartenstempel versehen, und mit Attesten der Herzoglich-Sachsen-Koburg-Gothaischen Landesbehörde begleitet sind, aus dem Herzogthume Sachsen-Koburg-Gotha über das Königliche Vereinszollamt Ernershausen nach vorausgegangener gehöriger Deklaration bei demselben frei nach Königsberg gelangen könne.

Dasselbe soll auch in Beziehung auf den Bedarf an Kalendern gelten.

*Schluss.*

ART. IX. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird bis zum Schlusse des Jahres 1842 festgesetzt; wird in diesem Jahre keine Aufkündigung von der einen oder anderen Seite erfolgen, so soll derselbe als stillschweigend auf weitere zwölf Jahre verlängert angesehen werden.

München den 9ten October 1831.

*Staatsministerium des Königl. Hauses und des Aeußern.*

*Graf von ARMANSFELD.*

BRAUN.

## 53. 54. 55.

1831 *Traités entre le grand-duché de Saxe-*  
 1832 *Weimar-Eisenach et le duché d'Al-*  
*tenbourg concernant l'arrangement*  
*d'anciennes prétentions, conclus à*  
*Altenbourg le 13 et le 16 Juin 1831,*  
*et le 13 Novembre 1832.*

(*Großherzoglich-Sachsen-Weimar-Eisenach'sches*  
*Regierungs-Blatt. Nr. 2. 1833. p. 5.)*

## I.

**Z**wischen dem Großherzogthume Sachsen-Weimar-Eisenach und dem Herzogthume Altenburg bestanden bisher in dem dermaligen Umfange ihrer Staatsgebiete eine bedeutende Anzahl, zum Theil seit Jahrhunderten unerledigt gebliebener Irrungen und Ansprüche.

Seine Königliche Hoheit, der Großherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach und Se. Durchlaucht, der Herzog zu Sachsen-Altenburg, beseelt von dem Wunsche zum Besten Höchstherr beiderseitigen Lande, alle diese Irrungen und Ansprüche auf dem Wege der Ausgleichung und gütlichen Vereinigung freundlich zu erledigen, ernannten zu diesem Geschäft Bevollmächtigte, und zwar:

I. Se. Königliche Hoheit, der Großherzog, Karl Friedrich von Sachsen-Weimar-Eisenach:

1. Allerhöchst-Ihren damaligen geheimen Regierungsrath bei der Landesregierung zu Weimar, Georg Friedrich Konrad Ludwig von Gerstenbergk, nunmehr Kanzlar der Landesregierung zu Eisenach, und

2. Allerhöchst-Ihren Kammerrath, Ottokar Thon, zu Weimar;

II. Se. Durchlaucht, der Herzog Friedrich zu Sachsen-Altenburg:

Höchst-Ihren damaligen Regierungs- und Kammerrath, nunmehrigen geheimen Konferenzrath

und Präsident der Landesregierung zu Altenburg, 1831  
Christian Gottfried Hermann daselbst. 1832

Diese Bevollmächtigten haben eine Reihe Konferenzen in Weimar, Cahla, Ronneburg, Altenburg, Meiningen und Sulza gehalten und endlich zu Altenburg eine Vereinigung bis auf Allerhöchste Ratifikation verabredet, wie der nachstehend darüber abgefaßte

**S t a a t s v e r t r a g**

besagt.

Derselbe besteht in einem Hauptvertrage und in einem Nebenvertrage.

Die Gründe Für und Wider standen sich nämlich bei mehren Gegenständen der beiderseitigen Ansprüche und zwar gerade bei den Hauptgegenständen so schroff einander gegenüber; die Urkunden, welche entscheiden sollten, waren zum Theil so alt und dunkel; der Besitzstand und die Gründe für die Ansprüche theilweise so widersprechend, daß selbst im Wege der Austräge ein Ergebniss sich kaum hoffen lassen durfte, und nur im Wege des Austausches ganzer Dörfer und Landestheile ein Mittel gefunden werden konnte, die sich kreuzenden Ansprüche zum Besten beider Länder zu beseitigen. Diese Austauschungen und die Abtretungen, welche damit im Zusammenhange stehen, sollen der Inhalt des fraglichen Hauptvertrages sein.

Dem Nebenvertrage sollen einverleibt werden alle Vereinigungen über Differenzen, welche minder bedeutend waren und meist an Ort und Stelle von den dazu beauftragten beiderseitigen Bezirksämtern ermittelt, verglichen, oder doch zur Vereinigung darüber vorbereitet wurden.

Was nun die Gegenstände betrifft, welche der Hauptvertrag umfassen soll, so ist die Ausgleichung erfolgt durch gegenseitige Abtretung von Gebietstheilen und Gefällen, wie nachsteht:

§. 1. Es tritt nämlich Se. Königl. Hoheit, der Großherzog, von Sachsen-Weimar-Eisenach vom Großherzogthume Sachsen an des Herzogs zu Sachsen-Altenburg, Durchlaucht, und an das Herzogthum Sachsen-Altenburg ab:

A. an Gebietstheilen und Einkünften, auf welche bisher beide höchste, Vertragschließende Theile Ansprüche machten:

- 1831 1. das ganze Dorf Bobeck mit Kirche, Pfarrei,  
1832 Schule, und der ganzen Flur Dorf-Bobek; aus-  
geschlossen die Flur Wüstbobek und das Fran-  
zösische Holz im Dorf-Bobeker Flur; wie das  
Nähre deshalb im §. 6. unter A. 1. näher verab-  
redet und bestimmt worden ist;
2. den Weimar'schen Antheil am Dorfe Hetzdorf,  
an zweien Höfen und dazu gehörigen Feldern,  
wie solches §. 6. unter A. 2. näher besagt;
3. die Weimar'schen Steuer-, Lehen- und Zins-  
rechte in der Altenburg'schen Flur Droschka, Amts  
Eisenberg, wie solches im §. 6. unter A. 3. näher  
bestimmt ist;
4. die Weimar'schen Ansprüche an das Patronat-  
Recht über die Altenburg'sche Kirche, Pfarrei und  
Schule im Altenburg'schen Dorfe Hohendorf, Amts  
Eisenberg, unter den §. 6. bei A. 4. beschriebenen  
Bedingungen;
5. die Weimar'schen Ansprüche auf die so genann-  
ten Pflugfrohen der vormaligen Abtei Bürgel,  
welche die Altenburg'schen Abteidörfer zu leisten  
hatten, bei den im §. 6. unter A. 5. erwähnten  
Verhältnissen;
6. den so genannten Gleichenschen Hof im Dorfe  
Dröfelnitz nebst dazu gehörigen Feldern;
7. die zwei Weimar'schen Güter im Dorfe Kefslar  
nebst dazu gehörigen Grundstücken, so wie das  
Nähre §. 6. unter A. 7. bezeichnet und bedun-  
gen worden;
8. den ganzen Weimar'schen Antheil an dem Dorfe  
Dienstädt, wie das Spezielle deshalb §. 6. unter  
A. 8. beschrieben und verglichen worden;
9. die zwei Weimar'schen Häuser im Dorfe Linda,  
nebst dazu gehörigen Grundstücken, wie dieses  
§. 6. unter A. 9. näher bezeichnet ist;
10. das Rittergut Unterrenthendorf und das Dorf  
Unterrenthendorf mit Kirche, Pfarrei, Schule und  
Flur, wie das Nähre §. 6. unter A. 10. um-  
ständlich beschrieben und bedungen worden;
11. die Weimar'schen Unterthanen im Dorfe Hell-  
born mit fünf Häusern, wie solches §. 6. unter  
A. 10 und 11. näher bezeichnet und verglichen ist;
12. die Weimar'schen Besteuerungsrechte in dem  
Dorfe Kleinebersdorf, wie deren Betrag in der

beiderseitig anerkannten Aufrechnung mit aufgenom-  
 men worden; 1831  
1832

13. den Weimar'schen Antheil im Dorfe Rückersdorf nach den näheren Bestimmungen des §. 6, 13. und §. 4, 10;
14. einige Grundstücke und Gefälle in der Flur des Altenburg'schen Dorfes Reust nach den Einzelheiten im §. 6, 14. und §. 4, 10;
15. die strittigen Hoheits- und Erhebungsrechte an der Gränze der Weimar'schen Fluren Lindenkreuz und Rothenbach und der Altenburg'schen Flur St. Gangloff, wie dieses §. 6. unter A. 15. weitläufig beschrieben und verglichen ist.

**B. An Gebietstheilen und Einkünften, welche unstrittig Weimarisch waren:**

16. zwei Häuser im Dorfe Hilbersdorf, nach den näheren Bestimmungen §. 6. unter B. 16. u. §. 4, 10;
17. den Weimar'schen Antheil an dem Dorfe Grobsdorf nach den speziellen Verabredungen im §. 6. unter B. 17. und §. 4, 10;
18. den Gasthof zu den Ziegenböcken unter den weiteren Bedingungen im §. 6. unter B. 18;
19. von den Zinsen und Lehen, welche Weimar im Altenburg'schen Amte Eisenberg zu beziehen hat, jährliche Einkünfte auf Funzig Thaler hoch, nach dem, was in den §. 6. unter B. 19. und §. 3. näher deshalb angegeben und verglichen ist.

§. 2. Se. Durchlaucht, der Herzog zu Sachsen-Altenburg, treten dagegen an Se. Königliche Hoheit, den Großherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach an Gebietstheilen und Einkünften ab:

**A. und zwar erstlich an strittigen Gegenständen:**

1. die ganze Wüstung Bobeck unter den näheren Bestimmungen §. 7. unter A. 1.;
2. ein Stück, ehemals Franzische Holz in der bisher strittigen Dorfbobecker Flur, wie solches §. 7. unter A. 2. beschrieben und bedungen worden;
3. die Ansprüche auf Hoheit und Gerichtsbarkeit über ein Stück Stadtbürgelscher Flur, welches zwischen den Fluren Hohendorf und Droschka liegt, nach der Bestimmung des §. 7. unter A. 3.;
4. das Thalemann'sche Gut in Thränitz und einen Zins vom vormals Peukertschen Gute daselbst,

1831 wie dieses §. 7. unter A. 4. näher beschrieben  
1832 und bedungen worden;

5. Landeshoheit und Steuern über ein Gut in Kleinkröbitz und die Gerichtsbarkeit von einer und einer halben Hufe Landes im Kleinkröbitzer Flur nach §. 7. unter A. 5.;

6. Jagd und Hoheit auf dem Münchengehren; so wie dieser Distrikt im §. 7. unter A. 6. näher bezeichnet ist.

B. Zweitens an unstrittigen Gegenständen:

7. Dorf, Flur, Kirche, Pfarrei, Schule und Geleite Großlöbichau nach dem Näheren im §. 7. unter B. 7. erwähnt;

8. die bisher Altenburg gehörige Hälfte des Dorfes Graitschen mit den bisher Altenburg'schen Theilen des Rittergutes daselbst, der Kirche, Pfarrei, Schule und Geleite, nach den Bestimmungen des §. 7. unter B. 8.;

9. ein Gut zu Wittersroda, wie solches §. 7. unter B. 9. besagt;

10. einige Zinsen zu Stadt Lobeda und in den Dörfern Laasan, Kunitz, Löberschütz und Jenalöbnitz, wie solche in der Aufrechnung, die unter A diesem Verträge beiliegt, verzeichnet wurden.

§. 3. Alle diese gegenseitigen Abtretungen sind wegen ihrer Erträge, so genau als möglich war, nach bestimmten Grundsätzen veranschlagt worden. Die Berechnung, was Weimar erwirbt, ist unter A diesem Verträge angeheftet, die Berechnung, was Altenburg erwirbt, unter B ebenfalls. Beide Aufstellungen gegenseitig durchgegangen, anerkannt und unterzeichnet, sollen integrierende Theile dieses Rezesses ausmachen. Beide höchste Staatsregierungen leisten sich Gewähr bis zum letzten Dezember 1835, daß die Angaben des bisherigen Ertrages in diesen Aufstellungen richtig aufgenommen sind, und versprechen sich, so gleich alle Bücher und Rechnungen, aus denen jene Zusammenstellungen genommen wurden, entweder in Urschrift, oder in kostenfreien beglaubten Auszügen auf Verlangen ohne allen Rückhalt mitzutheilen. Die Einkünfte, welche diese beiden Aufstellungen enthalten, sind gegenseitig abgetreten, wenn auch die Titel dazu in gegenwärtigem Hauptverträge nicht ausdrücklich erwähnt wären.



Es lag in den Absichten beider Staatsregierungen, 1831 dem ungewissen Zustande langjähriger Irrungen ein 1832 Ende zu machen, damit nicht ferner einzelne Gebiets-theile der Theilnahme an allgemeinen Staatslasten entzogen blieben, welche bisher von den übrigen Unterthanen übertragen werden mußten, und zugleich Gebiets-Purifikationen zu besserer Handhabung der Polizei und einfacherer Gefälleerhebung eintreten zu lassen. Keiner der sich vergleichenden Staaten sollte Nachtheil durch die Vereinigung in Bezug auf seine Einnahmen leiden. Es sind deshalb die genauesten Berechnungen eingetreten, insoweit dieses möglich war, da bei vielen Gebietstheilen, welche Gegenstand der Aufrechnung waren, eben wegen der gegenseitigen Widersprüche nur einige Abgabenzweige, bei anderen nur geringere, sowie frühere Jahrhunderte sie festgestellt hatten, in die Berechnungen aufgenommen werden konnten und Ein Staat diese Theile ganz überwiesen erhalten mußte, welche der Andere ihm wegen des bisherigen Einkommens nur gering veranschlagen konnte, während eben dieser Andere Gebiets-theile abgetreten erhielt, welche schon voll und nach neuerem Maassstabe besteuert waren. Daher mußte, als Weimar unter diesen Umständen Altenburg nur  
Achthundert siebenzeben Thaler sechs Groschen  
1 $\frac{1}{4}$  Pfennig

Sächsisch aufrechnen konnte, Altenburg aber an Weimar

Ein Tausend ein Hundert zwanzig und neun Thaler zwanzig und zwei Groschen 5 Pf. Sächs.  
eben jener Ungleichheit wegen und weil Altenburg mehr solcher unbesteueter Seelen abgetreten erhält, eine Summe Weimar zu Gute gerechnet werden, über welche man sich, nach den schwierigsten Berechnungen, dahin vereinigte, daß Weimar an Altenburg, außer der in der Aufrechnung unter A aufgeführten bisherigen Einnahme an 817 Thaler 6 Gr. 1 $\frac{1}{4}$  Pf. Sächs., noch die Summe von

Fünfzig Thalern Sächs.

jährliche Einnahmen an Lehengeldern und Zinsen von den Gefällen abtritt, welche es im Altenburg'schen Amte Eisenberg zu erhalten hat, mithin zusammen

Achthundert sechzig und sieben Thaler 6 Gr.  
1 $\frac{1}{4}$  Pf. Sächs.

Beide Theile halten sich durch diese Summen völlig

**1831** ausgeglichen und wollen wegen des Mehr oder Min-  
**1832** der der abgetretenen Gegenstände an Land, Leuten  
 und Einkünften durchaus gegenseitig keinen Anspruch  
 machen.

§. 4. Als allgemeine Bestimmungen wegen der.  
 §. 1. und §. 2. genannten gegenseitigen Abtretungen  
 im Wege des Tausches sind verabredet:

1. Wo dieser Vertrag nicht ausdrücklich etwas An-  
 deres bestimmt, geschehen sämtliche Abtretun-  
 gen ohne Einschränkung an Land, Leuten, Sou-  
 verainitäts-, Hoheits-, Oberlehenherren- und  
 Abgaben-Rechten aller Art, im weitesten Sinne  
 genommen.
2. Die künftige Landesgränze bildet die Jagdgränzen,  
 insoweit von unmittelbaren Großherzogl. und  
 Herzogl. Jagdgerechtsamen und denen der beider-  
 seitigen Kammergüter die Rede ist. Hierdurch  
 erledigen sich zugleich die gegenseitigen An-  
 sprüche Weimar'scher Seits auf die Langenleite  
 bei Petersberg, und Altenburg'scher Seits auf ei-  
 nen Theil des Reviere Rockau. Ausnahmen von  
 dieser Regel treten ein:
  - a. wo der Vertrag sie ausdrücklich nennt;
  - b. mit dem Großherzogl. Jagdreviere Geunitz  
 im Herzogl. Altenburg'schen Gebiete, Bezir-  
 kes Leuchtenburg mit Orlamünda.

Die Jagdbefugnisse der Privat-Personen beider  
 Länder bleiben unverändert, sowie überhaupt

3. alle Privat-Rechte der beiderseitigen Unterthanen und Kammergüter durch die Abtretungen unberührt und unverändert bleiben sollen, wo nicht der Rezess etwas Anderes bestimmt. Da-  
 hin gehören unter gleicher Beschränkung auch  
 gegenseitige Bannrechte und Frohnen, sowohl  
 an die Staatsregierungen als an Privaten beider  
 Länder, welche in dem andern Staat fortzuleisten,  
 aber auf verfassungsmäßigem Wege gegen Ent-  
 schädigung ablösbar sind.
4. Gegenseitig sollen Grundstücke der Domainen,  
 Kirchen, Pfarreien, Schulen und frommen Stif-  
 tungen, wenn sie bis heute abgabefrei waren,  
 es bleiben, wenn auch solche Grundstücke durch  
 diesen Vertrag abgetreten werden; sie können  
 aber in Folge allgemeiner Landtagsbeschlüsse auf

verfassungsmäßigem Wege, jedoch nur gegen 1831 volle Entschädigung, mit Abgaben belegt werden. 1832

5. Wenn Weimar'sche Steuern erhoben werden im Gebiete Altenburgs, oder Altenburg'sche im Gebiete Weimars, welche in den Aufrechnungen Weimars und Altenburgs als abgetreten nicht aufgeführt wären: so bezieht der Staat sie fort, welcher sie heute bezog.
6. Alle Rechte und Verbindlichkeiten der gegenseitig abzutretenden Unterthanen an die Brand-Assekuranz-Institute beider Länder bleiben bis zum letzten Dezember 1832 unverändert; dann werden diese Unterthanen in die Institute der Länder, zu denen sie abgetreten werden, aufgenommen.
7. Die bis heute bestandenen Verhältnisse der durch den Tausch betroffenen, gegenseitigen Unterthanen zu ihren Kirchen, Pfarreien und Schulen sollen durch gegenwärtigen Vertrag nicht verändert werden.
8. Die Ueberweisungen der abgetretenen Gebiets-theile und Rechte sollen einen Monat nach erfolgter Ratifikation beider Staatsregierungen erfolgen.
9. Aufser der, §. 3. gedachten zeitlangen Gewähr der Abgaben des bisherigen Ertrages der abgetretenen Gebietstheile und Rechte, kann von beiden Staatsregierungen eine Gewähr in Bezug auf Anzahl der Grundstücke, deren Gröfse, der Seelen und des *künftigen* Ertrages der Staatseinnahme von dem Abgetretenen, bei dem redlichsten Willen, nach Lage der Sache, doch nicht geleistet werden.
10. Wegen der Vasallen, deren Hauptgüter im Königreiche Preussen liegen, bestimmt §. 6. unter A. 8. das Nöthige. Wegen der Vasallen aber, deren Hauptgüter im Großherzogthume Weimar bleiben, und von denen Theile an Altenburg abgetreten werden, namentlich:
  - a. des Herrn Fürsten von Hohenlohe Ingelfingen, Durchlaucht, wegen der zum Rittergute Oppurg gehörigen, an Altenburg abgetretenen Untersassen zu Dienstädt (s. §. 6, 8. und §. 4, 10. dieses Rezesses),
  - b. des Advokaten Wächter auf Oberrenthendorf

1831

1832

- wegen der Erbgerichtsbarkeit und sonstigen Rechte über fünf Häuser zu Hellborn (s. §. 6, 11. und §. 4, 10. dieses Rezesses),
- o. des von Kutschenbach auf Thränitz,
- α. wegen des bisher Weimar'schen Antheiles von Rückersdorf (s. §. 6. Zahl 13. und §. 4, 10. dieses Rezesses),
- β. wegen der Rechte in der Flur des Dorfes Reust (s. §. 6. Zahl 14. und §. 4, 10. dieses Rezesses),
- γ. wegen des bisher Weimar'schen Antheiles von Grobsdorf (s. §. 6. Zahl 17. und §. 4, 10. dieses Rezesses),
- d. des von Wolfersdorf auf Endschütz wegen des bisher Weimar'schen Antheiles im Dorfe Hilbersdorf (s. §. 6. Zahl 16 und 4. Zahl 10. dieses Rezesses)
- ist Folgendes bedungen worden:
- α. das Lehnverhältniß selbst anlangend:
- aa. die Besitzer der Weimar'schen Rittergüter
- αα. Oppurg,
- ββ. Endschütz und
- γγ. Thränitz
- werden Vasallen des Herzogthumes Altenburg wegen der an Altenburg abgetretenen Theile, in Bezug auf Untersassen, Liegenheiten, Erbzinsen, Frohnen, Lehengelder, Jagdnutzungen und anderer Gerechtsame,
- zu αα. zu Dienstädt,
- zu ββ. zu Hilbersdorf,
- zu γγ. zu Grobsdorf, Rückersdorf und Reust.
- bb. Sie müssen als solche Vasallen Altenburgs die Lehen muthen, in herrschender und dienender Hand, bei dem Herzogl. Altenburg'schen Lehenhofe zu Altenburg. Es wird ihnen aber kein Lehenschein, kein Lehenbrief ausgefertigt. Eine förmliche Beleihung geschieht nicht. Der Lehenhof in Altenburg fertigt bloß einen Rekognitions-Schein aus, welche nach der Weimar'schen Hauptbeleihung eine kurze Bestätigung wegen der Altenburg'schen Lehenstheile von Altenburg'schen Landes- und Lehensherrschaft enthält. Ebenso soll auch bei Konsens-Ertheilungen vom Lehenhofe zu Altenburg nur eine

kurze Bestätigung angehängen werden, wenn **1831**  
Konsens auch auf die Altenburg'schen Le- **1832**  
hensantheile gesucht wird.

An Gebühren ist von diesen Vasallen zu zahlen:

- bei dem ersten Lehensfalle in dienender Hand nach der Abtretung, von allen Haupt- und Mitbelehenten sämmtlich gar nichts;
- in allen Lehensfällen herrschender Hand von allen Haupt- und Mitbelehenten für den Rekognitions-Schein nur die Gebühren der Reinschrift und der Einhändigung;
- bei allen Lehensfällen in dienender Hand von allen Haupt- und Mitbelehenten einen Thaler acht Groschen für den Rekognitions-Schein, und außerdem die Reinschriften und Bestellungsgebühren;
- bei allen Konsens-Ertheilungen nur die Reinschrift der Bestätigung und die Bestellungsgebühren.

ß. Was sodann die *Gerichtsbarkeit* anlangt: so müssen

- aa. die bisherigen Untersassen und Liegenheiten des Gutes Thränitz zu Grobsdorf, Rückersdorf, — auch die Besitzer der in der Flur Reust abgetretenen Grundstücke, wenn diese zu ermitteln sind, wegen dieser Grundstücke — ferner Recht nehmen und sind dingpflichtig in der Gerichtsstelle zu Thränitz;
- bb. derselbe Fall ist dieses mit den Untersassen und Liegenschaften des Gutes Endschütz zu Hilbersdorf, welche zur Gerichtsstelle in Endschütz ferner dingpflichtig bleiben;
- cc. und eben so wegen der Untersassen und Liegenschaften des Gutes Oppurg in Dienstadt, welche ferner bei dem Gerichte Oppurg dingpflichtig sind;
- dd. wegen aller an Altenburg abgetretenen Unterthanen und Landestheile werden die Altenburg'schen Untersassen von Thränitz zu Grobsdorf und Rückersdorf vom Gerichte Thränitz, die Altenburg'schen Untersassen von Endschütz zu Hilbersdorf vom Gerichte Endschütz und die Altenburg'schen Untersas-

1831

1832

sen von Oppurg zu Dienststädt vom Gerichte Oppurg formell und materiell nach Altenburg'schen Gesetzen gerichtet; die Berufungen deshalb gehen an die Altenburg'schen Landesstellen.

- ee. Wenn die Gerichtsinhaber zu Thränitz, Endschütz und Oppurg einen Direktor oder Aktuar ihrer Gerichtsstellen wählen: so haben sie, nachdem solche wegen ihrer Weimar'schen Untersassen bestätigt wurden, es dem Herzoglichen Landes - Justiz - Kollegium in Altenburg anzuzeigen und dieses giebt, ohne weitere Bestätigung, dem Altenburg'schen Bezirksamte der an Altenburg abgetretenen fraglichen Parzellen Auftrag zu der — für den ersten Fall kostenfreien — Abnahme der Landeshuldigung an des Herrn Herzogs zu Altenburg Durchlaucht, welche die Justitiare und Aktuare der Gerichtsstellen zu Thränitz, Endschütz und Oppurg wegen der diesen Stellen dingspflichtigen Altenburg'schen Unterthanen zu schwören haben.
11. In allen Gebietstheilen, welche von Weimar an Altenburg abgetreten werden, soll vom Tage der Uebergabe an, materielles und formelles Altenburg'sches Recht gelten, dagegen von denselben Zeitpunkte an Weimar'sches materielles und formelles Recht in den von Altenburg an Weimar abgetretenen Gebietstheilen und zwar, was das Gut in Thränitz betrifft, welches künftig zum Bezirke des Kreises Neustadt gerechnet wird, vor der Hand das dort dormalen noch geltende Königlich-Sächsische Recht, was die Wüstung Boßbeck, Großlöbichau, Graitschen, Wüstböbeck anlangt, nach den Weimar'schen Gesetzen, welche in dem Amte gelten, zu welchem sie geschlagen werden; was das Gut in Wittersroda betrifft, nach den Gesetzen, nach welchen dem übrigen Dorfe Wittersroda Recht gesprochen wird; was endlich die Kleinkröbitzer Hufe anlangt, nach den Gesetzen, nach welchen im Amte Jena entschieden wird.
12. Das Einkommen sämmtlicher Lokal-, Steuer- und Geleitseinnahmer in den Orten, welche ah-

getreten werden, soll, insofern dieses aus den 1831  
Staatskassen fließt, diesen angestellten Personen, 1832  
von dem Staate, an welchen sie abgetreten wurden,  
gewährt werden, und zwar lebenslang, oder  
bis zu ihrer Versetzung in andere Stellen, wo  
sie dieselbe Höhe des Einkommens beziehen.

Sollte von Einer der Staatsregierungen übersehen  
worden sein, in der Zusammenstellung der, dem andern  
Staate überwiesenen Staatseinkünfte das vom  
Reinertrage abzuziehen, was er aus Staatskassen an  
Pfarrer und Schullehrer jährlich etwa zu geben hätte;  
so soll der Betrag dem andern Staate nachträglich gewährt  
werden, und zwar in sofern es ein bloßes persönliches  
Emolument betrifft, auf die Lebenszeit der betroffenen  
Person, sobald es sich aber von einer fundirten  
Dotation handelt, für immer.

§. 5. Was nun die näheren und einzelnen Bestimmungen  
betrifft, unter welchen die gegenseitigen Abtretungen  
verabredet wurden: so sind solche wegen der Abtretungen  
vom Großherzogthume Weimar an das Herzogthum  
Altenburg in dem sechsten Paragraphen zusammengefaßt  
worden und zwar nach den fortlaufenden Buchstaben und  
Zahlen des ersten §. und ebenso die wegen der Abtretung  
vom Herzogthume Altenburg an das Großherzogthum Weimar  
in dem siebenten Paragraphen nach der Reihelfolge des  
zweiten Paragraphen.

§. 6. Betreffend die Gebietstheile und Rechte, welche  
von Weimar an Altenburg abgetreten werden: so sind diese  
zu A. erstlich solche, an welche beide Staatsregierungen  
entweder überhaupt oder wegen einzelner Rechte bisher  
Ansprüche machten.

zu 1. das ganze Dorf Bobeck mit Kirche, Pfarrei,  
Schule, mit allen Abgaben und der ganzen Hoheit wird  
Altenburgisch; eben so die ganze Flur dieses Dorfes  
mit Ausnahme des vormaligen Franzischen Holzgrundstücks,  
welches nach §. 2, 2. bei Weimar bleibt und künftig einen  
Theil des Großherzoglichen Forstes Waldeck ausmacht.  
Die Gränze der Flur Dorfbobek soll von der Wüstung  
Bobeck, welche bei Weimar bleibt (s. §. 2. A. 1.), so  
getrennt werden, daß

a. die Wiese an dieser Gränze zwischen zweien  
Gränzhecken, welche eine Gemeinde-Wiese des

1831 Dorfes Bobeck ist und dermalen mit der Gemeinde-  
1832 Schenke verpachtet ist, Altenburgisch wird, auf derselben aber der Weg bleibt, welcher darauf für die Oekonomieführen der Besitzer von Grundstücken in den Fluren Dorfbobek und Wüstbobek gemeinschaftlich bisher und als Vizinal-Weg von Albersdorf nach Serba war;

- b. daß der Theil des vorherigen Franzischen Holzes, welchen die Großherzogliche Kammer zu Weimar nicht mit erkaufte und nun zu Feld gemacht worden ist, bei der Flur Dorfbobek und Altenburgisch bleibt.

Ferner bleiben für die Großherzoglich-Weimar'schen Kammergüter und die Geistlichen des Amtsbezirks Bürgel die Befreiungen, welche solche bisher auf den Viehmärkten zu Bobeck genossen, wenn sie Vieh dorthin bringen oder holen ließen.

Was die Leistungen und Landfolge, Baufrohen, Jagdfrohen, Wache im Amthause, Kriegsführen, Anfahren des Holzes für Beamtete, Hafer- und Gerstenführen von Thalbürgel nach Jena oder Weimar, Frohen an das Kammergut Gniebsdorf und Vorwerk Waldeck und den Dienstzwang nach Gniebsdorf betrifft, zu welchem Bobeck und dessen Bewohner bisher verpflichtet waren, so wie sie in dem, diesem Rezesse in beglaubtem Auszuge unter C beiliegenden Konferenz-Protokolle vom 3. Juni 1831 im Einzelnen verzeichnet und mitgetheilt wurden: so sollen

- α. diejenigen Leistungen an Weimar nach der Abtretung Dorf-Bobecks an Altenburg wegfallen, welche als bloßer Ausfluß der Landeshoheit zu betrachten sind und unter Ziffer 1, ingleichen unter 2. c. des gedachten Protokolls vom 3. Juni 1831. genannt sind; dagegen

- β. alle die Leistungen auch nach der Abtretung fortbestehen, welche nach dem Inhalte desselben Protokolls vom 3. Juni 1831 unter der Zahl 2 und den Buchstaben a, b, d und e, ferner unter den Zahlen 3, 4 und 5 dem Staate Weimar, beziehungsweise dessen Beamteten in Bürgel, dem Rentante und der Domaine Gniebsdorf von Dorf Bobeck zu prästiren sind; vorausgesetzt



- αα. daß die Jagdfrohne unter 2. b. sich auf den 1831  
 Amtsbezirk Bürgel beschränke, und 1832
- ββ. der Dienstzwang der Domaine Gniebsdorf  
 im Dorfe Bobeck nach dem Großherzog-  
 lich - Weimar'schen Gesetze vom 2. März  
 1821 abgelöst sei, und daß, wenn die Ent-  
 schädigung dafür noch nicht ermittelt, oder  
 noch nicht abgetragen, oder wenn sie in  
 dauernde Abgaben verwandelt worden, letz-  
 tere an Altenburg gegen nachträgliche Auf-  
 rechnung abgetreten, ersteren Falls die Baar-  
 Entschädigung noch an Weimar gewährt  
 werden müsse;
- γγ. daß durch diesen Vertrag den Rechten der  
 Dorfböcker nichts vergeben sei; wenn sie  
 die Befreiung von irgend einer dieser Lei-  
 stungen auf dem Rechtswege nachzuweisen  
 oder zu erlangen vermöchten;
7. die sämtlichen Leistungen sollen nach dem  
 Weimar'schen Gesetze vom 11. Mai 1821 über  
 die Ablösbarkeit der Frohnen auf dem ver-  
 fassungsmäßigen Wege ablösbar sein gegen  
 die gesetzliche Entschädigung; jedoch die an  
 das Gut Gniebsdorf erst nach Abfluß der Pacht-  
 zeit des jetzigen Pächters.
- δ. Das Herzoglich - Sächsische Kreisamt Eisenberg  
 oder jede andere Altenburgische Justiz-Behörde,  
 welcher das Dorf Bobeck von der Staatsregie-  
 rung Altenburg untergeben wird, soll auf die  
 Weimar'schen Ersuche wegen dieser Leistun-  
 gen schnell die Pflichtigen zu denselben anhal-  
 ten, ohne andere Kosten dafür von Weimar  
 zu fordern, als diese Altenburg'sche Behörde  
 von Altenburgisch herrschaftlichen Official-Ar-  
 beiten zu fordern befugt ist.
- Bei dieser Gelegenheit ist verabredet worden,  
 als gegenseitig in Fällen, wo die Kostengeltung die,  
 gegen Staatsgefälle im andern Gebiete requirirende  
 taatsbehörde treffen sollte, diese Kosten nur gerade  
 berechnet werden dürfen, wie die Behörden solche  
 von der eigenen Staatsregierung fordern könnten.
- zu 2. Es giebt nun künftig keinen Weimar'schen  
 Antheil von Hetzdorf mehr, sondern das ganze  
 Dorf Hetzdorf und Flur wird Altenburgisch. Auch

1831 die Hüttersäcker und Langenhagenschen Holzge-  
 1832 lände werden es, insoweit sie im Hetzdorfer Flur  
 liegen; dagegen bleiben Weimarisch: die Langen-  
 hagensche Hufe und die in Bürgelscher Flur ge-  
 legenen, früher zu den so genannten Edelmanns- oder  
 Freiguts-Wiesen in Hetzdorf gehörigen Klausen-  
 sachen und Schulzeschen Grundstücke.

Die von den an Altenburg abgetretenen Unter-  
 thanen an Weimar zu leistenden Frohnen werden  
 letzterem auch hier vorbehalten, können aber auch  
 wie die Bobeck'schen abgelöst werden. Die Lan-  
 des- und Kriegsfrohnen fallen, wie die Bobeck-  
 schen, so auch bei Hetzdorf weg.

Zu 3. Es werden nun alle Steuern in der Flur  
 Droschka Altenburgisch, und fünf Acker Landes  
 am Ochsenhache, welche die Stadt Bürgel mit Un-  
 grund zu ihrer Flur ziehen wollte, bleiben in der  
 Flur Droschka; nur mit dem Vorbehalte:

a. daß die Steuern von diesen fünf Aeckern, wenn  
 sie nach Weimar gegeben, an Altenburg aber  
 noch nicht aufgerechnet worden, nachträglich  
 auf die von Weimar heraus zu gewährenden 50  
 Thaler Altenburg noch aufgerechnet werden kön-  
 nen; eben so wie die kleine Differenz zwischen  
 den Angaben der Steuer-Untereinnahme zu Bür-  
 gel und der Oberbehörde in Weimar, da jene  
 die Weimar'schen Steuern im Droschkaer Flur  
 höher angiebt;

b. daß die zwei Wiesen-Grundstücke, welche der  
 Stadtrath zu Bürgel und die Pfarrei zu Stadthür-  
 gel in der bisher strittigen Gegend, oder in der,  
 unbestritten gewesenen, Droschkaer Flur besitzen,  
 nach der Abtretung an Altenburg mit Entrich-  
 tung von Steuern, Lehen und Zinsen — ausge-  
 nommen 1 Gr. 6 Pf. terminlich Geschofs von der  
 Stadtrathswiese, welches mit an Altenburg über-  
 wiesen ist — wie bisher verschont bleiben, oder  
 doch nur gegen volle Entschädigung mit Abgaben  
 auf verfassungsmäßigem Wege belegt werden;

c. daß die bisherige Geschofspflichtigkeit von meh-  
 ren der in der Flur Droschka gelegenen Grund-  
 stücke an den Stadtrath zu Bürgel fortbestehe.

Zu 4. Dieses Patronat-Recht war schon faktisch  
 längst bei Altenburg; nur der Weimar'sche Beam-

tete in Bürgel war noch ein beschränktes Glied der 1831  
Hohendorfer Kirchen - Kommission und händigte 1832  
Vokation aus. So lange der dermalige Oberbeam-  
tete Laurich in Bürgel lebt, sollen ihm von Ho-  
hendorf aus jährlich

1	Thlr.	—	Gr.	für	Justifikation	der	Rechnung,
1	—	—	—	an	Fuhrlohn,		
—	—	6	—	für	die	Kutsche	und
—	—	6	—	für	den	Bedienten,	

2 Thlr. 12 Gr. zusammen;

ferner bei einer etwaigen Pfarreinführung zu Ho-  
hendorf für alles weg

3 Thaler 6 Groschen,

bei einer Schullehrer - Einführung daselbst

2 Thaler

für alles weg entrichtet werden, alle bisherige Kon-  
kurrenz des Großherzoglichen Justiz - Amtes Bürgel bei den geistlichen Angelegenheiten für jetzt  
und alle Zeit wegfallen, indem der Staat Weimar  
darauf verzichtet. Es versteht sich, daß auch je-  
der fernere Gebührenbezug nach des Amtmanns  
Laurich Tode aufhört.

Zu 5. Diese Pflugfrohen der Abteidörfer Hohen-  
dorf, Schmerschwitz, Rauschwitz, Nischwitz, Bretsch-  
witz, Döllschütz wurden ursprünglich der Abtei  
Bürgel gelhan, aber nach der Reformation von der  
damaligen Landesherrschaft, welche die Aemter Ei-  
senberg und Bürgel zusammen besaß, zuerst an  
Haynspitz mit überwiesen, dann dem, stets Alten-  
burgisch gebliebenen Kammergute Petersberg, und  
zwar noch vor der Altenburg'schen Theilung von  
1672, wo sie dann Weimar, dem nun Bürgel ab-  
getreten war, sogleich, aber vergebens forderte;  
Altenburg blieb im Besitze und Weimar giebt nun  
bei dem allgemeinen Vergleiche seine Ansprüche  
daran auf.

Zu 6. Der Gleichensche Hof mit einer Hufe gehörte  
bisher zu dem Weimar'schen Amte Blankenhayn,  
durch dessen Abtretung wird Dorf und Flur Dröfs-  
nitz der Altenburg'schen Hoheit völlig unterworfen.

Zu 7. Von diesen 2 Gütern oder Freihöfen zu Kess-  
lar stand:

1831  
1832

- a. der eine, der Lorenzische, bisher unter Gerichtsbarkeit des Stadtrathes zu Magdala;
  - b. der zweite, Tellesche, unter dem Großherzoglichen Justiz - Amte Blankenhayn;
  - c. die peinliche Gerichtsbarkeit war dem Großherzoglichen Kriminal - Gerichte Weimar gegeben.
- Zu c. Diese wird künftig mit dem Herzogl. Altenburg'schen Bezirksamte zu Cahla vereinigt und eben so zu b. die bisherige Gerichtsbarkeit des Amtes Blankenhayn;
- zu a. a. der Magdala'sche Freihof bleibt mit der Gerichtsbarkeit des Stadtrathes zu Magdala in der Art vereinigt, daß
- c. der gedachte Stadtrath wegen dieser Jurisdiktion nicht Vasall von Altenburg wird;
  - ß. die Altenburg'schen Untersassen dieses Freihofes da Recht nehmen, wo der Sitz der Gerichtsbarkeit dieses Stadtrathes ist, aber nach formellen und materiellen Gesetzen des Herzogthums Altenburg gerichtet werden, so daß der Instanzenzug vom Patrimonial - Gerichte der Stadt Magdala wegen der Bewohner dieses der Altenburg'schen Hoheit nun ganz unterworfenen Freihofes an die Herzoglichen Landes-Kollegien zu Altenburg geht. Doch soll es dem gedachten Stadtrathe frei stehen, diese Gerichtsbarkeit, was sehr zu wünschen wäre, an das Herzoglich Altenburg'sche Bezirksamt abzugeben. Sollte die übrige Gerichtsbarkeit des Stadtrathes zu Magdala an eine unmittelbare Großherzogl. Justiz - Behörde übergehen: so soll der Herzogl. Altenburg'schen Staatsregierung freistehen, die Jurisdiktion über den Magdala'schen Freihof zu Kefslar ebenfalls einer Herzoglich - Altenburg'schen unmittelbaren Justiz - Behörde zu überweisen. So lange dieses nicht geschieht, muß
  - γ. des Stadtraths zu Magdala Justitiar, wenn er in seiner Weimarschen Eigenschaft zu Weimar von Großherzoglicher Regierung

bestätigt ist, vom Stadtrathe dem Herzog-<sup>1831</sup>  
lich-Altenburg'schen Landesjustiz-Kolle-<sup>1832</sup>  
gium angezeigt und vom Gerichtsverwal-  
ter die Erbhuldigung an Altenburg wegen  
des Einen Freihofes vor einer unmittelbar  
Herzoglich-Altenburg'schen Justiz-Stelle  
geleistet werden.

Durch diese Abtretung wird der ganze Ort Kef-  
slar Altenburgisch. Eben so wird

Zu 8. durch die Abtretung des Großherzoglich Wei-  
mar'schen Theils an Dienstädt, dieser ganz im Al-  
tenburg'schen Amte Orlamünde liegende Ort durch-  
aus Altenburgisch.

Dieser Antheil besteht aus 18 Häusern, 50 ledi-  
gen Grundstücken, 4 Baustellen und dem dazu ge-  
hörigen Lande. Die Unterthanen sind Patrimonial-  
Untersassen der im Kreise Ziegenrück des König-  
reichs Preußen gelegenen Hauptgüter

a. Burg Rabnis,

b. Brandenstein,

wegen deren die Gerichtsbarkeit, Lehen und Zin-  
sen und die Besitzer, die von Breitenbauch, als  
Vasallen dem Herzogthume Altenburg unbedingt  
überwiesen werden, aber für die erste Beleihung  
nichts zahlen sollen, eben so wenig deren Ju-  
stitiare für die erste Erbhuldigung,

c. und Untersassen des Fürstlich-Hohenloheschen  
Gerichts Oppurg, wegen deren in Bezug auf Ge-  
richtsbarkeit der Vorbehalt eintritt, welcher oben  
§. IV. Nr. 10. a. im Allgemeinen bedungen wor-  
den ist.

Zu 9. Diese zwei Häuser lagen in dem Altenburg's-  
chen Dorfe Linda, Amts Ronneburg, ganz verein-  
zelt und gaben wegen Hoheit, Polizei und Ober-  
Gerichtsbarkeit innerwährenden Anlaß zu gegen-  
seitigen Ansprüchen. Durch ihre Abtretung wird  
Linda ein ganz geschlossenes Altenburg'sches Dorf.  
Nur die Frohnen dieser bisherigen Weimar'schen  
Unterthanen in Weimar werden Weimar und zwar  
ganz in derselben Weise, wie die Frohnen zu Bo-  
beck vorbehalten, bis sie verfassungsmäßig gegen  
Entschädigung abgelöst werden, insoweit ihre Na-  
tur dieses erlaubt. Auch wegen der Art und Weise,

1831 wie diese Ablösung zu bewirken, soll statt finden,  
 1832 was bei Bobeck bedungen ward.

Zu 10. Das Rittergut Unterrenthendorf wurde 1715 von Christian Albrecht und Johann Christoph von Meusebach an Heinrich Dietrich von Oebischelwitz als Mann- und Weiberleben verkauft; eben so wurden die strittigen fünf Häuser zu Hellborn — s. Nr. 11. dieses §. — von einem von Jenisch an denselben Oebischelwitz 1708 schon veräußert, so daß also diese fünf Häuser zum unstrittig Weimar'schen Rittergute Oberrenthendorf gehören, da der Käufer Unterrenthendorf erst 1715 erwarb, was auch ein Dokument vom 29. Januar 1671 besagt. Die alten Lehenbriefe über Unterrenthendorf reden bloß von Zinsleuten, Jagden, Lehen, zinsbaren Stücken, Gerichten, Fischbach und Triften. Rittergutsgebäude giebt es nicht in Unterrenthendorf.

Die geistlichen Grundstücke liegen in Einem Zuge zwischen den Fluren Ober- und Unterrenthendorf, die Pfarrei, Kirche und Schule aber in Unterrenthendorf. Altenburg drang auf deren Abtretung, da es sonst bei der gegenwärtigen Ausgleichung nur Eine Pfarrei zu Bobeck erworben, und zwei, zu Großlöbichau und zu Graitschen verloren haben würde, welches beide Landesherrliche Stellen sind, während Unterrenthendorf Patronat-Stelle ist; was aber ausgeglichen wird durch die bessere Dotation der Pfarrei Unterrenthendorf rücksichtlich des Pfarreiholzes. Unter diesen Umständen forderte die gegenseitige Billigkeit, welche stets als Haupt-Motiv bei der unterliegenden Vereinigung beide höchste Kontrahenten leitete, daß mit der Flur Unterrenthendorf auch die Grundstücke der Pfarrei Unterrenthendorf an Altenburg abgegränzt und die Pfarrei mit dahin abgetreten werde; ferner daß der Erlös vom Niederschlagen des Pfarreiholzes in dem Jahre 1826 und später, welches stets unter Widerspruch Altenburgs geschah, in so weit derselbe noch nicht für Kirche, Pfarrei oder Schule in Unterrenthendorf verwendet worden, an Altenburg mit übergeben werde. Doch darf dieser Erlös von Altenburg ebenfalls nur für Kirche, Pfarrei und Schule zu Unterrenthendorf verwendet werden. Altenburg hat sich übrigens wegen dieser Pfarrei vorbehalten, nach Umständen die Grundsätze an-

zuwenden, welche im Großherzogthume Weimar wegen Besetzung von Patronats-Stellen bestehen. 1831  
1832

Wegen des Rittergutes Unterrenthendorf aber wurde bedungen:

- a. das Mann- und Weiberlehengut Unterrenthendorf an Gerichten, Lehen, Zinsleuten, Triften, Jagden und Fischbach daselbst, insoweit sich solche Gerechtsame aus den alten Lehenbriefen, Akten und Dokumenten bestimmen und erörtern lassen, wird ein Sachsen-Altenburg'sches Lehen und ist im Herzogthume Altenburg landtagsfähig.
- b. In so weit sich bei dem mehr als hundertjährigen Zusammenbesitze der Güter Ober- und Unterrenthendorf aus den Akten und Urkunden nicht nachweisen läßt, wohin eine Pertinenz dieser beiden Rittergüter gehört, wird angenommen, es gehöre zu dem Gute Oberrenthendorf. Dorf und Flur Unterrenthendorf sammt den geistlichen Grundstücken aber gehören durchaus zu dem Sachsen-Altenburg'schen Gebiete.
- c. Der dermalige Besitzer, Advokat Wächter zu Unterrenthendorf, empfängt die Lehen wegen Unterrenthendorf bei dem Lehenhofe in Altenburg das erste Mal ganz kostenfrei.
- d. Die Patrimonial- Gerichtsuntersassen zu Unterrenthendorf bleiben, so lange Oberrenthendorf und Unterrenthendorf von denselben Personen besessen werden, pflichtig, vor der Gerichtsstelle Oberrenthendorf Recht zu nehmen in allen Sachen, welche nicht peinlich sind. Der Justitiar des Gerichts Oberrenthendorf ist auch der Justitiar der Unterrenthendorfer Gerichtsuntersassen. So wie er vom Besitzer Oberrenthendorfs erwählt, von Großherzoglicher Justiz-Oberbehörde zu Weimar bestätigt ist, muß Anzeige vom Patrimonial- Gerichtsinhaber und Justitiar bei dem Landes-Justizkollegium in Altenburg geschehen, und der Justitiar wegen der Untersassen zu Unterrenthendorf den Erbhuldigungseid vor einer Herzoglich-Altenburg'schen unmittelbaren Justiz-Behörde an Se. Durchlaucht den Herzog zu Sachsen-Altenburg leisten. Die Untersassen zu Unterrenthendorf werden nach materiellem und formellem Altenburg'schen Rechte

1831

1832

gerichtet, der Instanzen-Zug geht wegen derselben an die Landes-Kollegien in Altenburg. Wenn aber die zwei Vasall-Güter Ober- und Unterrenthendorf von verschiedenen Besitzern besessen werden, hängt es von Sachsen-Altenburg ab, die Gerichtsbarkeit über Unterrenthendorf separat verwalten zu lassen, da Unterrenthendorf dann ohne alle Einschränkung ein Altenburg'sches Patrimonial-Gericht bildet.

Zu 11. Da die *fünf Häuser zu Hellborn* Pertinenz des Gutes Oberrenthendorf sind, wie unter 10. erwähnt ist: so tritt

a. wegen deren Lehens-Nexus ein, was oben §. 4, 10. im Allgemeinen bedungen ist, wenn nicht der Besitzer vorzieht, diese fünf Häuser mit zu dem Rittergute Unterrenthendorf schlagen zu lassen, in welchem Falle er die Lehen deshalb zugleich mit diesem Rittergute empfangen wird;

b. wegen der Gerichtsbarkeit der fünf Häuser tritt ein, was oben §. 4. unter 10. im Allgemeinen bedungen worden.

Uebrigens wird dadurch das Dorf Hellborn nun ganz Altenburgisch.

Zu 12. Kleinebersdorf, Amts Roda, ist übrigens ganz Altenburgisch und wird durch die Abtretung der fraglichen Steuern vollends purifizirt.

Zu 13. Dieser Antheil beträgt sieben Häuser und acht Acker Landes, welche dem Rittergute Thränitz unterworfen sind, das wegen des Hauptgutes und Dorfes Thränitz Großherzoglich-Weimarisch bleibt. Das Besteuerungsrecht war strittig. Der Lehen- und Gerichtsbarkeit wegen treten deshalb die Bedingungen des §. 4, 10. ein.

Zu 14. Diese Grundstücke sind von Altenburg in späteren Zeiten unter Widerspruch Weimars mit Abgaben belegt worden. Es herrschte darüber Dunkelheit, die Weimar'schen Abgaben wurden in den Weimar'schen Abgabenregistern wegen Reust und Rückersdorf zusammen aufgeführt und konnten deshalb nicht überall geschieden genannt werden. Jetzt wird die ganze Flur des Dorfes Reust für Altenburg widerspruchlos steuerbar.

Die Ansprüche des Rittergutes Thränitz auf Ge-



richtsbarkeit und Lehen wegen dieser Grundstücke 1831 werden demselben vorbehalten und wird sowohl 1832 wegen des Lehensverbandes, als der Gerichtsbarkeit wegen hier wiederholt, was oben §. 4. unter 10. im Allgemeinen deshalb bedungen worden.

Zu 15. Die strittigen Grundstücke zwischen Lindenkreuz und St. Gangloff bestehen:

- a. in der so genannten Mittelmühle, deren Gebäude gegen sonst verändert und dadurch die Gränze verrückt worden;
- b. in den Gehöften:
  - aa. Michael Grubers,
  - bb. Karl Langes,
  - cc. Georg Friedrich Köchners,
  - dd. Gottfried Grubers und
  - ee. Gottfried Grubers,

welche ungefähr 35 Seelen bewohnen.

Durch das Gehöft unter b. cc. und daran stossenden Garten geht das, die Weimar'schen Fluren Lindenkreuz und Rothenbach scheidende Laag, so daß die Scheuer auf Lindenkreuzer, die Wohngebäude auf Rothenbacher Seite liegen. Im Besitze der Hoheit über diese Häuser und die dazu gehörigen Gärten wegen Steuern, Militair- und kirchliche Angelegenheiten war Altenburg; dagegen sind die dazu gekauften Grundstücke auf der Anhöhe unbestritten Weimar'scher Hoheit unterworfen.

So wie der Besitzstand jetzt für Altenburg ist, geschieht die Abtretung an Altenburg in Bezug auf Landeshoheit und Landesgefälle. Die Ansprüche der Privaten, namentlich der Rittergüter Lindenkreuz und Münchenbernsdorf und der Gemeinden Lindenkreuz und Rothenbach bleiben vorbehalten. Der strittige Flächenraum, wegen dessen Gerichtsbarkeit aber Altenburg auch im Besitze ist, beträgt ungefähr fünf bis sechs Weimar'sche Acker.

Zu B. Was nun die *Abtretungen Weimars an Altenburg* anlangt, welche bisher *unstrittige* Gegenstände betrafen, so war dabei Folgendes näher zu bestimmen:

Zu 16. Diese zwei Häuser zu Hilbersdorf mit ungefähr funfzig Dresdner Ackern lagen bisher im Weimar'schen Amte Weida und gehören zu dem Mannlehen - Rittergute Endschütz, welches Weimarisch

1831 bleibt. Wegen ihrer wird der von Wolfersdorf  
 1832 auf Endschütz Vasall von Altenburg; es tritt aber sowohl wegen dieses Lehens, als wegen der Gerichtsbarkeit über diese zwei Güter die Bedingung ein, welche oben unter §. 4, 10. deshalb schon gestellt worden. Der Antheil des Dorfes Hilbersdorf, welcher zu dem Rittergute Kauern gehört, ist schon Altenburgisch.

Zu 17. Der bisher Weimar'sche Antheil des Dorfes Grobsdorf an sieben Gehöften, einschließlic die sogenannte sächsische Windmühle bei Ronneburg, liegt im Bezirke des Weimar'schen Amtes Weida und gehört zu dem Rittergute Thränitz. Deshalb wird der von Kutschenbach (wie zu Nr. 13 und 14. wegen Rückersdorf und Reust) Vasall von Altenburg, unter den §. 4, 10. bestimmten Beschränkungen wegen Lehen und Gerichtsbarkeit. Das Hauptrittergut Thränitz bleibt — wie ebenfalls schon oben bemerkt — Weimar'sches Lehen.

Die Gränze dieses Weimar'schen Antheiles von Grobsdorf reicht bis an die Vorstädte der Altenburg'schen Stadt Ronneburg, und ihre Abtretung, besonders auch in polizeilicher Hinsicht, war wünschenswerth.

Zu 18. Dieser Gasthof zu den Ziegenböcken gehörte bisher zur Flur Waldeck, Weimar'schen Amtes Bürgel, und liegt an der von Nürnberg nach Naumburg führenden, dort übrigens nach Altenburg gehörigen Straße. Die Zugehörungen enthalten zwei und zwanzig Weimar'sche Acker Landes. Er hatte bisher sein Bier vom Kammergute Gniebsdorf zu nehmen, welches Verhältniß fort dauern soll, so lange der jetzige Pachtvertrag über das Kammergut Gniebsdorf mit dem dermaligen Pächter desselben fort dauert; dann soll dieses Banverhältniß für immer aufhören. Altenburg war die Abtretung dieses abgetrennt liegenden Gasthofes zu besserer Handhabung der Polizei wünschenswerth.

Zu 19. Diese Zinsen und Lehengefälle waren nach §. 3. dieses Rezesses auf fünfzig Thaler hoch bestimmt. Sie sollen angewiesen werden von den Zinsen und Lehengefällen, welche Weimar aus den Dorfschaften des Altenburg'schen Amtes Eisenberg jetzt zu beziehen hat. Die Summe von fünfzig

Thalern wird aber dadurch noch eine kleine Aenderung erhalten, daß von Seiten Weimars zuvörderst noch einige Abgaben in anderen Bezirken als den genannten Dorfschaften des Amtes Eisenberg mit aufgerechnet werden sollen, deren Betrag jedoch für den Augenblick noch nicht in Zahlen ausgesprochen werden kann, sondern zuvörderst durch die betroffenen Aemter oder sonst ermittelt werden soll. Es gehören hierher

- a. die etwa noch nicht aufgerechneten landschaftlichen Abgaben und Domanial-Gefälle von den, zu der Troschkaer Flur abgegränzten, ungefähr fünf Acker enthaltenden Landes am Ochsenbache bei Bürgel, insofern diese Grundstücke nach Bürgel steuern, leihen und zinsen;
- b. die nach Weimar gehörigen Steuern von der im Langenorlaer Flur gelegenen Stopfel'schen Holzmarke, welche Altenburg abgetreten zu erhalten wünscht.

§. 7. Anlangend die Gebietsheile und Rechte, welche von Altenburg an Weimar abgetreten werden: so sind solche ebenfalls

zu A. erstlich solche, an welche beide Staatsregierungen, entweder überhaupt, oder wegen einzelner Rechte bisher Ansprüche machten, wie solche §. 2. unter A. von Ziffer 1. bis mit 6. dieses Vertrages aufgezählt stehen.

Was nun

zu 1. die *Wüstung Bobeck* betrifft, welche die Staatsregierung Altenburg als zur Flur des von ihr angesprochenen Dorfes Bobeck gehörig ansah: so wird solche ganz Weimarisch und bleibt in ihren bekannten Gränzen mit der Bedingung, daß die Bobeck'sche Gemeindewiese unter der, §. 6. A. 1. oben näher beschriebenen Modifikation bei Dorfbobek bleibe. Die Flur Wüstbobeck wird mit der Flur Waldeck verbunden. Die Bewohner des an Altenburg abgetretenen Dorfes Bobeck, welche Grundstücke in der Flur Wüstbobeck besitzen, werden deshalb Forsten in der letztgedachten mit Waldeck zu vereinigenden Flur.

Zu 2. Dieses Holz von ungefähr drei Ackern macht die Ecke des Waldecker Forstes und gehörte bis-

1831

1832

her zur Flur Dorfboback. Von dieser wird es abgetrennt und kommt unbedingt an Weimar, welches das Areal mit dem Forste Waldeck, Flure Waldeck, vereinigt, die Gerichtsbarkeit darüber mit der des Amtes Bürgel. Oben (§. 6. unter A. 1.) wurde schon erwähnt, daß der Theil des Franzischen Grundstückes an gedachtem Orte, welcher zu Felde gemacht und von Großherzoglicher Kammer in Weimar nicht mit erkaufte wurde, Altenburgisch und bei der Flur Dorfboback bleibt. Die Abtretung dieses Holzflückes war für den Forst Waldeck wünschenswerth.

Zu 3. Weimar war schon längst im Besitze dieser von Altenburg angesprochenen Gerichtsbarkeit und Hoheit und durch das Aufgeben der Ansprüche ist nun die ganze Flur unstrittig der Hoheit Weimars unbedingt unterworfen.

Zu 4. Das Thalemann'sche Gut liegt in dem sonst ganz Weimar'schen Dorfe Thränitz und gehört zu den Dotal-Untersassen der Altenburg'schen Superintendentur Ronneburg, welches Verhältniß unter folgenden Bedingungen fortbestehen soll:

In Kompensation, daß der Stadtrath zu Magdala, wegen des Einen Gutes im Altenburg'schen Dorfe Kelslar nicht Vasall von Altenburg zu werden braucht, soll auch der Superintendent zu Ronneburg wegen des Einen Gutes im Weimar'schen Dorfe Thränitz nicht Vasall von Weimar werden. Die Bewohner des Thalemann'schen Gutes in Thränitz und die zu solchem gehörigen Liegenheiten bleiben dem Superintendentur-Patrimonial-Gerichte zu Ronneburg unterworfen, die Ersteren müssen wie bisher in die Gerichtsstelle zu Ronneburg gehen; aber sie werden nach Weimar'schem materiellem und formellem Rechte gerichtet und der Instanzen-Zug geht wegen dieses Gutes an die Landes-Kollegien zu Weimar; mit der Obergerichtsbarkeit steht es unter dem Weimar'schen Kriminal-Gerichte zu Weida. Der Justitiar des Superintendentur-Gerichtes zu Ronneburg muß wegen des Thalemann'schen Gutes in Thränitz Sr. Königlichen Hoheit, dem Großherzoge, von Weimar die Erbhuldigung vor

einer Großherzoglichen unmittelbaren Justiz-<sup>1831.</sup>  
Stelle leisten, wofür im ersten Falle keine Ko-<sup>1832</sup>  
sten angerechnet werden dürfen. Es wäre übr-  
gens zu wünschen, daß das Ronneburger Super-  
intendentur-Patrimonial-Gericht die Verwaltung  
seiner Gerichtsbarkeit über das Thalemann'sche  
Gut an eine Weimar'sche Justiz-Stelle abträte.  
Sollte die Gerichtsbarkeit der Superintendentur  
Ronneburg an eine unmittelbare Herzoglich-Al-  
tenburg'sche Justiz-Behörde übergehen: so soll  
der Großherzoglich-Weimar'schen Staatsregie-  
rung frei stehen, die Gerichtsbarkeit über das  
Thalemann'sche Gut zu Thränitz einer Groß-  
herzoglich - Weimar'schen Justiz - Behörde zu  
überweisen.

Von dem Peukert'schen Gute, welches früher  
ebenfalls zu der Superintendentur Ronneburg ge-  
hört hat, und Altenburgisch gewesen sein mag,  
existirt nur noch das an Weimar mit abgetretene  
bisherige Sae-Frohngeld und es wird nun das  
ganze Dorf Thränitz Weimarisch.

- Zu 5.** Zu dem Freihofe, welcher von Altenburg an  
Weimar abgetreten wird und ehemals Pertinenz  
von dem vormaligen Rittergute Großkröbitz war,  
gehören außer dem Sitze auch noch zwei Hufen  
Landes, welche nunmehr zum Weimar'schen Ge-  
biete gezogen werden. Eine halbe Hufe davon  
ist gegenwärtig noch Zabehörung von dem un-  
besteuerten Freihofe. Die übrigen eine und eine  
halbe Hufen, welche zugleich mit ihnen in das  
Rentamt zu Cahla leihen und zinsen, werden  
von einer halben Hufe bis zu einer Achtel-Hufe  
herab von verschiedenen Eigenthümern besessen.  
Die Gerichtsbarkeit war über diese Hufentheile  
zwischen den Aemtern Jena und Cahla strittig,  
wird aber nunmehr definitiv an Weimar über-  
lassen; die Lehen und Zinsen werden Weimarisch.
- Zu 6.** Dieser Göhren liegt auf der Wölmse, außer-  
halb der Fluren Großlöbichau und Wogau, hält  
fünf und einen halben Acker Altenburgisch und  
wird künftig ganz Weimarisch, da an Weimar  
auch die Steuern abgetreten sind, welche bisher  
nach Roda gegeben wurden. Es steht Weimar frei,  
ihn mit einer Weimar'schen Flur zu vereinigen.

1831 Zu B. Was nun zweitens solche Gebietstheile und  
 1832 Rechte betrifft, welche Altenburg an Weimar abtritt und unstrittig Altenburgisch waren, wie solche unter B. von Ziffer 7. bis mit 10. §. 2. dieses Vertrages benannt sind: so ist deshalb Folgendes zu gedenken:

Zu 7. Das Dorf Großlöbichau gehörte bis jetzt zum Altenburg'schen Amte Roda und durchschnitt das Weimar'sche Gebiet auf der Straße von Jena nach Bürgel. Es wird abgetreten mit Kirche, Pfarrei, Schule, Geleite, Jagd und der ganzen Flur und wird ohne alle Ausnahme Weimarisch.

Zu 8. Der Altenburg'sche Theil von Graitschen war durch die neuen von Weimar erworbenen Gebietstheile eine Weimar'sche Enklave geworden. Altenburg tritt an Weimar ab:

- a. das Rittergut zu Graitschen ohne Einschränkung, insoweit es Altenburgisch war, oder von Altenburg in Anspruch genommen wurde, so daß die von Wangenheim wegen ihrer Besitzungen in Graitschen ganz aufhören, Vasallen von Altenburg zu sein, und lediglich Vasallen von Weimar werden. Sie sollen deshalb die ersten Lehen auf den Abtretungsfall kostenfrei vom Lehenhofe zu Weimar erhalten; die bisher bei Altenburg zu Lehen gehenden Theile des Rittergutes Graitschen sollen mit zu dem Weimar'schen Hauptgute Graitschen geschlagen und künftig Beleihungen in herrschender und dienender Hand den Haupt- und Mitbelehnten des Mann-Lehengutes Graitschen, sowohl wegen der bisher Weimar'schen Antheile als wegen der bisher Altenburg'schen Antheile, in Einem Akte und durch Einen Lehenbrief erfolgen:
  - b. Altenburg tritt ferner ab die ganze Hälfte des Dorfes und der Flur Graitschen, welche bis jetzt Altenburgisch war;
  - c. alle kirchlichen Rechte in Graitschen, die es hatte oder ansprach;
  - d. das Geleite in diesem Dorfe, so daß im ganzen Orte, in der ganzen Flur Graitschen, Altenburg nichts mehr bleibt.
- Uebrigens übernimmt Weimar, die Ansprüche

auf Lehen shoheit der Herzoglich-Sächsischen Spezial-Häuser Gotha und Meiningen mit solchen durchzuführen, welche sie wegen Kranichfeld an den bisherigen Altenburg'schen Lehensantheilen von Graitschen machen; ohne deshalb Rückanspruch an Altenburg machen und ohne auch nur eine Prozeß-Vertretung verlangen zu können.

Zu 9. Das Dorf Wittersroda gehört in das Weimar'sche Amt Blankenhayn. Dahin kommt nun auch das einzige Gut in solchem, welches Altenburgisch war und von Altenburg abgetreten wird, wodurch nun das ganze genannte Dorf Weimarisch ist.

Zu 10. Betrifft bloß Zinsen, zu denen Etwas nicht zu bemerken ist, als daß sie sämmtlich im Großherzogthume zu erheben sind, wo sie von Weimar mit geringerem Aufwande eingezogen werden können.

§. 8. Beide Staatsregierungen verpflichten sich gegenseitig, wegen der abgetretenen Landestheile dem Gouvernement, welches sie erwarb, alle in dem Archive der betroffenen Landesstellen befindlichen Akten, Urkunden und Nachrichten, insoweit sie die Abtretungen betreffen, auszuliefern, oder, wenn die Akten untrennbar sind, beglaubte Abschriften davon kostenfrei zu geben. Auch sollen in Bezug auf Großlöbichau, halb Graitschen, das Eine Gut in Wittersroda und die Hufe zu Kleinkröbitz die Altenburg'schen Unterbehörden angehalten werden, die betroffenen Akten, Konsens- und Handelsbücher den Weimar'schen Unterbehörden, zu welchen jene Landestheile kommen, auszuantworten, und, wo die Akten und Bücher nicht trennbar wären, beglaubte Abschriften gegen Kopialgebühren von zwei Groschen von einem vorschriftsmäßig geschriebenen Bogen und ohne alle weitere Kostenaufrechnung. Dasselbe soll umgekehrt geschehen von den Weimar'schen Unterbehörden an die Altenburg'schen mit allen Akten, Konsens- und Handels-Büchern wegen des Gasthofs zu den Ziegenböcken, wegen des Dorfes Bobeck, der zwei Häuser in Linda, dem Dröfsnitzer Hofe, dem Einen Gute zu Kelslar, welches bisher unter Gerichtsbarkeit des Amtes Blankenhayn stand, wegen der zwei Hetzdor-

1831 fer Häuser und für den Fall, daß Ober- und Unter-  
 1832 renthendorf verschiedene Besitzer erhalte, wegen Unterrenthendorf.

§. 9. Alle Frohnen, welche der Staat Weimar oder dessen Unterthanen von Gemeinden und Einzelnen zu fordern hat, die vom Staate Weimar an den Staat Altenburg abgetreten werden, sollen ablösbar sein und die Ablösungen geschehen nach dem Weimar'schen Gesetze vom 11. Mai 1821 über Ablösbarkeit der Frohnen; nur daß anstatt des Einen Weimar'schen Landrathes, welchem §. 3 ff. des gedachten Gesetzes die Leitung der Ablösung überträgt, letztere geleitet werden soll von einer Kommission, zusammengesetzt aus dem Großherzoglich-Sächsischen Landrathe des Kreises, in welchem die Leistungen zu thun sind, und aus dem Herzoglich-Altenburg'schen Kreishauptmann, in dessen Kreise die Leistenden wohnen.

Ganz das Nämliche soll eintreten wegen der Frohnen der von Altenburg an Weimar abgetretenen Unterthanen, nur daß die Ablösungen geschehen sollen auf dem Grunde des Altenburg'schen Frohnablegungs-Gesetzes, welches in kurzer Zeit erscheinen wird.

§. 10. Was die peinliche Gerichtsbarkeit in den gegenseitig abgetretenen Landestheilen betrifft: so bleibt deren Einverleibung in eine unmittelbare Gerichtsbehörde der erwerbenden Staatsregierung, mit Ausnahme des Gerichtsbezirkes Oppurg, überlassen. Alle früheren Stellen im gegenwärtigen Vertrage, welche wegen Gerichtsbarkeit Bestimmungen enthalten, sind auf Kriminal-Jurisdiktion nicht zu beziehen.

§. 11. Sollten wider Hoffen aus dem gegenwärtigen Vertrage zwischen den betheiligten höchsten Häusern Irrungen erwachsen: so haben sie bedungen und verglichen, daß letztere zuerst in einer Konferenz zweier Bevollmächtigter sollen wo möglich gütlich beigelegt werden. Gelänge auch dieses nicht: so soll der Staat, welcher aus dem Vertrage Etwas fordert, was der andere Staat verweigert, bei dem gemeinschaftlichen Ober-Appellations-Gerichte Jena eine Schrift einreichen, welche die Gründe seiner Forderung heraussetzt. Diese wird vom Ober-Appellations-Gerichte Jena der gegentheiligen Staatsregierung mitgetheilt. Letztere hat die Gegenschrift binnen sechs Wochen bei dem Ober-Appellations-Gerichte Jena



unzureichend und dieses entscheidet als gewählte Aus- 1831  
scheidungsin-Instanz. Gegen dieses Erkenntniß findet kein 1832  
Rechtsmittel Statt.

---

Beiderseitige Bevollmächtigte haben vorstehende  
Vereinigung nach reifer Ueberlegung bis auf aller-  
höchste und höchste Genehmigung ihrer Durchlaucht-  
igsten Souveraine, ohne welche Ratifikation nichts  
erzöglichen sein soll, geschlossen, solche in vorstehen-  
den Staatsvertrag gebracht, letzteren doppelt gleich-  
förmig ausfertigen, ihm die Beilagen unter A, B und  
C beiheften lassen, und sowohl diese Beilagen als den  
Hauptvertrag eigenhändig unterzeichnet und besiegelt.

So geschehen Altenburg den dreizehnten Juni im  
Jahre Eintausend achthundert dreißig und eins.

BERG FRIEDRICH KON-  
RAD LUDWIG VON GERSTEN-  
BERG, Großherzogl. Sach-  
sen-Weimar'scher Bevoll-  
mächtigter, zugleich für d.  
Großherzogl. Sächs. Kam-  
merath THON.

CHRISTIAN GOTTF. HER-  
MANN, Herzoglich - Al-  
tenburg'scher Bevollmäch-  
tigter.



# Verzeichniss dessen, was das Großh

407

Nr.	Ortschaften und Parzellen, auch Gefälle.	Seelen- zahl d. Ein- wohner.	Zahl der Häu- ser.	Kir- chen.	Pfar- reien.	Schu- len.	A.
<b>A. Unstrittige.</b>							
1	Großslöbichau . . .	193	48	1	1	1	742
							Alt
2	Graitschen . . .	105	23	1	1	1	322
3	Zinsen in Lobeda . . .	—	—	—	—	—	
4	Zinsen in Laasan und Cunitz . . .	—	—	—	—	—	d unter Großslö-
5	Wittersroda, ein Gut . . .	—	—	—	—	—	
6	Zinsen in Löberschütz . . .	—	—	—	—	—	
7	Zinsen in Jenalöbnitz . . .	—	—	—	—	—	
8	Thränitz, das Thalemann'sche und Peukert'sche Gut . . .	—	—	—	—	—	
9	Die Koppeljagd in der Klein- löbichauer Flur . . .	—	—	—	—	—	abe. des
10	Die Koppeljagd in der Gere- gaer Flur . . .	—	—	—	—	—	
11	Die Jagdnutzung in der Flur Rockau . . .	—	—	—	—	—	
	Summa A.	298	71	2	2	2	10
<b>B. Strittige.</b>							
1	Wüstung Bobeck . . .	—	—	—	—	—	11 Lehen, Varen be-
2	Kleinkröbitz, von einer Hufe Gerichtsbarkeit und Steuern . . .	—	—	—	—	—	ben sind nicht er-
	Summa B.	—	—	—	—	—	
	Summa A.	298	71	2	2	2	
	I. Summa	298	71	2	2	2	
	II. Summa	654	136	2	2	2	

Aus den Akten zusammengestellt Altenb. Gef.  
Summa.

VON GERSTENBERG,  
Großherzog. Weimar'scher Bevollmächt. Weim.  
Altenb.  
f. Weim.

## Verzeichniß dessen, wa

Nr.	Ortschaften und Parzellen, auch Gefälle.	Seelen- zahl d. Ein- wohner	Zahl der Häu- ser.	Kir- chen.	P re	Anmerkungen.
<b>A. Unstrittige.</b>						
1	Hilbersdorf, zwei Häuser.	12	2	—	—	
2	Grobsdorf, Weimar. Theils.	30	7	—	—	
3	Den Gasthof, die Ziegenböcke.	8	2	—	—	
4	Jagdausübung am Görzberge.	—	—	—	—	gerechnet den Impost
5	Jagdgerechtsame auf der so genannten Abtei . . .	—	—	—	—	geschenkten Getränke
6	Koppeljagd in der langen Laite	—	—	—	—	des Zwanges.
	Summa A.	50	11	—	—	
7	Hierzu an Zinsen und Lehen aus dem Amte Eisenberg, noch zu ermitteln, von wel- chen Ortschaften . . .	—	—	—	—	
<b>B. Strittige.</b>						
1	Bobeck, Dorf u. Flur, m. Aus- schluß d. Wüstung Bobeck.	371	78	1	—	Jagdertrag v. 10 Thlrn. er nebenstehenden Do- -Gefällen an 184 Thlr. 5 Pf. mit enthalten.
2	Unterrenthendorf . . .	85	16	1	—	
3	Hellborn, fünf Häuser	—	—	—	—	
4	Linda, zwei Häuser . . .	—	—	—	—	mittige hohe und unbe- -e niedere Patrimonial- -isbarkeit über 5 Häuser.
5	Dröfsnitz, den Gleichen Hof	9	1	—	—	-richtbarkeit über 2
6	Kefslar, wegen zweier Höf-	15	2	—	—	- mit 19 Einwohnern,
7	Kleinebersdorf, wegen Wei- mar'scher Grundsteuern	—	—	—	—	- schon Altenburgisch
8	Reust, weg. Weimar. Abgaben	—	—	—	—	- trittig wegen Handha- -der Polizei.
9	Rückersdorf, wegen der Wei- mar'schen Parzellen	38	7	—	—	-tschaftl. Abgaben sind Rückersdorf mit auf-
10	Dienstädt, Weim. Anthells	77	18	—	—	-tschaftl. Abgaben ein- lich von Reust. Die in Reust und Rückers- -ren bisher unstrittig
11	Droschka, an Zinsen u. Steuern	—	—	—	—	-risch.
12	Hetzdorf, weg. zweier Häuser	9	2	—	—	-e Jagdbefugniss bleibt -mar vorbehalten.
13	Die Jagd im Carlsdorfer Flur, am Lotzeberge . . .	—	—	—	—	-gd ist mit 24 Thlrn. -lagt und unter der -nungs-Summe nicht -halten.
	Summa B.	604	125	2.	—	-rth ist zu 20 Thlr.
	— A.	50	11	—	—	-lagt, jedoch Ueber- -ens gemäß nicht mit -hnet worden.
	Hierzu noch zu gewährende Zinsen . . .	—	—	—	—	
	Summa	654	136	2	—	

Aus den Akten z

17 gr. 8 pf. lands. Abg.

12 - 5  $\frac{1}{2}$  - Dom. Gef.6 gr. 1  $\frac{1}{2}$  pf. Summa.

VON GERSTENBERG,

Großherzogl. Weimar'scher Bevoll.

Altenburg, den 3. Juni 1831.

Auszug.

Von denselben Herren Bevollmächtigten der Staatsregierungen zu Weimar und Altenburg wurden heute in demselben Lokale die Verhandlungen fortgesetzt u. s. w.

Noch fand Weimar für nöthig, sämmtlicher Leistungen nochmals zu erwähnen, welche das Dorf Bobeck an den Staat Weimar jetzt zu gewähren habe und bei der Abtretung vorbehalten bleiben sollten.

Es bestehen solche im Folgenden:

1. in den zur Landfolge gehörigen Dienstleistungen, zum Beispiel Kriegsführen, Schanzarbeiten, Amts- oder Gerichtsfolge, Hofholzführen, Spann- und Handdienste bei Bauten und Reparaturen der herrschaftlichen Residenz-Schlösser.
2. Die Amtsdörfer Thalbürgel, Gniebsdorf, Naufsnitz, Taupadel, Kleinlöbichau, Gerega, Waldeck und Bobeck haben die Verpflichtung
  - a. bei neuen, von Grund aus aufzufühenden Gebäuden innerhalb der Thalbürgel'schen Klostermauern ungemessene Spann- und Handdienste unentgeltlich zu verrichten;
  - b. Jagdfrohnen und zwar bei Hochwild gemeinschaftlich und sowohl mit Pferden als mit der Hand zu leisten;
  - c. bei gefährlichen oder Kriegszeiten, oder sonst sich ereigneter Nothdurft, die Bewachung des Anthauses oder Klosters und der Gefangenen zu besorgen, ingleichen bei Verwahrung des Klosters an Schlägen und Grabenarbeiten Hand anzulegen, auch das Holz zu Pallisaden und Schlägen mit anzufahren;
  - d. das Deputat-Holz des Bürgel'schen Beamten zur Frohne anzufahren, wofür von jeder Klafter sechs Pfennige so genanntes Schnitzengeld gezahlt wird. Für den Ort Bobeck besteht diese Frohne in der Anfuhr von vier und einer Viertel-Klafter; endlich
  - e. Hundert bis Hundert und funfzig Bürgel'sche Scheffel Hafer oder Gerste von dem Thalbürgel'schen Zinsboden alljährlich nach Jena oder Weimar zu fahren, welches Getreide nach der Hufenzahl reparirt wird.

1831 3. Die beiden Dörfer Bobeck und Gerega müssen ge-  
 1832 meinschaftlich auf allen Stiftsfeldern in Thalbürgel den Hafer rechnen. Diese Frohne wird von den dortigen Hufnern nach Verhältniß der Hufenzahl prästirt, so daß Bobeck, welches zwölf und eine halbe Hufe besitzt, einen Tag zwölf und den andern Tag dreizehn und sofort bis zu vollendeter Arbeit an Fröhnern stellt, dagegen aber Gerega acht Mann nach acht Hufen.

Die Fröhner bekommen hierfür täglich vier Pfund Brod und zwei Käse.

4. Die herrschaftliche breite Wiese, zum ehemaligen Vorwerke Waldeck gehörig, welche einschürig ist, wird folgendergestalt befrohndet:

a. die drei Dörfer Bobeck, Gerega und Waldeck haben gemeinschaftlich das Heu zu wenden und in Schober zu bringen. Gerega stellt hierzu täglich acht, Bobeck abwechselnd einen Tag zwölf und den folgenden Tag dreizehn, Waldeck aber täglich siebenzehn Mann. Die Fröhner treten Mittags an, wenn der Hirte austreibt, und ab, wenn er eintreibt. Jeder Fröhner bekommt täglich zwei Pfund Brod und einen halben Käse.

b. Das Grasstreuen und Abstechen oder Zulangen des Heues, wenn es auf den Waldecker Schaafstall geschafft und eingepannst wird, verrichten sechs Kleinhänsler zu Bobeck und zwar dergestalt, daß sie ein Jahr um das andere in der Arbeit abwechseln, also: wer dieses Jahr streuet, im folgenden absticht. Die Grasstreuer bekommen das gewöhnliche Frohnebrod, die Abstecher aber aufser dem Brode jeder noch ein halbes Pfund Speck.

c. Neunzehn kleine Häuser in Bobeck, welche die Gras- und Heuabstecher - Frohne nicht haben, müssen das Heu auf der breiten Wiese auf dem Waldeck'schen Schaafstalle einpannsen und zwar stellen sechs Häuser zu dieser Arbeit zwei, die übrigen aber nur einen Mann, so daß anjetzo fünf und zwanzig Mann diese Frohne verrichten. Werden aber künftighin noch mehr kleine Häuser in Bobeck eingebaut: so müssen diese neuen Häuser nach einer Uebereinkunft unter der Gemeinde diese Frohne auch mit leisten. Diese Frohne wird ohne alle Entschädigung geleistet.

5. Das Kammergut Gniebsdorf übt auch in Bobeck so- 1831  
wie in den obgenannten sieben Amtsdörfern den 1832  
Dienstzwang aus, jedoch bloß rücksichtlich der  
Mägde und bekommt eine jede dienstthuende Per-  
son vier Groschen Miethgeld und acht Meißnische  
Gülden Lohn u. s. w.

Das Protokoll wurde vorgelesen, genehmiget u.  
s. w. auch unterschrieben.

VON GERSTENBERGK.

HERMANN.

CARL FRIEDRICH SCKELL.

Die Richtigkeit des vorstehenden abschriftlichen  
Auszeuges beglaubigen gemeinschaftlich Altenburg den  
13. Juni 1831.

VON GERSTENBERGK,  
Großherzogl. Weimar'scher Bevollmächtigter.

CHR. GOTTFR. HERMANN,  
Herzöglich Altenburg'scher  
Bevollmächtigter.

## II.

Zwischen dem Großherzogthume Sachsen-Weimar-Eisenach und dem Herzogthume Altenburg bestanden bisher in dem dermaligen Umfange ihrer Staatsgebiete eine bedeutende Anzahl zum Theil seit Jahrhunderten unerledigt gebliebener Irrungen u. Ansprüche.

Seine Königliche Hoheit, der Großherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach und Seine Durchlaucht, der Herzog zu Sachsen-Altenburg, beseelt von dem Wunsche, zum Besten Ihrer beiderseitigen Lande, alle diese Irrungen und Ansprüche auf dem Wege der Ausgleichung und gütlichen Vereinigung freundnachbarlich zu erledigen, ernannten zu diesem Geschäfte Bevollmächtigte und zwar:

I. Seine Königliche Hoheit, der Großherzog, Karl Friedrich von Sachsen-Weimar-Eisenach:

1. Allerhöchst Ihren damaligen geheimen Regierungsrath bei der Landesregierung zu Weimar, Georg Friedrich Konrad Ludwig von Gerstenbergk, nunmehr Kanzlar der Landesregierung zu Eisenach, und

2. Allerhöchst Ihren Kammerrath Ottokar Thon zu Weimar;

II. Seine Durchlaucht, der Herzog Friedrich zu Sachsen-Altenburg:

1831  
1832

Höchst Ihren damaligen Regierungs- und Kammerrath, nunmehrigen geheimen Konferenz-Rath und Präsidenten der Landesregierung zu Altenburg, Christian Gottfried Hermann daselbst. Diese Bevollmächtigte haben eine Reihe Konferenzen in Weimar, Cahla, Ronneburg, Altenburg, Meiningen, Sulza gehalten und endlich zu Altenburg eine Vereinigung bis auf Allerhöchste Ratifikation verabredet.

Es wurde für zweckmäfsig befunden, diese Vereinigung in *zwei* Verträge zu fassen und zwar in einen Hauptvertrag vom 13. dieses und in einen Nebenvertrag.

Es konnte nämlich, wie schon der Hauptvertrag bemerkt, zum Theil nur im Wege des Austausches von Dörfern und Landestheilen ein Mittel gefunden werden, die sich kreuzenden Ansprüche zum Besten beider Länder zu beseitigen. Diese Austauschungen und die Abtretungen, welche damit in Zusammenhange standen, machen den Inhalt des Hauptvertrages, geschlossen Altenburg den 13. Juni 1831, aus.

Nachstehendem

#### N e b e n v e r t r ä g e

dagegen sind einverleibt worden alle Vereinigungen der Staatsregierungen Weimars und Altenburgs über minder bedeutende Differenzen, deren Ausgleichung auch im Auftrage der vorgenannten Kommissare lag, welche aber größtentheils auf deren Veranlassung von den betroffenen Großherzoglichen und Herzoglichen Bezirksäuntern an Ort und Stelle und sonst näher ermittelt, bis auf Genehmigung verglichen oder doch zur Vereinigung der Immediat-Kommissare vorbereitet wurden. Auf dem Grunde dieser Vorarbeiten und Vereinigungen wurden alle diese Gegenstände, wie sie im nachstehenden ersten Paragraphen näher bezeichnet sind, bei den Konferenzen genau durchgegangen, darüber verhandelt und durch gegenseitiges Aufgeben, Abtreten und Bewilligen der verschiedenen Objekte, oder deren Theilung, durch eine allgemeine Ausgleichung in ihrer Meistzahl von Grunde aus erledigt und verglichen, wie nachfolgender Nebenvertrag §§. 3, 4 und 6. das Nähere enthält.

§. 1. Es lagen nämlich den Beauftragten aufser den im Hauptvertrage vom 13. Juni 1831 aufgenom-



menen und verglichenen Irrungen noch nachverzeich- 1831  
nete vor, welche hier aufgezählt sind, wie sie dem 1832  
Laufe der Gränze nach auf einander folgen:

A. Irrungen an der Gränze des Weimar'schen Amtes  
*Blankenhayn* mit dem Altenburg'schen Kreisamte  
Leuchtenburg und Orlamünda zu *Cahla*:

1. Parochial-Verhältnisse von Wittersroda zu Kefslar (siehe §. 3, 1.);
2. zwischen den Fluren Wittersroda und Dröfsnitz (siehe §. 5, 1.);
3. zwischen den Fluren Lotschen und Kefslar (siehe §. 4, 1.);
4. zwischen Lotschen und Dröfsnitz (siehe §. 5, 2.);
5. die Zinsen des Rentamtes Oberweimar wegen der Hafermalzeschen Hufe in Dröfsnitz (siehe §. 3, 2.).

B. Des Weimar'schen Amtes *Jena*

A. mit dem Altenburg'schen Kreisamte Leuchtenburg und Orlamünda zu *Cahla*:

6. zwischen dem Weimar'schen Dorfe Kleinkröbitz und dem Altenburg'schen Rodias (siehe §. 5, 3.);
7. zwischen der Flur des Weimar'schen Dorfes Kleinkröbitz und dem Altenburg'schen Zimmritz (siehe §. 4, 2.);
8. zwischen dem Weimar'schen Dorfe Schorba und demselben Zimmritz (siehe §. 4, 3.);
9. die Wüstung Jägersdorf (siehe §. 3, 8.);
10. zwischen den Fluren der Weimar'schen Dörfer Rothenstein und Leutra und den Herzogl. Altenburg'schen Fluren Altenberga, Allendorf und Zschernewitz (siehe §. 4, 4.);
11. zwischen Rothenstein und Oelknitz, wegen Pfarr-Deputatholzes (siehe §. 3, 4.);
12. zwischen der Weimar'schen Flur Rothenstein und den Altenburg'schen Fluren Sulza und Oelknitz (siehe §. 4, 5.);
13. zwischen demselben Rothenstein und Sulza (siehe §. 4, 6.);
14. Zinsen des Rentamtes Cahla in Rothenstein (siehe §. 3, 5.);
15. zwischen den Fluren des Weimar'schen Ortes Maua und des Altenburg'schen Sulza (siehe §. 4, 7.);
16. zwischen dem Weimar'schen Rutha und demselben Sulza (siehe §. 4, 8.);

- 1831 17. zwischen demselben Rutha und dem Altenburg's-  
1832 schen Zöllnitz (siehe §. 5, 4.);  
18. zwischen denselben Fluren (siehe §. 5, 5.);  
19. zwischen der Weimar'schen Stadt Lobeda und dem  
Altenburg'schen Dorfe Drackendorf (siehe §. 5, 6.).

*B. mit dem Altenburg'schen Amte Roda:*

20. zwischen der Weimar'schen Gemeinde Jenapriests-  
nitz und demselben Drackendorf (siehe §. 4, 9.);  
21. zwischen dem Weimar'schen Rodigast und der  
Altenburg'schen Flur Lucka auf der Wölmsse am  
Meusethale (siehe §. 4, 10.);  
22. zwischen denselben, Hummels Rain betreffend  
(siehe §. 4, 11.);  
23. zwischen den Weimar'schen Fluren Rodigast  
und Kleinlöbichau und der Altenburg'schen Flur  
Lucka (siehe §. 4, 12.).

*C. Des Weimar'schen Amtes Bürgel*

*A. mit dem Altenburg'schen Amte Roda:*

24. zwischen der Weimar'schen Flur Gniebsdorf und  
der Altenburg'schen Lucka und Zinne (siehe  
§. 4, 13.);

*B. mit dem Altenburg'schen Kreisamte Eisenberg:*

25. zwischen den beiderseitigen Domanial-Waldun-  
gen von Waldeck und Klosterlausnitz (siehe  
§. 4, 14.);  
26. zwischen dem Weimar'schen Waldecker Forste  
und der Altenburg'schen Flur Hetzdorf, am Kuh-  
teiche (siehe §. 4, 15.);  
27. zwischen denselben; en der Quirbergswand (siehe  
§. 4, 16.);  
28. zwischen der Weimar'schen Flur Thalbürgel und  
der Altenburg'schen Hetzdorf (siehe §. 4, 17.);  
29. zwischen dem Weimar'schen Stadtbürgel und dem-  
selben Hetzdorf am Wendelsgraben (siehe §. 4, 18.);  
30. zwischen Stadtbürgel und Droschka (siehe §. 4, 19.);  
31. zwischen der Weimar'schen Flur Poxdorf und  
der Altenburg'schen Hohnsdorf über das Besteue-  
rungsrecht von acht und drei achtel Ackern Lan-  
des (siehe §. 4, 25. b.);  
32. zwischen denselben Fluren an der Naumburger  
Strafse (siehe §. 4, 20.);  
33. zwischen der Weimar'schen Flur Rockau und  
der Altenburg'schen Hohnsdorf (siehe §. 4, 21.);

34. zwischen der Weimar'schen Flur Rockau und der Altenburg'schen Nischwitz (siehe §. 4, 22.);
  35. zwischen der Weimar'schen Flur Mertendorf und der Altenburg'schen Carsdorfberg (siehe §. 4, 23.);
  36. zwischen denselben wegen des Triftzuges am Birkigt (siehe §. 4, 24.);
  37. zwischen der Weimar'schen Flur Mertendorf und der Altenburg'schen Döllschütz siehe §. 4, 25. a.).
- D. Des Weimar'schen Amtes Weida**
- A. mit dem Altenburg'schen Amte Ronneburg:*
38. Zwischen dem Weimar'schen Dorfe Thränitz und dem Altenburg'schen Naulitz (siehe §. 4, 26.);
  39. zwischen dem Weimar'schen Dorfe Wolfersdorf und dem Altenburg'schen Gauern (siehe §. 4, 27.);
  40. zwischen dem Weimar'schen Dorfe Rulsdorf und den Altenburg'schen Reust u. Linda (siehe §. 4, 28.);
- B. mit dem Altenburg'schen Amte Roda:*
41. Die Landesgränze zwischen beiden Aemtern (siehe §. 4, 29.);
  42. zwischen dem Weimar'schen Dorfe Schwarzbach und dem Altenburg'schen Hellborn (siehe §. 5, 7.);
  43. Haferlieferung aus den Roda'schen Amtsdörfern in das Rentamt Weida (siehe §. 5, 8.).
- E. Des Weimar'schen Kreisamtes Neustadt a. d. Orla**
- A. mit dem Altenburg'schen Amte Roda:*
44. zwischen der Weimar'schen Flur Burkersdorf und der Altenburg'schen Karlsdorf (siehe §. 4, 30.);
  45. zwischen denselben Fluren, die Jagd am Lotzberge betreffend (siehe §. 4, 31.);
  46. zwischen der Weimar'schen Flur Pillingsdorf und der Altenburg'schen Flur Karlsdorf (siehe §. 4, 32.);
  47. zwischen denselben Fluren wegen einer Jagdirrung (siehe §. 4, 33.);
  48. zwischen den Weimar'schen Fluren Ströfswitz und Breitenhayn gegen die Altenburg'sche Flur Bremsnitz (siehe §. 4, 34.);
  49. zwischen der Weimar'schen Flur Breitenhayn und derselben (siehe §. 4, 35.);
  50. zwischen der Weimar'schen Flur Stanau und derselben (siehe §. 4, 36.);
  51. zwischen denselben Fluren am heiligen Baune (siehe §. 4, 37.);
  52. zwischen denselben Fluren bei der Bader-Reuthe (siehe §. 4, 38.);

- 1831 53. zwischen denselben Fluren an der Stanauer Eiche  
1832 (siehe §. 4, 39.).

*B. mit dem Altenburg'schen Kreisamte Leuchtenburg und Orlamünda zu Cahla:*

54. zwischen denselben Weimar'schen Flur Stanau und der Altenburg'schen Trockenborn, im Stanauer Grunde (siehe §. 4, 40.);
55. zwischen der Weimar'schen Flur Breitenhayn und denselben Altenburg'schen Flur Trockenborn, an der Roda-Neustädt'schen Strafe (siehe §. 4, 41.);
56. zwischen denselben Fluren an der hohlen Buche (siehe §. 4, 42.);
57. zwischen denselben Fluren an Oswalds Holze (siehe §. 4, 43.);
58. zwischen denselben Fluren an Schellers Schlage und bei der grünen Wiese (siehe §. 4, 44.);
59. zwischen der Weimar'schen Flur Lichtenau und denselben Altenburg'schen Trockenborn, im kalten Thale (siehe §. 4, 45.);
60. zwischen denselben Fluren am alten Teiche (siehe §. 4, 46.);
61. zwischen denselben Fluren (siehe §. 4, 47.);
62. zwischen der Weimar'schen Flur Langendembach und der Altenburg'schen Flur Himmelshayn, an der Abtei (siehe §. 4, 48.);
63. zwischen denselben Fluren in der Gegend von Bünaus Grunde (siehe §. 4, 49.);
64. zwischen dem Weimar'schen Gerichte Oppurg und den Altenburg'schen Gerichten Langenorla, wegen der Döbritzer Erbgerichtsbarkeit (siehe §. 4, 50.);
65. zwischen denselben Gerichten wegen der Jurisdiktion über die Grundstücke im Loche, Tiefthal und Bahngraben (siehe §. 4, 51.);
66. zwischen der Weimar'schen Flur Kleindembach und der Altenburg'schen Flur Langenorla (siehe §. 4, 52.);
67. das nach Langendembach gehörige Kirchenholz, der Würzbach, im Altenburg'schen Gebiete (siehe §. 4, 53.);
68. die Stopfelsche Holzmarke in der Langenorlaer Flur (siehe §. 5, 9.).

*F. An der ganzen Gebietsgränze:*

69. die regulirten Gränzen, wo eine Versteinigung verabredet worden (siehe §. 4, 54.). 1831  
1832

§. 2. Von diesen Irrungen sind zuerst

A. ausgeschieden worden diejenigen, welche sich nicht eigneten, Gegenstand der Vereinigung zu werden, und daher ausgeschieden bleiben mußten, aus Gründen, welche §. 3. des Näheren enthält, wo sie der Reihe nach verzeichnet sich befinden. Ihnen folgen

B. im §. 4. die Irrungen, welche durch Vergleich beigelegt worden sind, und endlich enthält

C. der §. 5. ein Verzeichniß von Irrungen, welche bei den dermaligen Konferenzen ihre Erledigung noch nicht finden konnten, theils weil noch Dunkelheiten im Laufe der Verhandlungen aufstießen, theils weil noch einige Berichte und Protokolle der Bezirksamter zurückstanden, wegen deren daher den Bezirkämtern weiterer Auftrag gegeben worden, aber die Hoffnung vorhanden ist, daß sie, nach weiterer Erörterung, noch werden ausgeglichen werden, und wegen deren sodann ein Nachvertrag zu diesem Nebenvertrage weiter verabredet und geschlossen werden soll.

§. 3. Was nun also zuerst die *ausgeschiedenen* Irrungen betrifft: so sind diese folgende:

1. *Parochial - Verhältnisse* des *Weimar'schen Dorfes Wittersroda* zu der *Altenburg'schen Pfarrei Kefslar* betreffend. Es hatte das Großherzogliche Ober-Konsistorium in Weimar Veranlassung gegeben, zu versuchen, ob nicht bei der allgemeinen Ausgleichung Altenburg bewogen werden könnte, eine Milderung des Beitrags des kleinen, unbemittelten Weimar'schen Dorfes Wittersroda, als Filial der Altenburg'schen Mutterkirche Pfarrkefslar, hinsichtlich der Baukosten in der Pfarrei Kefslar eintreten zu lassen. Bei den Verhandlungen darüber ergab sich aber, daß zu der Altenburg'schen Pfarrei Kefslar das Haupt-Kirchdorf Drölsnitz, welches Altenburgisch ist, und die Filial-Dörfer Wittersroda und Lotschen gehören, welche Weimarisch sind; daß Altenburg zu den fraglichen Bauten der Pfarrei Kefslar nur den dritten Theil verlangt und der nicht wohlhabenden kleinen Gemeinde Wittersroda nur dadurch eine Erleichterung wegen ihres Beitrags zu jenem Bauaufwande verschafft werden kann, wenn die Weimar'sche Gemeinde Lotschen, welche ebenfalls Filial von Pfarrkefslar ist,

1831 sich jedoch seit langer Zeit von diesen Beiträgen zu  
 1832 befreien gewußt hat, zum Mitbeitrage jenes dritten Theiles angestrengt wird, was aber von Altenburg nicht geschehen kann. Sonach lag eine eigentliche Irrung nicht vor, welche durch die Bevollmächtigten jetzt hätte ausgeglichen werden können. Denn den dritten Theil der Baukosten tragen in der Regel überall die Filiale; Altenburg aber ist es gleichgültig, ob dieser dritte Theil von Wittersroda allein, oder von Lotschen mitgegeben werde, und Altenburg führte noch überdies für sich an, daß zwischen beiden Staatsregierungen an allen Punkten, wo sich Weimar'sche und Altenburg'sche Parochial-Verhältnisse berühren, der Grundsatz bestehe, nach welchem, wenn das betroffene Filial zu dürftig sei, den dritten Theil Baukosten zu leisten, der Staat, zu dem es gehöre, zur Aushülfe verbunden wäre.

2. Die Irrung wegen eines *Getreidezins* von etwas über zwölf und einen halben Scheffel, welche das Großherzogliche Rentamt Oberweimar von der Hafermalzeschen Hufe in dem Altenburg'schen Orte Dröfnitz fordert, hat durch die eingeleiteten Verhandlungen nicht erledigt werden können, indem die Zensiten, welche diesen, seit langen Jahren ungangbaren Zins zu geben hätten, nicht haben ermittelt werden können und Großherzogliche Kammer in Weimar bei der Konferenz am 29. November 1824 ihre diesfallsigen Ansprüche zur rechtlichen Ausführung sich bloß vorbehalten hat, welche hiermit nochmals vorbehalten werden.

3. Von gegenwärtigem Staatsvertrage bleibt ferner ausgeschlossen: die strittige *Wüstung Jägersdorf*, welche von Weimar als Pertinenz des Rittergutes Pösen, Amtes Jena, von Altenburg aber ebenfalls als Gebietstheil des Amtes Leuchtenburg mit Orlamünde in Anspruch genommen wird, und zwar aus dem Grunde, weil nicht nur Weimar und Altenburg, sondern auch neuerdings die Staatsregierungen Koburg-Gotha und Meiningen, und zwar letztere beide hinsichtlich der Lehenshoheit, darauf Anspruch machen. Es ist daher für zweckmäßig geachtet worden, bis auf Weiteres bloß die gegenseitigen Ansprüche der höchsten Regentenhäuser Weimar und Altenburg vorzuheben.

halten, bis die Verhältnisse wegen der Herrschaft Kranichfeld weiter werden aufgeklärt sein. 1831 1832

4. Ueber die Irrung im Betreff des *Holz-Deputates*, welches der Pfarrer zu Rothenstein, wegen des Altenburg'schen Filials Oelknitz, früher aus den Altenburg'schen Waldungen erhalten hatte, haben weitläufige Verhandlungen statt gefunden. Diese führten jedoch zu weiter keinem Resultate, als daß von Seiten Altenburg's durch Akten nachgewiesen wurde, es sei keineswegs rechtlich verpflichtet, das nur auf Widerruf, jedes Mal auf die Lebensdauer des bittenden Pfarrers bewilligte Holz, womit die Pfarrei nicht förmlich dotirt gewesen, zu bewilligen. Und da Sachsen-Altenburg auch ablehnte, auf das vom Großherzoglich-Weimar'schen Ober-Konsistorium gemachte Anerbieten einer ähnlichen Gegenbewilligung bei Trockenborn einzugehen: so wurde beschlossen, den fraglichen Gegenstand von den gegenwärtigen Verhandlungen auszuschneiden.

5. Eine früher statt gehabte Irrung im Betreff *einiger Zinsen*, welche das Rentamt Cahla an mehre Einwohner zu Rothenstein forderte, ist durch Uebereinkunft der beiden Kammer-Kollegien zu Weimar und zu Altenburg vom 1. Mai 1829 beigelegt worden, worauf hiermit Bezug genommen und die Irrung als bereits erledigt ausgeschieden wird.

§. 4. 1. Wegen eines strittigen *Distrikts* von zwei und zwanzig und drei Viertel-Ackern sechs und eine Viertel-Quadrat-Ruthe Landes zwischen den Fluren *Lotschen* und *Keslar* ist am 18. Juni 1824 zwischen beiderseitigen Aemtern eine Vereinigung zu Stande gekommen und hierauf die Versteinerung vorgenommen worden, wie die beiderseits deshalb aufgenommenen Protokolle von demselben Tage dieses ausweisen, so daß von dem streitigen Flecke an Weimar sieben Acker zwanzig Quadrat-Ruthen und außerdem noch zu besserer Arrondirung fünf und zwanzig Quadrat-Ruthen von unstreitig Altenburg'schem Gebiete, an Altenburg aber funfzehn und ein halber Acker ein und zwanzig und ein Viertel Quadrat-Ruthen abgegränzt worden sind.

Ueber das Streit-Objekt und die deshalb getroffene Uebereinkunft giebt die beiliegende Zeichnung Nummer 1. nähere Nachweisung. Die Vereinigung

1831 in der Maafse, wie die Versteinigung vorgenommen  
 1832 und die Landesgränze hierdurch geordnet worden ist, wird hiermit von Seiten der beiden höchsten Staatsregierungen Weimar und Altenburg genehmigt.

2. Es sind wegen einer, früher streitig gewesenen *Flurgränze zwischen Kleinkröbitz und Zimmeritz* bereits seit 1825 durch die hierzu beauftragten Aemter Jena und Cahla Verhandlungen gepflogen worden, welche endlich zu einer Vereinigung führten, auf deren Grunde am 30. September 1829 besage der darüber beiderseits aufgenommenen Protokolle von demselben Tage die Versteinigung vorgenommen worden ist. Von beiden höchsten Staatsregierungen wird die noch nicht ausgesprochene Genehmigung zu dieser Gränz-Feststellung hiermit ertheilt.

3. Es ist eine frühere *Gränzzirung zwischen den Fluren Schorba und Zimmeritz* über ungefähr einen Achttheil Acker Landes von den betroffenen Gemeinden bereits 1819 verglichen, dieser Vergleich von den beiderseitigen Aemtern, bei einer, am 17. October 1829 gehaltenen Besichtigung wegen Geringfügigkeit des Gegenstandes angenommen, und darauf die Versteinigung alsbald bewirkt worden, wie die beiderseitigen Protokolle vom 17. October 1829 ausweisen.

Diese Feststellung der Gränze an der fraglichen Strecke wird hiermit von beiderseits Staatsregierungen genehmiget.

4. Zwischen den Großherzoglich-Weimar'schen *Fluren Rothenstein und Leutra* und den Herzogl. Altenburg'schen *Fluren Altenberga, Altendorf und Zschernewitz* sind von den beiderseits dazu beauftragten Aemtern Jena und Cahla 1815 einige Gränzzirungen verglichen worden, und es ist nunmehr nur noch die Steinsetzung und bezüglich Revision der Steine vorzunehmen, da gedachte Uebereinkunft hiermit von beiden Seiten genehmigt wird. Es soll nunmehr von beiderseitigen Aemtern die noch nöthige Verfügung und Revision der Steine vorgenommen und hierbei der ältere oben erwähnte Vergleich von 1815 festgehalten werden.

5. Zwischen den Großherzoglich-Weimar'schen *Fluren Rothenstein* und den Herzoglich-Altenburg'schen *Fluren Sulza und Oelknitz* fand an den sogenannten Sulzaer Wiesen eine *Gränzzirung* statt,



indem man neun Wiesengrundstücke, welche nach 1831 Sulza steuern, leihen und zinsen, auch sämmtlich von 1832 Sulzaer Einwohnern besessen werden, zu jeder der genannten Fluren ziehen wollte. Die Rothensteiner Präentions-Linie schloß außerdem ein nach Oelknitz gehöriges und dorthin steuerbares Wiesengrundstück und einen Theil des Saalflusses mit ein, welchem von Seiten der Gemeinde Oelknitz widersprochen wurde, wie dies Alles der beiliegende Grundriß unter Nummer 2. b. näher bezeichnet.

Großherzoglich-Weimar'scher Seits hat man aus den im Konferenz-Protokolle vom 4. Juni 1831 enthaltenen Gründen die in Anspruch genommenen Hoheitsrechte über den fraglich streitigen Distrikt aufgegeben und soll nunmehr die Landesgränze nach der Altenburg'schen Behauptung so gezogen werden, daß sie von dem Punkte am rechten Ufer der Saale, wo das Wiesengrundstück des Adam Scheer aus Sulza nördlich mit Sulzaer Wiesen zusammenstößt, unter rechtem Winkel bis in die Mitte der Saale und dann flussaufwärts zwischen Rothenstein und Oelknitz hinläuft, (von  $\alpha$  über  $\beta$  nach  $\gamma$  und so weiter).

6. An das in voriger Nummer beschriebene streitig gewesene Fleck stößt nördlich ein abermals streitiger Distrikt, der *Geiers-* und *Burgsattelsberg* genannt, welcher von den beiden Gemeinden Rothenstein und Sulza, als zu ihrer Flur gehörig, in Anspruch genommen wird. Auch hier hat man Großherzoglich-Weimar'scher Seits aus den für Altenburg sprechenden überwiegenden Gründen für dessen Behauptung nachgegeben, und soll dem zu Folge die Landesgränze in Gemäßheit der Altenburg'schen Präentions-Linie so gezogen werden, daß sie von dem, unter der vorigen Nummer beschriebenen Punkte ( $\alpha$  der unter Nummer 2. a. beiliegenden Zeichnung) am rechten Ufer der Saale bei Adam Scheers Wiesengrundstück über A. B. C. D. E. F. G. H. nach dem unbestrittenen Gränzpunkte J. hinläuft.

7. Eine *Gränzirrung* am *Mönchsgraben* zwischen den *Gemeindefluren* *Maua* und *Sulza*, welche eine Fläche von zwei und einem Viertel Acker achtzehn Quadrat-Ruthen Altenburg'sches Maas betrifft und dadurch entstanden war, daß man Weimar'scher Seits mehre mit Steuern, Lehen und Zinsen nach Sulza

1831 gehörige Grundstücke durchschneiden und zum Weimar'schen Gebiete abgränzen wollte, welchem aber Altenburg'scher Seits widersprochen wurde. Der beiliegende Grundriss unter Nummer 3. und die von den beauftragten Aemtern beiderseits aufgenommenen Protokolle vom 23. September 1829 versinnlichen den Gegenstand. Die Vereinigung ist folgendermassen zu Stande gekommen:

- a. vom streitigen Flecke soll das Grundstück Michael Letsch's aus Rutha, welches nach Maua steuert, lehn- und zins- set, an der Mauaschen Flur liegt und in beiliegendem Grundriss mit Nummer 1. bezeichnet worden ist, zum Weimar'schen Gebiete;
- b. dagegen die übrigen Grundstücke des streitigen Flecks definitiv bei Altenburg bleiben, so daß die Landesgränze vom unstreitigen Punkte a. über b. c. d. e. f. g. nach dem anerkannten Gränzsteine h. gezogen wird;
- c. die hohe Jagd an dieser Gränzstrecke ist nach der Landesgränze abgetheilt, wogegen
- d. die übrige Jagd, welche bisher auf dem streitigen Flecke als Koppel behandelt, aber sowohl von Großherzoglicher Seite, als von dem Rittergute Schiebelau prätendirt wurde, von dieser Vereinigung ausgeschlossen ist. Es bleiben vielmehr die beiderseitigen Ansprüche wegen der Konkurrenz von den Privat-Rechten hiermit ausdrücklich vorbehalten;
- e. die Untersuchung, welche wegen Ausübung dieser Jagd in Folge von Thätlichkeiten dabei noch schwebt, wird ohne Bezahlung von Kosten hiermit niedergeschlagen.

8. Eine Irrung zwischen der Gemeinde Rutha und Sulza über sechs Acker strittiges Land ist bereits in den Jahren 1799 bis 1810 von den beiderseitigen Aemtern Jena und Cobla beigelegt und die streitig gewesene Gränze regulirt und versteinigt worden. Es wird die noch zurückstehende Genehmigung zu dieser Gränz-Feststellung hiermit von beiden höchsten Staatsregierungen ausgesprochen.

9. Ueber eine vormalige Gränzirrung zwischen den Gemeinden Jenapriessnitz und Drackendorf haben sich nunmehr die beiderseitigen Gemeinden verglichen, und zwar bei Umgehung der Flurgränze von Jenapriessnitz am 29. Juli 1829, so daß jetzt zwi-

schen gedachten Fluren Jenaprießnitz und Drackendorf die Gränze nicht mehr streitig ist. Es wird deshalb hiermit festgesetzt, daß die Flurgränze zwischen beiden Ortschaften nach Maafsgabe des gedachten Flurumzugs-Protokolles vom 29. Juli 1829 auch zugleich die Landesgränze ausmachen soll. Die Jagdrechte Weinars bleiben hier unberührt, da in der Drackendorfer Flur die Jagdbefugniß der dasigen Guts Herrschaft und nicht der Herzoglichen Kammer in Altenburg zusteht.

10. Nachdem eine *streitige Gränzstrecke* zwischen den *Fluren Rodigast und Lucka* auf der *Wölmse* am *Meusethale* durch die beiderseitigen Aemter Jena und Roda bereits am 18. Juli 1810 verglichen worden ist, wie die beiderseitigen Protokolle von demselben Tage dieses näher ausweisen; auch nunmehr am 29. September 1829 von beiderseitigen Aemtern die Versteinigung der Gränze, der gedachten Uebereinkunft vom 18. Juli 1810 gemäß, vorgenommen und, wie solches geschehen, in beiderseitigen Protokollen vom 29. September 1829 niedergeschrieben worden ist: so wird diese Feststellung der Gränze hiermit von beiden höchsten Staatsregierungen genehmigt.

11. Eine zwischen *denselben Gemeinden* hervorgetretene *Gränzzirrung* an dem Ackergrundstücke des Einwohners Hummel aus Rodigast, veranlaßt durch Abackern eines Gränzrains von Seiten des genannten Hummel im Jahre 1816 ist durch Vermittelung der beiderseitigen Aemter dadurch beseitigt worden, daß der gedachte Hummel statt des abgeackert gehaltenen Stücks wiederum eine Elle Landes von seinem Felde zu dem Flurraine hat liegen lassen. Auf dem Grunde dieser Vereinigung ist auch am 29. September 1829 diese Gränzstrecke von beiderseitigen Aemtern versteinigt worden, wozu hiermit noch die Genehmigung beider Staatsregierungen ausgesprochen wird.

12. In Ansehung des *Gränzsteines*, welcher am 11. Juni 1830 an der Stelle, wo die Fluren Rodigast, Kleinlöbichau und Lucka zusammen stoßen, vom Großherzoglichen Amte Jena einseitig gesetzt worden ist, wird beschlossen, daß zwar dieser Gränzpunkt für die Zukunft beibehalten und der Gränzstein selbst unverrückt bleiben soll, daß jedoch über dessen ander-

1831 weite Setzung und beziehungsweise gegenseitige An-  
 1832 erkennung von den betroffenen Aemtern Jena und Roda  
 ein gemeinschaftliches Protokoll aufgenommen werden soll.

13. Die unbedeutenden *Gränz-Differenzen* zwischen den *Fluren Gniebsdorf gegen Lucka und Zinna* sind von den beauftragten Unterbehörden schon am 18. und 30. Juli 1810 verglichen worden, wie dieses die darüber beiderseits geführten Protokolle näher nachweisen. Die noch rückstehende Genehmigung zu dieser Gränzberichtigung von Seiten des Großherzogthums Weimar wird hiermit ertheilt, die von Seiten Sachsen-Altenburgs ist bereits früher gegeben und wird hiermit wiederholt.

14. Nachdem von den beiderseits beauftragten Aemtern Bürgel und Eisenberg die *Landesgränze längs der Waldecker und Klosterlausnitzer Domarial-Waldung* am 1. Juli 1830 umzogen worden ist, hierbei aber keine Irrung statt gefunden hat, sondern nur die Setzung eines neuen und Wiederaufrichtung einiger umgesunkenen Steine für nöthig erachtet und vorgenommen worden ist, wie dieses Alles die beiderseits aufgenommenen Protokolle von demselben Tage näher nachweisen; so wird diese Regulirung und Feststellung der Gränze von beiden höchsten Staatsregierungen hiermit genehmigt.

15. Eine in früheren Jahren bestandene *Differenz zwischen dem Waldecker Forste und der Hetzdorfer Flur am sogenannten Kuhteiche* hat sich bei vorgenommener Lokal-Besichtigung der beiderseitigen Justiz-Aemter am 15. October 1829 als unbestehend dargestellt, indem über die Landesgränze an dieser Stelle kein Irrthum mehr obgewaltet hat. Der Vorschlag der beiderseitigen Bezirksamter, daß der in der Nähe des Kuhteichs stehende, etwas gesenkte Gränzstein wieder aufgerichtet werden solle, wird hiermit genehmigt und sollen die betroffenen Bezirksamter hierzu Auftrag erhalten.

16. Bei derselben *Gränzstrecke* an der sogenannten *Quirbergswand ohnweit Hetzdorf* ist eine vormalige *Gränzirrung* bereits am 11. Juni 1808 von beiderseitigen Bezirksamtern durch Vergleich beigelegt und hierauf auch die Versteinigung vorgenommen

worden, wozu hiermit von Seiten beider Gouvernements die Genehmigung erteilt wird. 1831 1832

17. *Derjenige Theil der Thalbürgelschen Flur, welcher auch die Weimar'sch-Hetzdorfer Flur oder die Langhagensche Hufe genannt ist, wird von der Altenburg'schen Hetzdorfer Flur durch die Bürgel'sche Trift so abgegränzt, daß die Mitte dieses Triftzuges die Flurgränze bildet. Weder diese Bürgel'sche Trift, noch die in der Mitte derselben hinlaufende Landesgränze ist bis jetzt versteinigt, und deshalb bei der Lokal-Expedition am 15. October 1829 von beiderseits beauftragten Bezirksämtern verabredet worden, daß die fragliche Trift an geeigneten Stellen, und zwar auf beiden Seiten, versteint werden solle. Es wird dieser Vorschlag hiermit genehmiget und sollen die benannten Aemter mit diesfallsigem Auftrage versehen werden.*

18. Eine seit einer langen Reihe von Jahren schwebende *Gränzirrung* zwischen der *Stadtflur Bürgel* und der *Gemeinde Hetzdorf* an sogenannten *Wendelsgraben* und *Anger*, einen Flächenraum von fünf und einem Viertel Acker Weimarisch betreffend, soll dergestalt beigelegt werden, daß von dem streitigen Flecke zum Altenburg'schen Gebiete nur die darin liegenden, nach Hetzdorf gehörigen zwei Wiesengrundstücke, welche von den Einwohnern Heinrich Weisger und Michael Plöttner besessen werden, so wie die Spitze des dem Wilhelm Schieferdecker daselbst gehörigen Ackergrundstückes, welches von der Weimar'schen Präensions-Linie durchschnitten wird, abgetreten werden; dagegen aber soll die im Streit-Objekte gelegene, dem Baier aus Stadtbürgel gehörige und dorthin steuerbare Wiese, so wie die ganze streitige Trifilehden-Fläche zum Weimar'schen Gebiete und der Flur Stadtbürgel definitiv kommen. Die Landesgränze wird hiernach von dem unstreitigen Gränzpunkte an der Strafe von Thalbürgel nach Hetzdorf, nämlich von a. der beiliegenden Zeichnung unter Zahl 4. an, wo sich ein Jagdgränzstein befindet, den Berg hinab zur Rechten Hetzdorfer steuerbare Grundstücke, zur Linken Trifilehde belassend, über b, c, d, e, f, g, h, i, k, l nach m, wo im Silberthalsbache die Wiesengrundstücke Heinrich Weisgers aus Hetzdorf und Baiers aus Bürgel zusammentreffen, dann

1831 über den gedachten Silberthalsbach hinüber nach dem  
 1832 wieder unstreitigen Punkte q, links die Baiersche  
 Wiese, rechts das Wiesengrundstück der Witwe Fritsche  
 belassend, gezogen.

Durch diese Uebereinkunft bleiben die Triftrechte  
 beiderseits unberührt, und namentlich soll der streitig  
 gewesene Distrikt, nach wie vor, als Koppeltrift be-  
 handelt werden.

19. Wegen einer zwischen den *Fluren Stadt-  
 Bürgel* und *Droschka* früher bestandenen *Gränzir-  
 rung* am *Ochsenbache* über ungefähr fünf Acker Lan-  
 des hat das Großherzogthum Weimar den durch die  
 Stadt Bürgel in Anregung gebrachten Anspruch, daß  
 der fragliche Distrikt zur Stadt-Bürgel'schen Flur  
 gehöre, fallen lassen. Es bleibt daher der streitige  
 Fleck definitiv bei dem Herzoglich-Altenburg'schen  
 Gebiete, und die Gränze läuft so, wie Altenburg'scher  
 Seits behauptet wird, nämlich längs des Hetzdorfer  
 Leichenweges, von diesem bis an den Eselsweg und  
 zur Bürgel'schen Straßse. Großherzoglich-Weimar'-  
 scher Seits wird nur vorbehalten:

daß die in Weimar'sche Staatskassen fließenden  
 Abgaben von den fraglichen Grundstücken, inso-  
 fern diese noch nicht aufgerechnet worden sind,  
 worüber demnächst Erörterungen angestellt wer-  
 den sollen, noch nachträglich in Aufrechnung ge-  
 bracht werden dürfen, namentlich auf die Inhalts-  
 des Hauptvertrages vom 13. dieses Monates von  
 Weimar an Altenburg noch zu gewährenden 50  
 Thaler jährliche Revenüen.

20. Da, wo an der *Straßse*, welche von *Bürgel*  
*nach Naumburg* führt, die *Fluren Poxdorf* und *Ho-  
 hendorf* sich einander berühren, fand eine *Gränzir-  
 rung* statt. Man behauptete nämlich bei der von den  
 Bezirksäimtern am 14. October 1829 gehaltenen Gränz-  
 beziehung Weimar'scher Seits, daß die Landes- und  
 Flurgränze von dem, an der Naumburger Straßse und  
 neben Gottfried Hufens aus Hohendorf Felde anste-  
 henden, von beiden Theilen als richtig anerkannten  
 Gränzsteine Nummer 14. der beiliegenden Zeichnung  
 unter Zahl 5. in gerader Richtung zu dem darauf fol-  
 genden, am Ende des, Gottfried Klausen zu Poxdorf  
 zugehörigen herrschaftlichen Laasfeldes, unweit der  
 gedachten Straßse befindlichen und ebenfalls unbestrit-

tenen Gränzsteine Nummer 15. hinziehe; während man 1831  
 Altenburg'scher Seits die Flur- und Landesgränze im 1832  
 Bogen und zwar dergestalt ziehen wollte, daß solche  
 zwischen der gedachten Naumburger Straßse und den  
 Hohendorfer Feldgrundstücken, welche Johann Gott-  
 fried Hufe zu Hohendorf und die Pfarrei daselbst be-  
 sitzen, hinlaufe, wie dieses die beiliegende Zeichnung  
 unter Ziffer 5. näher angiebt. Der streitige Distrikt  
 von ungefähr einem halben Acker Weimarisch soll,  
 getroffener Uebereinkunft gemäß, definitiv zur Alten-  
 burg'schen Hohendorfer Flur abgetreten und die Gränze  
 zwischen den gedachten Gränznarken unter Nummer  
 14 und 15. durch Zwischensteine also vernahlet wer-  
 den, wie die Hohendorfer Feldgrundstücke nach dem  
 dermaligen Besitze mit der Naumburger Straßse oder  
 Trift zusammenstoßen. Hiernach gehet die Landes-  
 gränze von Nummer 14. der Zeichnung über a, b, c,  
 d, e, f, g, h nach dem unstreitigen Gränzsteine Num-  
 mer 15, wodurch die Straßse an dieser Strecke ganz  
 Weimarisch wird.

24. Gleichergestalt ist die hierauf folgende *Gränz-  
 strecke zwischen den Fluren Rockau und Hohendorf*,  
 wo ebenfalls aus ganz gleichem Grunde, wie bei vori-  
 ger Nummer aufgeführt worden, eine Gränzzirung be-  
 stand, auf dem Wege gütlichen Vergleichs berichtigt  
 worden. Weimar geht nämlich von seiner Behaup-  
 tung ab, daß die streitige Fläche von ungefähr drei  
 und drei Achttheil Acker Landes, welches von den  
 Anliegern aus Hohendorf benutzt und besessen wird,  
 zu der Rockauer Flur gehöre, und vom Steine Nr. 15.  
 der beiliegenden Zeichnung Nr. 6. zu dem Gränzpunkte  
 Nr. 16. die gerade Linie genommen werden müsse,  
 und tritt nunmehr diesen streitigen Platz definitiv an  
 Altenburg ab, so daß die Gränze der Hohendorfer  
 Ackergrundstücke zugleich die Flur- und Landesgränze  
 abgeben soll, der daran liegende Triftrain aber bei der  
 Rockauer Flur verbleibt. Es geht hiernach die Gränze  
 an dieser Strecke von dem unstreitigen Gränzsteine  
 Nr. 15. der Zeichnung über a, b, c, d, e, f, g und h.  
 nach dem beiderseits für richtig anerkannten Gränz-  
 steine Nr. 16, welcher im Ackergrundstücke Gottfried  
 Schusters steht und in beiderseitigen Protokollen  
 vom 14. October 1829 näher bezeichnet worden ist.

22. Bei einer, vor den beiderseitigen Bezirksäm-

1831 tern Bürgel und Eisenberg am 14. October 1829 statt  
 1832 gefundenen Gränzbeziehung zwischen den *Fluren Rockau* und *Nischwitz* hat sich ergeben, daß die in den älteren Akten bezeichnete Gränzzirung zwischen den gedachten beiden Fluren dermalen nicht mehr besteht, sondern die Gränze an dieser Stelle ganz unstreitig ist und deshalb von beiden hohen Staatsregierungen in der Maasse für richtig anerkannt wird, wie die beiderseitigen hierüber am 14. October 1829 aufgenommenen Protokolle ausweisen.

23. Die Gränze zwischen den Fluren *Mertendorf* und *Karsdorfberg* ist am 9. Juli 1825 von beiderseitigen Bezirksämtern umgangen worden. Sie ist unstreitig und wird durch einen von beiden Seiten anerkannten Gränzgraben und darauf stoßenden Rasenrain gebildet, welcher jedoch, wegen der Unsicherheit solcher Gränzmarken, von den betreffenden Bezirksämtern auf dem Grunde der beiderseitigen Protokolle vom 9. Juli 1825 verlaaget werden soll.

24. Es haben sich die beiderseitigen Bezirksämter Bürgel und Eisenberg am 9. Juli 1825 über eine zwischen den *Fluren Mertendorf* gegen *Karsdorfberg* und *Rauschwitz* bestehende Irrung wegen eines Triftzuges am *Birkigt* verglichen. Diese Irrung betraf nämlich nicht die hier unstreitige, im Wassergraben fortgehende Landesgränze, sondern einen parallel mit derselben zwischen dem *Birkigtholze* und der *Rauschwitzer Flur* laufenden Triftzug. Derselbe soll nach dem *Mühlberger* Vertrage versteint und dreißig Ellen breit sein, ist aber durch das Abackern der beiderseitigen Gemeinden, welche sich gegenseitig der Beeinträchtigungen beschuldigen, bis auf die Breite von achtzehn und eine halbe bis zwei und zwanzig Ellen geschnälert worden. Da nun die jetzige Breite für die Triftberechtigten ausreichend erscheint: so haben sich die beiderseitigen Bezirksämter dahin vereinigt, daß dieser Triftzug nach seiner dermaligen Beschaffenheit erhalten und zu dem Ende versteinigt werde, wie dieses Alles die beiderseitigen Protokolle vom 9. Juli 1825 das Nähere nachweisen. Es wird diese Uebereinkunft hiermit genehmiget und soll die verabredete Versteinigung durch beiderseits Bezirksämter vorgenommen werden.



25 a. Die Gränzirung, welche zwischen den 1831  
*Fluren Mertendorf und Döllschütz* wegen einer 1832  
*Triftlehe* obwaltet, indem nach der Weimar'schen  
 Behauptung die Gränze in gerader Richtung über ei-  
 nige Döllschützer Grundstücke hinweg, Altenburg's-  
 cher Seits aber dieselbe im Wassergraben fortgezo-  
 gen wird, ist bei der Konferenz am 4. Juni 1831  
 aus den im Protokolle vom gedachten Tage enthalte-  
 nen Gründen durch gütliche Uebereinkunft beseitigt  
 worden, indem von Seiten des Großherzogthumes  
 Weimar dessen Anspruch auf die streitige Fläche  
 von Eintausend vier Hundert sieben und dreißig Ru-  
 then aufgegeben, letztere definitiv zu der Döllschützer  
 Flur abgetreten, und nunmehr die Versteinigung der  
 streitig gewesenen Fläche in der Maasse vorgenom-  
 men werden soll, wie bei der Gränzbeziehung der  
 beauftragten Bezirksämter am 9. Juli 1825 von Sei-  
 ten der Altenburg'schen Gemeinde Döllschütz die  
 Flurgränze in Anspruch genommen worden ist, näm-  
 lich im Graben fort, worüber die beiderseitigen Pro-  
 tokolle vom genannten Tage die genaueren Bestim-  
 mungen enthalten.

25 b. Bei der *Flur Poxdorf und Hohendorf*  
 schwebte eine *Irrung* über das *Besteuerungsrecht*  
 von acht und drei Achttheilen Ackern Landes, welche  
 von Privaten in Hohendorf besessen werden und in  
 Poxdorfer Flur liegen. Sachsen-Altenburg behaup-  
 tet im Besitze dieser Steuererhebung zu sein, und  
 daß die fraglichen Grundstücke zu den gehuften Gü-  
 tern in Hohendorf geschlagen, auch mit diesen zu-  
 sammen nach Altenburg versteuert würden. Da der  
 Kurstaat Sachsen bei'm Widerspruche Altenburgs die  
 1803 versuchte Besteuerung dieser acht und drei Acht-  
 theile Acker wieder unterlassen hat: so wurde aus  
 den im Konferenz-Protokolle vom 9. Juni dieses Jah-  
 res angegebenen Gründen, laut Protokolls vom 14.  
 Juni 1831, diese Irrung dahin verglichen, daß Wei-  
 mar die Steuererhebung von jenen acht und drei Acht-  
 theilen Ackern, wie solche bisher geschehen, Alten-  
 burg ferner überläßt.

26. Genehmigung wird hiermit ertheilt über die  
 am 4. und 12. August 1825 von den beiderseits be-  
 auftragten Bezirksämtern Weida und Ronneburg vor-  
 genommene Uingehung, Regulirung und Versteinigung

1831 der Landesgränze zwischen den Fluren des Wei-  
 1832 mar'schen Dorfes *Thränitz* und des Altenburg'schen  
 Dorfes *Naulitz*, wie dieses die beiderseitigen Proto-  
 kolle von den genannten Tagen ausweisen.

27. Zwischen der Großherzoglich-Weimar'schen  
*Flur Wolfersdorf*, im Amte Weida, und der Her-  
 zoglich-Altenburg'schen *Flur Gauern*, Amtes Ronne-  
 burg, hatte früher eine unbedeutende Gränzirung  
 zwischen den beiderseitigen Pfarrgrundstücken statt,  
 welche auch zugleich die Territorial-Gränze betraf.  
 Bei einer am 3. August 1825 von beiderseits beauf-  
 tragten Bezirksämtern gehaltenen Gränzbeziehung der  
 gedachten Fluren ist jedoch an der fraglichen Stelle  
 eine Differenz nicht vorgekommen, sondern die Gränze  
 unstreitig befunden worden, wie dieses die beidersei-  
 tigen Protokolle von den gedachten Tagen genau aus-  
 weisen, deren Inhalt hiermit genehmiget wird.

28. Auch die Landesgränze zwischen dem  
 Weimar'schen Orte *Rufsdorf* und den Altenburg's-  
 chen Dörfern *Reust* und *Linda*, wie solche bei der  
 Gränzbeziehung der beiderseits hierzu beauftragten  
 Aemter am 16. August 1825, besage der beiderseits  
 darüber aufgenommenen Protokolle, befunden und  
 regulirt worden ist, wird von beiderseitigen höchsten  
 Staatsregierungen für richtig und festgestellt aner-  
 kannt.

29. Am 11. und 12. August 1825 ist von den  
 beiderseits hierzu beauftragten Bezirksämtern die Lan-  
 desgränze, welche die Aemter *Weida* und *Roda*  
*scheidet*, umgangen, geordnet und auf dem Grunde  
 der hierbei geführten beiderseitigen Protokolle von  
 denselben Tagen versteiniget worden. Beide höchste  
 Staatsregierungen erkennen die dadurch festgestellte  
 Landeshoheits-Gränze hiermit für richtig an und  
 genehmigen die geschehene Versteinigung.

30. Zwischen der Großherzoglich-Weimar'schen  
*Flur Burkersdorf* und der Herzoglich-Altenburg's-  
 chen *Flur Karlsdorf*, und zwar vom Gränzsteine  
 Nr. 75 bis 76 der Burkersdorfer, oder Nr. 327 bis 328  
 der Karlsdorfer ältern Flurbeschreibungen, war die  
 Gränze streitig und dunkel. Es wurde dieselbe bei  
 der, von den beiderseitigen Aemtern am 1. October  
 1829 gehaltenen Gränzbeziehung, nach Ausweis der  
 darüber geführten beiderseitigen Protokolle, in der

Maafse festgestellt, daß ein streitiger Distrikt von <sup>1831</sup>sechszehen Quadrat-Ruthen zwischen den Auliegern <sup>1832</sup>Georg Lüder aus Burkersdorf und Christian Müller und David Feistel, beide aus Karlsdorf, getheilt und hiervon neun Quadrat-Ruthen an Weimar und sieben Quadrat-Ruthen an Altenburg kommen sollen. Die künftige Landesgränze läuft diesem gemäß von dem Punkte a der anliegenden Zeichnung Nr. 7 über b nach c und dann weiter sb fort, wie bei der gedachten Gränzbegehung am 1. October 1829 von beiderseitigen Aemtern Vereinigung getroffen worden ist.

31. Die vom Großherzogthume Weimar in Anspruch genommenen *Jagdrechte in einem Theile der unbestrittenen Herzoglich-Altenburg'schen Karlsdorfer Flur beim Lotzeberge, den Tanzäckern und Höllengrunde* auf ungefähr Hundert und sieben Acker, wie die beiliegende Zeichnung Nr. 8 angiebt, kommen, zu Folge des im Hauptvertrage vom 13. Juni 1831 §. 4, 2. ausgesprochenen Grundsatzes und laut Vereinigung, an das Herzogthum Altenburg.

32. Eine zwischen den *Fluren Pillingsdorf* Weimar'scher und *Karlsdorf* Altenburg'scher Seits, an den Grundstücken Paul Rofsner's und Gottfried Riedel's, beim Hälberthale entstandene *Irrung*, wurde bei der kommissarischen Gränzbeziehung der beiderseitigen Aemter am 2. October 1829, nach Ausweis der beiderseitigen Protokolle, dahin verglichen, daß die von Seiten Weimars behauptete Gränzlinie als *Landeshoheits-Gränze* festgestellt und beibehalten wird, und diesem gemäß nach Ausweis der beiliegenden Zeichnung unter Nr. 9. A. über die fragliche Gränzstrecke vom unstreitig gewesenen Punkte a über b nach dem Punkte c gezogen werden soll, und so ferner im Hälberthale fort, wie sich die beiderseitigen Aemter am 2. October verglichen haben.

33. Zwischen denselben *Fluren* am *Ausgange des Hälberthales* war ein Stück Jagd von ungefähr fünf Achttheilen Ackern im Bezirke der unstreitigen Pillingsdorfer Flur zwischen dem Großherzogthume Weimar und dem Herzogthume Altenburg streitig, wie die beiliegende Zeichnung Nr. 9. c angiebt.

Diese Irrung wird dadurch beigelegt, daß Sachsen-Altenburg seine Ansprüche auf diesen im Großherzoglich-Weimar'schen Gebiete gelegenen Jagd-

1831 distrikt aufgieht und künftighin die Landeshoheits-  
1832 Gränze auch die Jagdgränze ausmacht.

34. Am sogenannten *Ruheplatze*, einem Trift-  
fleck, fand eine *Gränzirrung* statt. Die Großher-  
zoglich-Weimar'sche Gemeinde Ströswitz nämlich  
behauptete, daß ihre Flurgränze an dieser Stelle von  
einem beiderseits für richtig anerkannten Gränzsteine  
a der beiliegenden Zeichnung unter 10. A zu einem  
in die Erde gehauenen Kreuze unter b gehe und die-  
ses zugleich der Gränzpunkt sei zwischen den beiden  
Weimar'schen Fluren Ströswitz und Breitenhayn.  
Von diesem Punkte b an zog die zuletzt gedachte  
Gemeinde Breitenhayn ihre Flurgränze bis zu dem  
unbestrittenen Gränzsteine c. Die Herzoglich-Alten-  
burg'sche Gemeinde Bremsnitz widersprach dieser  
Weimar'schen Behauptung und führte ihren Gränz-  
zug von dem erwähnten Gränzsteine a weiter südlich  
über den Punkt d, ebenfalls nach dem unstreitigen  
Gränzsteine c. Die beiderseits beauftragten Justiz-  
Aemter haben sich bei der Gränzbeziehung am 6. Oc-  
tober 1829 über diese Irrung miteinander dahin ver-  
glichen, daß das streitige Fleck an 22 Quadrat-Ru-  
then gleichmäfsig getheilt und nunmehr die Landes-  
hoheits-Gränze in der Mitte des streitigen Platzes,  
nämlich von a über e, welcher Punkt einstweilen  
mit einem Pfahle bezeichnet worden, nach c gezo-  
gen werden solle, welcher Vergleich hiermit geneh-  
migt wird.

35. Zwischen der Weimar'schen *Flur Breiten-  
hayn* und der Altenburg'schen *Flur Bremsnitz* am  
*Meusebacher Wege*, da, wo die Großherzoglich-  
Weimar'sche Domanial-Waldung mit dem Grund-  
stücke des Einwohners Georg Friedrich Schmidt aus  
Bremsnitz zusammen stößt, haben in älteren Zeiten  
Gränzirrungen statt gefunden. Bei der am 6. Octo-  
ber 1829 vorgenommenen Gränzbeziehung der beider-  
seits kommittirten Aemter hat sich jedoch ergeben,  
daß an dieser Stelle keine Differenz vorliegt, ob-  
schon besondere Gränzzeichen nicht vorhanden wa-  
ren, weshalb diese Gränzstrecke, ganz in Gemäfsheit  
der kommissarischen Vereinigung und der beiderseits  
darüber aufgenommenen Protokolle vom 6. October  
1829, so wie der gefertigten Zeichnung unter Nr. 10.  
B, versteinigt werden soll.

36. Bei der von beiderseitigen beauftragten Aem- **1831**  
tern am 6. October 1829 vorgenommenen Gränzbe- **1832**  
ziehung ist die *Irrung* zwischen der Großherzoglich-  
Weimar'schen Domanjal - Waldung in der *Stanauer*  
*Flur* und dem Holzgrundstücke des Einwohners Ge-  
org Friedrich Schmidt aus Bremsnitz im *Bremsni-*  
*tzer Flur*, am *heiligen Baume*, in der Maasse bei-  
gelegt worden, daß Herzoglich-Altenburg'scher Seits  
die von Weimar in Anspruch genommene Gränzli-  
nie als die richtige anerkannt wurde. Die anschei-  
nende Differenz ist nur dadurch veranlaßt worden,  
daß der gedachte Einwohner Georg Friedrich Schmidt  
aus Bremsnitz auf unstreitigem Großherzoglich-Wei-  
mar'schem Gebiete in der Herrschaftlichen Waldung  
einen Baum umgefällt und diesen weggefahren; auch  
nunmehr Ersatz dafür der Großherzoglichen Kam-  
mer in Weimar zu leisten hat, wie dieses alles die  
beiderseitigen Protokolle vom 6. October 1829 aus-  
weisen.

37. Unfern des heiligen Baumes fand zwischen  
den *Fluren Stanau* Weimar'scher Seits und *Brems-*  
*nitz* Altenburg'scher Seits eine *Gränzirrung* statt.  
Von Seiten Weimars wurde nämlich die Flur -  
und Landesgränze dem unstreitigen Gränzsteine a der bei-  
liegenden Zeichnung unter 11. A. über b, c, f nach  
e, dagegen von Altenburg von a im Wege fort über  
g, h, i nach e gezogen. Die beiderseits beauftragten  
Aemter haben diese Irrung dahin verglichen und bei-  
derseits Staatsregierungen genehmigen, daß von dem  
streitig gewesenen Platze neunzehn Quadrat-Ruthen  
an Weimar und 11 Quadrat-Ruthen an Altenburg  
kommen und die Flur - und Landesgränze so bestimmt  
wurde, daß dieselbe von a über b, c, d nach e  
hinlaufe und mithin die Gränze der Grundstücke des  
Georg Rofsner, dann Georg Friedrich Schmidts aus  
Bremsnitz bis zum Punkte c, wo Schmidts und Her-  
zoglich - Altenburg'sche Holzgrundstücke zusammen-  
stoßen, die Hoheits - und Flurgränze ausmachen,  
dann aber von c aus, gegen Mittag im rechten Win-  
kel, zwischen beiderseits Herrschaftlichen Waldun-  
gen über d und endlich westlich nach e sich hin-  
zieht, wie dieses alles die beiderseitigen Protokolle  
vom 6. October 1829 genau beschreiben.

38. Die *Gränzirrung*, welche bei der *Bader-*

**1831** *Reutha* zwischen beiderseits Herrschaftlichen Domainen-Waldungen in den *Fluren Stanau* und *Bremnitz* schwebte, ist bei der kommissarischen Gränzbeziehung der beiderseitigen Aemter am 7. October 1829, besage der darüber aufgenommenen beiderseitigen Protokolle und der darauf bezüglichen Zeichnung unter Nr. 11. B, dahin verglichen worden, daß die von Weimar behauptete Gränzlinie beibehalten und das streitige Fleck an 15 Quadrat-Ruthen ungetheilt zum Weimar'schen Gebiete gezogen werden soll. Nach dieser Vereinigung sollen ferner diejenigen drei Thaler zwölf Groschen acht Pfennige, welche am 6. August 1828 bei'm Großherzoglichen Rentamte Neustadt an der Orla als Erlös für die Großherzoglich-Weimar'scher Seits auf dem streitigen Flecke geschlagenen zwei Klaftern sechs Viertheil-elliges Holz deponirt worden sind, der Großherzoglichen Kammer in Weimar definitiv verbleiben. Diese ganze Vereinigung wird hiermit genehmigt.

39. Zwischen denselben Herrschafts-Waldungen und *Fluren* ist ebenfalls von beiderseits beauftragten Aemtern ein streitiger Distrikt von 11 Quadrat-Ruthen bei der *Stanauer Eiche* so getheilt worden, daß die Gränze mitten hindurch geht und fünf und eine halbe Quadrat-Ruthen zum Weimar'schen und fünf und eine halbe Quadrat-Ruthen zum Altenburg'schen Gebiete abgegränzt werden, wie das angezogene Protokoll vom 7. October 1829 und die beiliegende Zeichnung unter 11. C. solches das Nähere anzeigen. Auf dem Grunde dieser Vereinigung soll ferner der bei Großherzoglichem Rentamte Neustadt an der Orla deponirte Erlös an vierzehn Thalern zwei Groschen für das im Jahre 1826 auf dem streitigen Distrikte geschlagene Holz an sechs und einer halben Klaftern getheilt und die Hälfte davon, an sieben Thalern einem Groschen, der Großherzoglichen Kammer in Weimar, die zweite Hälfte an sieben Thalern einem Groschen aber der Herzoglichen Kammer in Altenburg gewährt werden. Auch diese Vereinigung wird hiermit genehmigt.

40. Da im *Stanauer Grunde* zwischen der Weimar'schen *Flur Stanau* und der Altenburg'schen *Flur Trockenborn* die Gränze am Fulse des Berges hinlaufen soll, dieselbe aber durch mehrere nach und nach

entstandene Krümmungen verdunkelt und unbestimmt 1831 worden war: so haben die beiderseits beauftragten 1832 Aemter Neustadt und Cahla bei der Gränzbeziehung am 9. October 1829 sich über die diesfallsigen *Gränzpunkte* vereinigt, wie die beiderseits aufgenommenen Protokolle vom genannten Tage und die hier beiliegende Zeichnung unter Nr. 12. darlegen. Es wurde hierbei noch folgende Bestimmung getroffen: da, wo im Stanauer Grunde durch die vereinbarte Landesgränze einige anstehende Bäume, welche augenscheinlich zu der Herzoglich-Altenburg'schen Domänen-Waldung gehören, aber nunmehr im Großherzoglich-Weimar'schen Gebiete liegen, soll der Herzoglichen Kammer in Altenburg gestattet sein, dieses Holz demnächst abzuschlagen, indem die Weimar'schen Unterthanen an diesem Holzbestande keinen Anspruch machen.

Eine hierbei hervorgetretene *Irrung* im *Stanauer Grunde*, wo nämlich Köhlers Wiese mit der Herrschaftlich Altenburg'schen Domänial-Waldung, der Blankenberg genannt, zusammenstößt, wurde dahin verglichen, daß der streitige Distrikt an ungefähr zwei und vierzig Quadrat-Ruthen zur Hälfte zum Weimar'schen und zur Hälfte zum Altenburg'schen Gebiete abgegränzt werden soll, so daß die nunmehrige Landesgränze von dem unbestrittenen Punkte a der gedachten Zeichnung unter Nr. 12. A über den, mit einem Pfahle bezeichneten Punkt b nach dem wieder unbestrittenen Gränzsteine c hinläuft. Hierbei wurde noch verabredet, daß das Holz, welches auf dem zum Weimar'schen Gebiete und zukünftigen Eigenthume des Anliegers Christoph Köhler aus Stanau abzugränzenden Theile der streitigen Fläche von ungefähr ein und zwanzig Quadrat-Ruthen steht, vorerst von Herzoglicher Kammer in Altenburg ungeschlagen und dann erst dem Anlieger der Grund und Boden überlassen werden soll.

Auch diese Vereinigungen werden hiermit genehmigt.

41. Zwischen den beiden *Fluren Breitenhayn* und *Trockenborn* bestand an der Roda-Neustädt'schen Strafe eine *Gränzirrung* darin, daß man Weimar'scher Seits von dem, an der gedachten Strafe anstehenden, beiderseits für richtig anerkannten Gränz-

1831 steine a der beiliegenden Zeichnung unter 13. A  
 1832 über die Privat-Gränzsteine b, c und d nach dem wieder unstreitigen Gränzsteine g, dagegen aber Altenburg'scher Seits von dem genannten Gränzsteine a in gerader Linie nach dem Gränzpunkte g ziehen wollte. Durch die beiderseits beauftragten Aemter ist solche am 15. October 1829, besage der darüber aufgenommenen beiderseitigen Protokolle von demselben Tage, so verglichen worden, daß die zwischen mehren Einwohnern in Breitenhayn, Andreas Hartmann und Genossen Weimar'scher Seits, und der Herzoglich-Altenburg'schen Waldung und Hartmanns Grundstücken Altenburg'scher Seits, streitige Fläche von drei und funfzig Quadrat-Ruthen gleichmäßig getheilt worden. Nach dieser hiermit genehmigten Vereinigung geht nunmehr die Landesgränze von dem genannten Gränzpunkte a aus über die mit Pfählen bezeichneten Punkte e und f nach dem Privat-Gränzsteine d und von da nach dem unbestrittenen Flurgränzsteine g.

42. Da, wo an der so genannten *hohlen Buche* zwischen den *Fluren Breitenhayn* und *Trockenborn* die Herzoglich-Altenburg'sche Domanial-Waldung mit dem Holzgrundstücke des Einwohners Michael Müller aus Breitenhayn zusammenstößt, fand eine Gränzirrung statt. Es wird nämlich Großherzoglich-Weimar'scher Seits behauptet, daß die Gränze in gerader Linie von demjenigen Punkte an der hohlen Buche aus, welche beiderseits für unbestritten angesehen und mit einem Pfahle bezeichnet worden war, zu dem darauf folgenden unbestrittenen Gränzsteine hin-gehe, während man Herzoglich-Altenburg'scher Seits diese Gränze im Bogen längs eines Fußweges weiter links hinziehen wollte. Die von beiden Präentions-Linien eingeschlossene Fläche von ungefähr acht und vierzig Quadrat-Ruthen soll jedoch in Rücksicht der für die Weimar'sche Präention sprechenden Gründe so gezogen werden, wie Weimar'scher Seits behauptet wird: nämlich von dem Punkte h der beiliegenden Zeichnung sub Nr. 13. B in gerader Richtung nach dem Punkte i. Das Holz auf dem streitigen Grundstücke soll von Seiten Altenburgs nach seinem Werthe veranschlagt und dem Aulieger Müller die Wahl gelassen werden:



entweder den Bar-Betrag der Hälfte an Herzog- 1831  
liche Kammer in Altenburg sogleich zu zahlen und 1832  
das Holz zu behalten;  
oder das anstehende Holz Herzoglicher Kammer in  
Altenburg zu überlassen und von dieser den Bar-  
Betrag der Hälfte zu empfangen;  
oder seine Ansprüche auf das Ganze im Wege  
Rechens auszuführen; in welchem letztern Falle  
Altenburg sich bedingt, daß dies vor dem Her-  
zoglich-Altenburg'schen Kreisante Cahla geschehe,  
welches dazu von beiden kontrahirenden Theilen,  
nach den näheren Bestimmungen des Konferenz-  
Protokolls vom 14. dieses, als gemeinschaftlich be-  
auftragtes Gericht, Kommission Kraft dieses Ver-  
trages erhält, aber nicht selbst erkennen, son-  
dern die Akten zum auswärtigen Spruche versen-  
den soll.

Wenn Müller den Vergleichsvorschlag nicht an-  
nimmt; so bleibt der Territorial-Punkt in statu quo,  
bis zur endlichen rechtskräftigen Entscheidung, von  
welchem Momente an, ohne Rücksicht auf das Re-  
sultat der Entscheidung, der streitige Distrikt mit  
dem Staatsgebiete Weimars vereinigt wird.

43. Zwischen derselben Flur, nach der grü-  
nen Wiese zu, fand an der Herzoglich-Altenburg'-  
schen Waldung, die Geierswiese genannt, und dem  
Holzgrundstücke der Oswald'schen Erben zu Breiten-  
hayn, eine Gränzirrung statt, indem man Weimar'-  
scher Seits von dem unter voriger Nummer genann-  
ten unstreitigen Gränzsteine i aus, am Abhange des  
Berges hin, nach dem Grunde am grünen Bache, all-  
wo unbestritten ein richtiger Gränzpunkt sich befin-  
det und mit einem Pfahle bezeichnet wurde (m der  
Zeichnung unter Nr. 13. C) hinziehen wollte, wo-  
gegen Altenburg'scher Seits behauptet wurde, daß die  
Gränze von dem Punkte i aus, längs einem alten,  
zur linken Seite hinlaufenden Holzwege hin über o  
und p ebenfalls nach m gehe. Die beiderseitigen  
Aemter haben sich bei der kommissarischen Gränz-  
beziehung am 15. October 1829 über diese Irrung  
dahin verglichen, daß die Landesgränze in einem,  
den streitigen Distrikt durchschneidenden Fahrwege  
gezogen werden soll, nämlich vom Punkte i und  
über q, r, s, t nach m, wornach vom Streit-Objekte,

1831 an ungefähr vierzig Quadrat-Ruthen, funfzehn Qua-  
 1832 drat-Ruthen zum Weimar'schen und fünf und zwanzig Quadrat-Ruthen zum Altenburg'schen Gebiete abgegränzt werden. Diese Vereinigung wird hiermit genehmiget. Es sollen aber auch die auf dem getheilten Distrikte stehenden Bäume, nach den Konferenzen zu Meiningen vom 16. November 1829 und zu Altenburg vom 5. Juni 1831, auf dem nun Altenburg'schen Gebiete der Herzoglichen Kammer zu Altenburg, auf dem nun Weimar'schen Gebiete aber den Oswald'schen Erben zu Breitenhayn gehören.

44. An der so genannten *grünen Wiese* oder am *Schellers Schlag* fand zwischen denselben *Fluren* gleichfalls eine *Gränzirrung* statt. Man behauptete nämlich Weimar'scher Seits, daß von dem unter voriger Nummer an dem grünen Bache eingeschlagenen Pfahle, als unbestrittenen Gränzpunkte aus, die Flur- und Landesgränze zu einem Steine am Holzrande und von da an dem Holzrücken von einem zum andern der daselbst befindlichen fünf Steine, welche die Breitenhayner Bauernhölzer von der Herrschaftlich - Altenburg'schen Waldung, der Schellers Schlag genannt, scheiden, hinlaufe bis zu einem unstreitigen Landes - Gränzsteine an der Aue an Adam Oswalds Grundstücke. Herzoglich - Altenburg'scher Seits dagegen zog man die Gränze weiter links am Rande des Holzes im Grunde fort, ebenfalls bis zu dem genannten Gränzsteine in der Aue, so daß der streitige Fleck einen abwechselnd schmalen und breiten Striemen von ungefähr sechs bis sieben Hundert Schritte Länge und einen Flächenraum von zwei und einem halben Acker dreizehn und eine halbe Quadrat - Ruthe Weimarisch, oder einen und einen Achttheil Acker sieben und eine halbe Quadrat - Ruthe Altenburgisch beträgt; wie dies alles der Rifs unter 14 das Nähere besagt.

Bei den für die Weimar'sche Präentions - Linie vorliegenden Gründen und unter der Bedingung, daß Weimar bei der Irrung, die alte Abtei betreffend, wie unter Nr. 48. wirklich geschehen, sich vergleiche, ist festgestellt worden:

- a. daß die Landesgränze künftig nach der Weimar'schen Präentions - Linie laufe;
- b. daß das Privat - Eigenthum an dem streitigen Bo-

den und Holze den Weimar'schen Anliegern überlassen sein solle. 1831  
1832

45. Eine *Gränzirrung* im kalten Thale zwischen den *Fluren Lichtenau* und *Trockenborn*, wo Altenburg'scher Seits die Herrschaftliche Domainen-Waldung mit den Privat-Besitzungen des Friedrich August und Johann Adam Müller, Karl Gottlieb Gumperts und Genossen aus Lichtenau zusammenstoßen, ist am 16. October 1829 von den beiderseitigen Beamten in der Art regulirt worden, daß der streitige Fleck von zwölf Quadrat-Ruthen getheilt und hiervon sieben Quadrat-Ruthen zum Weimar'schen und fünf Quadrat-Ruthen zum Altenburg'schen Gebiete abgegränzt worden sind, wie dies die beiderseitigen Protokolle von demselben Tage und die beiliegende Zeichnung unter 15. A. das Nähere angeben. Nach den Konferenzen in Meiningen am 16. November 1829 und in Altenburg am 5. Juni 1831 fallen die auf dem getheilten Distrikte stehenden Bäume so, wie die nunmehrige Landesgränze geht, da, wo der Boden Herzoglich-Altenburgisch, an Herzogliche Kammer in Altenburg, die Bäume aber, welche auf nunmehr Weimar'scher Gränze stehen, an die anliegenden Weimar'schen Unterthanen.

46. Zwischen denselben *Fluren*, am sogenannten *alten Teiche*, wo das Grundstück Johann Adam Hartmanns aus Lichtenau mit der Herzoglich-Altenburg'schen Domainal-Waldung zusammenstößt, war eine Dunkelheit der Gränze entstanden. Es wurde diese *Gränze* jedoch von beiderseitig beauftragten Justiz-Aemtern am 16. October 1829 regulirt, wie die beiderseits darüber aufgenommenen Protokolle von demselben Tage ausweisen; was hiermit Genehmigung erhält.

47. *Ebendasselbst* wurde auch von denselben beauftragten Justiz - Aemtern an demselben Tage eine *kleine Irrung* von fünf Quadrat-Ruthen, zwischen den Grundstücken Johann Gottlieb Gumperts und Genossen aus Lichtenau und der Herzoglich-Altenburg'schen Domainen-Waldung, beigelegt und die Gränze in der Maafse festgestellt, daß von dem streitigen Flecke eine Quadrat-Ruthe an Weimar und vier Quadrat-Ruthen zum Altenburg'schen Gebiete gezogen werden, wie dieses die beiliegende Zeichnung

1831 unter Nr. 15. B und die beiderseits darüber aufgenommenen Protokolle vom 16. October 1829 näher bestimmen. Privat-Ansprüche der Weimar'schen Unterthanen des auf dem streitigen Flecke stehenden Holzes bleiben vorbehalten.

48. In der sogenannten Abtei, zwischen der Großherzoglich-Weimar'schen *Flur Langendembach* und der Herzoglich-Altenburg'schen *Flur Hummelshayn* fand seit uralten Zeiten eine *Irrung* über *Hoheit* und *Jurisdiktion* statt. Es wurde nämlich von Seiten Weimars behauptet, daß eine Herzoglich-Altenburg'sche Domanal-Waldung, genannt die alte Abtei, an ungefähr zwei Hundert und achtzig Ackern Weimarisch, sowie die daran, nach der Altenburg'schen neuen Abtei hin gelegene, zum Rittergute Oppurg gehörige Abtei-Wiese, an vier Ackern fünf und zwanzig und drei Viertheilen Quadrat-Ruthen, zum Großherzoglich-Weimar'schen Gebiete gehöre und deshalb beide Grundstücke bei Flurumzügen, als zur Langendembacher Flur gehörig, mit umgangen worden wären, so daß die Flur- und Landeshoheits-Gränze von dem unstreitigen Punkte a der beiliegenden Zeichnung unter Nr. 16. an über b nach c ginge, auf Altenburg'scher Seite die Herrschaftliche Domainen-Waldung, genannt die neue Abtei, auf Weimar'scher Seite aber die schon gedachte Abtei-Wiese belassend. Herzoglich-Altenburg'scher Seits wurde dem widersprochen und behauptet, daß beide fragliche Grundstücke zum Herzoglich-Altenburg'schen Gebiete gehörten und die Landesgränze von dem unbestrittenen Punkte a der beiliegenden Zeichnung über f, g, h, i, k, l, m, d nach dem wieder unstreitigen Punkte c gezogen werden müßte. Zur Beilegung dieser Differenz ist, mit Berücksichtigung mehrer Irrungen, welche dieser Vertrag als beigelegt erwähnt und wo-von Seiten Altenburgs nachgegeben worden, eine Vereinigung in der Maasse verabredet und aus den in den Protokollen vom 8. und 14. Juni 1831 angegebenen Gründen von Seiten Weimars zugestanden worden, daß die Herzoglich-Altenburg'sche Domanal-Waldung, die alte Abtei genannt, definitiv zum Herzoglich-Altenburg'schen, dagegen aber die nach Oppurg gehörige Abtei-Wiese zum Weimar'schen Gebiete definitiv abgegränzt werden soll. Hiernach soll die Flur- und Landes-

hoheits-Gränze von dem mehrerwähnten unstreitigen 1831 Punkte a über b nach c, dann von hier über d, e, 1832 f, g, h, i, k, l, m wieder nach d und c gehen, wo beide Präensions-Linien sich vereinigten. Damit es möglich werde, den Zusammenhang der Herzoglich-Altenburg'schen alten Abtei-Waldung mit dem übrigen Altenburg'schen Gebiete herzustellen, wird noch festgesetzt, daß am Ende der Abtei-Wiese, wo dieselbe mit der Besetzung der Anlieger aus Langendembach gränzt, von c nach d von Weimar an Altenburg die Hoheit über einen schmalen Weg abgetreten werden soll, wenn letzteres den Besitz eines solchen Weges durch Uebereinkunft mit den Privat-Besitzern erwerben will. Durch diese Bestimmung der Landeshoheits-Gränze sollen jedoch die Rechte des Ritterguts-Besitzers zu Oppurg auf die Jagd in der gedachten alten Abtei-Waldung und dessen Ansprüche auf Gerichtsbarkeit daselbst unberührt bleiben. Sowohl wegen dieses Jagdrechtes, als auch, wenn Oppurg jene Ansprüche auf die Gerichtsbarkeit über die alte Abtei durchführen könnte, werden die Besitzer von Oppurg deshalb Vasallen des Herzogthums Altenburg und zwar unter den im Hauptvertrage am 13. dieses wegen der Gerichtsbarkeit zu Dienststadt und wegen der Lehnverhältnisse enthaltenen näheren Bestimmungen.

49. Zwischen denselben Fluren in der Gegend von Bünaus Grunde, wo auf Weimar'scher Seite die Bechersche, sonst Stopfelsche Holzmarké, Altenburg'scher Seite aber Herrschaftswaldung und die Georg Schachersche Holzung durch einen Gränzweg von einander geschieden sind, gab es eine Irrung, indem man beiderseits den gedachten Gränzweg in Anspruch nahm. Die beauftragten Aemter haben sich besage der beiderseitigen Protokolle am 22. Juni 1830 dahin verglichen, daß die Landesgränze in der Mitte des fraglichen Weges gehen solle, letzterer aber von beiden Seiten bejagd werden dürfe.

50. Die Irrung zwischen dem Großherzoglich-Weimar'schen Gerichte zu Oppurg und dem Herzogl. Altenburg'schen Gerichte zu Langenorla, im Betreff der Döbritzer Erbgerichtsbarkeit, ist durch die Vermittelung der beiderseits beauftragten Kreisämter am 22. Juli 1830 zu Pösneck besage der beiderseitigen

1831 Protokolle dahin verglichen worden, daß das Gericht  
 1832 zu Langenorla vom gedachten Tage an dem Gerichte  
 Oppurg die fragliche Erbgerichtsbarkeit nicht mehr  
 streitig machen, vielmehr dieselbe an letzteres ganz  
 abtreten will, mit der Bedingung, daß sich das Ge-  
 richt zu Langenorla bei vorkommenden Fällen den  
 Siegelthaler, die Lehen und die Zinsen vorbehält und  
 alle bis zu diesem Tage rückständigen, noch nicht ex-  
 pedirten Jurisdiktions- und Lehenfälle vornehme und  
 besorge, sich also den Abwurf der Gerichtsnutzungen  
 aneigne, die vom 22. Juli 1830 an aber vorkommen-  
 den Fälle der Gerichtsbarkeit — mit Ausnahme der  
 Lehen und Lebens-Expeditionen — dem Gerichte zu  
 Oppurg ohne weitem Anspruch überläßt.

Beiderseits hohe Staatsregierungen genehmigen  
 hiermit diese Uebereinkunft.

Eben so

51. wurde an demselben Tage durch Vermitte-  
 lung der beauftragten Kreisämter wegen der *Jurisdik-  
 tions-Irrung* über die *Grundstücke im Loche, Tief-  
 thal und Bahngraben* zwischen denselben *betheilig-  
 ten Gerichten* zu Oppurg und Langenorla folgende  
 Vereinigung getroffen: die volle Gerichtsbarkeit, so-  
 wohl Obere- als auch Erb-Gerichtsbarkeit, über  
 sämtliche hier in Frage kommende Grundstücke soll,  
 vom 22. Juli 1830 an, *den Orten* und folgegemaß dem  
 Gerichte des Landes zufallen, an welches die betref-  
 fenden Grundstücke steuern; die Lehen, Zinsen und  
 sonstigen Privat-Gerechtsame bleiben aber unverrückt,  
 nach wie vor. Auch diese Uebereinkunft wird von  
 Seiten der hohen Staatsregierungen Weimar und Al-  
 tenburg hiermit genehmiget, und soll von den bei-  
 derseitigen Aemtern Neustadt und Cahla gemeinschaft-  
 lich die Versteinigung der fraglichen Gränzstrecke,  
 in so weit nöthig, vorgenommen werden.

52. Zwischen den *Fluren Kleindembach* und  
 Langenorla war die *Flur- und Landesgränze* da-  
 durch dunkel und unbestimmt, daß sich die gegensei-  
 tigen Grundstücke in einander schieben und hinsicht-  
 lich der Steuerbarkeit gemischt liegen. Die beider-  
 seits beauftragten Kreisämter haben bei der am 28.  
 Mai 1831 statt gefundenen Gränzbeziehung sich da-  
 hin vereinigt, daß nach Maafsgabe der Steuorgohörig-  
 keit die Landesgränze festgestellt werden soll, jedoch

die sich vorfindenden reinen Enklaven, diesseits und jenseits, hiervon ausgenommen sind. Die Trift-, Jagd- und Jurisdiktions-Ausübungen bleiben an dieser Gränzstrecke, wie sich ohnehin versteht, durch diese Uebereinkunft ganz unberührt. Auch sollen die Weimar'schen Unterthanen von den Enklaven im Altenburg'schen Gebiete, wenn die Steuern Weimarisch bleiben, von der Entrichtung jeglichen Anweisgeldes an die Altenburg'schen Forstbeamten frei bleiben.

Die Landesgränze, wie solche durch vorstehende hiermit genehmigte Vereinigung bestimmt, auch bereits von den Bezirksämtern am 28. Mai 1831, laut der dabei aufgenommenen beiderseitigen Protokolle, bezogen worden ist, soll nunmehr, nachdem solche geometrisch aufgenommen und chartirt worden ist, von den beiderseitigen Aemtern versteinigt werden.

53. Die Kirche der Weimar'schen Gemeinde zu Langendembach besitzt in dem unstreitigen Altenburg'schen Gebiete innerhalb der Fluren Langenorla und Freienorla ein Holzgrundstück, der Würzbach genannt. Die Frage wegen Aufsichtsführung über diesen Wald-Distrikt hatte zwischen beiden Gouvernements Veranlassung zu einer Irrung gegeben, welche nunmehr gänzlich dadurch beigelegt wird, daß von Seiten des Großherzogthumes Weimar aus den im Konferenz-Protokolle vom 7. Juni 1831 angegebenen Gründen die Forstaufsicht über das fragliche geistliche Holz den Altenburg'schen Behörden fernerhin und ohne Widerspruch überlassen sein soll.

54. Ueberall, wo die beiderseits beauftragten Bezirks-Aemter bei Umgebung der Landesgränze für nöthig hielten und verabredeten, dieselbe zu Vermeidung künftiger Streitigkeiten und Irrungen durch Gränzmarken festzustellen, soll auch nunmehr diese Gränzversteinigung durch die Bezirks-Aemter vorgenommen und denselben hierzu der nöthige Auftrag von Seiten der Staatsregierungen ertheilt werden.

§. 5. Zu C. Irrungen, welche im gegenwärtigen Nebenvertrage ihre Erledigung noch nicht fanden und einem Nachvertrage zu diesem Nebenvertrage vorbehalten bleiben, sind folgende:

1. zwischen den Fluren Wittersroda und Dröfsnitz schwebt eine Irrung über vierzig Acker zur Altenburg'schen Pfarrei Kesslar gehörige Grund-

1831

1832

stücke, welche nach der Weimar'schen Behauptung in unstreitiger Wittersrodaer Flur liegen und von der Gemeinde Dröfsnitz bei Flurzügen nur aus dem Grunde mit ungangen werden, weil letzterer Gemeinde das Triftrecht auf gedachten Pfarrgrundstücken zusteht.

Es war hierüber noch keine genaue Erörterung von Seiten Altenburgs angestellt und soll deshalb diese Irrung durch die beiderseitigen Aemter näher ermittelt und wo möglich gütlich beigelegt werden.

2. Gleiche Bewandniß hat es mit der Gränzirrung zwischen der Gemeinde Lotschen und Dröfsnitz. Der hier streitige Distrikt beträgt Einhundert neun und funfzig und drei Viertheile Acker acht und zwanzig Quadrat-Ruthen Weimariß oder vier und siebenzig und drei Achttheile Acker Altenburg'schen Maasses, wo das Amt Blankenhayn hierüber noch nähere Erörterung anstellen und dann zwischen beiderseitigen Aemtern wo möglich ein Vergleich zu Stande gebracht werden soll.
3. Auf der Flurgränze zwischen dem Weimar'schen Dorfe Kleinkröbitz und dem Altenburg'schen Rodias wurde 1812 von den betroffenen Gemeinden eine Vereinigung verabredet, welche, da die Flurgränze zugleich die Landesgränze bildet, in Bezug auf letztere der höchsten Genehmigung beider Staatsregierungen bedarf. Um diese geben zu können, muß eine Lokal-Expedition der beiderseitigen Bezirks-Aemter, welche heute dazu beauftragt wurden, vorausgehen und nach Eingang der Berichte dieser Aemter wird dieser Gegenstand in dem Nachvertrage seinen Platz finden.
4. Zwischen den Fluren Rutha und Zöllnitz ist eine seit mehreren Jahren schwebende Gränzirrung durch die beiderseitigen Bezirks-Aemter noch nicht beigelegt worden, und soll deshalb diesen Bezirks-Aemtern weiterer Auftrag ertheilt werden.
5. Bei denselben Fluren schwebt noch eine Irrung wegen des Areals zwischen dem jetzigen Thalwege und dem alten Bette des Rodaflusses.

Die Bezirks-Aemter sollen den Gegenstand in Verhandlung ziehen und wo möglich vergleichen.



6. Die Irrungen zwischen Lobeda und Drackendorf 1831 sind noch zu erörtern und deshalb an die Aem- 1832 ter verwiesen worden.
  7. Im Jahre 1820 soll nach der Versicherung Altenburg'scher Seits zwischen der Großherzogl. Weimar'schen Flur Schwarzbach und der Herzoglich-Altenburg'schen Flur Hellborn von den hierzu beiderseits beauftragten Aemtern die Gränze regulirt und versteinigt worden sein. Da man jedoch von Seiten des Großherzogthumes Weimar von dieser Gränzberichtigung keine Kenntniss hatte: so wurde beschlossen, vorerst Erkundigung darüber einzuziehen.
  8. Nach älteren Akten von 1659, welche der Weimar'schen Staatsregierung von Dresden mitgetheilt worden sind, sollten vom Altenburg'schen Amte Roda alljährlich Neun Scheffel Hafer aus dem Grunde an das Amt Weida geschüttet werden, weil bei dessen Ueberweisung soviel an dem von Sachsen-Gotha zu gewähren gehabt Zinsgetreide gemangelt. Da indessen von den genannten beiderseitigen Aemtern über diesen Anspruch durchaus keine Auskunft hat gegeben werden können: so wird dieser Gegenstand, der Rechte und Ansprüche des Großherzogthumes Weimar unbeschadet, von gegenwärtiger Ueberkunft ausgeschlossen.
  9. In der Herzoglich-Altenburg'schen Langenorlaer Flur liegt ein Holzgrundstück, die Stopfelsche Holzmarke genannt, welche in das Großherzogthum Weimar steuert und wegen der Kriegs-Prästationen zu öfteren Streitigkeiten Veranlassung gegeben hat, weshalb von Herzoglich-Altenburg'scher Seite der Antrag auf Abtretung gegen Entschädigung gestellt ward. Diesem soll entsprochen werden, insofern nicht besondere Bedenken vorwalten, welche der Realisirung dieses Planes hinderlich sein würden, weshalb dieser Gegenstand zuvörderst den beiderseitigen Aemtern zur Erörterung und resp. Ermittlung der von Weimar bisher bezogenen Gefälle an Steuern und dergleichen übertragen werden soll.
- §. 6. Die *allgemeinen Bestimmungen*, welche der am 13. dieses zwischen Sr. Königlichen Hoheit,

1831 dem Großherzoge von Sachsen-Weimar-Eisenach ei-  
 1832 ner Seits, und Sr. Durchlaucht, dem Herzoge zu Sachsen-Altenburg anderer Seits, ebenfalls zu Beilegung mehrer gegenseitiger Ansprüche geschlossene Hauptvertrag im §. 4. namentlich aufführt, ferner die des §. 8. und §. 9. des gedachten Hauptvertrags sollen, insoweit sie Gegenstände berühren, welche in gegenwärtigem Nebenvertrage enthalten sind, auch für diesen Nebenvertrag gelten, und demselben als eingeschaltet betrachtet werden, sowie sie in gedachtem Hauptvertrage unter den Zahlen 1. bis mit 12. enthalten sind. Die Bestimmungen des §. 10. und §. 11. des gedachten Hauptvertrages sollen, ihrem ganzen Inhalte nach, als diesem Nebenvertrage eingeschaltet hierher übertragen sein.

Beiderseits Bevollmächtigte haben vorstehende Nebenvereinigung nach reifer Ueberlegung bis auf allerhöchste und höchste Genehmigung ihrer Durchlauchtigsten Souveraine — ohne welche nichts verglichen sein soll — geschlossen, sie in vorstehenden Nebenvertrag gebracht, letzteren doppelt gleichlautend ausfertigen lassen, unterzeichnet und besiegelt, auch die dazu gehörigen Risse und Zeichnungen übereinstimmend in gleichlautenden Exemplaren von dem gemeinschaftlich gebrauchten *Rechnungs-Revisor* und *Feldmesser Skell* zeichnen, unterschreiben und diesem Nebenvertrage beilegen lassen.

So geschehen Altenburg am sechszehenten Juni des Jahres Eintausend achthundert dreißig und eins.

GEORG FRIEDRICH KONRAD  
 LUDWIG v. GERSTENBERGK,  
 zugleich für den Großherzoglich-Sächs. Kammerrath  
 THON.

CHRISTIAN GOTTFRIED  
 HERMANN.

### III.

Zwischen dem Großherzogthume Sachsen Weimar-Eisenach und dem Herzogthum Sachsen-Altenburg bestanden in dem dermaligen Umfange ihrer Staatsgebiete eine bedeutende Anzahl zum Theil seit Jahrhunderten unerledigt gebliebener Irrungen und Ansprüche.

Seine Königliche Hoheit, der Großherzog von Sachsen Weimar-Eisenach und Seine Durchlaucht, der Herzog zu Sachsen-Altenburg, beseelt von dem Wunsche, zum Besten Ihrer beiderseitigen Lande, alle diese Irrungen und Ansprüche auf dem Wege der Ausgleichung und gütlichen Vereinigung freundschaftlich zu erledigen, ernannten zu diesem Geschäfte Bevollmächtigte und zwar:

I. Seine Königliche Hoheit, der Großherzog, Karl Friedrich von Sachsen-Weimar-Eisenach:

1. Allerhöchst-Ihren damaligen geheimen Regierungsrath bei der Landesregierung zu Weimar, Georg Friedrich Konrad Ludwig von Gerstenbergk, nunmehrigen Kanzlar, Chef der Großherzoglichen Landesregierung zu Eisenach, Ritter des Großherzoglich Sächsischen Hausordens vom weißen Falken,
2. Allerhöchst-Ihren Kammerrath Ottokar Thon zu Weimar, Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adlerordens dritter Klasse;

II. Seine Durchlaucht, der Herzog Friedrich zu Sachsen-Altenburg:

Höchst-Ihren damaligen Regierungs- und Kammerrath, nunmehrigen geheimen Konferenz-Rath, Christian Gottfried Hermann zu Altenburg, Präsidenten Höchst-Ihrer damaligen Landesregierung, Ritter des Großherzoglich Sächsischen Hausordens vom weißen Falken.

Diese Bevollmächtigten haben eine Reihe Konferenzen zu Weimar, Cahla, Ronneburg, Altenburg, Meiningen und Cahla gehabt; zu Altenburg bis auf allerhöchste und höchste Genehmigung deshalb zwei Staatsverträge geschlossen, und zwar am 13. Juni 1831 einen *Hauptvertrag in elf Paragraphen über verschiedene Austauschungen und Abtretungen*, welche mit jenen Irrungen in Verbindung standen, oder doch zur Ausgleichung nöthig oder passend schienen; sodann einen *Nebenvertrag in sechs Paragraphen über vier und fünfzig Irrungen* am 16. Juni 1831.

In diesem Nebenvertrage wurde §. 5. vorbehalten, in einem Nachvertrage diejenigen Irrungen zu erledigen oder festzustellen, welche dort unter Zahl Eins bis mit Neun beschrieben stehen und damals noch nicht erledigt werden konnten.

1831      Unterdessen waren auch die Hindernisse beseiti-  
 1832 get, welche dieser Erledigung entgegenstanden. Es  
 wurden nämlich von den beiderseitigen Bezirksäm-  
 tern Zusammenkünfte an den streitigen Stellen ge-  
 halten, Vereinigungen getroffen, oder doch nähere  
 Ermittlungen angestellt; die unmittelbaren Beauf-  
 tragten aber hatten zuletzt in Cahla diese Verhand-  
 lungen der Aemter durchgegangen, solche theils ge-  
 nehmiget, theils nicht, beziehungsweise sich selbst  
 an die streitigen Stellen begeben, dort die Irrungen  
 verglichen oder weiter verhandelt; ferner mehrere Ver-  
 abredungen des Haupt- und Nebenvertrages näher be-  
 stimmt und die endliche Vereinigung hier, zu Wei-  
 mar, getroffen.

Ueber alles dieses wurde heute nachstehender

#### Nachvertrag

bis auf höchste Genehmigung beider Staatsregierun-  
 gen geschlossen, welcher als *integrirender Theil*  
 des Hauptvertrages vom 13. Juni 1831 und des Ne-  
 benvertrages vom 16. Juni 1831 betrachtet werden  
 soll. Er enthält in dem *ersten Paragraphen die*  
*Vereinigung über alle in dem Haupt- und Ne-*  
*benvertrage unerledigt gebliebenen Irrungen, in dem*  
*zweiten, dritten, vierten einige andere Bestimmun-*  
*gen, in dem fünften Paragraphen die gegenseitige*  
*Abrechnung, im sechsten allgemeine Bestimmun-*  
*gen über die Vollziehung aller drei Verträge.*

§. 1. 1. Es war seit vielen Jahren die *Gränze*  
 zwischen den *Fluren* des Weimar'schen Dorfes *Lot-*  
*schen* und des Altenburg'schen Dorfes *Dröfsnitz*  
 streitig, indem von beiden Gemeinden ein Distrikt  
 von Einhundert neun und funfzig und drei Viertel-  
 Ackern acht und zwanzig Quadrat-Ruthen Weima-  
 risch oder vier und siebenzig und drei Achtel-Ackern  
 Altenburgisch bei Flurzügen mit umgangen wurde.  
 Die beiderseitigen Präentions-Linien sind in dem bei-  
 liegenden Grundrisse unter Zahl Siebenzehn bezeich-  
 net worden und ist daraus das Nähere zu ersehen.

Bei angestellten Nachforschungen hat sich erge-  
 ben, daß die in dem streitigen Distrikte liegenden  
 Feldgrundstücke sämmtlich zu gebundenen Gütern in  
 Dröfsnitz gehören und mit diesen nach Altenburg  
 steuern.

Es soll nunmehr *dieser streitige Distrikt, so*

wie sich die beiderseitigen Bezirksämter Blanken-<sup>1831</sup>hayn und Cahla in Bezug auf die Flurgränze zwi-<sup>1832</sup>schsen Lotschen und Dröfsnitz am 1. October 1831 vorläufig vereinigt haben, als zu der Dröfsnitzer Flur und zu dem Herzoglich-Altenburg'schen Gebiete gehörig, angesehen und dem gemäß die Flur- und Landeshoheits-Gränze zwischen Lotschen und Dröfsnitz nach der Altenburg'schen Präensions-Linie gezogen und festgestellt werden. Hierbei wird aber gegenseitig *Folgendes bedungen* und bezüglich *zugestanden*, nämlich:

a. Diejenigen Grundstücke, welche nach dieser berichtigten Landesgränze in der Großherzoglich-Weimar'schen Flur Lotschen liegen, jedoch zu *gebundenen* Gütern des Altenburg'schen Dorfes Dröfsnitz wirklich gehören, von dasigen Einwohnern besessen und mit den dortigen Hufengütern bereits an Altenburg versteuert werden, auch der Gerichtsbarkeit Altenburg'scher Behörden bisher unstreitig unterworfen waren, sollen Großherzoglich-Weimar'scher Seits niemals mit Abgaben belegt werden; wogegen aber dergleichen *ledige* Grundstücke, welche Einwohner von Dröfsnitz im Weimar'schen Gebiete etwa besitzen und welche noch nicht besteuert sind, der Großherzoglich-Weimar'schen Besteuerung unterliegen müssen, obgleich sie von Herzöglich-Altenburg'schen Unterthanen besessen werden.

b. Obschon einige Grundstücke von der verglichenen Landes- und Flurgränze durchschnitten werden: so bleiben doch die Abgabenverhältnisse dieser Besitzungen durch diese Vereinigung unverändert und es können auf die — in das eine oder das andere Gebiet theilweise liegenden Grundstücke neue Abgaben nicht gelegt werden.

Die *Gerichtsbarkeit* über jene gebundenen Dröfsnitzer, unter Weimar'scher Hoheit liegenden Grundstücke betreffend; so bleibt die voluntäre Gerichtsbarkeit den Altenburg'schen Gerichtsstellen des Hauptgutes; wogegen die kontentiöse Gerichtsbarkeit über gedachte Grundstücke Großherzoglich-Weimarisch wird, so wie die Hoheitsgränze diese Grundstücke in das Weimar'sche Gebiet abschneidet.

c. Durch diese Vereinigung hinsichtlich der Landesgränze bleiben die Rechte und Ansprüche des

1831 Großherzoglichen Kammergutes *Kottenhain* und der  
 1832 Gemeinde *Lotschen* eines Theiles, und der Gemeinde *Dröfsnitz* andern Theiles, im Betreff einer entstandenen *Irrung* wegen eines *Triftzuges* ganz unberührt, den das Kammergut *Kottenhain* und die Gemeinde *Lotschen* durch den streitigen Distrikt zu haben versichert, was von der Gemeinde *Dröfsnitz* aber widersprochen wird. Da indess diese Irrung nach dermaliger Sachlage wahrscheinlich auf dem Klagwege zur Erledigung wird gebracht werden: so bedingt sich die Staatsregierung *Weimar* für diesen Fall, daß es Großherzoglicher Kammer und der Gemeinde *Lotschen*, wenn diese klagen sollten, freistehen muß, entweder bei dem *Sachsen-Altenburg'schen* Gerichte zu *Günperda*, unter welches *Dröfsnitz* gehört, die Klage zu erheben, oder deshalb bei dem Herzoglich-Altenburg'schen Justiz-Kollegium zu *Altenburg* einen Auftrag an das Herzoglich-Sächsische Kreis-Justiz-Amt *Cahla* auszubringen, ohne daß es deshalb einer besonderen Perhorreszenz bedürfe.

2. Zwischen der *Weimar'schen Flur Wittersroda* und der *Altenburg'schen Dröfsnitz* haben seit vielen Jahren *Gränzirrungen* statt gefunden, welche folgendermaßen verglichen worden sind:

a. Von dem Punkte an, wo die beiden *Weimar'schen* Fluren *Lotschen* und *Wittersroda* mit der *Altenburg'schen* Flur *Dröfsnitz* zusammenstoßen, wird die *Flur-* und *Landeshoheits-Gränze zwischen Wittersroda* und *Dröfsnitz* über den *weißen Berg* und bis zum sogenannten *Frankenrande* in der Maasse festgestellt und anerkannt, wie in neuerer Zeit von beiderseitigen Kommunen die Flurzüge gehalten wurden, auch die Gränze durch vorhandene Gränzsteine bezeichnet ist, worüber das gemeinschaftlich aufgenommene Protokoll vom 30. October dieses Jahres das Nähere enthält. Nach dieser Linie liegen innerhalb des *Weimar'schen* Gebiets in der *Wittersrodaer* Flur am so genannten *weißen Berge* mehrere in *Dröfsnitzer Hufengüter* und mit der Jurisdiktion und der Steuer nach *Altenburg* gehörige *Grundstücke*, auch ein zur Pfarrei *Pfarrkeßlar* gehöriges Stück Feld. Es sollen *diese Grundstücke*, insofern sie zu gebundenen Gütern in *Dröfsnitz* wirklich gehören und

mit denselben an Altenburg versteuert werden, auch der Gerichtsbarkeit Altenburg'scher Behörden bisher unstrittig unterworfen waren, von Seiten des Großherzogthums Weimar *niemals mit Abgaben* belegt werden; wogegen aber *dergleichen ledige* Grundstücke, welche noch *nicht* besteuert sind, der Großherzoglich - Weimar'schen Besteuerung *unterliegen* müssen, obgleich sie von Herzoglich-Altenburg'schen Unterthanen besessen werden.

1831  
1832

Die Gerichtsbarkeit über jene gebundenen Dröfßnitzer, unter Weimar'scher Hoheit liegenden Grundstücke betreffend; so bleibt auch hier die voluntäre Gerichtsbarkeit den Altenburg'schen Gerichtsstellen des Hauptgutes; wogegen die kontentiöse Gerichtsbarkeit Großherzoglich-Weimarisch wird, so wie die Hoheitsgränze diese Grundstücke in das Weimar'sche Gebiet abschneidet.

b. In der Fortsetzung dieser Gränzlinie zwischen Wittersroda und Dröfßnitz weiter nach Osten zu, liegt *am sogenannten Frankenrande* ein zur *Pfarrei Kefslar* gehöriges *Feldgrundstück*, welches früherhin von Altenburg auch hinsichtlich der Hoheit in Anspruch genommen wurde. Altenburg'scher Seits wird auf diesen Anspruch hiermit verzichtet und das fragliche Pfarrgrundstück durch die oberhalb desselben auf dem Frankenrande selbst befindlichen, auf der Wittersrodaer Seite mit den ehemaligen Kurfürstlich-Sächsischen Schwertern bezeichneten und nunmehr für richtig anerkannten Gränzsteine zu der Wittersrodaer Flur abgegränzt.

Es wird hierbei nur noch bemerkt, daß auf diesem Grundstücke am Frankenrande die Gemeinde Wittersroda und die Pfarrei Kefslar die Koppeltrift auszuüben haben.

c. Von einem, am östlichen Ende des vorhergenannten Frankenrandes stehenden, von allen Theilen anerkannten Gränzsteine an, bestand seit langer Zeit eine Irrung, indem die zur Pfarrei Pfarrkefslar gehörigen Grundstücke an Feld, Holz und Lehden, genannt *der Haynberg*, sechs und vierzig Acker Weimarisch enthaltend, bei Flurzügen sowohl von der Weimar'schen Gemeinde Wittersroda, als auch von der Altenburg'schen Gemeinde Dröfßnitz ungangen wurden. Die beiliegende Zeichnung unter Zahl acht-

1831 zehn giebt über die Situation und die beiderseitigen  
 1832 Prätensions-Linien nähere Auskunft.

Es ist wegen dieser Irrung eine *Vereinigung* zu Stande gekommen, nach welcher der hier in Frage kommende Distrikt, genannt der Haynberg, welcher keinen Abgaben unterliegt, *zu dem Herzoglich-Altenburg'schen Gebiete abgegränzt* und mithin die Herzoglich-Altenburg'sche Prätensions-Linie künftighin als Landeshoheits- und Flur-Gränze von Wittersroda, nach näherer Bestimmung des Protokolles vom 30. October dieses Jahres, angenommen und demnächst hiernach die Versteinigung vorgenommen werden soll.

3. Von den beiderseitigen Bezirksämtern Jena und Cahla ist am 4. October dieses Jahres die *Gränze* zwischen der Großherzoglich-Weimar'schen *Flur Kleinkröbitz* und der Herzoglich-Altenburg'schen *Flur Rodias* umgangen worden und es wurde dabei die Revision der Gränzsteine vorgenommen, welche auf dem Grunde einer, im Jahr 1812 statt gefundenen Vereinigung von den betroffenen Orts-Vorstandspersonen eingesetzt worden sind. In Ansehung einer, zwischen den Gränzsteinen Nummer fünf und Nummer sechs noch schwebenden Differenz wurde die im Jahre 1812 getroffene Vereinigung durch Einsetzung eines Steines Nummer sechs a in Ausführung gebracht und dadurch dieselbe gänzlich erlediget. Es wird nunmehr diese Vereinbarung genehmiget und die Gränzlinie zwischen beiden genannten Ortschaften, wie solche nach näherer Bestimmung in den beiderseitigen Protokollen vom 4. October dieses Jahres berichtet und anerkannt worden ist, als Landeshoheits-Gränze hiermit festgestellt.

Eben so haben die beiderseitigen so eben genannten Bezirks-Aemter Jena und Cahla nach Ausweis des gedachten Protokolles vom 4. October, fortgesetzt am 9. October 1832, an diesen beiden Tagen die im Nebenvertrage vom 16. Juni 1831 unter Paragraph Vier Zahl Vier verabredete Revision der Gränzsteine und dabei nothwendig befundene Steineinsetzung zwischen den Großherzoglich-Weimar'schen *Fluren Rothenstein* und *Leutra* und den Herzoglich-Altenburg'schen *Fluren Altenberga, Altendorf* und *Schernewitz* vorgenommen, und es ist dadurch die *Lan-*



*deshoheits-Gränze* zwischen den gedachten Fluren 1831  
berichtigt und festgestellt worden, welches hier mit 1832  
Bezugnahme auf den erwähnten §. 4, 4. des Nebenver-  
trages vom 16. Juni 1831 bemercklich gemacht wird:

4. Bei einer von denselben Bezirks-Aemtern  
Jena und Cahla am 16. September 1831 vorgenom-  
menen Lokal-Expedition ist eine zwischen der Groß-  
herzoglich-Weimar'schen *Flur Rutha* und der Her-  
zoglich-Altenburg'schen *Flur Zöllnitz* noch nicht  
festgestellte *Gränzstrecke* berichtigt worden. Der  
Inhalt der hierüber beiderseits aufgenommenen Pro-  
tokolle vom 16. September 1831 wird, insoweit der-  
selbe auf die Umgehung und Berichtigung der gedach-  
ten Flur- und Landeshoheits-Gränze zwischen Rutha  
und Zöllnitz Bezug hat, hiermit genehmigt und zu-  
gleich festgesetzt, daß die nach Maafgabe jener Pro-  
tokolle noch vorzunehmende Versteinigung demnächst  
erfolgen soll. Der im Jahre 1831 geometrisch auf-  
genommene Grundriß über diese verglichene Flur-  
und nunmehrige Landeshoheits-Gränze wird in der  
Beilage unter Zahl neunzehn gegenwärtigen Nachver-  
trages beigelegt.

Durch diese Uebereinkunft haben die zwischen  
genannten Fluren Rutha und Zöllnitz früherhin  
schwebenden *zwei Irrungen*, welche im Nebenver-  
trage vom 16. Juni 1831 unter Paragraph Fünf Zahl  
Vier und Fünf zu weiterer Verhandlung ausgesetzt  
werden mußten, ihre *Erledigung* gefunden.

5. Eine zwischen der Weimar'schen *Flur  
Schwarzbach* und der Altenburg'schen *Flur Hellborn*  
hervorgetretene *Gränzirrung* gab Veranlassung, daß  
die beiderseitigen Aeinter Neustadt an der Orla und  
Roda am 21. und 22. September 1820 an Ort und Stelle  
zusammen kamen und sich damals über die Flurgränze  
vereinigten. Da nun aber diese Flurgränze  
zugleich auch die Landesgränze ausmacht, dem Kreis-  
amte Neustadt jedoch zu deren Regulirung ein Auf-  
trag damals nicht ertheilt worden war: so hat bis  
jetzt die damals verabredete Steinsetzung an der ver-  
glichenen Gränzstrecke ausgesetzt bleiben müssen.

Inzwischen haben beiderseits unmittelbare Be-  
auftragte über die Verhältnisse und Zweckmäßigkeit  
jenes Vergleichs nähere Erkundigung eingezogen und  
sich dahin vereinigt, daß die in Frage kommende

1831 Landeshoheits- und Flur-Gränze ganz in der Maasse  
1832 festgestellt und die demnächst zu bewirkende Ver-  
steinigung derselben so vorgenommen werden soll,  
wie die vorhin erwähnten beiderseitigen Protokolle  
vom 21. und 22. September 1820 ausweisen und näher  
bestimmen.

6. Zwischen der Großherzoglich-Weimar'schen  
*Kommun Lobeda* und dem Herzoglich-Altenburg'schen  
*Rittergute Drackendorf* haben hinsichtlich  
der *Hoheits-, Gerichtsbarkeits-, Flur- und Jagd-*  
*Gränzen Streitigkeiten* statt gefunden, welche bis  
zu Anfang des sechzehnten Jahrhunderts zurück-  
reichen.

Diese Irrungen sind jetzt im Betreff der *Hoheit*  
zwischen Sachsen-Weimar und Sachsen-Altenburg,  
wie der anliegende Riss unter Zahl Zwanzig näher  
besagt, völlig beigelegt worden und zwar folgender-  
maassen:

a. von dem *Fürstenbrunnen* aus, da, wo die  
Weimar'schen Fluren Lobeda und Wöllnitz mit der  
Altenburg'schen Flur Drackendorf zusammenstoßen,  
haben sich die Kommunen Lobeda und Drackendorf  
hinsichtlich ihrer Flurgränze im Jahre 1829 bis zum  
Hungergraben vom Flursteine Nummer zwei und  
dreißig bis Nummer neun und fünfzig vereinigt. Es  
wird *diese verglichene Gränzlinie* auch als *Landes-*  
*gränze* angenommen und die im Flurzugs-Protokolle  
vom 20. Mai 1829 befindliche Beschreibung aner-  
kannt; indem zugleich die bei den Konferenz-Ver-  
handlungen vom Jahre 1759 getroffene eventuelle Ver-  
einigung außer Kraft gesetzt wird.

b. Hiermit werden die früher in dieser Linie  
bestanden Landeshoheits-Gränzirungen wegen des  
*Pöniken-Thales*, wegen der *Lobedaer Burgschlös-*  
*ser*, wegen der *Bergäcker* und wegen der *Kiehn-*  
*bäume über dem Wasserthale* als beseitigt an-  
gesehen.

c. Die sich an diese Differenzen anschließende  
*Gränzirung* vom *Hungerbache* aus bis zu dem so-  
genannten *Spitzsteine*, wie sie im Flur-Protokolle  
vom 20. Mai 1829 vom neun und fünfzigsten bis zum  
sechszigsten Steine beschrieben ist, wird dadurch be-  
seitigt, daß die von Lobeda prätendirte Gränzlinie  
als Landesgränze angenommen wird, in der Art, daß

diese Gränzlinie nicht, wie Altenburg verlangte, 1831 vom Steine am Hungerbache Nummer 59 auf einen, 1832 im Drackendorfer Ritterguts - Grundstücke, genannt der Aermel, stehenden alten Birnbaum und von da erst in einem Winkel zum Spitzsteine, sondern in gerader Linie von dem Steine Nummer 59 auf den Spitzstein Nummer 60 geht, wodurch Altenburg'scher Seits von den früheren Behauptungen und Vorbehalten, namentlich wegen der Steuern, unbedingt abgegangen wird.

d. Von dem so eben genannten *Spitzsteine* Nummer 60 wird als *Landeshoheits-Gränze* diejenige Linie angenommen nach welcher sich die beiderseitigen Kommunen Lobeda und Drackendorf im Jahre 1829 hinsichtlich ihrer Flurgränze vereinigt haben, wie dies in dem mehrgedachten Flur-Protokolle vom 20. Mai 1829 vom Gränzsteine Nummer 60 bis zu Nummer 66, wo die Großherzoglich - Weimar'sche Flur Rutha mit der von Lobeda und Drackendorf zusammentrifft, näher beschrieben worden ist und dessen Inhalt hiermit anerkannt wird.

e. Die bestandenen Verhältnisse wegen der *Lehen, Jagd, Trift* und *Frohn*en unter den Privaten bleiben wie bisher und werden durch die verglichene Gränzlinie keinesweges geändert.

f. Durch die in vorstehender Maasse verglichene Landeshoheits - und Flurgränze zwischen Lobeda und Drackendorf sind nachbenannte zwei Grundstücke zu dem *Altenburg'schen Gebiete* abgegränzt worden, nämlich:

aa. Fol. 188. Nummer 46, ein und ein halber Acker Weinberg an der Viehtreibe, über dem Elsterbrunnen, neben der Viehtreibe, lehnet und zinset dem Amte Jena einen Scheffel Hafer, steuert einen Groschen, jetzt der Johanne Elisabeth Hempel gebornen Bornemann zu Drackendorf gehörig:

bb. Fol. 124. Nr. —, vier Acker an dem Drackendorfschen Wege, neben der Trebe und dem Wege, lehnet und zinset dem Amte Jena einen und einen halben Scheffel Hafer, steuert einen Groschen zwei Pfennige, jetzt dem Maurergesellen Karl Friedrich Kämpfe zu Lobeda und seinen vier Kindern gehörig.

1831 Es sollen *diese Grundstücke* Herzoglich-Alten-  
 1832 burg'scher Seits *niemals mit Abgaben belegt*, vielmehr die Steuer, Lehen und Zinsen, insoweit dieselben auf diesen Grundstücken haften, oder auf verfassungsmäßigem Wege Großherzoglich-Weimar'scher Seits auferlegt werden können, in die Weimar'schen Staatskassen nach wie vor entrichtet und befolgt werden.

Die Gerichtsbarkeit über diese Grundstücke bleibt dem Sachsen-Altenburg'schen Gerichte Drackendorf wie bisher.

7. Obschon durch die nähere Bestimmung des §. 4. Zahl zwei und funfzig des Nebenvertrages vom 16. Juni 1831 die Vereinigung zu Stande gekommen ist, daß die *Landesgränze* zwischen den *Fluren Kleindembach* und *Langenorla* nach Maafgabe der *Steuergehörigkeit* festgestellt werden soll, jedoch die sich vorfindenden reinen Enklaven hiervon ausgenommen sind: so ist man doch nunmehr auch nach genau eingezogenen Notizen dahin übereingekommen, daß die *Steuern* von *einigen in dieser Gegend liegenden steuerbaren Grundstücken*, welche *reine Enklaven* sind, gegenseitig gegen Aufrechnung dieser Steuern an das Gebiet abgetreten werden sollen, von welchem sie umschlossen sind.

Dem gemäß werden von dem Großherzogthume Weimar an das Herzogthum Altenburg die *Steuern* von den sogenannten *Stopfelschen Holzmarken* abgetreten, nämlich:

3	Thlr.	3	Gr.	—	Pf.	von der Holzmarke im Würzbache, der Herzogl. Kammer zu Altenburg gehörig; im Langen- u. Freienorlaer Flur;
2	-	17	-	7½	-	von zwei Holzmarken im Buchgraben, der Frau Hofmedikus Schubert in Cahla gehörig, im Langenorlaer Flur;
2	-	1	-	6	-	von einer Holzmarke im Würzbache, Gottfried Heinrich Grossen in Hummelshayn gehörig, im Hummelshayner Flur;
2	-	1	-	6	-	von einer dergleichen daselbst, demselben gehörig;

---

9 Thlr. 23 Gr. 7½ Pf. Brutto - oder nach Abzug von

- Thlr. 5 Gr. 10 Pf. Einnahme-Gebühren zu 7 Pf. 1831  
vom Thaler 1832

9 Thlr. 17 Gr. 9½ Pf. Netto-Ertrag.

Wegen dieser Abtretung wird dem Gerichte zu Oppurg die voluntarische Jurisdiktion in dem Umfange, wie es dieselbe zeither ausgeübt, fernerhin zugestanden; wogegen die kontentiöse Gerichtsbarkeit Sachsen-Altenburg verbleibt.

In Ansehung dieser vorbenannten, von Weimar an Altenburg *abgetretenen Enklaven* ist von dem Großherzoglich-Sächsisch-Fürstlich-Hohenloheschem Gerichte zu Oppurg eines Theils und dem Herzoglich-Sachsen-Altenburgisch-Freiherrlich von Beustischem Gerichte zu Langenorla anderen Theils eine *Vereinigung* in der Maasse getroffen worden, daß wegen aller derjenigen Grundstücke, hinsichtlich deren über die Gerichtsbarkeits-Gerechtsame durch die neuerlich abgeschlossenen Ausgleichungs-Verträge nicht ein Gleiches oder ein Anderes ausdrücklich festgesetzt worden ist, die *Gerichtsbarkeit jeder Art* — nur die Lehen- und Zins-Verhältnisse vorbehaltlich — *derjenigen Gerichtsbehörde zustehen* und bezüglich zugeheilt werden soll, *in deren Bezirke sie den Fluren nach belegen sind.*

Diese Uebereinkunft wird von Seiten der hohen Staatsregierungen Weimars und Altenburgs hiermit genehmiget.

§. 2. Obschon in dem am 13. Juni 1831 geschlossenen Hauptvertrage durch §. 4. Nummer drei im Allgemeinen die Bestimmung getroffen worden ist, daß alle Privat-Rechte der beiderseitigen Unterthanen durch die geschehene Ausgleichung, bezüglich Territorial-Abtrennung, unberührt bleiben sollen: so wird hier doch noch, zu Vermeidung von Mißverständnissen, auf Verlangen Sachsen-Altenburgs ausdrücklich festgesetzt, daß durch diesen Vertrag die von der *Stadt-Kommun Roda* behauptete *Zwangsgerechtsame*, wornach das an das Großherzogthum Weimar abzutretende Dorf *Großlöbichau* *alljährlich* von *dortiger Brauerschaft* *fünf Fafs* oder *funfzehn Eimer Bier* zu *erkaufen* und *abholen zu lassen* verpflichtet ist, auf keinerlei Weise beeinträchtigt sein soll; es bleiben vielmehr der *Stadt-Kommun Roda*

1831 ihre diesfallsigen Rechte, insoweit sie diese auszu-  
 1832 üben befugt ist, vorbehalten, jedoch mit der im Haupt-  
 vertrage selbst schon im Allgemeinen aufgenommenen  
 Bestimmung, daß diese Zwangsgerechtsame auf ver-  
 fassungsinäsigem Wege und gegen Entschädigung ab-  
 lösbar sind.

§. 3. Der Pfarrer Thienemann zu Großlöb-  
 chau erhält, außer den dasigen Pfarreinkünften, in  
 Gemäßheit höchster Bestimmung des verewigten Herrn  
 Herzogs August von Sachsen-Gotha-Altenburg, Durch-  
 laucht, vom 10. September 1813 von dem Altenburg's-  
 chen Adjunktus und Pfarrer Rothe zu Gößnitz aus  
 dessen Pfarrei-Einkünften *alljährlich fünfzig Thaler*  
*auf seine Lebenszeit*. Ohnerachtet nunmehr der  
 Ort Großlöbchau und mithin auch der dasige Pfarrer  
 Thienemann Großherzoglich-Weimarisch wird: so  
 sichert doch die Herzöglich-Altenburg'sche Staatsre-  
 gierung die Abgabe dieser fünfzig Thaler an gedäch-  
 ten Thienemann alljährlich so lange zu, bis derselbe  
 eine bessere Stelle erhält oder stirbt. In dem einen  
 oder dem andern dieser beiden Fälle, nämlich der  
 Versetzung Thienemanns auf eine bessere Stelle oder  
 des Todes des Thienemann, hört diese *Abgabe*, wel-  
 che eine rein *persönliche* ist, gänzlich auf und wird  
 dann von Altenburg nicht mehr gewährt.

§. 4. Im Nebenvertrage vom 16. Juni 1831 kam  
 im §. 4. Nummer zwei und vierzig wegen einer be-  
 standenen *Irrung* zwischen den *Fluren* des Weimar's-  
 chen *Dorfes Breitenhayn* und des Altenburg'schen  
*Dorfes Trockenborn* an der *hohlen Buche*, da, wo  
 die Herzöglich-Altenburg'sche Domanial-Waldung mit  
 dem *Holzgrundstücke* des *Einwohners* Michael *Mül-*  
*ler* aus Breitenhayn zusammenstößt, eine Vereinigung  
 in der Maafse zu Stande, daß dem genannten Müller  
 die Wahl gelassen wurde, einen Vergleich einzugehen,  
 nach welchem

a. entweder das auf dem streitigen Grundstücke  
 anstehende Holz nach vorgängiger Werthanschlagung  
 von Seiten Sachsen-Altenburgs ihm überlassen würde  
 und er dagegen den Bar-Betrag der Hälfte der Taxe  
 an Herzogliche Kammer in Altenburg sogleich bezahle,

b. oder das anstehende Holz der Herzoglichen  
 Kammer in Altenburg zu überlassen und von dieser  
 den Bar-Betrag der Hälfte der Taxe zu empfangen;

c. oder seine Ansprüche auf das Ganze im Wege **1831**  
Rechtens, nach näherer im Nebenvertrage aufgenommenen **1832**  
Bestimmung, auszuführen.

Da nun der gedachte Michael Müller bei diesfallsiger, unterdessen Seiten Weimars verfügter Vernehmlassung legal erklärt hat, daß er den ihm vorgeschlagenen *Vergleich annehme* und sich nur die Wahl der Vorschläge unter a und b bis nach Vorlegung der Werthsbestimmung vorbehalte; so wird diese später erfolgte Verhandlung zu näherer Bestimmung des erwähnten §. 4. Zahl 42. hiermit in diesem Nachvertrage aufgenommen.

§. 5. In Ansehung der — nach näherer Bestimmung der §§. 3 und 6. B. Nummer 19. des Hauptvertrages vom 13. Juni 1831 — von Weimar an Altenburg noch zu gewährenden *Zinsen und Lehen* im *Jahresbetrage von fünfzig Thalern* wird nunmehr zwischen beiderseitigen hohen Staatsregierungen *folgende definitive Abrechnung gehalten*, nämlich:

A. *Weimar hat an Altenburg an jährlichen Netto-Einkünften zu gewähren:*

50 Thlr. an Zinsen und Lehen aus dem Amte Eisenberg, nach §. 3. des Hauptvertrages vom 13. Juni 1831

---

Summe für sich.

B. *Weimar tritt hierauf an Altenburg*, aufser den im Hauptvertrage vom 13. Juni 1831 benannten Staats-Einkünften, *noch ferner an jährlichen Netto-Erträgen* ab:

2 Thlr. 2 Gr.  $3\frac{3}{4}$  Pf. Mehrbetrag der abgetretenen Steuern von den in der Droschkaer Flur gelegenen Grundstücken, deren nachträgliche Aufrechnung in Gemälsheit des §. 6. Nummer 3 und Nummer 19 a. wegen ermangelnder nöthiger Notizen vorbehalten wurde. Es sind nämlich in dem Hauptvertrage vom 13. Juni 1831 an jährlichem Steuerbetrage von den in der Droschkaer Flur gelegenen Grundstücken

1831 17 Thlr. 2 Gr. 7½ Pf. Netto aufgerechnet worden;  
 1832 nach eingetretener näherer Erörterung betragen jedoch diese Steuern alljährlich

19 - 4 - 11¼ - Netto, mithin

2 Thlr. 2 Gr. 3¼ Pf. mehr.

9 Thlr. 17 Gr. 9½ Pf. Netto-Ertrag der Steuern von den in der Langenorlaer, Freienorlaer und Hummelshayner Flur gelegenen und nach näherer Bestimmung des §. 1. Zahl 7. dieses Nachvertrages von Weimar an Altenburg abgetretenen vier Holzmarken.

9 - 9 - ⅝ - Erbzinsen in dem Altenburg'schen, im Amte Roda gelegenen Dorfe Trockhausen, nämlich:

- Thlr. 3 Gr. - Pf. für drei Kauten Flachs à 1 Gr.,  
 6 - 1 - - - Korn-Erbzins an vier Scheffeln zwei Vierteln und einer halben Metze Weimarisch Gemäfs à 1 Thlr. 8 Gr. oder zwei Scheffeln zwei Vierteln Trockhäuser Gemäfs.

3 - 5 - ⅝ - Hafer-Erbzins an vier Scheffeln zwei Vierteln und einer halben Metze Weimarisch Gemäfs à 17 Gr. oder zwei Scheffeln zwei Vierteln Trockhäuser.

ut s.

31 - 19 - 6½ - Erbzinsen und Lehengefälle in dem Altenburg-Eisenberg'schen Amtsdorfe Schmörschwitz, nämlich:

10 Thlr. 8 Gr. 8 Pf. Geld-Erbzins,  
 - - 10 - - - Frohnegeld,

19 - - - 10½ - Hafer-Erbzins an sechs und zwanzig Weimar'schen Scheffeln drei Vierteln und zwei Metzen à 17 Gr. oder zehn Bürgel'schen Scheffeln drei Vierteln.



2 Thlr. - Gr. - Pf. Lehengelder nach achtjährli- 1831  
chem Durchschnitte berechnet. 1832

ut s.

53 Thlr. - Gr.  $8\frac{1}{8}$  Pf. Summe.

Aus der Vergleichung beider Summen ergibt sich, daß Weimar

Drei Thaler acht und einen Achtel-Pfennig jährlicher Einkünfte mehr abgetreten und überwiesen hat, als es nach dem Inhalte des Haupt- und Nebenvertrages vom 13. und 16. Juni 1831 sowie des gegenwärtigen Nachvertrages zu gewähren verbunden war.

Hierbei sind jedoch die Erhebungskosten von den aus Trockhausen und Schmörschwitz abgetretenen Lehengefällen und Zinsen, wovon letztere Hölzinsen sind, nicht in Abzug gebracht worden. Die Ermittlung dieser Erhebungskosten war mit Schwierigkeiten verbunden, indem das Großherzogliche Kammergut Gniebsdorf bisher, in Folge der Pachtbedingungen, die Anfuhr unentgeltlich zu besorgen hatte und an sonstigem Aufwande bloß

- Thlr. 5 Gr. 4 Pf. dem Schuldheissen in Trockhausen für Ansagung der Zinsen und Herleihung der Stube am Zinstage,  
1 - 18 - 6 - an einem Bürgel'schen Scheffel oder zwei Weimar'schen Scheffeln zwei Vierteln Hafer à 17 Gr. für Speisung der Knechte bei Abholung der Zinsfrüchte in den Bürgel'schen Ableidörfern,

geleistet worden sind.

Es ist deshalb eine Vereinigung in der Maafse getroffen worden, daß die überschüssigen drei Thaler acht und ein Achtel-Pfennig mit den in Abzug zu bringenden Erhebungskosten für jene Zinsgefälle kompensirt werden sollen.

§. 6. Zu dem *Termine*, von welchem an die gegenseitigen Abtretungen der Staatseinkünfte nach Maafsgabe des abgeschlossenen Hauptvertrages vom 13. Juni 1831, des Nebenvertrages vom 16. Juni 1831 und des gegenwärtigen Nachvertrages erfolgen sollen, wird der erste Januar 1833 festgesetzt, so, daß alle gegensei-

1831 1832 1833 tig abgetretenen Staatseinkünfte, welche vom 1. Januar 1833 an fällig sind, in die Kasse desjenigen Staates fließen, welchem sie abgetreten worden sind, obgleich die Uebergabe später erfolgen wird, und es haben sich die beiderseitigen Staatskassen gegenseitig zuzurechnen und zu gewähren, was sie von den abgetretenen Einkünften vom 1. Januar 1833 an bis zur Uebergabe erhoben haben.

Die bis zum 1. Januar 1833 zurückstehenden Reste verbleiben demjenigen Staate, der sie bis dahin zu fordern berechtigt war, und die Beibringung derselben geschieht auf dem gesetzlichen Wege von den zuständigen Behörden, welche hierbei kostenfrei zu expediren haben, mit Ausschluss der baaren Verläge und Zusendungskosten.

Ferner wird auch die im §. 4. Zahl 6. des Hauptvertrages geschene Vereinigung, daß alle Rechte und Verbindlichkeiten der gegenseitig abzutretenden Unterthanen an die *Brandassekuranz-Institute* beider Länder bis zum letzten Dezember 1832 unverändert bleiben sollen, dahin abgeändert, daß dieser *Termin* Ein Jahr weiter hinaus, nämlich *bis zum letzten Dezember 1833, verlegt* werden soll.

Es wird hierbei ferner noch die Bestimmung getroffen, daß die im Hauptvertrage vom 13. Juni 1831 gesetzte *Frist*, binnen welcher beide höchste Staatsregierungen sich *Gewähr* leisten, daß die *Angaben* des bisherigen *Ertrages* in den gefertigten, zum Hauptvertrage gehörigen *Aufstellungen* richtig sind, von dem letzten Dezember 1835 *bis zum letzten Dezember 1836 verlängert* sein soll.

Im Uebrigen bleibt der §. 3. des Hauptvertrages in voller Kraft und es wird namentlich auch der Inhalt desselben auf die im gegenwärtigen Vertrage *gegenseitig abgetretenen Gefälle und Abgaben*, hinsichtlich der *Gewährleistung* des *aufgerechneten Ertrages* bis zum *letzten Dezember 1836* und der gegenseitigen Zusicherung wegen Ausantwortung der diesfallsigen Verzeichnisse, mit *erstreckt*.

§. 7. Ueberhaupt gelten alle *allgemeinen Bestimmungen* des Hauptvertrages vom 13. Juni 1831 und des Nebenvertrages vom 16. Juni 1831 auch für *gegenwärtigen Nachvertrag*.

Beiderseits Bevollmächtigte haben vorstehende 1831  
Vereinigung nach reifer Ueberlegung bis auf allerhöch- 1832  
ste und höchste Genehmigung ihrer Durchlauchtigsten  
Souveraine — ohne welche nichts verglichen sein soll  
— geschlossen, sie in vorstehenden Nachvertrag ge-  
bracht, letzteren doppelt gleichlautend ausfertigen las-  
sen, unterzeichnet und besiegelt, auch die dazu gehö-  
rigen Risse und Zeichnungen übereinstimmend in gleich-  
lautenden Exemplaren von dem gemeinschaftlich ge-  
brauchten *Rechnungs- Revisor* und *Feldmesser Skell*  
zeichnen, unterschreiben und diesem Nachvertrage bei-  
legen lassen.

So geschehen zu Weimar am dreizehnten No-  
vember des Jahres Eintausend achthundert dreissig  
und zwei.

GEORG FRIEDRICH KONRAD  
LUDWIG V. GERSTENBERGK,  
für sich und für den legal  
abwesenden Herrn Kain-  
merrath THON.

CHRISTIAN GOTTFRIED  
HERMANN.

### *B e k a n n t m a c h u n g .*

(Großherzogl. S. Weimar-Eisenach'sches Regierungs - Blatt.  
Nr. 3. Den 26. Februar 1833.)

Zu Vollziehung der, zwischen dem Großher-  
zogthume Sachsen-Weimar-Eisenach und dem Her-  
zogthume Sachsen-Altenburg, abgeschlossenen und be-  
reits unter'm 4. Januar dieses Jahres von Uns publi-  
zirten Staats- und Ausgleichungsverträge vom 13. und  
16. Juni 1831 und vom 13. November 1832 werden  
die, nach Inhalt jener Verträge, mit den vom 1. Ja-  
nuar dieses Jahres an verfallenen Staatsnutzungen ge-  
genseitig abgetretenen Dörfer, Feldmarken, einzelne  
Güter, Häuser, andere Gegenstände und Gerechtsame  
am heutigen Tage durch beiderseitige landesherrliche  
Kommissare wechselseitig übergeben und in Besitz ge-  
nommen, und zwar diesseits auf dem Grunde eines  
höchstlandesherrlichen Patentes, welches dem höch-  
sten Befehle zufolge zu Jedermanns Wissenschaft und  
Nachachtung hierdurch bekannt gemacht wird.

Weimar, den 25. Februar 1833.

*Großherzoglich-Sächsische Landesregierung.*

VON MÜLLER.

G g.

1831 Karl Friedrich, von Gottes Gnaden Großherzog  
 1832 zu Sachsen-Weimar-Eisenach, Landgraf in Thüringen,  
 Markgraf zu Meissen, gefürsteter Graf zu Henneberg,  
 Herr zu Blankenhayn, Neustadt und Tautenburg u. s. w.

In Gemäßheit und zu Vollziehung der mit dem Herzogthume Sachsen-Altenburg zu Auseinandersetzung vielseitiger Irrungen und Ansprüche durch gegenseitige Bevollmächtigte abgeschlossenen Staats- und Ausgleichungs-Verträge vom 13. und 16. Juni 1831 und vom 13. November 1832, welche von Uns mit Zustimmung Unsers getreuen Landtages ratifizirt und durch das hiesige Regierungs-Blatt öffentlich bekannt gemacht worden sind, nehmen Wir nunmehr *Kraft des gegenwärtigen Patentes Besitz* von den nach Inhalt jener Verträge von *Sachsen-Altenburg an Uns* nebst den vom *ersten Januar dieses Jahres* an verfallenen *Staatsnutzungen* abgetretenen *Dörfern, Feldmarken, einzelnen Gütern und Häusern*, anderen *Gegenständen* und *Gerechtsamen*, ohne Ausnahme, indem Wir hier nur folgende ausdrücklich benennen:

Dorf und Flur, auch Geleite zu Großlöbichau, Dorf und Rittergut auch Geleite zu Graitschen Altenburg'schen Antheils, einen Flurtheil von Stadt-Bürgel zwischen den Fluren Hohendorf und Droschka, Zinsen in Lobeda, Laasan, Cunitz, Löberschütz und Jenalöbnitz, zu Wittersroda ein Gut, zu Thranitz das Thalemann'sche Gut und einen Zins vom ehemals Peukert'schen, die Koppeljagd in den Fluren Kleinlöbichau und Gerega, die Jagd in der Flur Rockau, den Münchengehren, die ganze Wüstung Bobeck mit dem Franzischen Holze, ein Gut und eine und eine halbe Hufe Land zu Kleinkröbitz u. s. w.

Wir ergreifen diesen Besitz mit allen Rechten der Landeshoheit, der Oberlehenherrlichkeit und des Domanal-Eigenthumes in dem Umfange, in welchem die näheren Bestimmungen der vorerwähnten Staatsverträge Uns denselben zugestehen, und indem Wir alle Gegenstände desselben Unserm Großherzogthume einverleiben, sichern Wir den Bewohnern der neuen Landestheile ganz denselben landesväterlichen Schutz und dieselben staatsbürgerlichen Rechte zu, deren sich Unsere älteren Unterthanen zu erfreuen haben, wogegen Wir von ihnen zuversichtlich erwarten, daß sie auch die staatsbürgerlichen Pflichten vollkommen

erfüllen und Uns und Unseren Regierungsnachfolgern **1831**  
im Großherzogthume sich als treue und gehorsame **1832**  
Unterthanen unverbrüchlich bewähren werden.

Hiernach sollen und werden diese Unsere neuen  
Unterthanen unter dem Schutze der in dem Jurisdik-  
tions-Bezirke, welchem sie einbezirkt, oder einver-  
leibt werden, gültigen Gesetze stehen.

Namentlich werden die zu Thränitz dem Amts-  
bezirke Weida, Dorf und Flur Graitschen einschlüs-  
sig des zeither dem Amte Dornburg einbezirkten,  
schon zeither diesseitigen Anthells, Dorf und Flur  
Großlöbichau und die Wüstung Bobeck dem Amte  
Bürgel mit Tautenburg, die Kleinkröbitzer Objekte  
dem Amte Jena, das Gut zu Wittersroda dem Amte  
Blankenhayn hiermit resp. einbezirkt und einverleibt.

Zugleich stellen Wir hiermit auch das übrige dem  
Amte Blankenhayn schon früher einverlebte Dorf  
Wittersroda unter die in diesem Amte gültigen *altlän-*  
*dischen* Gesetze.

Endlich haben Wir nach Inhalt dieser Staatsver-  
träge mehre zum Theil streitige Dörfer, Dorfanteile,  
Feldmarken, einzelne Güter und Höfe, andere Gegen-  
stände und Gerechtsame nebst den vom *ersten Ja-*  
*nuar dieses Jahres* an verfallenen Staatsnutzungen an  
das *Herzogthum Sachsen-Altenburg* abgetreten. Wir  
nennen:

Dorf und Flur Bobeck mit Ausschluss der Wüstung  
und des Franzischen Holzes, Rittergut, Dorf und  
Flur Unterrenthendorf, zu Hellborn fünf Häuser,  
zu Linda zwei Häuser, zu Hilbersdorf zwei Häuser,  
Grobsdorf Weimar'schen Anthells, den Gasthof:  
„die Ziegenböcke“, zu Dröfsnitz den Gleichenschen  
Hof, zu Kefslar zwei Güter, zu Hetzdorf zwei Gü-  
ter, Dienststadt Weimar'schen Anthells, Rückersdorf  
Weimar'schen Anthells, Grundstücke und Gefälle  
in der Flur Reust, die Koppeljagd in der langen  
Laite, die Jagdberechtigung am Görzberge, auf der  
Abtei und in Karlsdorfer Flur am Lotzeberge, so  
wie in den Dorffluren Bobeck und Hetzdorf, Zin-  
sen und Steuern zu Droschka, Grundsteuern zu  
Kleinebersdorf u. s. w.

Wir entlassen die hierunter begriffenen Untertha-  
nen, denen Wir das Zeugniß bewährter Unterthanen-  
treue nicht versagen können, der Pflichten, womit sie

1831 Uns und Unserm Großherzoglichen Hause bisher verbunden waren, mit der Versicherung, daß Wir Uns, obwohl nothwendig in Folge höherer Staats-Rücksicht, doch ungern von ihnen trennen, und weisen sie vertrauensvoll dem Schutze ihrer nunmehrigen Landesherrschaft zu.

Urkundlich haben Wir dieses Patent, welches durch öffentlichen Anschlag in den betheiligten Orten und durch das Regierungs-Blatt zur allgemeinen Kunde gelangen soll, eigenhändig unterzeichnet und mit Unserm Großherzoglichen Staatsinsiegel bedrucken lassen.

So geschehen und gegeben zu Weimar den fünf und zwanzigsten Februar 1833.

KARL FRIEDRICH.

C. W. Freih. v. FRITSCH.    *Freih. v. GERSDORFF.*  
Dr. SCHWEITZER.

Besitznahme- und Uebergabe-Patent.

Vdt. ERNST MÜLLER.

## 56.

*Convention conclue le 14 Juillet 1831  
par le contre-amiral baron Roussin, commandant l'escadre françoise  
dans le Tage et le commandeur portugais Mr. Antonio Kavrio d'Abreu  
Castello-Branco.*

(*Le Moniteur* 1831. 7 Août Nro. 219.)

ART. I. **L**a mise en liberté, dans les vingt-quatre heures, du sieur Bonhomme, et l'annulation par un acte spécial de réhabilitation, de la sentence rendue et exécutée contre lui, au mépris des protestations du consul de France.

ART. II. La destitution dans les vingt-quatre heures des juges qui ont prononcé la sentence, et la

publication officielle, dans le même délai, de l'acte 1831 de réhabilitation qui l'aura annulée.

ART. III. Une indemnité de 20000 francs en numéraire pour le sieur Bonhomme. Le montant de cette indemnité sera remis, dans les vingt-quatre heures, à bord du Suffren.

ART. IV. La mise en liberté, dans les vingt-quatre heures, du sieur Sauvinet, condamné illégalement à dix ans d'exportation en Afrique, en vertu d'une sentence dont les termes constatent qu'aucune charge élevée contre lui n'a pu être prouvée.

ART. V. Une indemnité de 6000 francs pour le sieur Gambes; une autre de 3000 francs pour le sieur Dupont, détenus arbitrairement tous deux à Lisbonne pendant un an, et expulsés de Portugal en vertu d'une sentence dont il ne résulte aucune charge contre eux.

ART. VI. Une indemnité de 6000 francs précédemment réclamée par Mr. Cassas, consul de France, en faveur du sieur Dubois, graveur, pour les préjudices que lui a causés une injuste détention dans les prisons de Lisbonne.

ART. VII. Une indemnité en faveur du sieur Vallon, qui a subi dans les prisons de Lisbonne, une arrestation arbitraire de 27 mois. Cette indemnité sera de 20000 francs, s'il est prouvé authentiquement, que cette somme représente la perte éprouvée par le sieur Vallon pendant son absence. En tout cas, l'indemnité ne pourra pas excéder 20000 francs.

ART. VIII. Une indemnité de 20000 francs pour les François restés à Lisbonne après le départ du consul pour la France, et qui depuis, auroient souffert des dommages dans leurs personnes ou leurs propriétés.

ART. IX. L'assurance de la stricte observation du privilège des François, de ne pouvoir être arrêtés qu'en vertu d'un ordre du juge conservateur des nations privilégiées qui n'en ont pas un particulier, jusqu'au moment où les deux gouvernemens se seront entendus sur ce point.

ART. X. La publication du décret qui prononce la destitution du chef de la police du royaume.

ART. XI. L'annulation de tous les jugemens

1831 portés depuis deux ans contre les François, pour délits politiques, à Lisbonne et à Oporto.

ART. XII. Huit cent mille francs pour indemniser le gouvernement françois des fraix de l'expédition que le refus du gouvernement portugais, d'adhérer à nos premières demandes, a rendue nécessaire.

ART. XIII. L'insertion dans les vingt-quatre heures, dans la gazette officielle de Lisbonne, des demandes de la France, de leur acceptation par le gouvernement portugais.

ART. XIV. Le gouvernement portugais garantit le payement d'une somme qui sera déterminée contradictoirement entre les deux parties et sur pièces authentiques, pour indemniser le commerce françois des dommages qui pourroient lui avoir été causés, soit par des corsaires ou lettres de marque sous pavillon portugais, soit par l'augmentation des primes des assurances maritimes, résultant de cette mesure, soit enfin pour toute autre cause dûement reconnue.

ART. XV. Pour garantir l'exécution des articles ci-dessus portant insertion dans la gazette officielle de Lisbonne, des diverses annulations qui doivent y être portées, 50 exemplaires de cette gazette seront adressés par le gouvernement portugais à Mr. l'amiral commandant l'escadre; et avant l'impression, la minute de l'acte d'annulation, dont il s'agit, devra être adressée à Mr. l'amiral. Cette condition sera exécutée dans les vingt-quatre heures, à compter de 6 heures du soir aujourd'hui 14 juillet.

ART. XVI. Aucune des personnes qui auroient rendu des services à l'escadre françoise ne pourra être recherchée pour sa conduite.

Les pilotes portugais qu'elle a employés, seront considérés, (comme il est vrai) comme ayant été contraints par la force.

ART. XVII. Mr. le commandeur s'engage formellement et sur l'honneur, au nom du gouvernement portugais, à ne faire aucune disposition militaire quelconque pendant le séjour de l'escadre françoise dans le Tage.

ART. XVIII. Les conditions qui précèdent, étant acceptées les prisonniers de guerre seront immédiatement rendus.



Les bâtimens de commerce portugais arrêtés et conduits en France depuis le commencement des présentes hostilités seront également rendus, à la charge, par le gouvernement portugais de payer à la France, sur pièces comptables, les fraix de sequestre, gardiennage etc., occasionnés par l'arrestation de ces bâtimens.

Le terme de deux mois au plus, si faire se peut, est fixé pour renvoyer les bâtimens de commerce portugais.

Quant aux deux bâtimens de guerre qui ont été arrêtés antérieurement à l'arrivée de Mr. l'amiral devant le Tage, l'amiral commandant l'escadre consent, qu'ils soient compris dans la classe des bâtimens de commerce arrêtés, et rendus aux mêmes conditions que ceux-ci.

ART. XIX. Pour assurer le payement des indemnités réclamées et consenties, il est convenu que l'ensemble de ces indemnités sera totalisé et que cette somme, à l'exception de 20000 fr. attribués au sieur Bonhomme, et de l'autre somme de 20000 fr. accordée conditionnellement au sieur Vallon, conformément à l'art. VII., sera fournie dans le délai de trois jours, par le gouvernement portugais, en traites sur Paris, portant toute garantie, payables à deux mois de vue, et remises en duplicata à Mr. le contre-amiral commandant l'escadre française.

ART. XX. Sur les instances de Mr. le commandeur, Mr. l'amiral, commandant l'escadre française, s'engage à faire sortir du Tage la plus grande partie des forces navales sous son commandement, aussitôt que l'exécution des articles précédens sera accomplie, et autant que possible avant dix jours, à dater d'aujourd'hui.

Il a été en outre réglé qu'une indemnité de 10000 francs, au lieu de 6000, seroit accordée au sieur Dubois, et qu'une autre indemnité de 20000 francs seroit allouée aux François partis de Lisbonne sur le brick *les Remeaux*.

Cette convention a été signée, le 14 Juillet par Mr. le contre-amiral baron Roussin et Mr. Antonio Kavrio d'Abreu Castello-Branco.

Elle a été acceptée le même jour, au nom du gouvernement portugais, par Mr. le vicomte de Santarem, son ministre des affaires étrangères.

1831

57.

*Déclaration concernant l'extension  
du traité conclu en 1824 entre la  
Prusse et le duché de Saxe-Hildbourg-  
hausen pour réprimer les délits fo-  
restiers dans les forêts limitrophes,  
sur toutes les possessions de Sa Maj.  
le roi de Prusse et de S. A. S. le  
duc de Saxe-Meiningen; du 28  
Juillet 1831.*

*(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1831. Nr. 11. pag. 158.)*

**D**ie Königlich-Preussische und die Herzoglich-Sachsen-Meiningensche Regierung sind übereingekommen, die nöthigen Maafsregeln zur Verhütung der Forstfrevel in den Gränzwaldungen gegenseitig zu treffen, und erklären demnach Folgendes:

1. Die zwischen der Königlich-Preussischen und Herzoglich-Sachsen-Hildburghausenschen Regierung, mittelst der Ministerial-Erklärung d. d. Berlin den 28sten October und Hildburghausen den 9ten October 1824 abgeschlossene Uebereinkunft, wegen Untersuchung und Bestrafung der in den Gränzwaldungen verübten Forstfrevel, wird hiermit auf den gegenwärtigen Länderbestand von Preussen und Sachsen-Meiningen-Hildburghausen ausgedehnt.

2. Gegenwärtige im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen und Seiner Durchlaucht des Herzogs von Sachsen-Meiningen-Hildburghausen zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung, soll nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

So geschehen Berlin, den 28. Juli 1831.

*Königl. Preuss. Ministerium der auswärtigen  
Angelegenheiten.*

EICHENHORN.

*Convention entre la Prusse et le  
grand-duché de Saxe-Weimar-Eise-  
nach pour l'exécution des articles III.  
et VII. du traité du 11 février et de  
plusieurs autres dispositions; du  
10 Août 1831.*

(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1831. Nr. 14. p. 175.).

**Z**wischen Seiner Majestät dem Könige von Preussen und Seiner Königlichen Hoheit dem Großherzoge von Sachsen-Weimar ist auf den Grund der Artikel III. und VII. des Staatsvertrags vom 11ten Februar dieses Jahres, und zur Erledigung einiger anderweitigen, beim Abschlusse desselben vorläufig getroffenen Verabredungen, wobei die kontrahirenden Theile hauptsächlich eine endliche Ausgleichung über alle bis jetzt in besondern Verhandlungen erörterten gegenseitigen Ansprüche zu bewirken beabsichtigen, durch die unterzeichneten Bevollmächtigten nachstehende Uebereinkunft abgehandelt und abgeschlossen worden.

**ART. I.** Nachdem in Gemäfsheit des Artikels III. des Staatsvertrags vom 11ten Februar dieses Jahres der Ausfall an Einkommen, welchen die Großherzoglich-Weimarische Regierung durch die daselbst stipulirte Verlegung der Erhebung des regelmäßigen Geleits von Erfurt und Gotha hinweg erleiden wird, nach einem Durchschnitte von zehn Jahren ermittelt worden; so wird solcher rücksichtlich der Verlegung der Geleits-Erhebung von Erfurt hinweg auf

Drei Tausend und Acht und Neunzig Thlr. 5 Gr. 4 Pf. und rücksichtlich der Verlegung der Geleits-Erhebung von Gotha hinweg auf

Vier Tausend Sechs Hundert und Vier und Zwanzig Thaler,

im Ganzen aber auf die runde Summe von

**1831** Sieben Tausend Sieben Hundert Vier und Zwanzig Thalern

in Konventionsgelde gemeinschaftlich festgestellt.

**ART. II.** Gegen die gänzliche Entsagung abseiten der Großherzoglich - Sachsen - Weimarischen Regierung auf alle sonstigen, in Bezug auf das Erfurter Geleit von derselben erhobenen Ansprüche an Preussen, namentlich:

- a. auf den Entschädigungs - Anspruch, welchen sie von der Möglichkeit herleitet, daß im Falle eines etwaigen künftigen Wiederaustretens Sachsen - Weimars aus dem Zollverbande mit Preussen, eine Vermehrung des Verkehrs durch Erfurt und Gotha auf denjenigen Straßen, auf denen Preussen in die Berechtigung zur regelförmigen Erhebung des Geleites getreten ist, statt finden könnte;
- b. auf den bis jetzt erhobenen, von Preussen aber bestrittenen Entschädigungs - Anspruch wegen der seit dem Jahre 1827 in Erfurt eingeführten Königlich - Preussischen Zoll - und Steuerverfassung, erklärt die Königlich - Preussische Regierung sich bereit, ausser den mit Beziehung hierauf, im 4ten Artikel gemachten Zugeständnissen, die grundherrlichen Einkünfte von Bischoffroda und Probstei - Zella betreffend, auch anstatt des im Artikel I. gedachten Betrages von 7724 Rthlr. in Konventionsgelde, die höhere runde Summe von

Acht Tausend Zwei Hundert Thalern in Preussischem Kourant,

als den Gesamtbetrag derjenigen Jahresrente gelten zu lassen, welche unter Anrechnung ebenbenannter grundherrlicher Einkünfte vom 1sten Januar 1832 an, wo die Verlegung der Geleits - Erhebung von Erfurt und Gotha hinweg, in Ausführung kommen soll, zur Entschädigung für den dadurch entstehenden Ausfall an Einkommen, nach Artikel III. Lit. b. des Staatsvertrages vom 11ten Februar dieses Jahres, von Preussen an Sachsen - Weimar gewährt werden wird.

Hiervon sind auf die Entschädigung Sachsen - Weimar's für die Verlegung des Geleits von Erfurt hinweg

Drei Tausend Drei Hundert und Fünfzig Thaler, und auf die Entschädigung wegen Verlegung der Geleits - Erhebung von Gotha hinweg

*et la Saxe gr.-duc. signée le 10 Août 1831. 473*

Vier Tausend Acht Hundert und Fünfzig Thaler 1831 zu rechnen.

ART. III. Als jährlicher Betrag, der, auf die, Artikel II. stipulirte, Entschädigung in Anrechnung zu bringenden, grundherrlichen Einkünfte der Ortschaften Bischoffroda und Probstei-Zella wird für die Zukunft, nämlich vom 1sten Januar 1832, wo die Verlegung der Geleits-Erhebung vertragsmäßig in Ausführung kommen soll, die runde Summe von

Zwei Tausend Fünf Hundert Thalern in Preussischem Kourant

gemeinschaftlich anerkannt, durch deren gedachte Anrechnung die, nach Art. II. mit 8200 Rthl. Preussisch Kourant zu gewährende Entschädigungs-Rente sich auf den Betrag von 5700 Thaler Preussisch Kourant vermindert.

Preussen wird demnach die fraglichen Fünf Tausend und Sieben Hundert Thaler in Preussischem Kourant

vom 1sten Januar 1832 an, wenn alsdann die Verlegung der Geleits-Erhebung von Erfurt und Gotha hinweg in Ausführung kommt, als eine, auf die Einkünfte der Stadt Erfurt zu redigirende Rente, so lange solche nicht gegen ein Kapital in 25fachen Betrage derselben abgelöst sein wird, alljährlich an Sachsen-Weimar entrichten.

Für den Fall aber, daß die Verlegung der Geleits-Erhebung von Erfurt und Gotha hinweg am 1sten Januar 1832 noch Anstand finden sollte, zahlt Sachsen-Weimar bis zu deren Eintritte und der dadurch erst ausführbar werdenden Kompensation, den im Eingange dieses Artikels stipulirten jährlichen Betrag von Zwei Tausend Fünfhundert Thalern Preussisch Kourant für die grundherrlichen Einkünfte von Bischoffroda und Probstei-Zella an Preussen.

ART. IV. Mit Rücksicht auf die Großherzoglich-Weinarscher Seits im Art. II. ausgesprochenen Verzichtleistungen und die gemachte Bemerkung, daß in den ersten Jahren des Zeitraums vom ersten Juni 1814 bis zum 1sten Januar 1832, die Verwaltung der Güter Bischoffroda und Probstei-Zella einen größeren Kostenaufwand erfordert habe, soll zum Ersatz der, von Sachsen-Weimar schon erhobenen grundherrlichen Einkünfte beider Ortschaften aus dem besagten

1831 Zeitraum für jedes darunter begriffene Jahr nur die Hälfte des, für die Zukunft auf 2500 Thaler Preussisch Kourant festgesetzten Betrages dieser Einkünfte, mithin nicht mehr als

Ein Tausend Zwei Hundert und Fünfzig Thaler Preussisch Kourant

oder für den ganzen, siebenzehn Jahre und sieben Monate umfassenden Zeitraum der Vergangenheit überhaupt die Summe von

Ein und Zwanzig Tausend Neun Hundert und Achtzig Thalern Preussisch Kourant

von Sachsen-Weimar an Preussen vergütet, und zu diesem Ende der fragliche Vergütungs-Anspruch mit den liquiden Aktivforderungen in Verbindung gesetzt werden, welche Preussen größtentheils in Beziehung auf die an Sachsen-Weimar abgetretenen Erfurt-Blankenhainschen Gebietstheile, namentlich:

- a. wegen eines Beitrags zur Verzinsung der Erfurt-Blankenhainschen Landesschuld während der Jahre 1815 bis 1821 und zu den desfallsigen Verwaltungskosten;
- b. wegen der, von 1815 bis 1817 Sachsen-Weimarischer Seits erhobenen Einkünfte des Erfurter Schul- und Exjesuiten Fonds;
- c. wegen eines Guthabens aus der gegenseitigen Abrechnung rücksichtlich der, nach Artikel IV. des Staatsvertrages vom 22sten September 1815 gegen einander ausgetauschten Dörfer Nöda und Ringleben, unbestrittener Weise an die Großherzoglich-Weimarische Regierung zu machen hat.

ART. V. Die Vergütung und resp. Berichtigung sämtlicher, in vorstehendem Artikel aufgeführter Preussischer Aktiv-Forderungen, deren Werth Königlich-Preussischer Seits mindestens auf

Ein und Dreißig Tausend Neun Hundert und Achtzig Thaler Preussisch Kourant

abgeschätzt wird, geschieht von Seiten der Großherzoglich-Weimarschen Regierung in folgender Art:

A. Dieselbe bezahlt vom 1sten Januar 1832 an, alljährlich und ohne Unterbrechung in verhältnißmäßigen Raten von mindestens

Ein Tausend Zwei Hundert und Fünfzig Thalern an Preussen die Summe von

Zwanzig Tausend Thalern 1831  
bis zu deren vollständiger Abtragung.

B. Sie übernimmt ausschliesslich die Befriedigung folgender bisher von ihr vertretenen Ansprüche Großherzoglicher Unterthanen an Preussen, als

- a. der katholischen Kirchengemeinde zu Jena wegen der auf 965 Rthlr. berechneten Pachtgelder von dem, seit 1808 dem Kirchen-Aerario derselben als Dotation gehörenden, vormaligen Blankenhainschen Domainen - Gute Mohrental, deren Beschlagnahme und Einziehung Königlich-Preussischer Seits im Jahre 1814 provisorisch verfügt wurde;
- b. der Wittve des vormaligen Spielkarten-Fabrikanten Dreifsig zu Tonndorf wegen der, von 1816 bis 1822 zu der Summe von 1071 Rthlr. erwachsenen Rückstände einer jährlichen Unterstützung von 100 Rthlr., welche man Königlich-Preussischer Seits dem letzteren im Jahre 1815 bei Auflösung seiner dortigen Spielkarten-Fabrik vorläufig zur Entschädigung bewilligte;
- c. den übrigen Unterthanen und Beamten in den abgetretenen Erfurt - Blankenhainschen Landestheilen, hinsichtlich ihrer noch unberichtigten Forderungen an den Fiskus, aus der Zeit vor dem 1sten Juni oder dem 1sten November 1815, so weit solche überhaupt gegründet und liquide sind.

C. Unter dem Vorbehalte besonderer Verhandlungen wegen der, in der Stadt Erfurt zu milden Zwecken bestehenden Stiftungen aller Art und Unterrichtsanstalten, so weit Sachsen-Weimarsche Unterthanen zur Theilnahme daran stiftungsmässig berechtigt sein könnten; verzichtet die Großherzogliche Regierung auf *sämmtliche* Ansprüche, welche sie als Besitzerin der von Preussen abgetretenen Erfurt-Blankenhainschen Gebietstheile bei den, dem Abschlusse gegenwärtiger Uebereinkunft vorausgegangenen Verhandlungen gegen Preussen angemeldet hat, insbesondere auf Ihre Ansprüche:

- a. auf die, aus der Zeit vor dem 1sten Juni oder vor dem 1sten November 1815 herrührenden Abgaben-Reste oder sonstigen fiskalischen Einnahme-Rückstände in den fraglichen Gebietstheilen

1831

- len, soweit solche noch in Königlich-Preussische Kassen geflossen sein möchten;
- b. auf Erstattung der, Ihrerseits schon berichtigten fiskalischen Ausgabe-Rückstände, welche bis zu den eben bezeichneten Terminen in den nämlichen Gebietstheilen erwachsen waren, namentlich: der zu 1508 Rthlr. 6 Gr. 2 Pf. Konventionsgeld berechneten Rückstände an Besoldungen dortiger Beamten aus dem Jahre 1813; der im Jahre 1811 wegen eines Baues im Kanzlei-Lokale des Schlosses zu Blankenhain aufgelaufenen Kosten und der, an das dortige Justiz-Amt im Jahre 1813 gelieferten Schreibmaterialien im Gesamtbetrage von 56 Rthlr. 10 Gr. Konventionsgeld; der, mehreren Gemeinden jener Gebietstheile an Wege-Baulöhnen, welche im Jahre 1812 verdient worden, ausgezahlten 469 Rthlr. 14 Gr. 6 Pf. Konventionsgeld; der den Gemeinden Zimmerninfra und Hopfgarten, wegen eines im Jahre 1814 erlittenen Brand-Unglücks, bewilligten und gezahlten Remissionsgelder mit 352 Rthlr. — Gr. 2 Pf. Konventionsgeld;
- c. auf die vor und nach dem 1sten Juli 1814 rückichtlich gedachter Gebietstheile entstandenen Forderungen für Verpflegung Königlich-Preussischer Truppen, wovon auf die Zeit nach dem 1sten Juli 1814 Ihrerseits 1828 Rthlr. — Gr. 11½ Pf. Konventionsgeld gerechnet werden;
- d. auf ein, zu 298 Rthlr. 20 Gr. 9½ Pf. berechnetes Drittheil des Kassenbestandes von 887 Rthlr. 14 Gr. 11 Pf. Konventionsgeld, welchem nach Sachsen-Weimarscher Behauptung in dem, zur Zahlung der Zinsen von der Erfurt-Blankenhainschen Landdesschuld bestimmt gewesenen gemeinschaftlichen Fonds am Schlusse des Jahres 1815 verblieben war.
- D. Als Besitzerin Alt-Weimarscher Gebietstheile entsagt die Großherzogliche Regierung den, in dieser Eigenschaft gegen Preussen von Ihr erhobenen Ansprüchen:
- a. wegen eines, vom 1sten April 1808 bis ult. Mai 1815 mit 2396 Rthlr. 9 Gr. 1½ Pf. erwachsenen Rückstandes an Rekognitionsgeldern, welche für die Gebiete Blankenhain, Nieder-Kranjchfeld



und Nieder-Gleichen auf den Grund älterer Re- 1831  
zesse zum Anerkenntniß einiger, dem Hause  
Sachsen-Weimar zustehender Hoheitsrechte jähr-  
lich mit 382 Gulden 3 Gr. 1 Pf. an dasselbe zu  
zahlen waren;

- b. wegen zehnjähriger seit 1806 auf 400 Rthlr.  
Konventionsgeld erwachsener Miethzinsen von  
dem in der Stadt Erfurt belegenen sogenannten  
Georgenthaler Hofe, dessen Eigenthum Sachsen-  
Weimar im Artikel V. des Staatsvertrages vom  
22sten September 1815 an Preussen abtrat;
- c. wegen eines, von der vormaligen Verwaltung  
dieses Hofes vor älterer Zeit dem Stadtrathe zu  
Erfurt geleisteten und später auf die dortige lan-  
desherrliche Kreiskasse übernommenen Kapitals  
nebst rückständigen Zinsen, im Gesamtbetrage  
von 615 Rthlr. Konventionsgeld;
- d. wegen einer im Jahre 1813 auf Französische Re-  
quisition erfolgten Lieferung von Hölzern aus  
Alt-Weimarischen Forsten, zur Befestigung des  
Erfurter Waffenplatzes im Gesamtbetrage von  
20,458 Rthlr. 22 Gr. 4 Pf. Konventionsgeld;
- e. wegen der, in demselben Jahre aus dem Alt-  
Weimarischen Tannrodaer Forst abgegebenen  
Stangen und Pfähle zur Einfassung des neuen  
allgemeinen Begräbnisplatzes zu Erfurt, im Be-  
trage von 92 Rthlr. 8 Gr. 8 Pf. Konventions-  
geld;
- f. wegen einer, im Jahre 1815, bewirkten Liefe-  
rung von 200 Stämmen Nadelholz aus Alt-Wei-  
marischen Forsten zur Befestigung von Erfurt,  
im Betrage von 328 Rthlr. 27 Gr. Konventions-  
geld.

E. Die Großherzoglich - Weimarische Regie-  
rung entsagt zugleich ihrem Ansprüche auf Ersatz  
der, von 1816 bis 1831, mit 1620 Rthlr. Preussisch  
Kourant bezahlten Pensionsbeträge an einige, in dem  
Dorfe Nöda wohnhafte, vormals Königlich - Sächsi-  
sche Militairs, und übernimmt deren Befriedigung  
für die Zukunft.

ART. VI. Mit Rücksicht auf die, in den vor-  
hergehenden Artikeln verabredete Ausgleichung, über-  
nimmt Preussen Seiner Seits auf den sogenannten  
Französischen Aversionalfonds, die unverweilte Zah-

**1831** lung der, von 1806 bis 1813 rückständig gebliebenen Zinsen der Erfurt-Blankenhainschen Landesschuld an die dabei theilhaftigen Großherzoglich-Weimarschen Unterthanen, und verzichtet zugleich auf Seine Ansprüche:

- a. wegen der, vor dem 1sten Juni und vor dem 1sten November 1815 in den an Sachsen-Weimar abgetretenen Erfurt-Blankenhainischen Gebietstheilen erwachsenen Abgaben-Reste, oder sonstigen fiskalischen Einnahmen, so weit solche in Sachsen-Weimarische Kassen geflossen sind und gegenwärtig etwa noch als exigibel zu betrachten sein dürften;
- b. wegen der in den fraglichen Gebietstheilen ausstehenden Staats-Aktivkapitalien;
- c. wegen verhältnißmäßiger passiver Theilnahme Sachsen-Weimars an den sogenannten Erfurter Zentralpensionen;
- d. wegen Ersatzes der, nach dem 1sten Juni und nach dem 1sten November 1815 fällig gewordenen und aus Preussischen Kassen ausgezahlten Besoldungen und Pensionen an Beamten und Pensionairs der abgetretenen Gebietstheile.

**Art. VII.** Zwischen den östlichen Preussischen Provinzen, welche innerhalb einer geschlossenen Zolllinie liegen, und den Großherzoglich-Sachsen-Weimar-Eisenachschen Landen soll der gegenseitige Verkehr vom 1sten October d. J. an in folgender Art vorläufig erleichtert werden:

**1. Freien Eingang** in die östlichen Preussischen Provinzen sollen haben, sofern es eigne Erzeugnisse der Großherzoglichen Lande sind:

- a. in *unbestimmter* Quantität außer denjenigen Gegenständen, welche nach der Preussischen Verordnung wegen Erhebung der Eingangs-, Durchgangs- und Ausgangs-Abgaben vom 30sten October 1827 jetzt keinen Abgaben unterworfen sind:

1. Bücher und Landcharten (Preussische Erhebungsrolle Abtheilung II. allgemeiner Satz).
2. Getraide dito dito No. 19 lit. a.
3. Grobe Holzwaaren dito dito - 12 Anmerkung
4. Theer und Pech dito dito - 37 —
5. Gemeine Töpferwaaren dito dito - 38 lit. b.
6. Schlachtvieh dito dito - 39 lit. b—g.

b. in bestimmter Quantität für das Jahr: 1831

1. Malerfarbe (Preussische Erhebungsrolle No. 5. lit. a.) 400 Zentner;
2. Instrumente (musikalische) (Preussische Erhebungsrolle No. 14.) 50 Zentner;
3. Kurze Waaren (grobe) (Preussische Erhebungsrolle No. 20. lit. a.) 400 Zentner;
4. Graue Packleinwand und Segeltuch (Preussische Erhebungsrolle No. 22. lit. c.) 100 Zentner;
5. Steingut und Porzellan (Preussische Erhebungsrolle No. 38. lit. c.) 300 Zentner;  
(Preussische Erhebungsrolle No. 38. lit. d. u. e.) 150 Zentner;  
(Preussische Erhebungsrolle No. 38. lit. f.) 150 Zentner;
6. Wollen Garn (rohes) (Preussische Erhebungsrolle Abtheilung II. Allgemeiner Satz) 100 Zentner;  
dito (gezwirntes und gefärbtes) (Preussische Erhebungsrolle No. 41. lit. b.) 200 Zentner;
7. Flanelle und Moltons (Preussische Erhebungsrolle No. 41. lit. e.) 200 Zentner.

II. Gegenstände, welche aus den Weinारischen und Neustädtischen Kreisen mit der Bestimmung nach dem Eisenachschen Kreise und umgekehrt transportirt werden, um dort zu verbleiben, sollen beim direkten Durchgange durch Erfurt auf Bescheinigung Großherzoglicher Behörden frei von Durchgangs-Abgaben bleiben.

III. Grobe Schuhmacherwaare (Preussische Erhebungsrolle No. 21. lit. c.), welche als Fabrikat der Großherzoglichen Lande in die östlichen Preussischen Provinzen zu Jahrmärkten ein- und unverkauft wieder ausgehet, soll von Durchgangs-Abgaben frei bleiben.

Wenn die *Einfuhr* der vorstehenden unter No. 1. lit. a. und b. genannten Waaren auch umgekehrt aus den östlichen Preussischen Provinzen in die Großherzoglich - Sachsen - Weimar - Eisenachschen Lande vorkommen sollte, so sollen dieselben in gleicher Art, wie oben bestimmt worden ist, frei von Abgaben, die nicht auch inländische Gegenstände gleichermaassen treffen, eingelassen werden.

1831 ART. VIII. So weit es bei dem Inhalte des Artikels VII. zur Erleichterung des Gränzverkehrs noch einiger Anordnungen bedarf, bleiben diese der besondern Verabredung der betreffenden Verwaltungs-Behörden, innerhalb der gesetzlich bestehenden Grundsätze vorbehalten.

Dies gilt auch wegen der Art und Weise der Ausstellung der Ursprungs-Zeugnisse, von welchen die Waarensendungen begleitet sein müssen, wenn dafür die, in vorstehendem Artikel zugestandenen Begünstigungen in Anspruch genommen werden sollen.

ART. IX. Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach erklären Sich fortwährend bereit, in Gemäfsheit der mittelst Separat-Protokolls de dato Berlin den 10ten Februar 1831 ertheilten Zusicherung, die, im Ante Allstedt belegene Ortschaft Kalbsrieth gegen ein vollständiges Aequivalent an Preußen abzutreten. So lange bis zwischen den beiden kontrahirenden Regierungen über diesen Austausch eine definitive Vereinbarung getroffen sein wird, überläßt Sachsen-Weimar die durch genannte Ortschaft und deren Flur aus dem Preussischen Gebiete in das Preussische Gebiet führende Landstrafse unter folgenden Bestimmungen an die Krone Preußen:

- I. Die ebengedachte durch Kalbsrieth und dessen Flur führende Land- und Poststrafse wird mit der aus dem angränzenden Preussischen Gebiete nach Kalbsrieth führenden Preussischen Chaussee als ein wesentlicher Theil und als Fortsetzung derselben verbunden, und zu diesem Ende von der Königlich-Preussischen Regierung auf deren eigene Kosten chaussirt, auch mit den dazu gehörigen Brücken in Bau und Besserung erhalten.
- II. Es steht Preußen frei, auf dieser Strafse ein Weg- und Brückengeld nach den Sätzen des, auf die Einwohner von Kalbsrieth hinsichtlich der Befreiungen ebenfalls anzuwendenden Preussischen Tarifs, zu erheben; jedoch soll
  - a. von Pferden und Maulthierern, welche den Hoffaltungen des Königlichen und des Großherzoglichen Hauses, ingleichen den beiderseitigen Landesherlichen Gestüten angehören:

b. von öffentlichen Beamten, ohne Unterschied, 1831 ob es Militair-, Zivil- oder kirchliche Beamte sind, wenn sie sich durch Freikarten ihrer vorgesetzten Behörden legitimiren, imgleichen von Offizieren zu Pferde und in Dienst-Uniform;

c. von Transporten, welche unmittelbar für Rechnung des Hofes oder der Regierung der kontrahirenden Theile geschehen:

das Chaussee-Geld auf der betreffenden Strafe nicht erhoben werden.

III. Die Großherzogliche Regierung verpflichtet sich, den freien Verkehr aller, auf jenen Straßen durchgehenden Personen und Waaren weder durch Abgaben, noch sonst auf irgend eine Weise zu erschweren. Dagegen macht die Königlich-Preussische Regierung sich anheischig:

a. zur Vergütung des Rein-Ertrages, welchen Sachsen-Weimar von dem Brückenzoll in Kalbsrieth alljährlich bezogen hat, so lange das Großherzogthum dem Preussischen Zollverbande entweder noch nicht angehört, oder nach dessen eventuellem Wiederaustritte aus demselben, eine jährliche Rente von 180 Rthlr. Konventionsgeld an die Großherzogliche Regierung zu entrichten;

b. keinen Einspruch dagegen zu thun, daß Dasselbe, so lange das Großherzogthum dem Preussischen Zollverbande noch nicht angehört, oder nach dessen eventuellem Wiederaustritte aus demselben das Thüringische Geleitz in Kalbsrieth erhebe.

IV. Im Uebrigen verbleibt der Großherzoglich-Weimarschen Regierung auf gedachter Strafe die bisherige Jurisdiktion und Staatshoheit, so weit letztere nicht durch die Natur der zu Gunsten Preussens darauf zugestandenen Staats-Servitut beschränkt ist.

Was die, auf dieser Strafe begangenen oder entdeckten Defraudationen gegen die Wegegelderhebung oder den Preussischen Zoll betrifft, so werden sie von den kompetenten Großherzoglich-Weimarschen Gerichtsstellen nach den, darauf anzuwendenden Königlich-Preussischen gesetzlichen Bestimmungen, untersucht und bestraft.

Gegenwärtige Uebereinkunft soll unverzüglich zur Ratifikation vorgelegt und die Auswechselung der

1831 Ratifikationsurkunden spätestens binnen vier Wochen in Berlin bewirkt werden.

Zu Urkund dessen ist dieselbe von den beiderseitigen Bevollmächtigten unter Beidrückung ihres Siegels unterzeichnet worden.

Berlin den 10. August 1831.

VON BÜLOW,	General von L'Estocq,
Königlich - Preussischer	Großherzoglich-Weimarscher
wirklicher Legationsrath.	Ministerresident.

WINDHORN,	ÖTTOKAR THON,
Königlich - Preussischer	Großherzoglich - Sachsen-
Geheimer Finanzrath.	Weimarscher Kammerrath.

Vorstehende Uebereinkunft ist von Seiner Majestät dem Könige am 31sten und von Seiner Königlichen Hoheit dem Großherzoge von Sachsen-Weimar-Eisenach am 16ten August ratifizirt worden.

## 59.

*Convention entre le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach et le duché de Saxe-Altenbourg concernant différents rapports de juridiction entre les deux états, signée à Weimar le 5 et à Altenbourg le 18 Août 1831.*

(Großherzoglich Sachsen-Weimar-Eisenachisches Regierungs-Blatt 1831. 27. Sept. Nr. 17).

**Z**wischen der Großherzoglich Sachsen - Weimar-Eisenachischen und der Herzoglich - Sachsen - Altenburgischen Staatsregierung ist zu Beförderung der Rechtspflege folgende Uebereinkunft geschlossen worden:

### I. *Allgemeine Bestimmungen.*

ART. I. Die Gerichte beider Staaten leisten sich gegenseitig alle diejenige Rechtshülfe, welche sie den

Gerichten des Inlandes nach dessen Gesetzen und Gerichtsverfassung nicht verweigern dürfen, in wie fern das gegenwärtige Abkommen nicht besondere Einschränkungen feststellt. 1831

ART. II. Die Vollstreckbarkeit der richterlichen Erkenntnisse wird gegenseitig anerkannt, dafern diese nach den näheren Bestimmungen des gegenwärtigen Abkommens von einem beiderseits als kompetent anerkannten Gerichte gesprochen worden sind und nach den Gesetzen des Staats, von dessen Gerichte sie gefällt worden, die Rechtskraft bereits beschritten haben.

Solche Erkenntnisse werden an dem in dem andern Staate befindlichen Vermögen des Sachfälligen unweigerlich vollstreckt.

ART. III. Ein von einem zuständigen Gerichte gefälltes rechtskräftiges Erkenntniß begründet vor den Gerichten des andern Staates die Einrede des rechtskräftigen Urtheiles (*exceptio rei judicatae*) mit denselben Wirkungen, als wenn das Urtheil von einem Gerichte desjenigen Staates, in welchem solche Einrede geltend gemacht wird, gesprochen wäre.

## II. *Besondere Bestimmungen.*

### 1. *Rücksichtlich der Gerichtsbarkeit in bürgerlichen Rechtsstreitigkeiten.*

ART. IV. Keinem Unterthan ist es erlaubt, sich durch freiwillige Prorogation der Gerichtsbarkeit des andern Staates, dem er als Unterthan und Staatsbürger nicht angehört, zu unterwerfen.

Keine Gerichtsbehörde ist befugt, die Requisition eines solchen gesetzwidrig prorogirten Gerichtes um Stellung des Beklagten oder Vollstreckung des Erkenntnisses statt zu geben, vielmehr wird jedes von einem solchen Gerichte gesprochene Erkenntniß in dem andern Staate als ungültig betrachtet.

*Der Kläger folgt dem Beklagten.*

ART. V. Beide Staaten erkennen den Grundsatz an, daß der Kläger dem Gerichtsstande des Beklagten zu folgen habe; es wird daher das Urtheil der fremden Gerichtsstelle, nicht nur sofern dasselbe den Beklagten, sondern auch so fern es den Kläger, z. B. rücksichtlich der Erstattung von Gerichtskosten, be-

1831 trifft, in dem andern Staate als rechtsgültig erkannt und vollzogen.

*Wiederklage.*

ART. VI. Für die Wiederklage ist die Gerichtsbarkeit des über die Vorklage zuständigen Richters begründet, dafern nur jene mit dieser im rechtlichen Zusammenhange steht und sonst nach den Landesgesetzen des Vorbeklagten zulässig ist.

*Provokationsklage.*

ART. VII. Die Provokationsklagen (ex lege difamari oder ex lege si contendat) werden erhoben von dem persönlich zuständigen Gerichte der Provokanten, oder da, wohin die Klage in der Hauptsache selbst gehörig ist; es wird daher die von diesem Gerichte, besonders im Falle des Ungehorsams, rechtskräftig ausgesprochene Sentenz von der Obrigkeit des Provokanten als vollstreckbar anerkannt.

*Persönlicher Gerichtsstand.*

ART. VIII. Der persönliche Gerichtsstand, welcher entweder durch den Wohnsitz in einem Staate, oder bei denen, die einen eigenen Wohnsitz noch nicht genommen haben, durch die Herkunft, in dem Gerichtsstande der Eltern begründet ist, wird von beiden Staaten in persönlichen Klagsachen dergestalt anerkannt, daß der Unterthan des einen Staats von den Unterthanen des andern nur vor seinem persönlichen Richter belangt werden darf, es müßten denn bei jenen persönlichen Klagsachen, neben dem persönlichen Gerichtsstande, noch die besonderen Gerichtsstände der Kontrakte oder der geführten Verwaltung konkurriren, welchen Falls die persönliche Klage auch vor diesen Gerichtsständen erhoben werden kann.

ART. IX. Die Absicht, einen beständigen Wohnsitz an einem Orte nehmen zu wollen, kann sowohl ausdrücklich, als durch Handlungen geäußert werden. Das Letztere geschieht, wenn Jemand an einem gewissen Orte ein Amt, welches seine beständige Gegenwart daselbst erfordert, übernimmt, Handel oder Gewerbe daselbst zu treiben anfängt, oder sich daselbst Alles, was zu einer eingerichteten Wirthschaft gehört, anschafft. Die Absicht muß aber nicht bloß in Beziehung auf den Staat, sondern selbst auf den Ort, wo



der Wohnsitz genommen werden soll, bestimmt, ge- 1831  
äußert sein:

ART. X. Wenn Jemand sowohl in dem einen als in dem andern Staate seinen Wohnsitz in dem landesgesetzlichen Sinne genommen hat: so hängt die Wahl des Gerichtsstandes von dem Kläger ab.

ART. XI. Der Wohnsitz des Vaters, wenn dieser noch am Leben ist, begründet zugleich den ordentlichen Gerichtsstand des noch in seiner Gewalt befindlichen Kindes, ohne Rücksicht auf den Ort, wo dasselbe geboren worden, oder wo das Kind sich nur eine Zeit lang aufhält.

ART. XII. Ist der Vater verstorben, so verbleibt der Gerichtsstand, unter welchem derselbe zur Zeit seines Ablebens seinen Wohnsitz hatte, der ordentliche Gerichtsstand des Kindes, so lange dasselbe noch keinen eigenen *ordentlichen* Wohnsitz rechtlich begründet hat.

ART. XIII. Ist der Vater unbekannt oder das Kind nicht aus einer Ehe zur rechten Hand erzeugt: so richtet sich der Gerichtsstand eines solchen Kindes auf gleiche Art nach dem gewöhnlichen Gerichtsstande der Mutter.

ART. XIV. Diejenigen, welche in dem einen oder dem andern Staate, ohne dessen Bürger zu sein, eine abgesonderte Handlung, Fabrik oder ein anderes dergleichen Etablissement besitzen, sollen wegen persönlicher Verbindlichkeiten, welche sie in Ansehung solcher Etablissements eingegangen haben, sowohl vor den Gerichten des Landes, wo die Gewerbsanstalten sich befinden, als vor dem Gerichtsstande des Wohnorts belangt werden können.

ART. XV. Die Uebernahme einer Pachtung, verbunden mit dem persönlichen Aufenthalte auf dem erpachteten Gute, soll den Wohnort des Pächters im Staate begründen.

ART. XVI. Ausnahmsweise sollen Studierende und Dienstboten auch in demjenigen Staate, wo sie sich in dieser Eigenschaft aufhalten, während dieser Zeit noch einen persönlichen Gerichtsstand haben, hier aber, so viel ihren persönlichen Zustand und die davon abhängenden Rechte betrifft, ohne Ausnahme nach den Gesetzen ihres Wohnorts und ordentlichen Gerichtsstandes beurtheilt werden.

*Gerichtsstand der Erben.*

ART. XVII. Erben werden wegen persönlicher Verbindlichkeiten ihres Erblassers vor dessen Gerichtsstande so lange belangt, als die Erbschaft ganz oder theilweise noch dort vorhanden, oder wenn der Erben mehrere sind, noch nicht getheilt worden.

*Allgemeines Gantgericht.*

ART. XVIII. Im Konkurs wird der persönliche Gerichtsstand des Schuldners auch als allgemeines Gantgericht anerkannt, ausgenommen, wenn der grössere Theil des Vermögens, bei dessen Bestimmung das über die Vermögensmasse aufzunehmende Inventarium und Taxe zum Grunde zu legen ist, in dem andern Staate sich befindet, wo alsdann dem letztern, unter der im Art. XXIII. enthaltenen Beschränkung das Recht des allgemeinen Gantgerichtes zugestanden wird.

ART. XIX. Aktivforderungen werden, ohne Unterschied, ob sie hypothekarisch sind oder nicht, angesehen, als befänden sie sich an dem Wohnorte des Gemeinschuldners.

ART. XX. Einem Partikularkonkurse wird nicht stattgegeben, ausgenommen, wenn ein gesetzlich begründetes Separationsrecht geltend gemacht wird, namentlich wenn der Gemeinschuldner in dem andern Staate, wo er seinen Wohnsitz nicht hatte, eine abgesonderte Handlung, Fabrik oder ein anderes dergleichen Etablissement, welches als ein eigenes Ganzes, einen besonderen Inbegriff von Rechten und Verbindlichkeiten des Gemeinschuldners bildet, besitzt, welchen Falls zum Vortheile derjenigen Gläubiger, welche in Ansehung dieses Etablissements besonders kreditirt haben, ein Partikularkonkurs eröffnet werden darf.

*Wirkung des allgemeinen Gantgerichtsstandes.*

ART. XXI. Alle Forderungen, sie seien auf ein dingliches oder persönliches Recht gegründet, sind allein bei dem allgemeinen Gantgerichte einzuklagen, oder, wenn sie bereits klagbar gemacht worden, dort weiter zu verfolgen. Das ausserhalb Landes befindliche Vermögen des Gemeinschuldners wird, nach vorgängiger Veräußerung der Grundstücke und Ef-

fekten durch den Richter der gelegenen Sache, dem 1831 Gantgerichte abgeliefert.

*Rechtliche Beurtheilung und Ordnung der dinglichen und persönlichen Rechte.*

**ART. XXII.** Dingliche Rechte werden nach den Gesetzen des Orts der belegenen Sache beurtheilt und geordnet, über die Rangordnung rein persönlicher Ansprüche und deren Verhältniß zu den dinglichen Rechten entscheiden die am Orte des Gantgerichtes geltenden Gesetze, und es findet kein Unterschied zwischen in- und ausländischen Gläubigern als solchen statt.

*Dinglicher Gerichtsstand.*

**ART. XXIII.** Alle Realklagen, desgleichen alle possessorischen Rechtsmittel, wie auch die sogenannten actiones in rem scriptae müssen, dafern sie eine unbewegliche Sache betreffen, vor dem Gerichte, in dessen Bezirk sich die Sache befindet; — können aber, wenn der Gegenstand beweglich ist, auch vor dem persönlichen Gerichtsstande des Beklagten erhoben werden, vorbehaltlich dessen, was auf den Fall des Konkurses bestimmt ist.

**ART. XXIV.** In dem Gerichtsstande der Sache können keine bloß (rein) persönlichen Klagen angestellt werden.

**ART. XXV.** Eine Ausnahme von dieser Regel findet jedoch statt, wenn gegen den Besitzer unbeweglicher Güter eine solche persönliche Klage angestellt wird, welche aus dem Besitze des Grundstücks oder aus Handlungen fließt, die er in der Eigenschaft als Grund-Besitzer vorgenommen hat. Wenn daher ein Gutsbesitzer

1. die mit seinem Pächter oder Verwalter eingegangenen Verbindlichkeiten zu erfüllen, oder

2. die zum Besten des Grundstückes geleisteten Vorschuße oder gelieferten Materialien und Arbeiten zu vergüten sich weigert, oder

3. die Patrimonialgerichtsbarkeit oder ein ähnliches Befugniß mißbraucht, oder

4. seine Nachbarn im Besitze stört,

5. sich eines auf das benachbarte Grundstück ihm zustehenden Rechtes berühmt, oder

6. wenn er das Grundstück ganz oder zum Theil

1831 veräußert und den Kontrakt nicht erfüllt oder die schuldige Gewähr nicht leistet:

so muß derselbe in allen diesen Fällen bei dem Gerichtsstande der Sache Recht nehmen, wenn sein Gegner ihn in seinem persönlichen Gerichtsstande nicht belangen will.

ART. XXVI. Eben so begründet ausnahmsweise auch der Besitz eines Lehngutes oder die gesammte Hand daran zugleich einen persönlichen Gerichtsstand.

*Erbschaftsklagen.*

ART. XXVII. Erbschaftsklagen werden da, wo die Erbschaft sich befindet, erhoben und zwar dergestalt, daß wenn die Erbschaftsstücke zum Theil in dem einen, zum Theil in dem andern Staatsgebiete sich befinden, der Kläger seine Klage zu theilen verbunden ist, ohne Rücksicht, wo der größte Theil der Erbschaftssachen sich befinden mag.

Doch werden alle beweglichen Erbschaftsstücke angesehen, als befänden sie sich an dem Wohnorte des Erblassers. Aktivforderungen werden ohne Unterschied, ob sie hypothekarisch sind, oder nicht, den beweglichen Sachen beigezählt.

*Gerichtsstand des Arrestes.*

ART. XXVIII. Ein Arrest darf in dem einen Staate und nach den Gesetzen desselben gegen den Bürger des andern Staates ausgebracht und verfügt werden, unter der Bedingung jedoch, daß entweder auch die Hauptsache dorthin gehöre, oder daß sich eine wirkliche *gegenwärtige* Gefahr auf Seiten des Gläubigers nachweisen lasse. Ist in dem Staate, in welchem der Arrest verhängt worden, ein Gerichtsstand für die Hauptsache nicht begründet: so ist diese nach vorläufiger Regulirung des Arrestes, an den zuständigen Richter des andern Staates zu verweisen. Was dieser rechtskräftig erkennt, unterliegt der allgemeinen Bestimmung im Art. II.

*Gerichtsstand des Kontraktes.*

ART. XXIX. Der Gerichtsstand des Kontraktes, vor welchem ebensowohl auf Erfüllung als wie auf Aufhebung des Kontraktes geklagt werden kann, findet nur dann seine Anwendung, wenn der Kontra-

bent zur Zeit der Ladung in dem Gerichtsbezirke sich 1831 anwesend befindet, in welchem der Kontrakt geschlossen worden ist, oder in Erfüllung gehen soll.

Dieses ist besonders auf die auf öffentlichen Märkten geschlossenen Kontrakte, auf Viehhandel und dergleichen anwendbar.

*Besonders der Wechselverschreibungen.*

ART. XXX. Die Klausel in einer Wechselverschreibung, wodurch sich der Schuldner der Gerichtsbarkeit eines jeden Wechselgerichts, in dessen Gerichtszwange er zu dessen Verfallzeit anzutreffen sei, unterworfen hat, wird als gültig, das hiernach eintretende Gericht, welches die Vorladung bewirkt hat, für zuständig, mithin dessen Erkenntniß für vollstreckbar an den in dem andern Staate belegenen Gütern anerkannt.

*Gerichtsstand geführter Verwaltung.*

ART. XXXI. Bei dem Gerichtsstande, unter welchem Jemand fremdes Gut oder Vermögen bewirthschaftet oder verwaltet hat, muß er auch auf die auf einer solchen Administration angestellten Klagen sich einlassen; es müßte denn die Administration bereits völlig beendigt und der Verwalter über die gelegte Rechnung quittirt sein. Wenn daher ein aus der quittirten Rechnung verbliebener Rückstand gefordert, oder eine ertheilte Quittung angefochten wird, so kann dieses nicht bei dem vormaligen Gerichtsstande der geführten Verwaltung geschehen.

*Ueber Intervention.*

ART. XXXII. Jede ächte Intervention, die nicht eine besonders zu behandelnde Rechtssache in einem schon anhängigen Prozesse einmischt, sie sei prinzipal oder accessorisch, betreffe den Kläger oder den Beklagten, sei nach vorgängiger Streitankündigung oder ohne dieselbe geschehen, begründet gegen den ausländischen Intervenienten die Gerichtsbarkeit des Staates, in welchem der Hauptprozeß geführt wird.

*Wirkung der Rechtshängigkeit.*

ART. XXXIII. Sobald vor irgend einem in den bisherigen Artikeln bestimmten Gerichtsstande eine Sache rechtshängig geworden ist, so ist der Streit da-

1831 selbst zu beendigen, ohne daß die Rechtshängigkeit durch Veränderung des Wohnsitzes oder Aufenthaltes des Beklagten gestört oder aufgehoben werden könnte.

Die Rechtshängigkeit einzelner Klagsachen wird durch Insinuation der Ladung zur Einlassung auf die Klage für begründet erkannt.

2. *In Hinsicht der Gerichtsbarkeit in nicht streitigen Rechtssachen.*

ART. XXXIV. Alle Rechtsgeschäfte unter Lebenden und auf den Todesfall werden, was die Gültigkeit derselben rücksichtlich ihrer Form betrifft, nach den Gesetzen des Ortes beurtheilt, wo sie eingegangen sind.

Wenn nach der Verfassung des einen oder des andern Staates die Gültigkeit einer Handlung allein von der Aufnahme vor einer bestimmten Behörde in demselben abhängt: so hat es auch hierbei sein Verbleiben.

ART. XXXV. Verträge, welche die Begründung eines dinglichen Rechtes auf unbewegliche Sachen zum Zweck haben, richten sich lediglich nach den Gesetzen des Ortes, wo die Sachen liegen.

3. *In Rücksicht der Strafgerichtsbarkeit.*

*Auslieferung der Verbrecher.*

ART. XXXVI. Verbrecher und andere Uebertreter von Strafgesetzen werden, so weit nicht die nachfolgenden Artikel Ausnahmen bestimmen, von dem einen Staate dem andern nicht ausgeliefert, sondern wegen der in dem andern Staate begangenen Verbrechen und Uebertretungen von dem Staate, dem sie angehören, und nach dessen Gesetzen gerichtet.

Daher findet denn auch ein Kontinualverfahren des andern Staates gegen sie nicht statt.

Was jedoch die Forst- und Jagdverbrechen und deren gegenseitige Stellung vor das Gericht der begangenen That betrifft, so soll deshalb der Konvention vom Jahre 1829 ferner nachgegangen werden.

*Vollstreckung der Straferkenntnisse.*

ART. XXXVII. Wenn der Unterthan des einen Staates in dem Gebiete des andern sich eines Vergehens oder Verbrechens schuldig gemacht hat und da-

selbst ergriffen und abgeurtheilt worden ist, so wird, 1831 wenn der Verbrecher vor der Strafverbüßung sich in seinen Heimathstaat zurückbegeben hat, von diesem das Erkenntniß des ausländischen Gerichtes, nach vorgängiger Requisition und Mittheilung des Urtheils, sowohl an der Person als an den im Staatsgebiete befindlichen Gütern des Verurtheilten vollzogen, vorausgesetzt, daß die Handlung wegen deren die Strafe erkannt worden, auch nach den Gesetzen des requirten Staates als ein Vergehen oder Verbrechen erscheint und nicht zu den bloß polizei-, finanz-gesetzlichen Uebertretungen gehört, von welchen der nächstfolgende Artikel handelt.

*Bedingt zu verstattende Selbststellung.*

**ART. XXXVIII.** Hat ein Unterthan des einen Staates Strafgesetze des andern durch solche Handlungen verletzt, welche in dem Staate, dem er angehört, gar nicht verpönt sind, z. B. durch Uebertretung eigenthümlicher Abgabengesetze, Polizeivorschriften und dergleichen, und welche demnach von diesem Staate auch nicht bestraft werden könnten: so soll auf vorgängige Requisition zwar nicht zwangsweise der Unterthan vor das Gericht des andern Staates gestellt, demselben aber sich selbst zu stellen verstattet werden, damit er sich gegen die Anschuldigungen vertheidigen und gegen das in solchen Fällen zulässige Kontumazialverfahren wehren könne.

**ART. XXXIX.** Der zuständige Strafrichter darf auch über die aus den Verbrechen entsprungenen Privatansprüche mit erkennen, wenn wegen derselben von dem Beschädigten adhärirt worden ist.

*Auslieferung der Geflüchteten.*

**ART. XL.** Unterthanen des einen Staates, welche wegen Verbrechen oder anderer Uebertretungen ihr Vaterland verlassen und in den andern Staat sich geflüchtet haben, ohne daselbst zu Unterthanen aufgenommen worden zu sein, werden nach vorgängiger Requisition, gegen Erstattung der Kosten, und zwar, wenn wegen Unvermögenheit der Inquisiten oder sonst die Untersuchungskosten niedergeschlagen werden müssen, nur der baaren Auslagen, z. B. für Atzung, Transport, Porto und Kopialien, ausgeliefert.

1831

*Auslieferung der Ausländer.*

ART. XLI. Solche eines Verbrechens oder einer Uebertretung verdächtige Individuen, welche weder des einen noch des andern Staates Unterthanen sind, werden, wenn sie Strafgesetze des einen der beiden Staaten verletzt zu haben beschuldigt sind, demjenigen, in welchem die Uebertretung verübt wurde, auf vorgängige Requisition gegen Erstattung der Kosten, wie diese im vorigen Artikel bestimmt ist, ausgeliefert; es sei denn, daß der Staat, welchem er als Unterthan angehört, auf die vorher von dem requirirten gemachte Anzeige der Verhaftung, jene Uebertreter selbst reklamirt und ihre Auslieferung zur eigenen Bestrafung in Antrag bringt.

*Verbindlichkeit zur Annahme der Auslieferung.*

ART. XLII. In denselben Fällen, wo der eine Staat berechtigt ist, die Auslieferung eines Beschuldigten zu fordern, ist er auch verbunden, die ihm von dem andern Staate angebotene Auslieferung anzunehmen.

*Stellung der Zeugen.*

ART. XLIII. In Kriminalfällen, wo die persönliche Gegenwart der Zeugen an dem Orte der Untersuchung nothwendig ist, soll die Stellung der Unterthanen des einen Staates vor das Untersuchungsgericht des andern zur Ablegung des Zeugnisses, zur Konfrontation oder Rekognition, gegen vollständige Vergütung der Reisekosten und der Versäumniß, nie verweigert werden.

ART. XLIV. Da nunmehr die Fälle genau bestimmt sind, in welchen die Auslieferung der Angeeschuldigten oder Gestellung der Zeugen gegenseitig nicht verweigert werden soll, so hat im einzelnen Falle die Behörde, welcher sie obliegt, weder vorgängige reversales de observando reciproco zu erfordern, noch, dafern sie nur eine Provinzialbehörde ist, in der Regel erst die besondere Genehmigung der ihr vorgesetzten Ministerialbehörde einzuholen, es sei denn, daß im einzelnen Falle die Anwendung des Abkommens noch Zweifel zuliefse, oder sonst ganz eigenthümliche Bedenken hervorträten.

Unterbehörden bleiben aber unter allen Umständen verpflichtet, keinen Menschen ausser Landes ver-



abfolgen zu lassen, bevor sie nicht zu dieser Auslieferung die Autorisation der ihnen unmittelbar vorgesetzten Behörde eingeholt haben.

ART. XLV. Die Dauer dieses Abkommens wird auf 12 Jahre, vom 1sten Januar 1832 an gerechnet, festgesetzt. Erfolgt ein Jahr vor dem Ablaufe keine Aufkündigung von der einen oder der andern Seite, so ist es stillschweigend als auf noch zwölf Jahre weiter verlängert anzusehen.

Gegenwärtige, im Namen Seiner Königlichen Hoheit des Großherzogs von Sachsen-Weimar-Eisenach und Seiner Durchlaucht des Herzogs von Sachsen-Altenburg zweimal gleichlautend ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechslung, Kraft und Wirksamkeit in den beiderseitigen Landen haben und öffentlich bekannt gemacht werden.

Weimar am 5ten August und Altenburg am 18ten August 1831.

C. W. Freih. von FRITSCH. E. von BRAUN.

## 60.

*Déclaration concernant la continuation et la modification de la convention d'étapes conclue le 28 Sept. 1818 entre la Prusse et le grand-duché d'Oldenbourg par rapport à la principauté de Birkenfeld, du 22 Août 1831.*

(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1831. Nr. 14. p. 184).

Nachdem die unterm 28sten September 1818 zwischen Preussen und dem Großherzogthume Oldenburg, in Beziehung auf das Fürstenthum Birkenfeld abgeschlossene Durchmarsch- und Etappen-Konvention,

**1831** mit dem ersten October 1828 abgelaufen ist, das Bedürfnis eines, die diesfälligen gegenseitigen Verhältnisse regelnden, Uebereinkommens aber noch fort-dauert, so sind die beiderseitigen Regierungen dahin übereingekommen, daß die gedachte Konvention auch für fernere 10 Jahre, und zwar vom 1sten October d. J. an, ihrem ganzen Inhalte nach Kraft und Gültigkeit haben soll, in so weit die nachstehenden, auf die bisherige Erfahrung sich gründenden, beiderseits genehmigten Modifikationen nicht eine Abänderung der Bestimmungen derselben bedingen. Dieselben beschränken sich auf folgende Punkte:

1. Die im §. 2. der gedachten Konvention enthaltene Bestimmung, daß Detachements unter 20 Mann nur am 1sten und 15ten jedes Monats von dem letzten Preussischen Haupt-Etappenorte abgehen dürfen, wird aufgehoben, und ist der Abgang dergleichen Detachements künftig an keine bestimmte Zeit gebunden,

2. Für den Fall, daß auf dem Marsche ein Pferd dergestalt erkranken sollte, daß es vorerst nicht weiter zu bringen wäre, wird auf die Dauer der Krankheit für den Mann und das Pferd Preussischer Seits dieselbe Vergütung geleistet, welche für einen auf dem Marsche befindlichen Mann und dessen Pferd geleistet wird.

3. Die Vergütung der für Arrestaten aufgelaufenen Kosten soll in der Folge Preussischer Seits nach Maßgabe dessen bewirkt werden, was seit dem Jahre 1823 bereits in einzelnen Fällen dafür gewährt worden ist.

4. In Zukunft erhalten die Privatdiener der Offiziere, gleich den übrigen Militairpersonen, Anweisungen auf Quartier und Verpflegung, wofür die Kosten in die Liquidation mit aufgenommen und vergütet werden.

5. Wenn wider Erwarten von Seiten der Königlich-Preussischen Behörden die erforderlichen Anstalten zur Bereithaltung des Fouragebedarfs nicht getroffen sein sollten, so soll für diesen Fall die Lieferung der Fourage, dem Lieferanten für die Großherzogliche Gendarmerie zu Birkenfeld, nach den demselben Großherzoglich-Oldenburgischer Seits bewilligten Preisen, überlassen werden.

6. Die Erstattung der durch Fouragelieferung, wie 1831 auch der übrigen durch die Mundverpflegung und Stellung des Vorspanns nachstehenden Kosten, wird am Wohnorte der Liquidanten geleistet, indem die Großherzoglich-Oldenburgischen Kassen die spezielle Auszahlung der einzelnen liquidirten Beträge gegen den Ersatz des kostenfrei nach Birkenfeld zu befördernden summarischen Betrages, aus der betreffenden Königlich-Preussischen Provinzial-Hauptkasse, übernehmen. Die nähere Vereinigung über die Form des Rechnungswesens wird den mit der Liquidation beauftragten gegenseitigen Behörden überlassen.

7. Wenn kein Arzt oder Wundarzt sich an Ort und Stelle befindet, um das, Behufs der Stellung einer Krankenfuhrre für einen auf dem Marsche erkrankten Soldaten nöthige Attest auszustellen, oder aber wegen Entfernung vom Haupt-Etappenorte nicht leicht darum angegangen werden kann, so soll die alleinige Bescheinigung des Detachementsführers genügen, um die Nothwendigkeit der zu gewährenden Krankenfuhrre gehörig zu konstatiren.

8. Die Kosten, welche ärztliche Untersuchungen in Fällen, wo Krankenfuhrren geleistet werden, veranlassen, sind künftig zur Aufnahme in die Liquidation geeignet.

9. In Ermangelung der Pferdefuhrren können die durchmarschierenden Truppen sich der Benutzung der Ochsenfuhrren nicht entziehen; zugleich wird, um Beschwerden wegen übermäßiger oder zu geringer Belastung der Transportmittel für die Zukunft vorzubeugen, festgesetzt, daß als Maximum der Belastung für ein Pferd fünf Zentner, für einen Ochsen aber nur  $3\frac{1}{3}$  Zentner gerechnet werden soll.

10. Sollten sich bei Requirirung der Fußboten und Wegweiser, Seitens des Militairs, wider Erwarten Mißbräuche ereignen, so werden die Großherzoglich-Oldenburgischen Behörden dem Königlich-Preussischen Generalkommando am Niederrhein in jedem einzelnen Falle zur Veranlassung der Untersuchung und, nach Befinden der Bestrafung, von dem Vorgefallenen Anzeige machen.

Gegenwärtige, im Namen Seiner Majestät des Königs von Preussen und Seiner Königlichen Hoheit des Großherzogs von Oldenburg zweimal gleichlautend

1831 ausgefertigte Erklärung soll, nach erfolgter gegenseitiger Auswechselung, durch öffentliche Bekanntmachung in den beiderseitigen Staaten Kraft und Wirksamkeit erhalten.

Berlin, den 22sten August 1831.

*Königlich-Preussisches Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

EICHHORN.

Vorstehende Erklärung wird, nachdem sie gegen eine übereinstimmende von dem Großherzoglich-Oldenburgischen Staats- und Kabinettsministerium zu Oldenburg unterm 8ten September d. J. vollzogene Erklärung ausgewechselt worden ist, hierdurch zur öffentlichen Kenntniß gebracht.

Berlin, den 26sten September 1831.

*Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten.*

EICHHORN.

---

## 61.

*Traité de commerce et de douanes  
entre la Prusse et la Hesse grand-  
ducale d'un côté et la Hesse électo-  
rale de l'autre, du 25 Août 1831.*

(Gesetz-Sammlung für die Königlichen Preussischen Staaten 1831. Nr. 17. p. 227).

Seine Majestät der König von Preussen und Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Hessen einerseits und seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen andererseits, von dem Wunsche beseelt, Ihren Unterthanen die Vortheile eines freien Verkehrs in immer größerer Ausdehnung zu Theil werden zu lassen, haben zur Erreichung dieses Zweckes Verhandlungen eröffnen lassen und dazu als Bevollmächtigte ernannt:

einerseits: Seine Majestät der König von Preussen: 1831

Allerhöchst-Ihren wirklichen Geheimen Legationsrath und Direktor im Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten, Albrecht Friedrich Eichhorn, Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse, Inhaber des eisernen Kreuzes 2ter Klasse am weissen Bande, Ritter des Kaiserlich-Russischen St. Annen-Ordens 2ter Klasse, Kommandeur des Zivil-Verdienst-Ordens der Königlich-Baierischen Krone, und des Königlich-Württembergischen Zivil-Verdienst-Ordens, Kommandeur des Königlich-Hannöverschen Guelphenordens, des Großherzoglich-Hessischen Haus-Ordens und des Großherzoglich-Sachsen-Weimarschen Ordens vom weissen Falken, und

Allerhöchst-Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Ludwig Bogislaus Samuel Kühne, Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens 3ter Klasse; Seine Königliche Hoheit der Großherzog von Hessen: Höchst-Ihren wirklichen Geheimen Rath und Präsidenten der Ober-Finanzkammer, Wilhelm von Kopp, Kommandeur 1ster Klasse des Großherzoglich-Hessischen Haus- und Verdienst-Ordens und Ritter des Königlich-Preussischen rothen Adler-Ordens 2ter Klasse;

andererseits: Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen:

Höchst-Ihren Geheimen Rath und Vorstand des Ministeriums des Innern, Franz Hugo Riefs, Kommandeur 1ster Klasse des Kurfürstlich-Hessischen Haus-Ordens vom goldenen Löwen, Ritter des Großherzoglich-Hessischen Verdienst-Ordens und

Höchst-Ihren Finanzkammer-Rath Friedrich Meisterlin, beauftragt mit der Direktion des indirekten Steuerwesens in Kurhessen, Ritter des Königlich-Hannöverschen Guelphenordens und des Großherzoglich-Sachsen-Weimarschen weissen Falken-Ordens,

von welchen, auf den Grund der stattgehabten Unterhandlungen nachstehender Vertrag mit Vorbehalt der Ratifikation abgeschlossen worden ist.

ART. I. Die Kurfürstlich-Hessische Staats-Regierung von dem Anerkenntnis ausgehend, daß auf solchem Wege die seit längerer Zeit gewünschte und früher schon durch anderweite Verhandlungen be-

1831 zweckte, freiere und erweiterte Bewegung des Gewerbsfleisses und des Handels in den Kurhessischen Landen am sichersten zu erreichen sei, vereinigt sie mit der Königlich-Preussischen und der Großherzoglich-Hessischen Staats-Regierung zu einem gemeinsamen Zoll- und Handelssysteme, und wird, da die Vereinigung eine vollständige Gleichförmigkeit der Gesetzgebung über Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben nothwendig voraussetzt, in Beziehung auf diese Abgaben die erforderlichen gesetzlichen Vorschriften in der Art erlassen, daß völlige Uebereinstimmung mit der in den Königlich-Preussischen und Großherzoglich-Hessischen Landen bestehenden Gesetzgebung statt finde.

ART. II. Die Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben, — welche in dieser Uebereinkunft unter dem gemeinschaftlichen Namen „Zoll“ verstanden werden sollen — wird gleichförmig mit der Verwaltung jener Abgaben im Königlich-Preussischen und Großherzoglich-Hessischen Zollverhande eingerichtet, und es werden die mit dieser Verwaltung und mit der dabei eintretenden Beaufsichtigung beauftragten Kurfürstlich-Hessischen Beamten gleichförmig mit den Königlich-Preussischen und Großherzoglich-Hessischen Beamten, und in Uebereinstimmung mit dem Inhalte der gegenwärtigen Uebereinkunft instruiert werden.

ART. III. Ueber die Vollziehung der im Artikel I und II. enthaltenen Verabredungen soll zur Erreichung der beabsichtigten Uebereinstimmung die geeignete Rücksprache mit der Königlich-Preussischen und Großherzoglich-Hessischen Regierung genommen werden. Zu gleichem Zwecke wird auch in Einverständnisse mit den eben gedachten Regierungen, die Abfassung der in dem Kurfürstenthume einzuführenden organischen Bestimmungen und der damit in Verbindung stehenden reglementairen Verfügungen und Instruktionen sofort erfolgen und zugleich ein vollständiger Organisationsplan für die gesammte Zollverwaltung des Kurfürstenthums Hessen, entworfen werden, welcher mit Berücksichtigung der Lokal-Verhältnisse insbesondere die Anzahl, Lage und Besetzung der Haupt- und Nebenzoll-Ämter, auch die Bestimmung der Gränz-Bezirke und Zollstraßen, imgleichen die

**Städte, in welchen Packhöfe oder Niederlagen unversteuerten ausländischer Waaren sein sollen, nebst den Regulativen für dieselben, so wie die Anordnung der Gränzbewachung, enthalten wird.** 1831

**ART. IV.** Von den Kurfürstlich-Hessischen Landestheilen bleiben vorläufig aus dem gemeinsamen Preussisch-Hessischen Zollverbände ausgeschlossen:

- a. Der Kurhessische Kreis Schmalkalden bis dahin, wo im Preussischen Kreise Schleusingen unter Theilnahme der zunächst angränzenden Gebiete die Zoll-Verfassung regulirt sein wird;
- b. die Grafschaft Schaumburg bis zur Vollendung der bereits im Werke begriffenen Verbindungsstrasse innerhalb des Preussischen und Kurhessischen Gebietes.

Es soll jedoch schon jetzo den Einwohnern der beiden eben genannten Kurhessischen Landestheile zur Erleichterung ihres Verkehrs mit den im gemeinsamen Zollverbände liegenden Provinzen gestattet sein, ihre rohen Produkte, so wie die blofs aus dort erzeugten Stoffen gefertigten Waaren, ganz abgabenfrei über die Zolllinie einzuführen.

Hinsichtlich der ihrer Lage wegen noch jetzt vom Zollverbände ausgeschlossen bleibenden Königlich-Preussischen und Großherzoglich-Hessischen Landestheile, bewendet es bei den Anordnungen, die wegen ihrer erleichterten und begünstigten Verbindung mit dem Hauptlande bereits bestehen.

**ART. V.** Etwaige künftige Abänderungen der die Erhebung des Zolles betreffenden gesetzlichen, oder reglementairen Bestimmungen, insbesondere auch des Tarifs, sollen nur im gegenseitigen Einvernehmen der betheiligten Staats-Regierungen verfügt werden.

**ART. VI.** Hinsichtlich des, bei den Zoll-Erhebungen in Kurhessen zur Anwendung kommenden Maafses und Gewichts besteht bereits im Wesentlichen, Uebereinstimmung mit dem Preussischen Maafse und Gewichte, und wird die erforderliche völlige Gleichförmigkeit derselben von Seiten der Kurfürstlich-Hessischen Regierung, durch angemessene Anordnungen bewirkt werden. Die hierzu führenden Vergleichen und Berichtigungen werden unverzüglich statt finden, auch sollen, so weit solches durch einzelne, nicht so fort zu beseitigende Verschiedenheiten, und

1831 durch die Abweichung des Großherzoglich-Hessischen Maaßes und Gewichtes nöthig wird, Reduktionstafeln ausgearbeitet werden, welche bei den vorkommenden Zoll-Erhebungen zum Grunde zu legen sind.

ART. VII. In Absicht des Münzsystems bedarf es einer Veränderung um deswillen nicht, weil schon jetzt der Kurfürstlich-Hessische Münzfuß in seiner Silber-Einheit dem Königlich-Preussischen nach Schrot und Korn gleich steht. Es wird daher bei allen Zollstätten des gemeinsamen Zollvereins das Kurhessische Silber-Courant bis zu  $\frac{1}{6}$  Thalerstücken herunter gleich dem Preussischen, und letzteres in seinen durch das Münz-Edikt vom 30sten September 1821 bezeichneten Theilstücken gleich den Kurhessischen angenommen, auch bei der Vergleichung des einen wie des anderen gegen das Großherzoglich-Hessische Geld, die beim Anschlusse des Großherzogthums bereits kund gemachte Vergleichungs-Tabelle ebenmäßig angewendet werden, so daß der für die Kurhessischen Zollstätten auszuarbeitende Tarif nur in den Bruchtheilen des Thalers, wegen der dort geltenden Eintheilung des letzteren in  $\frac{1}{24}$  Stücke, von dem Preussischen abweichen kann.

ART. VIII. Verträge über die Aufnahme anderer Staaten in den Zollverband, oder Handelsverträge mit Staaten, welche an Kurhessen gränzen, können nur mit Zustimmung sämmtlicher hohen kontrahirenden Theile abgeschlossen werden. Die Kurfürstlich-Hessische Regierung erklärt es hierbei als ihren eigenen Absichten und Wünschen entsprechend, daß mit anderen Deutschen Staaten Zoll-Vereinigungs-Verträge auf der Grundlage des gegenwärtigen Vertrags abgeschlossen werden, und wird zu Verträgen dieser Art, vorausgesetzt, daß den ferner beitretenden Staaten keine größeren Vortheile eingeräumt werden, als die hohen kontrahirenden Theile sich durch gegenwärtigen Vertrag gegenseitig zugestanden haben, gern ihre Zustimmung geben.

Auch ertheilt dieselbe im voraus ihre Einwilligung zu Zoll- und Handels-Verträgen mit Staaten, welche Kurhessen nicht angränzen, unter der Voraussetzung, daß hierbei die Interessen Kurhessens zugleich mit wahrgenommen werden, und die durch



dergleichen Verträge erlangten Vortheile mit auf die- 1831  
sen Staat übergehen.

ART. IX. Mit dem ersten Januar 1832, wo der gegenwärtige Vertrag in Ausübung gebracht werden soll, tritt rücksichtlich des Handels und Verkehrs zwischen Preußen und dem Großherzogthume Hessen einerseits, und Kurhessen andererseits, die Freiheit und rücksichtlich der Einnahme an Zöllen die Gemeinschaft ein, wie beide in den folgenden Artikeln näher bestimmt werden.

ART. X. Demgemäfs hören von jenem Zeitpunkte ab alle Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben an den gemeinschaftlichen Landesgränzen des Königlich - Preussisch - Großherzoglich - Hessischen Zoll-Verbandes und des Kurfürstenthumes Hessen auf, und es können die Erzeugnisse des einen Gebiets frei und unbeschwert in das andere Gebiet eingeführt und in demselben verbraucht werden, mit Ausnahme der im Innern des Landes gegenwärtig mit Abgaben belasteten Gegenstände.

ART. XI. In Absicht der letztgedachten Gegenstände wird zwar von allen kontrahirenden Theilen als wünschenswerth anerkannt, auch hierin eine Uebereinstimmung der Gesetzgebung und der Besteuerungssätze in deren Staaten hergestellt zu sehen, und es wird daher Ihr Bestreben auf die Herbeiführung einer solchen Gleichmäfsigkeit gerichtet bleiben; bis dahin aber, wo dies Ziel erreicht worden, sollen in Absicht der nachbenannten besteuerten Artikel folgende Bestimmungen beobachtet werden:

A. bei dem Uebergange aus den Königlich-Preussischen Staaten in das Kurfürstenthum Hessen und umgekehrt:

1. Die Einfuhr des Kochsalzes aus dem einen in das andere Gebiet ist verboten. Zur Verhütung der Defraudation macht die Kurfürstlich-Hessische Regierung sich verbindlich, aus den in den Kurfürstlich-Hessischen Landen belegenen Salinen zum inländischen Debit nur ein solches Quantum Kochsalz abzusetzen, als für den Verbrauch in den Kurfürstlich-Hessischen Landen, nach einer auskömmlich zugelegten Berechnung erforderlich ist. Der Absatz des Mehrerzeugnisses dieser Salinen ausserhalb des Zollvereins bleibt unbeschränkt, dagegen aber darf derselbe in andere

**1831** Staaten innerhalb des Zollvereins nur unter Zustimmung der betreffenden Staats-Regierung statt finden.

**2. Branntwein,**

a. welcher in den Königlich-Preussischen Landen fabrizirt ist, unterliegt bei dem Uebergange in die Kurfürstlich-Hessischen Lande lediglich einer Kontrolgebühr von 4 Ggr. (5 Sgr.) für die Preussische Ohm zu 120 Quart, und hiernächst bei dem weiteren Vertriebe durchaus keinen anderen Staats- und Kommunal-Abgaben, als denjenigen, welche von demselben Fabrikate, wenn es im Kurhessischen gewonnen wäre, neben der dortigen allgemeinen Steuer gefordert werden würden. Dabei verpflichtet sich die Königlich-Preussische Regierung auf dergleichen nach Kurhessen ausgehenden Branntwein keine Steuervergütung, noch sonstigen unmittelbaren oder mittelbaren Erlaß an der allgemeinen Fabrikations-Abgabe zu bewilligen.

b. Branntwein, welcher aus dem Kurhessischen in das Preussische Gebiet übergeht, unterliegt an der Preussischen Gränze einer Steuer von 3 Rthlr. für die Preussische Ohm von 120 Quart.

Die Kurfürstlich-Hessische Regierung verpflichtet sich hierbei ebenmäßig, für den, aus den Kurhessischen in die Preussischen Lande übergehenden Branntwein durchaus keine Steuervergütung, oder sonstigen unmittelbaren oder mittelbaren Erlaß an den allgemein feststehenden Verbrauchsabgaben zu bewilligen. Bei eintretenden wesentlichen Veränderungen in der Besteuerung dieses Artikels in einem oder dem andern Staate, bleibt die solchen Veränderungen entsprechende Modifikation der vorgedachten Uebergangssteuern vorbehalten.

**Hinsichtlich**

**3. des inländischen Weines und Mostes, und**

**4. der inländischen rohen und fabrizirten Tabacksblätter,** will die Kurfürstlich-Hessische Regierung zur möglichsten Erweiterung des nur bei gleichen Steuersätzen zulässigen freien Verkehrs, ganz dieselbe Besteuerung einführen, welche in dem Königreiche Preussen besteht, und mit dem Eintreten dieser Gleichstellung, wird der Verkehr mit inländischem Weine, Moste und Tabacksblättern zwischen den Königlich-

**Preussischen und Kurfürstlich - Hessischen Landen völlig frei sein. 1831**

Bis selbiges aber bewirkt sein wird, unterliegen:

a. der Wein und Most bei dem Uebergange aus dem Preussischen in die Kurhessischen Lande, keiner, bei dem Uebergange aus den Kurhessischen in die Preussischen Lande hingegen, einer Abgabe von  $4\frac{2}{3}$  Rthlr. von der Preussischen Ohm, oder  $1\frac{1}{3}$  Rthlr. für den Zentner Brutto, und zwar soll diese Steuer — da die Steuereinrichtungen die Festhaltung eines Unterschiedes zwischen dem inländischen Erzeugnisse und dem ausländischen, wenn letzteres bereits in den freien Verkehr getreten ist, nicht zulassen, — gleichmäfsig von allem im freien Verkehre befindlichen Weine beim Uebergange in das Preussische Land erhoben werden;

b. inländische Tabacksblätter und Fabrikate beim Uebergange aus den Königlich - Preussischen in die Kurhessischen Lande keiner, beim Uebergange aus den Kurhessischen in die Preussischen Lande aber, unter den oben wegen des Weines gestellten Bedingungen, einer Steuer von 1 Rthlr. vom Zentner.

5. Bei der Einfuhr von Mehl aller Art, Graupen, Gries, Nudeln, Puder und Stärke, desgleichen Rind-, Schaaf- und Schweinefleisch, es sei frisch, gesalzen oder geräuchert, in Preussische Städte, wo Mahl- und Schlachtsteuer besteht, ist diese Abgabe eben so, wie von inländischen gleichartigen Erzeugnissen zu entrichten, und soll es gleichmäfsig auch bei der Einfuhr Preussischer Erzeugnisse der eben bezeichneten Art in Kurhessische Städte gehalten werden, so also, dafs diese Artikel ganz den inländischen gleich behandelt werden müssen.

6. Dieselbe Gleichmäfsigkeit der Behandlung findet hinsichtlich derjenigen besondern oder zuschlagsweisen Kommunal- oder Oktroi-Abgaben statt, welche in Preussischen oder Kurhessischen Städten eingeführt sind, dergestalt, dafs auch hier das Erzeugnifs des andern Landes unter keinem Vorwande höher belastet werden darf, als das inländische.

7. Da endlich der Debit der Spielkarten in den Königlich - Preussischen sowohl, als in den Kurfürstlich - Hessischen Landen zu den Staats - Monopolen gehört: so bleibt der Uebergang derselben aus einem in das andere Land gänzlich verboten.

1831 B. Bei dem Uebergange aus den Großherzoglich-  
in die Kurhessischen Lande und umgekehrt.

1. Kochsalz:

Die Einführung des Kochsalzes aus dem Großherzogthume in die Kurhessischen Lande ist verboten. Eben so ist die Einführung des Kochsalzes aus dem Kurstaate in die Großherzoglichen Provinzen Starkenburg und Rheinhessen untersagt. In die Großherzogliche Provinz Oberhessen aber ist sie, so lange in dieser keine Salzregie besteht, abgabefrei erlaubt, vorbehaltlich jedoch der zur alleinigen Sicherstellung gegen Salz-Einschwärzungen näher zu bestimmenden Maafsregeln.

2. Branntwein, und zwar

a. welcher aus dem Großherzogthume in den Kurstaat eingeht, unterliegt einer Ausgleichungs-Abgabe an die Kurhessische Steuerbehörde von  $3\frac{1}{2}$  Rthlr. für die Kurhessische Ohm;

b. welcher aus dem Kurfürstenthume in das Großherzogthum übergeht, unterliegt beim Uebergange keiner Abgabe, dagegen bei dem Verbrache im Großherzogthume der gesetzlichen Tranksteuer gleich dem inländischen Fabrikate.

Vorstehende Abgabe - Bestimmungen sind beim Eintritt wesentlicher Veränderungen in den Besteuerungs-Grundsätzen des einen oder des andern Landes dem gemäfsen Modifikationen unterworfen, über welche sich die beiderseitigen Regierungen alsdann verständigen werden.

3. Wein.

Inländischer Wein ist für jetzt und bis dahin, wo die oben zu A 3 angekündigte Steuerveränderung von Seiten der Kurhessischen Regierung eintritt, beim Uebergange aus dem Großherzogthume in das Kurfürstenthum und umgekehrt, einer Abgabe nicht unterworfen, unterliegt jedoch beim Verbrache den innern Konsumtionsabgaben, wie das inländische Erzeugniß. Mit der Einführung einer, der Königlich-Preussischen gleichen Wein-Produktions-Besteuerung in den Kurhessischen Landen aber ist von dem aus dem Großherzogthume in das Kurfürstenthum übergehenden Weine eine Ausgleichungs - Abgabe von  $3\frac{2}{3}$  Rthlr. für die Preussische Ohm Brutto zu entrichten.

4. Taback.

Inländischer roher und fabrizirter Taback bleibt **1831** ebenfalls bis zu der von der Kurhessischen Regierung angekündigten Steuerveränderung, beim Uebergange aus dem einen in das andere Land steuerfrei, unterliegt aber mit Einführung jener Veränderung beim Uebergange aus dem Großherzogthume in die Kurhessischen Lande einer Ausgleichungssteuer von 1 Rthlr. vom Zentner.

5. Bei der Einfuhr Großherzoglich-Hessischer Produkte in Kurhessische Städte, und Kurhessischer Produkte in Großherzogliche Städte, worin Oktroi-Abgaben bestehen, sind diese Abgaben eben so, wie von den gleichnamigen inländischen Artikeln zu entrichten.

6. Die Einführung von Spielkarten aus dem einen Staate in den andern ist verboten.

ART. XII. In allen Fällen, wo nach dem unmittelbar vorhergehenden Artikel eine Uebergangssteuer an den Binnengränzen zu erheben ist, wird die betheiligte Regierung die Straßen, auf welchen der Uebergang der besteuerten Artikel bei Vermeidung der gesetzlichen Defraudationsstrafen nur statt finden darf, bestimmen und bekannt machen. Die sämtlichen Regierungen verpflichten sich dabei ausdrücklich zur gegenseitigen bereitwilligsten Unterstützung, Behufs Sicherstellung der vorher erwähnten ausnahmsweise fortdauernder Erhebungen, wo es alsdann bei schon hierdurch erschwerten Einschleifungen dem gegenseitigen Interesse um so mehr entsprechen wird, die steuerliche Behandlung und Aufsicht an den Binnengränzen auf solche Weise zu vereinfachen und zu mildern, auch die Uebergangspunkte in der Art zu bestimmen, daß der nachbarliche Gränzverkehr hierdurch so wenig als möglich belästigt werde.

ART. XIII. Ueberhaupt wollen die hohen kontrahirenden Theile zur Aufrechthaltung Ihres Handels- und Zollsystems und zur Unterdrückung des gemeinschädlichen Schleichhandels Sich gegenseitig kräftig unterstützen, auch zu diesem Behufe die erforderlichen Anordnungen durch besondere Uebereinkunft verabreden, und ein förmliches Zollkartel abschließen lassen.

ART. XIV. Ueber den Verkehr mittelst der Weser, und wegen der Erhebung des konventionel-

**1831** len Weserzolls wird zwischen der Königlich-Preussischen und Kurfürstlich-Hessischen Regierung folgendes verabredet:

a. In Hinsicht aller Waaren, welche auf der Weser sowohl stromab- als stromaufwärts durch die Gebiete beider kontrahirenden Theile, es sei mit oder ohne Umladung, durchgeführt werden, verbleibt es lediglich bei der Erhebung des einer jeden Regierung zuständigen konventionellen Wasserzolls.

b. Waaren, welche aus dem Gebiete des einen der kontrahirenden Staaten in das Gebiet des andern mit der Bestimmung zum Verbleib im Lande eingeführt werden, bleiben von dem konventionellen Wasserzoll beider kontrahirenden Staaten frei.

c. Dieselbe Befreiung tritt ein für Waaren, welche aus Ländern außerhalb des Zollvereins auf der Weser durch das Gebiet des einen kontrahirenden Theils hindurch in das Gebiet des andern kontrahirenden Theils eingeführt werden.

d. Eine gleiche Befreiung genießen endlich auch diejenigen Gegenstände, welche aus dem Gebiete eines der kontrahirenden Staaten durch das Gebiet des andern hindurch mittelst der Weser nach dem Auslande geführt werden, wobei es

e. sich von selbst versteht, daß sowohl für die auf diesem Wasserwege in das Gebiet des gemeinsamen Zollvereins zum Verbleib eingehenden Waaren die gesetzlichen Eingangs-Abgaben, als beim weitem Landtransport in den geeigneten Fällen die gesetzlichen Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben zu erheben sind.

**ART. XV.** Die kontrahirenden Staats-Regierungen verbinden sich gegenseitig zu dem Grundsatz, daß Chausseegelder, oder andere statt derselben bestehende Einrichtungen, eben so Pflaster-, Damm-, Brücken- und Fährgelder, oder unter welchem andern Namen dergleichen Abgaben bestehen, ohne Unterschied, ob die Erhebung für Rechnung des Staats oder eines Privatberechtigten, namentlich einer Gemeinde geschieht, nur in dem Betrage beibehalten, oder neu eingeführt werden können, als sie den gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungs-Kosten angemessen sind.

Das dormalen in Preussen bestehende Chaussec-

geld nach dem allgemeinen Tarif vom Jahre 1828 1831 soll als ein Maximum der Chausseegebühr angesehen, und wo möglich von dem Zeitpunkte ab, wo der gegenwärtige Vertrag in Wirksamkeit tritt, längstens aber vom 1sten Januar 1833 ab, in keinem der kontrahirenden Staaten überschritten werden.

Was insbesondere die Separat - Erhebungen von Thorsperr - und Pflastergeldern betrifft, so sollen sie auf chaussirten Straßen, da, wo sie noch bestehen, dem vorstehenden Grundsatz gemäß aufgehoben und die Ortpflaster den Chausseestrecken dergestalt eingerechnet werden, daß davon nur die Chausseegelder nach dem allgemeinen Tarif zur Hebung kommen.

ART. XVI. Kanal -, Schleusen -, Brücken-, Fähr-, Hafen-, Waage-, Krannen- und Niederlage-Gebühren und sonstige Leistungen für Anstalten, die zur Erleichterung des Verkehrs bestimmt sind, sollen bei schon bestehenden Einrichtungen nicht erhöht, auch überall von den Unterthanen der andern kontrahirenden Theile auf völlig gleiche Weise, wie von den eigenen Unterthanen erhoben werden.

ART. XVII. Die Preussischen Seehäfen sollen dem Handel der Kurfürstlich-Hessischen Unterthanen gegen völlig gleiche Abgaben, wie solche die Königlich-Preussischen und Großherzoglich-Hessischen Unterthanen entrichten, offen stehen. Auch sollen die Königlich-Preussischen Konsuln in den auswärtigen Seehäfen beauftragt werden, den Kurfürstlich-Hessischen Unterthanen Schutz und Unterstützung zu gewähren.

ART. XVIII. Da der Kurfürstlich-Hessischen Staatsregierung wesentlich daran gelegen ist, den Meß- und größeren Marktverkehr, welcher jetzt in der Stadt Cassel besteht, durch die Wirkungen des gegenwärtigen Vertrages nicht geschmälert zu sehen, so wird dieser Gegenstand bei Gelegenheit der im Art. III. vorbehaltenen gemeinsamen Rücksprache näher berathen und erledigt werden.

Vorläufig wird hierüber festgesetzt, daß:

a. für die auf dem Wege von Hannöverisch-Münden nach Cassel zur Messe ein- und auf demselben Wege zurückgehenden Güter, unter Beobachtung der erforderlichen Kontrolmaafsregeln, eine Erhebung von Durchgangszoll nicht statt finden soll, und daß

**1831**      b. Begünstigungen in den Zolleinrichtungen, welche dem Lokalverkehr eines andern Handelsplatzes der Provinzen Niederrhein und Westfalen und der zum gemeinsamen Zollverbände mit letzteren vereinigten Bundesstaaten zugestanden sind oder noch zugestanden werden könnten, in gleichem Maasse der Stadt Cassel zu Theil werden sollen.

**ART. XIX.** Die hohen kontrahirenden Theile werden gemeinschaftlich dahin wirken, daß durch Annahme gleichförmiger Grundsätze die Gewerbsamkeit befördert und der Befugniß der Unterthanen des einen Staats, in dem andern Arbeit und Erwerb zu suchen, möglichst freier Spielraum gegeben werde.

Vorläufig sind Sie dahin übereingekommen, daß Fabrikanten und andere Gewerbtreibende, nicht bloß für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe von Waaren machen, oder Handlungsreisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen, wenn sie als Inländer die Berechtigung zu diesen Gewerbsbetriebe in dem einen Staate durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, in dem andern Staate keine weitere Abgabe hierfür zu entrichten verpflichtet sein sollen.

**ART. XX.** Die als Folge des gegenwärtigen Vertrages eintretende Gemeinschaft der Einnahmen der beteiligten Staatsregierungen bezieht sich vorläufig allein auf den Ertrag der Eingangs-, Ausgangs- und Landdurchgangs-Abgaben in den beiden westlichen Preussischen Provinzen Westfalen und Rheinprovinz, dem Großherzogthume Hessen nebst den dem Zollverbände schon beigetretenen Staaten, imgleichen in dem Kurfürstenthume Hessen und den etwa ferner noch beitretenen Staaten.

Es sind daher annoch von dieser Gemeinschaft ausgeschlossen, und bleiben dem privativen Genusse eines jeden kontrahirenden Theiles vorbehalten:

1. Die Abgaben, welche im Innern eines jeden Staats von inländischen Gegenständen erhoben werden, einschließlic der im Xlten Artikel vorbehaltenen Uebergangssteuern.

Die an den Preussischen und Kurhessischen Binnengränzen gegen das Großherzogthum Hessen zu erhebende Uebergangssteuer für den Großherzoglich-



Hessischen Wein und Taback wird von dem Zeitpunkt ab, wo diese Erhebung auch auf der Kurhessischen Binnengränze statt findet, als gemeinschaftlich für beide erstgedachte Staaten betrachtet, und auch nach dem im nächstfolgenden Artikel festgesetzten Maassstabe zwischen beiden vertheilt.

2. Der konventionelle Weserzoll, mit Rücksicht auf die hierüber im XIVten Artikel enthaltenen Bestimmungen, und der konventionelle Rheinzoll, imgleichen der Mainzoll.

3. Chaussee-Abgaben, Pflaster-, Damm-, Brücken-, Fähr-, Kanal-, Schleusen-, Hafen-Gelder-, Waage-, Krahn- und Niederlage-Gebühren (Art. XV. und XVI.).

ART. XXI. Die Vertheilung der gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben richtet sich nach dem Verhältnisse der Seelenzahl in den beiden westlichen Preussischen Provinzen und dem Großherzogthume Hessen, mit Hinzurechnung der Bevölkerung der schon dormalen durch Verträge in den gemeinsamen Zollverband aufgenommenen oder noch künftig aufzunehmenden Deutschen Bundesstaaten, zu der Seelenzahl im Kurfürstenthume Hessen, ausschliesslich der Bestandtheile des letzteren, welche in den Zollverband nicht aufgenommen werden.

Bei der Vertheilung selbst ist nach Maassgabe der vertragsmässigen Bestimmungen, auf welchen der Beitritt der partizipirenden Bundesstaaten beruht, in der Art zu verfahren, dass

a. die Bevölkerung solcher Staaten, welche sich auf eine aversionelle jährliche Entschädigung angeschlossen haben, ganz in die Bevölkerungs-Summe des die Entschädigung leistenden Theils eingerechnet wird, wogegen letzterer dann auch diese Entschädigung ohne weitere Anrechnung zu leisten hat.

b. Die Bevölkerung solcher Staaten aber, welche unmittelbar nach der jährlichen wirklichen Einnahme der Zölle partizipiren, muss für sich in Ansatz kommen, und deren jährliche Theilnahme-Rate gemeinschaftlich berechnet und anerkannt werden.

Zum Behufe dieser Vertheilung sollen die von den betreffenden höheren Staatsbehörden als richtig zu autorisirenden Uebersichten von der neuesten Be-

1831 völkerung von drei zu drei Jahren gegenseitig mitgetheilt, und wird mit dieser Mittheilung zuerst unmittelbar nach Ratifikation des gegenwärtigen Vertrags der Anfang gemacht werden.

ART. XXII. Die aus den östlichen in die westlichen Königlich-Preussischen Provinzen, oder in die mit letztern zum gemeinsamen Zollverbände vereinigten Bundesstaaten übergehenden Kolonial- und andern überseeischen Waaren (wohin zur Vermeidung geringfügiger Annotationen hier nur Arrak und Rum, Gewürz, Kaffee, Reis, Syrup, Zucker, Thee, Amerikanische Tabacksblätter und fabrizirter Taback mit ausländischen Etiquetts, ingleichen Weine gerechnet werden sollen), welche daselbst zur Verzehrung gelangen, aber keine Eingangs-Abgaben entrichten, weil sie in den östlichen Preussischen Provinzen versteuert worden sind, sollen angeschrieben werden, und die davon dort schon entrichteten Eingangs-Abgaben nach dem im Artikel XXI. festgesetzten Maassstabe zur gemeinschaftlichen Vertheilung kommen.

Dagegen sollen auch die Eingangs-Abgaben von dergleichen Gegenständen, welche in dem gemeinschaftlichen westlichen Zollverbände versteuert worden sind, und in die östlichen Preussischen Provinzen übergehen, um daselbst zur Verzehrung zu gelangen, als ausschliesslich für die Königlich-Preussische Staats-Regierung erhoben, berechnet und von der Vertheilung ausgenommen werden.

ART. XXIII. Die an den Erhebungsstätten eingehenden Abgaben fliessen bis zur Abrechnung und Abtheilung in die Kasse derjenigen Landesherrschaft, in deren Gebiet die Erhebungsstätte belegen ist. Aus diesen Gefällen werden vorweg sämtliche Verwaltungskosten bestritten, jedoch mit Ausnahme des Baues, der Unterhaltung, Herstellung und Miethung der zum gemeinschaftlichen Dienste nöthigen Gebäude und Wohnräume, ingleichen der erforderlichen Waagegeräthe und sonstigen Utensilien, und der Armatur der Gränzaufseher, deren Kosten von jeder Regierung für eigene Rechnung getragen werden.

Das hiernach sich herausstellende Netto-Guthaben des einen oder des andern Theils, soll gleich nach vollzogener Abrechnung durch Baarzahlung berichtigt werden.

Ist zu übersehen, daß der eine oder der andere **1831** Theil bedeutende Nachzahlungen zu empfangen habe, so wird man sich über angemessene, vor der Hauptabrechnung zu gewährende Abschlagszahlungen vereinigen.

**ART. XXIV.** Die Etats über die Zollverwaltungs-Ausgaben im Kurfürstenthum Hessen werden wie in Preußen und im Großherzogthum Hessen regulirt, und der Königlich-Preussischen und Großherzoglich-Hessischen Regierung mitgetheilt werden. Sie umfassen alle Ausgaben, welche durch die Zollverwaltung sowohl an Lokalverwaltungs- und Erhebungskosten, als durch die Aufsicht an den Grenzen und im Innern, durch die Zolldirektionen, so wie durch das Zollrechnungswesen entstehen. Für diejenigen Kosten jedoch, welche in Beziehung auf die Zollverwaltung bei den Ministerien statt finden, wird von keinem Theile eine Aufrechnung gemacht werden.

**ART. XXV.** Von der tarifmäßigen Abgabentrachtung bleiben die für die Hofhaltungen der hohen Souveraine und Ihrer Regenten Häuser, so wie für die bei ihren Höfen akkreditirten Gesandten eingehenden Gegenstände nicht ausgenommen, und wenn dafür Rückvergütungen statt haben, so werden solche der Gemeinschaft nicht in Rechnung gebracht.

Eben so wenig anrechnungsfähig sind Entschädigungen, welche wegen Einziehung von Zollrechten oder wegen aufgehobener Befreiungen an Kommunen oder einzelne Berechtigte gezahlt werden müssen.

Dagegen bleibt es jedem Staate unbenommen, einzelne Gegenstände auf Freipässe ohne Abgaben-Entrichtung in seinem Gebiete, ein-, aus-, oder durchführen zu lassen.

Dergleichen Gegenstände werden jedoch in Freiregistern, mit denen es, wie mit den übrigen Zollregistern zu halten ist, notirt, und die Abgaben, welche davon zu erheben gewesen wären, kommen bei der hiernächstigen Ausgleichung demjenigen Theile, von welchem die Freipässe ausgegangen sind, in Abrechnung.

1831 ART. XXVI. Die Zollstrafen und Konfiskate verbleiben, vorbehaltlich der Anthelle der Denunzianten, jedem der kontrahirenden Theile in seinem Gebiete, und bilden kein Objekt der gemeinschaftlichen Theilung.

Das Begnadigungs- und Strafverwandlungsrecht wird ebenfalls von jedem der kontrahirenden Theile in seinem Gebiete ausgeübt.

Auf Verlangen werden periodische Uebersichten der erfolgten Straferlasse gegenseitig mitgetheilt werden.

ART. XXVII. Die auf den Zolleinkünften etwa dermalen schon lastenden, oder im Laufe der Verwaltung entstehenden Pensionen, werden von jedem der kontrahirenden Theile, welchem die pensionirten Beamten angehören, besonders getragen, und bilden keinen Bestandtheil der von den theilbaren Zolleinkünften in Abzug zu bringenden Verwaltungs-Ausgaben.

Derjenige Theil, welcher einen Beamten angestellt hat, ist auch berechtigt, ihn zu entlassen; es wird in Beziehung auf die diesfälligen Befugnisse der Regierungen an demjenigen, was in den kontrahirenden Staaten dermalen gesetzlich besteht, nichts geändert; jedoch sollen die Anträge der Zolldirektionen, wenn diese aus Gründen der Verwaltung die Entfernung eines Beamten vorschlagen, gegenseitig beobachtet werden.

ART. XXVIII. Die offiziellen Uebersichten über das Einkommen der zur Vertheilung geeigneten Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben, so wie der aus denselben bestrittenen gemeinschaftlichen Verwaltungs-Ausgaben, sollen jährlich gegenseitig mitgetheilt werden.

ART. XXIX. Zur Vollziehung der gemeinschaftlichen Zollgesetze und zur Leitung der Dienstführung der Lokal-Zollbeamten im Kurfürstenthume Hessen soll eine, der dortigen höchsten Finanzbehörde untergeordnete Zolldirektion gebildet und in Beziehung auf ihren Wirkungskreis und die Geschäftsbehandlung gleichförmig mit den Königlich-Preussischen

Provinzial - Steuerdirektionen und der Großherzog-1831  
lich - Hessischen Zolldirektion eingerichtet werden.

Die Königlich - Preussischen und Großherzoglich - Hessischen Regierungen sind befugt, jede einen Rath bei dieser Zolldirektion zu ernennen. Diese Beamten sollen von allen bei der Zoll-Direktion vorkommenden Verwaltungs-Geschäften, welche sich auf die durch den gegenwärtigen Vertrag eingegangene Gemeinschaft beziehen, vollständige Kenntniß erhalten, und an selbigen Antheil zu nehmen berechtigt sein. Treten Fälle ein, bei welchen in der Zoll-Direktion abweichende Meinungen entstehen, oder für welche keine gesetzlichen Bestimmungen vorhanden sind, so hat die Zoll-Direktion, wenn die Korrespondenz mit der theilhaftigen Königlich - Preussischen oder Großherzoglich - Hessischen Zoll-Direktion eine Einigung nicht herbeiführen sollte, an die ihr vorgesetzte Finanzbehörde zu berichten, welche alsdann zwar eine provisorische Verfügung erlassen; jedoch vor einer definitiven Entscheidung sich mittelst Kommunikation zwischen ihren Bevollmächtigten und den Königlich - Preussischen und Großherzoglich - Hessischen Bevollmächtigten, bei deren jährlicher Zusammenkunft in Berlin, wovon im Artikel XXXVI. die Rede ist, mit den Zentralverwaltungen der anderen theilhaftigen Staaten in Einverständnis setzen wird. — Dasselbe Verfahren findet statt bei allen Zweifeln und Beschwerden, welche über die Auslegung oder Anwendung des Tarifs im Laufe der Verwaltung hervortreten möchten, so fern die theilhaftige Zoll - Direktion im Einverständnis mit den Kommissarien der kontrahirenden Staaten hierüber eine definitive Entscheidung zu treffen Bedenken findet.

ART. XXX. Die Kurfürstlich - Hessische Regierung ist dagegen befugt, auch ihrerseits bei der Provinzial - Steuer - Direktion zu Münster, deren Verwaltungs - Bezirk, das Kurfürstenthum Hessen vorzugsweise berührt, imgleichen zu Darmstadt, einen Rath zu gleichem Zwecke zu ernennen.

Das Dienst - Einkommen dieser gegenseitigen Kommissarien soll zu den Ministerial-Kosten gerechnet werden, und demgemäß nicht zur Aufrechnung geeignet sein.

1831 ART. XXXI. Um ferner bei dem Verfahren der Kurfürstlich - Hessischen Zoll - Direktion die Gleichförmigkeit in den allgemeinen Grundsätzen möglichst zu sichern, soll, ohne jedoch die eine von der andern abhängig zu machen, zwischen den Königlich - Preussischen und Großherzoglich - Hessischen Rätthen zu Cassel und den Provinzial - Steuer - Direktionen zu Münster und Darmstadt, ingleichen zwischen den Kurfürstlich - Hessischen Rätthen zu Münster und Darmstadt und dem Zoll - Direktor zu Cassel, über alle wichtigern Geschäftsgegenstände eine Korrespondenz statt finden, und in allen zweifelhaften Fällen, welche die Anwendung des Tarifs und die Verwaltungsformen betreffen, in gegenseitigem Einverständnisse vorgeschritten werden.

Läßt sich ein solches Einverständniß nicht erzielen, so haben die betreffenden Zoll - Direktionen an ihre vorgesetzte Behörde zu berichten, und es findet alsdann das im Art. XXIX. vorgezeichnete Verfahren statt.

ART. XXXII. Die Königlich - Preussische und die Großherzoglich - Hessische Regierungen sind berechtigt, den zu organisirenden Kurfürstlich - Hessischen Haupt - Zollämtern Kontrolleurs beizuordnen, welche von allen Geschäften derselben und den der Neben - Aemter, sowohl wegen des Abfertigungs - Verfahrens, als auch wegen der Gränzbewachung, durch Mitkontrolirung Kenntniß nehmen, und auf Erhaltung eines übereinstimmenden Verfahrens, und Abstellung etwaiger Mängel einzuwirken haben, allenfalls auch nach einer näher zu verabredenden Dienstordnung einen gewissen Antheil an den laufenden Geschäften übernehmen können.

Eine gleiche Befugniß wird der Kurfürstlich - Hessischen Regierung bei den Königlich - Preussischen und Großherzoglich - Hessischen Haupt - Zollämtern eingeräumt, wo dieselbe die Anstellung Kurfürstlich - Hessischer Kontrolleurs nothwendig findet. Die Anzahl der von der Kurfürstlich - Hessischen Regierung an Königlich - Preussische und Großherzoglich - Hessische Haupt - Zollämter anzustellenden Kontrolleurs soll jedoch die Zahl derer nicht überschreiten, welche Königlich - Preussischer und Großherzoglich - Hessi-

scher Seits im Kurfürstenthume Hessen angestellt 1831 werden. Auch die Besoldungen und sonstigen Dienst-Einnahmen dieser Kontroleurs bleiben bei der gegenseitigen Aufrechnung ausgenommen.

ART. XXXIII. Zum Zwecke der Kontrolle der Verwaltung räumen die kontrahirenden Staats-Regierungen sich gegenseitig ferner auch die Befugniss ein, den Gränz- und Revisionsdienst auf der vereinigten Zoll-Linie visitiren zu lassen, und die unverzügliche Abstellung der Mängel, welche sich etwa bei diesen Visitationen ergeben könnten, zu begehren und zu veranlassen.

ART. XXXIV. Jeder der kontrahirenden Theile kann die Zollbeamten und Gränzaufseher zugleich auch zur Erhebung, Kontrollirung und Beaufsichtigung der übrigen in seinem Gebiete bestehenden indirekten Auflagen verwenden.

ART. XXXV. Die kontrahirenden Regierungen verbinden sich, für die Dienstreue der bei der Zollverwaltung von ihnen angestellten Beamten, und für die Sicherheit der Kassenlokale und Geldtransporte in der Art zu haften, daß Ausfälle, welche an den Zoll-Einnahmen durch Dienst-Untreue eines Beamten erfolgen, oder aus der Entwendung bereits eingezahlter Gelder entstehen, von derjenigen Regierung, welche den Beamten angestellt hat, oder welche die entwendeten Bestände erhoben hat, allein zu vertreten sind, und bei der Revenüen-Theilung nicht in Absatz kommen können.

ART. XXXVI. Von jedem der kontrahirenden Theile werden Bevollmächtigte ernannt, welche jährlich einmal in den ersten Tagen des Juni in Berlin zusammenkommen, um die Theilung der gemeinschaftlichen Einkünfte zu bewirken, die erforderlichen Abrechnungen zu vollziehen und die Erledigung der Anstände herbeizuführen, welche sich im Laufe der Verwaltung etwa ergeben haben könnten. Zwischen diesen Bevollmächtigten finden auch die Mittheilungen statt, welche nach Artikel XXIX., oder sonst im Laufe des Jahres unter den betheiligten höheren Behörden nothwendig werden könnten.

1831 ART. XXXVII. Alles dasjenige, was in Beziehung auf Freiheit des Verkehrs im Verhältnisse Preussens und des Großherzogthums Hessen zu solchen Deutschen Staaten, mit welchen die Königlich - Preussische und Großherzoglich - Hessische Regierungen in Zollvereinigungs - und Handels-Verträgen stehen, namentlich im Verhältnisse zu Baiern und Würtemberg durch den Handelsvertrag vom 27sten Mai 1829 verabredet worden ist, wird auch auf das Verhältniß von Kurhessen zu den erwähnten Staaten und umgekehrt, mit den Maafsgaben welche der gegenwärtige Vertrag enthält, Anwendung finden.

ART. XXXVIII. Die Kurfürstlich - Hessische Staats - Regierung verpflichtet sich zu allen Maafsregeln, welche erforderlich sind, damit die zur Zeit der Vollziehung des gegenwärtigen Vertrages im Kurfürstenthume Hessen unverteuert sich vorfindenden, oder gegen geringere Steuersätze eingeführten Waarenvorräthe nicht anders, als nach Erlegung der tarifmäßigen Abgaben in den Verkehr kommen. Die nähere Bestimmung der diesfälligen Maafsregeln bleibt einer weiteren Verabredung der kontrahirenden Theile vorbehalten.

ART. XXXIX. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird vorläufig bis zum 1sten Januar 1842 festgesetzt. Wird der Vertrag während dieser Zeit und spätestens zwei Jahre vor Ablauf derselben nicht gekündigt: so soll derselbe auf zwölf Jahre, und sofort von zwölf zu zwölf Jahren, als verlängert angesehen werden.

Gegenwärtiger Vertrag soll alsbald zur Ratifikation der hohen kontrahirenden Theile vorgelegt, und die Auswechselung der Ratifikations - Urkunden spätestens in sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin den 25sten August 1831.

ALBRECHT FRIEDRICH EICHHORN.	FRANZ HUGO RIESS.
LUDWIG BOGISLAUS SAMUEL	FRIEDRICH MEISTER-
KÜHNE.	LIN.
WILHELM VON KOPF.	



Der vorstehende Vertrag ist von Seiner Majestät 1831 dem Könige unter dem 3ten November und von Seiner Hoheit dem Kurprinzen und Mitregenten unter dem 5ten desselben Monats ratifizirt und die Ratifikations - Urkunden sind am 16ten desselben Monats in Berlin ausgewechselt worden.

## 62.

**1831** *Traité d'amitié et de commerce entre la Saxe royale et les Etats-Unis du Mexique conclu à Londres le 4 Octobre 1831 et ratifié par le Roi de Saxe le 30 Juin 1832.*

(*Sammlung der Gesetze und Verordnungen für das Königreich Sachsen. 1832. Nr. 42. p. 455.*)

*Au nom de la très-sainte Trinité.*

**S**a Majesté le Roi de Saxe, et Son Altesse Royale le Prince Co-Régent, d'une part, et le Vice-Président des Etats-Unis Mexicains, de l'autre part, également animés du désir de procurer toutes les facilités et tous les encouragemens possibles au commerce des pays respectifs et de leurs sujets et citoyens, et persuadés que rien ne sauroit contribuer davantage à l'accomplissement de cet objet désirable que l'établissement et l'ordre de leurs relations sur la base de justice et de réciprocité, sont convenus de conclure un Traité d'amitié et de commerce, et à cet effet ont nommé leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Saxe et Son Altesse Royale le Prince Co-Régent, le Sieur Jacques Colquhoun, leur Consul Général près l'illustre Gouvernement de Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, et le Vice-Président des Etats-Unis Mexicains Son Excellence Monsieur Manuel Edouard de Gorostiza, Son Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique; lesquels après s'être communiqués réciproquement leurs Pleins-pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivans :

**ART. I.** Il y aura entre le Royaume de Saxe et les Etats-Unis Mexicains, amitié, bonne intelligence, et liberté réciproque de commerce. Les habitans des Etats respectifs pourront réciproquement entrer dans les ports, places, et rivières des territoires de chacun

## 62.

*Traité d'amitié et de commerce entre* 1831  
*la Saxe royale et les Etats-Unis du*  
*Mexique conclu à Londres le 4 Octo-*  
*bre 1831 et ratifié par le Roi de Saxe*  
*le 30 Juin 1832.*

(*Sammlung der Gesetze und Verordnungen für*  
*das Königreich Sachsen. 1832. Nr. 42. p. 455.)*

*En el nombre de la Santísima Trinidad.*

**S.** M. el Rey de Saxonia y S. A. R. el Principe Co-Regente por una parte, y el Vice-Presidente de los Estados Unidos Mexicanos por otra, igualmente animados del deseo de proporcionar todos los estímulos y facilidades posibles al comercio de sus respectivos países á sus subditos y conciudadanos, y persuadidos de que nada podría contribuir mas al cumplimiento de este apetecible fin, que el establecimiento y el orden de sus relaciones, fundadas sobre la justicia y la reciprocidad, se han convenido en concluir un Tratado de amistad y comercio, y á este efecto han nombrado por Plenipotenciarios, á saber:

S. M. el Rey de Saxonia y S. A. R. el Principe Co-Regente al Sr. Jacobo Colquhoun, su Consul General cerca del ilustre Gobierno de S. M. el Rey del Reino Unido de la Gran Bretaña y de la Irlanda, - y el Vice Presidente de los E. U. Mexicanos á Su Excelencia el Sr. Dn. Manuel Eduardo de Gorostiza, Su Ministro Plenipotenciario cerca de S. M. Britanica; los cuales despues de haberse reciprocamente comunicado sus respectivos plenos poderes, y haber los hallado en buena y debida forma han fijado y decidido los artículos siguientes.

**ART. I.** Habrá entre el Reyno de Saxonia y los E. U. Mexicanos amistad, buena armonia, y libertad reciproca de Comercio. Los habitantes de los dos respectivos Estados podrán entrar mutuamente en los puertos, plazas, y rios situados en los territorios de

1831 d'Eux, partout où le commerce étranger est permis; ils seront libres de s'y arrêter et de résider dans quelque partie que se soit des dits Territoires, pour y vaquer à leurs affaires, et ils jouiront à cet effet de la même sécurité et protection que les habitants du pays dans lequel ils résideront, à charge de se soumettre aux lois et ordonnances y établies.

ART. II. Il ne sera imposé sur l'importation dans les Etats-Unis Mexicains, et réciproquement sur celle dans le Royaume de Saxe, des articles provenant du sol ou de l'industrie de l'autre pays, de plus forts droits que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes articles provenant du sol ou de l'industrie de tout autre pays étranger. De même il ne sera imposé sur l'importation ou sur l'exportation des articles provenant du sol ou de l'industrie des Etats-Unis Mexicains, ou du Royaume de Saxe, à l'entrée ou à la sortie des Ports des Etats-Unis Mexicains, ou des frontières et places du Royaume de Saxe, aucune prohibition qui ne soit pas également applicable à toute autre nation.

ART. III. Les deux parties s'accordent réciproquement la faculté d'avoir dans Leurs places de commerce respectives des Consuls, ou Vice-Consuls, Agens, et Commissaires de leur choix, qui jouiront des mêmes privilèges et pouvoirs dont jouissent ceux des nations les plus favorisées; mais dans le cas où les dits Consuls font le commerce, ils seront soumis aux mêmes lois et usages, auxquels sont soumis les particuliers de leur nation à l'endroit où ils résident. Il sera permis aux Consuls respectifs de faire des remontrances toutes les fois qu'il leur sera prouvé qu'un article a été porté sur le tarif au-dessus de sa valeur. Ces remontrances seront prises en considération dans le plus court délai possible, et sans qu'il en résulte aucun retardement pour l'expédition des marchandises.

ART. IV. Les Citoyens ou sujets de chacune des parties contractantes jouiront pour leurs propriétés dans les états de l'autre, d'une constante et complète protection. Ils y auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, ils pourront se servir des avocats, procureurs, et autres agens, d'après leur choix et jouiront en un mot des droits et privilèges

cada una de ellas, adonde quiera que fuere permitido el comercio con el extranjero; serán dueños de detenerse y residir en cualquiera parte de los dichos territorios para atender á sus negocios, y gozarán á este efecto de la misma seguridad y proteccion que los habitantes del pais en que residan, bajo la condicion de someterse á las leyes y reglamentos establecidos en el.

ART. II. No se impondrán en los E. U. Mexicanos, ni en el Reino de Saxonia reciprocamente sobre los géneros que provengan del suelo ó la industria del otro pais derechos de importacion mas crecidos que los que se han impuestos ó se impondrán sobre los mismos géneros que provengan del suelo ó la industria de cualquier otro pais extranjero. Así mismo no se impondrá sobre la importacion ó la exportacion de los géneros que provengan del suelo ó la industria de los E. U. Mexicanos ó el Reino de Saxonia á la entrada ó la salida de los Puertos de los E. U. Mexicanos, ó las fronteras y plazas del Reino de Saxonia, ninguna prohibicion que no sea igualmente aplicable á cualquier otra nacion.

ART. III. Las dos partes se conceden reciprocamente la facultad de tener en sus plazas de Comercio respectivos Consules ó Vice-Consules, Agentes, ó Comisarios de su elección, que gozarán de los mismos privilegios y poderes de que gozan los de las naciones mas favorecidas; pero el en caso de que dichos Consules hagan comercio, se sugetarán á las mismas leyes y usos á que se sugetan los individuos de sus naciones en el lugar en que residan. Será permitido á los Consules respectivos hacer reclamaciones siempre que les sea probado que algun género se gradua por arancel en mas de su valor. Estas reclamaciones serán atendidas con la mayor brevedad posible, y sin que resulte ningun atraso en la remesa de las mercaderias.

ART. IV. Los Ciudadanos ó subditos de cada una de las partes contratantes gozarán con respecto á sus propiedades en los estados de la otra, una constante y completa proteccion. Tendrán libre y facil acceso en los tribunales de justicia para la reclamación y defensa de sus derechos; podrán valerse de abogados, procuradores, y demás agentes á su eleccion, y en una

**1831** accordés à cet effet aux nationaux. Il leur sera également permis de disposer librement de leurs biens personnels, soit par testament, donation ou autrement, et leurs héritiers, étant sujets ou citoyens de l'autre partie contractante, succéderont à leurs biens, soit en vertu d'un testament, ou ab intestato; et ils pourront en prendre possession, soit en personne, soit par d'autres agissant en leur nom, et en disposeront à leur volonté, en ne payant d'autres droits que ceux auxquels les habitans du pays où se trouvent les dits biens sont assujettis en pareille occasion. En cas d'absence des héritiers, on prendra provisoirement des dits biens les mêmes soins qu'on auroit pris en pareille occasion des biens des natifs du pays, jusqu'à ce que le propriétaire légitime ait fait des arrangements pour recueillir l'héritage. S'il s'élève des contestations entre différens prétendans à la succession, elles seront décidées en dernier ressort selon les lois et par les juges du pays où la succession est vacante. Et si par la mort de quelque personne, possédant des biens-fonds sur le territoire de l'une des parties contractantes, ces biens-fonds venoient à passer, selon les lois du pays, à un citoyen ou sujet de l'autre partie, celui-ci, si, par sa qualité d'étranger, il est inhabile à les posséder, obtiendra un délai convenable pour les vendre et pour en retirer le produit sans obstacle, et exempt de tout droit de retenue de la part du Gouvernement des Etats respectifs. En outre il est convenu que dans aucun des Etats des deux parties contractantes il ne sera levé, dans le cas où des propriétés appartenant aux sujets d'une partie doivent être transportées hors du Territoire de l'autre, un droit plus considérable que celui qui doit être payé par un natif du pays.

**ART. V.** Les citoyens et sujets d'une des parties contractantes seront, durant leur séjour sur le territoire de l'autre, soumis aux lois et réglemens y établis. Cependant ils seront exempts de tout service militaire forcé sur terre et sur mer, et leurs propriétés ne pourront être soumises à d'autres emprunts forcés, charges, réquisitions et impôts que ceux payés par les habitans du pays. Dans le cas de guerre les citoyens et sujets d'une partie contractante, qui sont établis sur le territoire de l'autre, auront

palabra gozarán de los derechos y privilegios concedidos **1831** en este punto á los naturales del pais. Tendrán igualmente permiso para disponer de sus bienes personales; bien sea por testamento ó donacion ó de otra manera; y si sus herederos son subditos ó ciudadanos de la otra parte contratante, succederán en los bienes del defunto en virtud de testamento ó ab intestato; y podrán tomar posesion de ellos personalmente, ó por procuradores ó comisionados; y dispondrán de ellos á su arbitrio, sin pagar otros derechos que a aquellos que pagan en ocasiones semejantes los naturales del pais en que se hallen dichos bienes. En caso de estar ausente el heredero se atenderá al ciudadano de dichos bienes, como se ciudaria de los que pertenecen á los nacidos en el pais, hasta que el legitimo dueño tome sus medidas para recoger la herencia. Si se suscitasen contestaciones entre varios que reclamen el todo ó parte de la sucesion, se deciderán definitivamente segun las leyes y por los jueces del pais en que está vacante la sucesion; y si por muerte de alguna persona que posea bienes raices en el territorio de una de las Partes contratantes, pasasen estos por las leyes del pais á un ciudadano ó subdito de la otra parte, este, si por su calidad de Estrangero fuere inhabil para poseerlos, conseguirá un plazo suficiente para venderlos y recoger su Producto sin obstaculo, y que dando exento de todo derecho de retencion por parte del Gobierno de los Estados respectivos. Además se ha convenido en que en ninguno de los Estados de las dos Partes contratantes, en el caso de que los bienes pertenecientes á los Subditos ó Ciudadanos de una de las Partes deban ser trasladados fuera del Territorio de la otra, se cobrará un derecho mas crecido, que el que debiera pagar un nacido en el pais.

**ART. V.** Los ciudadanos y subditos de una de las Partes contratantes durante su residencia en el territorio de la otra, se sugetarán á las leyes y reglamentos establecidos en el. Sin embargo estarán exentos en todo servicio Militar forzado, por mar y tierra, y sus bienes no serán gravados con mas impuestos, cargas, ó contribuciones, ni servirán para otros empreritos forzados que los de los habitantes del pais. En caso de guerra los Ciudadanos ó subditos de la una Parte contratante establecidos en el territorio de la otra,

1831 le privilège d'y rester et de continuer leur commerce et occupations sans obstacle, tant qu'ils se conduisent pacifiquement. De même ni les dettes entre particuliers, ni les fonds publics, ni les actions des compagnies ne pourront jamais être confisqués dans un pareil cas. Les sujets et citoyens d'un des deux pays ne seront point troublés sur le territoire de l'autre pour cause de religion, pourvu qu'ils respectent celle du pays où ils résident, ainsi que les lois, les usages, et les mœurs de celui-ci. Il leur sera également permis d'enterrer librement les morts, et ils jouiront à cet effet d'une protection particulière.

ART. VI. Si l'une des parties contractantes accorde par la suite à d'autres nations quelque faveur particulière en fait de commerce ou de navigation, cette faveur deviendra aussitôt commune à l'autre partie, qui en jouira aux mêmes conditions.

ART. VII. Les deux parties contractantes se réservent la faculté de convenir des stipulations, qui, dans la suite, seroient reconnues utiles dans l'intérêt réciproque; lesquelles stipulations, après avoir été ratifiées de part et d'autre, seront censées faire partie intégrante de la présente transaction.

ART. VIII. Le présent Traité d'amitié et de commerce sera en vigueur pendant douze années à compter du jour de l'échange des ratifications, et à moins d'avoir été dénoncé douze mois avant l'expiration de ce terme il restera obligatoire pour un an, et ainsi de suite jusqu' à l'expiration des douze mois suivant une telle déclaration.

ART. IX. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres dans l'espace de douze mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires nommés ci-dessus, l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs sceaux.

Fait à Londres le quatre d'Octobre, l'an de grâce mil-huit-cent-trente et un.

J. COLQUHOUN.

### *Article séparé.*

Les deux Parties contractantes réservent à Son Altesse Royale le Grand Duc de Saxe-Weimar, et



tendran el privilegio de permancer en Ella, y de 1831 -  
dicarse à su comercio ó ocupacion, sin ningun obstaculo mientras que vivan pacificamente. Asi mismo ni las deudas entre particulares, ni los fondos publicos, ni las acciones de las compañías podran jamas ser confiscadas en semejante caso. Los subditos y ciudadanos de uno de los dos paises no serán molestados en el Territorio del otro por causa de Religion, con tal que respeten la del Pais en que residen, asi como las leyes, usos, y costumbres de Este. Se les permitirá igualmente dár sepultura á sus muertos, y gozarán á este fin de una especial proteccion.

ART. VI. Si una de las partes contratantes concediere en lo succesivo á otras naciones algun favor particular en materia de comercio ó navegacion, este favor se hará inmediatamente comun á la otra Parte, que disfrutará de el bajo las mismas condiciones.

ART. VII. Las dos Partes contratantes se reservan la facultad de convenir acerca de las estipulaciones que en lo succesivo se reconocieren utiles al interés reciproco; las cuales estipulaciones despues de ratificadas por una y otra se reputarán hacer parte de la presente transaccion.

ART. VIII. El presente Tratado de amistad y de comercio permanecerá en vigor durante doce años que se contarán desde el dia en que se verifique el cambio de las ratificaciones, y á menos que se haya notificado lo contrario doce meses antes de expirar este plazo continuará siendo obligatorio durante un año mas, y asi en lo succesivo hasta cumplirse los doce meses despues de una notificación semejante.

ART. IX. El presente Tratado será ratificado, y las ratificaciones cambiadas en Londres en el termino de doce meses, ó antes si es posible.

En fé de lo cual los Plenipotenciarios arriba nombrados le firmaron y pusieron en el los sellos respectivos de que usan.

Hecho en Londres el cuatro de Octubre del año de gracia de mil-ocho-cientos y treinta y uno.

MAN. E. DE GOROSTIZA.

### *Articulo separado.*

Las dos Partes contratantes reservan á S. A. R. el Gran Duque de Saxonia-Weimar, y á SS. AA. SS.

**1831** à Leurs Altesses Sérénissimes les Ducs de Saxe-Altenbourg, Cobourg-Gotha, et Meiningen ainsi qu'à Leurs Altesses Sérénissimes les Princes de Schwarzbourg et de Reuss, la faculté d'accéder à la convention signée entre Elles aujourd'hui. Cette accession, qui de la part de Leurs dites Altesses, devra être déclarée dans le terme d'un an à dater de l'échange des ratifications du présent article, leur rendra communs les droits et obligations résultant pour les parties contractantes des stipulations arrêtées entre Elles.

Cet article séparé aura la même force et vertu que le traité signé aujourd'hui et sera ratifié dans le même espace que le Traité principal.

En foi de quoi les Plénipotentiaires nommés ci-dessus, l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs sceaux.

Fait à Londres le quatre d'Octobre l'an de grâce mil-huit-cent-trente et un.

J. COLQUHOUN.

Nous, après avoir vu et examiné le dit Traité et article séparé ci-dessus, les avons approuvés, ratifiés, acceptés et confirmés en tous points et par les présentes les approuvons, ratifions, acceptons et confirmons tant pour Nous que pour Nos successeurs, promettant de remplir, d'observer et de faire observer fidèlement tout ce qui y est contenu, sans permettre qu'il y soit contrevenu de quelque manière que ce soit.

En foi de quoi Nous avons donné les présentes signées de Nos mains, contresignées et munies du sceau de Nos armes royales.

Fait à Dresde le trente Juin, Mil huit Cent Trente deux.

ANTOINE.

FRÉDÉRIC AUGUSTE.

BERNARD DE LINDENAU.

JEAN DE MINCKWITZ.

los Duques de Saxonia-Altenbourg, Coburg-Gotha, y 1831. Meiningen, así como á SS. AA. SS. los Principes de Schwarzburgo y de Reuss, la facultad de acceder á la convencion firmada hoy entre aquellas. Esta accesion que por parte de sus Altezas deberá ser declarada en el termino de un año á contar del dia en que se cambien las ratificaciones del presente artículo, las hará participes de todos los derechos y obligaciones que resulten para las partes contratantes de las estipulaciones del Tratado. Este artículo separado tendrá la misma fuerza y valor que el Tratado firmado este dia, y será ratificado en el mismo espacio de tiempo que dicho Tratado.

En fé de lo cual los Plenipotenciarios arriba nombrados le firmaron y pusieron en el los sellos respectivos de que usan.

Hecho en Londres el cuatro de Octubre del año de Gracia de mil-ocho-cientos y treinta y uno.

MAN. E. DE GOROSTIZA.

## 62.

*Traité d'amitié et de commerce entre la Saxe royale et les Etats-Unis du Mexique conclu à Londres le 4 Octobre 1831, et ratifié par le Roi de Saxe le 30 Juin 1832.*

(Sammlung der Gesetze und Verordnungen für das Königreich Sachsen. 1832. Nr. 42. p. 463).

*Im Namen der hochheiligen Dreifaltigkeit!*

Seine Majestät der König von Sachsen, und Seine Königliche Hoheit der Prinz Mitregent, eines Theils, und der Vice-Präsident der Vereinigten Mexikanischen Staaten, andern Theils, von gleichem Wunsche beseelt, dem Handel der beiderseitigen Länder und Ihrer Unterthanen und Bürger alle mögliche Erleich-

1831 terung und Aufmunterung zu verschaffen, sowie überzeugt, daß zur Erreichung dieses wünschenswerthen Zweckes nichts mehr beizutragen vermöge, als eine auf Gerechtigkeit und Gegenseitigkeit gestützte feste Anordnung ihres Verkehrs, sind übereingekommen, einen Freundschafts- u. Handels-Traktat abzuschließen, und haben zu diesem Ende zu Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Sachsen und Seine Königliche Hoheit der Prinz Mitregent Allerhöchst-Ihren, bei der hohen Regierung des vereinigten Königreichs Großbritannien und Irland beglaubigten General-Konsul, Herrn Jacob Colquhoun, und

der Vice-Präsident der Vereinigten Mexikanischen Staaten Se. Exzellenz Herrn Manuel Eduard de Gorostiza, Ihren bevollmächtigten Minister bei Sr. Majestät dem Könige von Großbritannien, welche, nach vorgängiger gegenseitiger Mittheilung ihrer, in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten, die nachstehenden Artikel festgesetzt und beschlossen haben:

ART. I. Zwischen dem Königreiche Sachsen und den Vereinigten Mexikanischen Staaten soll Freundschaft, gutes Einverständniß und gegenseitige Handelsfreiheit statt finden. Den Bewohnern der beiderseitigen Staaten soll der Eingang in die Häfen, Plätze und Ströme der Gebiete beider Theile gegenseitig überall, wo der fremde Handel erlaubt ist, offen stehen; es soll ihnen frei stehen, sich daselbst aufzuhalten und in jedweden Theile der gedachten Gebiete zu wohnen, um daselbst ihren Geschäften obzuliegen: und sie sollen zu diesem Zwecke dieselbe Sicherheit und denselben Schutz, wie die Einwohner des Landes genießen, in welchem sie Aufenthalt nehmen, unter der Verpflichtung, daß sie sich den daselbst bestehenden Gesetzen und Verordnungen unterwerfen.

ART. II. Auf die, in die Vereinigten Mexikanischen Staaten, sowie gegenseitig auf die, in das Königreich Sachsen einzuführenden Erzeugnisse vom Boden oder dem Kunstfleisse des andern Landes sollen keine höhern Abgaben gelegt werden, als diejenigen, mit welchen dieselben Erzeugnisse des Bodens oder des Kunstfleisses irgend eines andern fremden Landes belegt sind oder belegt werden möchten. Eben so

soll die Einfuhr oder Ausfuhr der Erzeugnisse des 1831 Bodens oder des Kunstfleisses der Vereinigten Mexikanischen Staaten, oder des Königreichs Sachsen, hinsichtlich des Ein- oder Ausgangs aus den Häfen der Vereinigten Mexikanischen Staaten oder den Gränzen und Handelsplätzen des Königreichs Sachsen, mit keinem Verbote belegt werden, welches nicht gleichermaßen auf alle andern Nationen ausgedehnt wäre.

ART. III. Beide Theile gestehen sich gegenseitig die Befugniss zu, in den Handelsplätzen des andern Theils selbstgewählte Konsuln, oder Vice-Konsuln, Agenten und Kommissarien anzustellen, welche dieselben Privilegien und Berechtigungen, wie diejenigen der begünstigten Nationen, geniessen, jedoch, im Fall sie Handel treiben, denselben Gesetzen und Gebräuchen unterworfen sein sollen, denen die Privaten ihrer Nation an dem Orte, wo sie residiren, unterworfen sind. Den beiderseitigen Konsuln soll erlaubt sein, jedesmal, wo es nachweislich sein wird, daß ein Artikel in den Tarif über seinen Werth eingetragen worden ist, Vorstellungen zu machen. Diese Vorstellungen sollen in der möglich kürzesten Frist und ohne daß daraus irgend ein Verzug, hinsichtlich der Abfertigung der Waaren, hervorgehe, in Erwägung gezogen werden.

ART. IV. Die Bürger oder Unterthanen beider kontrahirenden Theile sollen in Hinsicht ihres Eigenthums in den Staaten des andern Theils einen fortwährenden und vollständigen Schutz geniessen. Sie sollen daselbst zur Verfolgung und Vertheidigung ihrer Rechte freien und leichten Zutritt zu den Gerichtshöfen haben, sich der Advokaten, Prokuratoren und anderer Agenten nach ihrer Wahl bedienen können und mit einem Worte sich der Rechte und Privilegien erfreuen, die in dieser Beziehung den Eingebornen bewilligt sind. Gleichermassen soll ihnen erlaubt sein, über ihr persönliches Vermögen durch Testament, Schenkung oder auf andere Weise frei zu verfügen, und wenn ihre Erben Unterthanen oder Bürger des andern kontrahirenden Theils sind, so sollen diese in ihr Vermögen, sei es in Folge eines Testaments oder ab intestato nachfolgen, persönlich oder durch Bevollmächtigte davon Besitz nehmen und nach Gefallen darüber disponiren dürfen, ohne andere Abga-

1831 ben, als diejenigen zählen zu müssen, denen die Einwohner des Landes, wo das fragliche Vermögen befindlich ist, im gleichen Falle unterworfen sind. In Abwesenheit der Erben wird man bis dahin, daß der gesetzliche Eigenthümer zu Erhebung der Erbschaft Veranstaltung getroffen haben wird, für ein solches Vermögen vorläufig dieselbe Sorge tragen, als man in gleichem Falle für das Vermögen der Eingebornen des Landes tragen würde. Sollten Streitigkeiten zwischen verschiedenen Erbschafts-Prätendenten entstehen, so sollen sie nach den Gesetzen und durch die Gerichte des Landes, wo die Erbschaft liegt, definitiv entschieden werden. Wenn endlich durch den Tod einer Person, welche in dem Gebiete eines der kontrahirenden Theile Grundstücke besitzt, diese Grundstücke nach den Landesgesetzen einem Bürger oder Unterthan des andern Theils zufallen sollten, und dieser wegen seiner Eigenschaft als Fremder nicht fähig sein sollte, sie zu besitzen, so soll ihm eine angemessene Frist bewilligt werden, um sie zu verkaufen, und den Ertrag ohne Hinderniß und frei von allem Abzug von Seiten der Regierung der resp. Staaten aus dem Lande zu ziehen. Außerdem ist man noch übereingekommen, daß in keinem Staate der beiden kontrahirenden Theile von dem, den Unterthanen des einen Theils gehörenden und aus dem Gebiete des andern Theils auszuführenden Eigenthume eine beträchtlichere Abgabe erhoben werden soll, als diejenige ist, welche von einem Landeseingebornen bezahlt werden muß.

Arr. V. Die Bürger und Unterthanen des einen der kontrahirenden Theile sollen, während ihres Aufenthalts in dem Gebiete des andern Theils, den daselbst bestehenden Gesetzen und Verordnungen unterworfen, jedoch von jedem gezwungenen Militairdienste, es sei zu Lande oder zur See, befreit sein, und ihr Eigenthum soll keinen andern gezwungenen Anleihen, Abgaben, Requisitionen und Auflagen, als denen, welche auch durch die Bewohner des Landes bezahlt werden, unterworfen werden können. Die Bürger und Unterthanen des einen kontrahirenden Theils, welche sich in dem Gebiete des andern Theils niedergelassen haben, werden, im Fall eines Kriegs, so lange sie sich friedlich betragen, das Privilegium

haben, daselbst zu bleiben und ihre Handels- oder 1831 sonstigen Geschäfte ohne Hinderniß fortzusetzen. Auch sollen in gleichem Falle weder die Schuldforderungen unter Privaten, noch die öffentlichen Fonds, noch die Aktien von Gesellschaften jemals konfisziert werden können. — Die Unterthanen und Bürger eines der beiden Länder sollen auf dem Gebiete des andern Landes, ihrer Religion wegen, nicht beunruhigt werden, so lange sie selbst die Religion des Landes, wo sie wohnen, sowie dessen Gesetze, Gebräuche und Sitten achten. Eben so soll ihnen erlaubt sein, ihre Todten frei zu begraben, und sie werden zu diesem Ende eines besondern Schutzes genießen.

ART. VI. Wenn von einem der kontrahirenden Theile in der Folge andern Nationen irgend eine besondere Begünstigung in Betreff des Handels oder der Schifffahrt zugestanden werden sollte, so soll diese Begünstigung sofort auch dem andern Theile, unter den nämlichen Bedingungen, zu Gute kommen.

ART. VII. Beide kontrahirende Theile behalten sich das Recht vor, sich über Bestimmungen, welche in der Folge als dem gegenseitigen Interesse nützlich erkannt werden sollten, zu vereinigen, und dieselben sollen, nachdem sie von beiden Theilen ratifizirt worden, als ein integrierender Theil der gegenwärtigen Uebereinkunft angesehen werden.

ART. VIII. Gegenwärtiger Freundschafts- und Handelsvertrag soll zwölf Jahre hindurch, vom Tage der Auswechselung der Ratifikationen an gerechnet, gültig sein, und er wird, wofern nicht zwölf Monate vor dem Ablaufe dieses Zeitraums das Gegentheil angekündigt worden ist, noch ein Jahr, und so fort-dauernd, bis zum Ablaufe der zwölf Monate nach einer solchen Erklärung verbindlich bleiben.

ART. IX. Der gegenwärtige Vertrag soll genehmigt, und die Ratifikationen desselben sollen binnen zwölf Monaten, oder wo möglich früher, in London ausgewechselt werden.

Zu dessen Urkunde haben die obengenannten Bevollmächtigten ihn unterzeichnet und ihre Siegel begedrückt.

So geschehen zu London, den vierten October im Jahre des Heils Ein Tausend Acht Hundert Ein und Dreißig.

J. COLQUHOUN.      MANUEL E. DE GOROSTIZA.

1831

*S e p a r a t - A r t i k e l.*

Seiner Königlichen Hoheit, dem Großherzoge von Sachsen-Weimar, und Ihr. DD. den Herzogen von Sachsen-Altenburg, Coburg-Gotha und Meiningen, sowie Ihr. DD. den Fürsten von Schwarzburg und Reuß, wird von den beiden kontrahirenden Theilen der Beitritt zu der vorstehenden, heut zwischen Ihnen abgeschlossenen Uebereinkunft vorbehalten. Dieser Beitritt, der von Seiten der gedachten resp. Königlichen Hoheit und Durchlauchten in Jahresfrist, vom Tage der Auswechslung der Ratifikationen gegenwärtigen Artikels an gerechnet, erklärt werden muß, soll Sie der Rechte und Verbindlichkeiten, die für die kontrahirenden Theile aus den zwischen Ihnen festgesetzten Bestimmungen hervorgehen, theilhaftig machen. Gegenwärtiger Separat-Artikel wird dieselbe Kraft und Gültigkeit haben, als der heut unterzeichnete Haupt-Traktat und soll in dem nämlichen Zeitraume, wie dieser, ratifizirt werden.

Zu dessen Urkunde haben die obengenannten Bevollmächtigten denselben unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

So geschehen zu London, den vierten October im Jahre des Heils Eintausend Achthundert Ein u. Dreissig.  
J. COLQUHOUN.      MANUEL E. DE GOROSTIZA.

So haben Wir, nach Einsicht und Prüfung des gemeldeten Traktats und des vorstehenden Separat-Artikels, dieselben in allen Punkten gebilligt, ratifizirt, angenommen und bestätigt, wie Wir sie durch Gegenwärtiges billigen, ratifiziren, genehmigen und bestätigen sowohl für Uns, als für Unsere Nachkommen, mit dem Versprechen, Alles, was darin enthalten ist, getreulich zu erfüllen, zu beobachten, und beobachten zu lassen, ohne zu erlauben, daß demselben auf irgend eine Weise entgegen gehandelt werde.

Zu Urkund dessen ist gegenwärtige Ratifikation ausgefertigt, von Uns eigenhändig unterzeichnet, contrasignirt und mit Unserm K. Wappen versehen worden.

Geschehen zu Dresden, am dreissigsten Juni Eintausend Achthundert und Zwei und Dreissig.

ANTON.

FRIEDRICH AUGUST.

BERNHARD VON LINDENAU.      JOHANNES VON MINCKWITZ.



## 63.

*Traité préliminaire de commerce 1831  
entre l'Hanovre et le duché de Brun-  
vic, signé à Hanovre le 7 Octr. 1831.*

(*Verordnungs - Sammlung für die Herzoglich-  
Braunschweigischen Lande 1831 Nr. 28. p. 177.*)

**D**a die auf dem Grund des Einbecker Vertrags vom 27sten März 1830 eingeleiteten Unterhandlungen zur Einführung eines gleichmäßigen und gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs- und Verbrauchs-Abgaben-Systems in dem Königreiche Hannover und in dem Herzogthume Braunschweig noch nicht haben zu Ende gebracht werden können, die Regierungen beider Staaten aber, von dem Wunsche einer möglichst engen Verbindung in den, den beiderseitigen Handel und das indirekte Abgaben-System betreffenden Angelegenheiten durchdrungen, die Absicht hegen, bis dahin, daß in Folge der Einführung eines gemeinschaftlichen Abgaben-Systems völlige Verkehrsfreiheit zwischen beiden Staaten zur Ausführung kommen wird, einstweilen solche Erleichterungen des Verkehrs und sonstige Einrichtungen eintreten zu lassen, welche den beiderseitigen Handels-, Gewerbs- und Abgaben-Verhältnissen entsprechen; so haben die Unterzeichneten, nämlich: der Königlich-Hannoversche Staats- und Kabinetminister Caspar Detlef Schulte, Großkreuz des Königlich-Hannoverschen Guelphen-Ordens, für das Königreich Hannover, und der Herzoglich-Braunschweigische Ober-Legationsrath August Philipp Christian Theodor von Amsberg, Kommandeur des Kurfürstlich-Hessischen Hausordens vom goldnen Löwen, Ritter des Königlich-Sächsischen Zivil-Verdienst-Ordens und Inhaber des Waterloo-Ehrenzeichens, für das Herzogthum Braunschweig, mit Vorbehalt der Ratifikation ihrer allerhöchsten und höchsten Gouvernements, sich über nachfolgende Präliminar-Konvention vereinigt:

§. 1. Hannover bewilligt, daß von den, vom Norden oder vom Süden, auf den in §. 2. bezeichneten Straßen durch Hannoversches Gebiet, nach der

**1831** Stadt Braunschweig gelangenden Handelsgegenständen, welche bei der Weiterversendung von Braunschweig, auf jenen Strassen entweder in das Königreich Hannover eingeführt werden, oder nochmals durch das Hannoversche Gebiet transitiren, nur der einmalige Ein- und Ausgangs-Zoll, und zwar bei der ersten Durchführung durch das Hannöversche Gebiet, entrichtet werde.

§. 2. Diese Bestimmung bezieht sich auf diejenigen Strassen, welche im Norden über die Hannoverschen Zoll-Rezepturen zu Harburg, Stöckte (Lüneburg), Hopte, Artlenburg, Brinkum, Hemslingen oder Verden (letztere bei dem Wassertransporte) in das Hannoversche Gebiet, und von dort über die Zoll-Rezepturen Meinholz, Hölperode, Groß-Lafferde oder Dungenbrok nach und von Braunschweig, so wie im Süden über die Hannoverschen Zoll-Rezepturen Blume, (Münden) Friedland und Breincke in das Hannoversche Gebiet, und von dort über die Zoll-Rezepturen Echte und Brinkum nach und von Braunschweig führen.

§. 3. Die Gegenstände, auf welche diese Bestimmung sich bezieht, sind solche, welche von ihrem Eingange in Braunschweig an, bis zur weiteren Versendung

a. auf dem Herzoglichen Packhofe zu Braunschweig, oder

b. in Privat-Niederlagen, unter Aufsicht und Kontrolle der Packhofs-Bedienten gelagert, resp. anders verpackt, oder umgeladen sind.

§. 4. Nachfolgende Gegenstände, nämlich: Kaffee, Zucker, Syrup, Reis, ausländische Gewürze, Rosinen, Taback, Thran, Talg, und französische Weine, von denen es anzunehmen ist, daß sie auf dem Transporte nach der Stadt Braunschweig den einmaligen Hannoverschen Eingangs- und Ausgangs-Zoll schon entrichtet haben, sollen, wenn sie auch nicht auf dem Packhofe oder in Privat-Niederlagen unter öffentlicher Aufsicht gelagert oder umgeladen sein sollten, bei der Weiterversendung von Braunschweig, auf den in dem §. 2. bezeichneten Strassen, in oder durch das Hannoversche Gebiet, der Entrichtung des noch einmaligen Hannoverschen Ein- und Ausgangs-Zolles ebenfalls nicht unterliegen.

§. 5. Die in dem §. 1. enthaltene Bestimmung 1831 kommt hinsichtlich der zum Verbleiben im Hannoverschen Gebiete bestimmten Gegenstände auch nur dann zur Anwendung, wenn

a. dieselben in Quantitäten von mindestens 200 Pfund, die Weine aber in Gebinden von mindestens ein Ohm versandt werden, und

b. die Versendung an Hannoversche Kaufleute und Gewerbtreibende, insofern letztere die Gegenstände zu ihrem Gewerbe gebrauchen, geschieht.

§. 6. Das Nähere wegen der für das Interesse Hannovers erforderlichen Kontrolle - Maafsregeln soll fordersamst durch spezielle Verabredungen regulirt werden.

§. 7. Den bestehenden Verträgen gemäß, wird so wenig Braunschweig ohne Einverständniß Hannovers, als Hannover ohne Einverständniß Braunschweigs, einem fremden Zoll - Systeme sich anschließen.

§. 8. Braunschweig verpflichtet sich, die dortseitigen Durchgangs - Zoll - Abgaben für die auf den bezeichneten Strassen vom Norden nach dem Süden und umgekehrt durch Braunschweig durchzuführenden Handels - Gegenstände nicht unter denjenigen Betrag herunterzusetzen, welcher von den Gegenständen der nämlichen Art, nach dem Art. IX. des Hildesheimer Vertrags vom 18ten Mai 1827 auf der Strafe von Aimmensen erlegt werden muß.

§. 9. Die Unterhandlungen über die Einführung eines gleichmäßigen und gemeinschaftlichen Eingangs -, Ausgangs - und Verbrauchs - Abgaben - Systems in Hannover und Braunschweig auf den Grund des Einbecker Vertrags vom 27sten März 1830, sollen mit möglichster Beschleunigung fortgesetzt und zum Abschlusse gebracht werden.

§. 10. Bis dahin, daß die desfalls zu treffenden näheren Verabredungen zur Ausführung gelangen, soll das Amt Thedinghausen einstweilen, sobald wie möglich, in das Hannoversche Steuer - und Zoll - System aufgenommen und darüber sofort Unterhandlung zugelegt werden.

§. 11. Die übrigen, im Hannoverschen Gebiete, und zwar im Fürstenthume Hildesheim belegenen, Braunschweigschen Enklaven, so wie die Braunschweig-

1831 schen und Kommunion-Enklaven in der Stadt Goslar und die in deren Feldmark belegenen, der Braunschweigschen Hoheit durch den Gränz-Rezeß vom 24sten Juni 1824 reservirten Besitzungen sollen nach den darüber zu treffenden näheren Verabredungen der Art in das Hannoversche Steuer- und Zoll-System aufgenommen, und demnach den Hannoverschen indirekten Abgaben, mit Ausnahme der Stempel-Steuer, unterworfen werden, daß

a. Braunschweig an Hannover die Erhebung und Verwaltung der dort anzuordnenden indirekten Abgaben abtritt,

b. eine Nachversteuerung der dort lagernden, den obigen indirekten Abgaben unterworfenen Waaren angeordnet wird, und

c. Hannover an Braunschweig eine angemessene, noch näher zu verabredende Vergütung auszahlt.

§. 12. Auch wollen beide Staaten baldigst und ohne die Ausführung der unter ihnen beabsichtigten Zoll- und Steuer-Verbindung zu erwarten, sich über Abgaben-Erleichterungen oder Befreiung für die nothwendigsten Lebensmittel verschiedener Produkte der Natur, des Ackerbaues und der Viehzucht, so wie für einige Produkte des Gewerbsfleisses, über gleichmäßige Besteuerung des Brantweins und des Biers, über Maafsregeln zum Schutz der inländischen Bergwerks-Produkte, über einige spezielle Transit-Verhältnisse, über gemeinschaftliche Maafsregeln gegen den Schmuggelhandel zum Schutze der in beiden Staaten bestehenden Zoll- und Steuer-Einrichtungen und über Einrichtungen wegen des Zoll- und indirekten Steuer-Wesens auf dem Harze, oder einzelnen Theilen desselben, verständigen.

§. 13. Die in den §§. 1 bis 6, so wie die in dem §. 11. enthaltenen Bestimmungen, sollen am 1sten Dezember d. J. zur Ausführung gelangen, zu welchem Zwecke die in den §§. 6 und 11. erwähnten speziellen Verabredungen unverzüglich getroffen werden sollen.

Die in den §. 10 und 12. erwähnten Stipulationen sollen ebenfalls, sobald durch Unterhandlung das Weitere regulirt worden, ausgeführt werden.

§. 14. Vorstehender Vertrag soll fordersamst zur Ertheilung der allerhöchsten und höchsten Rati-

fikation vorgelegt und sollen die Ratifikations-Urkunden binnen vierzehn Tagen hieselbst ausgewechselt werden. 1831

So geschehen Hannover am 7ten October 1831.

CASPAR DETLEF SCHULTE. AUG. PHILIPP CHRISTIAN  
THEODOR VON AMSBERG.

(Ratifié par l'Hannovre le 20 Octobre et par le Brunsvic le 17 Décembre 1831.)

## 64.

### *Acte additionnel aux traités existans entre le Danemarc et la Russie, signé à Copenhague le 14 Octobre 1831.*

(Copenhague. De l'Imprimerie de J. Hostrup Schultz, Directeur, Imprimeur Royal et de l'Université).

*Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.*

Sa Majesté le Roi de Danemarc, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ayant également à coeur de donner le plus d'activité possible à l'industrie de Leurs sujets respectifs, dans tout ce qui concerne le commerce et la navigation entre les deux Etats, et voulant surtout assurer des facilités qui manquoient encore aux échanges mutuels entre les sujets Danois et les Finlandais, ont jugé à propos de conclure à cet effet un Acte additionnel aux traités existans entre Elles, qui réglera pour l'avenir les relations commerciales du Danemarc avec le Grand-Duché de Finlande, ainsi que celles avec le Duché de Courlande, d'après les mêmes principes d'intime union qui ont depuis long temps fait la base de tous les rapports existans entre le Danemarc et la Russie. En conséquence Leurs-dites Majestés ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires, savoir: Sa Majesté le Roi de Danemarc, le Sieur Hans de Krabbe-Carisius, Son Ministre Intime d'Etat et Chef de Son Département des affaires étrangères, Grand-Croix de Son Ordre de Dannebrog, avec la croix d'argent, et Chevalier de l'ordre de Sainte Anne de Russie de la 2<sup>de</sup> classe, en diamans; et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Rus-

1831 sies : le Sieur Paul Baron de Nicolay, Son Conseiller Privé, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Danoise, Chevalier des ordres de Sainte Anne de la première classe, en diamans, et de Saint Wladimir de la 3<sup>me</sup>, Grand-Croix de l'ordre Royal de Dannebrog, et Chevalier de celui de l'Etoile-Polaire de Suède; lesquels, après avoir échangé entre eux leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivans.

ART. I. Les sujets de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, habitans du Grand-Duché de Finlande, auront, comme ceux du Duché de Courlande, le droit de participer à tous les privilèges et avantages commerciaux dans les Etats de Sa Majesté Danoise, que la Russie y possède; en vertu de ses traités avec le Danemarc, et dans la qualité de nation favorisée, depuis des temps où les dites provinces n'appartenoient pas encore à l'Empire. En conséquence les navires Finlandais et Courlandais paroîtront dans les eaux et les ports de Sa Majesté Danoise et nommément au passage du Sund, avec tous les droits attachés au pavillon Russe, et ils pourront importer en Danemarc et dans les Duchés de Slesvic et de Holstein, ainsiqu'en exporter, toutes marchandises quelconques, non prohibées, avec les mêmes facilités, etsans payer d'autres charges, que les navires nationaux.

ART. II. Par suite des dispositions énoncées ci-dessus, le pavillon Danois, qui possède déjà dans le Duché de Courlande les mêmes avantages que dans tout autre port Russe, jouira dorénavant, aussi dans les eaux et les ports du Grand-Duché de Finlande, des privilèges qui sont assurés aux Finlandais dans les Etats de Sa Majesté le Roi de Danemarc. En conséquence les navires Danois pourront importer en Finlande, et en exporter, toutes sortes de produits et de marchandises dont l'entrée et la sortie sont permises, sans être assujétis à des droits de douane ou autres que ceux fixés par le tarif général pour les vaisseaux du Pays.

ART. III. Il est entendu que ni les navires Danois ne pourront faire le cabotage le long des côtes de Finlande et de Courlande, ni les navires Finlandais et Courlandais sur celles de la Monarchie Danoise.

ART. IV. Les habitans des villes de Nystad, de 1831  
Raumo et de Biörneborg conserveront leur antique  
privilège de vendre leurs marchandises en bois dans  
les ports Danois *en détail*, pendant vingt-un jours  
après l'entrée du vaisseau.

ART. V. Les bois, connus dans le tarif Danois  
sous le nom *d'assortimens Finlandais*, payeront  
Trois Rigsbankdaler monnoie d'argent par last dans  
le Royaume, et Un Rigsbankdaler 80 Rbkschilling  
monnoie d'argent par last dans les Duchés de Slesvic  
et de Holstein.

ART. VI. Ne pourront être invoquées les sti-  
pulations énoncées dans les conventions particulières  
conclues ou à conclure, de part et d'autre avec une  
Puissance tierce, et par lesquelles il auroit été, ou  
seroit concédé quelque avantage spécial, pour l'im-  
portation ou l'exportation de certaine marchandise  
déterminée.

ART. VII. Le présent acte additionnel sera ra-  
tifié par les deux hautes parties contractantes, et les  
ratifications en seront échangées dans l'espace de trois  
mois, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi nous Soussignés, en vertu de  
nos pleins-pouvoirs, l'avons signé et y avons apposé  
les cachets de nos armes.

Fait à Copenhague ce Quatorze Octobre l'an de  
Grâce Mil - Huit - Cent - Trente - Un.

KRABBE - CARISIUS.

PAUL Baron DE NICOLAY.

65.

1831 *Convention entre S. M. le Roi de la Grande - Bretagne et S. A. S. le duc de Brunsvic concernant les mariages des princes et des princesses de la maison Guelphe du 24/19*

*Octr. 1831.*

(*Braunschweigsche Gesetzsammlung vom 29sten Dezember 1832. Hannoversche Gesetzsammlung 1833 Abth. 1. Nr. 1. Hannov. Zeitung 1833. Nr. 2.*)

**W**ir Wilhelm der Vierte, von Gottes Gnaden, König des vereinigten Reichs Großbritannien und Irland u. s. w. auch König von Hannover, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg u. s. w. und

Wir Wilhelm, von Gottes Gnaden, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg u. s. w.

haben in Erwägung, daß die seit der Auflösung der Deutschen Reichsverfassung in den Verhältnissen der Deutschen Fürstenhäuser eingetretenen Veränderungen eine Revision der Bestimmungen nöthig machen, welche bisher durch die Hausgesetze und das Herkommen Unseres Gesamthauses über die Vermählungen der Prinzen und Prinzessinnen desselben festgesetzt gewesen sind:

daß der Zweck einer solchen, das Beste unseres Gesamthauses zu befördern, und die bisher beobachteten Grundsätze nach den veränderten Verhältnissen zu modifiziren, nach dem Vorgang anderer Deutscher souverainen Häuser am vollständigsten durch die Einführung einer von dem Souverain auszuübenden Aufsicht über die Vermählungen der Prinzen und Prinzessinnen erreicht werden kann,

daß dieses Aufsichtsrecht an sich schon wesentlich in der Souverainetät begründet ist,

daß das Beste Unseres Gesamthauses erfordert, für dessen beide regierende Linien gleichförmige Bedingungen auszusprechen, Kraft der Uns obliegenden Vorsorge für das Beste Unseres Gesamthauses



beschlossen, in Beziehung auf dessen beide Linien **1831** und deren Verhältnisse zu den zum Deutschen Bunde gehörenden Besitzungen desselben ein jenem Zweck entsprechendes Familien-Gesetz in gegenseitigem Einverständnis zu errichten.

Wir verordnen daher:

**ART. I.** Die Prinzen und Prinzessinnen Unseres Gesamthauses sind verbunden, zu den Ehen, welche sie einzugehen beabsichtigen, die Einwilligung des regierenden Herrn ihrer Linie nachzusuchen, welche übrigens bei ebenbürtigen Ehen, ohne etwa eintretende besondere Gründe nicht versagt werden wird.

**ART. II.** Die Beurtheilung der Frage, ob Gründe, die Einwilligung zu versagen, vorhanden sind oder nicht, steht dem regierenden Herrn in jedem Falle ausschliesslich zu.

**ART. III.** Die Einwilligung wird in einer schriftlichen Urkunde ertheilt, welche von dem regierenden Herrn eigenhändig vollzogen und mit dem Staatssiegel, so wie mit der gewöhnlichen Kontrasignatur versehen ist.

**ART. IV.** Eine Ehe, welche ohne förmlich erfolgte Einwilligung des regierenden Herrn eingegangen worden ist, überträgt auf die darin erzeugten Kinder weder ein Successionsrecht in den zum Deutschen Bunde gehörenden Staaten des Gesamthauses Braunschweig-Lüneburg, noch die Befugniss, sich des Ranges, Titels und Wappens des Durchlauchtigsten Hauses zu bedienen.

**ART. V.** Dieses Familien-Gesetz soll, in der Eigenschaft einer für das Königreich Hannover und für das Herzogthum Braunschweig-Wolfenbüttel geltenden, die Fähigkeit zur Regierungsfolge für die Zukunft bestimmenden, unabänderlichen Vorschrift, durch Aufnahme desselben in die Hannoversche und Braunschweigsche Gesetzsammlung publizirt werden.

Dessen zur Urkunde haben Wir das gegenwärtige Document auszufertigen befohlen, solches mit Unserer eigenhändigen Unterschrift vollzogen und demselben Unser Staats-Kanzlei-Siegel anhängen lassen.

So geschehen Windsor-Castle, den 24. Octbr. 1831.  
Braunschweig, den 19. October 1831.

WILLIAM R.

WILHELM,

*Herzog von Braunschweig.*

L. v. OMPTEDA.

v. SCHLEINITZ.

**1831** Nachdem die Unterzeichneten in den vorstehenden, von Sr. Majestät, im Einverständnisse mit Sr. Durchl. dem Herzoge von Braunschweig, für die Würde und das Beste des Durchl. Braunschweig-Lüneburgschen Gesamtthauses getroffenen Dispositionen einen neuen Beweis Allerhöchst und Höchstherr Fürsorge für das wahre Wohl desselben mit Dank haben anerkennen müssen; so haben Sie nicht unterlassen wollen, solches wie hiedurch geschieht, durch Ihre ausdrückliche Erklärung mittelst Ihrer eigenhändigen Unterschrift und beigedruckten Wappens, feierlich zu bezeugen.

So geschehen Kew den 2ten Januar 1832 und Kinsington Palace, den 25sten Januar 1832 und Hannover, den 28sten Februar 1832.

ERNST. AUGUSTUS FREDERICK. ADOLPHUS.

## 66.

*Convention entre la Grande - Bretagne et la Russie pour renouveler les engagements contractés en 1815 au sujet de la dette russo-batave, conclue à Londres le 16 Novembre 1831.*

(*Le Journal des Débats* 1831. 6 Juillet).

**L**L. MM. le roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et l'empereur de toutes les Russies, considérant que les événemens qui se sont passés dans le royaume-uni des Pays-Bas depuis l'année 1830, ont rendu nécessaire pour les cours de la Grande-Bretagne et de Russie, la révision des stipulations renfermées dans leur convention du 19 Mai 1815, aussi bien que de l'article additionnel annexé à ce traité; considérant que l'examen de cette convention a amené les hautes parties contractantes à conclure que la lettre et l'esprit de la dite conven-

tion ne sont pas entièrement en harmonie, quand on 1831  
les rapporte aux circonstances qui ont accompagné la  
séparation des deux grandes parties du royaume uni  
des Pays-Bas, et qu'au contraire, en se référant à  
l'objet de la convention sus-mentionnée du 19 Mai  
1815, il paroît évident que le but qu'on se proposoit  
étoit d'offrir à la Grande-Bretagne une garantie, que  
la Russie, dans toutes les questions relatives à la  
Belgique, adopteroit une politique conforme à celle  
que la cour de Londres avoit jugé le mieux calculée  
pour le maintien d'un juste équilibre du pouvoir en  
Europe; tandis que d'un autre côté on vouloit assurer  
à la Russie le paiement d'une portion de son ancienne  
dette hollandoise, en considération des arrangemens  
généraux du congrès de Vienne, auxquels elle avoit  
adhéré, arrangemens qui ont conservé toute leur  
force; LL. MM. désirant que les mêmes principes  
continuent en ce moment, à guider leurs relations  
mutuelles et que le bien particulier que la conven-  
tion du 19 Mai 1815 avoit formé entre les deux cours  
soit maintenu, ont nommé, à cet effet, comme leurs  
plénipotentiaires, à savoir etc. etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pou-  
voirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et  
signé les articles suivans :

ART. I. Par suite des considérations ci-dessus  
énoncées, S. M. Britannique s'engage à recommander  
à son parlement de le mettre en état de continuer  
les paiemens stipulés dans la convention du 19 Mai  
1815, conformément au mode et jusqu'à concurrence  
de la somme fixée dans ladite convention.

ART. II. Par suite des mêmes considérations, S.  
M. l'empereur de toutes les Russies s'engage, dans le  
cas où (ce qu'à Dieu ne plaise) les arrangemens pris  
pour l'indépendance et la neutralité de la Belgique,  
arrangemens, au maintien desquels les deux hautes  
puissances sont également obligées, viendroient à  
être mis en péril par le cours des événemens, il ne  
contractera aucun engagement nouveau, sans l'agrée-  
ment préalable et le consentement formel de S. M.  
Britannique.

ART. III. La présente convention sera ratifiée  
et les ratifications en seront échangées à Londres

1831 dans l'espace de six semaines, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 16 Novembre 1831.

PALMERSTON, LIEVEN, MATUSZEWICZ.

## 67.

### *Convention entre la France et la Grande-Bretagne pour la suppression plus efficace du trafic des esclaves, signée à Paris le 30 Novembre 1831.*

(*Le Journal des Débats* 1832. 26 Janvier).

**L**es cours de la Grande-Bretagne et de France, désirant rendre plus efficaces les moyens qui jusqu'à ce jour ont été employés contre le criminel trafic connu sous le nom de traite des noirs, ont jugé convenable de négocier et conclure une convention pour arriver à ce but si désirable. A cet effet, elles ont nommé pour leurs plénipotentiaires, c'est-à-dire :

S. M. le Roi du royaume uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, le très-honorable vicomte Granville, pair du parlement, membre du conseil privé, chevalier grand'croix du très-honorable ordre du Bain, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près la cour de France;

Et S. M. le Roi des François, le lieutenant général comte Horace Sébastiani, grand'croix de la légion d'honneur, membre de la chambre des députés des départemens, ministre secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères :

Lesquels, après l'échange de leurs pleins-pouvoirs trouvés en due forme, ont signé les articles suivans :

**ART. I.** Le droit mutuel de visite peut être exercé à bord des vaisseaux de chacune des deux nations, mais seulement dans les eaux, dont la désignation suit : à savoir, 1<sup>o</sup> le long des côtes occidentales de l'Afrique, depuis le cap Vert jusqu'à une distance de 10<sup>o</sup> de l'équateur, c'est-à-dire depuis le 10<sup>o</sup> de latitude sud jusqu'au 15<sup>o</sup> de latitude nord, et jusqu'au 30<sup>o</sup> de longitude ouest, méridien de Paris; 2<sup>o</sup> tout à l'entour de l'île de Madagascar, à une distance de 20 lieues en mer; 3<sup>o</sup> à pareille distance des côtes de l'île de Cuba; 4<sup>o</sup> à pareille distance des côtes de l'île de Porto-Rico; 5<sup>o</sup> à pareille distance des côtes du Brésil. Il est cependant entendu qu'un vaisseau suspect, qui aura commencé à être chapé par les croiseurs, pourra être poursuivi par eux, si, sans jamais l'avoir perdu de vue, ils le joignent à une plus grande distance des côtes.

**ART. II.** Le droit de visite sur les vaisseaux marchands des deux nations dans les eaux ci-dessus désignées, ne pourra être exercé que par des vaisseaux de guerre dont les commandans auront rang de capitaine ou au moins de lieutenant.

**ART. III.** Le nombre des vaisseaux pourvus de ce droit sera fixé chaque année par une convention mutuelle. Il ne sera pas nécessaire que ce nombre soit égal pour les deux nations; mais dans aucun cas le nombre des croiseurs d'une nation ne sera plus fort que du double de celui de l'autre.

**ART. IV.** Le nom des vaisseaux et de leurs commandans seront réciproquement communiqués par les deux gouvernemens contractans, qui se donneront connoissance mutuelle de tous les changemens qui interviendroient dans leurs croiseurs.

**ART. V.** Des instructions seront rédigées et consenties en commun par les deux gouvernemens pour l'usage des croiseurs de chaque nation, lesquels croiseurs se prêteront une mutuelle assistance dans toutes les circonstances où il pourra être utile qu'ils agissent de concert.

Les vaisseaux de guerre autorisés à exercer le droit réciproque de visite, seront munis d'un diplôme spécial délivré par chacun des deux gouvernemens.

Toutes les fois qu'un croiseur aura poursuivi et saisi un vaisseau marchand suspect, l'officier comman-

1831 dant, avant de procéder à la visite, exhibera au capitaine du vaisseau marchand les ordres spéciaux qui lui confèrent par exception le droit de le visiter. S'il reconnoît que les papiers du bâtiment sont en règle et sa marche légale, il certifiera sur le livre de loi du bâtiment que la visite a eu lieu en vertu des dits ordres. Les formalités remplies, le bâtiment marchand sera libre de continuer sa route.

ART. VII. Les vaisseaux saisis pour avoir pris part à la traite, ou soupçonnés d'être disposés pour cet infâme trafic, seront, sans délai, livrés avec leurs équipages à la juridiction de la nation à laquelle ils appartiennent. Il est d'ailleurs bien entendu qu'ils ne seront jugés que d'après les lois en vigueur dans leur pays.

ART. VIII. Dans aucun cas le droit de visite mutuelle ne pourra être exercé à bord des vaisseaux de guerre de l'une ou de l'autre nation. Les deux gouvernemens conviendront d'un signal particulier pour les seuls bâtimens croiseurs, signal qui ne sera communiqué à aucun vaisseau non employé à ce service.

ART. IX. Les hautes parties contractantes au présent traité inviteront les autres puissances maritimes à y accéder dans le plus cours délai possible.

ART. X. La présente convention sera ratifiée et les ratifications échangées dans un délai d'un mois, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1831.

GRANVILLE.  
HORACE SEBASTIANI.

## 68.

*Traité entre la France et la Grande-Bretagne, relatif à la répression du crime de la traite des noirs, conclu à Paris le 30 Novembre 1831.*

(*Journal des Débats* 1833. 31 Août. *Bulletin des lois* 1833. 31 Août).

**L**es cours de France et de la Grande-Bretagne, désirant rendre plus efficaces les moyens de répression jusqu'à présent opposés au trafic criminel connu sous le nom de *traite des noirs*, ont jugé convenable de négocier et conclure une convention pour atteindre un but si salutaire, et elles ont à cet effet nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi des Français, le lieutenant-général comte Horace Sébastiani, grand'croix de l'Ordre de la Légion-d'Honneur, membre de la Chambre des Députés des départemens et ministre secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères :

Et S. M. le Roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable vicomte Granville, pair du Parlement, membre du conseil privé, chevalier grand'croix du très-honorable Ordre du Bain, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à la cour de France ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne forme, ont signé les articles suivans :

**ART. I.** Le droit de visite réciproque pourra être exercé à bord des navires de l'une et de l'autre nation, mais seulement dans les parages ci-après indiqués, savoir :

1. Le long de la côte occidentale d'Afrique, depuis le cap Vert, jusqu'à la distance de dix degrés au sud de l'équateur, c'est-à-dire, du dixième degré de latitude méridionale au quinzième degré de latitude septentrionale, jusqu'au trentième degré de longitude occidentale, à partir du méridien de Paris ;

2. Tout autour de l'île de Madagascar, dans une

1831 zone d'environ vingt lieues de largeur; 3. à la même distance des côtes de l'île de Cuba; 4. à la même distance des côtes de l'île de Porto-Rico; 5. à la même distance des côtes du Brésil.

Toutefois, il est entendu qu'un bâtiment suspect, aperçu et poursuivi par les croiseurs en dedans dudit cercle de vingt lieues, pourra être visité par eux en dehors même de ces limites, si, ne l'ayant jamais perdu de vue, ceux-ci ne parviennent à l'atteindre qu'à une plus grande distance de la côte.

ART. II. Le droit de visiter les navires de commerce de l'une et l'autre nation, dans les parages ci-dessus indiqués, ne pourra être exercé que par des bâtimens de guerre dont les commandans auront le grade de capitaine, ou au moins celui de lieutenant de vaisseau.

ART. III. Le nombre des bâtimens à investir de ce droit sera fixé, chaque année, par une convention spéciale: il pourra n'être pas le même pour l'une et l'autre nation; mais dans aucun cas le nombre des croiseurs de l'une ne devra être de plus du double de celui des croiseurs de l'autre.

ART. IV. Les noms des bâtimens et ceux de leurs commandans seront communiqués par chacun des gouvernemens contractans à l'autre, et il sera donné réciproquement avis de toutes les mutations qui pourront survenir parmi les croiseurs.

ART. V. Des instructions seront rédigées et arrêtées en commun par les deux gouvernemens, pour les croiseurs de l'une et de l'autre nation, qui devront se prêter une mutuelle assistance dans toutes les circonstances où il pourra être utile qu'ils agissent de concert. Des bâtimens de guerre, réciproquement autorisés à exercer la visite, seront munis d'une autorisation spéciale de chacun des deux gouvernemens.

ART. VI. Toutes les fois qu'un des croiseurs aura poursuivi et atteindra comme suspect un navire de commerce, le commandant, avant de procéder à la visite, devra montrer au capitaine les ordres spéciaux qui lui confèrent le droit exceptionnel de le visiter; et lorsqu'il aura reconnu que les expéditions sont régulières et les opérations licites, il fera constater sur le journal du bord que la visite n'a eu



lieu qu'en vertu desdits ordres; ces formalités étant 1831  
reimplies, le navire sera libre de continuer sa route.

ART. VII. Les navires capturés pour s'être livrés à la traite ou comme soupçonnés d'être armés pour cet infâme trafic seront, ainsi que leurs équipages, remis sans délai à la juridiction de la nation à laquelle ils appartiendront. Il est d'ailleurs bien entendu qu'ils seront jugés d'après les lois en vigueur dans leurs pays respectifs.

ART. VIII. Dans aucun cas, le droit de visite réciproque ne pourra s'exercer à bord des bâtimens de guerre de l'une ou l'autre nation. Les deux gouvernemens conviendront d'un signal spécial, dont les seuls croiseurs investis de ce droit devront être pourvus, et dont il ne sera donné connaissance à aucun autre bâtiment étranger à la croisière.

ART. IX. Les hautes parties contractantes au présent traité sont d'accord pour inviter les autres puissances maritimes à y accéder dans le plus bref délai possible.

ART. X. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans le délai d'un mois, ou plus tôt, si faire se peut.

Fait à Paris, le 30 Novembre 1831.

GRANVILLE, HORACE SÉBASTIANI.

## 69.

*Convention supplémentaire conclue,  
à Paris, entre la France et la Grande-  
Bretagne, le 22 Mars 1833, relative-  
ment à la répression du crime de  
la traite des roirs.*

(*Journal des Débats* 1831. 31 Août. *Bulletin des lois* 1833. 31 Août).

**S.** M. le Roi des Français et S. M. le Roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, ayant reconnu la nécessité de développer quelques unes des

**1831** clauses contenues dans la convention signée entre LL. MM., le 30 Novembre 1831, relativement à la répression du crime de la traite des noirs, ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet; savoir:

S. M. le Roi des Français,

M. Charles - Léonce - Achille - Victor, duc de Broglie, pair de France, chevalier de l'Ordre royal de la Légion d'Honneur, ministre et secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères;

Et S. M. le Roi du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,

Le très-honorable Granville, vicomte Granville pair du royaume-uni, chevalier grand'croix du très-honorable Ordre du Bain, membre du conseil privé de Sa Majesté Britannique, et son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près la cour de France;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs. trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivans:

**ART. I.** Toutes les fois qu'un bâtiment de commerce naviguant sous le pavillon de l'une des deux nations aura été arrêté par les croiseurs de l'autre, dûment autorisés à cet effet, conformément aux dispositions de la convention du 30 Novembre 1831, ce bâtiment, ainsi que le capitaine et l'équipage, la cargaison et les esclaves qui pourront se trouver à bord, seront conduits dans tel port que les deux parties contractantes auront respectivement désigné, pour qu'il y soit procédé à leur égard suivant les lois de chaque Etat; et la remise en sera faite aux autorités préposées dans ce but par les gouvernemens respectifs. Lorsque le commandant du croiseur ne croira pas devoir se charger lui-même de la conduite et de la remise du navire arrêté, il ne pourra en confier le soin à un officier d'un rang inférieur à celui de lieutenant dans la marine militaire.

**ART. II.** Les croiseurs des deux nations autorisés à exercer le droit de visite et d'arrestation, en exécution de la convention du 30 Novembre 1831, se conformeront exactement, en ce qui concerne les formalités de la visite et de l'arrestation, ainsi que les mesures à prendre pour la remise à la juridiction respective des bâtimens soupçonnés de se livrer à la traite, aux instructions jointes à la présente conven-

tion, et qui seront censées en faire partie intégrante. 1831  
Les deux hautes parties contractantes se réservent d'apporter à ces instructions, d'un commun accord, les modifications que les circonstances pourraient rendre nécessaires.

ART. III. Il demeure expressément entendu que, si le commandant d'un croiseur d'une des deux nations avait lieu de soupçonner qu'un navire marchand naviguant sous le convoi ou en compagnie d'un bâtiment de guerre de l'autre nation, s'est livré à la traite ou a été armé pour ce trafic, il devra communiquer ses soupçons au commandant du convoi ou du bâtiment de guerre, lequel procédera seul à la visite du navire suspect; et, dans le cas où celui-ci reconnaîtrait que les soupçons sont fondés, il fera conduire le navire, ainsi que le capitaine et l'équipage, la cargaison et les esclaves qui pourront se trouver à bord, dans un port de sa nation, à l'effet d'être procédé à leur égard conformément aux lois respectives.

ART. IV. Dès qu'un bâtiment de commerce, arrêté et renvoyé par-devers les tribunaux, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, arrivera dans l'un des ports respectivement désignés, le commandant du croiseur qui en aura opéré l'arrestation, ou l'officier chargé de sa conduite, remettra aux autorités préposées à cet effet une expédition, signée par lui, de tous les inventaires, procès-verbaux et autres documents spécifiés dans les instructions jointes à la présente convention; et lesdites autorités procéderont en conséquence à la visite du bâtiment arrêté et de sa cargaison, ainsi qu'à l'inspection de son équipage et des esclaves qui pourront se trouver à bord, après avoir préalablement donné avis du moment de cette visite et de cette inspection au commandant du croiseur ou à l'officier qui aura amené le navire, afin qu'il puisse y assister ou s'y faire représenter. Il sera dressé de ces opérations un procès-verbal en double original, qui devra être signé par les personnes qui auront procédé ou assisté, et l'un de ces originaux sera délivré au commandant du croiseur ou à l'officier qui aura été chargé de la conduite du bâtiment arrêté.

ART. V. Il sera procédé immédiatement devant les tribunaux compétens des Etats respectifs, et sui-

1831 vant les formes établies, contre les navires arrêtés, ainsi qu'il est dit ci-dessus, leurs capitaines, équipages et cargaisons; et s'il résulte de la procédure que lesdits bâtimens ont été employés à la traite des noirs, ou qu'ils ont été armés dans le but de faire ce trafic, il sera statué, sur le sort du capitaine, de l'équipage et de leurs complices, ainsi que sur la destination du bâtiment et de sa cargaison, conformément à la législation respective des deux pays. En cas de confiscation, une portion du produit net de la vente desdits navires et de leurs cargaisons sera mise à la disposition du gouvernement du pays auquel appartiendra le bâtiment capteur, pour être distribuée par ses soins entre les état-major et équipage de ce bâtiment; cette portion, aussi long-temps que la base indiquée ci-après pourra se concilier avec la législation des deux Etats, sera de soixante-cinq pour cent du produit net de la vente.

ART. VI. Tout bâtiment de commerce des deux nations, visité et arrêté en vertu de la convention du 30 Novembre 1831 et des dispositions ci-dessus, sera présumé de plein droit, à moins de preuve contraire, s'être livré à la traite des noirs ou avoir été armé pour ce trafic, si, dans l'installation, dans l'armement ou à bord dudit navire, il s'est trouvé l'un des objets ci-après spécifiés, savoir:

1. Des écoutes en treillis et non en planches entières, comme les portent ordinairement les bâtimens de commerce;
2. un plus grand nombre de compartimens dans l'entre-pont ou sur le tillac qu'il n'est d'usage pour les bâtimens de commerce;
3. des planches en réserve actuellement disposées pour cet objet, ou propres à établir de suite un double pont, ou un pont volant, ou un pont dit à esclaves;
4. des chaînes, des colliers de fer, des menottes;
5. une plus grande provision d'eau que n'exigent les besoins de l'équipage d'un bâtiment marchand;
6. une quantité superflue de barriques à eau, ou autres tonneaux propres à contenir de l'eau, à moins que le capitaine ne produise un certificat de la douane du lieu de départ, constatant que les armateurs ont donné des garanties suffisantes pour que ces barriques ou tonneaux soient uniquement remplis d'huile de palme; ou employés à tout autre commerce licite;
7. un plus grand nom-

bre de gamelles ou de bidons que l'usage d'un bâtiment marchand n'en exige; 8. deux ou plusieurs chaudières en cuivre, ou même une seule évidemment plus grande que ne l'exigent les besoins de l'équipage d'un bâtiment marchand; 9. enfin une quantité de riz, de farine, de manioc du Brésil ou de cassade, de maïs ou de blé des Indes, au delà des besoins probables de l'équipage, et qui ne serait pas portée sur le manifeste comme faisant partie du chargement commercial du navire. 1831

ART. VII. Il ne sera, dans aucun cas, accordé de dédommagement, soit au capitaine, soit à l'armateur, soit à tout autre personne intéressée dans l'armement ou dans le chargement d'un bâtiment de commerce qui aura été trouvé muni d'un des objets spécifiés dans l'article précédent, alors même que les tribunaux viendraient à ne prononcer aucune condamnation en conséquence de son arrestation.

ART. VIII. Lorsqu'un bâtiment de commerce de l'une ou de l'autre des deux nations aura été visité et arrêté indûment, ou sans motif suffisant de suspicion, ou lorsque la visite et l'arrestation auront été accompagnées d'abus ou de vexations, le commandant du croiseur ou l'officier qui aura abordé ledit navire, ou enfin celui à qui la conduite en aura été confiée, sera, suivant les circonstances, passible de dommages et intérêts envers le capitaine, l'armateur et les chargeurs. Ces dommages et intérêts pourront être prononcés par le tribunal devant lequel aura été inscrite la procédure contre le navire arrêté, son capitaine, son équipage et sa cargaison; et le gouvernement du pays auquel appartiendra l'officier qui aura donné lieu à cette condamnation paiera le montant desdits dommages et intérêts dans le délai d'un an à partir du jour du jugement.

ART. IX. Lorsque dans la visite ou l'arrestation d'un bâtiment de commerce, opérée en vertu des dispositions de la convention du 30 Novembre 1831 ou de la présente convention, il aura été commis quelque abus ou vexation, mais que le navire n'aura pas été livré à la juridiction de sa nation, le capitaine devra faire la déclaration sous serment des abus ou vexation dont il aura à se plaindre, ainsi que des dommages et intérêts auxquels il prétendra, devant

**1831** les autorités compétentes du premier port de son pays où il arrivera, ou devant l'agent consulaire de sa nation, si le navire aborde dans un port étranger où il existe un tel officier. Cette déclaration devra être vérifiée au moyen de l'interrogatoire, sous serment, des principaux hommes de l'équipage ou passagers qui auront été témoins de la visite ou de l'arrestation, et il sera dressé du tout un seul procès-verbal, dont deux expéditions seront remises au capitaine, qui devra en faire parvenir une à son gouvernement à l'appui de la demande en dommages-intérêts qu'il croira devoir former. Il est entendu que, si un cas de force majeure empêche le capitaine de faire sa déclaration, celle-ci pourra être faite par l'armateur ou par tout autre personne intéressée dans l'armement ou dans le chargement du navire. Sur la transmission officielle d'une expédition du procès-verbal ci-dessus mentionné, par l'intermédiaire des ambassades respectives, le gouvernement du pays auquel appartiendra l'officier à qui des abus ou vexations seront imputés, fera immédiatement procéder à une enquête, et si la validité de la plainte est reconnue, il fera payer au capitaine, à l'armateur ou à tout autre personne intéressée dans l'armement ou le chargement du navire molesté, le montant des dommages et intérêts qui lui seront dus.

**ART. X.** Les deux gouvernemens s'engagent à se communiquer respectivement, sans frais et sur leur simple demande, des copies de toutes les procédures intentées et de tous les jugemens prononcés relativement à des bâtimens visités ou arrêtés, en exécution des dispositions de la convention du 30 Novembre 1831 et de la présente convention.

**ART. XI.** Les deux gouvernemens conviennent d'assurer la liberté immédiate de tous les esclaves qui seront trouvés à bord des bâtimens visités et arrêtés, en vertu des clauses de la convention principale ci-dessus mentionnée et de la présente convention, toutes les fois que le crime de traite aura été déclaré constant par les tribunaux respectifs; néanmoins ils se réservent, dans l'intérêt même de ces esclaves, de les employer comme domestiques ou comme ouvriers libres conformément à leurs lois respectives.

**ART. XII.** Les deux hautes parties contractan-

tes conviennent que, toutes les fois qu'un bâtiment 1831 arrêté, sous la prévention de traite, par les croiseurs, en exécution de la convention du 30 Novembre 1831 et de la présente convention supplémentaire, aura été mis à la disposition des gouvernemens respectifs, en vertu d'un arrêt de confiscation émané des tribunaux compétens, à l'effet d'être vendu, ledit navire, préalablement à toute opération de vente, sera démoli en totalité ou en partie, si sa construction ou son installation particulière donne lieu de craindre qu'il ne puisse de nouveau servir à la traite des noirs ou à tout autre objet illicite.

ART. XIII. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai d'un mois ou plus tôt, si faire se peut : en foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus nommés ont signé la présente convention en double original et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le 22 Mars 1833.

V. BROGLIE. GRANVILLE.

*Annexe à la Convention supplémentaire relative à la répression de la traite des Noirs, en date du 22 Mars 1833.*

ART. I. Toutes les fois qu'un bâtiment de commerce de l'une des deux nations sera visité par un croiseur de l'autre, l'officier commandant le croiseur exhibera au capitaine de ce navire les ordres spéciaux qui lui confèrent le droit exceptionnel de visite, et lui remettra un certificat signé de lui indiquant son rang dans la marine militaire de son pays ainsi que le nom du vaisseau qu'il commande, et attestant que le seul but de la visite est de s'assurer si le bâtiment se livre à la traite des noirs ou s'il est armé pour ce trafic. Lorsque la visite devra être faite par un officier du croiseur autre que celui qui le commande, cet officier ne pourra être d'un rang inférieur à celui de lieutenant de la marine militaire, et, dans ce cas, ledit officier exhibera au capitaine du navire marchand une copie des ordres spéciaux ci-dessus mentionnés, signée par le commandant du croiseur, et lui remettra de même un certificat signé de lui, indiquant le rang

**1831** qu'il occupe dans la marine, le nom du commandant par les ordres duquel il agit, celui du croiseur auquel il appartient et le but de la visite, ainsi qu'il est dit ci-dessus. S'il est constaté par la visite que les expéditions du navire sont régulières et ses opérations licites, l'officier mentionnera sur le journal du bord que la visite n'a eu lieu qu'en vertu des ordres spéciaux ci-dessus mentionnés, et le navire sera libre de continuer sa route.

**ART. II.** Si, d'après le résultat de la visite, l'officier commandant le croiseur juge qu'il y a des motifs suffisans de supposer que le navire se livre à la traite des noirs, ou qu'il a été équipé ou armé pour ce trafic, et s'il se décide en conséquence à l'arrêter et à le faire remettre à la juridiction respective, il fera dresser sur-le-champ en double original, inventaire de tous les papiers trouvés à bord, et signera cet inventaire sur les deux originaux, en ajoutant à son nom son rang dans la marine militaire, ainsi que le nom du bâtiment qu'il commande. Il dressera et signera de la même manière, en double original, un procès-verbal énonçant l'époque et le lieu de l'arrestation, le nom du bâtiment, celui de son capitaine et ceux des hommes de son équipage, ainsi que le nombre et l'état corporel des esclaves trouvés à bord; ce procès-verbal devra en outre contenir une description exacte de l'état du navire et de sa cargaison.

**ART. III.** Le commandant du croiseur conduira ou enverra sans délai le bâtiment arrêté, ainsi que son capitaine, son équipage, sa cargaison, et les esclaves trouvés à bord, à l'un des ports ci-après spécifiés, pour qu'il soit procédé à leur égard conformément aux lois respectives de chaque Etat, et il en fera la remise aux autorités compétentes, ou aux personnes qui auront été spécialement préposées à cet effet par les gouvernemens respectifs.

**ART. IV.** Nul ne devra être distrait du bord du navire arrêté; et il ne sera enlevé non plus aucune partie de la cargaison ou des esclaves trouvés à bord, jusqu'à ce que le navire ait été remis aux autorités de sa propre nation, excepté dans le cas où la translation de la totalité ou d'une partie de l'équipage ou des esclaves trouvés à bord serait jugée nécessaire, soit pour conserver leur vie, ou par tout autre considéra-



tion d'humanité, soit pour la sûreté de ceux qui se- 1831  
ront chargés de la conduite du navire après son arrestation. Dans ce cas, le commandant du croiseur, ou l'officier chargé de la conduite du bâtiment arrêté, dressera de ladite translation un procès-verbal dans lequel il en énoncera les motifs, et les capitaines, matelots, passagers ou esclaves, ainsi transbordés, seront conduits dans le même port que le navire; et sa cargaison, et la remise, ainsi que la réception, auront lieu de la même manière que celles du navire, conformément aux dispositions ci-après énoncées.

ART. V. Tous les navires français qui seront arrêtés par les croiseurs de S. M. B. de la station d'Afrique seront conduits et remis à la juridiction française à Gorée. Tous les navires français qui seront arrêtés par la station britannique des Indes Occidentales, seront conduits et remis à la juridiction française à la Martinique. Tous les navires français qui seront arrêtés par la station britannique de Madagascar, seront conduits et remis à la juridiction française à l'île de Bourbon. Tous les bâtimens français qui seront arrêtés par la station britannique du Brésil, seront conduits et remis à la juridiction française à Cayenne.

Tous les navires britanniques qui seront arrêtés par des croiseurs de S. M. le Roi des Français de la station d'Afrique seront conduits et remis à la juridiction de S. M. B. à Bathurst dans la rivière de Gambie. Tous les bâtimens britanniques arrêtés par la station française des Indes-Occidentales seront conduits et remis à la juridiction britannique à Port-Royal dans la Jamaïque. Tous les navires britanniques arrêtés par la station française de Madagascar seront conduits et remis à la juridiction britannique au cap de Bonne-Espérance. Tous les navires britanniques arrêtés par la station française du Brésil seront conduits et remis à la juridiction britannique à la colonie de Dénérary.

ART. VI. Dès qu'un bâtiment marchand, qui aura été arrêté, comme il a été dit ci-dessus, arrivera dans l'un des ports ou des lieux ci-dessus désignés, le commandant du croiseur, ou l'officier chargé de la conduite du navire arrêté, remettra immédiatement aux autorités dûment préposées à cet effet par les gouvernemens respectifs le navire et sa cargaison, ainsi que

1831 le capitaine, l'équipage, les passagers et les esclaves trouvés à bord, comme aussi les papiers saisis à bord, et l'un des deux exemplaires de l'inventaire desdits papiers, l'autre devant demeurer en sa possession. Ledit officier remettra en même temps à ces autorités un exemplaire du procès-verbal ci-dessus mentionné; et il y ajoutera un rapport sur les changemens qui pourraient avoir eu lieu depuis le moment de l'arrestation jusqu'à celui de la remise, ainsi qu'une copie du rapport des transbordemens qui ont pu avoir lieu, ainsi qu'il a été prévu ci-dessus. En remettant ces diverses pièces, l'officier en attestera la sincérité sous serment et par écrit.

ART. VII. Si le commandant d'un croiseur d'une des hautes parties contractantes, dûment pourvu des instructions spéciales ci-dessus mentionnées a lieu de soupçonner qu'un navire de commerce naviguant sous le convoi ou en compagnie d'un vaisseau de guerre de l'autre partie, se livre à la traite des noirs, ou a été équipé pour ce trafic, il devra se bornér à communiquer ses soupçons au commandant du convoi ou du vaisseau de guerre, et laisser à celui-ci le soin de procéder seul à la visite du navire suspect, et de le placer, s'il y a lieu, sous la main de la justice de son pays.

ART. VIII. Les croiseurs des deux nations se conformeront exactement à la teneur des présentes instructions, qui servent de développement aux dispositions de la convention principale du 30 Novembre 1831, ainsi que de la convention à laquelle elles sont annexées.

Les plénipotentiaires soussignés sont convenus conformément à l'article II. de la convention signée entre eux sous la date de ce jour 22 Mars 1833, que les instructions qui précèdent seront annexées à ladite convention pour en faire partie intégrante.

Paris, le 22 Mars 1833.

V. BROGLIE.

GRANVILLE.

## 70.

*Traité entre l'Hanovre et le duché* 1831  
*de Brunsvic concernant l'accession*  
*des enclaves brunsvicoises au système*  
*des contributions indirectes Hano-*  
*vrien, signé à Hanovre le 9 Décembre*  
 1831.

(Verordnungs - Sammlung für die Herzoglich-  
 Braunschweigschen Lande. 1831. Nr. 28. p. 183).

Nachdem mittelst der, zwischen Seiner Majestät, dem Könige von Großbritannien, Irland und Hannover und Seiner Herzoglichen Durchlaucht, dem Herzoge von Braunschweig - Lüneburg, am 7ten October dieses Jahrs zu Hannover abgeschlossenen und beiderseits ratifizirten Präliminar - Konvention bestimmt worden, daß die zum Herzogthume Braunschweig gehörenden, innerhalb des Königreichs Hannover belegenen Gebietstheile, so wie die in der Stadt Goslar und deren Feldmark belegenen Kommunion - Besitzungen, in das in dem Königreiche Hannover bestehende Gränz-Zoll- und indirekte Steuersystem aufgenommen, und die zu diesem Zwecke erforderlichen nähern Verabredungen unverzüglich getroffen werden sollen; so haben die unterzeichneten, zu den Unterhandlungen Bevollmächtigten, nämlich:

für das Königreich Hannover der Königlich-Hannoversche Ober-Steuer-Rath Georg Friedrich Hieronymus Dommes, Ritter des Königl. Hannoverschen Guelphen-Ordens,

so wie der Königlich-Hannoversche Ober-Zoll-Rath Heinrich Ludwig Meineke, Ritter des Königl. Hannoverschen Guelphen-Ordens, und

für das Herzogthum Braunschweig der Herzoglich-Braunschweigische Ober-Legations-Rath August Philipp Christian Theodor von Amsberg, Kommandeur des Kurfürstlich-Hessischen Hausordens vom goldnen Löwen, Ritter des Königlich-Sächsischen

**1831** Zivil-Verdienst-Ordens und Inhaber des Waterloo-Ehrenzeichens, sich zur Bewirkung dieser Aufnahme, unter Vorbehalt der höchsten Ratifikationen, über nachfolgende Bestimmungen und Einrichtungen vereinigt:

§. 1. Der landesherrlichen Hoheits-Rechte Seiner Herzoglichen Durchlaucht des Herzogs von Braunschweig-Lüneburg unbeschadet, werden Herzoglich-Braunschweigscher Seits dem Königlich-Hannoverschen Gränz-Zoll- und indirekten Steuer-Systeme, wie solches durch die in der Anlage aufgeführten Königlich-Hannoverschen Verordnungen und Bekanntmachungen begründet ist, oder durch spätere Königl. Hannoversche Verordnungen noch bestimmt werden möchte, vom 1sten Januar 1832 an, unterworfen:

I. Das zum Herzogl. Braunschweigschen Weser-Distrikt gehörige Kreis-Gericht Thedinghausen;

II. die im Fürstenthum Hildesheim belegenen Enklaven,

1. Bodenburg und Oestrum, Herzogl. Braunschweigschen Kreis-Amts Gandersheim,

2. Oelsburg, Herzogl. Braunschweigschen Kreis-Amts Salder,

3. Ostharingen, Herzogl. Braunschweigschen Kreis-Amts Lutter am Barenberge;

III. die sämtlichen Enklaven in der Feldmark der Stadt Goslar, respektive Herzogl. Braunschweigschen Kreis-Amts Harzburg und Kreis-Amts Lutter am Barenberge;

IV. das in der Stadt Goslar belegene Kloster Frankenberg, sammt Zubehör, Herzogl. Braunschweigschen Kreis-Amts Harzburg. Auch sind

V. die beiderseitigen Staats-Regierungen dahin übereingekommen, daß die in der Stadt Goslar und in deren Feldmark befindlichen Kommunion-Besitzungen, als

1. in der Stadt

das Zehntgebäude und der Vitriolhof,

2. in der Feldmark

die Stollen-Wohnungen,

sämtlich nebst Zubehör, gleichfalls in das Königl. Hannoversche Zoll- und indirekte Steuer-System aufgenommen werden.

§. 2. Die Königl. Hannoversche Staats-Regierung verspricht dagegen, für die Ueberweisung der im §. 1.

benannten Besitzungen in dem Königl. Hannoverschen 1831  
Zoll- und Steuer-Verband eine angemessene Geld-  
Vergütung in die Herzogl. Braunschweigsche Kasse  
zu leisten.

§. 3. Die einzuführenden Königlich-Hannoverschen Abgaben sind theils allgemeine, theils besondere.

Zu den ersteren gehören:

1. der Gränz-, Ein-, Durch- und Ausgangszoll,
2. die Steuer vom inländischen Branntwein,
3. - - - - - Bier,
4. - Salzsteuer, unter den im §. 5. bestimmten  
Modifikationen,
5. die sämtlichen Eingangssteuern.

Außer vorstehenden allgemeinen Abgaben wird  
aber noch besonders und zwar nur in den unter III.  
IV und V. des §. 1. bezeichneten Herzogl. Braun-  
schweigschen und Kommunion-Besitzungen, der Mahl-  
und Schlacht-Lizent, wie solcher bereits in der Stadt  
Goslar und deren Feldmark besteht, eingeführt.

Die wegen aller vorbenannten Abgaben bestehen-  
den, oder ferner zu erlassenden Königl. Hannoverschen  
Verordnungen, sollen in den, dem Königl. Han-  
noverschen Zoll- und indirekten Steuer-Systeme zu  
unterwerfenden Herzogl. Braunschweigschen und Kom-  
munion-Gebietstheilen dieselbe Kraft, wie im Kö-  
nigreiche Hannover haben, und werden in den Her-  
zogl. Braunschweigschen Gebietstheilen von der Her-  
zogl. Braunschweigschen Staats-Regierung allein, in  
den Kommunion-Besitzungen aber auf herkömmliche  
Weise von der Königl. Hannoverschen und Herzogl.  
Braunschweigschen Staats-Regierung publizirt.

§. 4. Beide Staats-Regierungen sind dahin über-  
eingekommen, daß mit Ausnahme der zu Theding-  
hausen bereits vorhandenen Branntweinbrennerei, in  
keiner der den Gegenstand dieses Vertrags ausmachen-  
den Herzogl. Braunschweigschen und Kommunion-  
Besitzungen, vor dem Ablaufe des Jahres 1834 Braunte-  
weinbrennereien angelegt und in Betrieb gesetzt werden.

§. 5. Wegen des Salzes, dessen Einführung, Ver-  
abgabung, Debits und Konsumtion, ist folgende Ver-  
abredung getroffen:

1. Die Herzogl. Braunschweigschen Enklaven Bo-  
denburg mit Oestrum, Oelsburg und Ostharingen, so  
wie die in der Stadt Goslar und in deren Feldmark

1831 belegenden Herzogl. Braunschweigschen und Kommunion-Enklaven haben das benöthigte Salz entweder von der Kommunion-Saline Liebenhalle und Julius-halle oder von einer der sonstigen im Fürstenthume Hildesheim belegenen Salinen, und zwar stets versteuert zu beziehen.

2. In Ansehung des Kreis-Gerichts Thedinghausen, ist der Herzogl. Braunschweigschen Staats-Regierung vorbehalten, alljährlich eine Quantität fremden Salzes für eigene Rechnung ankaufen, unter Beobachtung der überhaupt wegen des Waaren-Eingangs durch die Königl. Hannoverschen Gesetze vorgeschriebenen Kontrolle-Maafsregeln, von der Weser ab in den Flecken Thedinghausen einführen, und aus einer dort zu etablirenden Salz-Niederlage, deren Verwaltung dem Königl. Hannoverschen Zoll- und Steuer-Einnehmer daselbst gegen eine annoch zu bestimmende Vergütung übertragen werden soll, an die Eingesessenen des Kreis-Gerichts Thedinghausen gegen einen Herzogl. Braunschweigscher Seits festzusetzenden Preis und ohne dafs weder die Königl. Hannoversche Salzsteuer, noch der Gränzzoll dafür erlegt zu werden braucht, debitiren zu lassen.

Die solchergestalt alljährlich einzuführende und zu debitirende Quantität fremden Salzes ist in der Maafse auf das Salzbedürfnifs im Kreis-Gerichte Thedinghausen beschränkt, dafs dieses für jeden Kopf, mit Einschluss des für verschiedene Gewerbe, so wie der Viehzucht wegen erforderlichen Salzes, auf 16 Pfund Köllnischen Gewichts bestimmt ist.

Der Herzogl. Braunschweigschen Staats-Regierung bleiben auch diejenigen Anordnungen allein überlassen, welche nöthig sind, um einem jeden Eingesessenen des Kreis-Gerichts Thedinghausen die ihm bestimmte jährliche Salz-Portion von 16 Pfund zu sichern.

Sollte sich von dem, vorstehenden Bestimmungen nach, für ein Jahr eingeführten und in der Niederlage zu Thedinghausen gelagerten Salze am Schlusse des Jahres noch ein Niederlage-Bestand finden, so ist solcher als ein Theil der für das nächste Jahr erforderlichen und zulässigen Quantität zu betrachten.

Würde dagegen im Laufe eines Jahres mehr als 16 Pfund pro Kopf an Salz im Kreis-Gerichte The-

dinghausen verbraucht, so darf der Mehrbedarf nur **1831** aus den im Königreiche Hannover für inländisches Salz etablirten Salz-Niederlagen, gegen Entrichtung des bei solchen bestehenden Preises und der Hannoverschen Salzsteuer, entnommen werden.

3. Mit Ausnahme des unter Nr. 2. von der Herzoglich-Braunschweigschen Staats-Regierung gemachten Vorbehalts, finden sowohl auf das Kreis-Gericht Thedinghausen, als auch auf alle unter Nr. 1. namhaft gemachten Gebietstheile, das im Königreiche Hannover bestehende Verbot der Ein- und Durchfuhr von anderem als Hannoverschem Salze und die deshalb vorhandenen und ferner zu erlassenden Straf-Bestimmungen volle Anwendung.

§. 6. Für die bei Ausführung dieses Vertrags innerhalb der Herzogl. Braunschweigschen und Kommunion-Besitzungen vorrätigen Gegenstände soll die durch die Königl. Hannoverschen Tarife bestimmte Abgabe, unter den im folgenden § enthaltenen Modifikationen nacherhoben werden.

§. 7. 1. Die Nachentrichtung findet hinsichtlich des Zolls überall nicht statt, beschränkt sich vielmehr ausschließlich auf die Steuern, und sind auch hievon die Bewohner des Klosters Frankenberg und des Kommunion-Zehnt-Gebäudes zu Goslar aus Rücksicht auf deren bisherige Steuer-Verhältnisse ausgenommen.

2. Zur Nachversteuerung werden nur gezogen: Kolonial-, Material- und Manufaktur-Waaren, Leder, Eisen, sofern nicht erwiesen werden kann, daß dasselbe Hannoverschen oder Braunschweigschen Ursprungs ist, Taback, Wein, Brantwein und sonstige Spirituosen und Salz, letzteres jedoch nur im Kreis-Gerichte Thedinghausen, und zwar nach demjenigen Steuersatze, welcher für das Hannoversche Salz zu 9 Ggr. pro 100 Pfund bestimmt ist.

3. Der Korn- und Kartoffeln-Brantwein, mag derselbe in- oder ausländischen Ursprungs sein, soll mit einer Nachsteuer von nur 2 Ggr. für 1 Stübgen oder 4 Quartier belegt werden.

4. Alle Diejenigen, welche mit den unter Nr. 2. namentlich aufgeführten Gegenständen Handel treiben, sollen dafür die Nachsteuer ohne Freilassung irgend einer Quantität entrichten.

**1831** Anderen Personen aber, welche diese Artikel nur zu ihrem häuslichen Bedarfe besitzen, sollen Vorräthe und zwar von nicht mehr als für jede Haushaltung überhaupt:

- an Kolonial-Waaren fünf Pfund,
- Manufaktur-Waaren drei Pfund,
- Leder fünf und zwanzig Pfund,
- Taback zwei Pfund,
- Wein  $\frac{1}{4}$  Anker oder zehn Bouteillen,
- Korn- oder Kartoffelnbranntwein  $\frac{1}{4}$  Anker oder zehn Bouteillen,
- Franzbranntwein, Rum, Arak und Liqueur  $\frac{1}{8}$  Anker oder fünf Bouteillen,
- Salz zwei Pfund,

freigelassen werden, so daß nur das Mehrere zu versteuern ist.

Beim Eisen findet die Freilassung einer gewissen Quantität überall nicht statt.

§. 8. Die der Nachbesteuerung unterworfenen Gegenstände sind, bei Vermeidung der im §. 11. angedrohten Strafen, binnen 48 Stunden nach Einführung des Königl. Hannoverschen Zoll- und Steuersystems, der Königl. Hannoverschen Steuer-Rezeptur, ohne einigen Mangel, schriftlich anzuzeigen.

Nur diejenigen sind von dieser Anmeldung ausgenommen, welche mehr nicht, als die nach dem vorhergehenden § frei zu lassende Quantität, in Vorrath haben.

§. 9. Auf den Grund der eingereichten Deklarationen haben die Königl. Hannoverschen Steuer-Beamte die erforderlichen Revisionen ungesäumt vorzunehmen, und die Deklarationen nach befundener Richtigkeit zu attestiren.

Eigentliche Haussuchungen wegen der der Nachbesteuerung unterworfenen Artikel dürfen indeß bei denjenigen Personen, welche einen Handel damit nicht treiben, nur in Fällen dringenden Verdachts, auch nicht anders, als unter Leitung der Orts-Obrigkeit, vorgenommen werden.

§. 10. Für ansehnliche Beträge an Nachsteuer sollen von der kompetenten Königl. Hannoverschen Steuer-Direktion monatliche Zahlungs-Termine, welche jedoch nicht über ein halbes Jahr hinausgehen dürfen, bewilligt werden.



Bei mäßigen Kosten ist dagegen die Nachsteuer 1831 sofort in die Königl. Hannoversche Steuer-Rezeptur zu berichtigen.

§. 11. Diejenigen, welche die vorschriftsmäßige Anmeldung ihrer steuerbaren Vorräthe gänzlich unterlassen, oder Deklarationen über die nachzuversteuernden Gegenstände abgegeben, deren Unrichtigkeit sich bei der Revision ausweist, so wie Diejenigen, welche an irgend einem der vorstehenden Vergehen strafbaren Antheil genommen haben, werden nach Maafsgabe der auf sie anzuwendenden Bestimmungen der §§. 14, 15 und 20. der Königl. Hannoverschen Konsumtions- und Eingangssteuer-Verordnung vom 22sten Juli 1817 zur Bestrafung gezogen.

§. 12. Das Verfahren bei Kontraventionen gegen die wegen der Nachsteuer in vorstehenden §§. enthaltenen Bestimmungen soll sowohl für die Königl. Hannoverschen Steuer-Bedienten, wie auch für die richterlichen Behörden dasselbe sein, welches in den nächstfolgenden §§. näher bestimmt wird.

§. 13. Vorbehältlich weiterer, über gegenseitige möglichste Sicherung der indirekten Abgaben baldigst zu treffender Verabredung, ist wegen Verfolgung, Untersuchung und Bestrafung von Handlungen oder Unterlassungen, welche eine Verletzung oder Uebertretung der für die, im §. 1. dieses Vertrages benannten Gebietstheile, anzunehmenden, bereits erlassenen oder fernerhin zu erlassenden Königl. Hannoverschen Gränz-Zoll- und Steuer-Verordnungen, Deklarationen und Bekanntmachungen enthalten, Folgendes festgesetzt:

1. Die in jenen Landestheilen entdeckten Kontraventionen werden nach Maafsgabe der in obigen Verordnungen u. s. w. enthaltenen Bestimmungen und Vorschriften durch die Königl. Hannoverschen Zoll- und Steuer-Offizianten, unter Beobachtung der angeordneten vorläufigen Sicherungs-Maafsregeln, verfolgt und angeklagt; auch die verkürzten Abgaben sammt den Konfiskaten oder deren Geldwerth, den Strafgeldern und Kosten darnach wahrgenommen werden.

2. Nach eben jenen Bestimmungen und Vorschriften geschieht die Bestrafung der Kontraventionen.

3. Die gerichtlichen Untersuchungen und Entscheidungen in erster und weiterer Instanz, sind, wie wohl ohne Berücksichtigung eines etwaigen privile-

**1831** girten persönlichen Gerichtsstandes, von denjenigen Gerichten respektive zu führen und abzugeben, welche nach den in den fraglichen Gebietstheilen bestehenden Rechtsgrundsätzen daselbst kompetent sind.

Namentlich sollen die Untersuchungen und Entscheidungen der in den Kommunion-Gebietstheilen entdeckten Kontraventionen in erster Instanz vor das Kommunion-Bergamt zu Goslar gehören.

4. Das gerichtliche Instruktions- und Exekutions-Verfahren richtet sich nach den Normen des summarischen Prozesses, welche von jenen kompetenten Gerichten und Behörden in Zoll- und Steuer-Kontraventions-Sachen nach den bei ihnen zur Anwendung kommenden prozessualischen Vorschriften zu beobachten sind. Auf allen Fall wird dieses Verfahren ein möglichst mündliches, schnelles und abgekürztes sein. Jedoch soll bei dem Kommunion-Berg-Amt zu Goslar in erster Instanz das nämliche Instruktions- und Exekutions-Verfahren wie bei den Königl. Hannoverschen Zoll- und Steuer-Gerichten statt finden.

5. Den gerichtlichen Untersuchungen und Entscheidungen wird alle Mal das im Königreiche Hannover in Zoll- und Steuer-Kontraventions-Sachen eingeführte Ernäsigungs-Verfahren vorangehn, unter Beobachtung der in Beziehung auf dasselbe Königlich-Hannoverscher Seits bereits gegebenen oder noch zu erlassenden Bestimmungen.

Für selbiges sind, ohne alle subjektive oder objektive Ausnahme, ausschliesslich kompetent, in den Herzogl. Braunschweigschen Gebietstheilen:

das betreffende Kreis-Amt oder Kreis-Gericht; in den Kommunion-Gebietstheilen: das Kommunion-Berg-Amt zu Goslar.

§. 14. 1. Die Gebühren und Sporteln bei den gerichtlichen Untersuchungen, Verfügungen und Entscheidungen werden in den Herzogl. Braunschweigschen Gebietstheilen auf den Grund der daselbst bestehenden Taxen angesetzt werden.

Beim Kommunion-Berg-Amt zu Goslar unterliegen dieselben dagegen der im Königreiche Hannover geltenden Taxe.

Beim Ernäsigungs-Verfahren kommen die Ansätze der Königl. Hannoverschen Taxe sowohl in den Herzogl. als in den Kommunion-Gebieten zur Anwendung.

2. Ein Gebrauch gestempelten Papiers findet beim 1831. Ernüßigungs - Verfahren nicht statt.

Bei sonstigen Verhandlungen in Zoll- und Steuer-Kontraventionssachen wird der in den fraglichen Bezirken gesetzlich geltende Stempel, insoweit dessen Gebrauch überhaupt erforderlich ist, reservirt, und im Falle einer Verurtheilung des Angeklagten vom erkennenden Gerichte festgestellt, sodann aber für die betreffende Stempelsteuer-Kasse eingezogen und zu den Akten kassirt.

3. Strafininderungen oder Erlassungen, so wie Verwandlungen von Konfiskations- und Geldstrafen in sonstige Strafen, aus andern als gesetzlichen, der richterlichen Entscheidung unterliegenden Gründen, gehen ausschließlich von den betreffenden Königlich-Hannoverschen Behörden aus.

4. Die konfiszirten Gegenstände oder der dafür erlegte Geldwerth, so wie die Geldstrafen, fließen, insoweit solche nicht den Denunzianten nach den Königl. Hannoverschen Gesetzen gebühren, nach Abzug der Kosten, durch die Königl. Hannoversche Kreis-Kasse respektive in die Herzogl. Braunschweigischen Kassen und in die Konunion-Berg-Kasse.

§. 15. Die Erhebung, Kontrolle und überhaupt die gesammte Verwaltung der an Hannover überlassenen Abgaben, wird in den im §. 1. bezeichneten Gebietstheilen von Königl. Hannoverscher Seite in eben der Maasse wie im Königreiche selbst in Ausführung gebracht werden.

Die desfallsigen Administrations-Kosten sind lediglich von den betreffenden Hannoverschen Kassen zu tragen.

Das Königl. Hannoversche Erhebungs- und Aufsichts-Personal wird, in so weit erforderlich, angewiesen werden, seinen Wohnsitz in jenen Territorien selbst zu nehmen. Da, wo solches Königl. Hannoverscher Seits nicht nöthig befunden wird, sind die einzelnen Gebietstheile anderen bereits bestehenden oder noch anzuordnenden Königl. Rezeptur- und Kontrolle-Bezirken beizulegen.

Namentlich ressortiren die Anstellung, Beeidigung, Versetzung, Pensionirung, Entlassung, Suspension und Entsetzung der betreffenden Zoll- und Steuer-Offizianten lediglich von den Königl. Hannoverschen

1831 Behörden, gleich wie sie denselben in allen Dienst-sachen ausschliesslich untergeben sind.

Der diesen Offizianten abzunehmende Dienst-Eid, soll in der Maafse normirt werden, daß solcher in Beziehung auf die Abgabe-Pflichtigen, mögen diese Königl. Hannoversche oder Herzogl. Braunschweigsche Unterthanen sein, übereinstimmend lautet:

Von der in den Herzogl. Braunschweigschen Gebietstheilen selbst geschehenen Anstellung der Offizianten und deren Beeidigung wird von der Königl. Hannoverschen an die Herzoglich-Braunschweigsche Staats-Regierung Mittheilung gemacht werden.

In andern als Dienstsachen haben diejenigen Königl. Hannoverschen Zoll- und Steuer-Offizianten, welche in den Herzogl. Braunschweigschen oder in den Kommunion-Distrikten wohnen, vor den dort kompetenten Behörden und Gerichten, daselbst bestehender Verfassung und geltenden Gesetzen gemäß, Recht zu geben und zu nehmen.

§. 16. Es versteht sich indessen, daß diese Offizianten in allen Disziplinarsachen ihres Amts ausschliesslich unter den betreffenden Königl. Hannoverschen Behörden stehen, und, wenn gleich dieselben auch in Fällen gemeiner Vergehen und Verbrechen von den respektiven in den Herzogl. Braunschweigschen und Kommunion-Gebietstheilen kompetenten Gerichten und Behörden nach dortiger Verfassung in Untersuchung zu ziehen und nach dasigen Gesetzen zu bestrafen sind, dieses doch bei allen Dienstvergehen und Verbrechen, welche sie sich in den Herzogl. Braunschweigschen Gebietstheilen zu Schulden kommen lassen möchten, eine Ausnahme leidet, indem in Ansehung dieser die Untersuchung und Bestrafung den kompetenten Königl. Hannoverschen Gerichten und Behörden vorbehalten bleibt, und die Herzogl. Braunschweigsche Staats-Regierung in solchen Fällen auf Königl. Hannoversche Requisition alle Rechtswillfährigkeit überhaupt, und insbesondere auch hinsichtlich etwaiger Arrestationen, bezeigen lassen wird.

Auch bei vorkommenden gemeinen Vergehen und Verbrechen will die Herzogl. Braunschweigsche Staats-Regierung verfügen, daß Verhaftungen Königl. Hannoverscher Zoll- und Steuer-Offizianten in jenen Gebietstheilen nicht ohne vorgängige, mit Bemerkung

der Veranlassung verbundene Benachrichtigung der 1831 nächsten Königl. Hannoverschen Administrations-Behörde, unter welcher solche Offizianten zunächst stehen, vorgenommen werden sollen. Haftet indessen auf dem Verzuge Gefahr, so wird die Benachrichtigung von der geschehenen Arretirung und ihrer Veranlassung schleunigst nachgeholt werden, und die Herzogl. Ortsbehörden werden erforderlichen Falls nicht aufschiebliche vorläufige Maafsregeln zur Sicherung des Königl. Hannoverschen Zoll- und Steuer-Interesses treffen, und davon der erwähnten Königl. Hannoverschen Administrations-Behörde ebenfalls Anzeige machen.

Uebrigens sollen die im Herzogl. Braunschweigschen Gebiete wohnenden Königl. Hannoverschen Offizianten nebst ihren bei ihnen wohnenden Familien und Domestiken, den Herzogl. Braunschweigschen, von einem etwaigen Grundbesitze nicht abhängigen, Staats-Abgaben und Lasten nicht unterworfen sein.

Eine Befreiung von Kommunal- und Parochial-Abgaben und Leistungen findet dagegen nicht statt.

§. 17. Wegen der Spielkarten sind beide Theile dahin übereingekommen, daß

1. die Königl. Hannoversche Staats-Regierung die Durchfuhr der zum Debit und Verbrauch innerhalb der im §. 1. unter Nr. I-IV. bezeichneten Herzogl. Braunschweigschen Gebietstheile erforderlichen Spielkarten, sofern solche mit dem Herzogl. Braunschweigschen Karten-Stempel belegt sind, zugestehet;

2. die für diese Gebietstheile angestellten Königl. Hannoverschen Zoll- und Steuer-Beamte, so viel als thunlich ist, auf Karten-Stempel-Kontraventionen achten, und

3. daß überhaupt beide Staats-Regierungen in allem Demjenigen, was die Verhütungen der Kontraventionen gegen den in beiden Staaten bestehenden Karten-Stempel bezweckt, sich gegenseitig unterstützen wollen.

§. 18. Derjenige freie Verkehr, welcher innerhalb der Königl. Hannoverschen Zoll- und Steuer-Gränze in Folge gleicher Zölle und indirekter Steuern zwischen den verschiedenen Theilen des Königreichs besteht, findet auch auf den im §. 1. bezeichneten Herzogl. Braunschweigschen und Kommunion-Territorien

1831 in das Königreich Hannover und umgekehrt volle Anwendung.

§. 19. In denjenigen einzelnen Fällen, wo die Herzogl. Braunschweigsche Staats-Regierung sich von der Nothwendigkeit überzeugt, den Einwohnern der im §. 1. bezeichneten Gebietstheile zu deren Unterstützung Baumaterialien, Feldfrüchte und Vieh aus dem Herzogthume Braunschweig zukommen zu lassen, sollen diese Gegenstände, insofern solche mit gehörigen Bescheinigungen begleitet sind, frei von Königl. Hannoverschen Zoll- und Eingangssteuern daselbst eingeführt werden.

§. 20. Die im Königreiche Hannover und im Herzogthume Braunschweig bestehenden Ausfuhrverbote bleiben auch in Beziehung auf die den Gegenstand dieses Vertrages ausmachenden Gebietstheile unverändert in Kraft.

§. 21. Die Dauer dieses Vertrags wird vorläufig in der Maasse vom 1sten Januar eintausend achthundert und zwei und dreissig bis zum Ablaufe des Monats Juli eintausend achthundert und neun und dreissig festgesetzt, daß beiden Theilen vom Juli eintausend achthundert und acht und dreissig an, eine einjährige Kündigung zusteht.

§. 22. Vorstehender Vertrag ist sofort zur Ertheilung der höchsten Ratifikationen vorzulegen und sollen die Ratifikations-Urkunden binnen 14 Tagen hieselbst ausgewechselt werden.

Urkundlich ist vorstehender Vertrag in zwei gleichlautenden Ausfertigungen von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnet und besiegelt worden.

So geschehen Hannover den neunten Dezember Eintausend Achthundert Ein. und Dreissig.

GEORG FR. HIERON. DOMMES. AUGUST PHILIPP CHR.  
HEINRICH LUDWIG MEINEKE. THEODOR VON AMSBERG.

### A n l a g e

zum 1. §. des Vertrages vom 9ten Dezember 1831.

#### I. Zoll.

1. Verordnung vom 9ten September 1825. Die veränderte Einrichtung des Zollwesens betreffend.

2. Bekanntmachung der Königl. Ober-Zoll-Di-

reaktion vom 22sten September 1825. Verschiedene 1831  
Kontrolle.-Maafsregeln und andere, die veränderte Einrichtung des Zollwesens betreffende Gegenstände betr.

3. Bekanntmachung der Königl. Ober-Zoll-Direktion vom 13ten Febr. 1826. Die Verzollung des Leinengarns, der Leinewand und des transitirenden Getraides betreffend.

4. Bekanntmachung der Königl. Ober-Zoll-Direktion vom 17ten April 1826. Die Ausstellung und Beglaubigung der Ursprungs-Zertifikate betreffend.

5. Bekanntmachung der Königl. Ober-Zoll-Direktion vom 8ten Aug. 1828. Die Ablieferung der Zoll-Abfertigungen betreffend.

6. Bekanntmachung der Königl. Ober-Zoll-Direktion vom 9ten September 1830. Die einstweilige Suspension des Eingangszolles vom Rocken betreffend.

7. Bekanntmachung der Königl. Ober-Zoll-Direktion vom 21sten October 1830. Die Suspension des Eingangszolles von Salz, Waizen, Bohnen, Erbsen, Linsen, Wicken, Buchwaizen, Gerste und Hafer betr.

8. Verordnung vom 6ten Juli 1831. Die Veränderung des für rohe Häute zu erlegenden Zolles betr.

9. Bekanntmachung der Königl. Ober-Zoll-Direktion vom 11ten Juli 1831. Die Veränderung des für rohe Häute zu erlegenden Zolles, insbesondere die Durchgangs-Zoll-Abgabe betreffend.

10. Instruktion der Königl. Ober-Zoll-Direktion für die Zoll-Offizianten vom 21sten October 1831. Ueber verschiedene Gegenstände in Beziehung auf die Königl. Verordnung vom 6ten Juli 1831, die Veränderung des für rohe Häute zu erlegenden Zolles betreffend, so wie in Beziehung auf die Bekanntmachung der Königl. Ober-Zoll-Direktion vom 11. desselben Monats, jene Veränderung, insbesondere die Durchgangs-Zollabgabe betreffend.

## II. Steuern.

### A. Eingangs - Steuer.

1. Verordnung vom 22sten Juli 1817. Die Konsumtions- (und Eingangs-) Steuern betreffend.

2. Verordnung vom 26sten Juli 1821. Die veränderte Einrichtung der Eingangs-Konsumtions-Steuer betreffend.

1831 3. Bekanntmachung des Königl. Ober-Steuer-Kollegii vom 30sten Juli 1821. Die Bezeichnung des im Königreiche fabrizirt werdenden Tabacks und Zichorien-Kaffees betreffend.

4. Verordnung vom 30sten Aug. 1822, unter Bezugnahme auf die das Verbot fremden Salzes betreffenden Verordnungen vom 14ten September 1814, 7ten October 1817 und 30sten Sept. 1818. Die Bestrafung der Defrauden mit fremdem Salze betreffend.

5. Verordnung vom 20sten Februar 1823. Die bei der Ein- und Durchfuhr fremder Spirituosen zu beobachtenden Formalitäten betreffend.

6. Verordnung vom 8ten Juli 1823. Die Einführung einer Eingangs-Steuer von dem in das Königreich einkommenden fremden Viehe betreffend.

7. Verordnung vom 6ten Juli 1831. Die Veränderung des Eingangs-Tarifs betreffend.

*B. Steuer vom inländischen Brantweine.*

1. Verordnung vom 22sten Juli 1817. Die Konsumtions- (und Eingangs-) Steuern betreffend.

2. Verordnung vom 29sten Aug. 1820. Die vom inländischen Brantweine zu erlegende Konsumtions-Steuer betreffend.

*C. Steuer vom inländischen Biere.*

1. Verordnung vom 22sten Juli 1817. Die Konsumtions- (und Eingangs-) Steuern betreffend.

2. Verordnung vom 19ten Juni 1827. Die Herabsetzung der Konsumtions-Steuer vom inländischen Biere betreffend.

*D. Mahl- und Schlacht-Lizent.*

1. Verordnung vom 22sten Juli 1817. Die Konsumtions- (und Eingangs-) Steuern betreffend.

2. Verordnung vom 30sten Juli 1831. Die in den Lizentorten zu erlegende Mahl- und Schlacht-Steuer betreffend.

*E. Steuer vom inländischen Salze.*

1. Verordnung vom 22sten Juli 1817. Die Konsumtions- (und Eingangs-) Steuern betreffend.

Außer den in vorstehenden Verordnungen enthaltenen, das Zoll- und Steuer-Kontraveentionsverfahren



betreffenden Bestimmungen, kommen beim Kommunion-Berg-*Ante* Goslar, so weit sie auf die Instruktion und Entscheidung in erster Instanz Bezug haben, noch zur Anwendung:

1. Die Verordnung vom 11ten Sept. 1820, zur Erläuterung des §. 193. der Verordnung vom 22sten Juli 1817 über die Konsumtions- und Eingangs-Steuern. Die in Steuer-Kontraventionssachen statt findenden Rechtsmittel betreffend.

2. Die Verordnung vom 20sten Dezember 1825 zur näheren Bestimmung des gerichtlichen Verfahrens in Steuer-Kontraventionssachen.

Von Gottes Gnaden, Wir Wilhelm, Herzog zu Braunschweig und Lüneburg u. s. w. Demnach Wir mit Seiner Majestät, dem Könige von Großbritannien und Irland, auch Könige von Hannover, unterm 9ten d. M. einen Vertrag über die nähern Verhältnisse haben verabreden lassen, unter welchen die durch die Artikel X und XI. mit Allerhöchstgedachter Majestät unterm 7ten October d. J. geschlossenen Präliminar-Handels-Konvention im Einverständnisse mit getreuer Landschaft, stipulirte Aufnahme der zum Herzogthume Braunschweig gehörenden, im Königreiche Hannover belegenen Gebietstheile, so wie der in der Stadt Goslar und deren Feldmark belegenen Kommunion-Besitzungen in das in dem Königreiche Hannover bestehende Gränz-Zoll- und indirekte Steuersystem ausgeführt werden soll, Wir auch diesen Vertrag unterm 15ten d. M. ratifizirt haben und nunmehr die darüber ausgestellten Urkunden gegenseitig ausgewechselt worden sind, so bringen Wir denselben, seinem ganzen Inhalte nach, hierdurch zur allgemeinen Kenntniss, und haben sich sämtliche Behörden und Unterthanen nach den darin enthaltenen Bestimmungen, auf das Genaueste zu achten.

Uebrigens sind die in der Anlage zum §. 1. des Vertrages bezeichneten Königl. Hannoverschen Gesetze, Verordnungen u. s. w., welche vom 1sten Januar kommenden Jahres an in den gedachten Enklaven und Kommunion-Besitzungen in Wirksamkeit treten, den betreffenden Gerichten und Administrativ-Behörden mitgetheilt und werden von diesen den betheiligten Unterthanen noch besonders bekannt gemacht werden.

1831 Urkundlich Unserer Unterschrift und begedruckten Herzoglichen Staats-Kanzlei-Siegels.

Braunschweig, am 19ten Dezember 1831.

*Auf Höchsten Spezial-Befehl.*

Graf von VELTHEIM. von SCHLEINITZ. F. SCHULZ.

## 71.

*Déclaration réciproque de la Bavière et du Wurtemberg concernant le transport et la poursuite des criminels, publiée le 31 Décembre 1831.*

(Regierungs-Blatt für das Königreich Baiern 1832 Nr. 2.).

### *Ministerial - Erklärung.*

**D**as Königlich-Baierische Staats-Ministerium des Könighchen Hauses und des Aeufsern erklärt, in Folge der zwischen der Könighch-Baierischen und der Könighch-Würtembergischen Staats-Regierung hinsichtlich des Transportes und der Verfolgung von Verbrechern und andern verdächtigen Personen an den beiderseitigen Gränzen, getroffenen Uebereinkunft, daß

1. den im Königreiche Würtemberg zu Erhaltung der öffentlichen Sicherheit aufgestellten Personen gestattet sein solle, in Ausübung ihres Amtes ihren Weg durch das Könighch-Baierische Gebiet ohne Anfrage zu nehmen, wenn dieser kürzer oder sonst vortheilhafter, als die Umgehung der Gränze ist;
2. daß denselben bei Streifzügen die Verfolgung von Verbrechern, oder als solche verdächtigen Personen von dem Könighch-Würtembergischen in das Könighch-Baierische Gebiet in dem Maasse erlaubt sei, daß dieses nur in flagranti der Verfolgung geschehen dürfe, und die ergriffene Person sofort demjenigen Amte, wo sie arretirt

worden, zur Untersuchung und Bestrafung, oder **1831**  
auf den Fall, daß deren Auslieferung nachher  
zugestanden werden sollte, zur einstweiligen De-  
tention übergeben werde, dann

3. daß die Bestimmung unter Ziffer 2. auch auf  
die Fälle, wo ein bereits arretirter oder zu trans-  
portirender Verdächtiger oder Verbrecher dem  
Landjäger etc.etc. auf das Königlich-Baierische Ge-  
biet entspringt, in Anwendung zu kommen habe,  
mit dem Vorbehalte jedoch, daß auch der ent-  
sprungene und im diesseitigen Gebiete wieder an-  
gehaltene Verhaftete nicht ohne weiters an das  
Königlich-Württembergische Amt zurückgebracht,  
sondern dem diesseitigen Amte, in dessen Be-  
zirk er wieder festgenommen worden, zur Auf-  
bewahrung übergeben werde, bis über seine wirk-  
liche Auslieferung oder jenseitige Bestrafung ver-  
fügt wird.
4. Daß die betreffenden, zur Erhaltung der öffent-  
lichen Sicherheit aufgestellten Personen, auch bei  
ihren jenseits der Gränze vorgenommenen Hand-  
lungen sich nach den Bestimmungen der ihnen  
von ihrer Behörde gegebenen Dienst-Vorschrif-  
ten zu achten haben, und für deren Beachtung  
nur der eigenen Regierung verantwortlich sein  
sollen, und übrigen
5. den beiden Königlichen Gouvernements frei ste-  
hen solle, diese Uebereinkunft wieder aufzukün-  
den, was jedoch *sechs* Monate im Voraus ge-  
schehen muß:

Dessen zur Urkunde hat das Königlich-Baierische  
Staats-Ministerium des Königlichen Hauses und des  
Aeußern gegenwärtige Erklärung, die gegen eine im  
Einklange stehende des Königlich-Württembergischen  
Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten ausge-  
wechselt und beiderseits den betreffenden Behörden  
zur Richtschnur in vorkommenden Fällen eröffnet  
werden soll, ausgestellt und mit seinem Siegel be-  
drucken lassen.

So geschehen München, den 30. Dezember 1831.  
*Königl. Baier. Staats - Ministerium des Königl.  
Hauses und des Aeußern.*

Graf v. ARMANSPERG.

BRAUN.

## 72.

1829 *Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre le royaume des Pays-Bas et la république de Colombie, conclu à Londres le 1<sup>er</sup> Mai 1829, et ratifié par le Roi des Pays-Bas le 10 Juin de la même année \**).

(Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden. 1829 Nr. 6.)

**N**aardien zich sedert eenigen tijd, handelsbetrekkingen gevormd hebben, tusschen het Koninkrijk der Nederlanden en de landen der Republiek van Colombia, is het voor de handhaving en uitbreiding der wederzijdsche belangen nuttig geoordeeld, die betrekkingen door middel van een traktaat van vriendschap, scheepvaart en handel te bevestigen en te beschermen.

Met dit oogmerk hebben respectielijk tot hunne gemagtigden benoemd,

te weten:

Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, Mr. Anton Reinhard Falck, Kommandeur der Orde van den Nederlandschen Leeuw, en Hoogstdeszelfs Ambassadeur Extraordinaris en Plenipotentiaris bij het Hof van Groot-Brittanje,

en

de President-Bevrijder van de Republiek van Colombia, den Heer Joseph Fernandez Madrid, Extraordinaris Envoyé en Minister Plenipotentiaris bij Zijne Groot-Brittannische Majesteit; dewelke na zich over en weder hunne volmagten te hebben medege-deeld, de volgende artikelen vastgesteld hebben:

ART. I. Er zal eene altoosdurende, bestendige en opregte vriendschap zijn, tusschen Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden en Hoogstdeszelfs Staten en Onderdanen ter eenre, en de Regering en de ingezetenen van Colombia ter andere zijde.

\*) Les deux articles Nr. 72. et 73. me sont parvenus si tard, que je n'ai pu les mettre à la place où ils auroient du se trouver dans l'ordre chronologique.  
Le Réd.

72.

*Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre le royaume des Pays-Bas et la république de Colombie, conclu à Londres le 1<sup>er</sup> Mai 1829, et ratifié par le Roi des Pays-Bas le 10 Juin de la même année.*

(Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden. 1829 Nr. 6.)

**H**abiendose establecido algun tiempo ha relaciones mercantiles entre el Reyno de los Países Bajos y los Territorios de la Republica de Colombia, se ha creído útil para la seguridad y fomento de sus mutuos intereses que dichas relaciones sean confirmadas y protegidas por medio de un tratado de amistad, navegación y comercio.

Con este objeto han nombrado sus respectivos Plenipotenciarios,

a saber:

Su Magestad el Rey de los Países Bajos a Dr. Antonio Ricardo Falck, Comendador de la Real Orden del Leon Belgico, su Embajador Extraordinario y plenipotenciario cerca de Su Magestad Britanica.

y

el Presidente Libertador de la Republica de Colombia, al Sr. Jose Fernando Madrid, Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario cerca de Su Magestad Britanica, quienes, despues de haberse comunicado mutuamente sus plenos poderes, han concluido los articulos siguientes:

**ART. I.** Habra perpetua, firma y sincera amistad entre Su Magestad el Rey de los Países Bajos, sus dominios y subditos, y el Gobierno y Pueblo de la Republica de Colombia.

1829 **ART. II.** Tusschen de bezittingen van Hoogstgedachte Zijne Majesteit in Europa en het grondgebied van Colombia, zal eene wederkeerige vrijheid van handel plaats hebben.

De inwoners der beide landen zullen zich vrij, en veilig met hunne schepen en ladingen naar alle zoodanige plaatsen, havenen en rivieren in gemelde bezittingen en grondgebied vermogen te begeven, als waar zulks aan andere vreemdelingen geoorloofd is, of zal worden; aldaar binnen te komen, te verblijven en te wonen; huizen en pakhuizen ten behoeve van hunnen handel te huren en te betrekken, en in het algemeen zullen zij wederkeerig de volledigste bescherming en veiligheid voor hun bedrijf genieten; met onderwerping echter aan de wetten en statuten der twee landen respectievelijk.

**ART. III.** In gelijker voege zullen de schepen van Oorlog der beide natien dezelfde vrijheid hebben, om onbelemmerd en veilig alle havenen, rivieren en plaatsen aan te doen, alwaar het binnenkomen aan de oorlogschepen van eenige andere natie geoorloofd is, of zal worden.

**ART. IV.** Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden vergunt aan de Republiek van Colombia, dat derzelver ingezetenen mede vrijheid van vaart en handel hebben zullen op alle Hoogstdezelfs bezittingen buiten Europa, in gelijker voege, als volgens de algemeene beginselen van Hoogstdezelfs koloniaal stelsel, aan eenige andere natie vergund is, of worden zal; wel verstaande, dat, zoo t' eeniger tijd, in dit opzigt, aan eene andere vreemde natie, ten gevolge van nieuwe vergunningen, ten behoeve van de Nederlandsche vaart en handel, grootere voorregten mogten worden toegekend, de burgers van Colombia bevoegd zullen zijn, om dezelfde voorregten voor zich in te roepen, zoodra hunne Regering in evenredige vergunningen ten behoeve van gezegde vaart en handel zal hebben bewilligd.

**ART. V.** De vergunning van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, in art. 4 omschreven, vindt plaats in de onderstelling, dat, wederkeerig, de schepen uit Hoogstdezelfs kolonien, komende in de havens der Republiek een vrijen toegang hebben en,

**ART. II.** Habra entre los dominios de Su Magestad el Rey de los Países Bajos en Europa y los territorios de Colombia, una reciproca libertad de comercio.

Los subditos y ciudadanos de los dos paises podran libre y seguramente ir con sus buques y cargamentos á todos aquellos parages, puertos y rios en los territorios y dominios antedichos á los quales se permite ó permitiere ir a otros estrangeros, entrar, permanecer y residir en ellos, alquilar y ocupar casas y almacenes para los objetos de su comercio y generalmente gozaran recíprocamente de la mas completa proteccion y seguridad para su comercio, sujetos á las leyes y los estatutos de los dos paises respectivamente.

**ART. III.** De igual modo los buques de guerra de los dos naciones tendran la misma libertad para llegar franca y seguramente á todos los puertos, rios y lugares adonde se permite ó se permitiere entrar á los buques de guerra de otro nacion.

**ART. 4.** Su Magestad el Rey de los Países Bajos concede á la Republica de Colombia que sus habitantes tengan tambien libertad de navegacion y comercio en todas sus posesiones situadas fuera de Europa, del mismo modo que, según los principios generales de su sistema colonial, se permite ó se permitiere á qualquiera otra nacion, bien entendido que si alguna vez llegasen a concederse mayores privilegios en este punto a otra nacion, en consecuencia de nuevas concesiones a favor de la navegacion y comercio de los Países Bajos, los ciudadanos de Colombia tendran derecho de reclamar los mismos privilegios luego que su Gobierno haya consentido en hacer a dicha navegacion y comercio concesiones equivalentes.

**ART. V.** La concesion de Su Magestad el Rey de los Países Bajos mencionada en el articulo 4 se hace en el supuesto que recíprocamente los buques procedientes de sus colonias tendran en los puertos de la Republica un libre acceso y el mismo acogimiento

1829 hetzelfde onthaal genieten zullen, als of zij van Zijne Majesteits staten in Europa kwamen.

ART. VI. In gemelde kolonien, en in het algemeen, in al de bezittingen en landen van de eene der contracterende partijen zal aan de schepen der andere, welker equipagie door ziekte, of anderzins verzwakt wezen mogt, vrijheid gelaten worden om de zeelieden aan te nemen, die zij tot het voortzetten hunner reize noodig zullen hebben; mits voldoende aan hetgene in de respectieve landen bij plaatselijke verordeningen mag zijn voorgeschreven, omtrent het in dienst nemen van derzelver onderdanen, of burgers.

ART. VII. Ter zake van last- of tonnengelden voor - en havengelden, loodswezen, bergloonen, ingeval van averij of schipbreuk, of welke andere algemeene of plaatselijke kosten het ook zijn moge, zullen in de havens van de eene der contracterende partijen aan de schepen der andere, geene andere of hoogere regten worden opgelegd, dan die in dezelfde havens verschuldigd zullen zijn door de schepen der meest begunstigde natie.

ART. VIII. In de Colombiaansche havens zullen op den in- en uitvoer, onder Nederlandsche vlag, van voortbrengselen van den Nederlandschen grond en nijverheid, noch in de havens van Nederland op den in- of uitvoer onder Colombiaansche vlag, van voortbrengselen van den grond en nijverheid van Colombia, geene andere of hoogere regten te betalen zijn, dan die, welke in de respectieve landen dezelfde goederen te betalen hebben of zullen hebben, aangevoerd of uitgevoerd wordende met schepen der meest begunstigde natie.

ART. IX. Over en weder zullen als Nederlandsche en Colombiaansche schepen beschouwd en behandeld worden, al dezulke, als daarvoor in de Janden, waartoe dezelve respectivelijk behooren, volgens de bestaande of verder uit te vaardigen wetten en reglementen erkend zullen zijn; van welke wetten en reglementen, de eene partij ten bekwamen tijde kennis zal geven aan de andere; wel verstaande, dat elk schip steeds zal moeten voorzien zijn van een zeebrief of paspoort, door de bevoegde autoriteit afgegeven.



que si procediesen de los dominios de Su Magestad 1829 en Europa.

**ART. VI.** En dichas colonias y generalmente en todos los territorios y dominios de los partes contractantes se concedera á los buques cuya tripulacion haya sido reducida por enfermedad o de qualquier otro modo, facultad de alistar los marineros que hayan menester para continuar su viage; con tal que se cumpla con la que prescriben las ordenanzas locales sobre el alistamiento de los ciudadanos o subditos de los paises respectivos.

**ART. VII.** No se inpondran otros ni mas altos derechos por razon de toneladas, fanal, emolumentos de puerto, practico, salvamento en casa de averia o naufragio o qualesquiera otros gastos locales en los puertos de una de las dos partes contractantes a los buques de la otra que los pagaderos en los mismos puertos por los buques de la nacion mas favorecida.

**ART. VIII.** No se pagaran otros ni mas altos derechos en los puertos de los Paises Bajos por la importacion o exportacion en buques Colombianos de qualesquiera articulos siendo producciones naturales o de la industria de esta Republica, ni en Colombia se pagaran otros derechos por la importacion o exportacion en buques de los Paises Bajos de qualesquiera articulos siendo producciones naturales o de la industria de este Reyno que los que pagan o pagaran en adelante en los respectivos territorios los mismos efectos importados o exportados en buques de la nacion mas favorecida.

**ART. IX.** Reciprocamente seran considerados y tratados como buques de los Paises Bajos y de Colombia todos los que fueren reconocidos por tales en los dominios y territorios a que respectivamente pertenecen segun las leyes y los reglamentos existentes o que en adelante se promulgaren, de los que se hara oportuna comunicacion de la una a la otra parte, bien entendido que todo buque debiera estar provisto de una carta de mar o pasaporte expedido por la autoridad competente.

1829 ART. X. Op het grondgebied van Cplombia zullen geene andere of hoogere regten van invoer gelegd worden op de voortbrengselen van den Nederlandschen grond of nijverheid, en wederkeeriglijk, dan die, welke te betalen zijn, of zullen zijn, wegens gelijksoortige artikelen van eenig ander vreemd land, met in achtneeming van hetzelfde beginsel omtrent den uitvoer. Ook zal geenerhande verbod van in- of uitvoer van ettelijke artikelen in het onderling verkeer der beide contracterende partijen plaats hebben, dat zich niet tevens gelijkelijk tot alle andere natiën uitstrekke.

ART. XI. De handelaars, scheepsbevelhebbers en overige onderdanen, of burgers van de eene der contracterende partijen zullen op het grondgebied der andere volkomene vrijheid genieten, om of hunne zaken zelve te behandelen, of ze ter bezorging toe te vertrouwen aan wien hun goeddunkt, zoo als konvooieloper, makelaar, zaakwaarnemer of tolk; en zullen zij niet verplicht zijn, om daartoe andere personen te gebruiken, of dezelve grootere belooning of salaris te geven, dan in gelijke gevallen door de inboorlingen des lands gebruikt, of gegeven worden. Even zoo zal aan kooper en verkooper eene volmaakte vrijheid toekomen om den prijs der koopmanschappen en waren, van welken aard ook, te regelen en te bepalen, zoo als hun goeddunkt, zich gedragende naar de wetten en gevestigde gewoonten van het land.

ART. XII. In al wat betrekking heeft tot de politie der havens, het laden en lossen der schepen, en de veiligheid der koopmanschappen, goederen en waren, zullen de onderdanen en burgers der contracterende partijen aan de wetten en plaatselijke verordeningen onderworpen zijn, en daarentegen dezelfde regten en voorregten genieten, als de inwoners van het land, alwaar zij hun verblijf houden.

ART. XIII. Bij ayarij of schipbreuk zal, over en weder, aan de schepen der beide contracterende partijen dezelfde bescherming en hulp verleend worden, als de schepen der natie genieten, bij welke zoodanige tegenspoed plaats vindt.

ART. XIV. De respective onderdanen en burgers, het zij kooplieden of andere, zullen in hunne personen, woningen en goederen de meest volle-

**ART. X.** No se impondran otros o mas altos <sup>1829</sup> derechos á la importacion en los dominios de Su Magestad el Rey de los Países Bajos de qualesquiera producciones naturales o manufacturas de Colombia, y reciprocamente, que los que se paguen o pagaren por semejantes articulos de otro qualquier pais extranjero; observandose el mismo principio por la exportacion, ni se impondra prohibicion alguna a la importacion o exportacion de algunos articulos en el trafico reciproco de una de las dos partes contratantes que no se estienda igualmente á todas las otras naciones.

**ART. XI.** Los comerciantes, capitanes de buques y demas subditos o ciudadanos de la una de las partes contratantes tendran en los territorios de la otra entera libertad para manejar par si mismos sus negocios o confiarlos el manejo de quien gusten; sea cornedor, factor, agente o intérprete, ni serán obligados a emplear otras personas para estos objetos que los que se emplean por los nacionales, ni a pagarles mas salario o remuneracion que lo que, en semejantes casos, paguen aquellos.

Igualmente se concedera libertad absoluta al comprador y vendedor para ajustar y fijar el precio de qualesquiera mercancías y efectos como le crean conveniente; conformandose con las leyes y costumbres establecidas en el pais.

**ART. XII.** En todo lo relativo a la policia de los puertos, carga y descarga de los buques, seguridad de las mercancías, bienes y efectos los subditos y ciudadanos de las partes contratantes estaran sujetos a las leyes y las ordenanzas locales y por otra parte gozaran de los mismos derechos y privilegios que los habitantes del pais en que residen.

**ART. XIII.** En los cazos de naufragio o averia se concedera a los buques de las dos partes contratantes respectivamente la misma proteccion y ayuda que disfrutaban los buques de la nacion adonde sucida.

**ART. XIV.** Los subditos o ciudadanos respectivamente, sean negociantes u otros, gozaren de la mas completa y constante proteccion en sus personas,

1829 dige en bestendige bescherming genieten, zonder dat men hen daarin vermoge te storen, door eenigerhande maatregel van willekeur, doch eeniglijk ten gevolge van de regelmatige toepassing dier zelfde wetten, welke voor de inboorlingen gelden; — tot het vervolgen en verdedigen van hunne belangen zullen zij tot de regtbanken eenen vrijen en gemakkelijken toegang hebben; — ook zal het hun vrijstaan de advocaten, procureurs of agenten van welken aard ook die zij goedvinden, te gebruiken; en, over het algemeen, in de bedeeeling des regts, gelijk ook in al hetgene betrekkelijk is tot de opvolging in eigendom bij uitersten wil of anderzins, en tot de bevoegdheid om bij verkoop, gifte, ruil of eenige andere wijze over zijn eigendom hoe ook genaamd, te beschikken, zullen zij dezelfde voorregten en vrijheden genieten, als de inboorlingen van het land, alwaar zij zich bevinden; in geen van deze gevallen zullen hun zwaardere imposten of belastingen opgelegd worden, dan die de inboorlingen betalen; en, eindelijk, zij zullen vrij zijn van alle gedwongene krijgsdienst bij de land en zeemagt.

ART. XV. De onderdanen van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, die zich op het grondgebied van Colombia bevinden, zullen ook dan, wanneer zij de Roomsche-Katholieke godsdienst niet belijden, eene geheele en volkomene gewetensvrijheid genieten, zonder blootgesteld te zijn aan eenige overlast, stoornis of onrust ter zake van hun godsdienstig geloof, of in het oefenen van hunne eeredienst, mits dit laatste geschiede in particuliere huizen, met betamelijk ontzag en met behoorlijken eerbied voor de gevestigde wetten, gebruiken en gewoonten. — Ook zal het hun vrijstaan hunne landgenooten, die op het gemelde grondgebied komen te overlijden, in de daartoe bestemde plaatsen te begraven; en zullen de begravenissen of grafsteeden in geenerhande maniere, noch onder eenig voorwendsel, hoe ook genaamd, gestoord worden.

De Colombiaansche burgers zullen in al de bezittingen van Zijne Majesteit de vrije uitoefening van hunne godsdienst hebben, openlijk of in het bijzonder, binnen hunne woningen, of in de gebouwen tot

casas y propiedades sin que se pueda molestarles <sup>1829</sup> por ninguna medida arbitraria sino solamente en consecuencia de la aplicacion regular de las mismas leyes que rigen para los naturales; tendran un libre y facil acceso a los tribunales de justicia para la prosecucion y defensa de sus intereses; tambien tendran libertad de emplear los abogados, procuradores o agentes de qualquiera clase que jûsguen conveniente; y generalmente en la administracion de la justicia lo mismo que en lo que concierne la sucesion a las propiedades por testamento o de otro modo qualquiera, y al derecho de disponer de la propiedad de qualquiera clase o denominacion por venta, donacion, permuta o de toda otra manera, gozaran de los mismos privilegios y libertades que los naturales del pais en que residen; no se les cargará en ninguno de estos casos mayores impuestos o derechos que los que pagan los nacionales, y finalmente estaran exentos de todo servicio militar forzoso en el egercito y la armada.

**Art. XV.** Los subditos de Su Magestad el Rey de los Países Bajos, residentes en el territorio de Colombia, aun quando no profesen la religion catolica, gozaran la mas perfecta y entera seguridad de conciencia, sin quedar espuestos a ser molestados, inquietados ni perturbados en razon de su creencia religiosa ni en los ejercicios propios de su religion, con tal que los hagan en casas privadas y con el decoro debido ad culto divino; respetando las leyes, usos y costumbres establecidos. Tambien tendran libertad para enterrar, en los lugares destinados al efecto, sus compatriotes que mueren en los dichos territorios; y los funerales o sepulcros no seran trastornados de modo alguno ni por ningun motivo.

Los ciudadanos de Colombia gozaran en todos los dominios de Su Magestad del libre ejercicio de Su religion en publico o en privado, dentro de sus casas o en los templos destinados al culto;

1829 de eeredienst bestemd, zoo als het beginsel van algemeene verdraagzaamheid, bij de grondwet des Rijks vastgesteld, mede brengt.

ART. XVI. Tot grootere beveiliging van het verkeer tusschen Nederland en Colombia, wordt daarenboven overeengekomen, dat zoo t'eenigertijd ongelukkig eene afbreking der thans bestaande vriendschapsbetrekkingen plaats vinden mogt, de onderdanen of burgers der eene contracterende partij, welke zich op het grondgebied der andere bevinden, het voorrecht zullen genieten van aldaar te verblijven, en hun bedrijf, zonder eenigerhande verlet, voort te zetten, zoo lang zij zich vreedzaam gedragen en geen vergrijp begaan tegen de wetten. Ook zullen hunne goederen en eigendommen, toevertrouwd en uitgezet, hetzij aan particulieren, hetzij aan den Staat, noch aan aanhouding noch aan beslag onderhevig zijn, noch aan eenige andere vordering, die niet evenzeer gedaan worden kan, ten laste van goederen of eigendommen, toebehoorende aan de onderdanen of burgers van het land, alwaar zij zich bevinden.

ART. XVII. Eene der contracterende partijen in oorlog zijnde, zal het aan de onderdanen of burgers der andere geoorloofd zijn, hunne vaart en handel op de vijandelijke havens voort te zetten, met uitzondering slechts van contrabande waren en van zulke plaatsen, als werkelijk belegerd, of door de oorlogvoerende mogendheden geblokkeerd zijn met eene magt toereikende om den onzijdigen het inkomen te beletten.

ART. XVIII. Onder den naam van contrabande zal verstaan worden: kanon, mortieren, vuurwapenen, pistolen, bommen, granaten, kogels, geweren, vuursteen, lonten, kruid, schilden, pieken, sabels, draagbanden, patroontassen, zadels en toomen enz, met uitzondering van zoodanige hoeveelheid van deze artikelen, als noodig is tot de verdediging van het schip, en van deszelfs equipage.

ART. XIX. In de gevallen, dat een koopvaarder van eene der contracterende partijen door een oorlogschip van de andere gevisiteerd worden kan, is men overeengekomen, dat deze visitatie niet geschieden zal dan door eene sloep, bemand met den hoogste zes

segun el principio de tolerancia universal establecido por las leyes fundamentales del Reyno. 1829

**ART. XVI.** Para la mayor seguridad del comercio entre los Países Bayos y Colombia se ha convenido que si en algun tiempo disgraciadamente sucediere alguna interrupcion en las relaciones amistosas que ahora existen, los subditos o ciudadanos de la una de las partes contratantes residentes en los territorios de la otra, tendran el privilegio de permanecer y continuar su trafico alli, sin ninguna especie de interrupcion mientras se conduzcan pacíficamente y no cometen ofensa contre las leyes; y sus efectos y propiedades ya estan confiados a individuos particulares o al estado, no estarán sujetos a ocupacion o secuestro ni a ningunas otras demandas que las que pueden hacerse de iguales efectos o propiedades pertenecientes a subditos o ciudadanos de la potencia en que residen.

**ART. XVII.** En el caso de estar en guerra una de las partes contractantes, sera licito a los subditos o ciudadanos de la otra de continuar su navegacion y comercio con los puertos enemigos; exceptuando solamente los efectos que se distinguen con el nombre de contrabando y aquellos lugares que se hallen en la actualidad sitiados o bloqueados por una fuerza de la potencia beligerante capaz de impedir la entrada del neutral.

**ART. XVIII.** Bajo el nombre de contrabando se comprenderan: cañones, morteros, armas de fuego, pistolas, bombas, granadas, balos, fuziles, mechaz, polvora, escudos, picas, espados, bandoleras, sellas y frenos e no incluyendo la cantidad de estos articulos que sea necesaria para la defensa del buque y de sa tripulacion.

**ART. XIX.** Para los casos en que un buque mercante de una de las partes contractantes puede ser visitado por un buque de guerra de la otra, se conviene en que no se hara dicha visita sino por un bote tripulado a lo mas por seis hombres, que

1829 koppen, dat de schipper van den koopvaarder niet verplicht worden zal zijn boord te verlaten, en dat de scheepspapieren niet van boord zullen worden gehaald.

Wanneer de koopvaarder zich onder konvooi van een oorlogschip bevindt, zal geene visitatie plaats hebben, en men zal genoegen nemen met de verzekering van den kommandant en van het konvooi, op zijn woord van eer, dat de koopvaarder geene contrabande in heeft.

ART. XX. In de havens der onzijdige partij zal aan de oorlogschepen der andere, en aan de prijzen, die dezelve aldaar mogten opbrengen, al zoodanig onthaal en bescherming te beurt vallen, als met het regt der volken bestaanbaar is.

ART. XXI. In geval de contracterende partijen inmer gemeenschappelijk in oorlog mogten zijn met eene derde mogendheid, wordt bedongen, dat de oorlogschepen der eene de koopvaarders van de andere konvooijeren zullen, zoo dikwijls zij denzelfden koers houden, dat de prijzen, door de oorlogschepen der eene gemaakt, in de havens der andere zullen worden toegelaten, en aldaar, na wettige veroordeeling, zullen kunnen worden verkocht, en dat bij herneming door de eene van de prijzen op de andere door den vijand gemaakt, dezelve aan den oorspronkelijken eigenaar zullen worden teruggegeven, onder aftrek, ten behoeve van den herneemer, van niet meer dan een achtste der waarde, zoo de herneming door een oorlogschip, of van een zesde, zoo dezelve door een kapitein geschiedt.

ART. XXII. Bij aldien in het vervolg blijken mogt dat de thans bestaande verordeningen op het stuk van den slavenhandel niet toereikende zijn, om de Nederlandsche en Colombiaansche schepen de beletten aan denzelven deel te nemen, verbinden de contracterende partijen zich, gemeenschappelijk te overleggen, welke middelen het verder in dezen nuttig zoude zijn aantewenden.

ART. XXIII. Het zal aan elke der contracterende partijen vrijstaan, Konsuls te benoemen om, tot bescherming van den handel, op het grondgebied der andere te resideren, maar vóór dat eenig Konsul als zoodanig werkzaam zij, zal hij door de Regering op welker grondgebied hij zij verblijf houden moet,



no se exigira salga nunca de abordo del mercante 1829  
su capitan, ni se le extraeran los papeles del  
buque.

Quando el mercante vaya convoyado por un buque de guerra no se hara dicha visita y se tendra por bastante la declaracion, bajo palabra de honor del comandante del convoy, de no contener el mercante articulos de contrabando de guerra.

ART. XX. En los puertos de la parte neutral se concedera a los buques de guerra y presos que puede introducir el beligerante todo el acogimiento y proteccion que sea compatible con el derecho de gentes.

ART. XXI. En el caso de que las dos partes contratantes esten en guerra comun con alguna potencia, se estipula que los buques de guerra de la una daran convoy a los mercantes de la otra, siempre que hayan de seguir el mismo rumbo, que se admitiran en los puertos de la una de las partes contratantes las presas que hayan los buques de guerra de la otra; que podran venderse en los mismos despues de haber sido legalmente condenados, y que reprisados por los buques de uno de los contratantes las presas que el enemigo haya hecho al otro, se restituiran a su dueño deduciendo solamente a favor de los represadores la 8<sup>va</sup>. parte del valor de la presa si esta fuere hecha por buque de guerra, la 6<sup>a</sup>. parte si fuere hecha por corsarios.

ART. XXII. Si en adelante pareciere que las ordenanzas ahora existentes sobre el comercio de esclavos son insuficientes para impedir que los buques de los Países Bajos y de Colombia tomen parte en el, prometen los contratantes de deliberar sobre las medidas que seria util adoptar ulteriormente.

ART. XXIII. Estera en libertad cada una de las partes contratantes de nombrar consules para la proteccion del comercio, que residen en los territorios de la otra parte, pero antes que qualquier consul obre como tal, sera aprobado y admitido en la forma acostumbrada por el gobierno en cuyo territorio

1829 in den gebruikelijken vorm moeten goedgekeurd en toegelaten zijn; kunnende elk der contracterende partijen van het verblijf der Konsuls, die bijzondere plaatsen uitzonderen, alwaar het haar niet goeddukt dezelve toetelaten.

ART. XXIV. De diplomatieke agenten en Konsuls van Colombia in de bezittingen van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, zullen al de voorregten, vrijstellingen en immuniteiten genieten reeds toegekend, of nog toetekennen aan de agenten; van gelijken rang der meest begunstigde natie; en de diplomatieke Agenten en Konsuls van Hoogstgedachte Zijne Majesteit in het gebied van Colombia, zullen al de privilegien, vrijstellingen en immuniteiten genieten, die de Colombiaansche genieten in het Koninkrijk der Nederlanden.

ART. XXV. Het tegenwoordig traktaat zal geratificeerd worden, en de ratificatien zullen worden uitgewisseld te Londen, binnen den tijd van negen maanden, of vroeger indien zulks mogelijk is.

Het zal van kracht en waarde blijven gedurende den tijd van twaalf jaren, gerekend van den dag der uitwisseling van de ratificatien; en verder zoo lang niet eene der contracterende partijen aan de andere baar besluit zal hebben kenbaar gemaakt om het te doen ophouden; in welk geval het nog zal voortduren den tijd van twaalf maanden, gerekend van den dag, waarop deze kennisgeving zal zijn ontvangen geworden.

En ten oorkonde van dit alles hebben wij, gevolmagtigden van Hoogstgedachte Zijne Majesteit en van de Regering van Colombia, onze handteekening en zegel hieronder gesteld, binnen Londen, den eersten Mei des jaars 1800 negen en twintig.

A. R. FALCK. JOSE. F. MADRID.

rio debe residir, y qualquiera de las partes contra-<sup>1829</sup> tantes puede exceptuar de la residencia de consules aquellas lugares particulares en que no tenga por conveniente admiterlos.

ART. XXIV. Los agentes diplomaticos y los consules Colombianos en los dominios de Su Magestad el Rey de los Países Bajos gozaran de todos los privilegios, exenciones y inmunidades concedidos o que se concedieren a los agentes de igual rango de la nacion mas favorecida y los agentes diplomaticos y consules de Su dicha Magestad en el territorio de Colombia gozaran de todos los privilegios, exenciones y inmunidades que disfruten los agentes diplomaticos y consules Colombianos en el Reyno de los Países Bajos.

ART. XXV. El presente tratado será ratificado y las ratificaciones serán cangeadas en Londres dentro de nueve meses o antes si fuese posible.

Permanecerá en fuerza y rigor por el espacio de doce años contados desde el día del cange de las ratificaciones, continuará subsistente mientras una de las dos partes contratantes no declara a la otra su resolución de terminarlo, en cuyo caso estará en rigor por el espacio de 12 meses contados desde el día en que se tubiese recibido dicha notificación.

En fe de lo qual nosotros los Plenipotenciarios de Su Magestad el Rey de los Países Bajos y del gobierno de Colombia, lo hemos firmado y sellado en Londres el día primero de Mayo del año mil ochocientos veinte y nueve.

A. R. FALCK.    JOSE F. MADRID.

1829 *Arrangement entre les Pays-Bas et la France concernant la réciprocité par rapport à la franchise des droits de tonnage et de phare, du* <sup>23 Août</sup>/<sub>8 Octbr.</sub> *1829.*

(Copie Nr. 129.)

## I.

**W**y Willem, by de Gratie Gods, koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, etc. etc. etc.

Op het rapport van onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, van den 22 dezer Nr. 19, ten geleide eener dépêche van onzen Gezant te *Parys* betrekke-lyse den uitslag der nadere by het Fransch Gouvernement aangemende pogingen tot vrystelling der Nederlandsche Schepen van de betaling van het tonnengeld, ingeval zy, door nood gedwongen, in eene Fransche haven binnen vallen; — hebbende de Fransche Regering zich bereid getoond, om de Nederlandsche Schepen, die zich in bovengemeld geval bevinden, van het verminderde regt van 50 en 25 Centimes per ton te ontheffen, mits de Fransche vaartuigen, welke uit nood in eene Nederlandsche haven binnenkomen, en aan geen tonnengeld onderworpen zyn, ook vrygesteld worden van het *vuur en baken geld*, hetwelk hier te lande boven het *tonnegeld* geheven wordt, en in Frankryk onder hetzelfde begrepen is.

Gezien de door onzen Minister van Buitenlandsche Zaken overgelegde missiyes van de Departementen van Marine en Kolonien en van Binnenlandsche Zaken en van de Administratie der Directe Belastingen, In-en Uitgrande Regten en Accynsen.

Hebben goedgevonden en verstaan tegen eene geheele vrystelling van *tonnegeld* voor de Schepen onder Nederlandsche vlag, welke, door nood gedwongen, in eene Fransche Haven binnenvallen, wederkeerig aan de Fransche Schepen, welke, onder gelyke omstandigheden, eene Nederlandsche Haven mogten

aandoen, vrystelling te verzekeren, niet alléén van 1829 het *tonnegeld*, maar ook van alle *vuur* en *Baken-gelden*.

Wordende onze Minister van Buitenlandsche Zaken, aan wien de overgelegde Stukken zullen worden teruggedonden, gemagtigd om het Fransch Gouvernement van deze onze beschikking te doen kennis dragen.

Afschriften dezes zullen worden gezonden aan onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, voor de Marine en Kolonien en van Binnenlandsche Zaken, alsmede aan den Administrateur der Directe Belastingen, In en Uitgaande Regten en Accynsen, tot informatie en narigt.

Brussel den 23. Augustus 1829.

WILLEM

van Wege den Koning

J. G. DE MEY VAN STREEFKERK.

Accordeert met deszelfs origineel De Griffier ter  
Staats Secretarie.

D'HAMECOURT L. G.

## II.

Paris le 8. Octobre 1829.

Monsieur le Baron!

Vous m'avez fait l'honneur de me transmettre le 10 Septembre dernier, Copie d'une ordonnance rendue le 23. Août précédent par Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et en vertu de laquelle les navires français, qui abordent dans les ports Néerlandais, par relâche forcée, sont exemptés non seulement de tout droit de tonnage, mais encore de toute taxe de feu et de phare.

Conformément aux dispositions précédemment convenues entre la légation de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et le Gouvernement du Roi, je me suis empressé, Monsieur le Baron, de communiquer cette ordonnance à Monsieur le Ministre des Finances. Il vient de me faire connaître, que des ordres ont été donnés à toutes les Douanes maritimes du Royaume, afin que les navires Néerlandais entrant, par relâche

594 *Arrangem. entre les Pays-Bas et la France.*

1829 forcée, dans nos ports, jouissent également, à titre de réciprocité, de la franchise absolue des droits de tonnage, droits, dans lesquels se confondent en France, les taxes de phare.

Je me félicite, Monsieur le Baron, d'avoir ainsi à vous annoncer la conclusion définitive de cet arrangement, que réclamaient à la fois les intérêts de l'humanité et ceux du commerce maritime, et qui contribuera, je l'espère, à resserrer de plus en plus les liens d'amitié et de bon voisinage, qui unissent les deux États.

J'ai l'honneur d'être avec une haute considération etc. etc. etc.

*Le Prince DE POLIGNAC.*

---

# I.

## TABLE CHRONOLOGIQUE des traités renfermés dans ce tome.

### 1827.

11 Août. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale, et les Chippeways, les Menomoniens et les Winnebagos	Pag. 1	1827
19 Sept. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Pottawatamies.	4	
15 Nov. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Creeks	6	

### 1828.

11 Févr. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et une partie des Miamis	8	1828
6 Mai. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Cherokees	10	
28 Mai. Concordat conclu entre le Saint-Siège et les cantons Suisses de Berne; de Lucerne, de Zug et de Soleure pour réorganiser l'évêché de Bâle	17	
14 Juill. Convention entre l'Autriche et la Suisse sur l'extradition réciproque des criminels	22	
6 Août. Traité entre l'amiral Codrington, et Mehemmed Aly Pascha d'Egypte concernant l'évacuation de la Morée	26	
25 Août. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et la tribu des Winnebagos et les tribus unies des Potawatamies, des Chippewas et des Ottawas	30	

- 1828 7 Sept. Convention entre les trois amiraux et le plénipotentiaire d'Ibrahim Pascha concernant l'embarquement de ses troupes Pag. 32
- 20 Sept. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Potawatamies 33
- 7 Octr. Déclaration ministérielle tenant lieu d'une convention renouvelée d'étappes entre la Prusse et le grand-duché de Hesse 37
- 16 Nov. Déclaration des cours de Londres, de Paris et de Petersbourg, sur la protection à accorder à la Morée et aux Cyclades 53
- 12 Déc. Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et le Brésil 54
- 13 Déc. Convention entre l'Autriche et la Bavière concernant la liquidation et la compensation des arrérages et des dettes dans les pays cédés réciproquement 68

**1829.**

- 1829 27 Févr. Traité de paix entre la Colombie et le Pérou 77
- 13 Avril. Convention entre le grand-duché de Bade et le grand-duché de Hesse, concernant l'exécution réciproque des jugemens rendus par les tribunaux des deux états contre les sujets respectifs 81
- 10 Juin. Traité d'amitié, de navigation et de commerce entre le royaume des Pays-Bas et la république de Colombie conclu à Londres 576
- 10 Juill. Trêve entre les Armées de Colombie et de Pérou conclue à Pura 82
- 29 Juill. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les nations unies des Chippewas, des Ottawas et des Potawatamies conclu à la Prairie du Chien 85
- 1 Août. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Winnebagos, conclu à la Prairie du Chien 88
- 3 Août. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les Delawares; conclu à Little Sandusky 92
- 8 Août. Déclaration de la chambre grand-ducale d'Oldenbourg, concernant un arrangement ultérieur entre l'Hanovre et l'Oldenbourg



- relativement au traité de commerce et de douanes du 10 Janvier 1829 Pag. 93 1829
- Août. Concordat des cantons Suisses de Berne, de Zurich, de Soleure, de Bâle, d'Appenzell-Aufserrhoden, de St. Gal et de Neufchatel concernant le transit des marchandises sur les routes de Rorschach jusqu'à Bâle et à Verrières 95
- Août. Arrangement entre les Pays-Bas et la France concernant la réciprocité par rapport à la franchise des droits de tonnage et de phare 592
- Août. Traité de commerce et de navigation entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et l'Autriche, conclu à Washington 108
- Sept. Capitulation entre le général Espagnol Barradas et le général Mexicain Santa-Anna, signée à Pueblo Viejo près de Tampico 120
- Sept. Article supplémentaire au traité conclu entre les Etats-Unis et les Delawares du 3 Oct. 1818 122
- Octr. Publication relative à la convention conclue le 18 Mars 1829 entre l'Autriche et la Bavière concernant les rapports des salines respectives 124

**1830.**

- Janv. Déclaration tenant lieu d'une convention d'étapes renouvelée entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach 150 1830
- Juill. Convention entre le grand-duché de Bade et celui de Hesse concernant les délits forestiers dans les forêts limitrophes 163
- Juill. Traité entre les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale et les tribus confédérées des Sacs et des Renards; des bandes des Sioux de Medawah-Kanton, de Wahpacoota, de Wahpeton et de Sissetong; les Omahas, les Joways, les Ottoes et les Missourias 164
- Août. Teneur essentielle de la convention conclue entre la France et la régence de Tunis 169
- Sept. Proclamation du président des Etats-Unis de l'Amérique septentrionale concernant la suspension réciproque des droits et impôts sur les vaisseaux et sur les marchan-

- 1830 dises entre les Etats-Unis et le grand-  
 duché d'Oldenbourg. Pag. 171
- 27 Sept. Traité entre les Etats-Unis et les Choc-  
 taws, conclu à Dancing Rabbit Creek 173
- 30 Sept. Convention entre les gouvernemens de  
 Cobourg, de Gotha et celui de Schwarz-  
 bourg-Sondershausen, concernant la ré-  
 ception des vagabonds et des gens sans  
 aveu 186
- 5 Octr. Convention entre la Bavière et la Sar-  
 daigné concernant l'abolition du droit de  
 détraction et de traite-foraine 191

## 1831.

- 25 Janv. Convention entre la Bavière, le Wurtem-  
 berg et le grand-duché de Saxe-Weimar-  
 Eisenach, concernant la réception du bail-  
 lage saxon d'Ostheim dans le système de  
 douanes de Bavière et de Wurtemberg 193
- 30 Janv. Convention entre le duché de Saxe-Mei-  
 ningen et la principauté de Schwarzbourg-  
 Sondershausen, concernant la réception des  
 vagabonds et des gens sans aveu 200
- 10 Févr. Convention de cartel entre tous les états  
 de la confédération Germanique 205
- 11 Févr. Traité entre la Prusse et le grand-duché  
 de Saxe-Weimar concernant l'accession  
 future du grand-duché au système des  
 provinces orientales de Prusse 210
- 28 Févr. Déclaration concernant une modification  
 de l'art. III. de la convention de 1811  
 entre la Prusse et le grand-duché de  
 Mecklenbourg-Schwerin sur l'extradition  
 réciproque des vagabonds 216
- 28 Févr. Traité entre les Etats-Unis de l'Améri-  
 que septentrionale et les Senecas sur la  
 rivière de Sandusky dans l'Ohio, conclu  
 à Washington 218
- 10 Mars. Traité de commerce entre la Bavière,  
 le Wurtemberg et le grand-duché de  
 Saxe-Weimar-Eisenach, avec un car-  
 tel de douanes y relatif 222
- 12 Mars. Déclaration supplémentaire relative aux  
 mesures concertées entre le gouvernement

- Prussien et celui de Waldeck en 1822 1831  
pour empêcher les délits forestiers dans  
les forêts limitrophes Pag. 251
- 1 Mars. Convention entre les Gouvernemens des  
Etats riverains du Rhin et réglemeut ré-  
latif à la navigation du dit fleuve, con-  
clue à Mayence 252
- 5 Avr. Convention entre le grand-duché d'Ol-  
denbourg et le prince évêque d'Ermeland  
concernant l'organisation des affaires dio-  
césaines des habitans catholiques d'Olden-  
bourg et de Jever 313
- 5 Avr. Traité entre la Prusse et la principauté  
de Waldeck, concernant l'accession de  
cette dernière au système des douanes des  
provinces occidentales Prussiennes 340
- 1 Mai. Déclaration ministérielle, concernant l'abo-  
lition concertée entre l'Autriche et la  
Prusse de toute différence dans le traite-  
ment des navires respectifs et de leurs  
cargaisons dans les ports Prussiens et  
Autrichiens 353
- 1 Mai. Déclaration concernant une convention  
sur la franchise d'émigration entre l'Es-  
pagne et la Saxe royale 354
- 1 Mai. Traité entre la Prusse et le duché d'An-  
halt-Bernbourg, concernant le renouvel-  
lement des traités relatifs à l'accession  
des différentes possessions d'Anhalt-Bern-  
bourg au système d'impôts indirects Prus-  
sien 356
- 1 Mai. Traité entre la Prusse et le duché d'An-  
halt-Bernbourg pour régler les droits de  
navigation sur la Saale 361
- 1 Mai. Traité entre la Prusse et le duché d'An-  
halt-Bernbourg concernant l'accession de  
ce dernier au traité conclu entre la  
Prusse et les duchés d'Anhalt-Koethen  
et d'Anhalt-Dessau du 27 Juillet 1828,  
concernant l'abolition de l'octroi de l'Elbe 365
- Juin. Traité entre la Bavière et le Wurtem-  
berg d'un côté et le duché de Saxe-Co-  
bourg-Gotha de l'autre côté concernant  
l'accession du baillage Saxon de Koenigs-

1831. berg au système de douanes de Bavière et de Wurtemberg Pag. 361
- 13.16Jun. Traités entre le grand - duché de Saxe-  
et13Nov. Weimar-Eisenach et le duché d'Alten-  
1832 bourg concernant l'arrangement d'ancien-  
nes prétentions conclus à Altenbourg 370
- 14 Juill. Convention conclue par le contre-amiral  
baron Roussin, commandant l'escadre fran-  
çoise dans le Tage et le commandeur por-  
tugais Mr. Antonio Kavrio d'Abreu Ca-  
stello - Branco 461
- 28 Juill. Déclaration concernant l'extension du traité  
conclu en 1824 entre la Prusse et le du-  
ché de Saxe - Hildbourghausen pour ré-  
primer les délits forestiers dans les fo-  
rêts limitrophes, sur toutes les posses-  
sions de Sa Maj. le roi de Prusse et de  
S. A. S. le duc de Saxe-Meiningen 470
- 10 Août. Convention entre la Prusse et le grand-  
duché de Saxe - Weimar - Eisenach pour  
l'exécution des articles III. et VII. du  
traité du 11 février et de plusieurs au-  
tres dispositions 47
- 5 et 18 Convention entre le grand-duché de Saxe-  
Août. Weimar-Eisenach et le duché de Saxe-  
Altenbourg concernant différens rapports  
de juridiction entre les deux états, signée  
à Weimar et à Altenbourg 481
- 22 Août. Déclaration concernant la continuation et  
la modification de la convention d'étapes  
conclue le 28 Septb. 1818 entre la Prusse  
et le grand-duché d'Oldenbourg par rap-  
port à la principauté de Birkenfeld 49
- 25 Août. Traité de commerce et de douanes entre  
la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un  
côté et la Hesse électorale de l'autre 49
- 4 Octr. Traité d'amitié et de commerce entre la  
Saxe royale et les Etats-Unis du Mexi-  
que conclu à Londres 51
- 7 Octr. Traité préliminaire de commerce entre  
l'Hanovre et le duché de Brunswick, signé  
à Hanovre 53

*Table chronologique.*

601

- 14 Octr. Acte additionnel aux traités existans entre le Danemarc et la Russie, signé à Copenhague 1831  
Pag. 537
- $\frac{24}{19}$  Octr. Convention entre S. M. le Roi de la Grande-Bretagne et S. A. S. le duc de Brunsvic concernant les mariages des princes et des princesses de la maison Guelphe 540
- 16 Nov. Convention entre la Grande-Bretagne et la Russie pour renouveler les engagements contractés en 1815 au sujet de la dette russo-batave, conclue à Londres 542
- 30 Nov. Convention entre la France et la Grande-Bretagne pour la suppression plus efficace du trafic des esclaves, signée à Paris 544
- 30 Nov. Traité entre la France et la Grande-Bretagne, relatif à la répression du crime de la traite des noirs, conclu à Paris 547
- 30 Nov. Convention supplémentaire à ce traité, conclue à Paris le 22 Mars 1833 549
- 9 Déc. Traité entre l'Hanovre et le duché de Brunsvic concernant l'accession des esclaves brunsvicoises au système des contributions indirectes Hanovrien, signé à Hanovre 559
- 31 Déc. Déclaration réciproque de la Bavière et du Wurtemberg concernant le transport et la poursuite des criminels 574
-

## II.

### TABLE ALPHABETIQUE.

#### Allemagne (Diète Germanique).

1831 10 Févr. Convention de cartel entre tous les états  
de la confédération Germanique Pag. 205

Altenbourg voyez Saxe - Altenbourg.

#### Amérique (Peuples divers).

1827 11 Août. Traité entre les Etats - Unis d'Amérique  
et les Chippeways, les Menemonies et les  
Winnebagos conclu à la Butte des Morts 1  
19 Sept. Traité entre les Etats - Unis d'Amérique  
et les Pottawatamies, conclu à St. Joseph 4  
15 Nov. Traité entre les Etats - Unis d'Amérique  
et les Creeks 6  
1828 11 Févr. Traité entre les Etats - Unis d'Amérique  
et une partie des Miamis 8  
6 Mai. Traité entre les Etats - Unis d'Amérique  
et les Cherokees 10  
25 Août. Traité entre les Etats - Unis d'Amérique  
et la tribu des Winnebagos et les tribus  
unies des Potawatamies, des Chippewas et  
des Ottawas, conclu à Green-Bay 30  
30 Sept. Traité entre les Etats - Unis d'Amérique  
et les Potawatamies, conclu à St. Joseph 33  
1829 29 Juill. Traité entre les Etats - Unis d'Amérique  
et les nations unies des Chippewas, des  
Ottawas et des Potawatamies, conclu à  
Prairie du Chien 85  
1 Août. Traité entre les Etats - Unis d'Amérique

*Table alphabétique.*

603

et les Winnebagos, conclu à Prairie du Chien	Pag. 88	1829
3 Août. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les Delawares, conclu à Little Sandusky	92	
24 Sept. Article supplémentaire au traité conclu entre les Etats-Unis d'Amérique et les Delawares le 3 Octr. 1818	122	
15 Juill. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les tribus confédérées des Sacs et des Renards, des bandes des Sioux de Medawah-Kanton, de Wahpacoota, de Wahpeton et de Sissetong; les Omahas, les Joways, les Ottoes et les Missourias conclu à Prairie du Chien	164	1830
27 et 28 Sept. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les Choctaws conclu à Dancing Rabbit Creek, avec plusieurs articles supplémentaires	173	
28 Févr. Traité entre les Etats-Unis d'Amérique et les Senecas sur la rivière de Sandusky dans l'Ohio, conclu à Washington	248	1831

**Amérique septentrionale (Etats-Unis).**

11 Août. Traité avec les Chippeways, les Menomoniés et les Winnebagos, conclu à la Butte des Morts	1	1827
19 Sept. Traité avec les Potawatamies, conclu à St. Joseph	4	
15 Nov. Traité avec les Creeks	6	
11 Févr. Traité avec une partie des Miamis	8	1828
6 Mai. Traité avec les Cherokees	10	
25 Août. Traité avec la tribu des Winnebagos et les tribus unies des Potawatamies, des Chippeways et des Ottawas, conclu à Green-Bay	30	
30 Sept. Traité avec les Potawatamies, conclu à St. Joseph	33	
12 Déc. Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation avec le Brésil	54	
29 Juill. Traité avec les nations unies des Chippeways, des Ottawas et des Potawatamies, conclu à Prairie du Chien	85	1829

- 1829 1 Août. Traité avec les Winnebagoes, conclu à  
Prairie du Chien Pag. 88
- 3 Août. Traité avec les Delawares, conclu à Little  
Sandusky 92
- 27 Août. Traité de commerce et de navigation avec  
l'Autriche 108
- 24 Sept. Article supplémentaire au traité conclu  
avec les Delawares le 3 Octr. 1818 122
- 1830 15 Juill. Traité avec les tribus confédérées des Sacs  
et des Renards, des bandes des Sioux de  
Medawah-Kanton, de Wahpacoota, de  
Wahpeton et de Sissetong; les Omahas,  
les Joways, les Ottoes et les Missourias,  
conclu à Prairie du Chien 164
- 18 Sept. Proclamation du président des Etats-Unis  
de l'Amérique septentrionale concernant  
la suppression réciproque des droits et  
impôts sur les vaisseaux et sur les mar-  
chandises entre les Etats-Unis et le  
grand-duché d'Oldenbourg 171
- 27 et 28 Sept. Traité avec les Choctaws, conclu à Dan-  
cing Rabbit Creek, avec plusieurs articles  
supplémentaires 173
- 1831 28 Févr. Traité avec les Senecas sur la rivière de  
Sandusky dans l'Ohio, conclu à Was-  
hington 218

## Angleterre voyez Grande-Bretagne.

## Anhalt-Bernbourg.

- 1831 17 Mai. Traité avec la Prusse concernant le renou-  
vellement des traités relatifs à l'accession  
des différentes possessions d'Anhalt-Bern-  
bourg au système d'impôts indirect Prussien 356
- 17 Mai. Traité avec la Prusse concernant l'acces-  
sion du duché au traité conclu entre la  
Prusse et les duchés d'Anhalt-Koethen et  
d'Anhalt-Dessau du 27 Juillet 1828 con-  
cernant l'abolition de l'octroi de l'Elbe 365
- 17 Mai. Traité avec la Prusse pour régler les  
droits de navigation sur la Saale 361



**Autriche.**

- 14 Juill. Convention avec la Suisse sur l'extradition réciproque des criminels Pag. 22 1828
- 13 Déc. Convention avec la Bavière concernant la liquidation et la compensation des arrérages et des dettes dans les pays cédés réciproquement 68 1829
- 27 Août. Traité de commerce et de navigation avec les Etats - Unis de l'Amérique septentrionale 108 1829
- 23 Octr. Publication relative à la convention conclue le 18 Mars 1829 entre l'Autriche et la Bavière concernant les rapports des salines respectives 124 1831
- 1 Mai. Déclaration ministérielle concernant l'abolition concertée avec la Prusse de toute différence dans le traitement des navires respectifs et de leurs cargaisons dans les ports Prussiens et Autrichiens 353

**Bâde.**

- 14 Avr. Convention avec le grand-duché de Hesse, concernant l'exécution réciproque des jugemens rendus par les tribunaux des deux états contre les sujets respectifs. 81 1829
- 10 Juill. Convention avec le grand-duché de Hesse concernant les délits forestiers dans les forêts limitrophes 163 1830
- 31 Mars. Convention entre les gouvernemens des états riverains du Rhin et règlement relatif à la navigation du dit fleuve, conclus à Mayence 252 1831

**Bavière.**

- 13 Déc. Convention avec l'Autriche concernant la liquidation et la compensation des arrérages et des dettes dans les pays cédés réciproquement 68 1828
- 23 Octr. Publication relative à la convention conclue le 18 Mars 1829 entre l'Autriche et la Bavière concernant les rapports des salines respectives 124 1829

- 1830 5 Octr. Convention avec la Sardaigne, concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine Pag. 191
- 1831 25 Janv. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant la réception du baillage Saxon d'Ostheim dans le système de douanes de Bavière et de Wurtemberg 193
- 10 Mars. Traité de commerce avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach avec un cartel de douanes y relatif 222
- 31 Mars. Convention entre les gouvernemens des états riverains du Rhin et règlement relatif à la navigation, conclus à Mayence 252
- 14 Juin. Traité avec le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant l'accession du baillage saxon de Königsberg au système de douanes de Bavière et de Wurtemberg 369
- 31 Déc. Déclaration réciproque de la Bavière et du Wurtemberg concernant le transport et la poursuite des criminels 574

## Brésil.

- 1828 12 Dec. Traité de paix, d'amitié, de commerce et de navigation, avec les Etats-Unis de l'Amérique septentrionale 54

Bretagne voyez Grande-Bretagne.

## Brunsvic.

- 1831 7 Octr. Traité préliminaire de commerce avec l'Hanovre signé à Hanovre 533
- 24<sup>25</sup> Octr. Convention entre S. M. le Roi de la Grande-Bretagne et S. A. S. le duc de Brunsvic concernant les mariages des princes et des princesses de la maison Guelphe 540
- 9 Déc. Traité avec l'Hanovre concernant l'accession des enclaves brunsvicoises au système des contributions indirectes Hanovrien, signé à Hanovre 559

## Colombie.

- 1829 27 Févr. Traité de paix avec le Pérou, conclu à Giron 77

# Table alphabétique.

607

- 1 Mai. Traité d'amitié de navigation et de commerce avec le royaume des Pays-Bas, conclu à Londres 1829 577
- 10 Juill. Trêve avec l'armée de Pérou, conclue à Puira 82

## Danemarc.

- 14 Octr. Acte additionnel aux traités existans entre le Danemarc et la Russie, signé à Copenhague 1831 53

Diète Germanique voyez Allemagne.

## Espagne.

- 11 Sept. Capitulation entre le général espagnol Bar-radas et le général Mexicain Santa-Anna, signée à Pueblo Viejo 1829 120
- 3 Mai. Déclaration concernant une convention sur la franchise d'émigration conclue avec la Saxe royale 1831 354

Etats-unis voyez Amérique septentrionale et Mexique.

## France.

- 16 Nov. Déclaration sur la protection à accorder à la Morée et aux Cyclades 1828 53
- 23 Août. Arrangement avec les Pays-Bas concernant la réciprocité par rapport à la franchise des droits de tonnage et de phare 1829 592
- 11 Août. Teneur essentielle de la convention conclue entre la France et la régence de Tunis 1830 169
- 31 Mars. Convention entre les gouvernemens des états riverains du Rhin et règlement relatif à la navigation du dit fleuve conclus à Mayence 1831 252
- 14 Juill. Convention conclue par le contre-amiral baron Roussin, commandant l'escadre française dans le Tage et le commandeur portugais Mr. Antonio Kavrio d'Abreu Castello-Branco 466
- 30 Nov. Traité avec la Grande-Bretagne, relatif à la répression du crime de la traite des noirs, conclu à Paris 547
- 22 Mars. Convention supplémentaire au traité précédent, conclue à Paris 1833 549

## Grande-Bretagne.

- 1828 6 Août. Traité entre l'amiral Codrington et Mehemmed Aly Pascha d'Egypte, concernant l'évacuation de la Morée Pag. 26
- 16 Nov. Déclaration sur la protection à accorder à la Morée et aux Cyclades 53
- 1831  $\frac{24}{25}$  Octr. Convention entre S. M. le Roi de la Grande-Bretagne et S. A. S. le duc de Brunsvic concernant les mariages des princes et des princesses de la maison Guelphé 540
- 16 Nov. Convention avec la Russie pour renouveler les engagemens contractés en 1815 au sujet de la dette russo-batave, conclue à Londres 542
- 30 Nov. Traité avec la France, relatif à la répression du crime de la traite des noirs, conclu à Paris 547
- 1833 22 Mars. Convention supplémentaire au traité précédent, conclue à Paris 549

## Hanovre.

- 1829 8 Août. Déclaration de la chambre grand-ducale d'Oldenbourg concernant un arrangement ultérieur avec l'Hanovre relativement au traité de commerce et de douanes 93
- 1831 8 Déc. Traité avec le duché de Brunsvic concernant l'accession des enclaves brunsvicoises au système des contributions indirectes Hanovrien, signé à Hanovre 559
- 7 Octr. Traité préliminaire de commerce avec le duché de Brunsvic signe à Hanovre 533

## Hesse électorale.

- 25 Août. Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Hesse électorale de l'autre 497

## Hesse grand-ducale (Darmstadt).

- 1828 7 Octr. Déclaration ministérielle tenant lieu d'une convention renouvelée d'étappes avec la Prusse 37

*Table alphabétique.*

609

- 14 Avril. Convention avec le grand-duché de Bâde 1829  
concernant l'exécution réciproque des ju-  
gemens rendus par les tribunaux des deux  
états entre les sujets respectifs Pag. 81
- 10 Juill. Convention avec le grand-duché de Bâde 1830  
concernant les délits forestiers dans les  
forêts limitrophes 163
- 31 Mars. Convention entre les gouvernemens des 1831  
états riverains du Rhin et réglemeut re-  
latif à la navigation du dit fleuve, con-  
clus à Mayence 252
- 25 Août. Traité de commerce et de douanes entre  
la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un  
côté et la Hesse électorale de l'autre 497

**Mecklenbourg-Schwerin.**

- 28 Févr. Déclaration concernant une modification 1831  
de l'art. 3. de la convention de 1811 entre  
la Prusse et le grand-duché de Mecklen-  
bourg-Schwerin sur l'extradition des vaga-  
bonds 210

**Mexique.**

- 11 Sept. Capitulation entre le général espagnol 1829  
Barradas et le général Mexicain Santa-Anna,  
signée à Pueblo Viejo 120
- 4 Octr. Traité d'amitié et de commerce entre la 1831  
Saxe royale et les Etats-Unis du Mexique  
conclu à Londres 518

**Nassau.**

- 31 Mars. Convention entre les gouvernemens des 1831  
états riverains du Rhin et réglemeut re-  
latif à la navigation du dit fleuve, con-  
clus à Mayence 252

**Oldenbourg.**

- 8 Août. Déclaration de la chambre grand-ducale, 1829  
concernant un arrangement ultérieur avec  
l'Hanovre relativement au traité de com-  
merce et de douanes 93
- 18 Sepr. Proclamation du président concernant la 1830  
suspension réciproque des droits et im-  
pôts sur les vaisseaux et sur les mar-  
chandises entre les Etats-Unis et le grand-  
duché d'Oldenbourg 171

- 1831 5 Avr. Convention avec le prince évêque d'Er-  
meland concernant l'organisation des affai-  
res des habitans catholiques d'Oldenbourg  
et de Jever 313
- 22 Août. Déclaration concernant la continuation et  
la modification de la convention d'étap-  
pes conclue le 28 Sept. 1818. entre la  
Prusse et le grand-duché d'Oldenbourg  
par rapport à la principauté de Birkenfeld 493

## Pays - Bas.

- 1829 1 Mai. Traité d'amitié, de navigation et de com-  
merce avec la république de Colombie,  
conclu à Londres 577
- 23 Août. Arrangement avec la France concernant  
8 Oct.. la réciprocité par rapport à la franchise  
des droits de tonnage et de phare 592
- 1831 31 Mars. Convention entre les gouvernemens des  
états riverains du Rhin et règlement  
relatif à la navigation du dit fleuve, con-  
clus à Mayence 252

## Perou.

- 1829 27 Févr. Traité de paix avec la Colombie, con-  
clu à Giron 77
- 10 Juill. Trêve avec l'armée de Colombie, con-  
clue à Puira 82

## Porte Ottomane.

- 1828 6 Août. Traité entre l'amiral Codrington et Me-  
hemed Aly Pascha d'Egypte concernant  
l'évacuation de la Morée 26
- 7 Sept. Convention entre les trois amiraux et le  
plénipotentiaire d'Ibrahim Pascha, con-  
cernant l'embarquement de ses troupes 32
- 1831 10 Nov. Déclaration des cours de Londres, de Paris  
et de Petersbourg, sur la protection à  
accorder à la Morée et aux Cyclades 53

## Portugal.

- 1831 14 Juill. Convention conclue par le contre-amiral  
baron Roussin, commandant l'escadre fran-  
çoise dans le Tage et le commandeur por-  
tugais Mr. Antonio Kavrio d'Abreu Ca-  
stello-Branco 466

Prusse.

- 7 Oct. Déclaration ministérielle tenant lieu d'une convention renouvelée d'étappes avec le grand duché de Hesse 1828  
Pag.37
- 12 Janv. Déclaration tenant lieu d'une convention d'étappes renouvelée entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach 150
- 11 Févr. Traité avec le grand-duché de Saxe-Weimar concernant l'accession future du grand-duché au système des douanes des provinces orientales de Prusse 210
- 28 Févr. Déclaration concernant une modification de l'art. 3 de la convention de 1811 entre la Prusse et le grand-duché de Mecklenbourg-Schwerin sur l'extradition réciproque des vagabonds 210
- 12 Mars. Déclaration supplémentaire relative aux mesures concertées avec le gouvernement de Waldeck en 1822 pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 251
- 31 Mars. Convention entre les gouvernemens des états riverains du Rhin et règlement relatif à la navigation du dit fleuve, conclus à Mayence 252
- 16 Avr. Traité avec la principauté de Waldeck, concernant l'accession de cette dernière au système des douanes des provinces occidentales Prussiennes 340
- 1 Mai. Déclaration ministérielle concernant l'abolition concertée avec l'Autriche de toute différence dans le traitement des navires respectifs et de leurs cargaisons dans les ports Prussiens et Autrichiens 353
- 17 Mai. Traité avec le duché d'Anhalt-Bernbourg, concernant le renouvellement des traités relatifs à l'accession des différentes possessions d'Anhalt-Bernbourg au système d'impôts indirects Prussien 356
- 17 Mai. Traité avec le duché d'Anhalt-Bernbourg concernant l'accession de celui-ci au traité conclu entre la Prusse et les duchés d'Anhalt-Köthen et d'Anhalt-

- 1828 Dessau du 27 Juillet 1828 concernant l'abolition de l'octroi de l'Elbe Pag. 365
- 1831 17 Mai. Traité avec le duché d'Anhalt-Bernbourg pour régler les droits de navigation sur la Saale 361
- 28 Juill. Déclaration concernant l'extension du traité conclu en 1824 entre la Prusse et le duché de Saxe-Hildbourghausen pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes, sur toutes les possessions de Sa Maj. le Roi de Prusse et de S. A. S. le duc de Saxe-Meiningen 470
- 10 Août. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach pour l'exécution des Articles III. et VII. du traité du 11 Février et de plusieurs autres dispositions 471
- 22 Août. Déclaration concernant la continuation et la modification de la convention d'échanges conclue le 28 Sept. 1818. entre la Prusse et le grand-duché d'Oldenbourg par rapport à la principauté de Birkenfeld 493
- 25 Août. Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'un côté et la Hesse électorale de l'autre 496

## Rome (cour de).

- 1828 28 Mai. Concordat conclu entre le Saint-Siège et les cantons Suisses de Berne, de Lucerne, de Zug et de Soleure pour réorganiser l'évêché de Bâle 17
- 1831 5 Avr. Convention avec le grand-duché d'Oldenbourg concernant l'organisation des affaires diocésaines des habitans catholiques d'Oldenbourg et de Jever 323

## Russie.

- 1831 14 Oct. Acte additionnel aux traités existans avec le Danemarck, signé à Copenhague 537
- 16 Nov. Convention avec la Grande-Bretagne pour renouveler les engagements contractés en 1815 au sujet de la dette russo-batave, conclue à Londres 542



## Table alphabétique.

613

### Sardaigne.

- Oct. Convention avec la Bavière, concernant l'abolition du droit de détraction et de traite-foraine 1830  
Pag. 191

### Saxe (royale).

- Mai. Déclaration concernant une convention sur la franchise d'émigration conclue avec l'Espagne 1831  
354  
Octr. Traité d'amitié et de commerce avec les Etats-Unis du Mexique conclu à Londres 518

### Saxe-Altenbourg.

- 16Juin. Traités avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant l'arrangement d'anciennes prétentions 1831  
376  
Mai. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach concernant différents rapports de juridiction entre les deux états, signée à Weimar et à Altenbourg 482  
Août.

### Saxe-Cobourg-Gotha.

- Sept. Convention avec le gouvernement de Schwarzbourg-Sondershausen, concernant la réception des vagabonds et des gens sans aveu 1831  
186  
Juin. Traité avec la Bavière et le Wurtemberg, concernant l'accession du baillage Saxon Koenigsberg au système de douanes de Bavière et de Wurtemberg 369

### Saxe-Meiningen.

- Janv. Convention avec la principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, concernant la réception des vagabonds et des gens sans aveu 1831  
200  
Juill. Déclaration concernant l'extension du traité conclu en 1824 entre la Prusse et le duché de Saxe-Hildburghausen pour réprimer les délits forestiers dans les forêts limitrophes sur toutes les possessions de Sa Maj. le Roi de Prusse et de S. A. S. le duc de Saxe-Meiningen 470

**Saxe - Weimar - Eisenach.**

- 1830 12 Janv. Déclaration tenant lieu d'une convention d'étappes renouvelées entre la Prusse et le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach 150
- 1831 25 Janv. Convention avec la Bavière et le Wurtemberg, concernant la réception du bailage Saxon d'Ostheim dans le système de douanes de Bavière et de Wurtemberg 193
- 11 Févr. Traité avec la Prusse concernant l'accèsion future du grand-duché au système des douanes des provinces orientales de Prusse 210
- 10 Mars. Traité de commerce avec la Bavière et le Wurtemberg avec un cartel de douanes y relatif 222
- 1832 13. 16 Traités avec le duché d'Altenbourg concernant l'arrangement d'anciennes pré-tentions 376
- 1831 10 Août. Convention avec la Prusse, pour l'exécution des articles III. et VII. du traité du 11 février et de plusieurs autres dispositions 471
- 5 et 18 Août. Convention avec le duché de Saxe-Altenbourg concernant différens rapports de juridiction entre les deux états, signée à Weimar et à Altenbourg 482

**Schwarzbourg - Sondershausen.**

- 1830 30 Sept. Convention avec les gouvernemens de Cobourg et de Gotha, concernant la réception des vagabonds et des gens sans aven 186
- 1831 30 Janv. Convention avec le duché de Saxe-Meiningen, concernant la réception des vagabonds et des gens sans aven 200

**Suisse.**

- 1828 28 Mai. Concordat conclu entre le Saint-Siège et les cantons Suisses de Bern, de Lucerne, de Zug et de Soleure, pour réorganiser l'évêché de Bâle 17

### *Table alphabétique.*

615

- 14 Juill. Convention avec l'Autriche sur l'extradition réciproque des criminels 1828 22  
17 Août. Concordat des cantons Suisses de Bérn, de Zurich, de Soleure, de Bâle, d'Appenzell - Ausserrhoden, de St. Gal et de Neufchatel concernant le transit des marchandises sur les routes de Rohrschach jusqu'à Bâle et à Verrières 1829 95

#### **Tunis.**

- 11 Août. Teneur essentielle de la convention conclue entre la France et la régence de Tunis 1830 169

#### **Waldeck.**

- 12 Mars. Déclaration supplémentaire relative aux mesures concertées avec le gouvernement Prussien en 1822 pour empêcher les délits forestiers dans les forêts limitrophes 1831 251  
16 Avr. Traité avec la Prusse, concernant l'accession de la principauté au système des douanes des provinces occidentales Prussiennes 340

#### **Wurtemberg.**

- 25 Janv. Convention avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant la réception du baillage Saxon Ostheim dans le système de douanes de Bavière et de Wurtemberg 1831 193  
10 Mars. Traité avec le grand-duché de Saxe-Weimar-Eisenach avec un cartel de douanes y relatif 222  
14 Juin. Traité avec le duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant l'accession du baillage Saxon de Koenigsberg au système de douanes de Bavière et de Wurtemberg 369  
31 Déc. Déclaration réciproque de la Bavière et de Wurtemberg concernant le transport et la poursuite des criminels. 574
-

